TABLE

DES

COMMENTAIRES DE J. VOET

SUR LES PANDECTES,

ANALYSÉS DANS LEURS RAPPORTS

AVEC

CHACUN DES ARTICLES DES CINQ CODES FRANÇAIS.

Bruxelles.
LIBRAIRIE POLYTECHNIQUE,
GÉRANT : A. DECQ,
RUE DE LA MADELAINE, N° 9.

1841

Droit immortel qui après des siècles plane encore sur le nôtre, pour l'inspirer de ses souvenirs. Nous n'avons dû nous livrer à aucun Commentaire à ce sujet, par la raison que ce n'est point un ouvrage de doctrine, mais une simple Table que nous avons composée.

Nous espérons que les motifs qui nous ont déterminé à lui donner autant d'extension seront goûtés par les personnes qui la consulteront; qu'elles penseront comme nous que les fragments du Droit ancien qui sont devenus étrangers à notre législation, peuvent en être cependant considérés comme l'appendice : quand nous contemplons avec admiration les vestiges d'un temple antique, nous en recherchons avec curiosité les proportions anciennes et l'unité primitive, et l'imagination se plaît à compléter elle-même les parties du monument que les siècles ont renversé.

Présentons maintenant quelques observations de détail sur la classification des matériaux de la table.

Les divisions générales et les subdivisions étaient établies à *priori* par les Codes français. Elles étaient naturellement tracées par les titres, les chapitres, les sections et plus particulièrement par les articles qui sont entrés dans leur composition. C'est dans ce cadre que nous avons classé l'analyse du Commentaire de Voët, suivant l'ordre le mieux approprié aux dispositions du Droit français. Les citations les plus nombreuses sont celles qui trouvent leur place sous les différents articles de nos Codes. Elles comprennent les principes et les questions qui se lient aux dispositions renfermées dans chaque article en particulier, et qui peuvent en être considérés comme la racine et le Commentaire.

Mais Voët expose et discute des principes et des questions qui ne pouvaient être régulièrement classés sous aucun article des Codes français, soit parce que ces passages de l'auteur ne s'y rattachent ni directement ni indirectement, soit parce qu'ils ne présentent qu'une analogie forcée avec les dispositions spéciales consignées dans ces articles. Le législateur a quelquefois abandonné à l'application des règles générales de doctrine la solution de plusieurs questions intéressantes sur lesquelles il n'a formulé aucune prescription particulière, et Voët offre souvent de grandes ressources pour les décider suivant les règles les plus sûres de la jurisprudence. Nous avons pris le parti de comprendre ces questions et ces principes en quelque sorte exceptionnels sous une rubrique destinée à les recevoir, et de les placer sous cette dénomination de ***principes généraux***, de ***questions diverses***, inscrite en tête des titres, des chapitres, des sections ou des paragraphes dans lesquels étaient traitées en détail les matières avec lesquelles ces questions et ces principes concordaient et se rapprochaient par des aperçus généraux; par exemple, en tête du titre ***de la Tutelle***, nous avons noté plusieurs documents du Droit romain dont on ne trouve aucune trace dans les articles du Code civil; en tête du titre ***de la Propriété***, nous avons intercallé les principes sur la revendication dont le législateur français ne s'est point spécialement occupé; les fragments du Droit romain sur les pactes et les pollicitations ont naturellement trouvé leur place sous le titre ***des Contracts ou des Obligations conventionnelles en général***, et quand ces divers matériaux étaient trop abondants, nous les avons subdivisés en chapitres, ou en sections, ou en paragraphes, afin d'éviter la confusion (1). Cette méthode entraîne quelquefois des coupures contraires aux lois de la logique, un défaut d'enchaînement dans l'emploi des matériaux; mais il ne nous a pas été possible de tenir toujours d'une main ferme le fil du sujet, commandé que nous étions par la marche que nous traçait le plan des Codes français. D'ailleurs il ne faut pas perdre de vue que cette Table n'est pas composée pour être lue avec suite, mais pour être consultée et pour faciliter les recherches toujours lentes et pénibles dans un ouvrage étendu. Elle est particulièrement destinée à diriger les personnes qui, peu familiarisées avec les

(1) Nous pourrions multiplier ces exemples. Ainsi sous le titre *du Mandat*, en tête du titre nous avons placé tout ce qui est relatif au procureur *in rem suam*, à l'action *quod jussu*, à l'action *æstimatoria, institoria, tributoria*. — Les règles sur la juridiction et ses différentes espèces, sur les actions, ont été notées sous le titre général du Code de procédure, *De la procédure devant les tribunaux*. — Les dispositions relatives au douaire devaient être rangées sous le chapitre IX, *des Dispositions entre époux, soit par contract de mariage, soit pendant le mariage*

lois romaines, éprouvent de l'embarras et emploient d'ordinaire beaucoup de temps pour découvrir des principes et des questions disséminés sous une foule de titres qui souvent paraissent sans analogie avec notre jurisprudence.

Pour donner de l'unité et de la suite à cette partie de notre ouvrage, nous avons imaginé de continuer à subdiviser les différentes parties de chaque titre, par des indications qui présentent l'analyse des dispositions des Codes français, et qui selon le besoin et l'importance des matières donnent plus d'extension à ces dispositions en les généralisant quelquefois pour faciliter le classement didactique des matériaux; par exemple, l'art. 4 du Code civil ordonne que le juge qui refusera de juger, sous prétexte du silence ou de l'insuffisance de la loi, puisse être poursuivi comme coupable de déni de justice. De cette obligation imposée au juge dérive pour lui la nécessité d'interpréter la loi lorsqu'elle est muette ou obscure. Le germe de l'obligation d'interpréter est donc implicitement renfermé dans cet article; ce germe mystérieux, nous l'avons mis en lumière par ce titre : *De l'interprétation des lois*. Le Code civil n'offre qu'un seul principe sur l'objet des transactions, il est renfermé dans l'article 2046, qui porte : « On peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit. La « transaction n'empêche pas la poursuite du ministère « public. » En titre de cet article nous avons inscrit cette indication «sur quelles choses on peut transiger,» et généralisant ainsi la disposition spéciale qu'il renferme, nous avons placé dans cet endroit tout ce qui a rapport à l'objet des transactions. Au moyen de ces subdivisions et de ces analyses, la Table sera plus complète et plus méthodique, on saisira d'un seul coup d'œil l'ensemble de la matière, et on se fixera sans effort sur les différentes fractions du plan général et sur la partie qui sera le but des diverses recherches.

Il nous est arrivé de grouper quelquefois plusieurs articles d'une même matière; nous nous sommes conformé à cette méthode, lorsque les principes du Droit romain ne nous paraissaient pas assez nettement dessinés dans leurs rapports avec le Droit français pour cadrer avec l'un de ces articles plutôt qu'avec un autre, et présentaient des généralités qui pouvaient se rapprocher de chacun d'eux.

Enfin les lois de l'analogie appelaient l'annotation de beaucoup de principes et de beaucoup de questions sous différents articles, avec lesquels ils présentaient également des rapports. Nous avons répété ces principes et ces questions sous les différents articles, ou nous avons fait des renvois qui permettront de les retrouver aisément dans les parties de la Table où ils avaient été déjà notés.

Tel est l'abrégé du plan général que nous avons exécuté. Nous serons satisfait et récompensé de nos peines, si l'ordre et la division, qui nous appartiennent en entier, satisfont les esprits éclairés.

La critique nous traiterait avec indulgence si elle connaissait les circonstances qui nous ont décidé à cette composition, dont nous n'avions pas calculé d'avance toute la portée et toute l'étendue, et ces circonstances nous autoriseraient à dire avec le poëte :

Da veniam scriptis, quorum non gloria nobis causa, sed utilitas officium que fuit.

(*Ovide de Ponto.* Lib. III. Eleg. IX.)

Dans un siècle si fécond en productions de l'intelligence, ce serait une étrange illusion de rechercher de la renommée par la publication d'une simple Table qui n'exige aucun génie, qui ne veut que du temps, de la patience et du discernement. Le seul espoir d'obtenir les suffrages des hommes studieux nous a soutenu dans l'accomplissement de la tâche que nous nous étions imposée. Ces personnes ne nous refuseront pas, nous l'espérons, leurs encouragements et leur bienveillance : en consultant l'ensemble du travail dont nous leur faisons hommage, elles en excuseront l'insuffisance et la médiocrité en faveur des bonnes intentions qui nous l'ont inspiré, et elles répèteront peut-être avec nous : *Magnus labor, tenuis gloria.*

MAURICE.

Président de Chambre à la Cour royale de Besançon.

EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS.

Le premier chiffre indique le livre, le second le titre, le troisième le paragraphe ou le numéro. Quelquefois la même question, le même principe, sont exprimés dans plusieurs endroits de l'ouvrage, ce qui amène plusieurs citations qui sont séparées par un tréma.

Ainsi les chiffres I. IV. VII. — XXX. II. nos V et VIII, signifient : Livre premier, titre quatre, paragraphe sept. — Livre trente, titre deux, numéros cinq et huit.

Les renvois sont indiqués aux différentes parties de la Table par la lettre V. qui signifie *vide*, pour les questions qui se rapportent à diverses matières et qui exprimées dans un endroit n'ont pas dû être répétées dans un autre.

Les lettres C. ou Civ. indiquent la partie de la Table mise en rapport avec le Code civil ; les lettres C. Pr. la partie qui se rattache au Code de procédure, les initiales COMM. celle qui est rapprochée du Code de commerce ; les lettres C. Ins. Cr. celle qui regarde le Code d'instruction criminelle, et les initiales C. Pén. la partie qui concerne le Code pénal.

Les renvois aux articles de ces différents Codes sont désignés par leur numéro d'ordre, par le chapitre, la section, le paragraphe, lorsque la matière est subdivisée de cette manière, et par le numéro de la question à laquelle ce renvoi est adressé.

Ainsi V. C. art. 469. sect. II. n° V. signifie : Voyez Code civil, article 469, sect. II. cinquième question notée sous cette section.

V. C. Pr. art. 59, n° XII, signifie : Voyez Code de procédure, article 59, douzième question.

V. Com. art. 1, n° I, signifie : Voyez Code de commerce, article premier, question première.

Quant aux renvois applicables aux principes généraux, aux questions diverses, qui sont déduits en tête des titres, des chapitres et des sections des Codes français, ils sont indiqués par les initiales P. G. ou N. G. qui signifient *principes généraux, notions générales*, et par le numéro de la question.

Ainsi V. P. G. sect. Ire, n° VI, signifie : Voyez principes généraux, sect. Ire, n° VI des questions.

CODE CIVIL.

TITRE PRÉLIMINAIRE.

Principes généraux. Notions diverses.

CHAPITRE PREMIER. — *Des lois, de la justice, du droit et de la jurisprudence.*

I. De necessitate legum et primis præcipuis legum apud gentes auctoribus. 1. 1. 1.

II. Quid sit jurisprudentia. Cur divinarum et humanarum rerum notitia dicatur. 1. 1. 4.

III. Quid sit justitia; cur per voluntatem definiatur. 1. 1. 7.

IV. Cur dicatur constans et perpetua. 1. 1. 8.

V. Divisio justitiæ in commutativam et distributivam; et quæ utrobique proportio observatur. 1. 1. 9.

VI. Item in expletricem et attributricem, eâque occasione non omne quod licet honestum est. 1. 1. 10.

VII. Quid sit jus, quotuplex et ex quibus collectum præceptis. 1. 1. 11.

VIII. Quid sit jus naturale. 1. 1. 12.

IX. Non omne quod brutis cum hominibus commune est, juris naturalis esse; sed demum, si ratio concurrat. 1. 1. 13.

X. An detur aliud jus naturale. 1. 1. 14.

XI. Quodnam sit primum juris naturalis principium ac fundamentum. 1. 1. 15.

XII. Jus naturale immutabile est. 1. 1. 16.

XIII. Quandoque tamen mutabile. 1. 1. 17.

XIV. Quid sit jus gentium, tum primævum, tum secundarium, et quousque verum sit jus gentium dari ac obligare. 1. 1. 18.

XV. Jus gentium conjunctam habere debet rectam rationem, et ideo aliquando appellatur jus naturale. 1. 1. 19.

XVI. Quid sit jus civile, tam quod origine suâ tale est, tum quod solâ comprobatione. 1. 1. 20.

V. infrà, chapitre IV.

CHAPITRE II. — *De la loi civile et de ses caractères.*

I. Mali mores dant occasionem legibus, et etiam leges conditæ sunt ne sui quisquam doloris vindex sit. 1. 3. 1.—5. 1. 1 et 38. 109.

II. Omnes populi qui legibus et moribus reguntur partim jure proprio, partim communi, omnium hominum jure utuntur. 1. 1. 20.

III. Quid sit lex et cur dicatur *virorum prudentum consultum*. 1. 3. 2.

IV. Cur dicatur delictorum, quæ *sponte* vel *ignorantiâ* contrahuntur, coercitio. 1. 3. 3.

V. Cur sit communis reipublicæ sponsio. 1. 3. 4.

VI. Legis virtus est imperare, vetare, permittere, suadere et punire. 1. 3. 11.

VII. Lex debet esse justa et generalis, licet ratio legis non æqualiter in omnibus civibus militet. 1. 3. 5.

VIII. Non exerit rationabilitatem, quod aliquando legis ratio reddi nequit. 1. 3. 6.

IX. Perpetua quoque debet esse lex, ideo tabulis æneis solita incidi. 1. 3. 7.

X. Ut et lata ab illis qui juris condendi potestatem habent. 1. 3. 8.

XI. Leges habent suum ævum ac fatum. 1. 1. 1.

XII. Non sunt mutandæ nisi suadente id utilitate notabili. 1. 3. 39.

V. C. c., art. 1. 2. 3. 4. 5 *et* 6.

CHAPITRE III. — *De la coutume. — Comment elle s'établit. De ses effets.*

I. Quid sit consuetudo et quomodo in statu democratico et monarchico introducatur. 1. 3. 27.

II. Debet esse rationabilis, alioquin corruptela est. 1. 3. 28.

III. Requiritur et longum tempus ac actuum frequentia, arbitrio judicis : actus duo non sufficiunt. 1. 3. 29.

IV. Non tantum judiciales sed extrajudiciales actus sufficiunt. 1. 3. 30.

V. Actus debent esse uniformes, nec alii dispares iis misti; nec continentes spontaneam juris sui renunciationem. 1. 3. 31.

VI. Consuetudo per allegantem probanda, si notoria non sit. 1. 3. 32.

VII. Quo modo probetur; non per unius doctoris assertionem, sic ut nec jurejurando suppletorio locus sit. 1. 3. 33.

VIII. Nec per duos testes, sed per turbam testium. 1. 3. 34.

IX. Non sufficit testium turba, si testes singulares sint, aut si tantum negativè deponant, sed necesse ut de actibus frequentibus deponant, et simul testentur, se ipsis actibus contraria non vidisse observata. 1. 3. 35.

X. Consuetudo eamdem admittit interpretationem et extensionem quam lex. 1. 3. 36.

V. C. c., art. 4.

XI. Consuetudo posterior abrogat legem priorem, quod tamen non perpetuum, maximè in statu monarchico. 1. 3. 37.

V. art. 6, *section II.*

CHAPITRE IV. — *Du droit romain. De ses différentes espèces de lois et de leur composition. — Du droit canon et féodal.*

I. De primis juris romani initiis usque ad legem duodecim tabularum, deque ejus compositione. 1. 2. 1.

II. De incrementis variis juris post duodecim tabulas usque ad tempora Justiniani. 1. 2. 2.

III. De jure justinianeo, libris Basilicon, aliisque græcis juris auctoribus. 1. 2. 3.

IV. De compositione juris canonici. 1. 2. 4.

V. De compositione juris feudalis. 1. 2. 5.

VI. Quæ sit auctoritas novellarum Leonis et aliorum imperatorum. 1. 2. 6.

VII. De successione prudentum et sectis jurisconsultorum. 1. 2. 8.

VIII. Notatur olim distinctos fuisse jurisconsultos et causarum oratores, nec omnes jurisconsultos æquè in omnibus juris partibus fuisse peritos. 1. 2. 9.

IX. Quid sint senatusconsulta; idem aliquando tribui senatusconsultis quod alibi dicitur esse ex principum orationibus aut edictis. 1. 3. 26.

X. Quo jure princeps romanus potestatem suam exercuerit. 1. 4. 1.

XI. Quid sit principis constitutio, edictum, decretum, rescriptum, interlocutio, oratio, mandatum, subscriptio seu adnotatio, pragmatica sanctio. 1. 4. 2.

XII. Rescripta justitiæ et gratiæ sunt inutilia si per sub et obreptionem impetrata sint, ac semper in iis subauditur clausula si preces veritate nitantur. 1. 4. 3.

XIII. Quid juris sit, si rescriptum, per sub et obreptionem impetratum, plura capita contineat. 1. 4. 4.

XIV. Inutilia quoque rescripta quæ carent die et consule vel principis subscriptione, vel contra jus et utilitatem publicam sint impetrata. 1. 4. 5.

XV. Ut et ea, quibus jus tertio quæsitum adimitur. 1. 4. 6.

XVI. Nisi justa causa subsit, veluti delictum aut utilitas publica; quo posteriore casu æquivalens præstandum. 1. 4. 7.

XVII. Quibus autem casibus non censetur adimi jus quæsitum enumeratur. 1. 4. 8 et seqq.

XVIII. De diversis Romanorum magistratibus et de officio eorum. 1. Tit. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20.

XIX. Quæ jura deficere debeant antequam ad jus romanum vel canonicum recurretur. 1. 1. 2.

XX. Necessariam tamen esse juris romani cognitionem. 1. 1. 3.

De la publication, des effets et de l'application des lois en général.

De la promulgation des lois.

1. — I. Lex debet esse promulgata. 1. 3. 9.

II. Promulgata lex excepto loco uno, loci illius inhabitantes non obligat. 1. 3. 16.

III. Lex promulgata quidem sed nunquam usu recepta vim legis non habet. 1. 3. 41.

IV. A mero legislatoris arbitrio dependet ex quo tempore lex promulgata subjectos obligat. 1. 3. 9.

V. Secundum novellam 66, leges obstringebant cives post duos ex quo promulgatæ menses. 1. 3. 9.

De l'effet rétroactif des lois.

2. — I. Leges futuris dant formam negotiis, non ad præterita revocantur. 1. 3. 17. — 5. 1. 51.

II. Quandoque tamen lex pertinet ad casus præteritos. 1. 3. 17.

III. Ad præterita extendunt si legislator id nominatim expresserit. 1. 3. 17.

IV. Quid juris, si appellatione interpositâ, vel pendente lite, lex lege nova abrogetur quam legislator ad præteritos quoque casus trahi jusserit. 5. 1. 51.

V. Quoties de rebus planè dubiis jus novum decernitur, lex ad præterita extendit. 1. 3. 17.

VI. Idem quoties lex nova potius dubiæ legis anterioris interpretatio fit, quam jus novum injungit. 1. 3. 17.

VII. Et si negotiis præteritis manifesta iniquitas aut turpitudo cohæreat. 1. 3. 17.

VIII. Etiam cùm absurdus resultaret ex lege sensus si non ad præterita referrebatur 1. 3. 17.

SECTION PREMIÈRE. — DE L'EMPIRE DES LOIS.

3. — I. Lex lata omnes subjectos obligat. 1. 3. 11.

II. Lex obligat, sive imperet, sive vetet, sive puniat, sive permittat. 1. 3. 11.

III. Quo respectu leges suadentes et permittentes vim legis habeant. 1. 3. 14.

IV. Lex obligat etiam advenas quamdiù sunt in territorio. 1. 3. 11.

V. An lex etiam legatos obliget. 1. 3. 12.

VI. An legati conveniri possint vel reconveniri tempore vel loco legationis. 5. 1. 21.

VII. Quid juris de obligatoriâ legum virtute in delegatis cujusque provinciæ ad generalia Belgii fœderati collegia. 1. 3. 12.

VIII. Quid juris in studiosis, peregrè studiorum causâ morantibus. 1. 3. 13.

IX. An et quousque princeps legibus solutus sit, et quomodo legibus vivere velit. 1. 3. 15.

X. Edicto provinciali generaliter condito non potest una istius provinciæ civitas negligentiâ ac non usu sese subducere obligationi istius edicti. 1. 3. 42.

V. C. civ., Tit. prél., Pr. gén., chap. II. n. 1 et seqq.

SECTION II. — DES STATUTS. ILS SONT RÉELS, PERSONNELS OU MIXTES.

I. Quâ methodo de statutis tractetur, ac quid his statutorum veniat appellatione. 1. Tit. 4. Pars 2. n° 1.

II. Dividuntur in personalia quæ personæ, in realia quæ rebus, et mixta quæ actui imponuntur. Exempla eorum. 1. 4. P. 2. n°s 2. 3 et 4.

III. Statuta sunt vel prohibitoria vel disponentia. 1. 4. P. 2. n° 15.

IV. Summo jure nec realia, nec personalia, nec mixta operantur extra territorium statuentis. Quot modis quis subjectus esse possit. 1. 4. P. 2. n°s 5 et 10. et 11.

V. Docetur id in specie de realibus. 1. 4. P. 2. n° 6.

VI. Et plenius de personalibus 1. 4. P. 2. n°s 7 et 8. — 4. 4. 8. 9 et 10.

V. C. c., art. 388, n. 9 et 10. — Art. 188, n. 5 et 6.

VII. Hoc probatur etiam de mixtis. 1. 1. P. 2. 10.

VIII. Potest tamen magistratus domicilii secundum suas leges infirmum habere actum, a suo cive alibi ex lege istius loci, validè gestum, et vice versâ. 1. 4. P. 2. 9.

IX. Potest etiam prohibere sub pœnâ ne hoc aut illud per civem suum extra territorium fiat. 1. 1. P. 2. 9.

X. Docetur, assertionem de statutis territorium non egredientibus non subverti ex eo, quod mobilia ubicumque sita devolvuntur ab intestato, secundum leges domicilii defuncti. 1. 1. P. 2. 11.

XI. Consultum est, singulorum locorum magistratus aliquid de summo jure quandoque remittere, ac ulterius magistratûs statuta ac decreta comiter observare; et hoc ita fieri in realibus statutis circa mobilia; non item circa immobilia. 1. 4. P. 2. 12.

XII. Idemque multis populis placuit circa statuta mixta ut actus valeat, si modo adhibita sint solemnia loci in quo gestus est. 1. 4. P. 2. 13. — 5. 1. 51.

XIII. Quod locum habet sive agatur de contrahendi, sive de distrahendi modis. 24. 3. 31.

XIV. Quod etiam applicatur executioni sententiæ a judice latæ cui applicantur solemnia loci in quo executio fit. 42. 1. 39.

XV. Nisi tamen quis, dolo malo alio se contulerit ut actum minore expediret solemnitate, vel lex municipalis expressè infirmos declaret actus, peregrinâ solemnitate actus. 1. 4. P. 2. 14.

XVI. Quid juris si quis extra domicilii aut rerum sitarum locum alibi gesserit, neglectis solemnitatibus loci in quo actus geritur, at adhibitis iis quæ lex rei sitæ vel domicilii requirit. 1. 4. P. 2. 15.

XVII. De statutis personalibus non ita per generales regulas definiri potest, quousque alter alterius statuta ac decreta ex comitate servet. 1. 4. P. 2. 16.

XVIII. Proponuntur exempla, in quibus vicinæ gentes mutuâ comitate et ex conventione de summo jure remittunt, et vicini populi statuta ac decreta probant. 1. 1. P. 2. 17.

XIX. Etiam pacta tacita et præsumpta hic admissa sunt, ac præsumendum unumquemque contrahentem voluisse accommodare statutis sui domicilii, ac eorum præscriptum probasse etiam quantum ad res immobiles alibi sitas. 1. 4. P. 2. 19.

XX. Tacita tamen talis pactio non habet locum, cùm statutum domicilii prohibitorium est, nec civibus permittit in contrarium pacisci. 1. 4. P. 2. 20.

XXI. Uti nec, si nihil omnino gestum, actum aut contrarium sit; adeoque nec in eo qui moritur intestatus. 1. 1. P. 2. 26.

XXII. Judex nullius alterius sed tantum sui fori leges sequitur quoad ordinem et formam. 5. 1. 51.

V. C. civ., Du mariage, chap. VI; Pr. gén., n. V et VI.
— Art. 116, n. I et seqq.
— Art. 166, n. V.
— Art. 388, n. IX et X.
— Art. 476, n. XIII et XIV.
— Art. 488, n. V et VI.
— Du conseil judiciaire. Pr. gén., n. IX et X.
— Des successions. Pr. gén., n. IX et seqq. — De la représentation. Pr. gén., n. II.
— Des donations. P. gén., n. XIII.
— Des dispositions testamentaires. Pr. gén., n. IX et X, et Chap. II. Ibid., n. XIX. — Art. 999, n. I.
— Des dommages-intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation. Pr. gén., Sect. Ire, n. XVI et sect. II, n. XIII et XXII.
— Art. 1321, n. XII.
— Du payement en général, § I. Pr. gén., n. II et III.
— Du contrat de mariage, chap. I. Pr. gén., n. XXV. — Art. 1391, n. VI.
— De la vente. Chap. III, Sect. III, § I. Pr. gén., n. III et seqq.
— Du prêt à intérêt. Pr. gén., n. X.
— De la prescription. Pr. gén., n. VI.
C. de Procédure. — Tit. préliminaire. Sect. Ire, n. XL.
C. de Comm. De la lettre de change. Pr. gén., n. VIII.
C. pénal. Liv. I. Des peines en matière criminelle et correctionnelle et de leurs effets. Pr. gén., n. XXII et seqq.

SECTION III. — DES PRIVILÉGES; DE LEURS EFFETS.

I. De dispensatione legis; quis eam facere possit, quis non. De quo jure et quando licita. 1. 3. 25.

II. Princeps privilegia concedere potest, qualiacumque illa fuerint, dum vel jus fisci remittit, vel monopolii jus certis personis concedit, vel tertio nocet. 1. 4. 11.

III. Quid libello supplice exprimi debeat si quis cum tertii læsione privilegium velit ex justâ causâ impetrare. 1. 4. 11.

IV. Privilegia alia personæ, alia rei seu causæ sunt, ut utraque vel certæ personæ,

aut rei, vel generaliter certo personarum aut causarum generi concedentur. 1. 4. 12.

V. Personalia cessione non transeunt, realia contra. 1. 4. 13.

VI. An et quando in dubio privilegia præsumuntur esse realia aut personalia. 1. 4. 14.

VII. Privilegia civitati, provinciæ, vico, pago, data hodie faciunt magnâ ex parte jus municipale. 1. 4. 15.

VIII. Privilegia strictam recipiunt interpretationem, ne ad alias personas aut res extendantur, simili vel majori ratione, nisi aliud suadeant circumstantiæ privilegii. 1. 4. 16.

IX. In ipsis quoque personis privilegio comprehensis stricta interpretatio facienda, si contineantur ea quæ odiosa sunt, jus publicum aut jus tertii tollentia. 1. 4. 17.

X. Non tamen tam strictè, ut privilegium vel inutile vel absurdum fieret. 1. 4. 18.

XI. Si nullius tertii, sed solius concedentis jus lædant, plenissimè privilegiorum interpretatio facienda est. 1. 4. 19.

XII. Extinguuntur privilegia personæ vel rei interitu cui concessa. 1. 4. 20.

XIII. An reviviscant, re vel collegio redintegrato. 1. 4. 25.

XIV. An et pereant revocatione concedentis; et quando ac quibus de causis revocatio illa licita sit, quando non. 1. 4. 21.

XV. An pereant renuntiatione, et strictissimam esse renuntiationis interpretationem, si ea rebus ipsis ac factis contigerit. 1. 4. 22.

XVI. Universitati data privilegia non pereunt universitati per renuntiationem privatam quorumdam membrorum : imo quandoque nec ipsi renuntianti. 1. 4. 23.

XVII. An pereant privilegia præscriptione. 1. 4. 24.

XVIII. Non pereunt morte concedentis; licet data fuerint arbitrio dantis revocanda. 1. 4. 25.

XIX. Quibus remediis experiundum sit pro privilegiorum tuitione ac conservatione, si de violatis municipiorum privilegiis quæstio sit. 1. 4. 26.

XX. Enumerantur varia militum privilegia. 29. 1. 1.

XXI. De immunitate vectigalium materia tractatur. 39. 4. 27 et seqq. 50. 5. 1 et seqq.

XXII. De immunitate munerum civilium. 50. 5. 1 et seqq.

V. C. civ., art. 981., *Pr. gén., sect. I et II.*

De l'interprétation des lois.

4. I. Interpretatio fit a judicibus et jurisconsultis, qui varias regulas tenentur observare. 1. 1. 3. 25.

II. Bonum et æquum non debent in jure separari; alterutrum jungere in judicando et æstimando judicis est. 1. 1. 5.

III. Stricto juri æquitatem in judicando præferendam esse quo sensu verum sit. 1. 1. 5. — 5. 1. 51.

IV. Vim ac potestatem legum non verba tenere suum interpretationis est. 1. 1. 5. — 1. 5. 25.

V. Ad similia lex procedit quoties eadem ratio subesse videtur, etiamsi taxativis lex verbis uteretur. 1. 1. 6. — 1. 5. 20

VI. Generalia legis effata ad solam legis rationem restringenda sunt. 1. 5. 20.

VII. Non judicandum nisi totâ lege perspectâ. 1. 3. 20.

VIII. Ea adhibenda est interpretatio quæ vitio caret, et rei gerendæ aptior est. 1 5. 20.

IX. Non petenda interpretatio ex iis quæ per exceptionem constituta sunt. 1. 3. 20.

X. Quo casu recedendum a propriâ verborum significatione. 1. 3. 25.

XI. Rejicienda interpretatio quæ legem redderet inutilem. 1. 3 20.

XII. Eaque quâ inventa in alicujus favorem torqueret in ejus præjudicium. 1. 3. 20.

XIII. In ambiguis ea legis significatio probanda est quæ vitio caret. 1. 3. 17.

XIV. Interpretatio fit usu, consuetudine, et auctoritate rerum perpetuo similiter judicatarum. 1. 5. 19.

XV. De interpretatione quæ fieri potest per extensionem de casu vero ad casum fictum. 1. 3. 21.

XVI. De interpretatione legum per argumentum a contrario sensu. 1. 3. 22.

XVII. Quo sensu verum sit, cessante ratione legis, ipsam quoque cessare legis dispositionem. 1. 3. 42.

XVIII. Jus novum correctorium quomodo plenam, quomodo strictam recipiat interpretationem. 1. 5. 44.

XIX. Leges vectigalia inducentes strictam recipiunt interpretationem, et in quæstionibus dubiis contra fiscum facilè respondendum. 39. 4. 18.

XX. Regulæ interpretationis etiam ad statuta hodierna extendi debent. 1. 3. 24.

XXI. Privilegia strictam recipiunt interpretationem ne ad alias personas aut res extendantur, simili vel majore ratione, nisi aliud suadeant circumstantiæ privilegii. 1. 4. 16.

V. C. c., art. 5.

5. I. Lex ferri debet ab illis qui juris condendi potestatem habent. 1. 5. 5.

II. Si legitimâ interpretatione non potest erui verus legis sensus, interpretatio fit a principe. 1. 5. 18 et 23.

V. C. c., art. 4.

SECTION PREMIÈRE. — DE L'OBSERVATION ET DE L'APPLICATION DES LOIS.

6. — I. Jus publicum privatorum pactis non potest immutari. 1. 5. 15. 1. 4. P. 2. n° 18.

II. Per pacta recedi non potest a statutis jus publicum aut publicam honestatem concernentibus. 1. 4. P. 2. n° 18

III. Nec a statutis prohibitoriis, potest recedi a cæteris. 1. 4. P. 2. n° 18. — 1. 5. 15.

IV. Ad utilitatem publicam quæ respiciunt. 1. 5. 15. — 1. 4. P. 2. 15.

V. Quod multis exemplis illustratur. 1. 5. 16. — 1. 4. P. 2. n° 18.

VI. Quo sensu intelligendum contra leges gestum, quæ jure nullum esse. 1. 5. 15. — 1. 4. P. 2 18.

VI. Multa prohibita sunt in jure quæ facta tamen tenent. 1. 5. 15. — 1. 4. P. 2. 18.

VII. Exemplis illustratur duæ præcedentes regulæ 1. 3. 16. — 1. 4. P. 2. 15.

VIII. Usu hodierno restitutio a judice impetrari debet adversus ea quæ verè nulla sunt. 1. 3. 15.

IX. Judicis est secundum leges, non vero de legis justitiâ aut injustitiâ judicare. 1. 2. 23. — 5. 1. 51. — 48. 19 4.

X. Pœnas solus princeps remittere potest aut mitigare, non vero judex. 1. 1. 16. — 48. 16. 4.

V. C. c., art. 3, *n.* 1 *et seqq.* — *Art.* 4, *n.* 1 *et seqq.* — *Art.* 686. 900. 1133. 1172. 1387. 1396.

SECTION II. — DE L'ABROGATION DES LOIS.

I. Quid sit legem antiquari, abrogari, et derogari, surrogari. 1. 3. 38.

II. Lex abrogatur posteriore consuetudine, quod tamen non perpetuum est. 1. 5. 37.

III. Qui legem abrogatam aut nunquam receptam fuisse ait, id probare debet. 1. 3. 49.

IV. Quo casu leges mutari debeant. 1. 5. 55.

V. Regula catoniana non pertinet ad novas leges. 31. 7. 1.

V. C. c., titre préliminaire.

LIVRE PREMIER.

DES PERSONNES.

Notions générales. Questions diverses.

1. Status seu conditio personarum varius est, atque inde variæ hominum divisiones. 1. 5. 1.

II. Homines vel masculi vel fœminæ, et aliquando deterior aliquando melior harum quam illorum conditio. 1. 5. 1.

III. Sunt sel cives vel peregrini qui et jure romano et hodiernis moribus varie inter se distant. 1. 5. 2.

IV. Homines vel liberi vel servi sunt, et quanque servitus nostris moribus in usu sit : Quid item nunc sint homines proprii. 1. 5. 3.

V. De conditione servorum apud Romanos 1. 5. 5.

Diversis locis tractantur jura quæ occasione eorum competunt. 11. 5. 1. et seqq. — 11. 4. 1. et seqq. livre XL., etc.

VI. Homines liberi apud Romanos erant vel senatorii, vel equestris, vel plebeii ordinis. Alii optimates, alii populares. 1. 5. 4.

VII. De senatoribus et de eorum dignitate et privilegiis. 1. 5. 2 et 3.

VIII. Liberi senatorum dignitatis paternæ sunt participes, licet ante dignitatem nati, si modo id petant; unde varia deciduntur. 1. 5. 4.

IX. De participatione uxorum ad maritorum dignitatem. 1. 9. 5 et seqq.

X. Quibus proximè accedit apud Hollandos

hominum in nobiles et ignobiles seu plebeios distinctio. 1. 5. 4.

XI. In questione nobilitatis aut civitatis conditio patris non matris spectanda. 1. 5. 4.

XII. Tamen æstimanda origo materna si privilegio munita sit. 1. 5. 4.

XIII. In Hollandiâ novæ nobilitatis peregrinæ hominibus non competunt privilegia nobilium. 1. 5. 4.

XIV. Homines sui vel imperantes vel parentes, vel minores vel majores. 1. 5. 1. — 4. 4. 1.

XV. Homines vel sui vel alieni juris sunt. 1. 6. 1.

XVI. Sunt denique vel jam nati, vel adhuc in utero, et quando hi pro jam natis habentur, quando non. 1. 5. 3.

XVII. Digressio de feudis. 38. 2. 1 et seqq.

XVIII. De legationibus materia et quæstiones tractantur. 50. 7. 1 et seqq.

XIX. De censibus; quid sint; ubi plura de his. 50. 15. 1 et seqq.

XX. De re militari. 49. 16.

XXI. Ad municipalem et de incolis. plura enumerantur. 50. 1. 1 et seqq.

XXII. De decurionibus; qui decuriones dicantur; de filiis eorum, et de albo scribendo. 50. 2. — 50. 3.

XXIII. Quod modis munus in jure accipiatur. Quid hic sit *munus*, quid *honor*. Quæ differentiæ inter munera et honores. 50. 4. 1.

XXIV. Vetitum fuit ne quis duos simul honores gerat. 50. 4. 2.

XXV. Gradatim per minores ad majores honores perveniendum fuit. 50. 4. 2.

XXVI. Majoribus functi ad minores haud revocandi. 50. 4. 2.

XXVII. Qui præ cæteris ad honores admovendi, qui repellendi. 50. 4. 2.

XXVIII. An quis honori admotus, ante finem temporis, ordine, loco, honore moveri possit, sine justâ causâ jure civili et moribus. 50. 4. 2.

XXIX. An ad fœminas hæredes transeat, si alicui pro se et hæredibus collatus sit. 50. 4. 2.

XXX. Nova munera sine principis consensu non inducenda; nec munera pretio æstimanda fuerunt, ut vitarentur solutione æstimationis. 50. 4. 2.

XXXI. Quid sint munera *personalia, patrimonialia, mixta*. Patrimonialia vel rebus vel personis fuerunt imposita. De differentiâ inter patrimonialia et mixta. 50. 4. 3.

TITRE PREMIER. — *De la jouissance et de la privation des droits civils.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quisque præsumitur habuisse legitimam personam expediendi efficaciter actum ad quem processit. 4. 4. 12.

II. Qui certæ personæ negant habilitatem ad actum gerendum ex jure communi permissum, negationem suam probare debent. 4. 4. 12. — 28. 1. 33.

III. Hæc regula applicatur rebus contractis et conditis testamentis. 4. 4. 12. — 28. 1. 33.

V. C. c., art. 901. 1123. *Pr. gén.*

CHAPITRE PREMIER. — *De la jouissance des droits civils.*

V. Livre Ier, Des personnes, p. 3, n. 1 *et seqq.* — *Tit. Ier, suprà,* n. 1 *et seqq.*

Des droits civils accordés au Français et à l'étranger né en France.

7. — De distinctionibus hominum liberorum apud Romanos et olim apud nos. 1. 5. 4.

V. liv. Ier, Des personnes, n. 1 *et seqq.* — *Art.* 8 *et* 9.

8. 9. — I. Augustus magni existimans sinceram atque ab omni colluvione peregrini ac servilis sanguinis incorruptam servare populum, civitatem romanam parcissimè dedit. 1. 5. 2.

II. Successu temporis ex Antonini imp. constitutione, qui in orbe romano erant ingenui cives romani effecti sunt. 1. 5. 2.

III. Multis supra peregrinos excellebant modis civitatis jure gaudentes. 1. 5. 2.

10. — Filius originem patris sequitur. 50. 1. 1.

V. livre Ier, Des personnes, suprà, p. 3, n. 8.

Des droits civils accordés aux étrangers. Des obligations qui leur sont imposées.

11. — I. Vicinæ gentes mutuâ comitate et ex conventione de summo suo jure remittunt, et vicini populi statuta ac decreta probant. 1 app. 4. 16 et 17.

II. Exempla proponuntur hujus regulæ. loc. cit.

III. Quid sit jus talionis et retorsionis; traduntur regulæ generales secundum quas, vel æquum vel iniquum erit isto uti jure retorsionis. 2. 2. 4 et 5.

IV. De successione fisci gallici in bona peregrinorum in Galliâ morientium, seu jure albinatus (*droit d'aubaine*), quod abolitum respectu subjectorum fœderati Belgii. 38. 1. 30.

12. — *V.* Uxores gaudent maritorum prærogativis. 1. 9. 5 et seqq.

13. — *V. C. c., art.* 11.

14. — I. Quid jure gentium invaluit, quoties debitor et creditor non subsunt uni supremo principi, et princeps alterius regionis peregrino creditori contra suos subjectos jus dicere detrectat. 5. 1. 30.

II. Exercetur jurisdictio in eos tantum qui sunt in territorio vel ibi bona habent, sic ut vel personæ vel bonorum intuitu subjecti sint. Sunt tamen casus in quibus extra suum territorium magistratus jurisdictionem exercet. 2. 1. 46 et 47.

V. C. c., art. 11. 15. 16. 2123. 2128.

15. Originis locus forum competens efficit et in suâ patriâ quisque conveniri potest. 5. 1. 66 et 91.

16. I. Actor peregrinus cavere tenetur. 2. 8. 1 et 10.

II. Quid si in loco judicii fidejussorem invenire nequeat. 2. 8. 1. Cautioni pignoratitiæ locus. *V.* art. 2041.

III. An peregrinus in reconventione cavere teneatur. 2. 8. 1.

IV. Necessitas satisdandi remissa est bonorum immobilium possessoribus. 2. 8. 4.

V. C. proc., art. 166. 167. 423. 517.

CHAPITRE II. — *De la privation des droits civils.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quotuplex sit capitis diminutio, et qualis hoc titulo consideretur. 4. 5. 1.

II. Minimâ capitis diminutione pereunt regulariter non actiones tantum et jura quæ contra minutum capite aliis competierint, sed et quæ ipse capite minutus antea habuerat; exceptiones tamen recensentur. 4. 5. 1 et 2.

III. An per prætorem tandem restitutæ fuerint actiones quæ contra capite minutum competierint, an vero etiam, quæ ipsi capite minuto. Plenius explicatur. 4. 5. 3.

IV. De captivis et postliminio reversis. Materia tractatur. 49. 15. 1 et seqq.

SECTION PREMIÈRE. — DE LA PRIVATION DES DROITS CIVILS PAR LA PERTE DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS.

V. ch. II suprà, p. 1, n. 1 *et seqq.*

17. 18. 19. 20. 21.

SECTION II. — DE LA PRIVATION DES DROITS CIVILS PAR SUITE DE CONDAMNATIONS JUDICIAIRES.

Principes généraux. Questions diverses.

I. De bonis damnatorum. Materia et quæstiones ad eam pertinentes tractantur. 48. 20. 1 et seqq.

II. De bonis eorum qui ante sententiam sibi mortem consciverunt. Materia et quæstiones examinantur. 48. 21. 1 et seqq.

De la mort civile.

22. 23. 24.

Des effets de la mort civile.

25. — I. An banniti, deportati hæredes institui possint. 28. 5. 5.

II. Alimenta rectè legantur capite minutis. 4. 5. 2.

III. Idem de legato in annos singulos, vel menses singulos relicto; alimentorum loco censetur datum. 4. 5. 2.

IV. An reus perduellionis donare possit post crimen commissum. 39. 5. 8.

V. Si alterius criminis reus donaverit post crimen, an recta maneat donatio, si condemnatio sequatur aut sceleris conscientiâ sibi mortem asciverit. 39. 5. 8.

VI. An donationes ante crimen factæ infirmentur per condemnationem. 39. 5. 8. — 48. 22. 4.

VII. An donationes mortis causâ. 39. 5. 8.

VIII. An donationes inter virum et uxorem. 39. 5. 9.

IX. An damnatus ad ultimum supplicium testamentum suum facere possit. 28. 1. 39.

X. An testamentum fiat irritum per capitis diminutionem. 28. 2. 12. — 28. 2. 11.

XI. Quid si contra damnationem restituatur. 28. 3. 14.

XII. Maximâ aut mediâ capitis diminutione actiones damnato et in eum competentes ipsius intuitu perimebantur. 4. 5. 1 et seqq.

XIII. Quid si damnatus appellaverit et pendente appellatione mortuus sit. 28. 1. 39. — 42. 20. 2.

XIV. Tollitur patria potestas morte civili. 1. 7. 9.

XV. An subsistant alienationes ex titulo oneroso, post crimen commissum factæ, si condemnatio sequatur. 48. 20. 4.

XVI. Quid si delinquens ob crimen jam profugus delatam sibi hæreditatem alteri vendiderit. 48. 20. 4.

V. C. c., art. 719. 741. 1922.

Des condamnations par contumaces.

26. 27. 28. 29. *V. Code d'instr. crim.*

De la représentation du contumace.

30. 31. 32. 33.

TITRE II. — *Des actes de l'état civil.*

CHAPITRE PREMIER. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

. . . .

Quibus modis probetur minorennitas. 4. 4. 19.

63. 64. 65. *V. art.* 1. 60.

70. — An nuptiæ sint ex verbis *Duco te in uxorem*, etc. 23. 2. 5.

TITRE III. — *Du domicile.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit domicilium propriè dictum. 5. 1. 99 et 24.

II. Quid domicilium improprium. 5. 1. 91.

III. In quibus *domicilium* distet ab *origine*. 5. 1. 92.

IV. Habitatio a domicilio distincta est. 5. 1. 99.

V. Potest quis esse sine domicilio, potest et simul plura habere. 5. 1. 99.

VI. Domicilium est vel voluntarium, vel necessarium; qui domicilium necessarium habeant. 5. 1. 23.

VII. Hæres non succedit in domicilium defuncti, nec ex ejus domicilio forum competens sortitur, nisi lis cum defuncto contestata sit. 5. 1. 103.

VIII. An actiones censeantur esse in loco domicilii creditoris vel debitoris. 8. 30.

V. C. c., art. 122. n. 1 *et seqq.* — *Art.* 193. *n.* 1 *et seqq.* — *Art.* 101. *n.* 3.

Définition du domicile. Où est-il?

102. — I. Quo loco quisque censetur suum domicilium fovere. 5. 1. 92.

II. Præsumitur quisque habere domicilium in loco originis donec contrarium probetur. 5. 1. 92. 97. 99.

III. An et quousque studiosi domicilium habeant ubi studiorum causâ degunt. 5. 1. 94.

IV. Quo loco miles domicilium habeat. 5. 1. 93. 91.

V. Quo loco domicilium habeat relegatus durante relegatione. 5. 1. 23. 24.

VI. Non solo animo, sine re et facto, constituitur domicilium. 5. 1. 98.

VII. Non constituitur domicilium solâ contestatione, solâ habitatione, nec ex eo solo quod quis tabernam, pergulam, horreum, certo loco habet aut operis aut litis, aut negotiationis gratiâ moratur. 5. 1. 98.

V. suprà, Princ. gén., *n.* 1 *et seqq.*

Le changement de domicile s'opère par l'intention jointe au fait.

103. — I. Cujusque arbitrio domicilium mutabile. 5. 1. 92 et 99.

II. Nemo præsumitur domicilium mutasse, sed id probandum. 5. 1. 29.

III. Probatur vero mutatio iisdem ferè modis quibus et primum ejus constitutionem probari superius velut per indicem probatum. 5. 1. 2. *V.* art. 102, n. 9 et 7.

V. infrà, art. 104, n. 5 *et* 9.

De la preuve de l'intention.

104. 105. — Conjecturis colligi potest aliquem domicilium certo loco constituisse. 5. 1. 27.

II. Ex quibus conjecturis hæc intentio sortiatur. 5. 1. 97.

III. In dubio, in loco originis et domicilio paterno quisque præsumitur continuasse domicilium. 5. 1. 92. 97.

IV. Quid juris circa domicilium eorum qui Indias petunt. 5. 1. 92.

V. Improbata migratio quæ catervatim fit in præjudicium utilitatis publicæ. Migrantes certam fisco loci unde migrant inferunt bonorum partem jure *issuæ* vel *exuæ*. 5. 1. 99.

VI. Quisque domicilium mutando evitat onera prioris domicilii, amittit et jura et privilegia ejus. 5. 1. 99.

106. — Quid juris circa domicilium eorum qui delegati sunt ad collegia ordinum, consilii, status, etc. 5. 1. 98.

La loi présume l'intention en quatre cas.

107. — *V. suprà, Pr. gén.*, n. 9.

108. — I. Uxor mariti domicilium sequitur et illud retinet viduâ factâ, nisi sponte mutet. 5. 1. 95.

II. An uxor illegitima mariti domicilium habeat. Quid juris de sponsâ circa domicilium. 5. 1. 95.

III. Marito domicilium mutante ex liberâ voluntate, uxor quoque illud mutat, etiamsi mutatio uxori damnosa sit. In hoc casu uxor petere nequit a marito vel hæredibus ejus id quod interest, nisi nominatim pacto dotali id actum sit, ne maritus alio migret. 5. 1. 101.

IV. An mulier novum domicilium relegati mariti sequatur. 5. 1. 95.

V. Filius major seorsim a patre domicilium constituere potest. 5. 1. 100.

VI. Filius minor domicilium habet cum patre vel matre viduâ. 5. 1. 100.

VII. Una cum patre migrante migrare potest et domicilium mutare, nisi id fiat animo fraudandi eos qui ex domicilii lege minori successissent. 5. 1. 100.

109. — Famuli et ancillæ sequuntur domicilium domini cui ministrant. 5. 1. 96.

La succession s'ouvre au domicile du défunt.

110. — I. In successione immobilium spectanda lex loci ubi illa sita sunt. 38. 1. 34.

II. In mobilibus lex domicilii defuncti, licet alibi moriatur, aut alibi mobilia existant. 38. 1. 34.

III. Cujus loci leges in mobilibus, si quis mercaturæ vel legationis causâ absens a patriâ moriatur. 38. 1. 31.

IV. Cujus loci leges in professoribus aut concionatoribus morientibus. 38. 1. 34.

V. Quid juris si quis duobus in locis domicilium foveat. 38. 1. 31.

Du domicile d'élection.

111. — I. De domicilio litis causâ eligendo. 5. 1. 23.

II. An electio duret post sententiam et appellationem. 5. 1. 93.

III. An duret post mortem eligentis. 5. 1. 93.

V. C. c., art. 1917. 1258. 1261.

TITRE IV. — *Des absents.*

Principes généraux.

I. Quis absens dicatur in jure romano, secundum diversas materias. 4. 9. 1.

II. Causa absentiæ honesta vel inhonesta, justa vel injusta, voluntaria vel necessaria est. 1. 6. 3 et 5.

III. In jure romano certis casibus restitutio propter absentiam dabatur. 4. 6. 1 et seq.

IV. De actione rescissoriâ, exceptionibus, aliisque remediis quæ competunt per absentiam læsis. 4. 2. 6.

V. Quibus in casibus cesset restitutio propter absentiam. 4. 9. 7.

SECTION PREMIÈRE. — DES EFFETS DE L'ABSENCE.

120. — Absenti non succurritur, si domi procuratorem reliquerit quem et regulariter relinquere debet. 4. 2. 1.

Principes généraux.

I. Dividi potest hæreditas ejus qui diù abfuit, et ignoratur an vivat nec ne, modo caveant qui dividunt, licet hoc ipso veri hæredes non fiant, sed tantum fiduciarii possessores. 12. 2. 18.

II. Quid si post talem fiduciariam divisionem, diutius supervixisse absentem constet et interim quidam ex possessoribus fiduciariis mortui sint. 10. 2. 19.

III. Quid juris si possessores fiduciarii interim novâ lege a successione depulsi sint. 10. 2. 12.

IV. Quanto tempore debeat esse continuata incertitudo an quis vivat, an mortuus sit, ut ad divisionem fiduciariam procedi possit. 10. 2. 20.

121. . . . 134.

135. . . . 138.

V. suprà, sect. Ire, Pr. g., n. 1 et seqq.

SECTION III. — Des effets de l'absence relativement au mariage.

139. — I. Quid jure civili obtineat, si obdiuturnam mariti absentiam et incertitudidem an vivat, mulier alteri nubat. An et quando possit. 23. 2. 22. — 24. 2. 12.

II. An nuptiæ posteriores, revertente marito primo, infirmandæ sint. 23. 2. 99. — 21. 2. 12.

III. Quid agendum, si prior reversus sponte velit cedere et marito secundo uxorem relinquere. 23. 2. 99. — 24. 2. 12.

V. C. c., art. 117.

TITRE V. — *Du mariage.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sponsalia. Unde dicta. Jure novo solo consensu etiam inter absentes fiunt. De sponsalium sponsionibus, et differentiâ inter speratam, pactam, sponsam, deque proxenetis sponsaliorum. 23. 1. 1.

II. Qui possint sponsalia contrahere, qui non. An impuberes jure romano ac moribus. 23. 1. 2.

III. An et quomodo prodigus jure civili ac hodierno 23. 1. 3.

IV. De sponsalibus dolo, metu, errore, per ebrietatem contractis. Et quid, si post, discusso errore, metu cessante, dolo detecto, consensus liberè repetitus sit. 23. 1. 4.

V. An patris, aut tutorum aut curatorum consensus requisitus fuerit jure civili ac moribus; et an pater aut tutor potuerit sponsalia dirimere. 23. 1. 5.

VI. Sponsalia sub conditione iniri possunt. An et quando sponsalia conditionalia iniri per concubitum secutum pura fiant, explicatur. 23. 1. 6.

VII. An perduret obligatio ex sponsalibus sub conditione *si parens consenserit*, initis, ubi pater primo dissensum rogatus declaravit, sed post ad consentiendum inductus fuit. 23. 1. 7.

VIII. De sponsalibus sub conditione, naturâ impossibili vel turpi contractis, an valeant jure civili, canonico, hodierno; et an inita sub conditione turpi demum obligent, si turpis conditio impleta sit an et si puella implere recuset. 23. 1. 8.

IX. An expectandum conditionis implementum si illa non impossibilis aut turpis sed difficilis sit? 23. 1. 9.

X. De sponsalibus ex die certo vel incerto suspensis, et quando indè ad nuptias agi possit. 23. 1. 10.

XI. Si statutum scripturam desideret ad probationem sponsaliorum et ea desit, an confessio sufficiat aut jurisjurandi delatio admitti possit, aut probatio per quinque testes. 23. 1. 11.

XII. Quomodo probentur sponsalia. 23. 1. 11.

XIII. Qualis veteri et novo jure civili obligatio ad nuptias ex sponsalibus nata fuerit. *De actione ex sponsis*, dilatione matrimonii ultra biennium, resolutione sponsaliorum sub dispendio arrharum. 23. 1. 12.

XIV. Hodie sponsalia stipulatione pœnali firmari possunt. Quibus modis refractarius post sponsalia ad nuptias cogi nunc possit. An et tunc cùm matrimonium cum aliâ jam contraxit. 23. 1. 12.

XV. Quæ fuerint jure civili justæ causæ recedendi impunè à sponsalibus, altero invito. Ubi de prodigalitate, religionis diversitate, impotentiâ, ingressu in monasterium, aliisque. 23. 1. 13.

XVI. Quid hodie in præcedente vel superveniente fornicatione sponsi aut sponsæ statuendum 23. 1. 13.

XVII. Quid juris, si sponsus ipse stupratorem subornaverit, vel sponsa sponso peccandi occasionem subministraverit. Quid si sponsa ante vel post sponsalia vim passa sit, ignaro sponso. 23. 1. 14.

XVIII. Quænam aliæ moribus nostris sint justæ causæ dirimendi sponsalia, quæ non, paucis recensentur; et monetur, non tam faciles oportere esse judices in sponsaliorum dissolutionem. 23. 1. 15.

XIX. An filius majorennis, qui jure patrio potest clam parentibus sponsalia contrahere, dirimere possit sic contracta, invitâ sponsâ, sub prætextu dissensûs parentum. 23. 1. 16.

XX. An minorennes adversus sponsalia, a se contracta possint in integrum restitui. 23. 1. 17.

XXI. An et quando sponsalia utrinque dissolvi possint, quando magistratus tali dissolutioni auctoritatem accommodare debeat vel non. Magistratum id agere debere, ne diù copulatio protrahatur. 23. 1. 18.

XXII. Sponsalibus diremptis, an et quando restitui debeant arrhæ et sponsalitia largitas jure civili ac moribus. 23. 1. 19.

XXIII. Quæ pœnæ sint eorum qui bina sponsalia eodem tempore contracta habent. Quæ potiora sint sponsalia, ubi alia legitima sunt, alia clandestina, ac fortè concubitu firmata. 23. 1. 20.

XXIV. Quid si priora et posteriora sint legitima. Quid si priora conditionalia, posteriora pura. Quid si priora verbis futuri temporis, posteriora verbis præsentis temporis ac concubitu firmata. 23. 1. 20.

XXV. Si duobus contractis sponsalibus, sponsa, quæ jure potiore nitebatur, mortua sit, aut desistat sponte; an altera tunc sponsum ad nuptias cogere possit. 23. 1. 21.

XXVI. Recensentur casus in quibus sponsus et sponsa pro marito et uxore habentur; et contra, quibus in casibus id verum non sit. 23 1. 22.

XXVII. Quid sint nuptiæ. 23. 2. 1.

XXVIII. Quid sit concubinatus. Proximè ad uxorem concubina accedet. Quomodo concubinatus a stupro distet. 25. 7. 1.

XXIX. Recensentur convenientiæ inter nuptias et concubinatum. 25. 7. 2.

XXX. In quibus concubinatus differat a justis nuptiis; concubinatus jure civili non probatus sed toleratus fuit. Moribus improbatus est, et variè punitur; nec concubina differt a meretrice. 25. 7. 3.

CHAPITRE PREMIER. — *Des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Inter quos nuptiæ jure civili non subsisterint, ubi de nuptiis patrum cum plebe, scenicarum cum ingenuis. 23. 2. 25.

II. Quid de nuptiis præsidum cum provinciali, susceptoris cum suscepta. 23. 2 25.

III. An olim et hodie nuptiæ sint ratæ judæorum, paganorum, mahumedanorum cum christianis, an hæreticorum cum orthodoxis. 23. 2 26.

IV. An raptoris cum raptâ; et quid si abolitionem impetraverit. 23. 2. 26.

V. De matrimonio inter adulteram et adulterum, vel conjugem secundam, priori viventi super inductam, vel inter mulierem et eum qui cum muliere conspiravit in necem mariti. 23. 2. 27.

VI. De matrimonio leprosorum, vetularum, senum, castratorum. 23. 2. 22.

VII. De matrimonio spadonum, hermaphroditorum, amentium, furiosorum. 23. 2 28.

V. art. 142. — *Hoc tit., chap.* 4, *n°* 1 *et* 2

VIII. An tutor pupillam ducere in matrimonium possit. 23. 2. 3. — 26. 7. 6.

V. hoc tit., chap. 4. *In princip.*, *ad art.* 180.

De l'âge compétent pour se marier.

144. 145. — An nuptiæ impuberum subsistant. 23. 2. 25.

V. C. c., art. 184.

Du consentement essentiel au mariage.

146. — I. Consensus contrahentium nuptias necessarius est. 23. 2. 2.

II. Frustrà apud nos disputatur, an furor, ebrietas, metus, impediat nuptias solemniter contractas. 23. 2. 2 et 28.

III. Quando ob errorem nuptiæ jam contractæ dissolvi possint. 23. 2. 2.

V. hoc tit. chap. 4, *n* 3, *ad art.* 180.

Du lien d'un mariage subsistant.

147. — I. Polygamia jure divino illicita; quæ pœnæ sint. 23. 2. 1.

II. Binis nuptiis contractis posteriores inutiles sunt. 23. 2. 1.

III. Quid jure civili et moribus obtineat, si ob diuturnam mariti absentiam mulier alteri nubat; an et quando possit. 23. 2. 99.

IV. An nuptiæ posteriores reversione mariti infirmandæ sint. 23. 2. 99.

V. Quid agendum, si prior reversus sponte velit cedere, et marito secundo uxorem relinquere. 23. 2. 99.

V. art. 139 *et* 184.

Du consentement des ascendants et de la famille.

148. 149. 150. — I. De consensu parentum in quorum potestate sunt contrahentes. 23. 2. 7.

II. Quid si sit pater et avus. 23. 2. 7.

III. Quid si hi absint aut furiosi sint. 23. 2. 7.

IV. Quid si sine causâ consensum denegent. 23. 2. 7.

V. An sufficiat parentum consensus. 23. 2. 8.

VI. An ratihabitio patris nuptias faciat retro legitimas, aut quamdam contineat legitimationem. 23. 2. 8.

VII. An ob defectum consensûs paterni, nuptiæ filii fuerint ipso jure nullæ. 23. 2. 9.

VIII. An patris consensus necessarius in nuptiis emancipatorum. Quid si filia emancipata minorennis esset. An matris consensus. An curatorum aut propinquorum. 23. 2. 10.

IX. Quid juris hodie circa consensum parentum ad nuptias liberorum minorennium. 23. 2. 11.

X. Quæ sint pœnæ si consensus desit. 23. 2. 11.

XI. Quid si liberi majorennes sint. Si contradicat pater, et magistratus approbet causam dissensûs, appellatio a tali sententiâ cessat in Hollandiâ. 23. 2. 12.

XII. Matris consensus cedit consensui patris, sed, patre deficiente, eadem de matris quæ de patris consensu, obtinent. 23. 2. 13.

XIII. An parentum consensus requiratur, si parentes ad secunda vota transierint. An si duri et sævi. 23. 2. 14.

XIV. An si turpitudinem et peccandi conditionem liberis imponant. An si prodigi declarati. 23. 2. 14.

XV. An avi consensus sit hodie necessarius, aut vitrici vel novercæ. 23. 2. 15.

XVI. An moribus desideretur consensus curatorum aut propinquorum; et si desideretur quales tunc tutores aut propinqui adhibendi sint. Quæ pœna si consensus illis defuerit. 23. 2. 19.

XVII. An ad nuptias secundas vidui vel viduæ minorennis consensus parentum similiumque æquè requiratur, ac ad primas. 23. 2. 17.

XVIII. Sufficit et hodie tacitus consensus eorum qui in nuptias consentire debent, veluti, si scientes non intercesserint publicis denuntiationibus, licet ex statuto nullas tenerentur reddere dissensûs sui causas. 23. 2. 18.

XIX. Quid si ignaris talibus, sine fraude sponsi sponsæque, per negligentiam eorum quibus id demandatum, solemnia denuntiationum peracta et nuptiæ secutæ sint. 23. 2. 18.

XX. Si parens hodie nullum colorem sufficientem dissensûs adducere possit, adeoque injuria manifesta vetet nuptias liberorum minorennium, an magistratus tunc parentis consensum supplere possit. 23. 2. 22.

XXI. An parens aut tutores, sine causâ dissentientes, retinere possint bona eorum, qui nuptias ineunt auctoritate magistratûs. 23. 2. 23.

XXII. De causis justis, ob quas parentes, tutores, cognati, jure dissentiant. 23. 2. 24.

V. C. c., art. 222. *Pr. gén., n.* 3. — *Art.* 1544, *n.* 11.

Des actes respectueux.

151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. *V. C. c., art.* 148, *n.* 1 *et seqq.*

Du mariage de l'enfant naturel.

158. 159. *V. de la Tutelle, Pr. gén.*, *n.* 8.

Du consentement du conseil de famille, s'il n'y a point d'ascendants.

160. *V. C. c., art.* 148, *n.* 12 *et* 17.

Des empêchements de consanguinité et d'affinité.

161. 162. 163. — I. De cognatione et affinitate, cognationis lineis ac gradibus. 23. 2. 22

II. De ratione computandi gradus, de quasi-gradibus affinium et eorum computatione. 23. 2. 29.

III. Item de primo, secundo et tertio genere affinitatis. 23. 2. 29.

IV. De prohibitis nuptiis inter ascendentes et descendentes ratione cognationis et affinitatis primi generis. 23. 2. 30.

V. De prohibitis nuptiis in lineâ collaterali inter eos qui sibi invicem parentum et liberorum loco sunt per cognationem, affinitatem primi generis. 23. 2. 31.

VI. De nuptiis collateralium qui sibi parentum et liberorum loco non sunt ratione cognationis aut affinitatis, vetitis in gradu secundo, permissis in quarto. 23. 2. 32.

VII. An nuptiæ permittendæ in secundo genere affinitatis inter ascendentes et descendentes, aut inter collaterales, veluti inter privignam et novercæ defunctæ viduum, etc. 23. 2. 33.

VIII. Impedimentum ex affinitate in nuptiis intelligendum de eâ quæ jam dissoluta est; licet in aliis sola affinitas adhuc durans, non item diremta, obesse soleat. 23. 2. 34.

IX. Nuptias impedit etiam naturalis affinitas, quæ ex stupro vel concubinatu non ex matrimonio legitimo oritur. 23. 2. 35.

X. Nec cuiquam licet sponsam patris, aut filii sui uxorem ducere. 23. 2. 35.

XI. Inter comprivignos nuptiæ valent, ut et inter privignum ac novercæ vel vitrici matrem, ac alias similes. 23. 2. 36.

XII. De pœnis incestûs. 23. 2. 39.

V. C. c., art. 178. 184. 187. 192. 201 *et* 202.

Des dispenses.

164. — I. An magistratus supremus dispensare possit et permittere nuptias lege mosaicâ divinâ ob cognationem vel affinitatem vetitas. 23. 2. 37.

II. Circa nuptias jure civili vetitas dispensatio fieri potest. 23. 2. 38.

III. Quid, si fiat a magistratu de nuptiis in gradibus jure divino vetitis. 23. 2. 38.

CHAPITRE II. — *Des formalités relatives à la célébration du mariage.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. De veterum ritibus ac solennibus circa nuptias. 23. 2. 1.

II. Jure civili nullæ solemnitates erant necessariæ. Ex cohabitatione solâ sæpè colligebatur consensus in nuptias. 23. 2. 2

III. An deductio sponsæ in domum sponsi necessaria fuerit. 23. 2. 2.

IV. Frustrà apud nos quæritur, an nuptiæ sint ex verbis *Duco te in uxorem*, etc. 23. 2. 5.

V. An et quando ex cohabitatione nunc nuptiæ præsumantur. 23. 2. 5.

De la publicité de la célébration.

165. — An nuptiæ nunc sine venia magistratûs contrahi possint privatis in ædibus. 23. 2. 3.

V. suprà, hoc cap.; P. gén., n. 1 *et seqq.* — *Art.* 126.

Des publications.

166. 167. 168. 169. — I. Hodie ad nuptias adhibendæ tres publicæ denunciationes; etiam in nuptiis Judæorum. 23. 2. 3.

II. An nuptiæ nullæ iis omissis. 23. 2. 3.

III. Quid si statutum casu id non expressè nullas pronunciat. 23. 2. 3.

IV. Quales magistratus possint dispensatione hanc remittere solemnitatem urgente causâ. 23. 2. 3.

V. An valeant nuptiæ per hollandum in Brabantiâ aut Flandriâ contractæ, servatis illorum locorum solennibus, sed omissis pu-

blicis denuntiationibus in loco domicilii hollandici. 33. 3. 4.

Du mariage contracté en pays étranger.

170. 171. *V. C. c., art.* 3, *sect. II, n.* 9. 12. 13. 15. 16. *et art.* 166, *n.* 5.

CHAPITRE III. — *Des oppositions au mariage.*

172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. *V. C. c., art.* 143.

CHAPITRE IV. — *Des demandes en nullité de mariage.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. An et ob impotentiam eas antecedentem nuptiæ declarantur nullæ. Quibus probetur modis et quomodo agi debeat. 31. 3. 15.

II. An ob supervenientem impotentiam, furorem, morbum contagiosum, sævitiam nimiam unius conjugis nuptiarum dissolutio peti possit. 24. 2. 13.

III. An peti possit si quis vitiatam aut ab alio gravidam pro virgine aut viduam ignorans duxerit. 24. 2. 15.

IV. Recensentur plures casus in quibus nuptiæ quæ ab initio erant inutiles ex post facto convalescunt. 23. 2. 32.

Nullité résultant du défaut de consentement des époux et de la ratification en ce cas.

180. 181. — Quæ ab initio, tanquam contra leges gesta inutilia videri poterant ac infirmata, subsecuto deindè eorum assensu quorum tractabatur utilitas rata fiant. 1. 3. 16.

Nullité resultant du défaut de consentement des parents et de la ratification en ce cas.

182. — I. An ob defectum consensûs paterni nuptiæ filii fuerint ipso jure nullæ. 23. 3. 9.

II. An matrimonium liberorum minorennium resolvendum ad patris desiderium quod sine consensu ejus contractum jam est invito etiam viro ac muliere. 23. 3. 11. — 24. 2. 15.

III. Quid si minorennes munere politico, ecclesiastico, aut militari fungantur, aut seorsim a patre habitent. 23. 3. 11.

V. C. c., art. 148. 183. 201. 202

183. — An tacitus sufficiat parentum consensus vel eorum qui in nuptias consentire videntur. 23. 3. 8 et 18.

II. Quousque hodie ratihabitio parentum nuptias firmet. An faciat pœnas cessare at nuptias retro legitimas. 23. 3. 8. 13 et 39.

V. C. c., art. 181.

Autres causes de nullité de mariage.

184. Nuptiæ retro nullæ declarantur invito etiam viro ac muliere, si incestæ sint. 24. 2. 15.

185. — Minor duodecim annis nupta legitima uxor fit, cùm apud virum annos duodecim explevit. 23. 2. 33.

186. 187.

188. 189. 190. *V. C. c.,* 133. 147.

191. *V. C. c.,* 165.

192. *V. C. c.,* 165.

194. 195. 196. 197. 198. 199. 200.

Des effets de la bonne foi dans le mariage.

201. 202. — I. An liberi ex matrimonio putativo nati sols parentibus succedunt. 38. 17. 8.

II. An communio bonorum inducatur per matrimonium putativum. 23. 3. 83.

V. C. c., art. 114. 117. 161. 133. 163. 180. 181 *et* 192.

CHAPITRE V. — *Des obligations qui naissent du mariage.*

Principes generaux. Questions diverses.

I. Ut effectus nuptiarum locum habeat, an et ubi consensus sine concubitu sufficiat. Ubi præter consensum concubitus requiratur. 23. 3. 93.

II. Positâ concubitûs necessitate, recensentur variæ quæstiones, quæ circa ipsum concubitum agitantur. 23. 2. 21.

III. Quid si post peracta denunciationum solemnia ulteriuter moras nectat in nuptiis contrahendis, et mors interim superveniat: an effectus matrimonii perindè locum habeant, ac si nuptiæ contractæ essent. 25. 3. 95.

IV. De nuptiis contractis in locis quæ subsunt societati Indiæ occidentalis. 23. 2. 97.

V. Non cessant effectus nuptiarum si conjuges communi consensu, sed privatâ auctoritate, seorsim habitent. Et quid si aliud pacti sint. 24. 3. 19.

De legatis cibariis variæ quæstiones.

V. C. c., art. 1003, *chap. III, sect VII.*

Quelles personnes se doivent des aliments en ligne directe.

203. I. Pater liberos et quales alere tenetur. 25. 3. 5.

II. An et naturales, incestuosos, adulterinos et an sumptu communi mariti nocentis et uxoris insontis, si inter eas statuaria communio sit. 25. 3. 5. — 23. 3. 82. — 9. 4. 10. — 28. 2. 11.

III. An pater etiam liberos illos alere teneatur quibus partem bonorum aut dotem dederit, si illa consumpta sit. 25. 3. 5. —

IV. Quando mater ad alimenta liberis præstanda teneatur. Hodie patri et matri hoc officium commune est. 25. 3. 6.

V. Cujus sumptu liberi alendi si divortio matrimonium solutum sit. 25. 3. 5.

VI. An ipsam sortem bonorum paternorum aut maternorum vel adventitiorum parens superstes absumere possit in liberorum educationem. 25. 3. 13.

VII. In concursu plurium ad alendum obligatorum, cui onus alendi imponendum sit, variè disputatur sed multum arbitrio judicis relinquendum. 25. 3. 11.

VIII. An hæres ejus qui ad alendum ex pietate obligatus fuit in illud onus succedat. 25. 3. 13.

V. C. c., art. 205. 1409.

204. *V. C. c., art.* 208. — *Art.* 1544, *n. V.*

205. — I. Liberi tenentur alere parentes. 25. 3. 5.

II. An et patrem incestuosum aut matrem infamem corpore quæstum facientem. 25. 3. 8.

III. Quando avus et avia debeant nepotes alere. 25. 3. 7.

IV. An teneantur nepotes naturales alere ex filio legitimo. 25. 3. 7.

V. An legitimos ex filio naturali. 25. 3. 7.

V. C. c., art. 203, n. 7 *et* 8, *et art.* 207. 349. 31.955. 1558.

Des aliments dus pour cause d'affinité en ligne collatérale.

206. — I. An affinitatis vinculum ad alendum obliget in eodem quasi gradu in quo vinculum cognationis. 25. 3. 10.

II. An gener socerum, privignus novercam, et vice versâ, alere teneatur. 25. 3. 10.

III. An noverca aut vitricus post dissolutum matrimonium alere teneatur privignos cùm pater in assignandis bonis maternis onus alendi liberos suscepisset distinctione explicatur. 25. 3. 18.

IV. An positâ tali patris obligatione ad alendum, liberi minorennes petere possint, se communi fratrum majorennium sumptu ali. 25. 3. 18.

V. An frater a fratre alendus. An et uterinus aut tantum naturalis. 25. 3. 8.

VI. Remotiores cognati ultra fratrem cognatos alere non coguntur, nec donatarius omnium bonorum donantem licet piè faciant si alant. 25. 3. 3.

V. C. c., art. 203, *n.* 7 *et* 3. *et art.* 305 *et* 1558.

207. — *V. C. c., art.* 203. 305. 206.

Quelle est l'etendue de cette obligation.

208. — I. Interest inter alimenta ex contractu vel testamento debita et ea quæ ex solo pietatis officio a judice imponuntur. 25. 3. 4 et 18.

II. Quid veniant nomina alimentorum. 25. 3. 4.

III. An veniant medicamenta valetudinis curandæ causâ adhibita. 25. 3. 4.

IV. An ad alendum obligatus ex pietatis causâ satisfaciat si alendo præbendam aut locum in gerontocomio, aut orphanotrophio procuret. 25. 3. 4.

V. Alimenta ex pietate debita arbitrio judicis tribuenda sunt. 25. 3. 4.

VI. An sub nomine alimentorum veniunt sumptus in studia. 25. 3. 4.

VII. Quid juris si pater nimis sordidè atque avarè liberos alat, infra natalium conditionem. 25. 3. 4.

VIII. Si extraneus ex merâ liberalitate promiserit alimenta ad certum tempus, an hæres teneatur, si promissor intra id tempus moriatur. 25. 1. 18.

IX. Quibus modis compellatur ad alendum, qui ex officio pietatis obligatus est. 25. 3. 13.

X. An in alimentorum modo definiendo, judex etiam debeat habere rationem bonorum extra suum territorium sitorum. 25. 3. 13.

XI. An alimenta interim decernenda, si quis se patrem neget, aut in genere talem, qualis ad alendum tenetur; et an illa temporaria alimentorum adjudicatio veritati præjudicet. 25. 3. 13.

Quand cesse l'obligation de fournir des aliments.

209. 210. 211. — I. Cessat obligatio ad alimenta si alendus calleat artificium undè se alat; hinc quod lucratur ex illo opificio, patri cedit, ubi ab eo nutritur, licet in assignandis bonis maternis, onus alendi in se suscepisset. 25. 3. 14.

II. Cessat si alendus aliundè bona habeat ex quibus ali potest. 26. 3. 15.

III. Quid si extraneus bona reliquerit eâ lege, ut fructus et usuræ cedant in augmentum sortis. 25. 3. 15.

IV. Quid si extraneus patri legaverit bonorum usumfructum, ut indè liberos alat, vel pater in assignandis bonis maternis onus alendi susceperit, at posteà liberi aliundè bona acquirant, ac pater doceat, usumfructum legatum, aut reditus bonorum maternorum non sufficere oneri alendi : 25. 3. 15.

V. Cessat alendi necessitas si ad alendum obligati inopes sint. 25. 3. 18.

VI. Cessat, si alendi ingrati fuerint in eum a quo aluntur. 23. 3. 18.

VII. Morte alendi cessat obligatio ad alimenta; an tunc is qui aluit vestimenta a se data repetere possit, si needum attrita. 25. 3. 19.

CHAPITRE VI. — *Des droits et des devoirs respectifs des époux.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. An per nuptias tollatur patria et tutoria potestas. 23. 2. 40. — 1. 7. 13.

II. In quibus jure civili constiterit maritalis in uxorem potestas. 23. 2. 41.

III. Moribus nostris uxor ex nuptiis fit quasi minorennis, at in curâ viri. 23. 2. 41.

IV. An maritus jure potestatis suæ exerceat jus patronatûs, et munerum ac honorum collationem nomine castri vel territorii ad uxorem pertinentis. 23. 2. 59.

V. Cujus loci statuta spectanda sint in quæstione quousque se extendat potestas mariti in uxorem et bona ejus. 23. 2. 60.

VI. An augeatur aut minuatur maritalis potestas per migrationem ad alium locum; et an mulier ob id petere possit id quod interest, si in migrationem non consenserit. 23. 2. 61.

VII. Quæ sit ratio cur hodie maritalis potestas tam ampla inducta sit. 23. 2. 62.

VIII. In quibus differat cura mariti in uxorem a curâ minorum prodigorum, etc., ubi de contractu mariti cum uxore, de rationibus non reddendis administrationis, aliisque. 23. 2. 63.

IX. Mulier per nuptias sequitur mariti dignitatem et radiis maritalibus coruscat. 1. 6. 5. — 23. 2. 46.

X. Quid si mulier vidua facta sit. 1. 9. 5 et seqq.

XI. Mulier ad alias nuptias transiens sequitur viri secundi dignitatem; nec iterum vidua facta, ad primi mariti aut natalium propriorum dignitatem redire potest. 1. 9. 8.

212. 213. *V. suprà, chap. VI, Pr. gen.* — *Art.* 1388, *n. III.*

La femme habite avec son mari. Il doit la traiter suivant ses facultés et son état.

214. — I. Mulier per nuptias sequitur mariti forum et domicilium. 23. 2. 65.

II. An inutile pactum dotale quo id ageretur ne invitâ uxore liceret marito domicilium mutare. 5. 1. 101.

III. Uxor inops a marito alenda et maritus ab uxore alendus. 25. 3. 6.

IV. An et uxor quæ adulterio aut malitiosâ desertione causam divortio præbuit, et vice versâ. 25. 3. 5.

V. Si mulier sine publicâ auctoritate a viro recedens seorsim habitet; an fiat lucrorum a viro quæsitorum particeps, et an a viro extra domum ejus alenda sit. 24. 2. 16.

VI. An maritus alere teneatur uxorem, si publicâ auctoritate separatio thori facta sit. 21. 2. 18.

V. C. c., art. 1388, *n. VI.*

De l'autorisation nécessaire pour ester en jugement.

215. — I. Uxor sine marito stare in judicio nequit, sive tanquam rea, sive tanquam actrix. An impedire possit ne vir uxoris nomine litiget. 5. 1. 14. — 2. 4. 10.

II. Moribus maritus pro ipsâ muliere stat in judicio, non ipsa. 23. 2. 41.

III. Separatio bonorum inter conjuges neque cessio bonorum a marito facta mutant hoc jus tutelæ in uxorem. 5. 1. 14.

IV. Quid juris si pactu dotali actum sit ne maritus pro uxore in judicio subsistat. 5. 1. 11.

V. Quid si litigare velit ut tutrix bonorum primi thori, aut ut executrix testamenti, vel ut publica mercatrix ? 5. 1. 15.

VI. Quid si sententia lata sit adversus mulierem sine marito litigantem. 5. 1. 14.

VII. Quid si soluto matrimonio de hujus sententiæ executione agatur. 5. 1. 14.

VIII. Quid si mulier stans sine marito victrix evaserit. 5. 1. 19.

IX. Sciente et consentiente marito uxor in judicio rectè subsistit. 5. 1. 16.

X. Stat in judicio ex mariti mandato. 5. 1. 16.

XI. Si ab initio consensus defuerit, subsecutâ mariti ratihabitione gesta firmantur. 5. 1. 16 et 19.

V. C. c., art. 1388, *n. V.*

216. — I. Uxor criminis accusata sine viro suo stat in judicio. 5. 1. 17. — 23. 2. 51.

II. An pœna pecuniaria in mulierem constituta stante matrimonio executionem habeat in maritum. 5. 1. 17. — 23. 2. 51.

V. C. c., art. 905. 940. 1124. 1990. 2139. 2194.

De l'autorisation nécessaire pour contracter.

217. — I. Uxor in contrahendo sine viro possit virum aut se obligare, vel soluto matrimonio ex tali contractu conveniri. 23. 2. 42.

II. Quid si ratihabitio mariti accedat; quid, si certum sit, utiliter a muliere contractum esse, nec tamen maritus ratum habere velit. 23. 2. 42.

III. An sufficiat tacitus mariti consensus ex præsentiâ et scientiâ ac silentio. 23. 2. 42.

IV. Si maritus contractum uxoris non approbaverit, an ea soluto matrimonio possit petere implementum ejus. 23. 2. 43.

V. Obligat sine viro se et virum quatenus locupletiores facti sunt ex contractu, qui clàm viro initus est. 23. 2. 43.

VI. An et quousque mulier obliget maritum, si contraxerit ratione œconomiæ. 23. 2. 46.

VII. Quid si contraxerit ut maritum redimeret a carcere vel captivitate. 23. 2. 47.

VIII. An uxor possit clàm viro liberare ac mariti debitores acceptilatione, pacto de non petendo, etc. 23. 2. 50.

IX. An ei rectè solvi per debitores. 46. 3. 5. — 23. 2. 56.

X. An uxor sine viri consensu possit dotem prioris matrimonii liberis constituere. 23. 2. 51.

XI. An hæreditatem adire vel repudiare. 23. 2. 51.

XII. An res suas donare. 23. 2. 51.

XIII. Quousque uxor in Hollandiâ, Ultrajecti, alibique, obligetur ex viri sui contractibus, etiam cum inutiliter, luxu, aleâ, scortis, æs alienum stante matrimonio contraxit. 23. 2. 52.

XIV. Quousque illa soluto matrimonio obligata maneat. 23. 2. 52.

XV. An pati teneatur post solutum matrimonium executionem sententiæ, in rebus suis jam cœptam matrimonio adhuc constante. 23. 2. 52.

XVI. An uxor obligetur ex tutelâ vel aliâ administratione per maritum gestâ. 23. 2. 53.

XVII. An ex fidejussione ejus, an in Hol-

landiâ, et Ultrajecti etiam tunc, cum pacto dotali sola est servata acquæstuum communio. 23. 2. 53.

XVIII. An donatio per maritum facta uxori noceat. 23. 2. 54.

XIX. Et quid, si donatum sit fraudandæ uxoris causâ. 23. 2. 54.

XX. An uxori noceat, si maritus non utatur conditione acquirendi. 23. 2. 55.

XXI. Quid si consentiat suæ matri, ut illa omnia bona sua fideicommisso gravet, etiam ipsam legitimam, cum alias mater jussisset ipsum solâ legitimâ contentum esse, et ob id illa bona non cedant conjugali communioni. 23. 2. 55.

XXII. An noceat uxori delictum mariti. An et cum sola est acquæstuum communio? 23. 2. 56.

XXIII. An si maritus occiderit propinquum cui debebat hæres esse, uxor partem dimidiam istius hæreditatis, quâ maritus se indignum fecit, vindicare possit, posita omnium bonorum communione. 23. 2. 57.

XXIV. Vel an soluto matrimonio prius æstimationem ejus præcipere ante divisionem. 23. 2. 57.

XXVI. Quid si maritus aut uxor ex justâ causâ exhæredati sint a suis parentibus positâ universali communione. 23. 2. 57.

V. C. c., art. 219. 776. 905. 234. 1029. 1121. 1304. 1538. 1449. 1512. 1940.

Du refus du mari d'autoriser sa femme.

218, 219. — I. Si maritus malitiosè agere vel defendere nolit in causâ uxoris, uxor potest judicis auctoritate. 5. 1. 18.

II. An periculo mariti tunc uxor vincatur. 5. 1. 18.

III. Quid si maritus nolit nomine uxoris movere actionem injuriarum. 5. 1. 18.

Du cas où la femme est marchande publique.

220. — I. Quousque mulier publica mercatrix se et virum contrahendo obliget, vel non; latius traditur, sive ipsa minorennis, sive majorennis sit. 23. 2. 41.

II. Uxori mercatrici similis est ea quæ marito quæstori vel publicano in recipiendis pecuniis aliisque assistit. 23. 2. 45.

III. An mulier marito permittente institута in unâ negotiationis genere in altero maritum contrahendo obliget. 23. 2. 44.

Quid si le mari est condamné, interdit ou absent.

221. 222. — I. Si maritus absit et periculum in morâ sit, auctoritate judicis imploratâ suppletur deficiens mariti consensus. 5. 1. 16.

II. Quid si maritus fortè relegatus sit. 23. 2. 17.

III. Quid si maritus furiosus sit aut aliâ causâ inhabilis ad consensum. 23. 2. 48.

223. — *V. C. c., art.* 213, *n.* 4, *et art.* 1388.

De la minorité du mari.

224. — An si maritus minor sit, uxor ad contrahendum indigeat consensu curatoris mariti sui. 23. 2. 49.

II. An maritus minor contra consensum suum possit restitui. 23. 2. 42.

225. — Uxor sine viro alios sibi viroque rectè obligat. 23. 2. 44.

V. C. c., 1125.

226. — An uxor possit sine viri consensu testamentum condere. 23. 2. 51.

CHAPITRE VII. — *De la dissolution du mariage.*

227. — *V. chap.* 5, *Pr. gén.*, *n.* 5. — *Art.* 1388, *n.* 13, *et* 1394, *n.* 8.

CHAPITRE VIII. — *Des seconds mariages.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. De secundis et ulterioribus nuptiis. 23. 2. 94.

II. An ad nuptias secundas vidui vel viduæ minorennis consensus parentum similiterque æquè requiratur ac ad primas. 23. 2. 17.

III. Nuptiæ secundæ liberis prioris thori solent damnosæ esse. Quo modo multis locis parens binubus ante nuptias liberis prioris thori bona parentis defuncti assignare debeat. 23. 2. 100.

IV. Pœnæ secundarum nuptiarum pleræque æquè in masculis ac fœminis locum habent. Prima est quâ amittitur proprietas quæsitorum a priore conjugi, et cedit liberis primi thori. 23. 2. 101.

V. An et amittantur, quæ tantum occasione prioris conjugis ab extraneo data. An et quæ ex legis aut statuti beneficio quæsita ex bonis prioris conjugis. 23. 2. 101.

VI. De pœnâ quâ binubus aut binuba amittit quæsita ex successione liberorum primi thori ab intestato, quatenùs illa a parente prædefuncto profecta sunt. 23. 2. 102.

VII. Recensentur plurima quæ conjugi binubo non adimuntur in pœnam. 23. 2. 102.

VIII. An et proprietas legitimæ quæ parentibus debita ex bonis liberorum, amittatur per secundas nuptias, quatenùs bona liberorum a parente prædefuncto profecta sunt. 23. 2. 103.

IX. Adempta binubo vel binubæ, cedunt liberis prioris thori æqualiter, licet inæqualiter parenti prædefuncto hæredes sint: sed si tertiæ quartæve nuptiæ sint, adempta solis cedunt liberis illius parentis a quo profecta sunt. 23. 2. 104.

X. Capiunt liberi adempta binubo, licet parenti prædefuncto hæredes non extiterint, nisi justâ fuerint ob ingratitudinem ab eo exhæredati. An parentis prædefuncti res binubo quæsitas et per eum alienatas liberi vindicare possint, si binubo parenti hæredes extiterint. 23. 2. 105.

XI. An et nepotibus ex filiis prioris thori prædefunctis hæc adempta cedant; an et hæredibus filiorum extraneis. 23. 2. 106.

XII. An cessent pœnæ superiores, si omnes prioris thori liberi vivo parente binubo moriantur; an et, si binubus vivis liberis prioris thori ad viduitatem iterum redigatur. 23. 2. 107.

XIII. De cautione quam binubus aut binuba interponere debet pro mobilibus a priore conjuge, etc., profectis. 23. 2. 108.

XIV. Quousque pœnæ superiores ex L. 3 et 5 Cod. de secund. nupt. in Hollandiâ et Ultrajecti adhuc obtineant. 23. 2. 109.

XV. De pœnâ ne binubus plus conferat in secundam conjugem quam reliquit ei ex liberis cui minimum relictum est. 23. 2. 110.

XVI. An parens binubus plus relinquere possit liberis posterioris quam prioris thori; et an hoc pacto dotali rectè conveniatur. 23. 2. 112.

XVII. Recensentur aliæ pœnæ secundarum nuptiarum, ubi de amissione totius, relictorum sub conditione viduitatis, etc. 23. 2. 137.

XVIII. An et in militibus locum habeant pœnæ secundarum nuptiarum. An et in viduâ partum ex stupro edente. 23. 2. 138.

XIX. An cessent si conjux præmoriens superstiti dederit licentiam ad alia vota transeundi; an si liberi in nuptias secundas consenserint; an si pœnis hisce expressè renuntiaverint. 23. 2. 138.

XX. An pœnæ locum habeant, si non nuptiæ, sed sola sponsalia contracta sint. 23. 2. 139.

V. C. c., art. 1098.

228. — I. Mulier vidua facta per annum luctûs ad secundas nuptias festinare nequit. 23. 2. 98.

II. De pœnis nuptiarum intra annum luctûs a viduâ initarum. 23. 2. 28.

III. Quid hodie obtineat circa hunc annum luctûs. 23. 2. 98.

V. C. c., de la paternité et de la filiation, Pr. gén., n. 3. — *Art.* 380.

TITRE VI. — *Du divorce.*

Quid sit divortium, quid repudium. 24. 2. 1.

CHAPITRE PREMIER. — *Des causes du divorce.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Nimia divortiorum licentia ex conjugum consensu Romanis tolerata magis fuit, tanquam malum necessarium, quam probata. 24. 2. 2.

II. Restricta fuit per Justinianum ad eam quæ fit castitatis intuitu, sed per Justinum Secundum rursùs promiscuè tolerata. 24. 2. 2.

III. Quæ jure civili medio ac novissimo fuerint justæ causæ, propter quas invito vel invitæ conjugi repudium mitti potuerit. 24. 2. 3.

IV. Quæ fuerint pœnæ divertentium sine justâ causâ. 24. 2. 3.

V. An uxor ob denegatum contumaciter debitum conjugale, petere possit matrimonii dissolutionem. 24. 2. 7.

VI. De malitiosâ desertione et nuptiis ob eam

auctoritate publicâ dissolvendis. 24. 2. 5. 9.

Vide des Effets du divorce, ad art. 295.

VII. Si desertus aut deserta sine prævio desertionis judicio alias nuptias contrahat, illarum dissolutionem deserens rectè petit. Quid, si sponte cedere velit. 21. 2. 10.

VIII. Si desertus post desertum desertionis judicium alias nuptias contraxerit, an deserens possit petere ex pœnitentiâ earum dissolutionem. 21. 2. 10.

IX. Si non intervenerit desertionis judicium, an desertus deserentem ac pœnitentem post longum tempus recipere teneatur. 24. 2. 11.

X. An malitiosa sit desertio, si maritus ob crimen profugus sit, aut relegatus, aut ob metum persecutionis aliò migret. 24. 2. 13.

XI. An si uxor talem maritum sequi nolit, ipse adversus eam desertionis judicium movere possit. 24. 2. 13.

Moribus nostris tantum ob adulterium et malitiosam desertionem matrimonium ipsum dissolvetur. 24. 2. 5.

De l'adultère.

229. 230. — I. Adulterium uxoris est justa causa divortii. 24. 2. 3 et 5.

II. Quid si uxor vim passa sit. 24. 2. 5.

III. Quid si vir uxorem contemnens cum aliis mulieribus in propriâ vel alienâ domo frequenter permaneat, nec ab iis abstineat. 24. 2. 3.

IV. Si et vir et uxor adulterium commiserint, an alteruter reparationem petere possit, et quousque per crimen mutuâ pensatione tollatur. 21. 2. 6.

V. An, ut cui a conjuge crimen adulterii remissum est, vicissim ergò possit ut remissionem criminis faciat, ubi remittens ipse posteà in crimen adulterii inciderit. 24. 2. 6.

VI. An uxor excusetur si sævitiâ mariti, vel ex inopiâ, vel ob denegatum a marito contumaciter debitum conjugale, se in adulterium prolapsam dicat. 24. 2. 7.

Des autres causes du divorce.

231. — I. Divortium peti potest si mulier vitæ viri insidiaverit aut non detexerit insidias viro ab aliis structas. Si eadem de viro circa mulierem. 21. 2. 3.

II. Si maritus uxorem adulterii accusaverit, et non probaverit. 24. 2. 3.

III. Aliæ enumerantur causæ divortii. 24. 2. 3.

232. — *V. hoc tit. VI, chap. I, Pr. gén., n.* 10.

233.

—

CHAPITRE II. — *Du divorce pour cause déterminée.*

Principes généraux. Questions diverses.

SECTION PREMIÈRE. — DES FORMES DU DIVORCE POUR CAUSE DÉTERMINÉE.

—

I. Quibus modis fiat divortium, quâ formâ ac solemnitate. 24. 2. 1.

II. Quid si post missum absenti libellum repudii mittentem pœniteat, et tamen libellus tradatur. 24. 2. 1.

III. Quid si non fuerit absenti traditus, sed ad domum ejus delatus. 24. 2. 1.

IV. Jure civili liberi in potestate non nisi ex consensu patris poterant matrimonium dirimere, nec parens nuptias filii aut filiæ familias ipsis invitis. 24. 2. 4.

V. Quid si liberi aut parentes de facto id egerint. Potuit pater dirimere sponsalia suæ familiæ. 24. 2. 4.

VI. Hodie nec nuptias, nec sponsalia liberorum pater dirimit, nisi justissimâ de causâ. 24. 2. 4.

VII. An pater cogere possit filiam, ut divertat a marito adultero. 21. 2. 1.

VIII. Auctoritate judicis, non privatâ, nuptiæ ob adulterium dirimendæ sunt; quo modo id petatur. 24. 2. 8.

234. 235. 236. 237. — *V. suprà, sect. I, Pr. gén.*

SECTION II.

267. 268. 269. — *V. suprà, sect. I, Pr. gén.*

SECTION III. — DES FINS DE NON-RECEVOIR CONTRE L'ACTION EN DIVORCE POUR CAUSE DÉTERMINÉE.

—

272. 273. 274. — I. Quid si post adulterium perpetratum reconciliatio intercesserit, sive consensu expresso, sive rebus ipsis et factis. 24. 2. 5.

II. Quid si sciens crimen, debitum conjugale præstiterit. 24. 2. 5.

III. An et quando maritus, uxorem adulteram retinens, lenocinii reus sit. 24. 2. 5.

Du divorce par consentement mutuel.

Non cessant effectus nuptiarum, si conjuges communi consensu, sed privatâ auctoritate, seorsim habitent. Et quid si aliud pacti sint. 24. 2. 19.

275. 276. 277. 278.

—

CHAPITRE IV. — *Des effets du divorce.*

—

Principes généraux. Questions diverses.

I. An insonti criminis adulterii permittendum sit alias nuptias contrahere. An et quando ipsi nocenti. 21. 2. 8.

II. An si nocens pœnitentiâ ducatur, insons cogi possit ut nocentem recipiat. 24. 2. 8.

III. An insonti ac nocenti malitiosæ desertionis aliæ nuptiæ permittendæ sint. 21. 2. 6.

IV. An valeat donatio inter conjuges, post divortium legitimum. 24. 1. 15.

V. Ubi divortio facto liberi educandi sunt. 25. 3. 20.

VI. An legitimus sit, qui post solemne divortium conceptus et editus est ex conjugibus, privatâ auctoritate ac pœnitentiâ conjugum redintegrantibus. 1. 6. 51

V. art. 203, *et suprà, Pr. gén., des causes du divorce.*

295. — I. Si nuptiæ ob adulterium aut desertionem solutæ sint, non privatim, sed solemniter redintegrari possunt, alioquin nec nuptiæ sunt, nec legitimi liberi inde nati. 21. 2. 14.

II. Redintegratione factâ reviviscunt in dubio pacta dotalia; pœnæ cessant. 24. 2. 14

V. C. c., art. 1501, *n.* 8 *et* 9.

296. — *V. suprà, ch. II., Pr. gén., n.* 1.

298. — *V. du mariage, chap. Ier Pr. gén., n.* 5, *ad pag.* 6.

—

CHAPITRE V. — *De la séparation de corps.*

—

Principes généraux. Questions diverses.

I. An thori et mensæ separatio impetrari possit ob furorem aut sævitiam supervenientem. 24. 2. 16.

II. Si mulier, sine publicâ auctoritate, a viro recedens seorsim habitet, an fiat lucrorum a viro quæsitorum particeps, et an viro extra domum alenda. 21. 2. 18.

306. 307. 308. 309.

Effets de la séparation de corps.

310. 311. — I. Quid sit effectus separationis thori et mensæ. 21. 2. 17.

II. An per eam perimatur communio bonorum aut acquæstuum, quæ ante fuit. 24. 2. 17.

III. An mulier tunc adhuc ex contractu viri obligatur, et bona ejus executi pro tali debito possint. 21. 2. 17.

IV. An se aut virum sine viri auctoritate mulier tunc possit obligare. 24. 2. 17.

V. An maritus alere teneatur uxorem, si publicâ auctoritate separatio thori facta sit. 24. 2. 18.

V. C. c., art. 1441. 1452. 1518

TITRE VII. — *De la paternité et de la filiation.*

—

CHAPITRE PREMIER. — *De la paternité et de la filiation.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. An monstra liberorum numero censeantur. 1. 6. 13.

II. Natus ex sponsâ impregnatâ, nuptiis non secutis, an legitimus. 1. 6. 10.

III. Si mulier mox a morte prioris mariti ad alias nuptias transeat, et partum edat qui naturaliter poterat vel ex primo vel ex secundo marito conceptus esse, præsumendum est eum ex marito secundo esse genitum. 1. 6. 2.

IV. Si mulier profiteatur se ex alio quam marito suo gravidam esse, nec partui, nec sibi nocet, si alia desit probatio. 1. 6. 7.

312. — I. Is est pater quem nuptiæ demonstrant, et in dubio præsumendum est, filium non ex alio sed marito conceptum esse. 1. 6. 4 et 6.

II. Agnoscendi liberi tam nati stante matrimonio quam qui post divortium aut mortem patris nascituri sunt. 25. 3. 1.

III. Si maritus abfuit per decennium ac reversus inveniat in domo suâ anniculum, an legitimus annumerandus est. 1. 6. 4. — 25. 3. 6.

V. art. 316, *n. I et II.*

De l'action en désaveu contre l'enfant.

313. — I. Enumerantur casus quibus maritus non tenetur agnoscere partum stante matrimonio editum. 24. 6. 3. — 1. 6. 4.

II. Maritus ponere et probare potest aliquamdiu cum uxore non concubuisse, infirmitate interveniente, vel impotentiâ generandi, et filium in domo suâ natum non esse legitimum. 1. 6. 6.

III. Si mulier probetur adultera, tamen partus in dubio magis ex marito quam adultero conceptus videri debet. 1. 6. 6.

V. C. c., art. 325.

314. — I. A nuptiis contractis mense septimo aut ulteriore editus, pro legitimo habendus. 1. 6. 4.

II. Natus mense quinto, vel sexto a nuptiis contractis, legitimus non est, si maritus ante nuptias cum uxore non consueverit. 1. 6. 5.

V. suprà, du Mariage, cap. IV, Pr. gén., ad art. 179. 180.

315. — Octavo, nono, vel decimo, usque ad undecim mensis initium natus e dissoluto per obitum mariti, aut divortium matrimonio, vel ab absentiâ viri, pro legitimo habendus. 1. 6. 4.

316. **317**. **318**. — *V. de la tutelle, Pr. gén., ad art.* 389.

CHAPITRE II. — *Des preuves de la filiation des enfants légitimes.*

Principes généraux.

Quibus modis probetur aliquem esse filium aut esse legitimum. 1. 6. 12.

319. — De probationibus legitimitatis liberorum. 1. 6. 12.

320. **321**. **322**. **323**. **324**. **325**. **326**. **327**. **328**. **329**. **330**.

CHAPITRE III. — *Des enfants naturels.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Liberi naturales non laborant infamiâ sive juris, sive facti. 5. 2. 11. — 6. 2. 6.

II. Si stuprata infantem pariat, stuprator eum elere, et puerperii sumptus ferre debet, licet stupratam nec ducere, nec dotare teneatur; vel super dote cum stupratâ jam transegerit. 48. 5. 6.

III. Quid juris si puella Titium patrem esse dicat; ipse concubitum neget. 48. 5. 6.

IV. Quid si concubitum fateatur, sed ejus temporis ut pater per naturam esse non potuerit, aut eam etiam cum aliis rem habuisse dicat. 48. 5. 6.

V. An et parentes stupratoris ad alimenta infantis cogi possint, si stuprator pauper sit. 48. 5. 6.

VI. Si puella stuprata opulenta sit, stuprator pauper, aut bona etiam habens, cui onus alendi incumbat. 48. 5. 6.

VII. Mortuo infante, sumptus funeris eum gravat, qui per mortem onere alendi liberatur. 48. 5. 6.

VIII. An et naturales, incestuosos, adulterinos liberos pater alere debet, et an sumptu communi mariti nocentis, et uxoris insontis, si inter eos statutaria communio sit. 25. 3. 5. — 23. 2. 82. — 9. 4. 10. — 28. 2. 11.

IX. In quibus liberi naturales differant a legitimè natis. 25. 7. 3.

SECTION PREMIÈRE. — De la légitimation des enfants naturels.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit legitimatio. 25. 7. 4.

II. Quando et per quos inducta fuerit legitimatio per subsequens matrimonium. 25. 7. 6.

III. An legitimatio per subsequens matrimonium in agone mortis fieri possit. 25. 7. 11.

IV. Quid si post nuptias concubitus secutus non sit. 25. 7. 11.

V. An impeditur legitimatio, per id, quod inter concubinatum et nuptias cum concubinâ matrimonium aliud intercessit, ex quo filius procreatus fuerit. 25. 7. 11.

VI. An in casu præcedenti jure primogenituræ tunc gaudeat qui ex concubinâ primogenitus est, cum ex intermedio matrimonio existit filius legitimè natus. 25. 7. 11.

VII. In legitimatione retro nuptiæ a primo concubinatûs momento finguntur cum concubinâ intercessisse. 25. 7. 7 et 11.

VIII. Quid sit legitimatio per rescriptum principis. 25. 7. 13.

IX. An legitimatio per rescriptum principis fieri possit extantibus aliis legitimè natis. 25. 7. 14.

X. An fieri possit post patris naturalis mortem. 25. 7. 14.

XI. An ad hanc legitimationem viva vel mortuo patre factam, requiratur consensus agnatorum. 25. 7. 15.

XII. Legitimatio hinc a quo principe petenda. 25. 7. 16.

XIII. An legitimatus in uno territorio ubique habeatur pro legitimo. 25. 7. 16.

XIV. Legitimatio per rescriptum pertinet ad majestatem. 25. 7. 17.

SECTION PREMIÈRE. — Comment s'opère la légitimation.

331. **332**. — I. Quot modis legitimatio fieri potuerit. 25. 7. 4 et 13.

V. Pr. gén., hâc sect., n. I et seqq.

II. An fieri possit per adrogationem aut filii nominationem. 25. 7. 4.

III. Quo modo fiat legitimatio per oblationem curiæ. 25. 7. 5.

IV. Filii illegitimi decuriani nubentes perveniebant ad legitimationis jus. 25. 7. 5.

V. An necesse ut liberi per subsequens matrimonium legitimandi existent tempore nuptiarum. 25. 7. 12.

VI. An necesse ut dotalia instrumenta interveniant. 25. 7. 12.

V. Pr. gén., hâc sect., n. 1 *et seqq.*

V. art. 1100, *n. VI.*

Quels enfants participent à ces avantages.

I. An liberi naturales nascituri legitimari potuerint. 25. 7. 6.

II. Per subsequens matrimonium legitimari non possunt spurii nati ex soluto et ligatâ vel ligato et solutâ. 25. 7. 8.

III. Idem quamvis solutus et ligata putaverint maritum mortuum jam esse. 25. 7. 8.

IV. Non possunt legitimari incestuosi. 25. 7. 9.

V. Quid si solo jure civili incestus fuerit et dispensatio ad nuptias postmodum abtenta sit. 25. 7. 9.

VI. An nati ex illo vel illâ qui quæve nuptias cum impotente contraxerat, et potenti se junxerat, antequam matrimonium nullum pronunciaretur, si postea nuptiæ sequantur. 25. 7. 9.

VII. Olim spurii et incestuosi per oblationem curiæ legitimari poterant. 25. 7. 5.

VIII. An natus ex clerico in minoribus ordinibus constituto legitimari possit; et quid juris apud nos. 25. 7. 10.

IX. Quales liberi legitimari possint per rescriptum principis. 25. 7. 13.

Des effets de la légitimation.

333. — I. Qui fuerint effectus legitimationis per oblationem curiæ. 25. 7. 5.

II. Qui sint effectus legitimationis per subsequens matrimonium. 25. 7. 6.

III. An nepos legitimè natus ex filio naturali fit avo legitimus, si is vivo, vel mortuo filio naturali concubinam ducat in uxorem. 25. 7. 7.

IV. Quid legitimatio per rescriptum principis operetur respectu successionis, si extant alii legitimè nati, vel si post mortem patris naturalis celebrata sit. 25. 7. 14.

V. An legitimati per rescriptum principis succedant patri, si is post legitimationem suscipiat liberos legitimè natos. 25. 7. 14.

V. des successions, cap. III, sect. 3. *In princip., n.* 1 *et seqq.*

SECTION II. — De la reconnaissance des enfants naturels.

334. **335**. **336**. **337**. **338**. **339**. **340**. **341**. **342**.

TITRE VIII. — *De l'adoption et de la tutelle officieuse.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit adoptio et cur introducta. 1. 7. 1.

II. Quid sit adoptio plena, quid minus plena. 1. 7. 2.

III. Dividitur in adoptionem et adrogationem. Quid sit adrogatio. 1. 7. 3.

IV. Quarta D. Pii non est legitima, sed omnium bonorum quarta. 1. 7. 4.

V. Quid sit adoptio in specie. 1. 7. 5.

VI. Qui sint effectus communes adoptionis et adrogationis. 1. 7. 6.

Des conditions requises pour l'adoption.

343. 344. 345. — I. Quæ sint requisita adrogationi et adoptioni communia. 1. 7. 6.

II. Requiritur ut adoptans plenâ pubertate, id est decem et octo annis antecederet adoptatum. 1. 7. 6.

III. An tutor pupillam adoptare possit. 26. 7. 6.

346. — I. Adrogatio in impuberem valet dummodo septennio major sit. 1. 7. 3.

Des effets de l'adoption.

347. — Dignitas adoptione augeri potest plebeio forte per senatorem adoptata. 1. 7. 6.

348. — I. An adoptatus jura novo transeat in adoptantis familiam ac potestatem. 1. 7. 5.

II. Agnationis quidem jura conferuntur non jura sanguinis aut cognationis naturalis. 1. 7. 6.

III. De prohibitis nuptiis inter ascendentes et descendentes ratione adoptionis. 23. 2. 30.

IV. De prohibitis nuptiis in lineâ collaterali, inter eos qui sibi invicem parentum et liberorum loco sunt per adoptionem. 23. 2. 31.

349.

350. — I. Adrogatus habet jus quæsitum in quartam partem bonorum patris adrogatoris quanti illa fuerit mortis tempore. 1. 7. 3 et 4.

II. De successione liberorum adoptivorum jure civili et moribus. 38. 17. 7.

351. 352.

SECTION II. — DES FORMES DE L'ADOPTION.

Principes généraux.

I. Quo modo olim facta adrogatio; quæ requirantur ut rectè impubes adrogetur. 1. 7. 3.

II. Impuberis adrogatio ad mixtam jurisdictionem pertinet, in illâ enim interponenda est causæ cognitio. 2. 1. 4.

353. 354. 355. 356. 357. 358.

359. — *V. suprà, Pr. gén., hâc sect. II.*

360. — Adoptio quandoque testamento facta fuit. 1. 7. 3.

CHAPITRE II. — *De la tutelle officieuse.* Romanis prorsùs ignota fuit.

361. — 370.

TITRE IX. — *De la puissance paternelle.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit patria potestas. Eam furiosis quoque et prodigis competere. 1. 6. 2. — 1. 7. 13.

II. Constituitur tribus potissimum modis, puta, nuptiis, legitimatione et adoptione. 1. 6. 4.

III. Qui olim, qui posteà, qui moribus hodiernis sint effectus patriæ potestatis. 1. 6. 3.

IV. Nepotem hodie non esse in potestate avi paterni. 1. 6. 3.

V. Tollitur patria potestas morte naturali vel civili. 1. 7. 9.

VI. Tollitur etiam dignitate et emancipatione cujus tres species. 1. 7. 10 et 11.

VII. An tollatur relegatione, et quales banniti hodie deportatis similes videantur. 1. 7. 9.

VIII. An eo solo, quod filius separatim diutius a patre habitaverit, patria potestas extinguatur. 1. 7. 12.

IX. An tollatur nuptiis. 1. 7. 13. — 23. 2. 40.

V. C. c., art. 372.

371.

Des droits sur la personne des enfants.

372. — I. An majorennitate tollatur patria potestas. 1. 7. 13.

II. Patria potestas tollitur emancipatione. 1. 7. 11.

V. suprà, Pr. gén., hoc tit. IX, n. 5 et seqq.

373. 374.

375. — Jus vitæ et necis quod olim pater in liberis habebat excepit modica castigatio. 1. 6. 3.

376. — 383.

Des droits sur l'administration et la jouissance des biens.

384. 385. 386. — I. In acquirendis et in administrandis bonis liberorum quæ jura competant parentibus. 1. 6. 3.

II. An cessat obligatio ad alimenta, si extraneus bona reliquerit eâ lege ut fructus et usuræ cedant in augmentum sortis. 25. 3. 15.

III. Quid, si extraneus patri legaverit bonorum usumfructum, ut inde liberos alat, vel pater in assignandis bonis maternis onus alendi susceperit, et posteà liberi aliunde bona acquirant, ac pater doceat, usumfructum legatum aut reditus bonorum maternorum non sufficere oneri alendi. 25. 3. 15.

V. C. c., art. 203. 387. 746. 748 *et* 751, nº 2.

Du pécule.

387. — I. Quæ liberi ex opificio vel artificio lucrifaciunt dum a parente aluntur, parenti ipsi acquiruntur. 25. 3. 14.

II. Qui prolixius de peculio videre possint. 15. 1. 1.

III. Quid sit peculium, et quales res in eo esse possint. 15. 1. 2.

IV. Quotuplex sit peculium in servo et filiofamilias, et quid juris filiusfamilias aut pater in singulis peculii speciebus habeat. 15. 1. 3.

V. Quid si lucrati sint liberi ex operis suis, dum in potestate erant et a patre nutriebantur. 15. 1. 4.

VI. Quid si separatim negotiati sint, vel unà cum patre jure societatis; vel peregrè habitantes, sibi lucrentur, an tunc a patre alendi sunt. 15. 1. 4.

VII. Si filius suâ industriâ admodum auxerit parentum patrimonium, an in divisione ei aliquid jure præcipui assignandum sit, post patris obitum. 15. 1. 5.

VIII. An ususfructus adventitii peculii moribus nostris patri cedat. 15. 1. 6.

IX. Unde nascatur actio de peculio et quibus competat. 15. 1. 7.

X. Contra quos detur. 15. 1. 8.

XI. Ad quid tendat. 15. 1. 9.

XII. Quænam per patrem aut dominum conventum hâc actione priùs sint ex peculio deducenda vel non. 15. 1. 10.

XIII. Quousque moribus nostris domini et patres ex famulorum et ancillarum aut liberorum factis obligantur. 15. 1. 11.

XIV. Quando de peculio actio annalis est, materia tractatur. 15. 2. 1 et seqq.

XV. De actione in rem verso in quibus hæc actio differat ab actione de peculio: exploratur materia. 15. 3. 1 et seqq.

V. des Quasi-contrats in princip., ad art. 1371.

TITRE X. — *De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation.*

CHAPITRE PREMIER. — *De la minorité.*

Principes généraux. Questions diverses sur la minorité.

388. — I. Qui dicantur, qui sint minores. 4. 4. 1.

II. Variant leges municipales circa tempora minorennitatis. 4. 4. 2.

III. An ultimus annus aut dies cœptus habeatur in minoribus pro completo. 4. 4. 1.

IV. Quid juris de die intercalari in anno bissextili ad minorennitatem computandam. 4. 4. 1.

V. Quibus incumbat onus probandi aliquem minorem esse. 4. 4. 12.

VI. Quibus modis minorennitas probetur. 4. 4. 12.

VII. Minores in certis casibus habent privilegia personalia. 1. 4. 12.

VIII. An quis minor habitus secundum sui domicilii leges minorennitatem retineat mi-

grando in loco cujus secundum leges ætate suâ majorennis æstimatur. 4. 4. n. 8. 9. 16. — 1 app. 4. n. 4. 7. 6. — 4. 1. 29.

V. art. 476, n. 16. 11. 12. 16. 14. — *Art.* 198. *n.* 5 *et* 6.

IX. Hæc quæstio statutorum explicatur ratione contractuum, alienationis mobilium, immobilium, similiumque in loco alio tractatorum. 4. 4. n. 5. 8. — 27. 9. 16.

V. C. c., art. 106. 144. 224. 345. 364. 372. 412. 472. 488. 903. 942. 920. 1070. 1095. 1124. 1365. 1990. 2054. 2195.

CHAPITRE II. — *De la tutelle.*

§ Ier.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit tutela, quid actor vel adjutor tutelæ, et cur et quando hic constitui debuerit. 26. 1. 1.

II. Forma tutelæ ad jus civile pertinet; ejus origo ex jure gentium et æquitate naturali descendit. 26. 1. 1.

III. Tutela est munus virile. Quo sensu sit publicum. An personale et gratuitum? 26. 1. 2.

IV. Datur tutor personis non rebus nisi per consequentiam. 26. 1. 7.

V. Tutor datur impuberibus sui juris. 26. 1. 7.

VI. Datur hominibus liberis non servis. 26. 1. 7.

VII. Datur pupillis etiam invitis. 26. 1. 7.

VIII. Datur liberis illegitimè natis. 22. 1. 7.

IX. Datur enim pupillis furiosis, non autem curator. 26. 1. 7.

X. An certæ rei vel causæ tutor dari possit. 26. 1. 7. — 27. 10. 2.

XI. Qui possint esse tutores qui non. *V. sect.* 7. *h. tit.*

XII. De administratione tutorum et de eorum obligationibus. *V. sect.* 6 *et* 2. *h. tit.*

XIII. De salario tutori constituendo et quo remedio tutor constitutum consequatur. 27. 4. 12.

XIV. Quid moribus circa salarium obtineat, quantum tribuatur; quales tutores salarium petere nequeant. 27. 4. 12.

§ II.

Des diverses espèces de tutelle.

I. Tutela triplex, testamentaria, legitima et dativa. 26. 1. 2.

II. Tutores diversi generis fuerunt. 26. 1. 8.

III. Quid sit tutela testamentaria; hæc materia tractatur. *V. sect.* 2. *h. tit.*

IV. Quid sit legitima tutela, materia exploratur. *V. sect.* 1 *et* 3. *h. tit.*

V. Quid sit dativa tutela ostenditur. *V. sect.* 4. *h. tit.*

VI. Quadruplex est legitima tutela. Quibus deferatur agnatis et cognatis. 23. 4. n. 1. 2. et seqq.

VII. De tutelâ sexûs ex jure veteri et moribus variarum gentium. 23. 1. 8.

VIII. De eo qui pro tutore negotia pupillaria gessit, et de eo quod falso tutore auctore gestum fuit. Circa hanc materiam principia et quæstiones exponuntur. 27. 5. 1 et seqq. 27. 2. 1 et seqq.

SECTION PREMIÈRE. — DE LA TUTELLE DES PÈRES ET MÈRES.

De la tutelle déférée par la loi.

I. Quando legitimæ tutelæ locus sit. 26. 4. 1.

II. Quid sit legitima tutela. 26. 4. 1. *V. suprà, § II, n°* 6.

III. An mater minorennis tutrix esse possit. 26. 4. 2.

V. infrà, sect. III, h. tit.

Quand cette tutelle a-t-elle lieu.

389. — I. Tutela non constituitur filiisfamilias. 26. 1. n. 1 et 7.

II. Quæ jura patri competentia sint in administrandis liberorum suorum bonis. 1. 6. 3.

V. suprà, Pr. gen., chap. I, § II, n. 1, *hoc tit.*

390. — I. Quando et quibus præstitis mater admittatur ad legitimam liberorum impuberum tutelam. 26. 4. 2.

V. C. c., art. 394.

391. 392. — I. An pater impedire possit ne mater tutrix sit. 26. 4. 2.

Du curateur au ventre.

393. — I. Infans pro nato habetur quoties de ipsius commodo agitur. 1. 5. 5.

II. Matri uterum gestanti alimenta conditioni congrua præstanda sunt ex hæreditate in cujus potestatem illa ventris nomine missa fuerit. 1. 5. 5.

III. De moribus Romanorum in casu quo mulier marito defuncto ex eo se prægnantem dicat. Materia tractatur. 25. Tit. 4. Tit. 5. Tit. 6.

IV. Si ventris nomine missio in possessionem facta sit, curator bonis datur. 42. 7. 1.

V. de la cession de biens, Pr. gén., sect. 3, *n.* 1 *et seqq., et art.* 1265.

La mère n'est pas toujours tutrice de ses enfants.

394. — I. Mater invita non cogi potest esse tutrix. 26. 4. 2.

395. 396. — I. Mater non admittitur ad tutelam legitimam impuberum liberorum, nisi renunciet secundis nuptiis. 26. 4. 2.

II. An ob sponsalia contracta mater a tutelâ expellatur. 22. 4. 3. — 23. 2. 139.

III. An expellatur propter secundas nuptias. 26. 4. 3. — 23. 2. 137.

IV. Quid juris si pater testamento caverit ut nihilominus tutrix maneat. 26. 4. 3.

V. An mulier tutelam recuperat si iterum vidua fiat. 22. 4. 3.

VI. An actio tutelæ directa detur contra vitricum a matre tutrice superinductum. 27. 6. 5.

VII. An bona talis mariti pupillis pro administratione tutelæ pignoris nexu devincta sint. 27. 6. 6.

V. C. c., des seconds mariages, in princ., Pr. gen., ad art. 228.

SECTION II. — DE LA TUTELLE DÉFÉRÉE PAR LE PÈRE OU LA MÈRE.

De la tutelle testamentaire.

I. Quid sit tutela testamentaria. 26. 2. 1.

II. Quibus tutor testamento detur. An liberis naturalibus. 26. 2. 2.

III. Tutor datus filiis etiam filiabus censetur datus, non vice versâ. 26. 2. 2.

IV. Si filiis quis tutorem dederit, an et posthumis videatur dedisse, an et iis quos se habere ignorabat. 26. 2. 2.

V. An in eâdem hypothesi et nepotibus censeatur dedisse. Quid si liberis aut posteris dederit. 26. 2. 2.

VI. Quid si testator dicat : « Titio aut Mævio filio meo Caius tutor esto utri voluerit, » vel « Titius aut Mævius filio meo tutor esto. » 26. 2. 2.

VII. An pater impuberi exheredato tutorem dare possit. 26. 2. 3.

VIII. Tutor testamento datur vel purè, vel sub conditione. 26. 2. 4.

IX. Cùm minor aut furiosus testamento tutor datur, tacita donationi conditio inest, puta si ille major, et hic sanæ mentis factus fuerit. 26. 2. 4.

X. An dies vel conditio tacitè subauditur si conjuges liberos instituerint, et sibi invicem bonorum omnium legaverint usumfructum; an durante usufructu tutores se possint immiscere tutelæ administrationi, et quousque. 26. 2. 4.

XI. An tutor rectè detur si voluerit. 26. 2. 4.

XII. An noverca superinducta possit per mariti sui testamentum tutrix creari liberis priori thori. 26. 4. 4.

XIII. Ille qui a patre pupillorum tutor testamento datus est, in tutelâ perseverat, licet matrem pupillorum in uxorem ducat. 26. 4. 4.

XIV. Aliquando tutor testamento datus, a magistratu confirmari debebat. Hæc materia evolvitur. Lir. 22. Tit. 3, n. 1 et seqq.

A qui appartient le droit de choisir un tuteur.

397. — I. Quis testamento tutorem dare possit. 26. 2. 1.

II. An pater minorennis tutorem testamento dare possit. 26. 2. 1.

III. An mater, an avus maternus tutorem nominare facultatem habeat. 26. 2. n. 1 et 5.

IV. An moribus avus et avia materna, an cognati alii, ac prorsùs planè extranei rebus quas pupillis relinquunt tutores dare possint, etiam cùm pater alios tutores jam dederit. 22. 2. 5.

V. Testamentarii tutores omnes a magistratu quodammodo confirmantur, unde multi juris civilis apices cessant. 22. 2. 5.

V. suprà, sect. II, n. 7 *et seqq.*

Dans quelle forme ce droit peut-il être exercé.

398. — I. Tutor datur testamento, vel

codicillis testamento confirmatis. 26. 2. 1.

II. Datio nulla est si testamentum in quo tutor datur irritum ruptumve sit. 26. 2. 1.

III. In pari casu tamen tutor datus non eo modo quo dari debuit, a prætore confirmatur. 22. 3. 1.

399. — I. Quid juris si pater vel mater ad secunda vota transituri sint. 22. 2. 5.

V. C. c., art. 225.

400. — *V. C. c., art.* 395.

401. — An tutor rectè detur si voluerit. 26. 2. 4

SECTION III. — De la tutelle des ascendants.

De la tutelle déférée par la loi.

I. Quibus deferatur tutela legitima agnatis et cognatis. 26. 4. 1 et seqq.

II. Quando et quibus præstitis avia admittatur ad legitimam liberorum impuberum tutelam. 22. 4. 2.

III. An avia invita cogatur tutrix esse. 26. 4. 2.

IV. Si mater et avia sit, sed mater minorennis, ad aviam tutela pertinet. 26. 4. 2.

V. suprà, art. 389, *n.* 1 *et* 2.

402. 403. 404. — *V. suprà, Pr. gén., § II, h. tit.*

SECTION IV. — De la tutelle déférée par le conseil de famille.

§ Ier. — De la tutelle dative.

I. Quando locus sit tutori dativo. 26. 5. 1.

II. Cujus jurisdictionis sit datio tutoris. 26. 5. 1.

III. Qui olim, qui posteà, qui jure novissimo potuerint dare tutores. 26. 2. 1 et 2.

IV. An magistratus possit tutores dare pupillis jurisdictioni suæ non subjectis. 26. 5. 2.

V. Cujus magistratûs datio prævaleat si pupillus uni ratione originis, alteri ratione domicilii subjectus sit. 22. 6. 2.

VI. An sola habitatio sine domicilio sufficiat ad id ut tutor rectè detur. 22. 6. 2.

VII. An dari possit tutor non subjectus jurisdictioni dantis. 26. 2. 3.

VIII. An tutor absens dari possit. 28. 5. 2.

IX. An magistratus seipsum tutorem dare possit; an collega collegam; an et cogere invitum. 26. 5. 4.

X. An tutor datus in loco domicilii intelligatur datus universo pupilli patrimonio etiam alibi sito. 22. 2. 5.

XI. In tutelà dativà tutor dari nequit ex die vel sub conditione. 26. 2. 4.

§ II. — Par qui la nomination du tuteur est-elle demandée.

I. Qui pupillis tutorem ex liberà voluntate petant, sine metu pœnæ id omittentes? Qui metu damni imminentis. Ubi de creditoribus cum pupillo acturis ac tutoribus rationem tutelæ reddere volentibus. 23. 2. 1.

II. Metu pœnæ tutorem petit mater eorum, licet liberi sint legitimi, idque confestim et cum effectu, quod illustratur. 26. 2. 2.

III. Tenetur et avia metu pœnæ, et generaliter omnes qui spem habent succedendi pupillis ab intestato. 26. 2. 2.

IV. Quæ sint pœnæ matris, aviæ, propinquorum tutorem non petentium; an legitima tunc ipsis salva sit. 26. 6. 3.

V. An hic excuset a pœnà juris ignorantia; an minorennitas. Quid si pupilli prorsus egeni fuerint. 26. 2. 2.

VI. Quid si justum subfuerit impedimentum quo minus tutor petitus sit. 26. 6. 3.

VII. Quid si pupillus, cui non fuit petitus tutor, demum post pubertatem mortuus fuerit. Quid, si pupillo relictum fuerit legatum eà lege ne mater ei tutorem petat. 26. 6. 3.

VIII. An et hæ pœnæ locum obtineant, si mater tutores liberorum suorum non postulaverit suspectos. 26. 2. 3.

IX. Circa hæc quid nostris moribus. 26. 2. 4.

405. — Quando locus sit tutori dativo. 26. 5. 1.

406. — *V. suprà, § II, n.* 1 *et seqq., in hâc pag.*

Du conseil de famille. De sa composition.

407. — 416. — *V. suprà, § I et II, in hâc pag. et art.* 457. *n.* 33. 34. 35. 37.

Quand y a-t-il lieu à la nomination d'un protuteur.

417. — I. Plures tutores dari possunt. In quibus casibus. 23. 8. 7. — 27. 1. 2. — 27. 3. n. 2. et 12. — 26. 10. n. 2 et 4.

Variæ quæstiones eorum occasione natæ. 23. 8. 7. — 22. 7. 1. — 27. 7. 2. — 27. 2. 2.

II. Plures nominari cùm tam amplum pupilli patrimonium, vel ita variis in provinciis dispersum, ut sollicitudo unius tutoris non sufficiat. 27. 1. 2.

V. infrà, C. c., sect. VIII, Pr. gén., n. 16. 19. 23. 24, *et art.* 450. — *V. art.* 454.

418. — Quam primum tutor resciverit se tutorem, protinus tutelam gerere tenetur. 26. 7. 1.

Quelles sont les obligations des héritiers du tuteur.

419. — I. An et quatenus hæredes tutoris finità tutelà teneantur administrare. 26. 7. 15. — 27. 2. 1.

II. An et quousque negotia judicialia et extrajudicialia per defunctum cœpta hæredes tutoris teneantur perficere. 27. 7. 4

III. Quando hæredes tutoris ex proprio facto teneantur et qualem culpam propriam præstent. 27. 7. 4.

IV. Prolixè disputatur an hæredes tutorum ex dolo defuncti tutoris teneantur, si lis cum defuncto non fuerit contestata, nec aliquid ex dolo defuncti ad hæredes pervenerit. 27. 7. 2.

V. Quid olim, quid hodie jure civili statutum fuit in hâc quæstione. Quid jure canonico. 27. 7. 6.

VI. An in jure per culpam dolo proximam designetur *culpa lata* an *levis*. 27. 7. n. 5. 6

V. C. c., art. 724. 1272.

SECTION V. — De l'administration du tuteur.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid juris si tutor cum pupillo contractum ineat. 26. 2. 2.

II. Quid si pupillo lis cum tutore intercedat. 26. 2. 2.

III. An durante tutelà pupillus tutorem convenire possit, aliis actionibus tutelà vetustioribus. 27. 2. 2.

IV. In hoc cùm pupillus auctore alio tutore vel speciali in id dato curatore adversus tutorem experiatur. 27. 3. 2. — 26. 1. 7. — 27. 10. 2.

V. An actio furti et alia similis nata ex delicto tutoris, durante tutelà, eodem tempore contra tutorem possit a pupillo exerceri. 27. 3. 2.

V. suprà, sect. IV, § II, n. 1, *et art.* 405.

420. *V. suprà, sect. V, Pr. gén., n.* 1 *et seqq., et C. c., art.* 442. 1442.

421. *V. suprà, sect. IV, § II, n.* 1 *et seqq., et art.* 405.

422. — 426.

SECTION VI. — Des causes qui dispensent de la tutelle.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Tutor nequit declinare tutelam rectè delatam, nisi justam excusationis causam habeat. 27. 1. 1.

II. Quid sit excusatio. 27. 1. 2. 6.

III. An hoc ipso, quo a cæteris muneribus publicis tutor vacationem habet, etiam a tutelà vacet. 27. 1. 1.

IV. Impropriè se dicuntur excusare qui ne quidem possunt esse tutores. 27. 1. 6.

V. An libertus, vel alius qui patri pupillorum promisit se tutelam gesturum, excusare se possit. 27. 1. 2.

VI. An et quando tutor se excusans perdat legatum sibi a patre pupilli datum. 27. 1. 2.

VII. An legitimi tutores spem successionis habentes se possint excusare. 27. 1. 6.

VIII. Recensentur causæ excusationis quæ et a suscipiendà et a susceptà tutelà liberant. 27. 1. 7.

IX. Inter quas paupertas, lis quam tutor pro pupillo contra conjunctam sibi personam movere debet, lis inter tutorem et pupillum, absentia propter relegationem, etc. 27. 1. 7

V. C. c., art. 427 *et seqq.*

X. Enarrantur causæ tantum a suscipiendà non item à susceptà excusantes. 27. 1. 2

XI. Ubi de imperitia litterarum, athletis, veteranis, res fisci vel principis procurantibus, tributorum exactoribus, annonæ aut vigilibus præpositis, mensoribus frumentariis, vectigalium conductoribus, magistratibus. 27. 1. 5.

XII. Ubi etiam de artibus liberalibus grammaticæ, rhetoricæ et medicinæ, de philosophis, concinnatoribus, inimicitiis capitalibus et non capitalibus. 27. 1. 2.

V. C. civ., art. 442, *n.* 5.

XIII. Excusatio a parte tutelæ tribuitur ob nimis diffusum popilli patrimonium. 27. 1. 9.

XIV. Ob disparitatem conditionis personarum aliquando excusatio data fuit. 27. 1. 10.

XV. Ubi de senatoribus et plebeiis, ingenuis et libertinis, inquilinis castrorum, iliensibus, naviculariis et similibus, respectu pupillorum qui non ejusdem castri, non ilienses, aut non naviculariorum filii sunt. 27. 1. 10.

XVI. Recensentur plures causæ dubiæ sed per leges pronunciatæ non sufficientes. 27. 1. 12.

XVII. Ubi inter alia, de variis artibus liberalibus, de jurisconsultis, de pluribus causis concurrentibus imperfectis. 27. 1. 12.

XVIII. Hodie causæ excusationis ferè arbitrariæ sunt. 27. 1. 12.

V. art. 3, sect. III, n. 1 *et seqq.*

Des dispenses fondées sur l'intérêt public.

427. — I. Patriciatûs dignitas, munus silentiarum in aulâ principis, mutatio ordinis plebeii in senatorium a tutelâ susceptâ vel suscipiendâ liberat. 27. 1. 7.

II. Illi qui jam certorum negotiorum publicorum administratione vel curâ onerati sunt, veluti qui res fisci procurent, vel annonæ, vel vigilibus præpositi sunt, etc. 27. 1. 7.

III. An magistratus excusantur. Quid de magistratibus municipalibus. 27. 1. 8.

V. suprà, sect. VI; Pr. gén., n. 10. 11 *et* 12.

428. 429. — I. Mutatio domicilii facta ex rescripto principis a tutelâ suscipiendâ et susceptâ excusationem producit. 27. 1. 7.

II. Absentia reipublicæ causâ eamdem excusationem præbet; interest tamen in quibusdam inter tutelam susceptam et suscipiendam. 27. 1. 7.

430. 431. — *V. suprà, sect. VI, Pr. gén., n.* 2 *et* 9. — *Art.* 427, *n.* 1. — *Art.* 428. 429. 433. 434.

Des dispenses fondées sur la justice et l'intérêt privé.

432. — An excusari possit qui allegat se ignotum fuisse pupillorum parenti, vel parentem sibi. 27. 1. 12.

433. — I. Ætus septuagesima (70) excusationem tribuit. 27. 1. 7.

II. Hæc excusatio admittitur sine distinctione tutelæ susceptæ vel suscipiendæ. 27. 1. 7.

434. — I. A tutelâ suscipiendâ adversa valetudo aut corporis vitia excusant. 27. 1. 7.

II. Æquè a tutelâ susceptâ hæc causa excusationem præbet. 27. 1. 7.

435. — I. Numerus trium tutelarum a quartâ excusat suscipiendâ, non autem a susceptâ. 27. 1. 2.

II. Ad hanc excusationem sufficit tres tutelas in unâ domo esse, quamvis non pertineant ad eamdem familiæ personam. 27. 1. 2.

III. In hoc casu non numerus pupillorum sed patrimoniorum separatio plures tutelas facit. 27. 1. 8.

IV. Nec periculum solum tutelæ, veluti fidejussio, sed administratio sola excusationem præbet. 27. 1. 8.

V. Quo casu quarta tribus quæ jam administrantur addi potest. 27. 1. 2.

VI. An et quando una tutela potest excusare a secundâ. 27. 1. 2.

VII. Variæ questiones occasione numeri trium tutelarum propositæ. 27. 1. 2.

436. — I. Numerus liberorum Romæ trium, in Italiâ quatuor, in provinciis quinque a tutelâ excusat. 27. 1. 2.

II. Qui veniant liberorum appellatione: an naturales tantum, an legitimi tantum, an emancipati, an in adoptionem dati. 27. 1. 2.

III. Mortui non computantur nisi in acie ceciderint, vel liberos reliquerint qui jus repræsentationis habeant. 27. 1. 8.

437. — I. Non veniunt appellatione liberorum posthumi. 27. 1. 2.

Quand et comment doivent être proposées et jugées les dispenses de tutelle.

438. 439. — I. Tutore se eacusare volente, etiamsi sunt propinqui pupilli vel curator ei dandus ut contradicant. 27. 1. 2.

II. An excusatio per libellum fieri possit. 27. 1. 2.

III. Tempus quinquaginta dierum ad proponendas causas excusationis habet quidem locum, si quis a tutelâ suscipiendâ se velit excusare, at non, si a jam susceptâ liberari velit. 27. 1. 2.

IV. Tempus hoc quinquaginta dierum continuum est; non currit ignoranti. 27. 1. 3.

V. Recensentur plures casus quibus nec scienti currit dum aliquid dationi deest. 27. 1. 3.

VI. Si tutor datus moretur ultra centesimum lapidem, huic in singula viginti milliaria singuli dies dandi supra quinquaginta. 27. 1. 3.

VII. Sufficit qualis qualis scientia. An in dubio tutor datus præsumatur scivisse an ignorasse. 27. 1. 3.

VIII. Allegatæ excusationis causæ per tutorem intra menses quatuor probandæ. 27. 1. 4.

IX. Qui habens justam causam se non excusavit ab unâ tutelâ, sibi præjudicat et juri suo videtur renunciasse. 27. 1. 11.

X. In hoc caso tamen se potest excusare si aliæ de novo deferuntur tutelæ uti a susceptâ propter causam posteà natam. 27. 1. 11.

XI. An de cruuis excusationis cognoscat camera pupillaris si testamento exclusa sit. 27. 1. 12.

440. 441. — I. Si allegatæ excusationis causæ per tutorem intra menses quatuor probatæ rejectæ fuerint, tum demum appellandum, non ante. 27. 1. 4.

II. Pendente lite super excusatione an tutor interim debeat administrare. Quid in Galliâ. 27. 1. 5.

III. Si tutor succubuerit se volens excusare, medii temporis periculum ad eum pertinet. 27. 1. 5.

IV. Quid si ex falsis allegationibus, aut veris sed non sufficientibus, excusatus sit? 27. 1. 5.

SECTION VII. — De l'incapacité, des exclusions et destitutions de la tutelle.

§ Ier. — Quelles personnes peuvent exercer la tutelle.

I. Qui possint esse tutores. 26. 1. 3.

II. An filiusfamilias tutor esse possit jure civili et moribus. 22. 1. 3.

III. Spado tutor admittitur. 26. 1. 2.

IV. Judæi an judæorum an etiam christianorum possint tutores esse. 26. 1. 2.

V. An pontifici pupillis reformatæ religionis. 22. 1. 2.

VI. Possunt tutelam suscipere vectigalium conductores. 22. 1. 6.

§ II. — Principes généraux sur les incapacités, les exclusions et destitutions.

I. Recensentur qui non possunt esse tutores ubi de debitore et creditore pupillorum, de servis et militibus. 26. 1. 4.

II. Nequeunt esse tutores illi quos parentes suo testamento tutores esse vetuerunt. 26. 1. 4.

III. Quid de transfugis, monachis, et cæteris clericis, de episcopis. 26. 1. 4.

IV. Si tutor abeit, latitet, et in contumaciâ perseveret, ut suspectus removetur. 27. 2. 3.

V. Suspectus etiam tutor habetur si neget per mendacium alimenta pupillo ob paupertatem decerni posse. 27. 2. 3.

VI. Qui jam suspectus est postulatus auctoritatem præstare nequit. 26. 2. 7. — 26. 10. 7.

V. C. c., art. 443. 444.

Causes d'incapacité.

442. — I. An minor viginti annis tutor esse possit. 22. 1. 4.

II. An qui per veniam ætatis aut per nuptias pro majorenne habetur invitus cogi, vel volens admitti possit ad tutelam gerendam. 26. 1. 5.

III. Quid si minor simulaverit se majorem esse ad tutelam incuudam. 26. 1. 4.

IV. An mulieres possint suscipere tutelam. 22. 1. 2.

V. hoc tit., sect. VII, § I.

V. Quid juris si tutor fuerit aut fiat inimicus patris pupilli. 22. 10. 2.

V. C. c., art. 427. *et suprà, sect. VII, § II.*

Des exclusions et destitutions.

443. 444. — I. An infames tutores esse possint. 26. 1. 4.

II. Quid sit tutor suspectus et quasi suspectus; cur a tutelâ removeatur. 82. 10. 1.

III. Recensentur causæ ex quibus quis verè suspectus est et removetur. 20. 16. n. 1. 6.

IV. Sola paupertas tutoris eum suspectum non facit, nec ob id removendus, sed ei alius adjungendus si cavere nequeat. 22. 10. 2.

V. Qui dives est et cautionem offert, non ideo minus suspectus est. 20. 10. 2.

VI. Adjustæ causæ exclusionis referuntur morum tutoris improbitas, dilapidatio bonorum a tutore. 60. 16. 6.

VII. An ob dolum et culpam latam tutores removendi sint. 66. 10. 7.

VIII. An ob levem culpam tutor sit removendus. 66. 10. 7.

IX. Quales tutores suspecti postulari possunt. An et legitimi, an parentes et patroni. 22. 10. 3.

X. Quo modo famæ legitimorum suspectorum tutorum per prætorem consulatur. 26. 12. 3.

V. suprà, sect. VI, ad art. 427, *Pr. gén.*, *n.* 10. 11. 12.

445.

Qui peut provoquer la destitution, et par qui elle est prononcée.

446. 447. — I. Qui possint suspectos tutores postulare. An et mulieres, servi, pupilli, minores, contutores. 26. 12. 4.

II. An nemine accusante prætor possit suspectum removere. 26. 10. 4.

III. Postulatio hæc durante, non finitâ tutelâ, fieri debet. 22. 12. 5.

IV. Quid si tutela non finita, sed administrationis intervalla habeat. 26. 16. 3.

V. Qui possint removere suspectos tutores. An remotio sit ordinariæ an legitimæ jurisdictionis; et quid moribus. 22. 12. 6.

Conséquences des dispositions précédentes.

448. — I. Suspectis tutoribus postulatis interim adimitur administratio. 22. 12. 7.

II. Convicti removentur cum infamiâ, si ob dolum vel latam culpam removendi sunt. 26. 10. 7.

III. Quibus modis et pœnis aliis tutores suspecti coercendi sunt. 26. 10. 7.

IV. Adhuc hodie suspecti postulatio usum habet, sed mitiùs agitur cum removendis nec facilè infamiâ aut corporeli pœnâ afficiuntur. 26. 10. 7.

449.

—

SECTION VIII. — DE L'ADMINISTRATION DU TUTEUR.

CHAPITRE PREMIER. — *Principes généraux sur l'autorité et l'administration du tuteur.*

I. Quamprimum tutor resciverit se tutorem, protinus pupillaria tenetur administrare negotia, et pupillorum curare mores et educationem. 22. 7. 1.

II. Quo modo cogantur tutores ad administrationem, si se excusare nequeant. 27. 1. 16.

III. Administrationem antecedere debet cautio; quid jurato caveant omnes tutores. 26. 7. 6.

IV. Principia hujus obligationis, et quæstiones variæ quæ ex illâ nascuntur exponuntur. 26. 7. 2. — 27. 7. 1. 2. 2.

V. Quid sit auctoritas tutoris. 26. 2. 1.

VI. Interponenda purè a tutore qui pupillo suo præsens est, expressè in negotio præsente. 26. 2. 1.

VII. An ab initio usque ad finem debeat tutor negotio præsens esse. 22. 2. 1.

VIII. Quid juris si auctoritas tutoris non ritè sit interposita. 66. 2. 1.

IX. Non indiget pupillus auctoritate si conditionem faciat meliorem. 20. 2. 2.

X. Quibus ex causis ipse sine tutoris auctoritate possit obligari aliis. 60. 2. 2.

XI. Necessaria est tutoris auctoritas in contractibus utrimque obligatoriis. Quo sensu contractus utrimque obligatorius ob defectum auctoritatis dicatur claudicare. 20. 2. 3.

XII. An pupillus alteri promittere aut juri suo renunciare, fideicommissi restitutionem admittere, pignus accipere sine tutore possit. 26. 6. 3.

XIII. Recensentur casus quibus præter auctoritatem tutori insuper decreto opus est. 22. 6. 5.

XIV. Enarratur quando inutilis planè sit tutoris auctoritas. 26. 6. 2.

XV. In specie, quo sensu verum sit tutorem non posse in rem suam auctorem fieri. 66. 6. 2.

XVI. Regulariter sufficit auctoritas tutoris unius, licet plures dati sint, exceptis paucis casibus qui recensentur. An et tutor honorarius auctor fieri possit. 66. 6. 7.

XVII. An, si tutela inter plures tutores in partes vel regiones divisa sit, unus rectè auctor fiat in iis quæ alteri tutori demandata sunt. 25. 2. 7.

XVIII. An tutor invitus cogi possit ut auctoritatem accommodet; et quid moribus. 26. 6. 8.

XIX. Si pupillus infans sit, regulariter ipse nihil agit auctore tutore, sed tutor omnia pro pupillo, exceptis paucis casibus, aliam in hereditatis aditionem. 26. 2. 2.

XX. An tutor in dubio credendus sit magis suo proprio an pupilli nomine contraxisse. 26. 9. 6. 3.

XXI. Non omnes tutores administrant; non honorarii nec reliqui, si testator aut prætor uni administrationem demandaverit, vel uni satisdationem offerenti reliqui tutores permiserint administrationem. 26. 7. 1.

XXII. Non tamen periculo subducuntur qui non administrant; et ideo nec inviti tenentur pati ut unus solus administret. 26. 7. 1.

XXIII. De obligationibus a minoribus contractis.

V. C. c., art. 1124. 1125.

—

CHAPITRE II. — *Du faux tuteur.*

I. Quot modis quis possit pro tutore se gerere. 27. 2. 1.

II. Quid agere debeat, si nolit amplius pro tutore negotia gerere. 67. 2. 2.

III. Alienatio a protutore facta nulla est. 27. 2. 2.

IV. Protutor durante administratione potest conveniri actione protutelæ. 67. 2. 3.

V. Si protutor pro pupillo agat repelli potest. 27. 5. 3.

VI. Quid juris de contractu cum falso tutore inito, et de eo quod cum eo gestum est. 27. 2. 1.

VII. Quid juris si quis sciens tutorem falsum esse, cum eo tamen contraxit. 27. 2. 1.

VIII. Quid in casu quo auctore vero et falso tutore aliquis sese obligavit. 27. 6. 1.

IX. Quid statuendum si sciens tutorem se non esse, dolo tamen auctor fit. 27. 6. 2.

V. C. c., art. 2226, *sect. III*, *n.* 7. — *Art.* 420, § 3, *n.* 1 *et seqq.*

—

CHAPITRE III. — *Quels sont les effets de la gestion du tuteur.*

I. Recensentur casus plures quibus ex facto tutoris minor agere possit. 26. 6. 1.

II. Enarratur quibus in casibus pupillus conveniri possit ex facto tutoris. 26. 2. 2.

III. An possit conveniri actione judicati, si tutor in pupillo defendendo succubuerit. 22. 2. 2.

IV. Quid si tutor pro lite pupilli se obligaverit. 26. 2. 2.

V. An ipse tutor, durante administratione tutelæ, conveniri possit ex facto suo nomine pupilli interposito. 66. 2. 3.

VI. An possit conveniri ex suo facto nomine pupilli interposito post officii depositionem. 20. 0. 3.

VII. Quid si se pro pupillo obligaverit, et an in dubio præsumatur se pro pupillo obligasse. 22. 2. 3. 0.

VIII. Quid si tutor dolum commiserit, et sic ex suo dolo obligari cœperit, vel nomine pupilli contraxerit, cum sciret eum solvendo non esse. 22. 9. 3.

IX. An pupillus ex dolo tutoris conveniri possit, et quid moribus. 28. 2. 4.

V. C. c., art. 1221, *n.* 3 *et seqq*

§ I. — DE L'ADMINISTRATION DE LA PERSONNE DU MINEUR.

450. — I. Qualem curam tutor rebus pupillaribus adhibere teneatur; qualem culpam præstare debeat; an ob dolum obligatus sit. 27. 2. 12 et seqq.

II. Congrua alimenta tutor pupillo præstare debet et decernenda sont secundum modum a parente præscriptum. 26. 7. 2 — 27. 2. 6.

III. Quid si pater modum excesserit vel ar-

bitrio tertii modum excedentis alendi rationem permiserit. 27. 2. 2.

IV. An tutor sine prætore possit alimentorum modum definire. 27. 2. 2.

V. An prætor possit definire alimenta supra vires redituum. 27. 2. 2.

VI. Aucto vel diminuto patrimonio pupilli augendus vel diminuendus modus alimentorum. 27. 2. 2.

VII. Honestis artibus pupillum imbui aut disciplinis pro conditione ejus tutor curare tenetur et congrua honoraria præceptoribus dare. 26. 7. 6. — 27. 2. 4.

VIII. Circa pupilli educationem plerumque sequi oportet patris judicium, non tamen semper. 27. 2. 1.

IX. Prætor definit apud quem pupillus educari debeat. An apud matrem vitricum superinducentem, aut luxuriosam, aut hæreticam. 27. 2. 1.

X. An hodie minor educari possit apud vitricum aut novercam. An apud tutorem pontificium si parens alteruter reformatæ religionis sit. 27. 2. 1.

XI. In dubio apud proximiores tutor alendus. 27. 2. 1.

XII. Quid si remotior cognatus gratis offerat educationem cum mater vellet ex reditibus pupillum alere. 27. 2. 1.

XIII. Quid si pupillus sit egenus. Quo modo de egestate constet. 27. 2. 2.

XIV. Quænam alia pupillo educando per tutorem præstanda. 27. 2. 4.

§ II. — De l'administration des biens du mineur.

I. Generalia quædam proponuntur circa tutorum officium de rebus pupilli gerendis. 26. 7. 14.

II. Tenetur tutor res pupilli conservare in statu suo, eusque reficere. 26. 7. 7.

III. Res et cautiones ac instrumenta pupillaria quo modo sint asservanda. 26. 7. 9.

IV. Solvere debet omnis generis debita, ne pupillus ob moram in damno hæreat, etiam sibi ipsi, exceptis paucis casibus; si non exsolvit, ex propriâ tutoris substantiâ damnum reparandum est pupillo. 26. 7. 7.

V. Conditiones et modos implere tenetur sub quibus pupillo quid donatum vel relictum est. 26. 7. 7.

VI. Debet exigere pupillo debita ab aliis, et a seipso, ac pignora vendere, etiam sine decreto si non solvant. 26. 7. 6.

VII. Quando debitores pupillares decreto interposito solvere debeant. 26. 7. 8.

VIII. An tutoris, an vero pupilli periculo sit, si debitores desinant solvendo esse, variè exponitur. 26. 7. 6. — 27. 8. 14.

IX. An tutores possint continuare mercaturam a patre pupillorum exercitam. In dubio cujus nomine et periculo credantur continuasse. 26. 7. 11.

X. An et quousque debeant ex necessitate mercaturam pro pupillo continuare. Quid si pater testamento præceperit continuationem. 26. 7. 11.

XI. Tutor non potest donare de bonis pupillis. 26. 7. 8.

XII. An tutor patri pupillorum uberalo partem debiti remittere possit. 26. 7. 6.

XIII. An pecuniam pupillarem patri pupilli paupertino mutuam dare tutor possit. 26. 7. 6.

XIV. An debitori pupillari terminum solutionis prorogare. 26. 7. 6.

XV. An ut quibus munera mittere, dotem dare nomine pupilli, tutori liceat. 26. 7. 6.

V. C. civ., art. 416. 455. 469, *sect. III*, n. 967. 1370. 1596. 1803. 1718. 2121. 2135, *et suprà sect. VIII, Pr. gén.*, *p.* 17.

De l'obligation de faire inventaire.

451. — I. Administrationem tutoris antecedere debet inventarii confectio. 26. 7. 2 et 3.

II. Ante confectionem repertorii nihil gerendum a tutore, nisi periculum in morâ sit. 26. 7. 3.

III. Quæ sint referenda in repertorium. 26. 7. 3.

IV. Quibus qualitatibus et circumstantiis res singulæ designandæ sint. 26. 7. 5.

V. Publicè repertorium fieri debet; intra quod tempus deficiendum. 26. 7. 4.

VI. An testator tutori remittere possit confectionem inventarii et quousque. 26. 7. 4.

VII. Quæ sit pœna tutoris repertorium non conficientis. 26. 7. 5.

VIII. Quid, si dolo quædam prætermiserit. Quid, si quædam bonâ fide omissa sint. 26. 7. 5.

IX. Si tutor plus retulerit in repertorium quam erat in patrimonio pupilli, succurrendum ei est, si id apertè probet. 26. 7. 5. — 27. 3. 9.

X. An jactantia tutoris de bonorum pupillarium quantitate eum obliget pupillo. 26. 7. 5.

XI. Quo modo tutor in Hollandiâ faciat repertorium, ubi parens alteruter vel vitricus aut noverca pupillorum superest. 26. 7. 4.

V. suprà, sect. VIII, Pr. gén.

452. — I. Olim, aurum, argentum, gemmæ, vestes, aliaque mobilia pretiosiora debebant a tutoribus distrahi, quia sterilia sunt; et quid ex jure novo scriptum sit. 27. 8. 1.

II. An requiratur ut res pupillares alienentur per tutores, auctione publicâ, tum jure civili, tum moribus. 27. 9. 1.

453.

454. — I. Quid actor vel adjutor tutelæ. 26. 1. 1.

II. An tutor a contutore administrationes tutelâ durante exigere possit. 26. 7. 14.

III. Recensentur casus nonnulli quibus tutor ex facto contutoris in id subsidium quidam tenetur. 27. 6. 7.

V. suprà ad pag. 14, *ch. II, de la Tutelle*, § 1er, *Pr. gén.*, *n.* 1 *et segq.* — *Art.* 417, *n.* 1 *et* 2. — *Art.* 450, *n.* 8 *et segq.*

De l'emploi des revenus du mineur.

455. 456. — I. Pecuniæ pupillares fenori aut in prædiorum emptionem collocandæ sunt a tutore. 26. 7. 9.

II. Quando tutor duorum, quando sex mensium inducias habet ad id agendum. 26. 7. 9.

III. Ad quas usuras teneatur, si id non egerit, vel pecuniam in suos usus converterit. 26. 7. 9.

IV. Quid si eos sibi ipsi mutuos scripserit. 26. 7. 6.

V. Quid si tutor neget potuisse tutò collocari nummos pupilli, ut tamen proprios collocaverit. 26. 7. 9.

VI. Jure civilium tutor regulariter satisfacit nummos pupillares asservando, sed hodie reductum in plerisque jus Pand. et cod. 26. 7. 15.

VII. Ad quas usuras tutor teneatur otiosam retinens pupilli pecuniam. An precisè servetur spatium duorum mensium. Quid agendum si desit occasio pecuniæ collocandæ. 26. 7. 10.

VIII. Tutor nunc rectè ærario credit nummos pupilli; et et privatis, pignori dantibus stipendia militum. An et nomine pupilli reditûs vitalitios comparare possit. 26. 7. 15.

V. C. c., art. 469, *et suprà chap. II, de la Tutelle, Pr. gén.*

De l'autorisation nécessaire pour aliéner et pour contracter.

457. — I. Obligatio circa res pupillares sine decreto judicis fieri nequit. 27. 9. 4.

II. Quid veniant hic nomine obligationis; ubi de pignore et hypothecâ. 27. 9. 4.

III. An tutor pro pupillo prædium emens id efficaciter pacto agere possit, ut prædium venditori pro pretio obligatum sit, sine decreto. 27. 8. 4.

IV. An pignus legale in bonis pupilli sine decreto nascatur. 27. 8. 4.

V. Si pupillus alteri pupillo, fundum auctore tutore ementi, pecuniam dederit eâ lege ut fundus emptus pignori sit, an pignus tale valeat sine decreto. 27. 8. 4.

VI. An et quando pupilli, minores, obligentur ex mutuo per tutorem aut curatorem accepto. 12. 1. 12.

VII. In immobilibus pupilli bonis alienandis, tutoris auctoritas non sufficit, sed etiam requiritur decretum judicis. 26. 8. 5.

VIII. Quales res pupillares ex oratione Severi non potuerint alienari sine decreto. 27. 9. 1.

IX. Ad quas res necessitas decreti per posteriores constitutiones extensa fuerit. 27. 8. 1.

X. An decreto opus sit ad alienationem jurium pupilli; ubi de emphyteuseos, superficiei, salinarum, fodinarum, possessionis, ususfructûs jure. 27. 9. 8.

XI. Quid de jure realium servitutum, censuum, annuorum redituum; nll et de actio-

nibus pupillo competentibus; deque molendino ustali. 27. 9. 2.

XII. Quid hic veniat appellatione alienationis; ubi de venditione, permutatione, patientiâ usucapionis, datione in solutum, dedicatione, amortisatione, ad divisionem provocatione. 27. 9. 3.

XIII. Tractatur etiam de servitutis impositione, transactione, compromisso, solutione legati ipsius rei pupillaris, donatione, sponsalitiâ largitate, et dota, tum jure romano, tum moribus. 27. 9. 3.

XIV. Ibi etiam dicitur de repudiatione legati vel hæreditatis, remissione servitutis aut annui reditûs, resolutione donationis minori factæ, servitutis impositione. 27. 9. 3.

XV. Auctoritas judicis requiritur ad rectè solvendum tutori quod pupillo debitum exceptis quibusdam casibus. 4. 4. 22. — 26. 9. 5.

XVI. Cujus loci magistratus decretum debeat interponere, si alibi pupillus degat, alibi bona alienanda sita sint. 27. 9. 5.

XVII. Quid si pupillo italico prædia provincialia habenti, tutor a præside datus sit ad res provinciales. 27. 9. 5.

XVIII. Ut decretum interponatur requiritur causæ cognitio, et ut justa subsit causa alienandi; an sufficiat libello tutoris causam significari. 27. 9. 2.

XIX. Non promiscuè ob æs alienum pupilli decretum alienationis interponi debet. 27. 2. 7.

XX. Qualia potissimum a prætore sint inquirenda et observanda antequam alienationem decreto permittat. 27. 9. 7.

XXI. Non tantum ob æs alienum, sed etiam ob insigniorem pupilli utilitatem decretum alienationis interponi potest, quod exemplis demonstratur. 27. 2. 2.

XXII. Non tamen ob quamvis vulgarem utilitatem decretum interponendum; objectionibus respondetur. 27. 2. 2.

XXIII. Si alienatio sine decreto requisito facta sit nulla est. 27. 2. 2.

XXIV. Quid si decretum sit impetratum, sed per sub et obreptionem. 27. 2. 9.

XXV. Quid si decretum statuerit tutoris bona esse obliganda at illa sint alienata aut vice versâ. 27. 2. 9.

XXVI. Quid si prætor decreverit alternatim bona alienari, vel obligari. 27. 9. 9.

XXVII. Quid si decreverit alienationem cum sciret nullam subesse justam causam. 27. 2. 9.

XXVIII. Si alienatio per tutorem sine decreto facta sit, quo modo tutor ob id teneatur et coerceatur. 27. 9. 10.

XXIX. Si debitum pupillare remissum fuerit, debitor manet obligatus. 27. 2. 10.

XXX. Si res alienata et possessio translata, rei vindicatio pupillo, contra quosvis possessores datur. Quid juris tunc circa fructus. 27. 2. 10.

XXXI. Emptor pretium recuperare potest, si ei auferratur, quatenus in pupillo profuit. An tantum ope exceptionis. An vero etiam actione. Probare debet emptor quousque pretium profuerit pupillo. 27. 9. 10. — 4. 4. 22. 36.

XXXII. Si dubium an decretum sit interpositum, emptori probatio incumbit decretum ante alienationem, hodie etiam post, fuisse interpositum. 27. 2. 11.

XXXIII. Si emptor probet decreti interpositionem, præsumendum omnia requisita intervenisse, sic ut vitium decreti allegans, aut prætori obreptum asserens, id probare debeat. 27. 2. 11.

V. C. c., art. 1314.

XXXIV. In quibusdam locis præter decretum requiritur consensus cognatorum et alia. 27. 2. 15.

XXXV. Quid si decretum interponatur iis non auditis; quomodo se venditioni tunc possint opponere. 27. 2. 13.

XXXVI. Quid si vocati venire aut consentire nolint. 27. 2. 13.

XXXVII. An decreto opus sit, si is vendere velit qui in loco domicilii per nuptias, aut veniam ætatis, aut pauciores annos majorennitati, per statutum præfinitos pro majorenne habetur, et res sit sita in loco ex cujus jure adhuc minor est. 27. 2. 12.

V. C. c., art. 382, *n.* 10 *et* 11.

XXXVIII. Quid si vi statuti habeatur pro majorenne, sed addatur ne immobilia sine consensu cognatorum alienet. An et tunc adhuc decreto opus sit. 27. 9. 12.

V. art. 388, *n.* 10 *et* 11. — *Suprà, Pr. gén., sect. VIII, ch. I., pag.* 17.

458. 459. — *V. C. c., art.* 457.

Dans quel cas l'autorisation n'est pas nécessaire.

460. — I. Subsistit alienatio rerum pupillarium sine decreto facta, si ex necessitate facta fuerit, dum minor provocatur ad divisionem a socio majorenne. 27. 9. 12.

II. Subsistit adhuc si creditor ejus vendit pignus obligatum cui minor hæres est, aut fiscus prædium pro tributis. 27. 9. 12.

III. Idem dicendum si magistratus pignus judiciale vel prætorium constituat, si fundus pupillaris injuriâ non restituatur aut pupillo avincatur. 27. 9. 12.

IV. Idem si pupillus hæres, præstet legata et fideicommissa ex ipsis rebus defuncti legantis, aut tradat rem quam defunctus ex contractu debuerat. 27. 2. 12.

V. Stat etiam alienatio rerum pupillarium si pupillus prædium emerit, cum pacto retrovenditionis, aut addictione in diem, aut ex statuto obnoxium retractui. 27. 9. 12.

VI. Alienatio sine decreto etiam firma est si is cui pupillus successit certi prædii alienationem testamento præceperit. Opus tamen est decreto, si defunctus rem tantum venalem habuerit; vel generaliter jusserit prædia vendi ad æris alieni solutionem. 27. 2. 12.

VII. Recensentur casus quibus voluntariæ alienationes et obligationes sine decreto subsistunt. Ubi de rebus quæ servando servari nequeunt, de obligatione rerum pupillarium per tutorem pupillum defendentem, pro judicato solvendo. 27. 2. n. 13 et 1.

VIII. Idem de re pupillari pro debito semel rectè obligatâ, alteri obligandâ pro pecuniâ ad priorem creditorem dimittendum acceptâ. 27. 2. 13.

IX. Idem de re pupillari rectè pignoratâ per creditorem vendendâ, vel re pupillo obligatâ distrahendâ, vel re pupilli ex decreto venditâ ac per tutorem retentâ ob pretium a venditore non illatum. 27. 2. 13.

X. Subsistit etiam sine decreto donatio regi aut principi a tutore facta. 27. 9. 13.

XI. An subsistet venditio facta a pupillo qui se dolo majorem simulavit aut dixit. 27. 2. 12.

V. C. c., art. 1327. 1311.

De la succession échue au mineur.

461. 462. — I. Pupillus sine tutore nequit hæreditatem sibi delatam adire. 26. 2. 3. — 29. 2. 2.

II. Tutor delatas pupillo hæreditates ejus nomine adire potest. 39. 5. 12. Id est, si pupillus infante major est, auctore tutore hæreditatem adit; si infans sit, tutor pro infante eam adit. 29. 2. 2.

III. Ad repudiationem hæreditatis pupillo delatæ auctoritas tutoris necessaria est, aliquandoque sine decreto judicis fieri nequit. 29. 2. 34.

IV. An minor restituatur adversus omissionem hæreditatis. 4. 4. 24.

V. An restitui possit adversus aditionem. 4. 4. 26.

VI. Qui sint effectus restitutionis admissæ rebus hæreditariis jam non integris, veluti, post solutionem creditorum, legatorum, etc. 4. 4. 26.

V. C. c., art. 469, *n.* 23.

De la donation faite au mineur.

463. — I. An minor sine auctoritate tutoris, possit agnoscere legatum vel fideicommissum. 32. 5. 12. — 26. 8. 3.

II. An tutor pro pupillo legata ei delata rectè accipere possit. 29. 5. 12. — 26. 8. 3.

V. C. c., art. 935.

Du droit d'ester en justice pour le mineur.

464. — I. An minor possit stare in judicio sine curatore. 5. 1. 10. 11.

II. Quid juris si steterit sine curatore. 5. 1. 10. 11.

III. Tutor tenetur pro pupillo agere in judicio eumque conventum defendere. 26. 7. 12.

IV. Tutor etiam tenetur appellare si succubuerit, et justa pupilli causa sit. 26. 7. 12.

V. Si iniqua sit causa pupilli, tutor suo periculo litiget. 26. 7. 12.

VI. Hodie in causâ dubiâ pupilli, decretum

ad litigandum impetrari consilium est. 26. 7. 12.

VII. An minor sine curatore in jus vocari queat. 2. 4. n. 4 et 5.

Du partage dans lequel un mineur est intéressé.

465. 466. — I. Provocare divisionem nequeunt pupilli, nec eorum tutores; provocari tamen possunt. 10. 2. 13.

II. In hoc casu, tutores tunc divident immobilia etiam sine decreto. 10. 2. 15.

III. Quandoque tamen tutores provocant divisionem, si non expediat pupillis communio, vel inter plures pupillos divident. 10. 2. 15.

IV. Quid juris si divisio facta fuerit sine decreto. 10. 2. 15.

V. C. c., art. 817.

De la transaction.

467. — I. An tutores rectè transigant et quid si de immobilibus pupilli. 2. 15. n. 2. 3.

II. An liceat tutoribus transigere super spe fideicommissi, vel super usufructu, et ita certam recipere vel dare summam pro usufructu, vel fideicommissi remissione concedendâ vel obtinendâ, pleniore responso facultatis juridicæ discussum. 26. 7. 13.

V. C. c., art. 2045.

468.

SECTION IX. — COMMENT FINIT LA TUTELLE ET DES COMPTES DE LA TUTELLE.

Principes généraux, Questions diverses.

I. Quibus modis tutela finitur. 27. 3. 1.

II. Finitur excusatione et remotione. 27. 3. 1

V. suprà, sect. VI et VII, hoc tit.

III. Tutela finitur morte et maximâ capitis diminutione tutoris, morte et maximâ capitis diminutione pupilli. 27. 3. 1.

V. de l'Adoption, liv. I, tit. VIII, ad art. 343. — *De l'Emancipation, liv. I, tit. X, chap. III, ad art.* 476.

IV. Tutela finitur existentiâ diei aut conditionis ad quam usque tutor datus est. 27. 3. 1.

V. Finitur etiam pupilli pubertate. 27. 3. 1.

V. infrà, de la Majorité, liv. I, tit. II, ad art. 482.

An tollatur nuptiis. 23. 2. 40. 41.

VI. Finitâ tutelâ an et quatenus tutor teneatur administrare, et quid juris de tutore ob dolum remoto. 26. 7. 15. — 27. 3. 1.

VII. Actio tutelæ directa jure civili datur demum finitâ tutelâ saltem ex parte tutoris, licet pupillus adhuc in alterius tutelâ sit. Quod exemplis demonstratur. 27. 3. 2.

VIII. Ad quid tendat actio tutelæ directa. 27. 3. 2. 7.

IX. Cui detur et contra quos actio directa tutelæ. 27. 3. 4. 5. 6.

X. De actione *de rationibus distrahendis*, cui, contra quos, et ad quid detur. 27. 3. 19.

XI. Quales actiones aliæ cum eâ possint concurrere; et an una alteram perimat. 27. 3. 19.

XII. Actio tutelæ contraria competit tutori post finitam tutelam. 27. 4. 1.

XIII. Ad quid tendat hæc actio. 27. 4. n. 1. 3 et seqq.

XIV. Cui et contra quos detur. An etiam cum directo judicio pupillus non egit. 27. 4. 2.

XV. Quid sit directa actio protutelæ et ad quid tendat. 27. 5. 2.

XVI. Quid sit contraria actio protutelæ et ad quid tendat. 27. 5. 2.

XVII. Qui scivit se tutorem non esse et tamen dolo auctor fit, tenetur actione in factum illis qui ita cum pupillo contraxerunt et et ipsis pupillis. Quæ sit natura istius. 27. 6. 2.

XVIII. Jure romano actio subsidiaria minoribus dabatur contra fidejussores et contra nominatores tutorum. Hæc materia multis principiis explicatur, variisque quæstionibus locum dabat quæ tractatæ enumerantur. Liv. 26. 7. 2. Liv. 27. 7, n. 1 et seqq.

V. suprà, sect. VIII, hoc tit.; Pr. gén., n. 3 et 4. — *Art.* 2215. 2022. 2033.

XIX. Alia actio subsidiaria minoribus concedebatur adversus magistratus tanquam ultimum refugium. Cui, contra quos dabatur. Hæc materia planè exploratur, variis quæstionibus elucidata. Liv. 27. 7, n. 5. Liv. 27, tit. VIII, n. 1 et seqq.

---

§ Ier. — OBLIGATIONS DU TUTEUR; IL DOIT RENDRE COMPTE.

469. — I. Tutelâ finitâ, tutor quivis ad præteritæ tutelæ rationes tenetur. 27. 3. 1.

II. Ad obtinendam rationum redditionem actio directa tutelæ contra tutores datur. 27. 3. 2. 7.

III. An rationum redditio possit remitti tutori. 26. 7. 4. — 27. 3. 11. 13.

IV. Quo ordine tutores conveniendi sunt. 27. 3. 18.

V. An singuli in solidum sint conveniendi. 27. 3. 18.

---

§ II. — A QUI ET PAR QUI LE COMPTE EST RENDU.

I. Cui detur actio ad rationum redditionem obtinendam. 27. 3. 4.

II. An detur hæredibus pupilli, an creditoribus pupilli oberati. 27. 3. 4.

III. An detur marito puellæ minorennis. 27. 3. 4.

IV. Contra quos detur hæc actio. An contra hæredes et fiscum si bona tutoris publicata sint. 27. 3. 5.

V. An detur contra tutoris defuncti aut remoti successorem in officio de rationibus prioris tutoris defuncti aut remoti. 27. 3. 5.

VI. An detur contra patrem si filiusfamilias tutelam gesserit. 27. 3. 5.

VII. An detur contra viduam tutoris; aut contra vitricum a matre tutrice superinductum. 27. 3. 5.

VIII. Si tutor matri aut avæ pupillorum permiserit administrationem, an ipse, an mater administrans, et quâ actione conveniatur. 27. 3. 6.

---

§ III. — COMMENT LE COMPTE EST RENDU; DE SES ÉLÉMENTS; DE SES SUITES.

I. Tutor præstat dolum, latam et levem culpam, non levissimam aut casum. 27. 3. 12.

II. Recensentur casus quibus de culpâ levissimâ tenetur: uti et casus quibus tantum ex dolo et latâ culpâ obligatur ubi inter alia, quod dolum et latam culpam præstant, quibus liberatio a rationum redditione per patrem pupilli vel pupillum legata est. 27. 3. 12.

III. Pater pupilli non potest tutori directo, aut per consequentiam, remittere dolum futurum; pupillus potest dolum præteritum. 27. 3. 13.

IV. Recensentur variæ species doli aut culpæ per tutorem præstandæ; ubi et de debitoribus pupilli inidoneis factis. 27. 3. 14.

V. An tutor excusetur si quæ malè gesserit sed ex consilio matris aut propinquorum pupilli. 27. 3. 14.

VI. Quid si pater ipse præceperit, vel nominatim prohibuerit, ea fieri, quæ pupillo utilia sint. 27. 3. 14.

VII. An tutori fides habenda asserenti se quædam pro pupillo expendisse? 27. 3. 7.

VIII. Quid, si pater pupilli testamento præceperit in his nudis tutoris assertionibus stari. 27. 3. 7.

IX. Petuntur et reliqua, unà cum usuris, etiam ex contutoris facto. 27. 3. 8.

X. Quando et quousque usuræ debeantur, ac quibus ex causis, tum jure civili, tum moribus. 27. 3. 2.

XI. An et præstandæ usuræ usurarum, multoties in sortem conversarum. 27. 3. 8.

XII. Quid veniant appellatione reliquorum, ubi de instrumentis, apochis, etc., aliisque similibus circa tutelam versatis. 27. 3. 8.

XIII. An in reliquis reddendis præcisè sequi oporteat inventarium, si probetur plus aut minus in illud relatum esse quam est in patrimonio. 27. 3. 2. — 26. 7. 5.

XIV. Quid juris si ipse testator tutorem dans, modum patrimonii testamento declaraverit. 27. 3. 9.

XV. An tutor cogi possit reliqua reddere ante probatas rationes. 27. 3. 12.

XVI. An reliqua peti possint post rationes probatas paratâ executione. 27. 3. 10.

XVII. An fiduciario reliquorum solutio peti possit. 27. 3. 10.

XVIII. An et quando tutor liberetur a reliquorum restitutione, si pater pupilli, vel pupillus ipse pubes factus liberationem a rationum redditione legaverit. 27. 3. 10.

XIX. Quâ formulâ uti debeat pupillus, si et reliquorum restitutionem tutori remittere velit. 27. 3. 10.

XX. An tutor teneatur, si pecunia pupilli jure asservata, seu otiosa reprobetur tanquam ærosa, seu minus proba. 27. 3. 17.

XXI. An tutor teneatur si lucrosam adierit hæreditatem pro pupillo, sine inventario, et casibus fortuitis illa desierit esse solvendo. 27. 3. 13.

XXII. An culpa aut dolus præsumi debeat, si tutor in initio tutelæ longe eâdem finitâ dives appareat. 27. 3. 15.

XXIII. An et quando post rationes redditas et probatas, adhuc actione tutelæ agi possit. 27. 3. 16.

XXIV. An peti possit repetita rationum redditio ob calculi errorem aliasque causas. 27. 3. 13.

XXV. An protutor teneatur etiam de non gestis. 27. 3. 2.

V. Pr. gén., de la Tutelle, § II, n. 6. — De l'Administration du tuteur, Pr. gén., sect. VIII, n. 20 et seqq.; suprà, chap. II, § II, Pr. gén., n. 8, pag. 17. — Sect. VIII, chap. I, Pr. gén., n. 16 et seqq., p. 17, et suprà sect. IX, § II, Pr. gén., n. 14 et 15, pag. 20.

470. — I. Potest tutor promittere se quotannis rationes redditurum. 27. 3. 3.

II. Quotannis reddendæ nisi aliud testatori aut magistratui visum fuit. 27. 3. 3.

III. Quo modo et quibus rationes nunc durante tutelâ sint reddendæ. 27. 3. 3.

Obligations du pupille envers son tuteur. Droits de celui-ci.

471. — I. Pupillus tutori suo obligatus est ex administratione, veluti ex quasi contractu, ad indemnitatem ei præstandam actione contrariâ tutelæ. 27. 4. n. 1. 3.

II. Actio competit tutori ejusque hæredibus adversus pupillum et ejus successores. 27. 4. 2.

III. Hâc actione tutor indemnis servatur. An repetere possit impensarum usuras. 27. 4. 3.

IV. An repetere possit ea quæ ante cœptam tutelam vel post finitam erogavit. 27. 4. 3.

V. Quid, si quid a patre pupilli tutori debitum fuerit, aut debitum tutori durante tutelâ natinctum sit. 27. 4. 3.

VI. An tutor impensas repetere possit, si illæ exitum felicem non habuerint; et quid juris, de impensis in litem in quâ pupillus succubuit. 27. 4. 4.

VII. Quid si tutor solverit id ad quod non ipse sed alterius regionis tutor conveniri potuit. 27. 4. 4.

VIII. An tutor repetat, si supra vires patrimonii pupillaris impenderit. 27. 4. 3.

IX. Quid si graviores impensas fecerit, quam par erat, aut in seâ causâ fuisset facturus, sive in lite sive in aliis. 27. 4. 5.

X. Si tutor nomine pupilli indebitum per errorem solverit, an hoc contrario possit judicio repetere. 27. 4. 6.

XI. An contrariâ actione tutor repetere possit damna suis rebus per pupillum illata. 27. 4. 7.

XII. An repetere damna quæ passus est casu, naufragio, vi latronum, dum iter pro pupillo instituebat. 27. 4. 7.

XIII. Tutor etiam jure compensationis impensas aliquando recuperare potest. 27. 4. 6.

XIV. An rejectâ compensatione adhuc ad contrarium judicium tutor transire possit. 27. 4. 8.

XV. Petit quoque hâc actione tutor, sibi cedi actiones a pupillo contra reliquos tutores, sed cum distinctione. 27. 4. 3.

XVI. Tutor habet tamen et utiles sine cessione; et cur tutor magis quam fidejussor. 27. 4. 9.

XVII. Si tutor res suas pro pupilli debita obligaverit, vel ipse se pro pupillo devinxerit, mandando, fidejubendo, constituendo, expromittendo; rectè petit, se aut res suas per pupillum liberari, quia ex his post tutelam conveniri potest. Respondetur Cujacii objectionibus. 27. 1. 10.

XVIII. Etiam hâc actione tutor cogit quondam pupillum, ut is tutelæ gestæ rationem recipiat. 27. 4. 11.

XIX. Tutores non habent jus legalis hypothecæ in bonis pupillorum ad indemnitatem in bonis obtinendam. 27. 4. 1.

472. — *V. C. c., art.* 907.

473. 474.

475. — Triginta annis durat actio tutelæ directa. 27. 3. 16.

CHAPITRE III. — De l'émancipation.

De la curatelle. Principes généraux.

I. Quid sit cura. 26. 1. 1. — 27. 13. 1.

II. Qui petant curatores et ubi petantur. 26. 6. 1 et seqq. — 27. 10. 2.

III. Recensentur plurima communia et tutoribus et curatoribus. 27. 10. 1.

IV. An curator testamento dari possit. 27. 10. 2.

V. Confusæ sunt tutela et cura, sic et tutela ad majoritatem continuatur. 27. 10. 1.

VI. Enumerantur ex jure civili plures differentiæ inter tutelam et curam minorum. 27. 10. 2.

VII. Invitis minoribus curator non datur, exceptis paucis casibus. Respondetur objectionibus. Moribus tamen contrarium obtinet, et contractus minorum sine curatore nulli sunt. 27. 10. 2.

VIII. Quomodo hodie minores in judicio consistant civili et criminali. Curator ad lites dari potest a judice apud quem litigandum, nec talis cavet res pupilli salvas fore. 27. 13. 2.

IX. De administratione et periculo curatorum omnia ferè sunt cum illis communia quæ de tutoribus dicta sunt. 26. 7. 1 et seqq.

X. Quid sit auctoritas curatoris. Eædem regulæ, eadem principia, eædem quæstiones de auctoritate et consensu tutorum ferè spectant auctoritatem et consensum curatorum. 26. 10. 1 et seqq.

XI. Curatores suspecti tanquam tutores removentur et iisdem principiis subjiciuntur. 26. 10. 1 et seqq.

XII. De excusationibus curatorum eædem admittuntur quæ de tutoribus excusandis. 27. 1. 1 et seqq.

XIII. Tutorem vel curatorem habenti curator adhuc dari potest. 27. 13. 2.

XIV. Quando ex facto curatoris minor agere vel conveniri possit, eadem ferè admittenda quæ dicta sunt in tutelâ. 26. 8. n. 1 et seqq.

XV. De utili curationis causâ actione. 27. 3. 20.

XVI. An illâ durante adhuc cura dari possit, an magis ea demum finita per distinctiones explicatur. 27. 3. 2a.

XVII. De contrariâ utili curationis causâ actione. 27. 4. 13.

XVIII. An et curator dandus, turpiter viventibus, meretricibus, si de cætero suum patrimonium non profundant. 27. 10. 12.

XIX. An et quousque mutis, surdis, perpetuâ valetudine adversâ laborantibus curator detur? 27. 10. 13.

XX. Quousque illi se et sua obligare ac alienare possint sine curatore. 27. 10. 13.

XXI. De antiquâ curâ corporum ecclesiasticorum, veluti monasteriorum. 27. 10. 11.

XXII. Quo modo finiatur cura. Ubi de majorennitate, nuptiis, ætatis veniâ. 27. 10. 15.

XXIII. Quid juris de concursu varientium statutorum, et migratione ad locum alio jure utentem circa curam finiendam. 27. 10. 15.

XXIV. Unde alia de curatoribus eorumque officiis petenda sint. 27. 10. 16.

XXV. De eo qui pro curatore negotia gessit, et de eo quod cum eo gestum est. 27. 5. 1 et seqq. — 27. 6. 1 et seqq.

V. C. c., art. 118, *n.* 3.

Des différentes espèces d'émancipation. De leurs formes.

476. 477. 478. 479. — I. Quid sit emancipatio. 1. 7. 11.

II. Tres species emancipationis denotantur. 1. 7. 11.

III. Majorennem efficit impetratio veniæ ætatis; quæ sit. 4. 4. 3. — 1. 7. 11.

IV. Solus princeps ætatis veniam dat. 4. 4. 4.

V. Quâ ætate quis illam impetrationem jure romano impetrare possit. 4. 4. 3.

VI. Quæ sint probanda ad obtinendam veniam ætatis. 4. 4. 3.

VII. Emancipatio est actus voluntariæ jurisdictionis. 2. 1. 3.

VIII. Hodie apud magistratum pater filium suum emancipat, et quibus solemnitatibus. 1. 7. 11.

IX. An filius eo solo emancipatus sit, quod diutius separatim a patre habitavit. 1. 7. 12.

X. Jure romano patria potestas nuptiis non tollitur nec majoritas acquiritur. 1. 7. 13. — 4. 4. 6.

XI. Hodie per nuptias patria potestas ex-

tinguitur et majoritas elicitur quod rationibus justis nititur. Alibi tamen magis, alibi minus, cujus rationes redduntur. 1. 7. 13. — 4. 4. 6.

XII. An per nuptias majorennes facti, vel a patriâ potestate liberati, viduitate redeant in minorennitatem, vel in patriam potestatem. 1. 7. 14. — 4. 4. 6.

XIII. An majorennis per ætatis veniam secundum leges domicilii aut migratione in alium locum pro majorenne sit habendus, si hujus loci leges contrariæ sint illis sui domicilii. 1 app. 4. 7. 8. — 4. 4. n. 8. 9. 10.

XIV. Quæstio hæc explicatur ratione contractuum, alienationis immobilium, similiumque in alio loco tractatorum. 4. 4. n. 8. 9. 10.

Des effets de l'émancipation.

480. 481. — I. Minor obligatur sine curatoris consensu, quoties tantùm de personâ obligandâ quæstio est, nec alienatio bonorum sequi debeat. 27. 10. 2.

II. Quæ sint effectus veniæ ætatis impetratæ. 4. 4. 5.

III. An qui veniam ætatis impetravit adversus posteà gesta restitui possit. 4. 4. 5.

IV. An adjutorium restitutionis denegatur maritæ per nuptias pro majorenna habito, contra damnosum ætatis lubrico contractum. 4. 4. 7.

V. C. c., art. 476, n. 10. 11. 10. 13. — 118, *n.* 8.

482. — I. An qui veniam ætatis impetravit queat immobilia sine decreto alienare vel hypothecæ dare. 4. 4. 5.

II. An qui veniam ætatis impetravit de mobilibus vel immobilibus sine curatore litigare possit. 5. 1. 13.

III. An rectè vocatur in jus. 8. 4. 4.

483. 487.

TITRE XI. — *De la majorité, de l'interdiction, et du conseil judiciaire.*

CHAPITRE PREMIER. — *De la majorité.*

Principes généraux. Questions diverses sur la majorité.

488. — I. Docetur leges non posse de civium singulorum habilitate judicare, et ideo multis actibus certam ætatem præscriptam esse, cujus implementum facit, ut homines præsumptione juris et de jure credantur actuum illorum capaces esse. 08. 1. 30.

II. Quâ ætate quis major censeatur. 4. 4. 1.

III. Variant leges municipales circa tempora majorennitatis. 4. 4. 0.

IV. In jure romano pubertatem esse triplicem, *simplicem*, *plenam* et *plenissimam*. 4. 1. 1.

V. An ultimus annus aut dies cœptus ad majorennitatem obtinenda pro completo habeatur, et quid de die bissexto. 4. 4. 1.

VI. An major factus secundum domicilii legem post migrationem in alio loco pro tali habendus sit, cum leges istius loci domicilii legibus contrariæ sint. 4. 4. n. 8. 9. 10. — 1 app. 4. 4. n. 7. 8. — 4. 1. 29.

V. C. c., art. 388, *n.* 9.

VII. Quæstio explicata ratione contractuum, alienatis immobilium, similiumque in alio loco tractatorum. 4. 4. n. 5. 8. — 07. 9. 10.

V. C. c., art. 388, n. 0.

VIII. Si quid dandum vel faciendum sit ex testamento vel ex contractu, cùm, vel donec quis ad legitimam seu perfectam ætatem pervenerit, non designatur ea quæ ex nuptiis aut veniâ ætatis, aut lege municipali fluit; sed ætas 25 annorum. 4. 4. 11.

V. C. c., art. 118.—*Art.* 388, *n.* 1 *et seqq.* — *Art.* 476, *n.* 10. 11. 16. 13. 14.

CHAPITRE II. — *De l'interdiction.*

489. — I. Datur curator majori dementi, aut furioso, tales nec sensum nec intellectum habent, ac absentium loco sunt. 07. 10. 3.

490. 491.

492. — 497. — Quibus modis dementia aut furor probetur. 07. 10. 4.

498. — An opus sit decreto prætoris aut publicatione ut quis pro furioso habeatur. 27. 10. 3.

503. 504. — I. An valeant gesta per furiosum in furore, sed antequam ei curator datus esset. 27. 10. 3. 7.

II. An valeant gesta post curatorem acceptum, si furiosus jam sanæ mentis factus sit. 27. 10. 3. 7.

De la nomination d'un curateur. De ses fonctions.

505. — I. *V. C. c., art.* 400.

II. Apud nos furiosis curator datur non a camerâ pupillari, sed a curiâ provinciali, vel ab urbium magistratibus. 27. 10. 10.

III. Si pater filio tanquam furioso curatorem dederit, an et quando is a magistratu confirmari debeat. 27. 10. 10.

IV. Pater liberis et liberi parenti furioso possunt curatores dari. 27. 10. 10.

507. — An uxor possit constitui curatrix mariti sui furiosi. 27. 10. 10.

508.

509. — I. Quæ sint officia curatoris furioso dati. 07. 10. 5.

II. Quo modo et ad quos effectus curator pro furioso adeat et acquirat hæreditatem furioso delatam. 27. 10. 5.

III. Quo modo acquirat legata et fideicommissa. 27. 10. 5.

IV. Quando furiosus dilucida habet intervalla, quæ tunc sint partes curatoris tum tempore furoris, tum tempore dilucidi intervalli. 27. 10. 4.

V. An in dubio quod in furore, an magis tempore intervalli, gestum præsumatur. 27. 10. 4.

VI. Uxor aut liberi non subsunt auctoritati curatoris sui patris aut mariti furiosi. 27. 10. 10.

V. infrà, chap. 3, hoc tit. du Conseil judiciaire, n. 1 et seqq.

510. 511.

512. — An opus sit decreto judicis ut quis pro furioso desinat haberi. 27. 10. 3.

CHAPITRE III. — *Du conseil judiciaire.*

Principes généraux. Questions diverses sur l'interdiction.

I. De curatore prodigis dando, quales illi sint; quâ formulâ iis fuerit interdictum bonis; et de veterum frugalitate, legibusque sumptuariis. 07. 10. 6.

II. Gesta ante decretum quo bonis interdicitur firma sunt, nec restitutione convelluntur, licet a vero prodigo gesta. 27. 10. 7.

III. Non valent gesta ante impetratum decretum contrarium licet reipsâ jam ad sanos mores redierit, vel nunquam verè prodigus fuerit, sed per subreptionem decretum adversus eum tanquam prodigum interpositum sit. 27. 10. 7.

IV. In multis prodigi magis pupillis quam furiosis comparantur. 27. 10. 0.

V. Si pater filio tanquam prodigo curatorem testamento dederit, an et quando is a magistratu confirmari debeat. 27. 10. 10.

VI. Pater liberis et liberi parenti prodigo curatores dari. 27. 10. 10.

VII. An uxor dari possit marito prodigo. 07. 10. 10.

VIII. Uxor et liberi non subsunt curatori sui patris aut mariti prodigi. 27. 10. 10.

IX. An in loco domicilii sui prodigus declaratus, ubique pro tali sit habendus, etiam quoad mobilia in alio loco sita. 07. 10. 11.

X. Quid juris si quis degens extra locum in quo decreti publicatio facta, et decreti ignarus cum prodigo contraxerit et fidem ejus secutus sit. 27. 10. 11.

V. tit. V du mariage, Pr. gén., n. 3.

Des effets de l'interdiction.

513. — I. Postquam prodigo bonis interdictum est, necse nec sua obligare vel alienare potest. 07. 10. 7.

II. Fidejussor pro prodigo sine curatore promittente non obligatur. 27. 10. 7.

III. Prodigi sine curatore sibi acquirunt. 07. 10. 0.

IV. Novando prodigi suam conditionem meliorem faciunt. 27. 10. 0.

V. Omnia prodigi agunt, auctore curatore. 27. 10. 6.

VI. Prodigi ex delictis perpetratis possunt obligari. 27. 10. 0.

Des formes de l'interdiction.

514. — I. Non fit quis ipso jure prodigus, decretum prætoris necessarium est quo bonis interdicitur. 27. 10. 7.

II. Non ipso jure sed demum contrario judicio quis desinet esse prodigus. 07. 10. 7.

III. Moribus hodiernis necessarium est ut fiat publicatio solemnis decreti, quo alicui bonis interdictum est. 27. 10. 8.

IV. Bonis interdictum est decreto magistratûs ad petitionem parentum aut aliorum magistratuum. 27. 10. 8.

V. suprà, ch. III, du Cons. jud., n. 2. 3.

515. 516.

517. — Cum maritus furiosus est, an tunc mulieri cura bonorum committi possit. 23. 8. 48.

LIVRE II.

DES BIENS, ET DES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS DE LA PROPRIÉTÉ

TITRE PREMIER. — *De la distinction des biens.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Res omnes vel jure gentium communes sunt, vel publicæ, vel universitatis, vel nullius, vel singulorum. 1. 8. 1.

II. Res nullius sunt vel humani vel divini juris. 1. 8. 1.

III. Confundi aliquando res publicas et communes. 1. 8. 2.

IV. Quid propriè sint res jure gentium communes et quotuplices. 1. 8. 3.

V. Quid sint res sacræ. 1. 8. 3.

VI. Non litæ convertendæ in usus profanos, nec alienandæ nisi certis in casibus. 1. 8. 6.

VII. Desinunt tamen sacræ esse vel lege publicâ, vel dum per hostes captæ sunt. 1. 8. 6.

VIII. Quæ sint res sanctæ. Quæ pœna violantium legatos aut muros urbis. 1. 8. 7.

IX. Quid res publicæ. 1. 8. 8.

X. Quid sint res universitatis. 1. 8. 10.

XI. Altera divisio proponitur, quâ res sunt corporales vel incorporales. 1. 8. 11.

XII. Aliquando res fungibiles, quâ tales in jure opponi corporibus. 1. 8. 12.

V. C. c., hoc tit., chap. II, in princip., n. 1 *et seqq. — De locis religiosis,* 11. 7. 1 *et seqq.*

516. — I. Corporalium tres sunt species, aliæ mobiles, aliæ immobiles, aliæ sese moventes. 1. 8. 11.

II. Res incorporales moribus hodiernis vel ad mobilia, vel ad immobilia reduci. 1. 8. 18.

III. Incorporalia hodie tamen adhuc variis in casibus considerantur ut species a mobilibus et immobilibus distincta. 1. 8. 29.

IV. Ad multos in jure effectus ingens inter mobilia et immobilia cernitur diversitas. 1. 8. 30.

V. C. c., hoc tit., in princip., n. 1 *et seqq. — De jure fisci.* 49. 14.

CHAPITRE PREMIER. — *Des immeubles.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quandoque mobilia quantum ad effectus juris pro immobilibus habentur. 1. 8. 13.

II. An immobilis censeri debeat pecunia emptioni prædiorum a domino destinata. 1. 8. 15.

III. An immobile sit pretium in rebus immobilibus redactum. 1. 8. 16.

IV. An hæreditas mobilis vel immobilis sit. 1. 8. 18.

V. An metalla, lapides, arena et creta, et quicquid est in fodinis metallinis aut lapicidinis sint immobilia. 1. 8. 13.

VI. An prædio vendito ad emptorem pertineant. 1. 8. 13.

VII. Quæ alia in specie sint mobilia quæ immobilia. 1. 8. 17.

VIII. Si quid de immobilibus cautum sit quæ in eâ dispositione contineantur. 1. 8. 29.

517. — I. Res naturæ mobilis pro immobili habetur cum rei immobilis pars et accessio est. 1. 8. 13.

II. Mobilia vulgo credita ex speciali dispositione legislatoris pro immobilibus quantum ad effectus juris haberi possunt. 1. 8. 14.

III. Etiam ex destinatione domini aut facto ejus mobilia fieri possunt immobilia. 1. 8. 14.

Des biens immeubles par leur nature et par accession.

518. — Prædia sunt immobilia. 1. 8. 11. — *V. C. c., art.* 524.

519. — Navigia, molendina an mobilia vel immobilia. 1. 8. 11. — *V. C. c., art.* 531.

520. — I. Arbores necdum rutæ ac cæsæ sunt immobiles tanquam rei immobilis pars et accessio. 1. 8. 13.

II. Fructus pendentes necdum a solo separati immobilibus accensentur. 1. 8. 13. — 41. 1. 26.

III. Quæ omnia ubi ruta seu eruta et cæsa fuerint, uti desinunt fundi partes esse, ita in posterum mobilibus annumeranda sunt. 1. 8. 13.

IV. An prædio vendito ad emptorem pertineant. 1. 8. 13.

V. Flandrico jure arbores grandiores fundo hærentes mobilibus annumerari solent. 1. 8. 14.

V. C. c., art. 517. 548.

521. — *V. C. c., art.* 520, *n.* 1 *et seqq.*

Des biens immeubles par leur destination.

522. — I. Servi fundo adscripti jure fundi sunt mobiles. 1. 8. 13. — *V. C., art.* 517, *n. VIII et X.*

523. — *V. C. c., art.* 517, *n.* 1 *et* 3, *et art.* 524.

524. — I. Mobilia, quantum ad effectus juris, pro immobilibus habentur per destinationem patrisfamilias et ædibus applicata perpetui usûs causâ. 1. 8. 14.

II. Si detracta reponendi animo idem dicendum est. 1. 8. 14.

III. An sola destinatio sine facto ac implemento mutat rei naturam. 1. 8. 14. 15.

IV. Quid de mobilibus necdum fundo junctis sed ad certum locum delatis ut ei perpetuo addenda sint. 1. 8. 14.

V. Dolia quæ depressa ac in terrâ defossa, aut saltem talia ut per magnitudinem moveantur agri seu horrei instrumenta atque accessiones sunt. 33. 8. 2.

VI. Etiam culei, utres, cuppæ majores in agro sunt immobiles. 33. 8. 2.

525. — Statuæ domibus affixæ sunt accessiones ædium et quasi pars earum. 34. 8. 12. — *V. C. c., art.* 584, *n.* 1 *et seqq.*

Des biens immeubles par l'objet auquel ils s'appliquent.

526. — I. Servitutes prædiales sunt immobiles. 1. 8. 20.

II. Usufructus immobilium est immobilis. 1. 8. 20.

III. Actiones in rem pro re immobili sunt immobiles. 1. 8. 21.

IV. Hæreditas nec ad mobilia, nec ad immobilia satis reduci potest, sed singulæ res hæreditariæ considerandæ sunt. 1. 8. 18.

V. C. c., art. 529.

CHAPITRE II. — *Des meubles.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Mobilia stabili situ carent, omnia esse intelliguntur in loco domicilii et aur. 1 app. 4. 11.

II. An actiones censeantur esse in loco domicilii creditoris vel debitoris. 1. 8. 30.

III. An hæreditas, an personales servitutes sint mobiles vel immobiles. 1. 8. 18. 20.

IV. Reditus strictè et in specie accepti sunt vel merè personales, vel merè reales, vel mixti. 1. 8. 24.

V. Reditus merè reales immobiles sunt; paucis locis exceptis. 1. 8. 25.

VI. Mixti reditus in Hollandiâ mobiles sunt, alibi frequentius pro immobilibus habentur. 1. 8. 26.

VII. Reditus et sortes quas ex suis cautionibus debet fiscus, respublica, civitates, vici, pagi, collegia, alia stabilia, mobilibus potius quam immobilibus adnumerari debent. 1. 8. 28.

VIII. Argumenta huic opinioni contraria refutantur. 1. 8. 28.

IX. Immobilibus solent adnumerari jura pedagii, pontorii, portorii, reditus venationis, salinarum, metallorum et similium quæ regalium minorum appellatione veniunt. 1. 8. 23.

V. C. c., hoc tit., chap. I, n. 1 *et seqq — Art.* 529.

527. — Immobilia vulgo credita tamen ex speciali legislatoris dispositione pro mobilibus habentur quantum ad juris effectus. 1. 8. 14.

materiam operibus publicis applicandam, quia nimio sanguinis aut affinitatis vinculo contingunt eos qui opera publica curant fieri. 50. 10. 5.

537. — I. Dominium est jus quo res nostra est. 6. 1. 1.

II. Princeps id agere potest ne quis re suâ abutatur, eamque perdat. 1. 4. 10.

III. De bonis universitatis. — *V. C. c., art. 542. hoc tit., chap. III, in princ., sect. I.*

Du domaine public ou national.

538. — I. *V. C. c., hoc tit., chap. III, in princip., sect. I.*

II. De locis et viis publicis. — *V. C. c., hoc tit., chap. III, in princip., sect. II.*

III. De fluminibus et ripis, de mare et portubus. — *V. C. c., hoc tit., chap. III, in princip., sect. III.*

IV. Hæc omnia sunt res publicæ. 1. 8. 8. *V. C. c., art.* 715, *n.* 10. 11. 12. 13. 14 *et* 17.

539. — I. Deficientibus omnibus legitimis successoribus fiscus succedit tanquam in bona vacantia. 38. 27. 27.

II. Res nullius naturali ratione primo occupanti conceditur 41. 1. 2.

V. C. c., art. 713, *n.* 5, *et* 715.

540. — I. Muri et portæ non urbis tantum Romæ sed et municipiorum sunt res sanctæ. 1. 8. 7.

II. Quæ pœna violantium muros urbis. 1. 8. 7.

541. — *V. C. c., hoc tit., chap. III, in princip., sect. I. — Art.* 540.

Des communautés ou des corps politiques. De l'administration de leurs biens.

542. — I. De collegiis et corporibus. Quæ sint collegia licita, quæ illicita, et de pœna collegiorum illicitorum. 47. 22. 1.

II. An collegiis toleratis, veluti anabaptistarum, quid relinqui possit et an in judicio stare. 47. 22. 1.

III. Nemo potuit esse membrum duorum collegiorum. Quid agendum si esset. 47. 22. 2.

IV. Quid sit universitas. 3. 4. 1.

V. Quid sint res universitatis. 1. 8. 10.

VI. Universitates et civitates privatorum jure utuntur ac privatorum loco habentur. 3. 4. 2. — 38. 4. 1.

VII. In quo conservatur universitas, et successores tenentur ex facto prædecessorum. 3. 4. 1.

VIII. Universitas an possit alios in jus vocare. 2. 4. 1.

IX. Universitates habent patrimonium cujus intuitu agunt, debent, conveniuntur, cavent, cautionem petunt ut privati, si probatæ non si toleratæ tantum. 3. 4. 2.

X. Si universitatis parti jus novæ universitatis tribuatur, manet pro vetâ debitrix debiti ante separationem contracti. 3. 4. 3.

XI. An et quando universitatis singula membra et an in solidum singula conveniri possunt pro debito universitatis. 3. 4. 4.

XII. Universitatis negotia tractantur per syndicum; utilitas ejus. 3. 4. 5.

XIII. Alius præter syndicum pro universitate non agit; quisque tamen eam potest sine mandato defendere. 3. 4. 6.

XIV. Quis creet syndicum et quomodo. 3. 4. 7.

XV. Syndici similes sunt procuratoribus in agendo, defendendo, cautionibus, revocatione, impensis recuperandis; quas tamen non repetunt si turpis mandati executores fuerunt. 3. 4. 8.

XVI. Quæ hodiernorum syndicorum officia sint, et qui eligi possunt. 3. 4. 9.

XVII. An et quousque dolus abbatis aut prælati noceat monasterio vel ecclesiæ. 26. 9. 5.

XVIII. De creatore curantium res civitatis, deque curarum talium variâ curâ. 50. 8. 1.

XIX. De cautione per eas præstandâ, rationibus reddendis, et an ac quando semel redditæ retractari possint ob calculi errorem. 50. 8. 1.

XX. Qualis culpa præstanda est et quæ doli pœna. 50. 8. 1.

XXI. An teneantur si princeps pecunias civitatis in usus publicos abstulerit. 50. 8. 1.

XXII. De diligentiâ adhibendâ in exigendis reipublicæ debitis ex jure hodierno. 50. 8. 1.

XXIII. Cujus temporis periculum pertineat ad administrationem retione pensionum aut nominum civitatis. 50. 8. 2.

XXIV. An civitati relicta ad certos usus convertere possit in usus alios sine principis auctoritate. 50. 8. 2.

XXV. An ad usuras teneator si pecunias administrationis penes se retinuerit, vel a debitoribus non exegerit. 50. 8. 2.

XXVI. An administrator possit iis concedere dilationem solvendi. 50. 8. 2.

XXVII. An privatis jus extruendi in publico 50. 8. 2.

XXVIII. An repetere debeat sortes benè fœnori collocatas. 50. 8. 2.

XXIX. An et quando finitâ administratione conveniri possit a reipublicæ creditoribus. 5. 8. 3.

XXX. Qui obligentur ex hâc administratione. Ubi de patre filiifamilias an filio patris administrantis, fidejussoribus, nominatoribus, collegis administrationis. 50. 8. 4.

XXXI. Quo ordine ac quando hi omnes conveniri possint, deque beneficio ordinis ac divisionis. 50. 8. 4.

XXXII. Jus alienum est ratione singulorum quod toti universitati quæsitum est. 1. 4. 23.

XXXIII. Quâ solemnitate res ecclesiæ et piis usibus destinatæ alienari debeant. 87. 9. 17.

XXXIV. Quo modo res reipublicæ, civitatis, vici, pagi, alienari debeant. An aliter quam auctione publicâ. 27. 9. 17.

V. C. c., art. 5, sect. III, § I, n. 7 et 14. — *C. de proc., art.* 1052.

543. — Dominium est vel plenum vel minus plenum. 6. 1. 1.

V. infrà, C. c., de la Propriété, in princip., sect. I.

TITRE II. — *De la propriété.*

SECTION PREMIÈRE. — Principes généraux. Questions diverses.

I. Dominium latius et strictius accipitur. Quid sit strictius acceptum dominium. 6. 1. 1.

II. Dominium latiore sensu omne jus in re complectit. 6. 1. 1.

III. Dividitur in plenum ac minus plenum. 6. 1. 1.

IV. Dividitur in naturale et civile, in directum et utile. 6. 1. 1.

V. Adhuc dominium dividitur in bonitarium et quiritarium. 6. 1. 1.

VI. Jus in re est fundamentum judiciorum in rem. 5. 2. 1.

VII. Quotuplex sit jus in re et quæ inde nascantur actiones. 5. 3. 2.

VIII. Quid sit jus patronatûs ecclesiasticum ex jure canonico; et quibus causis alicui acquiratur. 87. 14. 4.

IX. Multæ quæstiones circa hoc jus tractantur. 37. 14. 5 et seqq.

X. In digressione de feudis abundè materia feudorum exploratur, et quæstiones multæ sunt enixæ. 58. Tit. 1. n. 1 et seqq.

XI. De possessione. De eâ amittendâ vel acquirendâ. 41. 2. 1 et seqq. — *V. C. c., de la Prescription, chap. II, in princip.*

XII. De petitione hæreditatis. 5. 3. 1 et seqq. — *V. C. c., des Successions.*

XIII. De emphyteusi vel de fundo in emphyteusim dato. De agro vectigali materia exploratur. 6. 3. 1 et seqq.

XIV. De actione publicianâ quæ ad exemplum rei vindicationis inducta fuit. Materia tractatur. 6. 2. 1 et seqq.

XV. De actione ad exhibendum. Præparatoria est et maximè quidem ob rei vindicationes inducta. 10. 4. 1 et seqq.

XVI. Hæc materia tractatur. Quis usus hodie actionis ad exhibendum. 10. 4. 1 et seqq.

XVII. De censibus. 50. 15. 1 et seqq.

V. C. c., des différentes manières dont on acquiert la propriété, Pr. gén.

SECTION II.

§ I.

De l'action en revendication. Quelles choses peuvent en être l'objet.

I. Ex jure dominii nascitur actio in rem, scilicet rei vindicatio quâ rem nostram ab alio possessam petimus. 6. 1. 2.

II. Quomodo olim alter alterum ex jure manum consertum vocaverit, vindicationis faciendæ causâ. 6. 1. 2.

Définition, étendue et modifications de la propriété.

544. — Quid sit dominium. 6. 1. 1.

II. Jus dominii est jus in re. 5. 2. 2.

III. Interest reipublicæ ne quis re suâ malè utatur. 1. 4. 10.

IV. De diversis dominii speciebus. — *V. hoc tit., in princip., sect. I.*

V. Ex jure dominii nascitur rei vindicatio. — *V. hoc tit., in princip., sect. II.*

VI. De petitione hæreditatis. — *V. des Successions ; hoc tit., Pr. gén., sect. I. — V. C. c., art.* 537.

545. — I. Justâ urgente causâ, necessitatis aut utilitatis favore privato per principem rectè quæsitum jus adimi potest. 1. 4. 7.

II. In hoc casu æstimatio rei domino solvitur. 1. 4. 7.

III. De hoc principio referuntur exempla. 1. 4. 7.

De l'accession.

546. — I. Quid sit accessio. 41. 1. 14. — 22. 1. 23.

II. Accessio est vel naturalis vel industrialis, vel mixta. 41. 1. 14.

III. Ad accessionem refertur id quod interest et pœnæ conventionales. 22. 1. 23.

CHAPITRE PREMIER. — *Du droit d'accession sur ce qui est produit par la chose.*

Principes généraux.

I. Quid sint fructus. 22. 1. 21.

II. Fructuum perceptio pertinet ad mixtam accessionem. 41. 1. 28.

III. Fœtura animalium ad accessionem naturalem pertinet. 41. 1. 15. — *V. C. c., art.* 546.

Des diverses espèces de fruits. A qui appartiennent-ils.

547. — I. Fructus sunt vel naturales, vel industriales, vel civiles. 41. 1. 28.

II. Alii sunt pendentes, alii extantes, alii consumpti, alii percipiendi sunt fructus. 41. 1. 28.

III. Dominus qui fructus ex re suâ percepit, omnes ex jure dominii irrevocabili jure suos facit. 41. 1. 28

V. C. c., art. 582. 583. 584.

548.

Du possesseur de bonne et de mauvaise foi relativement à la perception des fruits.

549. — I. Si alius meum animal bonâ fide possideat tempore fœturæ cui pertineat fœtura. 41. 1. 15.

II. Bonæ fidei possessor domino restituere tenetur fructus tempore litis contestatæ extantes et pendente lite percipiendos. 41. 1. 29. — 7. 1. 28.

III. De fructibus consumptis ante litem contestatam non tenetur. An non, si locupletior inde factus est. 41. 1. 29.

IV. Quando fructus intelligantur consumpti. 41. 1. 29.

V. An bonæ fidei possessor solâ perceptione, an demum consumptione fructus irrevocabiliter suos faciat. 41. 1. 29. — 7. 1. 28.

VI. An bonæ fidei possessor etiam fructus naturales consumptos lucretur. 41. 1. 30.

VII. Quid si in bonâ quidem fide sit, sed titulo careat. 41. 1. 30.

VIII. Quid si et bonam fidem et justum titulum habeat, sed rem ex quâ fructus percepti, usucapere nequeat. 41. 1. 30.

IX. Quid juris circa fructus si possessor pro tempore in bonâ, pro tempore in malâ fide fuerit. 41. 1. 31. — 5. 3. 15.

X. Quid si defunctus in malâ fide fuerit, hæres in bonâ fide. 41. 1. 31.

XI. Si bonæ fidei possessor victor extiterit in judicio possessorio, victus in petitorio, ex quo tempore fructus restituat. 41. 1. 31.

XII. Quid si post litem ei motam, perempta sit litis instantia per culpam actoris, et postea ad novam litis condemnationem sequatur condemnatio. 41. 1. 31.

XIII. Quales impensæ in rem possessam, vel ejus occasione factæ, cum fructibus compensandæ sint. 41. 1. 32.

XIV. Si a malæ fidei possessore percepti sint fructus, quales ille domino rem vindicanti reddere debeat. 41. 1. 28.

XV. An et percipiendos et quales illi sint? 41. 1. 28.

XVI. An et quando usuras ex pecuniâ fœnori collocatâ redactas. 41. 1. 28. — 5. 1. 15.

XVII. In petitione hæreditatis quid intersit inter bonæ et malæ fidei possessorem circa restitutionem fructuum naturalium, civilium, pensionum, usurarum. 5. 3. 15. — 41. 1. 29.

XVIII. An et quousque bonæ fidei possessor de rebus hæreditariis et de fructibus consumptis teneatur. 5. 3. 16.

XIX. An pro malæ fidei possessore habendus qui hæreditatem emit; de quâ controversia est. 5. 3. 7. An qui possidet hæreditatem sciens alienam esse. 5. 3. 7.

XX. Quid si primo bonâ fide fuerit possessor, et mala fides deinceps venerit. 5. 3. 15. — 41. 1. 31.

XXI. Per litis contestationem, imo post motam controversiam, omnes incipiunt malæ fidei possessores esse. 3. 3. 15.

XXII. Quid, quoad impensas ad fructuum perceptionem factas, vel tales quæ cum usu solent compensari; an et quousque eas bonæ vel malæ fidei possessor recuperet. 3. 3. 22.

XXIII. Emptor hæreditatis de fructibus consumptis non tenetur si bonâ fide. 5. 3. 11.

XXIV. Quâ in parte mores recedant circa fructuum restitutionem a jure romano. 41. 1. 33.

550. — *V. art.* 545. — *Hoc tit., in princip., sect. II, § III, n.* 4. 13. 15. 16. 17 *et* 18.

CHAPITRE II — *Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose.*

Principes généraux.

I. Plures modi sunt accessionis industrialis. 41. 1. 21 et seqq.

II. Unde dijudicari debeat quid principale, quid accessorium sit. 41. 1. 14.

V. art. 546, et hoc tit., chap. I, in princip.

551. — *V. hoc tit., ch. II, in princip., n.* 7. — *Hoc tit., in princip., sect. II, § I.*

SECTION PREMIÈRE. — DU DROIT D'ACCESSION RELATIVEMENT AUX CHOSES IMMOBILIÈRES.

Quomodo per arenæ injectionem ex collibus proximis amittatur agrorum dominium. 41. 1. 20.

V. C. c., des Servitudes, chap. III, sect. I, in princip., n. 11.

Du droit d'accession relativement à ce qui est au-dessus et au-dessous du sol.

552. — I. Privatus quisque suo in solo ædificare etiamsi vicinis inde damnum immineat, obscuratis fortè luminibus, aut prospectu impedito 1. 4. 9.

II. Nisi ipsis constituta sit de luminibus prospectuve haud officiendo servitus. 1. 4. 9.

III. Cui cedant jure civili vel moribus metalli fodinæ, lapicidinæ, gemmæ effossæ et similia. 41. 1. 13.

IV. Invito domino lapides ex ejus lapicidinis cædi posse suadente id utilitate publicâ. 1. 4. 7.

V. C. civ., des servitudes et services fonciers, Pr. gén., sect. I, n. 16. — *Art.* 640, *n.* 12 *et* 13.

Des édifices, constructions et plantations.

553. 554. 555. — I. Inædificatio et implantatio accessioni locum faciunt. 41. 1. *n.* 24. 25.

II. Inædificata quando solo cedant. Quid si solo non hæreant. 41. 1. 24.

III. Quibus remediis indemnitatem consequatur dominus tigni alienis ædibus juncti. Quid sit tignum. 41. 1. 24. — 47. 3. 1.

IV. An actio de tigno juncto sit in duplum contra jungentem bonâ fide, et in quo is distet a jungente malâ fide. 47. 3. 1.

V. An et quando tignum junctum vel solutum vindicari possit et quo modo. 47. 3. 1.

VI. An qui tignum alienum suis junxit ædibus illud eximere et restitutione ejus præstationem dupli evitare possit. 47. 3. 6.

VII. Ad quid, apud nos, tendat hæc actio. 47. 3. 2.

VIII. Quid si solum in quo inædificatum nullius sit. 41. 1. 21.

IX. Implantata et sata solum sequuntur. De bonâ et malâ fide implantatis. 41. 1. 25.

X. Si arbor in confinio plantata sit ad quem pertineat. 41. 1. 25.

XI. Quæ remedia habeat dominus frumenti sati vel arboris plantatæ in alieno. 41. 1. 25.

XII. An impensas sationis recuperet qui sciens alienum fundum consevit. 41. 1. 25.

XIII. An arboris in alieno plantatæ dominus arborem erutam vindicare possit, et dominus tignum alienis ædibus junctum ac rursus solutum. 41. 1. 25.

XIV. Quales impensas in res ipsas hæreditarias deducat aut tollat, bonæ et malæ fidei possessor; et quid circa hæc intersit inter hanc actionem et rei vindicationem. 5. 3. 21.

XV. Quid si malæ fidei possessor impensas fecerit animo gerendi negotia eorum quorum res est. 3. 5. 9.

XVI. Quid, si quis impensas fecerit in rem communem putans eam suam esse. 10. 3. 3.

V. des Successions, Pr. gén., de la pétition d'hérédité, sect. IV, n. 4. — Hoc tit., Pr. gén., sect. II, § III, n. 14 et 15. — De l'Usufruit, Pr. gén., chap. I, sect. I.

De l'alluvion.

556. 557. 558. — I. Quid sit alluvio. 41. 1. 15.

II. Alluvio pertinet ad naturalem accessionem. 41. 1. 15.

III. An locum habeat in agris limitatis aut stagnis. 41. 1. 15.

IV. An et quando moribus nostris agri intelligantur limitati vel non limitati quantum ad jus alluvionis. 41. 1. 15.

V. An et quando fiscus sibi alluviones moribus jure vindicet. 41. 1. 15.

VI. An domini agrorum, flumini adjacentium, alluvionem arte possint promovere. 41. 1. 15.

VII. An alluvio proficiat iis qui fundos aut territorii jurisdictionem in feudum acceperunt, aut jus decimarum habent; et an id quod alluit, feudale fiat. 41. 1. 15.

VIII. Quid juris in eo quod alluit fundo fructuario. 41. 1. 15.

IX. Quid juris in eo quod alluit fundo pignorato vel dotali. 41. 1. 15.

V. C. c., art. 559 et 560.

Des transports formés par l'impétuosité des eaux.

559. — I. Quid sit appulsio et in quo distet ab alluvione. 41. 1. 16.

II. Quando crusta terræ appulsa acquiratur domino fundi cui hæret. 41. 1. 16.

III. Quid juris de coalitione crustæ et arborum. 41. 1. 16.

IV. An post coalitionem crusta vel arbores aut pretium eorum a pristino domino vindicari possint. 41. 1. 16.

V. Quomodo per aream injectionem ex collibus proximis amittatur agrorum dominium. 41. 1. 16.

Des îles, îlots et atterrissements.

560. 561. — I. Cui cedat insula in mari nata. 41. 1. 17.

II. Quid nostris moribus circa insulas noviter detectas. 41. 1. 17.

III. Cui cedat insula in flumine nata, jure civili; variis distinctionibus definitur. 41. 1. 17.

IV. An ulluvio insulæ et alveus desertus inter insulam et agros trans flumen sitos, sequatur eum qui dominus insulæ factus est, licet egrediatur latitudinem fundi cujus intuitu primitus acquisita fuit. 41. 1. 17.

V. Quid si nascatur ante fundum fructuarium. 41. 1. 17.

VI. Cui secundum mores cedat insula in flumine nata. 41. 1. 17.

Du changement de lit des fleuves ou rivières. Des inondations.

562. 563. — I. Alveus fluminis desertus cui cedat. 41. 1. 18.

II. An novus alveus iterum derelictus ad priorem dominum revertatur; an magis iis cedat qui prope ripam prædia possident. 41. 1. 18.

III. Cui moribus nostris cedat. 41. 1. 18.

IV. Sola inundatione non mutatur dominium et cur. 41. 1. n. 18. 19.

V. An piscatione quis possit conservare jus in agros inundatos. 41. 1. 19.

VI. An et quando moribus agri inundati principi cedant. 41. 1. 19.

VII. An domini et alii jus in re aut jurisdictionem habentes cogi possint ad agros siccandos. Quinosque contribuant ades siccationem qui habent jus decimarum, ususfructus, reditus, census, etc. 41. 1. 19.

VIII. Nihil effodiendum aut resecandum prope aggeres inundationem impedientes. 41. 1. 19.

IX. De præmiis quibus invitantur homines ad agros siccandos, vel incultos colendos. 41. 1. 19.

564. — An animalia nostra mansuefacta nonne desinant esse nostra, si redeundi consuetudinem dereliquerint. 41. 1. 7.

SECTION II. — DU DROIT D'ACCESSION RELATIVEMENT AUX CHOSES MOBILIÈRES.

Principes généraux.

I. Enumerantur plures modi accessionis industrialis. 41. 1. 21 et seqq.

II. An et quando auro vel argento legato cedant emblemata alterius materiæ, gemmæ inclusæ aut margaritæ. 34. 2. 4.

III. Quando aurum cedat gemmis, quando gemmæ auro, ut unde dijudicandum utrum aurum accessio sit an gemma. 34. 3. 4.

565. — I. Unde dijudicari debeat quid principale, quid accessorium. 41. 1. 14.

II. In iis de quibus dubium cui generi accenseri debeant, consuetudinem patrisfamilias spectandam esse. 34. 2. 4.

V. C. c., art. 566.

Adjonction ou union par adjonction de plusieurs choses appartenant à divers propriétaires.

566. — I. Quid juris si quis alienam purpuram suo panno intexuerit bonâ vel malâ fide. 41. 1. 22.

II. Quibus actionibus teneatur dominus purpuræ. 41. 1. 22.

III. Quid si alienam lanam purpurâ infecerit. 41. 1. 22.

IV. Quid juris, si meæ statuæ brachium alienum junxerim per applumbaturam. 41. 1. 27.

V. Quid si per ferruminationem quâdam confusione brachium alienum meæ statuæ junxerim. 41. 1. 27.

VI. Quid si ferruminatione junctæ sint res duorum quæ magnitudine et pretio æquales sunt. 41. 1. 27.

VII. Quid si argento alieno scyphum meum ferruminavero. 41. 1. 27.

VIII. Quo remedio consulatur domino cujus pars major rei juncta, ei cessit. 41. 1. 27.

IX. Quando aurum cedat gemmis, quando gemmæ auro; et unde dijudicandum utrum aurum accessio sit, an gemma. 34. 2. 4.

V. C. c., art. 565.

Spécification ou formation d'une nouvelle espèce avec une matière appartenant à autrui.

570. 571. — I. Quid sit specificatio. 41. 1. 21.

II. Cui cedat nova species facta ex alienâ materiâ distinctionibus explicatur. 41. 1. 21.

III. Cui cedat frumentum ex alienis spicis excussum, aut vestis vel navis facta ex alienâ lanâ vel materiâ. 41. 1. 21.

IV. Si novam speciem faciens in malâ fide sit, an et tunc novæ speciei dominus fiat. 41. 1. 21.

V. Quibus teneatur actionibus qui bonâ vel malâ fide ex alienâ materiâ novam speciem fecit. 41. 1. 21.

VI. Scriptura chartæ cedit. 41. 1. 26.

VII. An jure petat chartæ exhibitionem qui suas rationes in alienâ chartâ scripsit. 41. 1. 26.

VIII. An petat impensas scripturæ si chartam possideat. 41. 1. 26.

IX. An et quando tabula picturæ cedat, vel contra; et quo modo consultum sit tabulæ domino. 41. 1. 26.

V. C. c., art. 573.

572. — Cui cedat nova species facta ex suâ et alienâ materiâ. 41. 1. 21.

Mélange ou confusion de plusieurs choses appartenant à plusieurs propriétaires.

573. 574. 575. — I. Cui cedant confusi bonâ vel malâ fide liquores duorum ejusdem vel diversi generis distinctionibus deciditur. 41. 1. 23.

II. Quid si confusio metallorum facta fuerit. 41. 1. 23.

III. Quid juris de electro ac aurichalco. 41. 1. 23.

IV. Quid juris si duorum materiæ aridæ commixtæ sint. 41. 1. 23.

V. Quid juris si quis ex suo vino et alieno melle mulsum fecerit. 41. 1. 21.

V. C. c., art. 570 *et* 827.

Règles communes aux dispositions précédentes.

576. 577. — Actio furti datur domino purpuræ contra eum qui eam surripuit ad panno suo intexendum. 41. 1. 22. — *V. C. c., art.* 566, *n.* 6 *et* 8.

TITRE III. — *De l'usufruit, de l'usage et de l'habitation.*

Notions préliminaires sur l'usufruit, l'usage et l'habitation.

I. Servitutes aliæ personales sunt, aliæ reales. 7. 1. 1.

II. Usufructus, usus et habitatio sunt servitutes personales. 7. 1. 2.

III. Personales servitutes in reales degenerare ex conventione non possunt. 7. 1. 6.

IV. Quid sit servitus operarum servorum et in quibus casibus distet ab usufructu et ab usu. 7. 7. *n.* 1 et 6.

V. An et servitus operarum jumenti detur; quæ ab usu et usufructu distincta est. 7. 7. 3.

VI. De usu et habitatione legatis. — *V. C. c., art.* 1002, *chap. III, sect. I et II.*

V. C. c., art. 526, *n. II.* — *De la Distinction des biens, chap. II, Pr. gén., n.* 6. — *Infrà, chap. I. de l'Usufruit, et ch. II, de l'Usage et de l'Habitation, Pr. gén.*

CHAPITRE PREMIER. — *De l'usufruit.*

Principes généraux sur l'usufruit.

I. De actione confessoriâ et negatoriâ circa usumfructum materia tractatur. 7. 6. 1 et seqq.

II. De usufructu et reditibus legatis. — *V. C. c., art.* 1002, *chap. III, sect. I et II.*

III. Quid intersit inter usumfructum et reditum legatum. 33. 6. 6.

IV. Quando dies ususfructûs legati cedat. 7. 3. 1 et seqq.

V. De usufructu accrescendo. — *V. C. c., art.* 1044.

V. suprà, Pr. gén., n. 1 *et seqq.* — *C. c., art.* 576, *n.* 1, 2 *et* 3. — *Art.* 580, *n.* 3 *et* 4.

Définition et nature de l'usufruit.

578. — I. Quid sit ususfructus. 7. 1. 3.

II. Defenditur divisio ususfructûs generaliter considerati in causalem et formalem. 7. 1. 3.

III. Quando ususfructus sit vel non sit pars dominii; licet pars sit dominii, non tamen est pars fundi. 7. 1. 5.

IV. Quis sit in praxi hujus divisionis in causalem et formalem, maximè posito statuto ne conjuges sibi invicem legent ultra bonorum usumfructum. 7. 1. 4.

V. suprà, Pr. gén.

Comment s'établit l'usufruit.

579. — I. Ususfructus acquiritur ex legis dispositione. 7. 1. 6.

II. Quibus in casibus hæc constitutio locum habeat. 7. 1. 6

III. Acquiritur per conventionem et quo modo. 7. 1. 7.

IV. Ususfructus acquiritur per ultimam voluntatem. 7. 1. 7.

V. Constituitur ususfructus per præscriptionem. 7. 1. 7.

VI. Constituitur ususfructus etiam per adjudicationem in judiciis divisoriis. 7. 1. 7.

VII. An actu inter vivos constitui possit ususfructus in rebus fungibilibus. 7. 5. 2.

580. — I. Constituitur ususfructus jure in diem vel sub conditione. 7. 1. 5.

II. Alternis annis constitui potest. 7. 1. 5.

III. Pendente die vel conditione proprietarius usumfructum habet. 7. 1. 5.

IV. Si quis alteri leget usumfructum in quinquennium, et eo ipso usumfructum vel plenum rei dominium cedere jubeat Titio, quis usumfructum habeat, fructuario maturius moriente. 7. 1. 5.

V. Quis, si testator uni purè proprietatem, alteri usumfructum sub conditione vel etiam inutiliter et contra leges non hæredi sed legatario proprietatis pertinet ususfructus. 7. 1. 5.

Sur quels biens peut-il être établi.

581. — Constitui potest ususfructus in omnis generis rebus commercio non exceptis. 7. 1. 14.

II. Etiam in illis quæ nullam utilitatem fructuario adferre possunt. 7. 1. 14.

III. Etiam in feudalibus adhibitis requisitis. 7. 1. 14.

IV. Nec tantum in rebus singularibus sed in omnibus bonis constitui potest. 7. 1. 14.

V. Modo tamen nihil fiat in præjudicium legitimæ aut falcidiæ, aut legis 6 Cod. de secundis nuptiis. 7. 1. 14.

V. C. c., art. 587.

SECTION PREMIÈRE. — DES DROITS DE L'USUFRUITIER.

Principes généraux. Questions diverses sur les droits de l'usufruitier.

I. Fructuarius omnem utilitatem percipere potest ex re fructuariâ et ex ejus accessionibus. 7. 1. 61.

II. Qui habet ædium usumfructum, qualia commoda sentiat. 7. 1. 61.

III. An possit uti stabulo in continenti posito et horto ædium, causâ parato. 7. 1. 21.

IV. Quid præterea facere vel non facere possit, multa enumerantur. 7. 1. *n.* 21 et 24.

V. An potest tollere ea quæ non jure fecit fructuarius vel proprietarius. 7. 1. 61.

VI. Recensentur plurima fructuario cedentia qui fundi vel horrei usumfructum habet. 7. 1. 22.

VII. Fructuarius non potest extirpare infrugiferas arbores ut frugiferæ reponantur et vice versâ. 7. 1. 62.

VIII. Fructuarius jus habet venationis, piscationis, aucupiorum quæ in hoc jure continentur, et quo sensu in fructu, sit venatio. 7. 1. 23.

IX. Ædium fructuarius formam mutare nequit, etsi meliora repositurus. 7. 1. 64.

X. Qui habet fundi usumfructum id facere potest. 7. 1. 24.

XI. Fructuarius habet licentiam fundo fructuario imponendi ædificium, quatenus id ad fructuum perceptionem necessarium 7. 1. 64.

XII. Quid juris in usufructu navis, vestis, jumenti. 7. 1. 65.

XIII. Plenius enarratur quid percipiat, quidve possit, qui usumfructum servi, jumenti, aut pecoris habet; quibus ministeriis aut operis addicere. 7. 1. 26. — 7. 4. 6.

XIV. In usufructu castri vel territorii cum appendentiis, quid capiat fructuarius. An habeat jus patronatûs, collationem honorum et munerum, et an vis collationis per eum factæ evanescit morte ejus. 7. 1. 67.

XV. Quid de mulctarum pœnarumque, censûs, canonis, laudimiorum et aliis compendiis, bonis vacantibus. 7. 1. 27.

XVI. Quid de bonis publicatis, bonis hominum adscriptitiorum seu talliabilium, ac ipsis prædiis talliabilibus et emphyteuticariis ad dominium revertentibus. 7. 1. 67.

XVII. Fructuarius potest petere possessionem rei fructuariæ. 7. 1. 52.

XVIII. Potest et omnia arcere quæ usuifructui absunt. An opus novum nunciare. 7. 1. 33.

XIX. An damni infecti possit cautionem exigere et cui prosit missio ex secundo decreto ob cautionem non præstitam. 7. 1. 33.

XX. An si usumfructum omnium bonorum legatum habeat, actiones hæreditarias in rem et in personam contra possessores et debitores exercere utiliter possit sine speciali mandato proprietarii. 7. 1. 33.

XXI. Quoties agere potest contra tertios possessores aut debitores hæreditarios, etiam rectè petit sibi a proprietario edi instrumenta ad litem necessaria. 7. 1. 61.

XXII. An proprietario hæredi liceat villam vel ea quæ in fundo fructuario posuit invito fructuario demoliri. 7. 1. 61.

XIII. An fructuarius invito proprietario possit facere locum religiosum et vice versâ. 11. 7. 1.

V. infrà, sect. II, Pr. gén.

De la jouissance des diverses espèces de fruits.

582. — I. Quid sint fructus. 22. 1. 21.

II. Quando fructuarius fructus facit suos sive naturales, sive industriales, sive civiles. 7. 1. 28.

III. Quæ sit differentia et quæ sit ratio dif-

ferentiæ inter fructuarium et bonæ fidei possessorem circa fructuum perceptionem. 7. 1. 28.

V. suprà, sect. I, Pr. gén.

583. — I. Quid sint fructus naturales. 41. 1. 28.

II. Quid sint fructus industriales. 41. 1. 28.

V. C. c., 547.

584. — I. Quid sint fructus civiles. 7. 1. 30. — 41. 1. 28.

II. In varias adhuc species enumeratas fructus classificantur. 41. 1. 28.

III. Usuræ ad fructus civiles pertinent. 22. 1. 1.

V. C. c., art. 547.

585. — I. Cui pertineant fructus naturales et industriales pendentes tempore inchoati ususfructûs vel ejusdem finiti, sed maturi. 7. 1. 28.

II. An impensæ in sationem et similia tunc refundendæ sint. 7. 1. 28.

III. An et quando fructuarius etiam fructus immaturos a solo separare possit. 7. 1. 29.

586. — I. Fructus civiles id est pensiones et usuræ anni postremi pro ratâ temporis quo constitit eo anno ususfructus inter proprietarium et fructuarium dividendi. 7. 1. 30.

II. Quid juris si pensiones percipiantur ex re, statis temporibus utilitatem præbenti. 7. 1. 30.

III. Quo tempore fructuario censeantur fructus acquisiti, cum de dignitatum munerumve collatione tanquam fructibus civilibus quæstio est. 7. 1. 31.

IV. Quo tempore cum de mulctarum pœnarumque compendiis agitur. 7. 1. 31.

Des choses fongibles, de celles qui se détériorent peu à peu par l'usage.

587. — I. In fungibilibus est quasi ususfructus. 7. 5. 1.

II. Sub fungibilibus continentur nomina. 7. 5. 3.

III. Etiam continentur sub fungibilibus ruta ac cæsa ex lapicidinis, vel metallifodinis existentibus. 7. 5. 3.

IV. Quid restituendum ab usufructuario in quasi usufructu. 7. 9. 1.

V. C. c., art. 579, *n.* 7. — *Art.* 601, *n.* 2.

588. — I. Quantum cedat fructuario cui reditus vitalitii ususfructus competit. 27. 1. 25.

II. Reditus vitalitii nequeunt annumerari iis quæ usu consumantur. 27. 1. 25.

V. C. c., art. 582.

589. — I. Quid juris in usufructu vestis. 7. 1. 25.

II. An et quomodo in vestimentis sit verus aut quasi-ususfructus. 7. 5. 4.

III. Quid juris in usufructu naris, jumenti. 7. 1. 25.

IV. Quid nostris moribus. 7. 5. 4.

V. Plenius enarratur quid percipiat, quidve possit qui habet usumfructum servi, jumenti aut pecoris. 7. 1. 26.

De la jouissance des forêts et des bois.

590. 591. 592. 593. — I. Silvâ nominatim legatâ fructuario licet cædere et vendere ligna talia quæ modico temporis spatio renasci solent. 7. 1. 22.

II. Etiam arbores quasdam grandiores quotannis aut certis annorum intervallis. 7. 1. 22.

III. In hoc casu agere debet secundum locorum et patrumfamilias consuetudinem. 7. 1. 22.

IV. Fructuarius fundi in cujus parte arundinetum, aut salictum, aut silva paleris vel cædua sint, viri boni arbitratu cædere potest arundines, salices, palos et ligna. 7. 1. 22.

V. Ex silvâ non cæduâ quæ in ipsius agri fructuarii parte invenitur, in vineæ usum ac necessariam villæ refectionem succidere potest quatenus fundum non facit deteriorem. 7. 1. 22.

VI. Quid si non in eo agro cujus ususfructus constitutus est hæc crescerent, sed in vicino unde tamen in fundum fructuarium paterfamilias palo, vel salice uti solebat. 7. 1. 22.

V. C. c., art. 1403.

594. — I. An fructuarius arbores vi ventorum dejectos distrahere possit. 7. 1. 22.

II. An teneatur arbores substituere in locum arborum mortuorum. 7. 1. 35.

V. suprà, sect. I, n. 7.

Mode de jouissance. A quels objets elle s'applique.

595. — I. Fructuarius potest alteri usumfructum vendere, gratis concedere, pignori obligare, non tamen ultra durationem ususfructûs. 7. 1. 32.

II. Potest usumfructum elocare, sed usufructu finito resolvitur locatio. 7. 1. 32.

III. An et judicati exsequendi causâ ususfructus pignori capi possit. 7. 1. 32.

596. — I. Alluvionis ususfructus ad fructuarium pertinet. 7. 1. 23.

II. Quid de insulâ juxta fundum usufructuarium natâ. 7. 1. 23.

597. — I. Fructuarius uti potest servitutibus quæ ædibus fructuariis constitutæ sunt. 7. 1. 21 et 22.

II. Imò etsi constitutæ non fuerint, tales tamen sint sine quibus omnino uti non potest fructuarius, hæres easdem præstare cogendus est. 7. 1. 21 et 22.

598. — I. Quid juris circa fundi fructuarii metalla et lapides, metallifodinas apertas vel aperiendas. 7. 1. 24.

II. Quid circa lapidicinas in quibus lapides renascuntur vel non. 7. 1. 24.

III. Cui cedat thesaurus inventus in fundo fructuario. 41. 1. 12.

V. C. c., art. 587.

599. — I. Constituto usufructu proprietarius nihil agere regulariter potest in præjudicium fructuarii. 7. 1. 20.

II. An servitutem imponere vel remittere possit eam quæ fundo fructuario constituta est. 7. 1. 20.

III. Jus suum circa proprietatem exercere potest, quædam etiam facere quæ fructuario nocent. 7. 1. 20.

IV. An proprietarius possit tollere ea quæ non jure fecit. 7. 1. 21.

V. An fructuario liceat quæ non jure ædificarit tollere vel refigere. 7. 1. 21.

VI. An refixa potest vindicare. 7. 1. 21.

V. suprà, sect. I, Pr. gén.

SECTION II. — Des obligations de l'usufruitier.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quæ onera ferat usufructuarius. 7. 1. 35.

II. Patrisfamilias diligentissimi partes fructuarius implere debet. 7. 1. 41.

III. An derelinquendo usumfructum fructuarius possit se subducere reparationi damni culpâ dati. 7. 1. 41.

IV. Quam culpam ferat fructuarius. 7. 1. 41.

V. suprà, sect. I, Pr. gén.

De l'obligation de faire inventaire et de donner caution.

600. — I. Inventarium fieri rerum fructuariorum suasit jus romanum et cur. 7. 9. 2.

II. Hodiernis moribus fructuarius ad inventarii confectionem constringitur. 7. 9. 2.

III. An liber sit ab inventarii necessitate cui alienandi potestas data est. 7. 9. 2.

601. — I. A fructuario cautionem interponi necesse est. 7. 9. 1.

II. Qualis cautio in vero et quasi-usufructu et usu et habitatione interponenda. 7. 9. 1.

III. Quid restituendum sit ut satisfiat cautioni de restituendo. 7. 9. 1.

IV. Cavet fructuarius datis fidejussoribus. 7. 9. 3.

V. Quis cavere debeat si legatarius usumfructum legatum alteri restituere rogatus sit. 7. 9. 4.

VI. Quid si plures sint fructuarii. 7. 9. 4.

VII. Cavendum illis ad quos finitus ususfructus redibit; singulis, si plures sint : utrique si incertum ad quem ex duobus rediturus sit. 7. 9. 5.

VIII. Cavendum etiam confructuario ob jus accrescendi. 7. 9. 5.

IX. Evanescit cautio, si is cui cautum durante usufructu amittat proprietatem. 7. 9. 5.

X. Quibus cautio a lege remissa sit. 7. 9. 7.

XI. An ei cui ususfructus purè, proprietas in diem vel sub conditione legata. 7. 9. 7.

XII. An patri, an moribus matri. 7. 9. 7.

XIII. An donaturi. 7. 9. 8.

XIV. An cautio fructuarii remitti possit

per eum qui usumfructum actu inter vivos constituit. 7. 9. 9.

XV. An et hæres testatoris usumfructum legantis. 7. 9. 9.

XVI. An et ipse testatur respectu membri utriusque fructuariæ cautionis. 7. 9. 9.

XVII. Quo modo per indirectum testator possit fructuario remittere cautionem. 7. 9. 10.

XVIII. Cautio ab initio non exacta, postea durante usufructu exigi potest, sine ullâ temporis prescriptione. 7. 9. 11.

XIX. Si nec tunc exacta sit, quibus remediis proprietarius, finito usufructu, ad rerum restitutionem experiri possit. 7. 9. 11.

XX. Cautio non est de substantiâ veri vel quasi-usufructûs. 7. 9. 11.

V. suprà, Pr. gén.

602. 603. — I. Quid si fidejussores invenire nequeat fructuarius. 7. 9. 3.

II. Quid si per contumaciam cavere nolit. 7. 9. 3.

604. — An fructus ante cautionem præstitam percepti ad fructuarium pertineant vel non. 7. 9. 3.

Des réparations, et autres charges qui pèsent sur l'usufruitier.

605. 606. — I. Fructuarius tenetur facere modicam refectionem. 7. 1. 36.

II. Hæc regula multis exemplis illustratur. 7. 1. 36.

III. Fructuarius non tenetur facere impensam graviorem si quæ vetustate corruunt. 7. 1. 36.

IV. Quid juris si fecerit tamen. 7. 1. 96.

V. Tenetur fructuarius solvere refectiones viarum et aggerum. 7. 1. 27.

VI. Derelinquendo usumfructum se subducere potest onere refectionis. 7. 1. 41.

607. — I. Fructuarius non tenetur reficere quæ vetustate corruunt. 7. 1. 96 et 98.

II. Quid juris si id tamen fecerit. 7. 1. 96.

608. 609. — I. Fructuarius gravatur omnibus impensis quæ fructuum quærendorum, cogendorum, conservandorumque gratiâ factæ sunt. 7. 1. 33.

II. Tenetur solvere tributa, stipendia, canonem, censum, solarium. 7. 1. 37.

III. An et annuos reditus personales aut reales. 7. 1. 37.

IV. Non fructuarium gravant insolita tributa graviora fructibus, haud proportionata, veluti ab hostibus imposita tributa. 7. 1. 38.

V. Enumerentur alia insolitorum exempla. 7. 1. 38.

VI. An fructuarius pensiones solvat, si testator fundos aut ædes in quinquennium conductas habens usumfructum eorum alteri legaverit. 7. 1. 39.

Des legs et des diverses espèces de dettes.

610. — I. An fructuarius solvere teneatur alimenta debita ab eo qui usumfructum legavit. 7. 1. 37.

II. An annua a defuncto relicta tertio. 7. 1. 97.

611. 612. — I. An fructuarius ex fructibus solvat æs alienum defuncti, pensitationes, quorum dies cesserat vivo testatore. 7. 1. 40.

II. An census an alia onera rei fructuariæ imposita. 7. 1. 46.

III. Quid si hæc solverit. 7. 1. 40.

Dispositions particulières.

613. — I. Fructuarius impensas ferat in assertionem juris sui fructuarii factas. 7. 1. 35.

II. Subit onus earum quas in litem pro rerum fructuariarum proprietate aut debitorum exactione sustinuit. 7. 1. 35.

III. Sed has impensas deducit finito usufructu. 7. 1. 38.

614. — I. An fructuarius possit opus novum nunciare. 7. 1. 3.

II. Quid si opus novum a proprietario factum. 7. 1. 33.

615. 616. — *V. suprà, sect. I, Pr. gén., n. 19 et seqq.*

SECTION III. — Comment finit l'usufruit.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Perit usufructus si fructuarius eum pro derelicto habeat. 7. 4. 3.

II. Perit etiam si jus suum cedat domino proprietatis. 7. 4. 9.

III. Non extinguitur si extraneo cedatur. 7. 4. 3.

IV. Quali mutatione formæ rei fructuariæ pereat vel non pereat usufructus. 7. 4. 9.

V. An et quando reviviscat usufructus ubi res quæ interierat restituta est, aut forma prior rei reducta. 7. 4. 10.

VI. Quid si fundus fructuarius a flumine novum alveum facienti occupatus sit. 7. 4. 10.

VII. Non perit usufructus noxæ deditione per proprietarium factâ. 7. 4. 14.

VIII. Non perit usucapione proprietatis. 7. 4. 14.

IX. Quomodo usufructus extinctus redeat ad dominum proprietatis. 7. 4. 14.

X. An finiatur ob id quod fructuarius rei fructuariæ proprietatem transferre tentaverit. 7. 4. 4.

Divers modes d'extinction.

617. — I. Finitur usufructus morte naturali vel civili fructuarii. 7. 4. 1.

II. Quid si alicui pro se et hæredibus usufructus relictus sit, et legatarius moriatur vivo testatore; an hæres ejus capiat postea usumfructum. 7. 4. 1.

III. Quid de ingressu in monasterium. 7. 4. 1.

IV. Cujus mors spectetur si fructuarius alteri usumfructum restituere sit rogatus. 7. 4. 1.

V. Cujus si filiofamilias aut servo usufructus relictus fuerit. 7. 4. 1.

VI. Cujus si fructuarius alteri usumfructum reliquerit. 7. 4. 1.

VII. Usufructus ad certum tempus datus perit tamen morte fructuarii ante tempus additum eveniente; non item aliis modis quibus alioquin usufructus vulgo. 7. 4. 13.

VIII. Usufructus finitur existente die vel conditione ad quem concessus. 7. 4. 11.

IX. Usufructus finitur consolidatione moribus; decisio tamen Leg. 17. ff. hoc tit. moribus sublata est. 7. 4. 2.

X. Quid si Titio sub conditione fundo legato, Mævio ejusdem fundi usufructu purè, et Mævius pendente conditione dominium proprietatis acquisierit. 7. 4. 9.

XI. Perit usufructus non utendo per tempus lege definitum. 7. 4. 6.

XII. Quid si per violentam dejectionem impeditus esset uti. 7. 4. 6.

XIII. Quid juris si parte tantum fruitus sit, vel tantum usus, non fruitus sit re. 7. 4. 9.

XIV. Non perit non utendo, si alternis annis vel in annos singulos datus sit. 7. 4. 9.

XV. Utitur fructuarius etiam per eum cui vendidit, locavit, donavit. 7. 4. 7.

XVI. An et uti intelligatur si emptor aut donatarius ipse usus non sit. 7. 4. 7.

XVII. Quid si ipsi proprietario vendiderit aut locaverit, et is rursus rem suo nomine locet aut vendat tertio; an fructuarius videatur uti per istum tertium. 7. 4. 7.

XVIII. Rei interitu extinguitur in totum vel pro parte. 7. 4. 8.

XIX. Pecoris usufructu dato et pecore extincto, neque carnis, neque corii superest usufructus. 7. 4. 8.

618. — I. Solo abusu rei fructuariæ non perit usufructus. 7. 4. 5.

II. Nisi certus modus fruendi præscriptus negligatur. 7. 4. 5.

V. suprà, Pr. gén.

De l'usufruit accordé à une corporation.

619. — I. Quamdiu duret usufructus si collegio vel corpori relictus sit. 7. 4. 1.

II. Quid si collegium dissolutum aut aratrum civitas passa sit. 7. 4. 1.

III. Quid si ecclesiæ, nosocomio, brephotrophio concessus sit usufructus. 7. 4. 1.

De l'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge fixe.

620. — I. Quando duret usufructus, si relictus sit donec tertius quis ad pubertatem, majorennitatem aliamve ætatem certam perveniret. 7. 4. 12.

II. Quid si tertius ille de cujus ante tempus præfinitum moriatur. 7. 4. 12.

III. Quid juris in hoc casu : donec furiosus ad sanam mentem pervenerit. 7. 4. 12.

De la vente de la chose soumise à l'usufruit.

621. — Ususfructus non perit alienatione per proprietarium factâ. 7. 4. 14.

622. — *V. C. civ., art.* 1167.

623. — Si pars rei perierit, in parte superstite adhuc salvus est ususfructus. 7. 4. 8. — *V. suprà, Pr. gén., n. 4 et seqq.*

624. — I. Domo destructâ ususfructus in areâ et cæmentis non durat. 7. 4. 8.

II. Quid si non specialis, sed omnium bonorum legatus sit ususfructus. 7. 4. 8.

III. Cur aliud in proprietate ædium legatâ, aut pignore ædium quam in usufructu obtineat. 7. 4. 8.

V. suprà, Pr. gén. — C. c., art. 623.

CHAPITRE II. — *De l'usage et de l'habitation.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit usus. 7. 8. 1.

II. In quo distet ab usufructu. 7. 8. 1.

III. Quo sensu usus sine fructu, fructus sine usu, possit vel non. 7. 8. 1.

IV. Minus est in usu quam in usufructu, nisi usus pecuniæ datus sit, vel usuarius omnibus fructibus indigeat, vel nisi usus sine fructu inutilis sit. 7. 8. 3.

V. An id etiam in usu silvæ cæduæ obtineat. 7. 8. 5.

VI. Usus iisdem rebus consistere potest quibus ususfructus. 7. 8. 3.

VII. Quid sit habitatio. 7. 8. 0.

V. suprà, tit. III, Pr. gén. — C. c., art. 1002. — *Chap. III, sect. I et II.*

Comment s'établissent et se perdent l'usage et l'habitation.

625. — I. Usus iisdem modis constituitur ac finitur quibus ususfructus. 7. 8. 3.

II. Quibus modis extinguitur habitatio. 7. 8. 7.

III. Non extinguitur capitis diminutione aut non utendo, et cur. 7. 8. 8.

IV. Non extinguitur morte ejus qui concessit. 7. 8. 7.

Des obligations imposées à l'usager et au droit d'habitation.

626. — Qualis cautio in usu et habitatione interponenda. 7. 9. 1.

627. — *V. suprà, Pr. gén.*

Étendue du droit d'usage et d'habitation.

628. 629. — Quantum usuarius capere debeat, judicis arbitrium est. 7. 8. 2. — *V. C. c., art.* 636.

630. — Auctâ familiâ usuario plus percipere licet. 7. 8. 8.

631. — I. Usuarius res vendere alteri nec elocare potest. 7. 8. 8.

II. Gratis concedere nequit. 7. 8. 3 et 4.

III. Excipiuntur tamen aliquot casus. 7. 8. 3 et 4.

632. 633. 634. — An habens jus inhabitandi possit jus suum donare vel locare. 7. 8. 8.

635. — I. Si usuarius indigeat omnibus fructibus, usufructuario assimilatur. 7. 8. 3.

II. Qualia onera ferat usuarius. 7. 8. 4.

636. — Silvæ cæduæ usu civitati dato, omnia membra licet numero aucta cædere possunt. 7. 8. 2.

TITRE IV. — *Des servitudes ou services fonciers.*

SECTION PREMIÈRE.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit servitus in genere et quotuplex. 7. 1. 1.

II. Quandoque servitutis appellatione per excellentiam solæ reales denotantur; et inde explicatur. L. 8 ff. hoc tit. L. 44 ff. locati. 8. 1. 1.

III. De diversis servitutum speciebus. — *V. de l'Usufruit, de l'Usage, Pr. gén., n. 1 et seqq. — Ad art.* 577.

IV. Servitutes urbanæ et rusticæ jam constitutæ unà cum prædiis dari possunt, sine prædiis, seorsim nullo modo. 8. 4. 8.

V. Possunt tamen utrumque vicinum prædium habenti creditori de novo constitui in crediti securitatem, duraturæ, donec debitum solutum fuerit. 8. 4. 8.

VI. Prædiales servitutes omnes individuæ sunt, pro parte acquiri vel amitti nequeunt. 8. 4. 9.

VII. An una an plures sint servitutes non ex servientium sed dominantium prædiorum numero æstimandum est. 8. 1. 5.

VIII. Disputatur an servitutes ultra prædii dominantis utilitatem constitui possint. 8. 4. 13.

IX. Servitutem debens nihil agit, sed tantum patitur. 8. 4. 17.

X. Omnes servitutes debent habere causam perpetuam, non tamen usum continuum. 8. 4. 17. — 8. 2. 2.

XI. Quid juris de servitute *foraminis pavimenti proluendi* causâ tum jure civili tum moribus. 8. 4. 17.

XII. Si servitutes ad certum tempus, vel precario concedantur, id præter earum naturam est, sed tamen subsistunt. 8. 4. 18.

XIII. An qui precario concessit servitutem prædialem, illam omni tempore pro arbitrio revocare possit; distinctione explicatur. 8. 4. 18.

XIV. Requiritur in servitutibus prædialibus vicinitas prædii dominantis et servientis; unde vicinitas æstimanda sit tanquam servituti sufficiens. 8. 4. 18.

XV. Cuique in suo hactenus facere licet, quatenus nihil in alienum immittat. 8. 5. 5.

XVI. Servitutis concessio strictam recipit interpretationem, et in dubio pro libertate pronunciandum. 8. 5. 2.

V. C. c., hoc tit. infrà, chap. III, sect. II, ad art. 690, *n.* 1 *et seqq.; et art.* 526 *n.* 1.

SECTION II. — DES ACTIONS CONFESSOIRES ET NÉGATOIRES.

I. In servitutibus locus est actioni confessoriæ et negatoriæ. 8. 5. 1.

II. Actio confessoria directa datur domino prædii dominantis. 8. 5. 1.

III. An creditori hypothecam habenti. 8. 5. 1.

IV. An emphyteutæ superficiario, vasallo. 8. 5. 1.

V. An competat fructuario, uni ex sociis, et quibus aliis. 8. 5. 1.

VI. Contra quos hæc actio detur. 8. 5. 8.

VII. Ad quid tendat. Etiam ad reponenda in pristinum statum illa omnia quæ in præjudicium servitutis facta, exstructa, destructa sunt. 8. 5. 3.

VIII. Cessat si dominus prædii servientis quid fecerit in præjudicium servitutis, vicino consentiente. 8. 5. 4.

IX. Cessat si prædii intermedii liberi dominus jure suo ea fecerit, quæ servituti obsunt. 8. 5. 4.

X. Quid sit actio negatoria. 8. 5. 5.

XI. Quibus et contra quos detur, ac quibus in casibus. 8. 5. 5.

XII. Ad quid tendat hæc actio. 8. 5. 5.

XIII. Ubi et de canalibus, fistulisque aquæ ruptis, sterculino propè parietem alterius habito, et humectante. 8. 5. 5.

XIV. De pariete ultra semipedem inclinato supra aream vicini et de onere refectionis. 8. 5. 5.

XV. Quædam actiones sunt reipsâ confessoriæ et negatoriæ, quædam solâ verborum conceptione. 8. 5. 8.

XVI. De formulis actionis confessoriæ et negatoriæ ex usu fori. 8. 5. 7.

Définition de la servitude.

637. — I. Servitutes reales sunt mera prædiorum accidentia et qualitates. 8. 1. 1 et 8.

II. Servitus naturâ suâ realis commutari potest in personalem. 8. 1. 1.

III. Reales servitutes sine prædio dominante et serviente esse nequeunt. 8. 1. 2.

IV. An servitutes prædiales solius amœnitatis gratiâ constitui possint sine concurrente prædii dominantis utilitate. 8. 1. 1. — 8. 4. 15.

V. Qui constituit servitutem, jus suum diminuit, alterius auget. 8. 1. 2.

VI. Jus servitutis constituit jus in re. 5. 2. 2.

VII. An possint esse servitutes servitutum, et an servitutes neque ex bonis neque extra bona sint, ad explicationem leg. 1. ff. de usu et usuf. legato. 8. 4. 7.

VIII. An unquam res sua cuiquam servire possit. Quâ occasione explicetur locus in Lib. 33. § 1. ff. De servit. præd. rust. 8. 4. 14.

V. hoc tit., infrà, chap. 3, ad art. 686, *Pr. gén., in princip. — C. c., art.* 544.

638. — Non datur servitus quâ persona servit rei. 7. 1. 1.

Comment s'établissent les servitudes.

639. — I. Constituuntur servitutes pactionibus atque stipulationibus. 8. 4. 1.

II. An hodie necesse sit eas constitui coram lege loci. 8. 4. 1.

III. Constituuntur ultimâ voluntate. 8. 4. 3.

IV. Etiam judicis officio. 8. 4. 2.

V. Quid jure veteri, medio et novo obtinuerit circa usucapionem et præscriptionem servitutum, et de lege Scriboniâ. 8. 4. 3.

V. C. c., art. 540. 643. 686.

—

CHAPITRE PREMIER. — *Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Si forma et causa agri per terræ motum, tempestatemve, mutata sit, an vicinus cogi possit ut sinat pristinam restitui loci conditionem. 33. 3. 2.

II. Quid de aggere qui in fundo vicini erat, vi fluminis dejecto. 39. 3. 3.

III. An et quando liceat vel non liceat aquam ducere ex flumine publico vel ex castello publico, vel per viam publicam. 39. 3. 1.

Des eaux. Droits qui en résultent. Obligations qu'elles imposent.

640. — I. Agri inferiores serviunt fundis inferioribus in aquâ naturaliter excipiendâ. 8. 3. 5. — 8. 3. 11. — 39. 3. 3.

II. Quæ sit hujus incommodi compensatio. 8. 2. 3. — 8. 3. 11. — 39. 3. 3.

III. De aquâ et aquæ pluviæ arcendæ. 39. 3.

IV. Cur et quibus in casibus locum habeat actio aquæ pluviæ arcendæ. 33. 3. 3.

V. Quid sit, quibus, contra quos et ad quid competat. 39. 3. 3.

VI. Quâ occasione varia dubia paucis definiuntur. 39. 3. 2.

VII. Quid juris si sine opere manu facto aqua pluvia noceat ; ubi de fossâ limo repletâ; glareâ injectâ. 39. 3. 3.

VIII. Cessat hæc actio respectu damni ante litem contestatam aut post sententiam dati, et ratione operis post litem demum contestatam facti. 39. 3. 3.

IX. Quæ sit horum ratio. 39. 3. 3.

X. Cessat si aqua noceat urbano prædio, si tantum agri colendi causâ sulci ducantur. 39. 3. 4.

XI. Cessat si quis opus in suo faciat, ut aquam in suo retineat, vel superficientem ex fundo alieno in suum derivet. 33. 3. 4.

XII. Cessat si in suo puteum fodiens vicini fontem avertat. 39. 3. 4.

XIII. An ut cesset, si quis in suo faciat, ut a suo agro torrentem aut aliam aquam excludat, ac per hoc noceatur vicino. 39. 3. 4.

XIV. Cessat si opus in publico sit factum, vel in privato, sed publicâ auctoritate, aut tale, cujus memoriam vetustas excedit. 39. 3. 3.

XV. Quando id dici possit. 33. 3. 3.

XVI. Quid si factum secundum leges agris dictas ab his qui primi agros constituerunt, aut permittente vicino, aut jure servitutis ex voluntate vel à naturâ constitutæ. 39. 3. 5.

641. 642. — I. Dominus superioris prædii aquam in suo fundo erumpentem sibi retinere, vel cui voluerit servitutis jure ducendam concedere potest. 8. 3. 3.

II. Si aqua longo tempore ex prædio superiore opere manu facto ad inferiora defluxerit, dominus agri superioris non potest extraneo aquam concedere in præjudicium domini agri inferioris. 8. 3. 3.

III. In quo fundo opus manu facere debuit dominus fundi inferioris. 8. 3. 6.

IV. Licet aquam ducere ex flumine privato, consentiente domino fundi, et eo cui jam servitus aquæ ducendæ constituta est. 39. 3. 1.

V. Quid sit servitus aquæductûs; requirit aquam vivam. 8. 3. 6.

VI. Quid si fons exaruerit, iterumque fluat post tempus quod præscriptioni sufficit. 8. 3. 6.

643. 644. — I. An et quando liceat vel non liceat aquam ducere ex flumine publico. 39. 3. 1.

II. An et quando ex castello publico. 38. 3. 1.

III. Quando ex flumine privato. 39. 3. 1.

IV. Quando apud nos ex aquis quæ dicuntur *heerewateringen, ban-wateringen*. 33. 3. 1.

V. C. c., de la Distinction des biens, chap. III, Pr. gén., sect. III. — Pag. 34.

645.

Du bornage.

646. — I. Quid sit actio finium regundorum. Qui olim judices fuerint in finium quæstionibus. 13. 1. 1.

II. Cur hæc actio magis *strictè juris* quam bonæ fidei aut arbitraria sit. An fructuum restitutio in hâc actione veniat. 10. 1. 3.

III. Cur hæc actio duplex dicatur. 13. 1. 3.

IV. Quo sensu dicatur mixta, et an dentur actiones mixtæ partim in rem et partim in personam. 13. 1. 4.

V. Non habet locum hæc actio si via publica aut publicum flumen sit intermedium inter duos agros. 16. 1. 3.

VI. Non illæ locus est in ædibus. 13. 1. 5.

VII. An locum habeat in hortis. 19. 1. 5.

VIII. Datur hæc actio dominis et aliis qui habent jus in re, non tamen malæ fidei possessoribus. 13. 1. 6.

IX. An socio datur contra socium. 13. 1. 6.

X. Quid juris si communis et proprii prædii fines turbati sint. 10. 1. 3.

XI. Tendit ad id, ut fines quomodocunque turbati restituantur, remotis vel repositis iis ex quibus positis aut amotis confusio nata erat. 10. 1. 7.

XII. Si fines pristini restitui commodè nequeant, per adjudicationes novi fines constituuntur : et singulare quod hoc judicio adjudicatio pluribus pro indiviso fieri possit, cujus ratio redditur. 13. 1. 7.

XIII. Petuntur etiam præstationes personales. In quibus illæ consistant. 19. 1. 6.

XIV. Quibus modis fines probentur, et de *oculari* inspectione; quo modo ea facienda sit. 13. 1. 9.

XV. De præsumptionibus circa fines. 10. 1. 9.

XVI. Quales fines considerandi sunt in restitutione. 10. 1. 10.

XVII. Quid juris si pendente hâc lite alteruter voluerit quid ex finibus usurpare. 10. 1. 16.

XVIII. Quamdiu duret actio finium regundorum ; an et quanto tempore olim et jure novo finium præscriptio fieri potuerit. 19. 1. 11.

—

CHAPITRE II. — *Des servitudes établies par la loi.*

Principes généraux.

In jure Romano servitus altius non tollendi a lege introducta fuit in commodum civium. 8. 2. 3.

649. — 650. — *V. C. c., de la Distinction des biens, chap. III, in princip., et sect. I, II et III.*

651. 652.

═

SECTION PREMIÈRE. — DU MUR ET DU FOSSÉ MITOYENS.

Principes généraux. Questions diverses.

I. De pariete communi seu cratitio, concratitio, intergerino. 8. 2. 13.

II. De vestibulo communi; quid in eo possit vel non possit sociorum unus, invitis reliquis. 8. 3. 18.

III. Quid de clivis faciendis, fenestris aut januis aperiendis in vestibulo communi. 8. 3. 18.

De la mitoyenneté. De ses signes.

653. — In dubio paries inter dua prædia præsumitur communis esse. 8. 3. 15.

654. — Quæ sint specialia signa unde præsumi possit parietem communem esse, vel unius vicini proprium. 8. 2. 13.

De la reconstruction du mur mitoyen.

655. 656. — Pariete communi inclinato communis refectio est, nisi unus socio-

rum solus facto suo causam dederit vitio parietis. 8. 5. 5.

657. — *V. C. c., art.* 258. 662.

De l'exhaussement du mur mitoyen.

658. 659. 660. — I. An et quousque vicinorum alter, altero invito, superstruere possit parieti communi. 8. 2. 17.

II. Quid agendum si non jure id fecerit. 8. 2. 17.

Des ouvrages appliqués au mur mitoyen.

662. — I. Quid vicinorum alter altero invito facere possit circa parietem communem. 8. 2. 19.

II. Ubi de destructione, mutatione fistularum, tabulorum, furni, cloacæ, camini similiumque applicatione parietis ipsius incrustatione et ornatu. 8. 2. 16.

V. C. c., art. 252.

Du fossé mitoyen.

666. — Agri cujusque fines ad fossæ intermediæ medietatem creduntur extensæ si non aliud evidenter probatum sit. 10. 1. 2.

De la haie mitoyenne.

670. — In dubio sepimentum inter duo prædia præsumitur commune esse. 8. 2. 15.

De la distance à laisser pour plantation d'arbres.

671. — I. Quanto spatio sepes et implantata a confinio remota esse oporteat. 10. 1. 12.

II. Hodie spatium secundum varias regiones definitum est. 10. 1. 12.

V. C. c., art. 272. 274.

672. — An arboris in alieno radicatæ ramos supra meum propendentes rescindere possim. 8. 2. 4.

II. Si arbores urbano prædio officiant, vicino cui nocetur prætor dat licentiam eas cædendi, si dominus arborum eas tollere noluit. 43. 27. 1.

III. Quid si plures sint domini prædii cui nocetur. 43. 27. 1.

IV. Quid nostris moribus. 43. 27. 1.

V. Quid si arboris alienæ umbra noceat prædio rustico, nec dominus arboris velit ad pedum quindecim altitudinem ramos amputare seu coercere. 43. 27. 1.

VI. Quid si arbor vicini supra fundum alterius vento inclinata sit. 43. 27. 1.

VII. Quid si, crescentibus radicibus arborum in vicinâ areâ positarum, fundamentis domûs vicinæ periculum adferatur. 43. 27. 1.

VIII. Cui pertinent fructus decidentes in aream vicini et ramis propendentibus in fundo vicino. 43. 28. 1.

SECTION II. — De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quanto spatio inædificata a confinio remota esse oporteat. 10. 1. 12.

II. De spatio intermedio inter duas ædes privatorum. 10. 1. 12.

III. De spatio intermedio inter ædes privatorum et horrea publica. 10. 1. 12.

674. — I. Quanto spatio fossæ, putei, a confinio remota esse oporteat; lege Solonis definitum fuit. 10. 1. 12. — 8. 1. 3.

II. Sed hodie id in singulis ferè regionibus imo oppidis singulis variè legibus municipalibus definitum est. 10. 1. 12.

V. C. c., art. 662.

SECTION III. — Des vues sur la propriété de son voisin.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit servitus *luminum* seu *luminis immittendi.* 2. 2. 2.

II. Quod sit jus aperiendi fenestram pendulam supra aream alterius. 8. 2. 9.

III. Quid sit servitus *luminis non aperiendi.* Si talis conventio sit interposita, afficit prædium serviens sine ullâ quasi-traditione. 8. 2. 10.

IV. Quid sit servitus *ne luminibus officiatur.* Distat a servitute ne altius tollatur. 8. 2. 11.

V. An servitus ne luminibus officiatur generaliter constituta pertineat etiam ad lumina futura quæ tempore constitutionis nondum erant. 8. 2. 11.

VI. Si inter vicinos non conveniat ad quam altitudinem non ædificandum, in servitute ne luminibus officiatur, ab arbitrio id definiendum. 2. 2. 11.

VII. Quid sit servitus altius non tollendi. 2. 2. 8.

— *V. C. civ., hoc tit., chap. III, sect. I, Pr. gén.*

VIII. Quid sit servitus *prospectûs* et *ne prospectui officiatur* et *ne in aream alterius prospiciatur.* 2. 2. 12.

De la faculté d'ouvrir des jours.

676. 677. — *V. suprà, hâc sect. III, Pr. gén., n. 1 et seqq. — Art.* 278.

678. — I. Libertatis est fenestras in suo pariete proprio aperiendi, licet paries propè confinium positus sit. 2. 2. n. 2 et 12.

II. Quanto spatio meniana (*balcons*) privatorum inter se distare debeant. 10. 1. 12.

SECTION IV. — De l'égout des toits.

Principes généraux. Questions diverses.

I. De servitute *stillicidii* et *fluminis.* 8. 2. 13.

II. An stillicidium in flumen converti possit, et contra. 2. 2. 13.

III. An possit retroduci, an produci. 2. 2. 13.

IV. An et quatenus ædificari possit in eo loco, in quo aqua cassitat. 2. 2. 13.

V. Quid nostris moribus. 8. 2. 13.

681. — Unusquisque aquam ex suo cadentem in suo derivare et potest et debet. 8. 2. 13.

SECTION V. — Du droit de passage.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit iter, tum jure romano, tum moribus. 8. 3. 1.

II. Qui fundum vendens aquam excipit in illo fundo, et *circa eum late decem pedes,* non proprietatem sed iter tantum censetur excepisse. 2. 3. 1.

III. Quid *actus,* quæ latitudo ejus. An et quo sensu iter actui insit, vel non. 2. 3. 2.

IV. Quid *via*: quomodo iter et actum contineat. Quæ sit latitudo viæ jure civili et moribus. 8. 2. 3.

V. In servitute itineris concessâ, si non expressa fuit latitudo, arbitrio judicis vel arbitri assignatur. 8. 2. n. 1. 2 et 3.

VI. Quid sit via vicinalis et an claudi possit. 8. 3. 5. — 43. 7. 1.

VII. Itinere, actu, viâ, sine certi loci designatione concessis, electio competit domino prædii dominantis, per quam fundi partem ire, agere, etc., velit. 8. 2. 2.

VIII. Tamen civiliter eligere debet; nec, si elegerit, mutare rursùs potest. 8. 2. 8.

IX. Dominus tamen prædii servientis mutare potest locum servitutis, et alium æquè commodum locum assignare. 2. 3. 8.

X. An flumen publicum intermedium impediat iter, actum, viam, haustum; si non vado nec ponte sed pontonibus trajiciatur. 8. 3. 9. — *V. C. c., de la Distinction des biens, chap. III, in princip., sect. II. — Pag.* 24.

De l'enclave.

682. — I. Qui sepulchrum habet, non viam ad illud, ei via per vicinos concedenda est vel precario vel justo pretio constituta. 11. 2. 3.

II. Vicinus viam vendere vel precario concedere cogitur vicino, cujus prædium nullum exitum aditumque habet. 8. 3. 4.

III. Quid distet talis via a viis aliis circa potestatem claudendi, scindendi, corrumpendi viam. 2. 3. 4.

CHAPITRE III. — *Des servitudes établies par le fait de l'homme.*

SECTION PREMIÈRE. — Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens.

Principes généraux. Questions diverses.

I. De servitutibus prædiorum urbanorum 8. 2. 1 et seqq.

II. Quid sit servitus *altius non tollendi.* 8. 2. 8.

III. Monstratur servitutem *altius tollendi* non esse, sed potius libertatem, cum vicinus vicino permittit altius tollere contra modum lege vel statuto præfinitum. 8. 2. 2.

IV. In quo consistat servitus quæ tribuit *licentiam altius tollendi.* 2. 2. 8.

V. An etiam sit quædam servitus altius tollendi, quâ vicinus cogitur altius tollere in suo. 8. 2. 7.

VI. De variis servitutibus circa lumina. — *V. C. c., hoc tit., chap. II, sect. III.*

VII. De servitute oneris ferendi; quid in eâ singulare. 8. 2. 1.

VIII. De servitute tignum immittendi. 8. 2. 2. — *V. C. c., art.* 781.

IX. De servitute tigni projiciendi seu protegendi. 8. 2. 3.

X. Quid sint protectiones, suggrundæ, meniana, et unde dicta. 8. 2. 8.

XI. Si quid in meum parietem sit immissum per vicinum qui servitutem non habet, rescindere privata auctoritate possum, non item si tantum protectum. Quæ sit ratio discrimitatis. 8. 2. 4.

XII. Quid sit servitus cloacæ. An qui eam habet sordes emittere possit. 8. 2. 14. — 43. 23. 1.

XIII. De refectione et purgatione cloacæ. 43. 23. 1.

XIV. De servitute *fumi immittendi* ex tabernâ casearià, vel ex alio loco *effundendi vel abjiciendi* in aream vicini, et qualia tunc effundi possint. 8. 2. 14.

XV. De servitute ne vicinus in suo quid positum habeat ut liceat in aream vicini terram, saxa, lapides provolvere, ut theatra vel contignationes in areâ vicini ad ædificandum facere liceat. 8. 2. 14.

XVI. Quando vicinus invitus ad id cogi possit. 8. 2. 14.

XVII. De pariete communi. — *V. C. c., hoc tit., chap. II, sect. I, Pr. gén. — Art.* 653 *et seqq.*

XVIII. De servitutibus prædiorum rusticorum. 8. 3.

XIX. De servitute itineris. — *V. C. c., hoc tit., chap. II, sect. V, Pr. gén.*

XX. De servitute aquæductûs. — *V. C. c., art.* 640. 641.

XXI. Quid sit servitus aquæhaustûs. 8. 3. 7.

XXII. Data itinere ad puteum datus intelligitur aquæhaustus. 8. 3. 7. — *V. art.* 696.

XXIII. An haustum debens cingere puteum et muro includere possit. 8. 3. 7.

XXIV. Ad quem spectet refectio et purgatio putei servientis. 8. 3. 7.

XXV. An viâ publicâ aut locus sacer intermedius haustum impediat. 8. 3. 7.

XXVI. Quid sit servitus pecoris pascendi; quando realis quando personalis sit. 8. 3. 10.

XXVII. An tunc ea pascuis novalia fieri. 8. 3. 10.

XXVIII. An dominus suum quoque pecus immittere. 8. 3. 10.

XXIX. An includi possit animal alienum non jure depascens. 8. 3. 10.

XXX. Recensentur aliæ plures rusticæ servitutes, et earum requisita, partim ex legibus, partim ex moribus. 8. 3. 11.

XXXI. Exemplo servitutum enumeratarum possunt et aliæ excogitari si modo servitutis natura et requisita adsint. 8. 3. 12.

XXXII. An servitus sit, si testator jusserit, ab *uno prædio alteri prædio præstari certam arundinum aut similium quantitatem*, sat si id inter duorum fundorum dominos contractu actum sit. 8. 3. 12.

XXXIII. Plures servitutes prædiales per eumdem locum pluribus concedi possunt. 8. 4. 18.

XXXIV. An servitus ex tempore vel ad tempus vel sub conditione constitui possit. 8. 1. 2.

XXXV. Futuri prædio imponi vel acquiri servitus potest. 8. 1. 2. — *V. C. c., art.* 686, *n.* 8.

Qui peut établir ou acquérir des servitudes.

686. — I. Servitutibus jam enumeratis aliæ ex voto contrahentium constitui possunt. 8. 3. 12.

II. An unus sociorum servitutem imponere possit prædio communi. 8. 4. 2.

III. Quid juris si plures socii separatim prædio communi servitutem imposuerint actu inter vivos vel testamento, et a quo tempore tum valida. 8. 4. 8.

IV. Quid nostris moribus. 8. 4. 9.

V. An unus sociorum prædio communi servitutes acquirat. Quid hodie. 8. 4. 10.

VI. An hæres acquirat prædio quod alteri sub conditione legatum est, ut prosit legatario. 8. 4. 10.

VII. An et quatenus superficiarii, vasalli, emphyteutæ eas imponunt. 8. 4. 11.

VIII. Certæ tantum personæ realis servitus tribui potest. 8. 1. 4.

IX. Servitutes prædiales solius amœnitatis gratiâ constitui non posse, sine concurrente prædii dominantis utilitate. 8. 4. 15.

X. Non datur servitus quâ persona servit rei. 7. 1. 1.

V. C. civ., art. 639, *et hâc sect. I, Pr. gén., n.* 1 *et seqq.*

Les servitudes sont urbaines ou rurales.

687. — I. Prædia vel urbana vel rustica sunt, nec loco, sed usu distinguuntur. 8. 1. 3.

II. Exempla enumerantur. 8. 1. 8.

III. Servitutis vel urbanæ vel rusticæ denominatio fit a prædio dominante; eadem species servitutis potest aliquando urbana, aliquando rustica esse. 8. 1. 4.

═

SECTION II. — COMMENT S'ÉTABLISSENT LES SERVITUDES.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Si servitutes prædiales jam constitutæ sint, sequuntur universales et particulares prædiorum successores, activè et passivè. 8. 1. 6.

II. Si servitutes tantum promissæ, particularis successor eas non tenetur imponere; at omnino universalis; et quousque. 8. 1. 6. — 8. 2. 18.

III. Non censetur acquisita servitus luminum si fenestram posuerim in vicini pariete eo silente nec contradicente. 8. 2. 9.

IV. An servitutes per usucapionem acquiri possint. 41. 3. 11. — 8. 4. 3.

Du titre et de la prescription.

690. 691. — I. Servitutes constituuntur præscriptione. 8. 4. 3. — 41. 3. 11.

II. An ad acquisitionem servitutum per præscriptionem requiratur scientia domini. 8. 4. 4. — 41. 3. 3.

III. An et requiratur justus titulus verus. 8. 4. 4.

IV. Non acquiritur servitus præscriptione, si quis longo tempore non sit usus jure suo, puta altius non ædificaverit et inde vicinus commodum senserit. 8. 4. 5.

V. Quid si ad preces vicini id intermisisset. 8. 4. 5.

VI. Aliud statuendum si id omisisset ad vicini prohibitionem. 8. 4. 5.

VII. Quanto tempore servitutes moribus hodiernis acquirantur. 8. 4. 6.

VIII. De anosli præscriptione ejus qui quid sine servitute construxit, quod servitutem redolet, ex lege municipali. 8. 4. 8.

IX. Non plus præscribi possit quam possessum aut quasi possessum. 8. 2. 2.

V. C. c., art. 639.

692. — Quid juris circa servitutes si duorum prædiorum contiguorum dominus unum vendiderit Titio alterum Mævio, vel alterum sibi servaverit. 19. 1. 6.

La servitude emporte tout ce qui est nécessaire à son usage.

696. — I. Concessâ servitute, omnia concessa videntur sine quibus servitus exerceri nequit. 8. 4. 16.

II. Hoc principium exemplis explicatur in haustu, ductu, itinere, actu, viâ, eorumque amplificatione, impedimentorum remotione, refectione, et aditu refectionis causâ, aliisque monstratur. 8. 4. 16.

III. Concesso aquæhaustu, datum simul censetur iter ad puteum; uti vice versâ dato ad puteum itinere simul haustus intelligatur inditus. 8. 3. 7.

═

SECTION III. — DES DROITS DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS AUQUEL LA SERVITUDE EST DUE.

Principes généraux. Questions diverses.

I. De actione confessoriâ. — *V. C. c., hoc tit., Pr. gén., sect. II, n.* 1 *et seqq.*

II. Prædialem servitutem habentes possunt novum opus nunciare si modo contrarium sit directa servituti. 8. 4. 12.

III. Disputatur an servitutes et nominatim an servitus aquæductûs ultra fundi dominantis utilitatem operentur. 8. 4. 13.

IV. An quis alteri ductum aut haustum ex suo ductu concedere possit. 8. 4. 13.

V. Quoties servitus pluribus constituta est, unusquisque agere potest ad id ut vel men-

surò vel temporibus usus ejus dividatur. 10. 3. 6.

VI. Itinere, actu, viâ, aquæductu, sine certi loci designatione concessis, electio competit domino prædii dominantis per quam fundi partem ire, agere, etc., velit. Sed *civiliter* eligere debet. Nec, si elegerit, mutare rursùs potest. 8. 3. 8.

Faculté de faire tout ce qui est nécessaire pour l'exercice de la servitude.

697. — I. Concessâ servitute omnia concessa videntur sine quibus servitus exerceri nequit, quod refectione et aditu refectionis causâ monstretur. 8. 1. 10.

II. Servitutem debens nihil agit sed tantum patiatur. 8. 1. 17.

III. Attamen, in servitute oneris ferendi, id singulare quod prædii servientis dominus non pati tantum, sed et facere parietem vel columnam reficere tenebatur. 8. 2. 1.

IV. Idem locum habet in servitute altius tollendi. 8. 2. 7.

698. 699. — *V. C. c., suprà, hoc tit., Pr. gén., sect. I, n. 9, et chap. III, sect. I, Pr. gén., n. 21.*

700. 701. — I. Dominus prædii servientis mutare potest locum itineris et alium æquè commodum assignare. 8. 3. 8.

II. An realem servitutem debens possit facere locum religiosum si noceat domino prædii dominantis. 11. 7. 1.

V. hoc tit., chap. II, sect. V, n. 7 et 8, et chap. III, sect. I, n. 23.

Le propriétaire du fonds dominant ne peut aggraver la servitude.

702. — I. Principium servitutem neque gravari a domino dominante neque minui a domino serviente applicatur servituti stillicidii et fluminis. 8. 6. 13.

II. Dominus prædii servientis potest mutare locum servitutis et alium æquè commodum assignare. 8. 3. 8.

III. An habens servitutem tigni immittendi plura tigna quam ab initio immiserat, deinceps immittere, et an in locum corruptorum alia substituere possit, per distinctiones explicatur. 8. 2. 2.

IV. Item de servitute immittendi, ac ut super immissis ædificare liceat. 8. 2. 2.

SECTION IV. — Comment les servitudes s'éteignent.

Principes généraux, Questions diverses.

I. Servitutes pereunt remissione, expressâ vel tacitâ, quod exemplis illustratur. 8. 6. 5.

II. An et quando et quousque per unius servitutis remissionem altera quoque remissa videatur. 8. 6. 5.

III. Servitutes remitti possunt pro parte quâdam prædii dominantis aut servientis, sive unus tantum prædii dominus sit, sive plures prædium dominans aut serviens diviserint inter se. 8. 6. 6.

IV. Non item remittit unus ex pluribus dominis prædii pro indiviso communis. 8. 6. 6.

V. Nec fructuarius aut proprietarius vel tutor, vel maritus, ratione prædii fructuarii, pupillaris, dotalis. 8. 6. 6.

VI. Finitur etiam servitus resoluto jure ejus qui eam concessit. 8. 6. 13.

VII. An moribus pereat prædialis servitus, si prædium serviens solemniter decreto judicis venditum ac traditum sit, et dominus prædii dominantis edictis monitus non maturè judicaverit suum servitutis jus. 8. 6. 14.

VIII. Cessante in universum causâ finali concessæ servitutis, concessio ipsa cessare debet. 8. 2. 2.

IX. Servitus prædialis nondum constituta, sed tantum vendita, vel stipulanti promissa, evanescit, si stipulans ante impositionem alienet fundum suum aut partem ejus; nisi simul spem servitutis alienaverit ac cesserit. 8. 6. 1.

X. Quid juris si is cui legata servitus, fundum alienet ante impositionem. 8. 6. 1.

De la ruine ou du changement arrivé au fonds servant ou au fonds dominant.

703. — I. Servitutes pereunt interitu prædii dominantis aut servientis. 8. 6. 1.

II. Non pereunt si sola agri superficies mutetur, ex vineis prata fiant. 8. 6. 1.

III. Ad interitum rei inundatio non recenda est. 8. 6. 1.

704. — I. Restituendæ servitutes si restituatur in pristinum statum prædium quod interierat. 8. 6. 1.

II. Quid si inter interitum et restitutionem prædii intercesserit tempus quod sufficit ad amittendam servitutem. 8. 6. 1.

III. Quid si fons in cujus favorem servitus aquæductûs fuit constituta exaruerit, iterumque fluat post tempus quod præscriptioni sufficit. 8. 3. 8.

IV. Non restituuntur si dominus prædii servientis posuerit aut extruxerit interim aliquid servituti contrarium, et inde tantum tempus elapsum sit. 8. 6. 4.

De la confusion.

705. — I. Servitutes jam constitutæ evanescunt confusione seu consolidatione. 8. 6. 2.

II. Sed si quis partem tantum prædii dominantis aut servientis pro diviso acquisiverit, in parte alterâ adhuc servitus salva est. 8. 6. 2.

III. Quid juris si prædii dominantis et servientis domini sibi invicem partem prædii tradiderint. 8. 6. 2.

IV. Quid si prædium serviens inter plures socios divisum sit, et postea dominus prædii dominantis partem unam acquirat. 8. 6. 6.

V. An reviviscant servitutes confusione extinctæ, si iterum postea cesset confusio, per distinctionem explicatur. 8. 6. 3.

Du non-usage ou de la prescription.

706. — I. Extinguitur servitus lapsu temporis a lege definiti. 8. 5. 4. — 8. 4. 5. — 8. 6. 7.

II. Quanti temporis non usu servitutes *continuæ* et *discontinuæ* vulgo dictæ pereant jure civili ac moribus. 8. 6. 7.

III. An in hâc amissione per non usum tempora prædecessoris singularis conjungantur cum temporibus successoris. 8. 6. 8.

IV. Quibus modis quis videri possit servitute usus vel non usus esse. 8. 6. 8.

V. An sufficiat quod per alium servitus exercita sit; exempla referuntur. 8. 6. 9.

VI. Recensentur casus quibus servitutes non pereunt non utendo. 8. 6. 10.

VII. Urbanæ quoque servitutes non extinguuntur, nisi concurrat factum servituti contrarium et bona fides præscribentis. 8. 6. 11.

VIII. Aliud statuendum in rusticis servitutibus. 8. 6. 11.

IX. Quid si usus ex pluribus per eumdem locum aquam ducentibus jus suum amiserit. 8. 6. 12.

X. Quid si quis iverit tantum non item egerit actum habens. 8. 6. 12.

XI. Quid si dominus fundi dominantis iverit per unum fundum ex pluribus servientibus. 8. 6. 12.

Prescription du mode de la servitude.

708. — I. Quid juris, si quis pleniore vel minus plenâ servitute usus sit, quam quæ concessa erat. 8. 6. 12.

II. Quid si quis iverit tantum non item egerit actum habens. 8. 6. 12.

On peut conserver son droit par autrui.

709. — I. Ad retinendam servitutem an sufficiat quod per alium servitus exercita sit. Exempla referuntur. 8. 6. 9. — *V. C. civ., art. 707.*

II. Quid juris circa amissionem, quæ non usu fit, si prædium dominans aut serviens per longitudinem aut latitudinem inter plures socios divisum sit; per distinctiones explicatur. 8. 6. 10.

710. — I. Servitutes non pereunt non utendo si prædium dominans in totum ad pupillum pertineat vel pupillo et majorenni commune sit. 8. 6. 11.

II. In individuis minor relevat majorem. 4. 4. 11.

LIVRE III.

DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT LA PROPRIÉTÉ.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

SECTION PREMIÈRE.

Principes généraux sur les différentes manières d'acquérir la propriété.

I. Diversi sunt modi acquirendi dominii;

vel ex jure gentium, vel ex jure civili procedunt. 41. 1. 1.

II. Modi acquirendi, ex jure civili, vel universales dicuntur vel particulares. 41. 1. 1.

III. Enumerantur varii modi acquirendi dominium ex jure civili. 41. 1. 1.

IV. Ad occupationem, accessionem et traditionem reduci possunt modi acquirendi ex jure gentium. 41. 1. 1.

V. De occupatione. — *V. infrà, sect. II, n.* 1 *et seqq.*

VI. De accessione. — *V. C. c., art.* 712.

VII. De traditione. Quid sit. De principiis hujus generis dominii acquirendi. Quæstiones et materia explicantur. 41. 1. 34 et seqq.

V. C. c., de la Vente, ch. IV, sect. II, Pr. gén. — Art. 1604.

SECTION II. — DE L'OCCUPATION.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Occupatio ad modos acquirendi ex jure gentium pertinet et quo respectu. 41. 1. 1.

II. Quid sit occupatio. Versatur circa res nullius. 41. 1. 2.

III. An et quo sensu res hostium nullius intelligantur. 41. 1. 2.

IV. Occupantur vel partes rerum velut aer, aqua profluens, vel rerum species ad quas venatio, piscatio pertinent. 41. 1. 3. — *V. C. c., art.* 714 *et* 715.

V. An fisco cedant, jure civili vel moribus, metalli fodinæ, lapidicinæ, gemmæ effossæ et similia. 41. 1. 13.

VI. Quid ab ordinibus generalibus definitum fuit de his qui talia in indiâ primi detegunt. 41. 1. 13.

VII. Pertinent ad occupationem ea quæ ab hostibus capta sunt. Cui cedant in bello capta, variis distinctionibus explicatur, ex jure civili et hodierno. 41. 1. 8.

VIII. Variæ quæstiones dubiæ circa prædam privatis excursionibus obtentam explicantur. 41. 1. 6.

IX. Quid juris de captis in mari per naves bellicas reipublicæ; aut Societatis Indicæ, aut prædatorias; ac quid agendum ne fraudentur parte prædæ, quibus ea debetur. 41. 1. 8.

X. Inventio quoque occupationis species est. 41. 1. 9.

V. C. c., art. 713. 714. 716. 717.

Des successions; des donations; de l'effet des obligations.

711. — I. Hæreditatis acquisitio refertur ad modos universales acquirendi dominium ex jure civili. 41. 1. 1.

II. Donatio pertinet ad modos particulares dominii acquirendi ex jure civili. 41. 1. 1.

III. Idemque dicendum de legatis. 41. 1. 1.

V. C. c., des Successions. — Des Donations entre-vifs et des Testaments.

De l'accession; de la prescription.

712. — I. Dominium acquiritur accessione. 41. 1. 14. — *V. C. c., art.* 546 *et toto tit.*

II. Usucapio pertinet ad modos particulares acquirendi dominium ex jure civili. 41. 1. 1. — *V. C. c., de la Prescription.*

Des biens vacants et abandonnés.

713. — I. In quibus rebus inventio locum habeat. 41. 1. n. 9. 10.

II. Pro derelictis habita occupanti cedunt. 41. 1. 10.

III. Quid juris circa occupationem in agris desertis. 41. 1. 10.

IV. Quid si res à non domino derelictæ sint 41. 1. 10.

V. An quis possit rem suam pro parte derelinquere. 41. 1. 10.

VI. An derelinquere quis possit agros steriles vel oneri aggeris reficiendi obnoxios et fertiles in viciniâ retinere. 41. 1. 10.

VII. Quid de his nostris moribus. 41. 1. 10.

VIII. An derelinquere agros post cespites indè eductos et tributo liberetur liceat. 41. 1. 10.

V. C. c., art. 536. 723.

Des choses communes.

714. — I. Confundi aliquando res publicas et communes. 1. 8. 2.

II. Quid propriè sint res jure gentium communes, usu omnium, proprietate nullius, et duplicis generis. 1. 8. 3.

III. Hæ res communes primi generis, verbi gratiâ : aer, aqua profluens; occupatione acquiruntur non in universum sed tantum ad aliquam partem. 1. 8. 3. — 41. 1. 3.

V. C. c., de la Distinction des biens, Pr. gén. suprà, pag. 24, *n.* 1 *et seqq.—Suprà, Pr. gén., n.* 1 *et seqq.*

Des animaux pris à la chasse et à la pêche.

715. — I. Feræ bestiæ, volucres, pisces et alia sunt nullius et jure gentium communes. 1. 8. 3.

II. Venatio et piscatio ad occupationem referuntur. 1. 8. 3. — 41. 1. 3.

III. An venatio vel aucupium locum habeat in animalibus mansuetis ac in mansuefactis et quousque; an in feris. 41. 1. 3.

IV. Quid juris si ovis lupo per canes vicinorum extorqueatur. 41. 1. 6.

V. In quo loco liceat venari vel aucupium facere. An in alieno loco, domino prohibente. An tunc fera capientis fiat. 41. 1. 4.

VI. Cur aliud obtineat in thesauro in alieno reperto, quam in ferà in alieno captâ. 41. 1. 4.

VII. An venatio in fructu sit. 41. 1. 4.

VIII. An aper in meum incidens laqueum meus fiat, si laqueum in publico vel alieno loco, sciente vel ignorante domino, posuerim. 41. 1. 4.

IX. An liceat venari vel piscari in alienis vivariis vel piscinis. An in alienis silvis circumseptis aut stagno vel lacu. 41. 1. 5.

X. An liceat in mari aut flumine publico piscationem facere. 41. 1. 5.

XI. An is qui longo tempore solus in diverticulo maris aut fluminis piscatus fuit, in posterum alios prohibere possit. 41. 1. 5.

XII. An prohibere possim ne alius ante meum agrum in flumine vel mari piscetur. 41. 1. 5.

XIII. Quid de his nostris moribus. 41. 1. 5.

XIV. An et quibus hodiè liceat in flumine publico piscari. Qui nunc habeant jus venandi. 41. 1. 6.

XV. Quæ observanda et à quibus abstinendum summatim ex legibus venationum Hollandicis recensentur. Ubi et de canibus venaticis, accipitribus. 41. 1. 6.

XVI. Quæ observanda et cavenda circa decipulas anatum *vogelkoyen*, circa columbaria et columbas. 41. 1. 6.

XVII. Quid circa piscationem, præcipuè halecum, et propè littora nostra aut in flumina vel aquis nostris Mediterraneis instituendam. 41. 1. 6.

XVIII. Qui non habet jus venandi feram occupando non facit suam. An evitet mulctas, si capiat in suo feram sibi nocentem? 41. 1. 7.

XIX. An animalia nostra mansuefacta nunc desinant nostra esse si redeundi consuetudinem dereliquerint. 41. 1. 7.

XX. An hodiè mulctandus qui occupat feram quam adhuc persequitur, et quam jàm vulneravit. 41. 1. 7.

V. suprà, Pr. gén., sect. II, n. 1 *et seqq.* — *Art.* 538.

Du trésor.

716. — I. Ad ea quæ per inventionem nostra fiunt refertur thesaurus. 41. 1. 11.

II. Quid sit thesaurus. 41. 1. 11.

III. An sit thesaurus si quis pecuniam in terrâ recondiderit, nec loci memoriam habeat, vel oblitus sit tollere recondita, cum ædes aut fundos venderet. 41. 1. 11.

IV. Veras thesauros inventus cui cedat distinctionibus explicatur. 41. 1. 11.

V. An et hæc moribus nostris obtineant, an magis thesaurus fisco cedat. 41. 1. 11.

VI. Cui cedat thesaurus inventus in fundo emphyteuticario, feudali. 41. 1. 12.

VII. Cui cedat thesaurus inventus in fundo credito, feudali, creditori pignorato, fructuario, dotali, vendito sed necdum tradito. 41. 1. 12.

V. suprà, Pr. gén., sect. II, n. 10.

Des effets jetés à la mer; des plantes maritimes; des épaves.

I. An et quando jacta navis levandæ gratiâ cedant inventori. An et bona naufragorum. 41. 1. 6.

II. An et quando fisco cedant bona naufragorum aut navis levandæ causâ jacta, in lit-

tus expulsa, vel in mari inventa, tam jure civili, tum præcipuè nostris moribus. 47. 9. 3.

III. Ad quos pertineat rerum talium custodia. 47. 8. 5.

IV. De lege Rhodiâ de jactu. 14. 2. 1 et seqq.

V. In mari vel littore natæ gemmæ, lapilli, sunt nullius et jure gentium communes. 1. 8. 5.

VI. Inventa cedant inventori. An ad inventionem sufficiat vidisse rem, an potius apprehendenda sit. 41. 1. 9.

VII. Inventio habet locum in rebus nullius, ubi de gemmis, lapillis, conchiliis, arenâ in littore legendis. 41. 1. 10.

VIII. Pro derelictis habita occupanti cedunt. 41. 1. 10.

IX. An occupatio per inventionem locum habeat in rebus deperditis. 41. 1. 8.

X. An peti possit præmium inventionis deperditorum, licet non promissum. Quid agere debeat inventor deperditorum. 41. 1. 9.

XI. Cui cedant deperdita si non vindicentur a domino. 41. 1. 2.

V. suprà, Pr. gén., sect. II. — *Art.* 715, *n.* 10 *et seqq.*

TITRE PREMIER. — *Des successions. Notions préliminaires.*

SECTION PREMIÈRE.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit hæreditas. Est res incorporalis. 28. 1. 1.

II. Hæreditas defertur testamento vel lege. An pacto. 28. 1. 1.

III. Potior est hæreditas quæ testamento defertur. 28. 1. 1.

IV. Jus hæreditatis est jus in re. 5. 2. 2.

V. Hæreditas jacens nullius est; repræsentat tamen personam defuncti vel hæredis. 29. 2. 1.

VI. Qui sint necessarii hæredes, et quid si delata ipsis hæreditas damnosa sit. 28. 2. 1. — 29. 2. 2.

VII. Quid sui hæredes sint, et an hi necessarii; et quid moribus. 29. 1. 2.

VIII. Qui et quales sint hæredes extranei. 29. 2. 1.

IX. Jura successionis ab intestato referuntur ad statuta realia. 1. 4. pars 2, n. 5.

X. Cujus loci leges applicandæ in jure successionum. 1. pars. 2, num. 3 et seqq. — 5. 1. 51.

XI. Cùm inter duos de hæreditate lis est, nec alter alteri cavet, secundùm jus romanum curator bonis constituebatur. 42. 7. 1.

XII. De bonorum possessionibus. Cur a prætore in jure romano introductæ sint, et cur breviùs tractatæ. 37. 1. 1.

XIII. Materia summatim exposita. 37. 1. 2 et seqq.

XIV. De bonorum possessionibus si tabulæ testamenti extabunt. 37. 2.

XV. De bonorum possessione infanti muto, surdo, cæco competente. 37. 3.

XVI. De bonorum possessione contra tabulas. 37. 4.

XVII. De legatis præstandis contra tabulas, bonorum possessione petitâ. 37. 5.

XVIII. De Carboniano edicto quo bonorum possessio datur impuberibus quibus controversia status movetur. 37. 10.

XIX. Materia et quæstiones exponuntur. 37. 10.

XX. De bonorum possessione secundùm tabulas. — *V. C. civ., des Testaments, Pr. gén.*

XXI. De bonorum possessione si quis à parente manumissus sit. 37. 12.

XXII. De bonorum possessione ex testamento militis. 37. 13.

XXIII. De bonorum possessione si tabulæ testamenti nullæ extabunt undè liberi. 38. 6.

XXIV. De bonorum possessione undè legitimi; undè cognati. 38. 7 et 8.

XXV. De successorio edicto in bonorum possessionibus. 38. 9.

XXVI. De bonorum possessionibus undè vir et uxor. 38. 11.

XXVII. De veteranorum et militum successione circà bonorum possessionem. 38. 12.

XXVIII. Quibus non competit bonorum possessio. 38. 13.

XXIX. Ut ex legibus senatûsve consultis bonorum possessio detur. 38. 14.

XXX. Quis ordo in bonorum possessione servatur. 38. 15.

V. C. c., de la Distinction des biens, ch. I, Pr. gén., n. 4. — *Art.* 711. 526. *n.* 4. — *Art.* 110, *n.* 1 *et seqq.* — *Art.* 967, *Pr. gén., n.* 11 *et seqq.*

SECTION II. — De la pétition d'hérédité. Qui peut l'intenter et comment.

§ Ier. — De la nature de l'action.

I. Quid sit petitio hæreditatis; cur, et quo sensu sit actio mixta in rem et in personam ex quasi-contractu. 5. 3. 1.

II. Hæc actio durat triginta annis. 5. 3. 1.

III. Est et bonæ fidei. 5. 3. 2.

IV. Pars hæreditatis peti potest vel actione vel exceptione. 5. 4. 1.

V. Petit quisque vel partem vel totum, pro jure quod ipse habet; idem juris est in partis quod in totius petitione. 5. 4. 1.

VI. Quibus competet hæc actio. An ex testamento rectè petat qui petiit prius ab intestato, et vice versâ. 5. 3. 5. (967 in princip.)

VII. An uno libello cumulari possit petitio ex testamento et ab intestato. Quibus utilis petitio detur. 5. 3. 5.

VIII. Qui petit hæreditatem ab intestato probare non tenetur defunctum intestatum decessisse, sed tantùm se proximum esse. 5. 3. 4.

IX. Qui eam petit ex testamento, si illud producat, probare non tenetur illud postremum esse aut vitio carere. 5. 3. 5.

X. Qui eam petit ab intestato, ab extraneo, probare non tenetur se proximum esse, sed sufficit quod se cognatum doceat : secùs, si petat ab alio itidem cognato. 5. 3. 6.

XI. Quando pars certa hæreditatis, quando incerta peti possit. Quot partes utere interim servandæ sint si speretur posthumus frater unà cum jam natis parentis successuris. 5. 4. 3. (393).

XII. An ad hanc actionem movendam jurisdictio per arrestum fundari possit. 5. 3. 26.

§ II. — Contre qui peut être intentée la pétition d'hérédité.

I. Contra quos detur. Qui pro hærede, qui pro possessore dicantur possidere aut pro talibus habeantur. 5. 3. 7.

II. Datur et contra eos qui dolo desierunt possidere, vel liti se obtulerunt. Qui si actori satisfecerint, an liberetur verus possessor jure civili aut hodierno. 5. 3. 8.

III. Etiam datur contra eos qui de rei hæreditariæ possessione vi dejecti sunt. 5. 3. 9.

IV. Etiam contra eos qui rerum hæreditarium pretia possident et similes. 5. 3. 9.

V. An detur etiam hæc actio contra debitores hæreditarios. 5. 3. 8.

VI. An contra possidentes titulo singulari. 5. 3. 10.

VII. An contra emptores hæreditatis, quive eam in dotem acceperunt, eorumque hæredes, utilis petitio detur. 5. 3. 10.

VIII. Quo modo et contra quos agendum si duo veri hæredes sint et duo hæreditatis possessores. 5. 4. 2.

IX. Quo modo agendum si hæreditas partim à vero, partim à falso hærede possideatur, pro diviso vel pro indiviso. 5. 4. 2.

X. An reus petitionem hæreditatis repellere possit exceptione præjudiciali falsi testamenti. 5. 3. 25.

§ III. — De la restitution et des prestations dont est tenu le possesseur de l'hérédité.

I. Quid juris sit circà fructuum restitutionem cùm emptor hæreditatis utili actione convenitur. 5. 3. 11.

II. Quid juris si filiusfamilias aut servus hæreditatis possessor sit. 5. 3. 12.

III. Quæ restituenda sint in hâc actione. 5. 3. *n.* 13. 14.

IV. An quæ hæreditatis causâ comparata sunt, sive ex pecuniâ hæreditariâ, sive aliundè. 5. 3. 13.

V. An quæ post mortem hæreditati accesserunt. An lucra inhoneste. 5. 3. 13.

VI. Quæ non restituantur. An pœnæ per possessores exactæ. 5. 3. 14.

VII. An res ipsi possessori ex pecuniâ hæreditariâ emptæ. An servitutes prædiales aut personales. 5. 3. 14.

VIII. Quid intersit inter bonæ et malæ fidei possessorem in hâc actione circa restitutionem fructuum, naturalium, civilium, pensionum, usurarum. 5. 3. 15.

IX. Quid juris circa periculum nomioum ex collocatâ fœoori pecoaiâ hæreditariâ. 5. 3. 15.

X. Quid intersit inter bonæ et malæ fidei possessorem, si res hæreditariæ, neglectæ, consumptæ, erogatæ sint, et quousque bonæ fidei possessor de rebus consomptis teneator. 5. 9. 19.

XI. Si res hæreditariæ antè vel post litem contestatam perierint, an et quando pereant bonæ vel malæ fidei possessori. 9. 9. 17.

XII. Quid juris, si possessor hæreditatis dabitores hæreditarios non interpellaverit, at ita inopiâ debitoris aut præscriptione actio inutilis facta sit. 9. 9. 17.

XIII. Quid intersit inter bonæ et malæ fidei possessorem circa restitutionem pretii, quoties res hæreditariæ antè vel post litem contestatam ex necessitate vel liberâ voluntate per eos distractæ sunt, sive privatim, sive publicè auctione. 9. 9. 12.

§ IV. — DES PRESTATIONS AUXQUELLES EST TENU LE DEMANDEUR ENVERS LE POSSESSEUR DE L'HÉRÉDITÉ.

I. Qui hâc conveniuntor actione, vicissim indemnes servandi si occasione rerum hæreditariarum caverint, si hæreditario nomina, æs alienom aut similia solverint. 5. 9. 19.

II. Quid juris si indebitum solverit bonæ vel malæ fidei possessor, aota vel post litem contestatam. 5. 9. 18.

III. An bonæ vel malæ fidei possessor restituens deducere ex hæreditate possit quod sibi ea hæreditate debitum. 5. 2. 20.

IV. Quales impensas in res ipsas hæreditarias, non fructoum lotoitu factas, deducat aut tollat bonæ et malæ fidei possessor. Et quid circa hæc intersit, inter hanc actionem et rei vindicationem. 5. 9. 21.

V. Si impensæ ad fructuum perceptionem factæ siot, vel tales quæ cum usu solent compensari, an et quousque eas bonæ et malæ fidei possessor recuperet. 5. 3. 22.

VI. Nullâ actione sed solâ retentione possessor hæreditatis impensas recuperat, exceptis paucis casibos, et quid moribus. 5. 3. 23.

VII. An et pro illiqoidis impensis retentio possessori detur, et an res restituere compellendus sit, oblatâ sibi caotiona de illiquidis restituendis cùm liqoidæ eruot. 5. 5. 24.

§ V. — DE L'EFFET DU PROCÈS PENDANT VIS-A-VIS DES TIERS.

I. Pendente petitione hæreditatis, legatarii et creditores hæreditarii agere possunt contra actorem vel reum. 5. 3. 25.

II. An et actor aut reus, pendente hoc judicio, debitores hæreditarios aut rerum hæreditariarum possessores convenire possint. 5. 3. 25.

CHAPITRE PREMIER. — *De l'ouverture des successions et de la saisine des héritiers.*

Principes généraux.

Qui dicatur intestotus. An et qui testamentum facere non potuit. 59. 17. 1.

V. hoc titulo, Pr. gén., sect. I et II. — *C. c., art.* 967, *Pr. gén.*

De la présomption de survie entre personnes appelées à la succession l'une de l'autre.

720. 721. 722. — I. In commorientibus uno naufragio, an et quando alter alteri supervixisse præsumator. 34. 5. 5.

II. An præsumptio illa pelli possit unius lastis depositione. 34. 5. 9.

Des divers ordres de succéder.

723. — I. Ea jure novo successionis joa cognatis defertur. 38. 17. 2.

II. Si deficiat cognatio, viro et uxori locus est. 38. 17. 2.

III. Deinde collegiis licitis atque privilegiatis quibos adscriptus fuit defuoctus. 38. 17. 2.

IV. Post hæc socio liberalitatis imperialis, ac tandem fisco. 38. 17. 2.

V. De operis libertorum et da eorum successione patronis delatâ, materia tractatur. 38. Tit. 1. 2. 9. 4 et 5.

V. hoc tit., Pr. gén., sect. 9.

De la saisine des héritiers.

724. — I. Qui petit hæreditatem ab intestato probare taotom tenaler se proximum esse. 5. 2. 4.

II. Qui eam petit ab extraneo probare non tenator se proximum esse, sed sufficit quod se cognatum doceat; secùs, si petat ab alio itidem cogoato. 5. 3. 5.

III. Hæreditas jacens nullius est; repræsentat tamen personam defuncti vel hæredis. 29. 2. 1.

V. sect. III, hoc tit., in princip., n. 1 *et seqq.* — *C. c., art.* 1202, *chap. II, sect. III, n.* 1 *et seqq.* — *Art.* 1001.

CHAPITRE II. — *Des qualités requises pour succéder.*

Principes généraux.

I. Quid sit suus hæres, et cur ita dictus. 28. 2. 1.

II. Quid et quotoplices sint veri ac quasi posthumi. 28. 2. 1.

V. infrà, chap. III, Pr. gén. — *Hoc tit., Pr. gén., sect. II.*

Des incapacités de succéder.

725. — I. An succedant qui defuncto vivente neque nati, neque concepti fuerunt. 38. 17. 4.

II. Quando veotris nomine mulier in possessionem mittalor; an et si posthomus exhæredatus sit. 37. 2. 1.

III. Quis sit effectus hujus missionis. 37. 9. 1.

IV. Quid si mulier ex marito defuncto prægnans, vel uxor esse negetur. 37. 9. 1.

V. Quid, si prægnantem se non esse scriverit, et tamen missionem obtinuerit. 37. 2. 1.

VI. De curatore veotri et bonis dando. Quis constituator; et quodnam sit officium ejus. 37. 9. 2.

V. C. c., art. 901 *et seqq.* — *Art.* 1002, *chap. I, sect. II, n.* 5 *et seqq.* — *Art.* 393.

De l'étranger.

726. — *V. C. c., art.* 11, *n.* 1.

De l'indignité de succéder.

727. 728. — I. Indignus qui testatorem occidit, cujusve negligentiâ extinctus est. 34. 2. 9.

II. An et perdat legata, mortis causâ donationes, et mortis causâ capiones. 34. 9. 6.

III. An non dabeantur relicta, si testator diutius post vulnus lethale superstes, non revocet ea. 34. 9. 9.

IV. Quid juris da inimicitiis inter testatorem et hæredem ortis. 34. 9. 6.

V. An sit legatorum ademptio inimicitiis capitalibus, si postea reconciliatio intervenerit. 34. 9. 9.

VI. An indignus qui injuriis provocatus, testatorem occidit. 34. 9. 7.

VII. Quid de eo qui testatorem adulterum uxoris suæ, vel uxorem adulteram occidit. 34. 9. 7.

VIII. Quid da eo qui aggressionem a testatore passus, in eo occidendo moderamen inculpatæ tutelæ observavit vel excessit. 34. 9. 7.

IX. An indignus qui testatorem leolom tentavit occidere vel gravi affecit injuriâ. 34. 9. 2.

X. An indignus qui fratrem vel filium vel patrem testatoris occidit. 34. 9. 2.

XI. An occidens indignus maneat, si transegerit cum proximioribus de cæde. 34. 9. 2.

XII. An indignus hæreditate Titii possit succedere Mævio qui Titio hæres fuit. 34. 9. 1.

XIII. An sicarios succedere hæredi ejus quem occidit. 34. 9. 1.

XIV. Pœna indignitatis non egreditur eam partem aut rem, cujus intuitu causa indignitatis commissa est: quod multis casibus docetur. 34. 9. 12.

XV. Actiones tamen et servitutes aditione confusæ non reviviscunt post ablationem hæreditatis. 34. 9. 10.

XVI. Non penes extraneos hæredes institutos remanet ingratorum filiorum portio; nisi omnes liberos veluti ingratos repellendos esse constiterit, alioqoin portio ingratorum cedit liberis reliquis vitio ingratitudinis non contaminatis. 5. 2. 30.

XVII. Indignis ablata fisco cedunt unà com fructibus, sed com onere legatorom. 34. 9. 1.

XVIII. Recensentur casus plurimi quibus indignis ablata non cedunt fisco, et quibus cedunt. 34. 9. 2 et seqq.

XIX. Moribus ea quæ ut indignis ablata fisco non cedunt ubi remaneant tum testamento data, tum donata, et an substitutus præferatur in iis hæredi legitimo. 34. 9. 12.

V. C. c., art. 1027, *n.* 15 *et* 19.

729. — *V. C. c., art.* 727, *n.* 17.

730. — I. Indignum se faciens facto suo, non nocet aliis, ut et ipsi indigni haberentur, quod multis exemplis monstratur. 34. 9. 11.

II. Ubi inter alia an occisore ante occisum moriente, filius ejus occiso hæres fiat. 34. 9. 11.

III. An fratres germani fratri suo per patrem occiso. 34. 9. 11.

IV. Item de tutoribus suo vel pupilli nomine quid facientibus ex quo indignitas oritur, aliisque. 34. 9. 11.

V. In jure romano secundum quid justa exhæredatio competebat, si ingrati liberi ante parentem mortui erant, nepotes inde nati ob sui patris ingratitudinem exhæredari non poterant. 5. 2. 27.

CHAPITRE III. — *Des divers ordres de succession.*

SECTION PREMIÈRE. — Dispositions générales.

Principes généraux.

I. Multiplex est ex jure civili hæredum differentia. Qui sint necessarii hæredes. 29. 2. 2.

II. Quid sui hæredes et an hi necessarii. 29. 2. 2.

III. Qui et quales sint necessarii. 29. 2. 2.

IV. An in successione ab intestato locus sit successorio edicto. 38. 17. 3.

V. Quid sit successio in capita, in lineas, in stirpes. 38. 17. 4.

V. C. c., art. 731 *et* 115.

A qui les successions sont déférées.

731. — I. De suis et legitimis hæredibus. Angustum fuit olim jus successionis ab intestato. 38. 17.

II. De vocatione matris ad successionem liberorum ex antiquo jure, et de Tertulliano senatusconsulto. 38. 17. 1.

III. De vocatione liberorum ad successionem matris, secundum jus antiquum, et de Orphitiano senatusconsulto. 38. 17. 2.

IV. Quibus jure novo et quo ordine deferatur successio ab intestato, jure sanguinis aut aliter. 38. 17. 2.

V. An successio deferatur ex affinitate. 38. 17. 2.

VI. An non, saltem positâ unione prolium. 38. 17. 2.

VII. An non, ex eo quod quis defuncti nutritor vel hospes fuerit, aut tutor. 38. 17. 2.

VIII. An succedant agnati incapaces. 38. 17. 2.

IX. An apud nos monachi aut sacris Pontificiorum ordinibus adscripti; et quid, si iterum ad seculum redierint, qui monachi aut clerici facti fuerant. 38. 17. 2.

X. De successione ab intestato secundum jus Hollandicum, Zelandicum, Polanicum, etc. 38. 17. 33.

XI. Quo modo succedatur Belgis in Africâ sub rege Mauritaniæ, in Turciâ Lusitaniâ, decedentibus, aut morientibus in Indiâ orientali vel occidentali, aut in itinere. 38. 17. 33.

V. C. c., art. 110, *hoc cap. III, n.* 1 *et seqq. — Art.* 723, 724.

De la nature et de l'origine des biens.

732. — De usu regulæ paterna paternis, materna maternis. 38. 17. 4.

Comment se divisent les successions.

733. 734. — I. An unâ lineâ repudiante admittatur altera, an uno gradu repudiante sequens jus successionis sibi arrogare possit. 38. 17. 3.

II. An nepos avo succedere ab intestato possit, si pater intermedius delatam sibi parentis repudiaverit hæreditatem, vel fratris filius, si parens ejus frater defuncti fraternam hæreditatem repudiaverit. 38. 17. 3.

V. C. c., art. 731.

De la parenté. Comment se composent ses degrés.

735. — 738. I. De cognatione, cognationis lineis et gradibus. 23, 2. 29.

II. De ratione computandi gradus, et eorum computatione 23. 2. 29.

V. C. c., art. 161.

SECTION II. — De la représentation.

Principes généraux.

I. An et quousque jus repræsentationis in lineâ collaterali se extendat in Galliâ, Ultrajecti, Hollandiâ, Flandriâ, Brabantiâ, alibique. 38. 17. 35.

II. Cujus loci leges spectandæ sint in repræsentatione. 38. 17. 35.

III. An damnatis ad ultimum supplicium etiam jure repræsentationis succedant in Hollandiâ, qui in quarto gradu lineæ collateralis sunt. 38. 17. 35.

Définition de la représentation.

739. — Quid sit jus repræsentationis. 33. 17. 4.

Dans quels cas est-elle admise.

740. — I. Quousque in lineâ descendente se extendat jus repræsentationis. In infinitum. 38. 17. 5.

II. Nihil refert an descendentes sui sint an emancipati. 38. 17. 5.

III. Nihil refert an sint masculi an fœminæ, ex masculis an feminis nati. 38. 17. 5.

IV. An ex primis an ex secundis nuptiis geniti. 38. 17. 5.

V. Quid hâc in parte apud nonnullos gentes obtineat. 38. 17. 5.

V. C. c., art. 756.

741. — In ascendente lineâ nullus repræsentationi locus est. 38. 17. n. 11 et 13.

742. — Repræsentatio locum habet in filiis fratrum defunctorum succedentibus cum patre et matre. 38. 17. 12.

743. 744. — I. Gradu remotiores subintrant in locum proximioris defuncti; sive is naturaliter, sive civiliter pro defuncto habeatur 38. 17. 4.

II. An necesse sit, ut is qui ex jure repræsentationis succedere vult, hæres fuerit proximioris quem repræsentat. 38. 17. 4.

III. An nepos repudians hæreditatem patris qui post avi mortem ante aditam hæreditatem obierat, adhuc adire possit avi hæreditatem. 38. 17. 4.

V. C. c., art. 785.

SECTION III. — Des successions déférées aux descendants.

Principes généraux.

I. Prima potiorque causa in successione est descendentium, et cur. 38. 17. 5.

II. Legitimati per subsequens matrimonium succedunt unà cum iis qui ante aut post legitimationem legitimè nati sunt. 38. 17. 10.

III. Succedunt, licet inter concubinatum et nuptias cum concubinâ aliæ nuptiæ intercesserint. 38. 17. 10.

IV. Rescripto principis post obitum demum patris legitimati non succedunt patri. 38. 17. 13.

V. Nec legitimati, vivo patre et ad petitionem ejus, si tempore mortis supersint liberi ante legitimationem legitimè nati. 38. 17. 10.

VI. At omnino si nulli legitimè nati extiterint tempore legitimationis, vel postea vivo patre extincti sint, vel demum legitimè nati fuerint post impetratam naturalium legitimationem. 38. 17. 10.

VII. Quo modo succedant legitimati per oblationem curiæ. 38. 17. 10.

VIII. De successione liberorum adoptivorum jure civili et moribus. 38. 17. 7.

Comment ils succèdent.

745. — I. Descendentes succedunt, primi gradus in capita, sequentium in stirpes. 38. 17. 5.

II. An et succedant avo nepotes nati ex matrimonio in quod avus non consensit, fortè cum turpi muliere inito. 38. 17. 6.

III. An nepos natus ex filiâ quæ acceptâ dote renunciavit paternæ hereditati et ante patrem mortua est. 38. 17. 6.

IV. An et, si nepos tali matri renuncianti ac præmortuæ hæres fuerit. 38. 17. 6.

V. suprà, Pr. gén., hâc sect. 3. — *Art.* 740. 851, *n.* 35.

SECTION IV. — Des successions déférées aux ascendants.

Principes généraux.

I. De vocatione matris ad successionem liberorum ex antiquo jure et de Tertulliano senatusconsulto. 38. 17. 1.

II. Quo modo pater et mater ac ulteriores ascendentes succedant descendentibus. 38. 17. 11.

Du cas où les ascendants sont seuls.

746. — I. Si nulli descendentes, pater et mater simol vocantur si simul supersint ad liberorum hæreditatem. 38. 17. 11.

II. Si alteruter solus sit superstes, solus vocatur. 38. 17. 11.

III. In ascendenta lineâ nullus repræsentationi locus est. 38. 17. n. 11 et 13.

IV. An cùm remotiores ascendentes ejusdem gradûs ex lineâ paternâ ac maternâ concurrunt, æqualiter in duas partes sit dividenda hæreditas, an magis paterna paternæ, materna maternæ lineæ cedant. 38. 17. 11.

V. An pater cum matre succedens filio in potestate retineat usumfructum partis quæ matri cessit. 38. 17. 11.

VI. An mater etiam capiat dimidium peculii profectitii sui filii defuncti. 38. 17. 11.

V. suprà, Pr. gén., sect. III.

747.

Du cas où ils sont en concours avec des frères, soeurs ou descendants d'eux.

748. — I. Cum patre et matre, vel alterutro, simul vocantur fratres germani in capita, et cum his aliorum fratrum defunctorum filii in stirpes jure repræsentationis. 38. 17. 12.

II. An in casu quo fratres germani unà cum patre ad fratris prædefuncti concurrunt successionem, patri, in partibus quæ fratribus cedunt, ususfructus salvus sit. 38. 17. n. 11 et 19.

V. C. c., art. 716.

749.

SECTION V. — DES SUCCESSIONS COLLATÉRALES.

Principes généraux.

I. An et soli existentes fratrum filii cum avo concurrant. 38. 17. 19.

II. An nepotes fratrum cum proavo et patrais magnis. 38. 17. 19.

III. An cum avo vel proavo defuncti concurrant fratres germani, an magis avo cæterisque ascendentibus potiores sint. 38. 17. 19.

IV. An cum proximè ascendentibus concurrant etiam fratres consanguinei aut uterini. 38. 17. 14.

V. Post deficientes fratres eorumque filios, gradu proximior excludit remotiorem, pares gradu pariter concurrunt, sive duplici, sive simplici vinculo juncti. 38. 17. 20.

VI. Patruus germanus defuncti concurrit cum filio fratris consanguinei ejusdem defuncti. 38. 17. 20.

VII. Patruus consanguineus defuncti cum patruo germano concurrit. 38. 17. 20.

VIII. Consanguineorum fratrum nepotes cum germanorum nepotibus concurrunt. 38. 17. 20.

IX. An et quando legitimati per nuptias, aut per rescriptum, aut per oblationem curiæ, succedant cognatis. 38. 17. 21.

X. Quando ipsi succedunt jure civili ac moribus. 38. 17. 21.

V. C. c., 750.

De la vocation des frères, des soeurs ou de leurs descendants.

750. — I. Deficiente lineâ ascendenta, in lineâ collaterali veniunt primo fratres et sorores, germani germanæque, ac cum his germanorum filii filiæque jure repræsentationis: non item nepotes. 38. 17. 16.

II. Si soli sint germanorum filii, succedunt in capita. 38. 17. 13.

III. Cur præferantur hi germanorum filii fratribus consanguineis aut uterinis defuncti. 38. 17. 16.

IV. Cur patruis germanis defuncti. 38. 17. 10.

V. Si dubium, an soli sint fratrum filii, an vero adhuc patruus supersit, vivere præsumitur, et in stirpes successio sit. 38. 17. 13.

VI. Post germanos eorumque filios veniant promiscuè fratres consanguinei et uterini, et cum his præmortuorum filii, jure repræsentationis. 38. 17. 17.

VII. Si soli sint filii fratrum uno tantum lateri junctorum, in capita succedunt. 38. 17. 17.

VIII. Si fratres consanguinei et uterini simul concurrant, æquales singuli partes habent, nec paterna consanguineis, materna uterinis cedant. 38. 17. 18.

V. suprà, Pr. gén., sect. V.

De leur concours avec les père et mère.

751. — I. Cum patre et matre, vel alterutro, simul vocantur fratres germani in capita, et cum his aliorum fratrum defunctorum filii in stirpes jure repræsentationis. 38. 17. 19.

II. Nec pater in eâ parte filiis obvenienta usumfructum habet. 38. 17. 12.

752. — *V. C. c., art.* 750, *n.* 6 *et seqq.*

753. 754.

Jusqu'à quel degré succède-t-on.

755. — An et agnati vel cognati succedere possint, qui undecimo vel remotiore gradu contingunt defunctum. 38. 17. 22.

CHAPITRE IV. — *Des successions irrégulières.*

Principes généraux.

SECTION PREMIÈRE. — DES DROITS DES ENFANTS NATURELS SUR LES BIENS DE LEUR PÈRE OU MÈRE, ET DE LA SUCCESSION AUX ENFANTS NATURELS DÉCÉDÉS SANS POSTÉRITÉ.

An pater teneatur filii sui naturalibus liberis alimenta subministrari. 9. 4. 10. — 25. 3. 5. — *V. art.* 203. 207. 208 *et* 773.

Des droits de l'enfant naturel.

756. — I. Liberi naturales, spurii et ex stupro progeniti, an et quousque ac cum quibus succedant matri etiam illustri. 38. 17. 8.

II. An succedant aviæ avoque materno. 38. 17. 8.

III. An in hisce jus repræsentationis locum habeat. 38. 17. 8.

IV. An patri succedant nati ex sponsâ cum quâ ob sponsi mortem matrimonium secutum non est. 38. 17. 8.

V. C. c., art. 333, *n.* 4 *et* 5.

757. 758. — An et quando et in quâ parte patri succedant liberi naturales. 38. 17. 8.

759. — *V. C. c., art.* 756, *n.* 8.

760. 761.

Des enfants incestueux et adultérins.

762. 763. 764. — I. An incestuosi et adulterini succedant patri vel matri cum uterque sceleris conscientiam habuisset. 38. 17. 9.

II. An non matri, si ex ligato atque solatâ nati sint, tum jure civili, tum moribus. 38. 17. 9.

III. An pater teneatur incestuosos et adulterinos liberos alere. 25. 6. 5.

V. C. c., art. 203. 207. 208. 1409, *n.* 8.

De la succession de l'enfant naturel.

765. — I. An naturales parentes succedant liberis naturalibus. 38. 17. 10.

II. An et incestuosi liberis incestuosis. 38. 17. 15.

766. — I. An fratres naturales, vel spurii vel ex damnato complexu nati, sibi invicem succedunt. 38. 17. 19.

II. An et tunc fratres naturales sibi invicem succedant, cum statutum cautum est, ne naturales cognatis maternis hæredes legitimi sint. 38. 17. 19.

III. An et quando cognati naturales aut vulgo quæsiti succedant iisque succedatur. 38. 17. 21.

IV. An cognati ex damnato complexu nati succedant. 38. 17. 21.

SECTION II. — DES DROITS DU CONJOINT SURVIVANT ET DE L'ÉTAT.

Principes généraux.

I. De successione uxoris inopis et indotatæ in quartam aut virilam partem proprietatis vel ususfructûs bonorum mariti. 38. 17. 21.

II. An et ita maritus inops uxori succedat. 38. 17. 24.

III. Quæ inops habeatur; an quæ patrem locupletem habet. 38. 17. 21.

IV. An hæc portio debeatur etiam condito per maritum testamento. 38. 17. 24.

V. An et viva marito si is etiam sine ratione expulerit. 38. 17. 24.

VI. An portio hæc per mariti testamentum possit adimi uxori. 38. 17. 24.

VII. An reliqua hæreditas. 38. 17. 24.

VIII. An portio hæc mulieri possit auferri per fraudulosas inter vivos alienationes mariti; an et per delictum mariti. 38. 17. 24.

IX. An mulier hanc portionem persequi possit a mariti primi hæredibus, etiam postquam ad alias nuptias transivit. 38. 17. 23.

X. Si a mariti prioris hæredibus nihil consequi potuerit, an tunc ex mariti secundi bonis hæc portio ei debeatur. 38. 17. 25.

XI. An moribus hodiernis sublata sit illa portio ex Justiniani novellis uxori concessa. 38. 17. 26.

XII. Apud quos conjux ante omnem familiæ conjugis defuncti divisionem plura mobilia præcipiat, et quales super his præcipiendis quæstiones occurrant. 38. 17. 26.

XIII. Ubi conjux conjugi plenius succedat. 38. 17. 26.

XIV. Ubi adhuc vigeat successio unde vir et uxor. 38. 17. 29.

XV. Si hi quibus fiscus succedit testamentum condiderint, sed ex quo institutus hæreditatem non adivit, an fiscus ex testamento tali legata præstare debeat. 38. 17. 28.

XVI. An fiscus succedat in bona mobilia vel immobilia quæ extra fisci illius territorium alibi existunt. 38. 17. 29.

XVII. An et quandiu cognati postcà apparentes repetere possint bona quæ fiscus occupavit tanquam vacantia. 38. 17. 29.

XVIII. De successione fisci gallici in bona peregrinorum in Galliâ morientium, seu jure *albinatus* quod abolitum respectu subjectorum fœderati Belgii. 38. 17. 30.

XIX. Fisco tamen ex jure civili prælata fuerunt collegia privilegiata quorum defunctus membrum fuerit, quod exemplis collegiorum plurium illustratur. 38. 17. 31.

XX. An et academia in bonis studiosi. 38. 17. 31.

XXI. An hodie apud nos collegia talia, aut socius liberalitatis imperialis succedant, aut fisco præferantur. 38. 17. 32.

XXII. An orphanotrophia, gerontocomia, nosocomia, etc., succedant iis qui ibidem nutriti fuerunt. 38. 17. 33.

V. C. c., art. 1007 *et* 769.

Quand la succession est dévolue au conjoint.

767. — I. De successione conjugum ex edicto unde vir et uxor. 38. 17. 23.

II. Quid si divortium intervenerit, sed non jure. 38. 17. 23.

III. Quid si maritus occiderit uxorem in adulterio deprehensam. 38. 17. 23.

V. suprà, sect. II, Pr. gén.

Quand la succession est dévolue à l'État.

768. — I. Deficiente conjuge fiscus succedit tanquam in bona vacantia. 38. 17. 27.

II. Quid si patrimonium defuncti appareat non solvendo. 38. 17. 27.

III. An, si ex jure Scabinico hæreditas pro semisse paternæ lineæ, pro semisse maternæ cedere debeat, deficiente unâ lineâ pars alteri lineæ accrescat, an fisco cedat. 38. 17. 27.

IV. Bona illegitimè natorum sine liberis et testamento pro semisse ob defectum lineæ paternæ fisco cedunt in Hollandiâ, nisi aliud privilegio inductum appareat. 38. 17. 27.

V. Ex damnato complexu natorum bona ex asse fisco cedunt. 38. 17. 27.

V. suprà, sect. II, Pr. gén.

Des obligations imposées au conjoint et à l'État.

769. — 772.

773.

CHAPITRE V. — *De l'acceptation et de la répudiation des successions.*

Notion préliminaire.

Hæreditas jacens nullius est; repræsentat tamen personam defuncti vel hæredis. 29. 2. 1.

SECTION PREMIÈRE. — DE L'ACCEPTATION.

Principes généraux. Questions diverses.

I. De quatuor modis acquirendæ hæreditatis, cretione, aditione, immixtione et pro hærede gestione. 29. 2. 3.

II. An intelligatur hæres factus, qui dixit se velle adire hæreditatem. 29. 2. 3.

III. An hæreditas priusquam delata sit, adeoque, pendente conditione institutionis, adiri possit. 29. 2. 12.

IV. Quid si quis partim purè, partim sub conditione institutus sit, alio dato cohærede aut substituto. 29. 2. 12.

V. Qui adit scire debet hæreditatem sibi delatam esse, nec adire potest quamdiu de eo incertus est, quod multis factorum speciebus illustratur. 29. 2. 13.

VI. An hæres adiens scire debeat extitisse conditionem sub quâ institutus est. 29. 2. 14.

VII. An quis possit hæreditatem sibi delatam pro parte adire, pro parte repudiare. 29. 2. 15.

VIII. Ad admittere legitimam repudiatâ reliquâ hæreditate. 29. 2. 15.

IX. An substitutus pupillaris simulque impuberi cohæres possit patris hæreditatem repudiare, vel pro suâ parte, vel pro parte impuberis, et tamen et impuberis hæreditatem adire ex substitutione. 29. 2. 16.

X. An repudiare ex substitutione possit, postquam adivit hæreditatem patris substituentis pro suâ parte. 29. 2. 16.

XI. Cohærede restituto contra aditionem, vel privato suâ parte ob moram in implendo defuncti judicio, pars ejus alteri cohæredi volenti non invito accedit. 29. 2. 17.

XII. An filius aut agnatus feudalia admittere, allodialia repudiare possit jure feudali et hodierno. 29. 2. 17.

XIII. Si bona defuncti per plures regiones diverso jure successionis utentes dispersa sint, potest adiri hæreditas ratione rerum unius loci et repudiari respectu rerum loci alterius. 29. 2. 17.

XIV. Etiam hæres quorumdam tantum bonorum intuitu adire potest, licet ex asse institutus, vel ex lege domicilii simpliciter ab intestato vocatus. 29. 2. 17.

XV. Hæres aditione consequitur omnia jura defuncti, quandocumque adierit, non possessionem. Quid moribus. 29. 2. 18.

De petitione hæreditatis. — *V. suprà, Pr. gén.*

Divers modes d'acceptation.

774. — Hæreditas purè adeunda est. 29. 2. 12. — *V. Pr. gén., hâc sect. I, n.* 1 *et seqq.*

N'est héritier qui ne veut.

775. — I. Hæredes necessarii cogi possunt adire hæreditatem etsi delata hæreditas ipsis damnosa sit. 29. 2. 9.

II. Quid juris in eodem casu de hæredibus suis necessariis et quid hodie. 29. 2. 9.

III. Quid juris de extraneis circa acceptationem vel omissionem hæreditatis. 29. 2. 9.

Qui peut accepter.

776. — I. Qui possint adire hæreditatem aut pro hærede gere. 29. 2. 2. — *Vide art.* 779.

II. An uxor sine viri consensu possit hæreditatem adire vel repudiare. 23. 2. 51.

III. An et quo modo possint adire muti, surdi et prodigi. 29. 2. 9.

IV. An tutor pro pupillo, curator pro prodigo, procurator pro hærede mandante adire possint. 29. 2. 2. — 26. 8. 3.

V. An procurator Cæsaris pro Cæsare. Quid moribus hodiernis circa hæc obtineat. 29. 2. 9.

VI. An hodie maritus pro uxore adeat, etiam invitâ eâ, si ex statuto prohibitus sit res uxoris alienare sine voluntate ejus. 29. 2. 9.

VII. Servus et filiusfamilias adeunt jussu patris vel domini. Quid patri et filiofamilias acquiratur jure novo ex aditione. 29. 2. 10.

VIII. Quid si pater jubere nolit, aut filiusfamilias nolit adire. Quid si pater ob furorem jubere non possit. 29. 2. 10.

IX. Quid moribus circa hæc obtineat. 29. 2. 10.

X. Quis adeat, et cui quæratur hæreditas obveniens iis qui in gerontocomio, orphanotrophio, etc., nutriuntur. 29. 2. 10.

Des effets de l'acceptation.

777. — I. Hæres aditione consequitur omnia jura defuncti quandocumque adierit, non possessionem. 29. 2. 18.

II. Quid moribus. 29. 2. 18.

III. Aditione subjicitur hæreditariis oneribus. 29. 2. 19.

V. du Payement des dettes. — C. civ., art. 1009. 1012. 1024.

Comment s'opère l'acceptation.

778. 779. 780. — I. Acquiritur per hæredem delata hæreditas pro hærede gestione. 29. 2. 3.

II. Quid sit pro hærede gestio, et an solo animo sine contrectatione quis pro hærede gerere possit. 29. 2. 4.

III. Pro hærede gerit qui contrectat res non hæreditarias sed in hæreditate repertas. 29. 2. 4.

IV. Pro hærede gerere censetur, qui agit ea quæ citra jus et nomen hæredis agi nequeunt, nec interest utrum solus hæres sit an plures. 29. 2. 5.

V. Quid si acceptaverit ea quæ conditionis implendæ gratiâ hæredi dari testator jusserat, sive ex parte, sive ex asse hæres sit. 29. 2. 5.

VI. Quid si judicio familiæ erciscundæ experiatur contra cohæredes. 29. 2. 5.

VII. Quid si cum legatariis in partem pactus sit. Quid si institutus transegerit cum hærede legitimo controversiam movente de institutione. 29. 2. 5.

VIII. Quid si delatam sibi hæreditatem donet, legat, vendat alteri. 29. 2. 5.

IX. Quid si sententia judicis tanquam hæres damnatus acquiaverit. 29. 2. 5.

X. Quid si actiones intentaverit contra hæreditarios debitores aut petitionem hæreditatis instituerit. 29. 2. 5.

XI. Quid si servos hæreditarios vindictâ manumiserit. 29. 2. 5.

XII. Quid si in jure rogatus an hæres sit, responderit se esse hæredem. 28. 2. 6.

XIII. Non censetur pro hærede gessisse qui absque rerum hæreditariarum contrectatione fecit ea quæ et tanquam hæres et tanquam extraneus agere poterat. 29. 2. 6.

XIV. Quid si a liberto parentis operas officiales exegerit; mortuum in sepulchrum hæreditarium intulerit. 29. 2. 6.

XV. Quid si ob cædem parentis ab homicidâ pecuniam exegerit aut reconciliationis gratiâ acceperit. 29. 2. 6.

XVI. Quid si annom gratiæ vidua instituta aut liberi exegerint. 29. 2. 2.

XVII. Quid si is cui delata hæreditas defuncto funus fecerit. Consultum est in hisce protestari. 29. 2. 6.

XVIII. Si quis circa ipsas res hæreditarias ea gesserit quæ et suo et hæreditario jure facere poterat, in dubio præsumitur pro hærede gessisse. 29. 2. 7.

XIX. Quid si rebus hæreditariis usus sit. 29. 2. 7.

XX. Quid si diu remanserit in domo mortuariâ. 29. 2. 7.

XXI. Quid si res hæreditarias locet, vendat, fructus percipiat, debita extra judicium a debitoribus hæreditariis exigat, aut debitoribus petentibus solvat, aut compensationem iis objiciat, aliaque similia. 29. 2. 7.

XXII. Creditorum est probare quod hæres actus hæreditarios gesserit : eo probato hæres excipiens se non animo hæredis sed aliâ ex causâ gessisse id ipsum probare debet. 29. 2. 7.

XXIII. Quibus modis id probetur, ubi inter alia, quibus in casibus maritus aut uxor ac filiae, aut filius institutus, manens in domo mortuariâ, non intelligatur pro hærede se gessisse. 22. 2. 7.

XXIV. An censeatur pro hærede gessisse qui detrectat solutionem ejus, quod defuncto debuerat; aut a substituto vel hærede legitimo pretium accepit omittendæ hæreditatis causâ. 29. 2. 8.

XXV. An, si suus vel extraneus surripuerit rem ex hæreditate. 29. 2. 2.

XXVI. Quid, si suus emerit rem patris a creditoribus paternis. 29. 2. 8.

XXVII. Quid, si suus vel extraneus impleverit conditionem potestativam, sub quâ institutus erat. 29. 2. 2.

De l'acceptation ou de la répudiation par les héritiers du succédant.

781. — I. An hæres hæredis adire possit hæreditatem defuncto delatam sed ab eo non aditam. 29. 2. 11.

II. Ex quot causis et quibus in casibus hæreditas necdum adita transmittatur ad hæredes, cùm defunctus scivit aut ignoraverit hæreditatem sibi delatam esse, tum jure civili, tum moribus. 29. 2. 11.

782.

De l'acceptation du majeur.

783. — I. Major hæres non restituitur adversus omissionem vel aditionem hæreditatis. 4. 6. 12.

II. Quid si creditores quidam dolo induxerint ut hæres hæreditatem adeat, tanquam sufficientem. 4. 6. 18.

SECTION II. — De la renonciation aux successions.

Principes généraux.

I. An sui hæredes abstinere possint, vel extranei repudiare. 29. 2. 33.

II. An possint si conditionem potestativam sub quâ instituti impleverint. 29. 2. 33.

III. An repudiare possint, si quid hæreditate surripuerint. 29. 2. 33.

IV. An repudiare qui semel adiverunt; et quid si sint impuberes. 22. 2. 33.

V. Si mulier vidua professa sit se stare velle testamento mariti sui, et post ex testamento obtinere nequeat quæ speraverat, an adhuc ad pacta dotalia reverti possit. 29. 2. 33.

VI. An uxor possit hæreditatem repudiare sine viri consensu. 23. 2. 51. — *V. art.* 781.

VII. An et ad quem effectum fieri possit repudiatio hæreditatis nondum delatæ, præcipuè pendente institutionis conditione. 29. 2. 33.

VIII. Si universitati jus quæsitum, nec singulorum renunciationibus, nec singulorum factis, juri contrariis jus subvertatur, et sur. 1. 4. 23.

IX. Renunciatio quæ ex rebus et factis colligitur strictissimam admittit interpretationem. 1. 4. 22.

Comment se fait la renonciation.

784. — I. Quibus modis omittatur hæreditas, tum re, tum verbis. 29. 2. 33.

II. Quo modo et cujus auctoritate jure civili repudiatio fiat si impuberi, minori, prodigo, furioso delata sit hæreditas. — *V. C. civ., art.* 461 *et* 462.

III. Si delata mulieri nuptæ, maritus repudiat etiam invitâ eâ apud nos. 29. 2. 33.

IV. Quid si in uxoris fraudem renunciaverit. 22. 2. 33.

V. An et tunc, cùm ex statuto bona alienare nequit sine consensu uxoris suæ. 29. 2. 33.

V. suprà, sect. II, Pr. gén.

Des effets de la renonciation.

785. — I. Effectus repudiationis est quod repudians evitat regulariter onus omne æris alieni hæreditarii. 29. 2. 36.

II. An liberi abstinentes solvere debeant ea debita quæ pater ad alimoniam liberorum aut studia, aut peregrinationem contraxit. 29. 2. 36.

III. An qui repudiavit iterum mutatâ voluntate adire possit. 29. 2. 37.

IV. Qui repudiavit ex testamento, an adhuc adire possit ab intestato, si ei etiam ab intestato deferatur. 29. 2. 37.

V. An repudians ab intestato possit adhuc adire ex testamento. 29. 2. 37.

VI. An repudians ex testamento posteriore imperfecto possit adhuc adire ex priore perfecto. 29. 2. 37.

VII. An per repudiationem filius perdat etiam quæ ei debentur jure primogenituræ. 29. 2. 38.

VIII. An hæres prælegata aut fideicommissa, si testator hæredes institutos sibi invicem per fideicommissum substituerit in casum quo sine liberis morerentur. 29. 2. 38.

IX. An filia, quæ acceptâ dote renunciavit hæreditati paternæ, venire possit ad fideicommissum si pater institutos liberos per fideicommissum substituerit. 29. 2. 32.

Du droit d'accroissement.

786. — I. De jure accrescendi inter cohæredes, si quidam deficiant. 29. 2. 32.

II. Cur jure civili obtinuerit, et qui in jure accrescendi concurrunt, aut cohæredibus cæteris præferantur. 29. 2. 39.

III. Item an adeunti suam partem invito accrescat portio cohæredis deficientis. 29. 2. 32.

IV. Quousque hodie jus accrescendi inter cohæredes locum habeat. 29. 2. 40.

V. Pars ejus qui renunciatione excluditur accrescit cæteris hæredibus, et illud accrescendi jus ad legitimæ quoque incrementum extendit. 5. 2. 50.

V. C. c., art. 1044.

787. 788.

L'action dure trente ans.

789. 790. — Petitio hæreditatis durat triginta annis. 5. 3. 1.

De la renonciation à la succession d'un homme vivant.

791. — I. Querela inofficiosi non cessat si quis vivo testatore consenserit in exhæredationem, subscriptione testamenti, aut pactis dotalibus; et cur. 5. 2. 35 et seqq.

II. Nullum pactum admittitur quo quis renunciet viventis hæreditatis. 2. 14. 16.

Du recélé ou du divertissement des effets d'une succession.

792. — I. An hæredes possint repudiare hæreditatem si quid ab hæreditate surripuerint. 29. 2. 3.

II. An cum actione familiæ erciscundæ concurrere possit judicium expilatæ hæreditatis. 10. 2. 40.

V. C. c., art. 801.

SECTION III. — DU BÉNÉFICE D'INVENTAIRE; DE SES EFFETS ET DES OBLIGATIONS DE L'HÉRITIER BÉNÉFICIAIRE.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit jus deliberandi. 28. 8. n. 1 et 3. In quorum gratiam jus deliberandi introductum fuit. 28. 8. 2.

II. Denegatur jus deliberandi si probetur hæredem jam adivisse. 28. 8. 8.

III. Jus deliberandi legatariis tribuitur et cur. 30. 1. 15. — 28. 8. 5.

IV. Quid juris circa jus deliberandi si fiduciarius hæreditatem restituere rogatus, eam suspectam dicat et aditionem urgeat fideicommissarius. 28. 8. 4.

V. Quæ fuerit ratio inducendi beneficium inventarii et in quorum gratiam introductum. 28. 8. 8.

VI. Ante tempora Justiniani inventarium in aliis multis casibus locum habuit ad alios effectus; uti et hodie si Belgæ in Indiam navigantes aut in peregrinis locis degentes moriantur. 28. 8. 8.

VII. An testator in præjudicium creditorum possit remittere confectionem inventarii. 28. 8. 15.

VIII. An jurata assertio testatoris de sui patrimonii quantitate in testamento facta pro inventario sit. 28. 8. 15.

IX. An testator possit prohibere ne hæres adeat cum inventario, et quis illius prohibitionis effectus sit. 28. 8. 15.

X. An hæredi cum inventario pereant res hæreditariæ; an magis creditoribus et legatariis. 28. 8. 22.

XI. An inventarium a fiduciario confectum prosit fideicommissario. 28. 8. 26.

XII. Hæres adiens sine inventario omne æs alienum et legata in solidum solvere tenetur, nec falcidiam deducit, nec legitimam salvam habet. An et amittat Trebellianicam. 28. 8. 27.

XIII. Si leviora quædam circa inventarium hæres neglexerit, an beneficium perdat. 28. 8. 28.

XIV. An milites sine inventario adeuntes in solidum obligentur. 28. 8. 28.

XV. An fiscus capiens bona damnatorum aut vacantia. 28. 8. 28.

XVI. An illi qui succedunt in bona damnatorum dum fiscus jus suum remisit. 28. 8. 28.

XVII. Quid si fiscus a privato hæres scriptus adeat sine inventario. 28. 8. 28.

XVIII. An hodie diaconi aliique curatores pauperum adeuntes hæreditatem pauperibus delatam, vel ipsorum pauperum, sine impetrato inventarii beneficio teneantur ultra vires hæreditatis. 28. 8. 28.

XIX. Hæres deliberans petere potest sibi copiam fieri rationum, tabularum, litterarum defuncti, ab iis qui illas tenent, etiam cohæredibus qui jam adiverunt, ac a creditoribus hæreditariis in possessionem missis. 28. 8. 6.

XX. Hodie etiam hæres deliberans petere potest a conjuge superstite sibi edi inventarium bonorum defuncti. 28. 8. 6.

XXI. Qui plura scripserint de inventario. 28. 8. 29.

V. C. c., art. 795. 1294, *n.* 18.

793. 794. — I. De formâ inventarii. — *V. C. de proc., art.* 988.

II. Quid juris, si res quædam in inventario bonâ fide vel dolo prætermissa sint. 28. 8. 18.

V. suprà, Pr. gén., sect. III, n. 18 *et* 20.

§ 1er. — QUI PEUT DÉLIBÉRER ET FAIRE INVENTAIRE.

795. — I. Quibus hæredibus præfinitur jus deliberandi. 28. 8. 5.

II. An et hæredibus sub potestativâ conditione scriptis pendente conditione. 28. 8. 5.

III. An et suis hæredibus et, quid si se jam abstinuerint. 28. 8. 5.

IV. An et hæredibus necessariis. 28. 8. 5.

V. An et prætoriis hæredibus. 28. 8. 5.

VI. An et fideicommissariis. 28. 8. 5.

VII. An et quando legatariis. 28. 8. 5. — 30. 1. 15.

VIII. Quales hæredes petere nunc possint beneficium inventarii. 28. 8. 13.

IX. An et illi qui prius petierant tempus deliberandi. 28. 8. 13.

X. An conficiens inventarium, jure civili, hoc ipso jam hæres factus fuerit. 28. 8. 14.

XI. An hodie inventarii beneficium petere possit qui jam pro hærede se gessit. 28. 8. 14.

XII. An si alii consanguinei remotiores defuncti hæreditatem sine inventario adire velint. 28. 8. 14.

XIII. An tunc is qui jam impetraverat inventarii beneficium, ei renunciare et simpliciter adire possit. 28. 8. 14.

XIV. An et tunc cùm nullus alius simplicem offert aditionem. 28. 8. 14.

XV. An et maritus simplicem offerre aditionem possit cùm hæredes uxoris cum inventario adire volunt. 28. 8. 14.

XVI. An hæc aditio sine inventario per agnatos offerri possit, cùm beneficium inventarii jam confirmatum seu interinatum est. 28. 8. 14.

§ II. — DU DÉLAI POUR FAIRE INVENTAIRE ET DÉLIBÉRER.

I. Quamdiu duret jus deliberandi nemine aditionem urgente. 28. 8. 1.

II. Quo modo et olim potuerit et jure novo possit testator dies cretionis testamento præfigere, intra quos hæres adeat seu cernat hæreditatem. 28. 8. 1.

III. Quantum temporis spatium aliis urgentibus concedatur hæredi ad deliberandum a prætore vel principe jure medio ac novissimo Justinianeo. 28. 8. 1.

IV. Quantum temporis spatium moribus hodiernis. 28. 8. 1.

V. An deliberante instituto, tempora deliberandi currant substituto vel hæredi ab intestato. 28. 8. 2.

VI. Si deliberans intra tempus sibi præstitutum non declaraverit mentem suam, an adivisse præsumatur ex silentio, an vero repudiasse, per distinctiones explicatur. 28. 8. 3.

VII. Quamdiu moribus nostris duret potestas petendi a principe beneficium inventarii. 28. 8. 12.

VIII. Ubi petendum hoc beneficium, si mortui sint delegati ad comitia ordinum generalium, consilii statûs, collegia maritima, etc. 28. 8. 12.

IX. Quæ sint observanda in inventario ratione temporis intra quod definiri debet. 28. 8. 10.

V. suprà, sect. III, Pr. gén., n. 19 *et* 20.

Faculté accordée à l'héritier pendant qu'il délibère.

796. — I. An actiones hæreditarias exercere possit hæres dum deliberat. 28. 8. 7.

II. Dum deliberat pati debet creditores mitti in bona defuncti. 28. 8. 7.

III. Nec res hæreditarias alienare potest, nisi veniâ a prætore impetratâ ex justis causis; et quæ justæ causæ sint. 28. 8. 7.

797. — I. An durante inventarii confectione hæres a creditoribus hæreditariis conveniri possit. 28. 8. 17.

II. An actione judicati ab illis quibus defunctus jam condemnatus fuerat. 28. 8. 17.

III. An a dominis rerum a defuncto detentarum. 28. 8. 17.

IV. An ex causâ spolii a defuncto commissi. 28. 8. 17.

V. An interim conveniri possint fidejussores defuncti. 28. 8. 17.

VI. An hæres interim rectè conveniat debitores hæreditarios. 28. 8. 17.

798. — Iterum ad deliberandum tempus datur a prætore ubi dies præstituta haud sufficerit. 28. 8. 2.

799. 800. — *Vide suprà, Pr. gén., sect. III.*

801. — An hodie inventarii beneficium petere possit qui expilavit hæreditatem. 28. 8. 14. — *C. c., art.* 792.

Des effets du bénéfice d'inventaire.

802. — I. Absolutè legitimè inventario hæres non tenetur creditoribus hæreditariis ultra vires hæreditatis. 28. 2. 18

II. An venditioni opponere se possit, si cum bonis defuncti etiam propriæ ipsius res proscriptæ sint. 28. 2. 18.

III. An possit venire contra rerum suarum venditionem a defuncto factam. 28. 2. 18.

IV. An contra transactionem quam defunctus fecit cum fideicario super fideicommisso, quod post mortem defuncti ad hunc cum inventario hæredem devolvi debet. 28. 8. 18.

V. Deducit quoque falcidiam ex legatis, licet militis sit hæreditas cum inventario adita. 28. 8. 22.

VI. Non fit debiti et crediti confusio si quid defunctus hæredi vel hæres defuncto debuerit. 28. 8. 24.

VII. An filia tunc dotem sibi a patre promissam petere possit. 28. 8. 24.

VIII. An et pœnæ conventionales aut legitimæ tunc hæredi salvæ sint. 28. 8. 21.

V. C. c., art. 875.

803. 804. — I. Talis hæres solvere potest creditoribus primo venientibus licet jus debilius habeant, uti et legatariis, quos convenire dein debent creditores potiora jura habentes. 28. 8. 20

II. An debiti liquidi solutio suspendi debeat ob debita alia illiquida. 28. 8. 20.

III. An ob id, quod quidam creditores se opponunt confirmationi inventarii, et longior oppositionis mora est. 28. 8. 20.

IV. Potest et aliquando res hæreditarias creditoribus in solutum dare, non tamen moribus hodiernis. 28. 8. 21.

V. An hæres cum inventario, post distributam omnem pecuniam et redditas rationes, adhuc teneatur suscipere *arramenta* litis contra defunctum cœptæ. 28. 8. 25.

805. 806. — I. Si hæres cum inventario vendiderit bona hæreditaria, emtor a nullo creditore hypothecario defuncti conveniri potest. 28. 8. 10.

II. Hodie hæres solemniter auctione publicâ bona defuncti distrahi curare debet. 28. 8. n. 10 et 21.

V. C. c., art. 807.

807. — I. Si possessionem rerum æstimatarum hæres servare velit, jus æstimationis nomine cavere debet. 28. 8. 11.

II. Cum nolit aut non possit cautionem creditoribus præstare, curator bonis datur. 42. 7. 1.

V. Cession de biens, Pr. gén. — Art. 1265.

Des frais à la charge de la succession.

808. 809. 810. — I. Deducit ante omne creditum impensas in funus, in inventarium, in testamenti insinuationem et alias necessarias. 28. 8. 23.

II. Quales et quantas funeris impensas. 28. 8. 23.

III. An et impensas litis pro rerum hæreditariarum persecutione et defensione. 28. 8. 23.

IV. An et sumptus factos ob id, quod quidam se inventarii confirmatione opposuerant. 28. 8. 23.

SECTION IV. — DES SUCCESSIONS VACANTES.

811. 812. 813. 814. — Cum omnes hæredes tunc testamentarii, tunc legitimi declarant se repudiare hæreditatem, curator bonis datur. 42. 7. 1.

V. C. civ., Cession de biens, Pr. gén., sect. III. — Art. 1265.

CHAPITRE VI. — *Du partage et des rapports.*

SECTION PREMIÈRE. — DE L'ACTION EN PARTAGE ET DE SA FORME.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Actio familiæ erciscundæ ac communi dividundo dicuntur duplices, et cur. 10. 1. 3.

II. Quo sensu dicuntur mistæ et an dentur actiones mixtæ, partim in rem, partim in personam. 10. 1. 4.

III. De divisione hæreditatis quæ per ipsum testatorem fit. — *V. art.* 1075 *et seqq.*

IV. De divisione quam testator mandavit tertio et quæ fit ex consensu testatoris et eo vivente. — *V. art.* 1075 *et seqq.*

SECTION II. — DU PARTAGE D'UNE CHOSE COMMUNE.

I. Quid sit actio communi dividundo. 10. 3. 1.

II. Communia pleraque habet cum judicio familiæ erciscundæ judicium communi dividundo. 10. 3. 1.

III. Quibus detur actio communi dividundo. 10. 3. 1.

IV. An et dominis utilibus, fructuariis, bonæ fidei possessoribus, jus pignoris prætorii vel alterius generis habentibus. 10. 3. 1.

V. An creditoribus et quid si creditori bonâ fide licitanti tota res adjudicata sit. 10. 3. 1.

VI. An competat habentibus servitutem prædialem. 10. 3. 2.

VII. An sociis contra socium qui suam partem jam alienavit. 10. 3. 2.

VIII. An vi, clam, precariò possidentibus aut depositariis. 10. 3. 2.

IX. An uni reo debendi, qui totum solvit adversus alterum pro partis restitutione. 10. 3. 2.

X. An depositariis, colonis, prædonibus competat. 10. 3. 2.

Objet de l'action.

I. Tendit ad divisionem, vel adjudicationes rerum individuarum. Quid in iis servandum sit. 10. 3. 3.

II. Petuntur et præstationes personales. Quales impensæ repeti possint. 10. 3. 3.

III. Quid si impendens putet Titium esse socium cum Mævius esset. Quid si putet rem esse suam cum esset communis. 10. 3. 3.

IV. Quid si impenderit antequam res ei cum alio communis esset; quid si post impendia suam partem alienaverit. 10. 3. 3.

V. Quidquid culpâ socii omissum est, judicio communi dividundo continetur. 10. 3. 4.

VI. Si dissensus sociorum sit utrum res communis vel cui locanda sit, vel si unus sociorum tantam mercedem offerat quam extraneus, quid juris sit. 10. 3. 8.

Quand cesse l'action.

I. Cessat in arbore vel lapide in confinio positis, ac nondum exemtis. 10. 3. 5.

II. Cessat si convenerit ne ad tempus a communione discedatur. 10. 3. 5.

III. Item in vestibulo communi, mediano cœnaculi, plerisque cellarum itinere communi, si unus sociorum repugnet. 8. 2. 18. — 10. 3. 5.

IV. Non cessat, si semel eo actum sit; nec si socii rem totis triginta annis communiter possederint; secus si separatim. 10. 3. 6.

V. Socius invito socio nihil novi facere potest in re communi. Quid juris, si fecerit vel fieri passus sit. 10. 3. 7.

VI. Pendente judicio communi dividundo, socius non potest suam partem alienare. 10. 3. 7.

VII. Nunquam potest vendere socius ultra suam partem, licet major sociorum pars in totius rei consentiret venditionem, nisi res communes promercales sint, quas in totum vendere potest. 10. 3. 7.

SECTION III. — DU PARTAGE DES SUCCESSIONS.

I. Erciscere familiam est hæreditatem dividere. 10. 2. 1. Judicium familiæ erciscundæ est universale. 10. 2. 30.

II. Ad quid tendat actio familiæ erciscundæ. 10. 2. 17.

III. Qualia pacta divisioni possint adjici; et in specie de pacto successionis in bona ex divisione cuique cedentia, quod in Hollandiâ probatum; non ita aliis in locis; et quæ sit hujus pacti utilitas et ratio. 10. 2. 29.

IV. Quorum bonorum intuitu talia pacta operentur; ac mutatio domicilii mutet vim pactorum talium circa mobilia. 10. 2. 29.

V. Divisio non aliter regulariter facienda, quam si constiterit defunctum esse eum de cujus familiâ quisquis erciscundâ contenditur. 10. 2. 18.

VI. Hæredes agere possunt judicio communi dividundo, si tantum a quarumdam rerum communione resilire velint. 10. 2. 30.

VII. Divisio hæreditatis, si quas impensas requirat, illæ communiter de hæreditate faciendæ. 10. 2. 17.

VIII. Quid si fiunt ob singularem qualitatum unius hæredis veluti minorennis 10. 2. 17.

IX. Quibus modis fieri possit divisio quæ

muluo consensu inter cohæredes fit. 10. 2. 2.

X. Uno judicio de duabus hæreditatibus, veluti paternâ et maternâ dividendis agi potest, licet non omnes, sed quidam tantum ad utramque concurrant. 10. 2. 21.

Que doit comprendre l'action en partage.

I. Ante divisionem dedecenda prius omnia quæ hereditaria non sunt; quorum species variæ enumerantur. 10. 2. 6.

II. Non dividendum inter cohæredes quod pro cæde defuncti quidem ex his, tanquam sanguine vel affinitate juncti, ab homicidâ consecuti sint. 10. 2. 7.

III. Non etiam dividenda, quæ cui ex jure primogenituræ vel aliter cedere debent jure præcipui. 10. 2. 8.

IV. Nec dividenda uni hæredum prælegata, et si hæc per errorem divisa sint, restitutio datur, manente in cæteris divisione. 10. 2. 6.

V. An et quo modo veniant in hoc judicium res ab hostibus captæ, commodatæ, depositæ, litigiosæ. 10. 2. 24.

VI. An et quo modo veniant in hoc judicium thesaurus, res ex peculiâ hæreditariâ emptæ, lucra turpia, jura sepulcrorum, patronatûs, servitutum. 10. 2. 21.

VII. An conditionis implendæ causâ uni hæredi data, prædia feudalia, emphyteuticaria, adscriptitiorum, etc. 10. 2. 24.

VIII. Nomina et actiones activæ ipso jure inter cohæredes divisa sunt. Pro ratâ hæreditatis parte singulis debentur. 10. 2. 26.

IX. Si filius suâ industriâ admodum auxerit parentum patrimonium, an in divisione ei aliquid jure præcipui assignandum sit post obitum patris. 15. 1. 5.

X. Cessat hoc judicium si simel actum sit, ideo agere possunt hæredes judicio communi dividundo, si tantum a quarundam rerum communio resilire velint. 10. 2. 30.

XI. Cessat si unus ex re certâ, alter simpliciter, unus in castrensibus, alter in paganicis, unus in mobilibus, alter in immobilibus institutus sit. 10. 2. 31.

V. art. 815. 1002, *chap. II, sect. III, n.* 22.

A qui appartient l'action en partage.

815. — I. Inter nullos alios quam cohæredes, quive eorum loco habentur, hoc judicium locum habet. 10. 2. 9.

II. Quid agendum, si reus neget cohæredem esse. 10. 2. 0.

III. An actor provocans hoc judicio, fateri censeatur reum cohæredem esse. 10. 2. 10.

IV. Datur etiam inter hæredes testamentarios et ab intestato, inter fiduciarium et fideicommissarium. 10. 2. 11.

V. Datur inter filium impuberem, adrogatum respectu quartæ et cæteros hæredes. 10. 2. 11.

VI. Datur inter emptorem partis hæreditariæ et hæredes. 10. 2. 11.

VII. Nihil refert, quantum ad hoc judicium, utrum cohæredes possideant, nec ne. 10. 2. 12.

VIII. Datur etiam inter pauciores ex pluribus, qui tamen cæteris non præjudicant. 10. 2. 12.

IX. Quo modo consultum sit hæredibus dividere volentibus, si quidam diutius absentes nullum seu loco substituant ad divisionem peragendam. 10. 2. 12.

X. Si plures sint hæredes unius cohæredis, omnes simul ad divisionem provocare debent, aut unum simul procuratorem constituere, non quidam ex his. 10. 2. 13.

XI. Ad divisionem provocare vel provocari nequit hæres conditionalis, pendente conditione. Quid agendum eâ pendente, si quidam purè alii sub conditione instituti sint. 10. 2. 14.

XII. Si fiduciarius hæres, pendente conditione fideicommissi, diviserit hæreditatem cum cæteris cohæredibus, an fideicommissarius isti divisioni stare debeat. 10. 2. 38.

XIII. An testator ad tempus, non in perpetuum, divisionem prohibere possit. 10. 2. 32.

XIV. Non mutuâ cohæredum pactione id agi potest ut in æternum communio duret. 10. 2. 32.

XV. An peti possit divisio vestibuli communis invito uno. 8. 2. 10.

V. suprà, Pr. gén., sect. II.

816. — I. An cesset hoc judicium si cohæredes plures communiter et pro indiviso res hæreditarias possederint totis triginta annis. 10. 2. 33.

II. Quid juris si tanto tempore pro diviso et suo nomine possederint. 10. 2. 33.

817. — I. Provocare nequeunt pupilli, furiosi, mente capti, aliique similes, nec eorum tutores aut curatores; tamen possunt provocari 10. 2. 15.

II. Pupilli furiosi tutorum auctoritate quandoque provocant divisionem, si non expediat pupillis communio, vel inter plures pupillos hæreditas aut res communis sit. 10. 2. 15.

V. C. c., art. 465.

818. — I. Si maritus statuto prohibeatur alienare immobilia uxoris sine consensu ejus, etiam divisio prohibita videtur. 10. 2. 16.

II. Petitio hæreditatis competit marito cui uxor hæreditatem in dotem dedit. 5. 3. 3.

V. C. civ., art. 215. 1421.

De l'apposition des scellés sur les effets de la succession.

819. — I. An repertorii confectio sit necessaria ad id ut inter cohæredes communi consensu divisio fiat si cohæredes omnes majores sint. 10. 2. 3.

II. Quid si quidam sint minorennes. 10. 2. 3.

III. An et quando unus hæredum a reliquis cogi possit ad inventarii confectionem, et an in illud tunc referre debeat etiam ea quæ sibi a defuncto donata sit. 10. 2. 4

IV. Divisio mutuo cohæredum consensu facta eo modo instituitur qui utilior commodiorque dividentibus visus est. 10. 2. 2.

V. Cui pertineat solutio erogatorum ob confectionem inventarii. 10. 2. 17.

820. 821. 822. — *Vide art.* 1002, *chap. II, sect. III, n.* 30.

823. — 825.

Comment s'opère le partage.

826. — I. Judex non potest inter cohæredes dividere, sed uni hæredi adjudicare debet partem quam vel defunctus, vel cohæredes habent in re sibi cum alio communi. 10. 2. 23.

II. Idem juris est si defunctus fundi sui partem legaverit, vel habuerit socium rei, vel unus hæredum ante hoc judicium partem suam rei hæreditariæ vendiderit. 10. 2. 23.

827. — I. Res adjudicandæ singulis singulæ quantum fieri potest, si dividi commodè nequeant; vel ei qui licitando vicerit extraneo etiam ad licitandum admisso, maximè si unus hæredum pauper aut pupillus sit. 10. 2. 22.

II. Si res dividenda non recipit divisionem adjudicationi locus est. 10. 2. 22.

III. Quid si statuto cautum esset, sociom socio posse offerre electionem, an rem pretio a se æstimatam, an pretium habere malit. 10. 2. 22.

828. — 831. — I. In judicio familiæ erciscundæ veniunt præstationes personales, impensæ utiliter factæ et damna quoque. 10. 2. 25.

II. Circa præstationes personales debent condemnationes et absolutiones fieri in omnium personis, alias non valent. 10. 2. 25.

III. An et unus hæredum qui solus gessit res hæreditarias salarium petere possit. 10 2. 25.

IV. Veniunt etiam fructus rerum hæreditariarum et rerum accessiones. 5. 3. 1.—10. 2. 25.

V. An cum hâc actione concurrere possit actio negotiorum gestorum, ita, ut cohæres eligere possit, utrâ velit experiri. 10. 2. 41.

VI. Qualis culpa ab hærede præstanda in negotiis gerendis. 10. 2. 41.

832. — Res adjudicandæ singulis singulis quantum fieri potest, si dividi commodâ nequeant. 10. 2. 22.

833. — 837.

838. — I. Quomodo consultum sit hæredibus dividere volentibus si quidam diutius absentes nullum suo loco substituant ad divisionem peragendam. 10. 2. 12.

II. Quando divisio cum minoribus, furiosis fieri possit sine judicis decreto; quando necessarium sit judicis decretum ad peragendam divisionem. 10. 2. 15.

839. — Auctione publicâ res hæreditariæ communes venales proponuntur quoties hæredum aliquis inops aut pupillus est. 10 2. 22.

840. — Quid juris si papilli hæreditatem vel rem communem diviserint solâ tutorum auctoritate et judicis decreto. 10. 2. 15.

841. *V. art.* 1699. 1700.

—

CHAPITRE II. — *Des rapports.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit collatio. 37. 6. 1.

II. Quæ prima causa collationis a prætore inductæ, et quibus in casibus emancipati olim suis contulerint, aut non contulerint; et cur non, si ex testamento succederent. 37. 6. 1.

III. Cur emancipati non contulerint emancipatis. 37. 6. 1.

IV. Quo modo sui et suæ dotem et peculia emancipatis contulerint. 37. 6. 1.

V. Quibus modis quis adigatur ad collationem, et quid agendum si quis uni cohæredi aut omnibus conferre vel cavere nolit aut non possit. 37. 6. 16.

VI. Quid si postea collationem offerat. 37. 6. 16.

VII. An et pacto collationis necessitas tolli possit jure civili ac moribus. 37. 6. 28.

VIII. De conjungendis cum emancipato liberis ejus. De collatione tum facienda et de legatis tunc præstandis. Qui hic veniant appellatione liberorum; an hic titulus jure novo Justinianeo mutatus sit. 37. 8. n. 1. 2.

V. C. c., art. 843 *et seqq.*

Par qui et quand le rapport est dû.

843. — I. Jure novo emancipati conferunt emancipatis et suis, ac sui emancipatis, etiam cum ex testamento defertur successio. 37. 6. 2.

II. Non tamen conferunt descendentes testamento instituti, quoties iis ab intestato non fuisset delata successio ascendentis. 37. 6. 2.

III. Idem est de nepotibus vivo patre intermedio unà cum patre vel patruis institutis, vel naturalibus unà cum legitimis. 37. 6. 2.

IV. Nepotes ex jure repræsentationis avo succedentes, ea quæ ipsi ab avo acceperunt conferunt, non tantum in gratiam fratrum, sed et in gratiam patruorum quibuscum concurrunt; sive vivo, sive mortuo patre intermedio ab avo acceperint. 37. 6. 3.

V. Nepotes avo succedentes et patruis et patruorum aliorum prædefunctorum liberis, quibuscum succedunt conferre debent, quæ pater intermedius, si vixisset et successisset conferre debuisset; sive patri intermedio hæredes fuerint, sive non: nisi statutum ferat, ut nepotes avo non in stirpes sed in capita succedant. 37. 6. 4.

VI. An nepotes etiam conferre debeant quæ pater intermedius fuisset collaturus, si conferenda tantæ quantitatis sint, ut collatione factâ nepotibus conferentibus ne legitima quidem salva sit. 37. 6. 6.

VII. Quid juris circa collationem si extranei unà cum liberis instituti sint. 37. 6. 6.

VIII. An et ascendentes conferant, si succedant descendenti. 37. 6. 6.

IX. An et collaterales, si succedant collaterali. 37. 6. 6.

X. Quid si testator collationem tunc injunxerit, et quando videatur injunxisse. 37. 6. 6.

XI. Moribus liberi parentibus succedentes etiam in gratiam parentis superstitis aut vitrici vel novercæ conferre debent. 37. 6. 7.

XII. Cur tota dos et alia similia in gratiam proprii parentis in totum sint conferenda ex jure Scabinico. 37. 6. 7.

XIII. Contenditur ex jure Æsdomico, et passim in aliis locis, dotem ex communi parentum patrimonio datam, non nisi pro semisse, et tantum in gratiam fratrum non item parentis superstitis, conferendam esse, totum tamen debere conferri in gratiam vitrici aut novercæ. 37. 6. 7.

XIV. Non modo descendentes sed et collaterales conjugis præmorientis conferre debent in gratiam conjugis superstitis, veluti feudum novum stante matrimonio acquisitum. 37. 6. 8.

XV. An et quando collateralis in feudum novum succedens, pretium ejus solvere teneatur. 37. 6. 8.

XVI. Conjux præmoriens neque descendentibus neque collateralibus remittere potest necessitatem conferendi in præjudicium superstitis. 37. 6. 8.

XVII. An si liberi adeant cum inventario, conferre debeant in gratiam fratrum. 37. 6. 26.

XVIII. An et in gratiam creditorum parentis defuncti, ut collata iis cederent in æris alieni solutionem. 37. 6. 26.

XIX. Cessat collatio, si testator eam remiserit. 37. 6. 27.

XX. An remissio etiam ex indiciis colligi possit. 37. 6. 27.

XXI. Quæ sint indicia, ex quibus id colligatur. 37. 6. 27.

XXII. An in collationem conferenda sint prælegata. 37. 6. 12.

V. art. 851. 1003, *chap. III, sect. III, n.* 4 *et seqq.*

844. 845. 846. — *Vide suprà, Pr. gén.*

847. — *V. art.* 843, *n.* 19. 20. 21.

848. — Nepotes præmortuo parente succedentes avo, pati debent in legitimam sibi imputari ea quæ parens intermedius si superstes fuisset debuisset conferre, sive hæredes fuerint parenti intermedio, sive non, sive cum patruis suis concurrant, sive soli avo succedant. 5. 2. 6. — *V. C. c., art.* 843, *n.* 6. 4. 5. — *Art.* 851, *n.* 15.

849. — *V. C. c., art.* 847.

850. — Quo tempore facienda sit collatio. 37. 6. 6.

Quelles choses sont ou non sujettes au rapport.

851. — I. Conferenda profectitia; quæ sub iis contineantur. 37. 6. 11.

II. An dona susceptoris de fonte baptismatis. An quæ liberi suâ industriâ lucrati sunt dum simul cum patre vel seorsim habitabant 37. 6. 11.

III. Quid si suâ industriâ admodum auxerint patrimonium. 37. 6. 11.

IV. An et conferenda quæ quis dolo aut culpâ possidere desierit. 37. 6. 12.

V. An et quæ dolo non acquisivit, cùm posset. 37. 6. 12.

VI. An quæ demum quæsita post mortem parentis. 37. 6. 12.

VII. An ex statuto uni jure primogenituræ cedentia. 37. 6. 12.

VIII. An post mortem patris uni ex liberis donata ob patris benemerita. 37. 6. 12.

IX. An adventitia; an ususfructus adventitiorum quem pater filiofamilias remisit. 37. 6. 12.

X. An lucrum dotis ex pacto vel statuto quæsitum. 37. 6. 12.

XI. An conferenda sit donatio remuneratoria; an et quando donatio simplex; et quid moribus. 37. 6. 13.

XII. An et conferenda quæ liberis ad officinam instruendam, ad mercaturam et similia data sunt. 37. 6. 14.

XIII. An et quod pater pro filio solvit tanquam fidejussor ejus. 37. 6. 14.

XIV. An et generaliter quæ filius succedens patri vivo debuit. 37. 6. 14.

XV. An et nepotes avo succedentes, ea quæ pater intermedius prædefunctus suo patri debuit, si nepotes patri hæredes non fuerint. 37. 6. 14.

XVI. An et conferenda quæ filius patri debuit ex delicto. 37. 6. 15.

XVII. An et quæ pater pro filio delinquente solvit. 37. 6. 15.

XVIII. An et conferenda, quæ uni ex liberis data in eos usus in quos data non solent conferri, si is illa non in eos usus erogaverit sed inutiliter consumpserit; cui incumbat probatio inutilis consumptionis. 37. 6. 15.

XIX. An et quatenus conferenda, quæ erogata in acquisitionem præbendæ, canonicatûs, munerisve venalis, aut non venalis. 37. 6. 20.

XX. An et conferenda quæ pater erogavit ad filium liberandum qui ab hostibus aut barbaris captus erat. 37. 6. 20.

XXI. An et quando et quousque sumptus in peregrinationem conferri debeant in gratiam fratrum vel novercæ per distinctiones explicatur. 37. 6. 21.

XXII. Conferenda dos et propter nuptias donatio, filiæ suæ et emancipatæ data. 37. 7. 1.

XXIII. An dos ab avo nepti data conferri debeat, cum neptis patri intermedio succedit. 37. 7. 1.

XXIV. An dos a patruo data filiæ sui fratris, ubi illa filia suo patri, vel patruo danti succedit. 37. 7. 1.

XXV. Quid juris circa dotis collationem, si illa ob inopiam et culpam mariti salva esse

nequeat, tum jure civili, tum moribus. 37. 7. 2.

XXVI. An ipsa corpora dotalia, an æstimatio conferenda sit; et an etiam in parentis superstitis aut vitrici vel novercæ utilitatem. 37. 7. 2.

XXVII. An et conferendum quod altra donationem propter nuptias pater dedit, ut filias nuptias puellæ obtineret, a quâ alias repulsam passurus fuisset. 37. 7. 2.

XXVIII. An et conferenda alimenta et sumptus puerperii dum parens filiam cum marito et liberis aliquamdiu aluit. 37. 7. 4.

XXIX. An feodi novi empti aut alio titulo acquisiti pretium conferendum sit. Tractantur multæ quæstiones diversæ circa hæc. 37. 2. *n*. 16. 17. 18.

852. — I. An et quando et quousque sumptus in studia conferri debeant in gratiam fratrum vel vitrici aut novercæ, per distinctiones explicatur. 37. 6. 21.

II. An bibliotheca studiorum occasione comparata conferri debeat. 37. 6. 22. — *V. Pr. gén., sect. III, chap. VI, hoc tit., n.* 11.

III. Non conferendi sumptus in convivium nuptiale, ornamenta, vestes et alia erogati, nisi de contrariâ parentum voluntate apertè constet. 37. 7. 5.

IV. Undè erogatorum quantitas probari possit. 37. 7. 5.

V. C. c., art. 851, *n.* 22 *et seqq.*

853. — 855. — *V. suprà.*

856. — An et quando rerum conferendarum fructus aut usuræ conferri debeant. 37. 2. 24. — *V. C. c., art.* 851, *n.* 9; *et art.* 928.

A qui le rapport est dû.

857. — An debeatur collatio in gratiam creditorum parentis defuncti ut collata iis cederent in æris alieni solutionem. 37. 2. 26. — *V. suprà, Pr. gén., pag.* 47.

Comment se font les rapports.

858. 860. — I. Collatio fit vel conferendo rem, vel tanto minus percipiendo, vel cautionis præstatione si incerta adhuc sit collatio. 37. 2. 9.

II. Quid si res deteriorata sit. 37. 6. 2.

III. Cui competat electio, an res an vera æstimatio conferenda sit. 37. 2. 9.

IV. Cujus temporis æstimatio spectari debeat. 37. 6. 2.

V. Quid juris circa collationem et æstimationem in Hollandiâ. 37. 6. 9.

VI. Cujus temporis æstimatio in feudis novis conferendis inspicienda sit. 37. 6. 9.

861. 862. — I. An ex conferendis deduci debeant impensæ in res conferendas factæ. 37. 6. 24.

II. An adnotationi et assertioni parentis, standum in dubio si non satis constet de quantitate erogatorum et conferendorum. 37. 6. 21.

863. — Quid si res collationi subjectæ deteriorata sit culpâ vel dolo conferentis. 37. 6. 9.

864. — 867.

868. — *V. C. c., art.* 859.

CHAPITRE III. — *Du payement des dettes.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Hæres aditione subjicitur oneribus hæreditariis. 29. 2. 10.

II. An unius inopia cæteros gravat. 29. 2. 12. — *V. art.* 870, *n.* 23.

III. An si singulis hæredibus singula nomina in solidum adjudicata sint, id noceat aut prosit creditoribus. 29. 2. 12. — 10. 2. 26.

IV. An creditor qui unum ex pluribus in solidum convenit vi adjudicationis, adhuc contra reliquos agere possit in id quod a priore servare non potuit. 29. 2. 19. — 10. 2. 26.

V. Quid si testator voluerit vel inter cohæredes convenerit ut singuli certa debita in solidum solverint. 10. 2. 27. — 29. 2. 12. — 31. 1. 13. — *V. C. c., art.* 870, *n.* 2 *et* 21.

VI. Quid si defunctus contracta suu unum ex pluribus futuris hæredibus in solidum obligaverit. 12. 2. 27. — 29. 2. 10. — 3. 1. 13.

VII. Quid agere possint cohæredes reliqui si pro suâ parte hæreditariâ conveniantur a creditore respectu debiti cujus solutio nui erat imposita. 10. 2. 27. — 29. 2. 10.

VIII. De debitis individuis hæredes singuli in solidum conveniri possunt et solidum præstare debent, ubi de obligatione ad opus, ad patientiam servitutum prædialium itineris, actûs, etc., ad factum, ad abstinentiam a facto. 22. 2. 22.

IX. An ac quousque in hisce casibus, singuli ad id quod interest teneantur si obligatio impleta non sit. 29. 2. 28.

X. Recensentur casus quibus singuli hæredes pro parte quidem conveniuntur, sed solvi nisi totum non potest, ubi de obligatione defuncti ad rem in genere, vel ad duas res alternativâ debitas. 22. 2. 29.

XI. Quid de debitis defuncti hypothecariis. 29. 2. 20.

XII. Quid si defunctus promiserit, se rem certam creditori pignori obligaturum esse. Item de pretio adhuc debito pro re per defunctum emptâ, sed necdum ei traditâ. 29. 2. 29.

XIII. Quibus in casibus hæredes in solidum conveniri possint, sed liberantur partis solutione; ubi de præstatione evictionis rerum a defuncto venditarum. 29. 2. 30.

XIV. Si alimenta debeantur a pluribus hæredibus, nui eorum præstatio imponenda est a judice. 29. 2. 31.

XV. Ex quorumdam locorum legibus singuli hæredes de debitis etiam individuis in solidum conveniri possunt. 29. 2. 31.

XVI. Cujus loci statutum observandum sit, in quæstione an hæredes singuli in solidum, an pro parte teneantur. 22. 2. 31.

XVII. An et quando et quousque hæres teneatur præstare factum defuncti, cum defunctus quid jure aut minus rectâ aut omnino contra leges fecit. 29. 2. 32.

XVIII. An hæredes ex culpâ defuncti teneantur. 29. 2. 32. — 27. 7. 4.

XIX. An hæredes ex dolo defuncti teneantur. 27. 7. n. 3. 2. — 44. 7. 15.

XX. An hæredes ex delictis defuncti teneantur. 9. 2. 12. — 9. 3. 1. — 3. 2. 3. — 39. 4. 20.

V. C. c., art. 1384.

XXI. An filius studiis destinatus et jam initiatus, moriente patre ante ea absoluta, petere possit ex communi sibi sumptus subministrari ad ea perficienda, libros comparandos et honorem doctoratûs obtinendum; an non saltem tunc cum fratres post obitum parentis in communione perdurant. 37. 6. 23.

XXII. Si quis omissâ causâ testamenti, ab intestato vel alio modo possideat hæreditatem, an teneatur ad legata; quid sit hujus tituli usus moribus hodiernis. 29. 4. n. 1. 2. 3.

XXIII. Qui debeant defuncti funus curare; quid juris si non curent illi quibus id testator mandaverit. 11. 7. 7.

V. C. c., art. 419. — *Art.* 1002, *chap. II, sect. I, n.* 1 *et seqq., et sect. II, n.* 36 *et* 37. — *De la Propriété, Pr. gén.* — *De la Revendication, sect. II, § I, n.* 14 *et* 15, *pag.* 25.

SECTION PREMIÈRE. — Dans quelle proportion les héritiers contribuent-ils aux dettes et charges.

870. 871. — I. Nomina et actiones passivæ ipso jure inter cohæredes divisa sunt, ita ut pro ratâ hæreditatis partes singuli debeant. 10. 2. 26.

II. Pro quâ parte quisque ferat onus æris alieni, si vel ex testamento vel ab intestato, vel partim ex testamento partim ab intestato, alter mobilium alter immobilium, hæres sit. 10. 2. 22. — 22. 2. 24.

III. Pro quâ parte feratur æs alienum si testator alium paternorum, alium maternorum bonorum hæredem scripserit, vel pro statutorum diversitate unus in quædam tantum bona successerit; idque tum ratione creditorum tum ratione cohæredum inter se. 10. 2. 28. — 29. 2. n. 25 et 26.

IV. Pro quâ parte quisque ferat æs alienum, si testator portiones hæreditarias expresserit et quibusdam prælegata dederit. 29. 2. 20.

V. Pro quâ parte si testator divisionem rerum non respondentem partibus expressis fecerit, vel sine præcedente partium expressione singulos ex rebus certis diversi valoris aut ex rei unius partibus inæqualibus hæredes scripserit sine cohæredâ. 29. 2. 20.

VI. Quid si testator res omnes inter eos inæqualiter diviserit, vel alium rerum italicarum, alium provincialium, alium prædiorum urbanorum, alium rusticorum, alium cæterarum rerum hæredem instituerit. 29. 2. 20.

VII. Si res uni ex institutione obvenientes non sufficiant oneri æris alieni pro parte ejus, nec is aliunde quid habeat, an id cæteri ex suis partibus solvere debeant. 29. 2. 26.

VIII. Quid si testator distributionem rerum fecerit, sed vetuerit ne quis prælegata capiat, nisi soluto prius omni ære alieno. 29. 2. 22.

IX. An ex jure primogenituræ amplius capiens quam reliqui cohæredes, etiam majorem ob id æris alieni partem ferat. 29. 2. 21.

X. Quid si feudum primogenito cedens pro debito oppignoratum sit. 29. 2. 21.

XI. Quid si onus certi æris alieni propter ipsum feudum contracti sit feudo impositum. 29. 2. 21.

XII. Si pater feudum emerit, sed pretium necdum solverit, vel mutuum ad solvendum pretium accipiens, pro eo feudum obligaverit, an primogenitus solus id onus agnoscere debeat. 29. 2. 21.

XIII. Si collateralis in feudum tale non usu succedat, an ipse onus pretii necdum soluti ferre teneatur. 29. 2. 21.

XIV. An ferat onus æris alieni qui ex re certâ institutus est, alio dato cohærede sine re; et quid si institutus sit ex certâ parte acquæstuum. 29. 2. 22.

XV. Quid juris circa onus æris alieni si alius castrensium, alius paganicarum rerum hæres scriptus sit; et quid si res castrenses non sufficiant debitis castrensibus. 29. 2. 23.

XVI. Quid obtineat circa æs alienum si juxta mores hodiernos alius ex testamento alius ab intestato hæres sit, vel quidam in omnium locorum rebus, alii tantum in certorum locorum bonis defuncto succedant propter statuta successionem ab intestato diversimode in singulis locis definientia. 29. 2. 26.

XVII. Si inter legitimum et testamentarium hæredem transactio de hæreditate facta sit, pro quâ parte quisque æs alienum agnoscat. 29. 2. 27.

XVIII. Quousque ad æs alienum teneatur qui in solâ legitimâ institutus est. 29. 2. 27.

XIX. An liberi quibus pater assignavit bona materna et in se recepit onus omne æris alieni, adhuc a creditoribus conveniri possint. 29. 2. 27.

V. Pr. gén., h. ch. III. — *Art.* 1220. 1221.

SECTION II. — De l'acquittement des legs.

I. Pro quâ parte hæres singulus ad legata teneatur. Pro eâ quâ hæres est. 29. 2. 27. — 32. 1. 42.

II. Si in solidum conventus ac condemnatus sit, quibusdam in casibus regressum pro ratâ contra cæteros habet: nisi unum in solidum testator gravet, vel singulos pro virili, non pro hæreditariâ portione. 30. 1. 46. — 29. 2. 16.

III. Quando id censeatur voluisse. 30. 1. 46.

IV. An unius hæredis inopia cæteros gravet ratione legati. 30. 1. 46. — 26. 2. 19.

V. An portio deficientis accrescat aliis reliquis hæredibus cum onere legati. 30. 1. 46.

VI. Si hæres unus, tanquam ex asse hæres, gravetur legato, et post ei alios addatur, vel moriens unum gravet, sciens duos sibi ab intestato successuros, an gravatus solus totum præstet. 30. 1. 47.

VII. Quid si gravetur ex asse institutus, qui ex statuto sola mobilia capere potest. 30. 1. 47.

VIII. Quid si putans unum tantum successurum eum gravet legato; et præter illum alius quoque succedat, an prior totum præstet. 32. 1. 47.

V. C. c., art. 1009. 1012. 1017. 1024.

De l'action hypothécaire.

873. 874. 875. — I. De debitis defuncti hypothecariis, et quid si defunctus promiserit se rem certam creditori pignori obligaturum esse. 29. 2. 22.

II. Cum res plures pro uno debito obligatæ sunt, vel res una, sed postea inter plures hæredes divisa vel uni adjudicata, creditor res singulas et singulas partes a quocumque possessas, pro solido debito potest exsequi, nec cogi potest ut dividat actionem. 20. 4. 4.

III. Si unus ex pluribus hæredibus solidum solverit debitum hypothecarium, quibus actionibus ei contra hæredes consultum sit. 20. 4. 5.

IV. An cum actione familiæ erciscundæ concurrere possit actio negotiorum gestorum. 10. 2. 11.

V. An et tertiis tam justis tum non justis pignorum possessoribus actiones cedi debeant per creditores adversus cæteros possessores rerum aut partium pro eodem debito obligatarum, si hypothecariâ conventi solidum debitum solvere parati sint. 20. 4. 5.

V. C. c., art. 1009. 1012. 1017.

876. — Si unus hæredum non sit solvendo, an id cæteros gravet. 10. 2. 26. — 29. 2. 19.

De la séparation des patrimoines.

SECTION PREMIÈRE. — En général.

878. — I. Quid sit separatio patrimoniorum, et de separatione bonorum defuncti a bonis hæredis oberati, petendâ per creditores et legatarios. 42. 6. n. 1 et 2.

II. An eam petere possint etiam quibus sub conditione debetur. 42. 6. 2.

III. An et ei locus si quis ex substitutione hæres sit. 42. 6. 2.

IV. An et hypothecariis creditoribus utilis esse possit. 42. 6. 2.

V. An et quando creditores hæredis ad separationem petendam admittendi sint. 42. 6. 2.

VI. Certæ sunt aliæ bonorum separationes enumeratæ ubi de separatione bonorum patroni a bonis servi, hæredis necessarii, peculii filiifamilias a bonis patris per fiscum ut creditorem occupatis. 42. 6. 1.

VII. De separatione hæredis patris ab hæreditate filii impuberis in gratiam substituti pupillaris; castrensis peculii a paganico. 42. 2. 1.

VIII. De separatione bonorum fidejussoris a bonis debitoris oberati qui fidejussori hæres extitit. 42. 6. 1.

SECTION II. — Des effets qu'elle produit.

I. Quis sit effectus separationis obtentæ. 42. 6. 3.

II. An prosit illis qui eam non petiverunt. 42. 6. 3.

III. Si bona defuncti separata non sufficiant creditoribus defuncti, an tunc adhuc hæredem convenire possint, et quid juris tunc sit. 42. 6. 3.

IV. An quod superest ex separato patrimonio defuncti cedat dein creditoribus hæredis. 42. 6. 3.

V. C. c., art. 2111.

Quand elle cesse.

879. — I. Cessat separationis hujus facultas si creditores hæreditarii fidem hæredis secuti sint novando, fidejussores et pignora accipiendo. 42. 6. 4.

II. Cessat si cum hærede ex liberâ eligendi mente aliquid gesserint. 42. 6. 4.

III. Quid si hæredem ex liberâ eligendi mente aliquid gesserint. 42. 6. 4.

IV. Cessat si hæreditatem sine fraude jam vendiderit hæres. 42. 6. 4.

V. Cessat si hæreditariæ jam sint permistæ bonis hæredis ut separari amplius non possint. 62. 6. 4.

VI. Quid si hæreditarius hæres antea vendiderit. 42. 6. 4.

VII. Quid de pretio hæreditatis vel rerum hæreditariarum venditarum adhuc debito, vel jam soluto. 42. 2. 4.

VIII. Quid si res defuncti sint per hæredem pignori datæ. 42. 6. 4.

V. C. c., art. 1271.

880. — Hæc facultas cessat quinquennio ab aditâ hæreditate. 42. 2. 4.

881. — An et quando creditores hæredis ad separationem petendam admittendi sint. 42. 2. 2.

Des droits des créanciers des copartageants.

882. — I. An creditoribus detur actio familiæ erciscundæ vel communi dividundo. 10. 2. 0. — 16. 3. 1.

II. Possunt creditores intercedere per judicem in divisione ne fiat, donec ipsis solutum aut satisdatum sit, et quæ sit utilitas hujus intercessionis. 16. 2. 32.

SECTION IV. — Des effets du partage et de la garantie des lots.

883.

De la garantie d'éviction entre cohéritiers.

884. — I. Evictio præstanda in judiciis divisoriis familiæ erciscundæ. 21. 2. 8.

II. An eodem modo locum habeat, sive ju-

dicis auctoritate, sire cohæredum consensu divisio facta sit. 21. 2. 6.

III. An in divisione per ipsum testatorem factâ, cohæredes sibi invicem præstent evictionem divisorum, si forte res aliena uni per testatorem assignata sit. 10. 2. 1.

885. 886.

SECTION V. — DE LA RESCISION EN MATIÈRE DE PARTAGE.

Principes généraux. Questions diverses.

I. An rescindi possit divisio quæ inter rerum et falsum hæredem per errorem facta est, sive privatim, sive per judicem. 10. 2. 34.

II. Quid si verus hæres diviserit cum falso hærede cûm non planè erraret, sed dubitaret an is esset hæres nec ne. 10. 2. 31.

III. Communi consensu a divisione factâ recedi potest. 10. 2. 32.

IV. An tacitè recessum videatur si post solemnem divisionem hæredes perseveraverint in communi ac indivisâ rerum possessione per tempus ad præscriptionem requisitum. 10. 2. 39.

887. — I. Divisio inæqualiter dolo facta rescinditur. 10. 2. 35.

II. Facta inter cohæredes divisio rescinditur si læsio in divisione contigerit. 10. 2, n. 34 et 35.

III. Ob qualem læsionem rescindi possit. 10. 2, n. 34 et 35.

IV. An divisio rescinditur etiam cûm judicis auctoritate facta est. 10. 2. 35.

V. An divisio facta ab ipso testatore rescindi queat ob læsionem, et quo casu. 10. 2. 1.

VI. An sit in arbitrio ejus qui plus justo ex divisione accepit, utrum id quod deest cohæredi supplere velit, an de novo divisionem pati. 10. 2. 36.

VII. An rescisio facienda sit tantum respectu ejus qui læsus est, non aliorum intuitu qui læsi non sunt. 10. 2. 36.

VIII. Rescisio non impeditur ob distractionem rei hæreditariæ uni ex cohæredibus adjudicatæ et ab illo jam factam. 10. 2. 36.

IX. Cui incombit probatio læsionis. 10. 2. 36.

X. Quamdiu duret licentia petendi rescisionem divisionis ob enormem læsionem. 10. 2. 37.

888. 889.

890. — In læsionis quæstione, inspiciendum tempus illud quo divisio facta fuit. 10. 2. 36.

891. 892.

TITRE II. — *Des donations entre-vifs et des testaments.*

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit donatio; in quo donum distet a munere. 39. 5. 1.

II. An donatio sit contractus; an sit modus, an causa acquirendi dominii, an vero simul modus et causa. 39. 5. 2.

III. Quid sit donatio propria, quid impropria. 39. 5. 3.

IV. An remuneratoria pertineat ad donationem propriam. 39. 5. 3.

V. Duo sunt donationum genera, altera mortis causâ, altera non mortis causâ vel inter vivos. 39. 5. 4.

VI. An in dubio donatio præsumatur ? Recensentur casus quibus præsumitur. 39. 5, n. 5 et 10.

VII. Quales liberalitates complectatur donatio simpliciter proposita. 38. 6. 1.

VIII. An testamentorum usus laudabilis sit, an magis sola successio ex lege probari debeat. 28. 1. 2.

IX. Quousque multis in locis testamenta relita vel permissa fuerint. 28. 1. 2

X. Quo modo in variis Gelriæ partibus paulatim testamenta recepta sint. 28. 1. 2.

XI. In locis ubi testamenta relita, tamen donationes permissas esse. 28. 1. 8.

XII. Hæreditas testamento delata potior est. 28. 1. 1.

XIII. Quale statutorum genus testamentarias dispositiones regat. 1. 4, p. 2. 3.

XIV. Testamentum rectè conditum imperiali rescripto non infirmandum. 28. 1. 8.

XV. An evictio præstanda sit in donatione. 21. 2. 18.

XVI. An jurisjurandi delatio locum habere possit ad confirmandum actum, cûm legato vel mortis causâ donationi solemnitas quædam deest. 38. 1. 8.

V. art. 711 ; *et infrà, art.* 893 *et seqq.*

Des divers modes de disposer gratuitement.

893. — I. Hæreditas et legata testamento deferuntur. 28. 1. — 30. 1.

II. Per codicillos etiam ultima voluntas testatur ad imitationem testamenti. 29. 7.

III. Per donationes liberalitates accedunt. 39. 5.

IV. Variæ sunt species donationis. 39. 5. 1 et seqq.

V. Mortis causâ capio vicina est mortis causâ donationis, et ad donationum materiam referri potest. 39. 6. 8 et seqq.

VI. De his disponendi modis variis suo cuique loco tractatur. — *V. hoc titulo.*

De la donation à cause de mort.

I. Quid sit donatio mortis causâ; unde colligatur an inter vivos, an magis mortis causâ donatio sit. 39. 6. 1.

II. An si quis permittat alteri rem donare, is eam possit donare mortis causâ. 39. 6. 1.

III. An et quo modo valeat donatio mortis causâ ita facta, *ut nullo casu revocetur*. 39. 6. 1.

IV. In dubio magis præsumitur facta donatio inter vivos, quam mortis causâ; an et tunc, cum in periculo constitutus donat. 39. 6. 2.

V. An et tunc cûm in testamento donat e; donatio per donatarium præsentem acceptatur. 39. 6. 2.

VI. De tribus speciebus donationis mortis causâ, et in quibus effectu differant inter se 39. 6. 3.

VII. An evanescat donatio si donator propter certum præsens aut imminens periculum donaverit, et ex illo periculo evaserit ; et an tunc hæres ejus possit donata revocare. 39. 6. 3.

VIII. De exæquatione legatorum et mortis causâ donationum, in quartâ falcidiâ, jure accrescendi, invaliditate ob fraudatos creditores vel mortem donatarii ante donantem. 39. 6. 4.

IX. De exæquatione legatorum et mortis causâ donationum in rebus, personis, modo, non necessariâ insinuatione et ex moribus necessariâ adhibitione tabellionis et duorum testium. 39. 6. 4.

X. An uxor sine mariti consensu possit mortis causâ donare. 39. 6. 5.

XI. An minor eâ ætate quâ et testamentum condere mortis causâ donare potest. 39. 6. 5.

XII. Inter quos liberalitas testamento exerceri potest, vel non potest, inter eos et donatio mortis causâ licita aut illicita est. 39. 6. 5.

XIII. In quo differat legatum a mortis causâ donatione ; ubi de filiofamilias mortis causâ donante. Quo tempore donatarius capax esse debeat. 39. 6. 6.

XIV. An una sit donatio annuæ præstationis, an multiplex sicut in legatis. 39. 6. 6.

XV. An dominium ex donatione mortis causâ transeat et an acceptatio requiratur. 39. 6. 6.

XVI. An interdicto quod legatorum teneatur donatarius mortis causâ. 39. 6. 6.

XVII. Quibus modis evanescat hæc donatio; an morte donatarii antè donantem, si donans donaverit *Titio et ejus hæredibus*, vel *Titio pro se et hæredibus*. 39. 6. 7.

XVIII. Quid si donans et donatarius vel duo qui sibi invicem mortis causâ donaverant uno casu simul pereant. 39. 6. 7.

XIX. Si diversis temporibus sint factæ mortis causâ donationes et creditores donantis non possint suum consequi, an omnes pro ratâ, an solæ postremæ infirmentur. 39. 6. 7.

XX. An evanescat si donator rem donatam postea alienaverit. 39. 6. 8.

XXI. An evanescat si hæreditas ejus adita non sit. 39. 6. 9.

XXII. An fideicommisso gravari possunt mortis causâ donatarii. 39. 6. 11.

V. art. 894, *n.* 2 *et* 3.

De la prise de possession à cause de mort.

I. Quid sit mortis causâ capio, et in quo distet a mortis causâ donatione. 39. 6. 8.

II. Multis modis causâ mortis capi monstratur. 39. 6. 8.

III. Qui possint mortis causâ capere. 39. 6. 10.

IV. An mortis causâ capio subsistat in fraudam falcidiæ. 39. 6. 18.

V. An implenda mortis causâ capio, si is cui præstandum, capax non sit. 39. 6. 1.

VI. Cui legatur totum, si *decem Caio dederit*, an tota decem dare debeat, si tantum pro parte rem ex causâ legati capere possit. 39. 6. 12.

VII. An fideicommisso gravari possint mortis causâ capientes. 39. 2. 11.

VIII. An regula quod nemo a se ipso capere possit etiam in mortis causâ capionibus locum habeat. 30. 1. 2.

Des codicilles.

I Quid sint codicilli; relinquuntur vel ex testamento vel ab intestato; scripta aut sine scripturâ. 29. 7. 1.

II. Quâ solemnitate condantur; an et mulier in iis possit esse testis. 29. 7. 1.

III. Qui condere possint codicillos; an pater pro suo filiofamilias impubere; an illi qui non habent jus testamenti faciendi. 29. 7. 2.

IV. Quid de servis, filiisfamilias et deportatis. 29. 7. 2.

V. An statuto prohibitus testari, possit nihilominus codicillos facere. 29. 7. 2.

VI. Pluribus codicillis relictis quis ducedere potest; quid si illi inter se pugnent. Non facilè admittenda pugna inter codicillos si aliter interpretatione explicari possint. 29. 7. 3.

VII. Quid codicillis fieri possit; an directa institutio vel substitutio; an hæreditas adimi; conditio institutioni apponi, nomina hæredum vel portiones hæreditariæ exprimi, conditio impleri. 29. 7. 3.

VIII. An dubia testamenti verba explicari; an hæres testamento institutus declarari indignus; an pœna privationis apponi in codicillis. 29 7. 3.

IX. Quando in codicillis scripta perinde habeantur ac si in testamento unde dependent scripta essent; quando non, exemplis variis illustratur. 29. 7. 4.

X. Moribus nostris confusa testamentorum et codicillorum jura, ratione solemnium, ut eorum quæ in codicillis olim fieri non poterant; cujus juris multi effectus sunt. 29. 7. 5.

XI. An testamenta imperfecta sustineantur jure codicilli. 29. 7. 6.

XII. Quid si clausula codicillaris sit apposita; quibus illa verbis concipi possit; concipi potest vel ut ad omnia, vel ut ad quædam tantum disposita relationem habeat 29. 7. 2.

XIII. An clausula codicillaris non addita tacitè subaudiatur. 29. 7. 7.

XIV. Quid si sit militare, vel testamentum patris inter liberos. 29. 7. 7.

XV. Si expressa sit, præsumitur ex voluntate testatoris expressa esse. 29. 7. 7.

XVI. Clausula codicillaris confirmat testamenta imperfecta ratione solemnitatis, non item imperfecta ratione voluntatis, aut alias continentia ea quæ contra leges sunt vel condita ab his qui non habent testandi jus. 29. 7. 8.

XVII. An jure civili firmat testamenta ob præteritionem certarum personarum nulla aut infirmanda. 22. 7. 9.

XVIII. An efficiat, ut hæredes ab intestato restituant quasi ex fideicommisso hæreditatem ei qui verbis directis in testamento substitutus fuerat. 29. 7. 8.

XIX. An qui prius egit tanquam ex testamento, postea possit agere ex vi clausulæ codicillaris tanquam ex codicillo; et quid moribus. 22. 7. 9.

Du précaire.

I. Precarium differt a donatione et precariâ juris canonici. 43. 26. 1.

II. An sit contractus. 43. 26. 1.

III. Quando repeti possit precarium. 43. 26 1.

IV. Quid moribus. 43. 26. 1.

V. Quæ res precariò concedi possint. 43. 26. 1.

VI. An et res suo domino. 43. 26. 1.

VII. Qualia commoda habeat precariò tenens; an et interdictum uti possidetis. 43. 26. 2

VIII. Quid sit interdictum de precario, quibus competat et contra quos. 43. 26. 3.

IX. An et quousque hæredes teneantur; an precarium ad eos transeat. 43. 22. 3.

X. Quo tempore in precario solus dolus, quo tempore culpa levissima præstanda sit et cur. 43. 26. 3.

XI. Cum hoc interdicto concurrit actio præscriptis verbis. 43. 26. 3.

XII. Quando cesset interdictum de precario. 43. 22. 4.

XIII. Quibus modis evanescat precarium. 43. 26. 4.

XIV. Qui ædificavit precario, tollendum ad vicini beneplacitum, *tot wederzeggens toe*, non cogitur destruere nisi novâ emergente causâ. 43. 25. 5.

De la donation entre-vifs.

894. — I. Quid sit donatio inter vivos. 39. 5. 4.

II. An sit donatio inter vivos, si quis dicat, se donare post mortem suam. 39. 5. 4.

III. An donatarius talem donationem ad hæredes transmittat, si viva donante moriatur. 39. 5. 4.

IV. Unde colligatur an inter vivos donatio sit. 32. 2. 1.

V. Est et donatio inter vivos causâ mortis facta cum hâc clausulâ, *ut nullo casu revocetur*. 38. 6. 1.

V. Pr. gén., in cap. hoc tit. II. — *Art.* 823, n. 7. 8. 9. 10. 11. — *Art.* 1002, *chap. II, sect. I*, n. 11.

Des testaments.

895. — I. Quid sit testamentum. 28. 1. 3.

II. Quotuplex sit testamentum. 28. 1. 3.

III. Nemo potest mori partim testatus, partim intestatus. 28. 1. 1.

IV. Hodie invaluit unumquemque pro parte testatum et pro parte intestatum mori posse. 28. 1. 1.

V. Pr. gén., in cap. hoc tit., art. 823.

Des substitutions.

896. — I. Quæ sit ratio introductæ substitutionis. Quadruplex est : vulgaris, pupillaris, quasi pupillaris et militaris. 28. 6. n. 1 et 8.

II De vulgari substitutione. — *V. art* 822.

III. De pupillari substitutione. Quid sit. 28 2. 12.

IV. Quis eam facere possit. An et mater. 28. 6. 16.

V Quibus liberis fiat. An et quousque adrogatis per adrogationem. 28. 2. 16.

VI. An liberis exhæredatis. An et liberis à patre præteritis. 28 2. 16.

VII. Quid juris si pater pupillariter substituerit liberis natis aut posthumis in gradu primo præteritis, in secundo exhæredatis. 28. 2. 16.

VIII. An et quando substitutio pupillaris tacita contineatur sub expressâ vulgari, quando non. 28. 2. 17.

IX. Quando reciproca liberorum substitutio vulgarem tantum, quando etiam pupillarem complectatur. 28. 8. 17.

X. An vulgaris expressa impuberi facta contineat etiam pupillarem tacitam, si impubes moriatur matre superstite. 22. 6. 17.

XI. Cum *novissimo morienti* substituitur, an tunc instituti etiam sibi invicem substituti intelligantur. 28. 2. 18.

XII. An et substituto tunc et locus sit, cum omnes instituti simul uno casu pereunt, nec apparet uter alteri superstes fuerit. 28. 2. 18.

XIII. Quid juris si pater voluerit, ejus filii qui novissimus morietur, partem hæreditatis propinquo restitui. 28. 6. 18.

XIV. Non valet substitutio pupillaris nisi pater sibi quoque testamentum faciat, vel alio tempore anteriore, vel eodem tempore, licet tunc ordo scripturæ conversus sit; non item posteriore. 28. 2. 19.

XV. An pater tunc sibi scriptum, filio nuncupativum possit testamentum facere. 28 2. 19.

XVI. An et privilegiato testamento pupillaris substitutio fieri possit. 28. 6. 19.

XVII. Quos pater possit impuberi substituere pupillariter. An extraneos præteritâ matre et fratre pupilli. 28. 6. 20.

XVIII. Si pater eosdem filio quos sibi hæredes scripserit, quales ex substitutione partes habituri sint. 28. 6 20.

XIX. An ad substitutionem admittendi sint, si patris hæreditatem repudiaverint. 28. 6. 20.

XX. An et hæres vel pater vel dominus ejus qui institutus fuerat, ac substitutus, et patris hæreditatem adiverat. 28. 6. 20.

XXI. Quales partes ex substitutione capere debeant, si pater eosdem, quos sibi, et Sempronium filio substituat. 28. 2. 20.

XXII. Quando sola sui hæredis existentia

confirmet tabulas pupillares, licet suos se non miscuerit, sed abstinuerit. 28. 6. 21.

XXIII. Quando ex adverso aditione hæreditatis paternæ opus sit ad pupillaris substitutionis confirmationem. 28. 2. 21.

XXIV. Substitutus qualia bona acquirat ex substitutione pupillari. 28. 6. 22.

XXV. An possit separare hæreditatem patris ab hæreditate impuberis, et paternâ repudiatâ adire eam quæ impuberis est. 28. 6. 22.

XXVI. Evanescit pupillaris, si impubes vivo patre moriatur, aut aliter desinat in ejus potestate esse. 22. 6. 23.

XXVII. Quid juris, si pater substituens, aut impubes, aut uterque, ab hostibus capiatur, et ibi decedat, vel postliminio revertatur. 28. 6. 23.

XXVIII. Quando tabulæ pupillares corruant propter infirmatum paternum testamentum, per distinctiones traditur. 28. 2. 24.

XXIX. Perit etiam substitutio hæc pubertate, vel tempore breviore specialim apposito. 28. 6. 25.

XXX. An ultra pubertatem facta sustineatur jure fideicommissi ex jure civili. 28. 6. 25.

XXXI. Moribus hodiernis pupillaris substitutio ultra pubertatem facta sustinetur jure fideicommissi, sive a patre, sive a matre, sive ab extraneo facta sit; nec se extendit ultra bona substituentis, licet impubes moriatur extra pubertatem, et substitutio a patre facta sit. 28. 6. 26.

XXXII. De quasi pupillari vel exemplari substitutione. Quid sit. 28. 6. 27.

XXXIII. An et mutis et surdis liberis fieri possit. An et prodigis. 28. 2. 27.

XXXIV. An furiosis impuberibus pater aut mater exemplariter substituere possit. 28. 6. 28.

XXXV. An liberi possint furiosis parentibus. 28. 6. 28.

XXXVI. An liberis ulterioris gradus. An adrogatis. An naturalibus a patre vel matre. 28. 6. 29.

XXXVII. Exemplariter substituens debet etiam sibi facere testamentum; et liberos quibus substituit, saltem in legitimâ instituere. 28. 6. 30.

XXXVIII. Ad substitutionem quasi pupillarem liberi etiam tales esse debent, ut sibi potuissent post mortem substituentis testamentum condere, si furor non impediret. 28. 6. 32.

XXXIX. Denique substituendi liberi aut fratres ejus qui furiosus est, ac his demum deficientibus extranei. 28. 6. 30.

XL. Probatur, non sufficere, quod quidam ex pluribus liberis aut fratribus furioso substituantur; sed omnes quotquot sunt, substituendos esse liberos, et his deficientibus fratres; licet fortè quidam in furiosum ingrati fuerint. 28. 6. 31.

XLI. Cur non fuerit usaetum, ut pater vel mater furiosi filii exemplariter ei substituetur; et an hoc cum humanitatis ratione conveniat. 28. 6. 32.

XLII. Qualia bona capiat exemplariter substitutus, sive solus pater, sive sola mater, sive parens uterque ita furioso substituerit. 28. 6. 33.

XLIII. Quid moribus hodiernis operetur hæc substitutio. 28. 6. 33

XLIV. Quibus modis evanescat hæc substitutio. Si furiosus post dilucidum intervallum iterùm in furorem relabatur, an substitutio reviviscat. 23. 6. 34.

XLV. An non saltem parentes tunc de novo possint exemplariter substituere. 28. 6. 34.

XLVI. An infirmetur hæc substitutio, si postea nascantur liberi aut fratres qui furioso substituti non sunt. 28. 6. 35.

XLVI. Quid sit militaris substitutio. 28. 6. 36.

V. C. civ., art. 898.

897.

Quelles dispositions ne renferment pas de substitution.

898. — I. An, si donatum sit, eâ lege, ut donata ad donantem revertantur, si donatarius sine liberis decesserit, inde liberis donatarii jus fideicommissi natum sit. 38. 5. 44.

II. Quot substitutionum gradus fieri possint. 28. 6. 1.

III. An substitutus substituti etiam sit substitutus primi instituti. 28. 2. 2.

IV. Substitutio in dubio præsumenda magis directa quam fideicommissaria. 28. 6. 3.

V. Directa vel pura vel conditionalis est. Quando censeatur conditionalis esse. 28. 6. 3.

VI. Quando substituto locus fiat tum in purâ tum in conditionali. 28. 6. 3.

VII. An substituto potiores sint hæredes ejus qui ante aditionem mortuus, adeundi facultatem ex aliquo jure ad hæredes transmisit. 28. 0. 4.

VIII. An filiofamilias instituto et nolente adire, pater ejus adire volens substituto potior sit. 28. 6. 5.

IX. An cohæres ex jure accrescendi præferatur substituto. 28. 6. 6.

X. Substitutus potior est instituto, si institutus sit servus a domino obæratu ut hæres necessarius. 28. 6. 7.

XI. Substitutus concurrit cum instituto, cùm testator servum instituit quem putabat liberum esse. 28. 6. 7.

XII. An substituto locus fiat, si institutus ob ipso testatore vel a lege indignus declaratus sit; et quid moribus. 28. 6. 8.

XIII. Substitutio quadruplex est, vulgaris, pupillaris, quasi pupillaris, et militaris. Reciproca et compendiosa non differt a superioribus, nisi formulâ verborum. 28. 6. 9.

XIV. Quid sit substitutio vulgaris; unus pluribus, plures uni, singuli singulis substitui possunt. 28. 6. 16.

XV. Si instituti sibi invicem substituantur, quales in substitutione partes habere debeant. 28. 6. 10.

XVI. An in casu numeri præcedentis conditiones institutioni additæ censeantur repetitæ in substitutione. 28. 2. 10.

XVII. An ex vulgari substitutione suus hæres ex necessario voluntarius fiat. 28. 6. 10.

XVIII. An substitutio vulgaris tacita contineatur sub expressâ pupillari. 28. 6. 11.

XIX. An substitutio vulgaris facta in casum, si institutus *hæres esse noluerit*, tacitè contineat casum alterum, *si hæres esse non potuerit*, et vice versâ. 28. 2. 12.

XX. An substitutus in casum, *quo liberi testatoris nascituri vivo testatore morientur*, etiam capiat hæreditatem, si nulli unquam liberi testatori nati fuerint. 28. 2. 13

XXI. Evanescit vulgaris, substituto ante testatorem moriente; item aditione per institutum factâ. 26. 6. 11.

XXII. Quid si institutus non ex testamento, sed ab intestato adiverit. 28. 6. 14.

XXIII. Quid juris in substituto, si institutus minorennis, qui repudiaverat, postea in integrum restituatur. 28. 6. 14.

XXIV. An si institutus adiverit hæreditatem, et posteà contra aditionem restituatur, substitutus admitti debeat, an magis hæredes legitimi. 28. 6. 14.

XXV. Vulgaris substitutio adhuc omnino in usu est. 28. 2. 15.

XXVI. An is, cui verbis directis vulgariter substitutum est, si adiverit, censeri debeat gravatus fideicommisso de hæreditate post suam mortem substituto vulgari restituendâ 28. 6. 15.

XXVII. Si ita gravatus intelligatur, substituti electionem habeant, an ex jure directæ substitutionis, an ex fideicommisso hæredes esse velint, si institutus repudiet; et quis in eo usus sit. 28. 6. 15.

V. C. c., art. 899.

899. — *V. C. c., art.* 866 *et* 898.

Des conditions impossibles et contraires aux lois et aux moeurs, ajoutées aux dispositions gratuites.

900. — I. Impossibiles conditiones sunt vel naturâ vel jure seu moribus, vel verborum aut rerum perplexitate. 28. 7. 2.

II. Quæ sint conditiones naturâ impossibiles; ubi exempla quædam dubia exequuntur. 28. 7. 2.

III. An impossibilis conditio *faciendi monumentum ad exemplum ejus, quod alteri certo in loco structum est*, si id non appareat. 28. 7. 2.

IV. Quæ sint impossibiles jure seu moribus. 28. 7. 6.

V. Quid de ineptis ac derisoriis. 28. 7. 8.

VI. Quid de voluntate defuncti circa ver-

tium aut rerum aliarum in tomulum illationes. 11. 7. 2. — 28. 2. 9. — 31. 9. 6.

VII. Quid, si tantum ad tempus à jure prohibitæ sunt. 28. 7. 9.

VIII. Quæ impossibiles verborum aut rerum perplexitate. 28. 7. 2.

IX. De conditione nominis alieni assumendi. 28. 7. 10.

X. De conditione *nubendi* vel *uxorem ducendi*, quando illa implenda sit, quando non. 28. 7. 11.

XI. Quid si honoratus nuptias contraxerit, sed contra leges. 28. 7. 11.

XII. De conditione, *si non nupserit, si certæ personæ, aut certo in loco, aut intra certum tempus, non nupserit*; et de relictis mulieri *cum vidua erit*. 28. 7. 12.

XIII. Quid si conditio sit adscripta, quæ non directo, sed per obliquum, nuptias contrahi vetat. 28. 7. 12.

XIV. Quid si Titiæ legetur, *si Caja non nupserit*. Quid si pater vel extraneus mulieri quid reliquerit sub conditione *si arbitratu Titii nuberet*. 28. 7. 12.

XV. Quid si id quod Titiæ relatum sub conditione, *si ipsa non nubat*, rogetur alteri restituere simpliciter, vel etiam sub conditione, *si nubat*. 28. 7. 12.

XVI. Quâ lege improbata videatur conditio *matrimonii non contrahendi*, et quæ fuerit sententia legis Juliæ Miscellæ. 28. 7. 13.

XVII. Quæ sententia Justiniani circa conditionem *viduitatis*; an et moribus nostris conditio viduitatis rectè adscribatur ac servanda sit. 28. 7. 13.

XVIII. An mulier relicta sibi sub conditione viduitatis, et per nuptias repetitas amissa, recuperet, si iterum vidua fiat. 28. 7. 13.

XIX. An virgini imponi efficaciter possit conditio, *si nuptias non contraxerit*; qui scripserint de conditione nubendi et non nubendi. 28. 7. 14.

XX. Quid obtineat in conditione, *si patrui aut extranei arbitratu, aut consilio nubat*. 28. 7. 14.

XXI. Quid in conditione *ingrediendi monasterium*. 28. 7. 14.

XXII. Quid si testator vetuerit rem a se legatam alienari. 18. 1. 15.

XXIII. Ubi plures notabiliores potestativarum conditionum species tractentur. Remiss. 28. 7. 14.

XXIV. Cur in ultimis voluntatibus conditiones naturâ vel moribus impossibiles pro non scriptis habeantur; contractus autem vitient. 28. 7. 16.

XXV. An et hodie conditiones naturâ vel moribus impossibiles pro non scriptis habeantur in testamentis. 28. 7. 16.

V. C. c., art. 1098, *chap. II, sect. II, n.* 43, *sect. III, n.* 46, *chap. III, sect. I, n.* 91, *chap. IV, sect. I, II et III, et art.* 1133 *et* 1179. — *De la Vente, chap. III, Pr. gén. n.* 9.

CHAPITRE II. — *De la capacité de disposer ou de recevoir par donation entre-vifs ou par testament.*

Principes généraux. Questions diverses sur la capacité active et passive en matière de dispositions gratuites.

I. Quis donare possit. 39. 5. 6.

II. An et quando filiusfamilias extraneo donare possit peculium profectitium. An et adventitium. Quid moribus. 39. 5. 7.

III. An maritus possit donando nocere uxori. 39. 5. 6.

IV. An senes, muti, stupidi donare possint. 39. 5. 9.

V. An religiosi decuriones. 39. 5. 6.

VI. De moribundis immobilia alicubi donare prohibitis, et de resignatione canonicatuum ab ægroto inutilitatem tertii. 39. 5. 9.

VII. An tutor pupilli nomine possit matri vel sorori pupilli mittere munus nuptialitium. 39. 5. 1.

VIII. Cui possit donari. 39. 5. 6.

IX. An et ignoto vel merito per turpem affectionem. 39. 5. 6.

X. An et quando pater suo filiofamilias, et filiusfamilias suo patri. 39. 5. 6.

XI. An morte patris vel emancipatione confirmetur donatio a patre in filiumfamilias inutiliter collata. 39. 5. 6.

XII. An advocato vel procuratori pendente lite legari et donari possit. 2. 14. 16. — 39. 5. 9.

XIII. An valeat donatio in concubinam, vel meretricem collatam. 39. 5. 9. Et quid moribus. 24. 1. 15.

XIV. An valeat donatio facta à patre liberis incestuosis. 39. 5. 9.

XV. An parentes incestuosi à liberis incestuosis institui possint. 28. 2. 14.

XVI. Quot et quibus temporibus instituti debeant habere passivam testamenti factionem. 28. 5. 21.

XVII. An cùm minor curatorem aut similes instituit, convalescat institutio, si major factus, aut aliter à potestate instituti liberatus moriatur. 28. 5. 21.

XVIII. Quid si maritus ultrajectinus uxori mobilia contra statutum reliquerit, et posteà cum uxore domicilium transferat in Hollandiam, ubi id licet, et sic moriatur. 28. 5. 21.

XIX. Quid, si institutus sit ille qui tempore institutionis apud hostes suâ voluntate commorabatur, et posteà vivo testatore in patriam rediit. 28. 5. 21.

XX. Medio tempore, inter factum testamentum et mortem testatoris, vel existentiam conditionis, institutum caruisse testamenti factione, non nocet. 28. 5. 22.

XXI. Quid si Hollandus uxori relinquat mobilia, dein Ultrajectum migret, ubi id non licet, ac tandem ante mortem reducat domicilium in Hollandiam. 28. 5. 22.

XXII. Quid juris, si incapax instituatur sub conditione, *cùm capere poterit*. 28. 5. 22.

XXIII. Quibus rectè legetur quibus non. 30. 1. 3.

XXIV. An jam mortuis. 32. 1. 3.

XXV. An iis qui ab hostibus capti. 30. 1. 3.

XXVI. An servo domini deportati. 30. 1. 3.

XXVII. An domino servi instituti, vel servo domini instituti. 30. 1. 3.

XXVIII. Si testator extraneo instituto leget cognatis proximis, qui videantur designati et pro quibus partibus. 30. 1. 3.

XXIX. An advocato vel procuratori, pendente lite, legari vel donari possit. 2. 14. 18.

XXX. An testator possit rem legari incapaci, ut is restituat eam capaci. 30. 1. 9.

XXXI. An positâ statutariâ gratificationis inter conjuges prohibitione, conjux conjugi legare possit pecuniam inter pauperes distribuendam. 30. 1. 9.

XXXII. An legatarius debeat legati capax esse tempore facti testamenti, mortis testatoris, et agnitionis legati. 30. 1. 2.

XXXIII. An et tempore existentis conditionis, si legatum conditionale sit. 32. 1. 2.

XXXIV. An incapaci legari possit sub conditione, *si aliquando capere potuerit* et quando tunc debeat capax esse. 30. 1. 9.

XXXV. Quæ pœna sit cogentium aut prohibentium testari. 29. 6. 1.

XXXVI. Et quando unius prohibitio vel coactio aliis obsit, quando non. 29. 2. 1.

XXXVII. Tenetur insuper cogens aut prohibens illis quorum interest, id factum non esse. 29. 6. 2.

XXXVIII. Quid si magistratus prohibuerint. 29. 2. 9.

XXXIX. Quid si prohibens solvendo non sit. 29. 6. 2.

XL. Benemeritis et blanditiis non dolosis licet provocare judicium defuncti. 29. 2. 5.

XLI. Quid moribus circa hæc obtineat. Requiritur vis atrocior. 29. 6. 4.

XLII. Ex quibus indiciis metus, coactio, prohibitio, blanditiæ dolosæ, colligi possint. Remiss. 29. 6. 5.

V. C. c., art. 981, *n.* 12 *et* 14. — *Art.* 901 *et seqq.*

Qui peut donner par donation entre-vifs et par testament.

901. 902. — I. Lenitudo judicii ad donationem faciendam impedimento non est neque stupiditas. 39. 5. 9.

II. Ad condendum testamentum statûs et mentis et sensuum integritas testatoris necessaria est. 28. 1. 31.

III. Furiosi mente capti testari nequeunt. 28. 1. 34.

IV. Valent tamen testamenta ante furorem aut interdictionem, aut tempore dilucidi intervalli condita. 28. 1. 34.

V. An valeat testamentum ebrii. 28. 1. 35.

VI. Cui incombat onus probandi, si testator dicatur ob amentiam, furorem, ebrieta-

tem, non habuisse testamenti factionem. 28. 1. 35.

VII. Omnes testamentum condere possunt qui non sunt probibiti. 22. 1. 31.

VIII. An prodigi possint; ut an testamentum sustineri debeat, si prudenter sanguini, et cognationi consuluerit. 28. 1. 34.

IX. Consultum ut prodigus veniam testandi petat. 22. 1. 34.

X. An et quando, ac quo modo testari possit mutus et surdus conjunctis vel discretis vitiis. 28. 1. 36.

XI. Si non surdus, sed mutus, ex morbi violentiâ aut paralysi scribere nequeat, an ad interrogationem alterius possit testamentum nutu condere. 28. 1. 36.

XII. An non saltem ad id rescriptum principis impetrare. 28. 1. 32.

XIII. Senectus aut morbus non impedit testamenti factionem. 28. 1. 36.

XIV. Quâ formâ cæcos jure civili testari debuerit. An hodie præter tabellionem tertius testis in cæci testamento adhibere debeat. 28. 1. 37.

XV. In Germaniâ adhuc serrandâ a cæco solemnitas juris civilis. 28. 1. 37.

XVI. Eunucus, manibus pedibusque truncatus, et similes, testari possunt. 28. 1. 38.

XVII. Quinam legis dispositione prohibeantur testari et quid moribus. 28. 1. n. 39 et 49.

XVIII. Non possunt heretici, apostati, peregrini, monachi, et quid moribus. 28. 1. n. 39 et 40.

XIX. Quid de his in urphanotrophio, gerontocomio, nosocomio nutritis, infamibus, obsidibus, de statu dubitantibus, et quid moribus hodiernis. 28. 1. n. 39 et 40.

XX. Quid de deportatis ab hoste captis, ad ultimum supplicium damnatis et quid moribus. 28. 1. n. 39 et 42.

XXI. An jure civili et moribus testari possunt spurii et incestuosi. 28. 1. 41.

XXII. Filiusfamilias de quibus peculiis testari possit, an ut de pleno adventitio. 28. 1. 42.

XXIII. Moribus hodiernis patria potestas non impedit testamenti factionem præterquam in Frisiâ, ubi nec curatoria jure civili aut hodierno impedit, si ætas adsit. 28. 1. 43.

XXIV. Nuptiæ contra non faciunt habilem ad testandum, qui nondum habet ætatem statuto requisitam. 22. 1. 43.

XXV. Quid juris circa testamentorum validitatem, si filiusfamilias hollandus aut Friso habeat immobilia, partim in Hollandiâ ubi id ei licet. 28. 1. 44.

XXVI. Quid si Hollandus aut Gelrus habeat immobilia partim in Gelriæ locis, quæ testamenta respuunt, partim in Hollandiâ. 28. 1. 44.

XXVII. Quid si Hollandus vel Ultrajectinus annorum sexdecim possideat immobilia et in Hollandiâ ubi anno 14 impleto testari licet, et Ultrajecti, ubi id demum anno 18 permissum non est. 28. 1. 44.

XXVIII. Qui possint legare. 30. 1. 3.

XXIX. Qui possint hæredes instituI; ubi et de servis propriis, alienis, communibus, fructuariis a fructuario vel proprietario institutis, et effectu talis institutionis. 28. 5. 1.

XXX. An institui possint hæredes ignoti testatori. 28. 5. 2.

XXXI. An jure civili et moribus institui possint heretici, apostatæ, sectarii. 28. 5. 5.

XXXII. An banniti, transfugæ, mulieres intra annum luctûs nubentes, improbi et intestabiles. 28. 5. 5.

XXXIII. Recensentur, qui ex quorumdam testamentis aut nihil aut non omnia capere possunt. 28. 5. 6.

XXXIV. An vidua instituere possit cum cui intra annum luctûs nupsit. 28. 2. 6.

XXXV. An adulter adulteram, incestuosus eam quam incestu polluit, et vice versâ. 28. 5. 6.

XXXVI. An concubinam is qui eam alit, tum jure civili, tum moribus. 28. 5. 6.

XXXVII. An Ultrajecti et vicinis in locis conjux conjugem rectè instituat; et quid hâc in parte Ultrajecti recentissimè anno 1700 mutatum sit. 28. 5. 7.

XXXVIII. Posthumi sui et extranei institui possunt. 28. 5. 12.

V. suprà, Pr. gén., et art. 725.

Du mineur.

903. 904. — I. Impuberes testari nequeunt, ne quidem auctore tutore. 28. 1. 51.

II. Quid si moriantur jam puberes facti, et declarent, se in eâdem voluntate persistere. 28. 1. 31. — 28. 3. 13

III. An ultimus dies impuberis ætatis captus habeatur pro completo. 28. 1. 31.

IV. An testari possint qui puberes quidem sunt, sed stupidi et hebetes. 28. 1. 32.

V. Docetur leges non posse de civium singulorum habilitate judicare, et ideo multis actibus certam ætatem præscriptam esse, cujus implementum facit, ut homines præsumptione juris et de jure credantur actuum illorum capaces esse. 28. 1. 32.

VI. Ultrajecti et aliis in locis non sufficit pubertas, sed provectior ætas ad testandum requiritur. 28. 1. 33.

VII. Præsumitur in dubio testator fuisse legitimæ ætatis. 28. 1. 33.

VIII. An is qui cum minore nuptias contraxit sine consensu parentum minoris, institui a minore possit. 28. 5. 7.

IX. An minores possint immobilia testamento relinquere concubinis suis. 28. 5. 8.

X. An præfectus militaris institui possit a suo milite minore. 28. 5. 10.

XI. An minor sine auctoritate tutoris donare possit. 39. 5. 9.

XII. Ultimus dies cœptus pro completo habetur in pubertate ad testamenti factionem. 28. 1. 31.

V. suprà, Pr. gén., art. 907.

De la femme mariée.

905. — I. An uxor donare possit sine mariti consensu. 39. 5. 2.

II. An mulier possit testamentum facere sine mariti consensu. 28. 1. 38.

V. C. c., art. 217. 219.

De l'incapacité de recevoir.

906. — An posthumo tutor aut curator donationem acceptare possit. 39. 5. 12.

V. suprà, Pr. gén., art. 725.

Incapacité à l'égard du mineur.

907. — I. An minores suis tutoribus, curatoribus, præceptoribus, pedagogis, ephoris, magistris tyrocinii, præfectis militaribus, aliisque similibus donare possint. 39. 5. 2.

II. An si inutiliter donata possint revocare cum fructibus. 39. 5. 2.

III. An minores testamento immobilia relinquere possint tutoribus suis aut curatoribus, aut administratoribus, aut eorum uxoribus, aut liberis, aut concubinis suis. 28. 5. 2.

IV. Si tutores simul sint proximi hæredes ab intestato, an, et quousque tunc relicta valeant. 28. 2. 2.

V. An minor possit instituere suum patrem simulque tutorem, qui ex jure Scabinico non poterat filio ab intestato succedere. 28. 5. 2.

VI. An Ultrajecti parentes aut fratres simulque tutores plus capere possint ex testamento minorum, quam iis ab intestato debetur. 28. 5. 2.

VII. An minores mobilia his personis relinquere possint. 28. 5. 2.

VIII. An curatores honorarii possint institui. 28. 2. 10.

IX. An præceptores, pædagogi, ephori, magistri tyrocinii, durante institutione aut tyrocinio. 28. 5. 10.

X. An curator ad unum actum minori datus. 28. 5. 12.

XI. An qui sponte res quasdam minorum gerunt. 28. 5. 12.

XII. An præfectus militaris a suo milite minore. 28. 3. 10.

XIII. An non rectè tutoribus præceptoribus etc., relinquatur, finitâ curâ, institutione aut tyrocinio. 28. 2. 11.

XIV. An minor instituere possit tutorem suum a tutelâ jam excusatum, aut tutoris jam mortui uxorem vel liberos. 28. 5. 11.

XV. Quid si minor per nuptias aut veniam ætatis cœperit jam pro majore haberi. 28. 2. 11.

XVI. An sufficiat finitam esse curam, licet rationes necdum redditæ sint. 28. 5. 11.

XVII. An cum minor curatorem aut similes instituit, convalescat institutio, si major factus aut aliter à potestate instituti liberatus moriatur. 28. 5. 21.

V. C. c., art. 903. 904. 472.

Des dispositions faites en faveur des enfants naturels.

908. — I. Pater habens liberos legitimè natos, et naturales, non potest jure civili et hodierno naturalibus plus relinquere quam unam unciam. 28. 2. 13.

II. Sed si nullos habeat legitimos, tunc naturales potest ex asse hæredes scribere, uti et nepotes naturales ex filio legitimo, vel legitimos nepotes ex filio naturali 28. 2. 13.

III. Liberis adulterinis et incestuosis an per parentes alimenta relinqui possint jure civili aa moribus. 28. 2. 14.

IV. An quid amplius præter alimenta. 28. 2. 14.

V. Et quid juris in avo respectu nepotis incestuosi ex filio vel filiâ legitimâ 28. 2. 14.

VI. An liberi clericorum pontificiorum in clericatu geniti pro incestuosis habendi sint. 28. 2. 14.

VII. An incestuosi et adulterini liberi a suis parentibus institui possint in testamento. 28. 2. 14.

VIII. An et quantum capiant ex testamento parentum liberi ex damnato complexu nati. 28. 5. 6.

V. C. c., art 333. 756.

Des médecins, etc.

909. — An valeat donatio collata in medicum ab ægroto. 39. 5. 2. — *V. C. c., art.* 1125.

Des établissements publics et corporations religieuses.

910. — I. An jure veteri et novo civitates hæredes institui possint; an tunc viritim capiant cives. 28. 5. 2.

II. An collegia, ecclesiæ, pauperes, monasteria, Deus, etc. 28. 5. 2.

III. Si sacerdos templi instituatur, an sacerdoti an templo hæreditas cedat. 28. 5. 2.

IV. An moribus hodiernis ecclesiæ, monasteria, hæredes institui possint. 28. 5. 5.

V. An monachi, moniales; et quid si ab intestato proximis personæ tales succedere debeant. 28. 5. 3.

VI. An collegia sectariorum, veluti anabaptistarum et similium. 28. 5. 3.

VII. An apud nos orphanotrophia, gerontocomia, pauperes, licet ad id licentia a principe impetrata non sit. 28. 5. 4.

VIII. Si Christo vel ecclesiæ hæreditas relinquatur, pauperibus apud nos cedit. 28. 5. 4.

IX. Pauperibus relicta quibus et cujus loci pauperibus acquirantur. 28. 5. 4.

Des personnes interposées.

911. — Quid juris, si quid per interpositam personam immoderatè datum. 24. 1. 9. — *V. C. c., des Présomptions, ad art.* 1342, *sect. III, § I, Pr. gén., n. 1 et seqq.* — *Art.* 1099.

Des étrangers.

912. — An jure civili peregrini hæredes institui possint. 28. 5. 5. — *V. C. c., art.* 11 *et* 726.

—

CHAPITRE III. — *De la portion de biens disponible, et de la réduction.*

Principes généraux.

I. Quid sit legitima et an hæreditas an potius bonorum pars. 5. 2. 41.

II. Quæ sit utilitas superioris quæstionis. 5. 2. 45.

III. Legitima sine ullo onere relinquenda. Quæ oneris appellatione veniant. Quid si de facto onus sit appositum. 5. 2. 63.

IV. Quid si appositum sit bonâ mente exemplo exhæredationis bona mente factæ. 5. 2. 63.

V. Legitima ejus qui renunciatione exclusus accrescit cæteris non jure exhæredatis et ob id querelam inofficiosi moventibus. 5. 2. 50.

VI. Si de quantitate legitimæ statuta varient, cujus loci statutum spectandum sit. 5. 2. 47.

VII. In ineundâ ratione legitimæ, spectandum mortis tempus; vivo patre, liberi non petunt legitimam, licet pater prodigalitate bona dissipet, ne sub obtentu quidem alimentorum. 5. 2. 51.

VIII. An legitima augeatur, si hæreditas augeatur post mortem ex causâ mortem antecedente. Quid juris si augeatur ex novâ causa; et quid si rerum hæreditariarum pretia creverint, agri alluvione aucti sint, etc. 5. 2. 54.

IX. An legitima minuatur, diminuto post mortem patrimonio; et quid juris si res hæreditariæ mortalitate, chasmate, ruinâ, edacitate fluminis, perierint aut deteriores redditæ sint. 5. 2. 55.

X. Quæ sint deducenda ex hæreditate, antequam legitimæ ratio ineatur; an et bona ex fideicommisso restituenda. 25. 2. 55.

XI. An et deducenda prius, quæ jure primogenituræ affecta cedunt soli primogenito; præcipuè, an feuda; et quid Ultrajecti. 5. 2. n. 57. 60.

XII. Si consuetudo ferat ut feudi novi empti pretium fratribus conferatur, an pretium pro ratâ augeat legitimam. 5. 2. 58.

XIII. Si pater plenam de feudis antiquis testandi licentiam impetraverit, et tune illa vel primogenito, vel nato minori, vel extraneo legaverit, feudum connumerandum, quasi allodium, ad augendam legitimam, etsi primogenito ipsi legatum sit, ei imputatur in legitimam. 5. 2. 52.

XIV. Cur feuda hollandica, vulgo hæreditaria dicta, non prosint ad augendam legitimam; Ultrajecti tamen et feuda et omnia alia jura primogenituræ affecta, simul computanda cum cæteris rebus, ut legitimæ ratio ineatur; at quid de emphyteusi illic obtineat. 5. 2. 60.

XV. In legitimam imputanda omnia illa quæ et conferenda sunt, dos, donatio propter nuptias, militia et alia plura. 5. 2. 61.

XVI. Non imputanda, quæ parens secundo conjugi reliquit contra l. *hâc edictali* 6 *C. de secundis nupt., si ea cesserint liberis primi thori.* An et feuda in Hollandiâ et Ultrajecti; an legata et prælegata. 5. 2. 62.

XVII. Legitima sine ullo onere relinquenda; quæ oneris appellatione veniant; quid, si de facto onus sit appositum; quid si appositum sit bonâ mente, exemplo exhæredationis bonâ mente factæ. 5. 2. 63.

XVIII. Legitima relinquenda titulo institutionis, et quid moribus nostris hâc in parte obtineat. 5. 2. 68.

V. C. c., art. 243.

De la quotité de la légitime.

913. — I. Quota portio sit legitima et an etiam jure novo in fratribus aucta sit. 5. 2. 46.

II. An exhæredati justè, vel renunciantes querelæ, vel statuto exclusi a successione, numerum liberorum augeant ad id ut legitima magis semis quam triens sit. 5. 2. 49.

III. An hi numerum liberorum augeant ad minuendam legitimam, seu cum quatuor sint liberi, et ex his unus exclusus, tres in legitimâ instituti, an tunc singuli trientem trientis, an trientem quadrantis pro legitimâ capiant. 5. 2. 50.

═

SECTION PREMIÈRE. — DE LA PORTION DE BIENS DISPONIBLE.

Principes généraux.

I. Quæ res donari possint. 39. 5. 10.

II. An et alienæ, et quis tunc effectus. 39. 5. 12.

III. An et hæreditas defuncti, vel viventis. 39. 5. 19.

IV. An bona cognati proximi superstitis. 39. 5. 10.

V. An omnia bona præsentia et futura. 39. 5. 10.

VI. An simpliciter donatis omnibus, sine mentione futurorum, futura contineantur; an et incorporalia seu jura tunc comprehendantur. 39. 5. 10.

VII. An et tunc cùm donata mobilia et immobilia; an et feuda. 32. 5. 10.

Que comprend-on sous le nom d'Enfants.

914. — I. Quæ sit nepotum legitima, si illi, patre medio mortuo, succedant avo, variis distinctionibus et exemplis declaratur. 5. 2. 48.

II. Sub appellatione liberorum nepotes quoque et ulteriores descendentes continentur. 30. 5. 28.

915. — Quota portio sit legitima; et an etiam jure novo in parentibus aucta sit. 5. 2. 46.

916.

De la donation d'usufruit.

917. — I. Si liberi in nudâ proprietate, uxor aut extraneus in usufructu omnium bonorum institutus sit, adhuc salva est plena proprietas legitimæ. 5. 2. 64.

II. Quid juris, si electio data, an legitimâ liberâ, an nudâ proprietate, vel nudo usufructu omnium bonorum, aut plenâ proprietate, sed cum onere universalis fideicommissi velint contenti esse. 5. 2. 84.

III. Quid juris, si secundum mores hodiernos parentes sibi invicem bonorum omnium

usufructum legent, eum onere alandi liberos, donec ad legitimam ætatem pervenerint. 5. 9. 65.

V. C. c., art. 581, *n.* 5.

SECTION II. — DE LA RÉDUCTION DES DONATIONS ET LEGS.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit inofficiosum testamentum. Quid querela inofficiosi. 5. 2. 3.

II. Est species petitionis hæreditatis quæ locum non habet relicta legitima. 3. 2. n. 4 et 44.

III. Quibus aut adversus quos et querela competat 5. 2. n. 5. 6. 7. 8. 9. 10 11. 12. 40. 41. 42. 43.

IV. De effectu querelæ intentatæ contra testamentum inofficiosum. 5. 2. n. 13. 14. 15. 16 17. 18. 19.

V. Quandonam cessat querela inofficiosi testamenti. 3. 2. n. 20 et seqq. usque ad num. 44.

VI. Si quis donet immoderatè, liberos jam habens, locus est querelæ inofficiosæ donationis. Quæ prima origo ejus. 39. 5. 36.

VII. Quid sit querela inofficiosæ donationis. Quando locum habeat. 39. 5. n. 35. 37 et 49. Quid inter eam et querelam inofficiosi testamenti et remedium ex lege 8, ad C. de revoc. donat. propter liberos post donationem natos intersit. 39. 5. n. 50 et 49

VIII. Quibus et contra quos querela instituenda sit. 39. 3. 37.

IX. Quis sit effectus querelæ intentatæ contra donationem inofficiosam. 39. 5. n. 37 et 38.

X. Quando cessat hæc querela. 39. 5. n. 39 et 49.

XI. De querelâ inofficiosæ dotis. 39. 5. 41.

XII. Quid sit actio ad supplementum; ad quid tendat; differt a querelâ inofficiosi. 5. 9. n. 60. 67 et 71.

XIII. Quibus competat et contra quos intentanda. 5. 9. n. 67 et 79.

XIV. Quis sit effectus actionis ad supplementum et quando cessat. 5. 2. n. 97. 60 et seqq.

XV. Plures quartæ recensentur in jure civili et specialiter de quartâ falcidiâ. Quid sit. 35. 2. n. 1 et seqq

XVI. Quæ donationes legi falcidiæ sint obnoxiæ, necne, et quo modo in quibusdam; quæstiones diversæ capasitæ. 35. 2. n. 4 et seqq.

XVII. Quibus locis et quibus in casibus cesset falcidia enumeratur abundè. 35. 2. n. 10. 11 et seqq.

XVIII. Quibus pertineat falcidiæ deductio exponitur. 35. 2. n. 19 et seqq.

XIX. Quomodo falcidiæ ratio ineatur. 35. 2. n. 25 et seqq.

Numerosæ et notabiles quæstiones de lege falcidiâ tractantur. 35. 2.

V. C. c., art. 1002, *chap. II, sect. I, n.* 18.

920. 921. 922. — *V. suprà, Pr. gén.*

923. — Si pluribus donatum sit diversis temporibus donatione inter vivos, an sola postremo donata revocentur, an omnia pro ratâ. 39. 3. 39.

924.

CHAPITRE IV. — *Des donations entre-vifs.*

Principes généraux.

An evictio præstanda sit in donatione. 21. 2. 13.

SECTION PREMIÈRE. — DE LA FORME DES DONATIONS ENTRE-VIFS.

I. An donatio jure veteri ac novo potuerit perfici pacto vel stipulatione. 39. 3. 2.

II. Quis fuerit donationis in hâc formâ factæ effectus. 39. 5. 10.

III. Si pluribus donetur simul, portio non acceptantis non accrescit cæteris. 39. 5. 14.

De l'acceptation.

932. — I. An donatio perfici queat sine acceptatione donatarii. 39. 5. 11.

II. An quis per epistolam aut nuncium possit donationem acceptare. 39 5. 12.

III. Donatio acceptari nequit post mortem donantis, et quid si executio donationis dilata sit post mortem donantis. 39. 5. 13.

IV. An hæres donatarii acceptare possit post ejus mortem; et an donans donationem non acceptatam possit revocare. 39. 5. 13.

V. An pluribus rebus simul donatis donatarius unam acceptare alteram repudiare possit. 39. 3. 13.

VI. Quid si pro donatario ignorante notarius acceptaverit et donatarius ratam acceptionem habuerit. 39. 5. 13.

933. — I. An pro donatario per tabelliones et notarios acceptatio fieri possit. 39. 5. 19.

II. An per procuratorem et quale mandatum in hoc casu requiratur. 39. 5. 19.

934. — *V. C. c., art.* 917. 219.

935. — An pro infante furioso, posthumo tutor aut curator donationem acceptare possit. 39. 3. 12. — *V. C. c., art.* 463.

936. 937.

Des effets de la donation acceptée.

938. — I. An in donatione perficiendâ donatori incumbat traditionis necessitas. 39. 5. 19.

II. In concursu duorum donatariorum ejusdem rei, quis præferendus. 39. 5. 19.

III. Quid sit effectus donationis traditione vel stipulatione aut pacto perfectæ. 39. 5. 19.

IV. Donator gaudet beneficio competentiæ, licet constituerit quæ prius donaverat. 39. 5. 19.

V. An deducat, quod aliis debet ex titulo oneroso vel lucrativo. 39. 5. 19.

VI. An gaudeat hoc beneficio, qui, cum vellet donare secundo, ex ejus voluntate promisit tertio, et ita à tertio convenitur. 39. 5. 19.

VII. An donatis bonis omnibus vel maximâ eorum parte, donatarius teneatur ad solvendum æs alienum donantis, et quousque, distinctionibus definitur. 39 3. 20.

VIII. An is cui donatur res pignori obligata, eam luere debeat. An magis donator. 39. 5. 20.

IX. An donatio conditionalis evanescat, vel transeat ad hæredes, si donatarius vel donans moriatur pendente conditione. 39. 5. 21.

De la transcription.

939. — I. Actis insinuanda donatio excedens quingentos aureos. Quid si insinuatio neglecta sit. 39. 3. 15.

II. Recensentur casus quibus cessat insinuandi necessitas, ubi de donatis ad pias aut piissimas causas, aut principi, vel a principe, aut militibus a duce, aut ad refectionem ædium. 39. 5. 15.

III. Quid, si donata non excedant quingentos, sed fructus ex donatis percepti. 39. 5. 15.

IV. An et remissa insinuatio si quis donet per juris sui renunciationem. 39. 5. 15.

V. Quid juris circa insinuationem, si diversis temporibus plures ab eodem in eumdem fiant donationes, non singulæ, sed junctæ quingentos aureos excedentes. 39. 3. 16.

VI. Quid, si plures eodem tempore, eodem instrumento donent uni. Quid, si unus pluribus. 39. 5. 16.

VII. Quid, si donatio quingentos aureos excedens pluribus pensionibus quingentos aut excedentibus solvenda sit. 39. 5. 10.

VIII. Quid, si donatus sit reditus annuus, qui successu temporis quingentos aureos excedere potest. 39. 5. 16.

IX. An reciproca, vel remuneratoria donatio indigeat insinuatione. 39. 5. 17.

X. Cur donatio propter nuptias ex parte viri insinuanda sit. 39. 5. 17.

XI. An adhuc moribus hodiernis insinuatio requiratur. An et traditio immobilium coram lege loci, et scriptura coram tabellione et testibus confecta, nunc pro insinuatione sit. Quid nunc veniat aurei appellatione. 39. 5. 18.

940. 941. 942. — *V. C. c., art.* 463 *et* 475.

Des choses qui peuvent être données.

943. — I. An omnia bona præsentia et futura inter vivos donari liceat. 39. 5. 10.

II. An simpliciter donatis omnibus sine mentione futurorum futura contineantur. 39. 3. 10.

V. chap. III, hoc tit., in princip.

944. — 952.

SECTION II. — DES EXCEPTIONS A LA RÈGLE DE L'IRRÉVOCABILITÉ DES DONATIONS ENTRE-VIFS

Principes généraux.

Donatio perfecta non potest infirmari re-

scripto principis, aut ex eo quod donans dicit se in alterius fraudem donasse. 39. 5. 22.

Des causes de révocation.

953. — I. Revocatur donatio si conditio non sit præstita donationi adjecta. 39. 5. 22.

II. Donatio revocatur ob ingratitudinem donatarii. 39. 5. 22.

III. Quid si donator pacto vel jurejurando promiserit se ex causâ ingratitudinis non revocaturum. 38. 5. 22.

IV. An ecclesiæ donata revocentur propter ingratitudinem prælati. 38. 5. 23.

V. Quibus actionibus revocantur donata. 38. 5. 88.

VI. An donatio remuneratoria revocetur ob ingratitudinis causam. 38. 5. 25.

VII. Propter liberos donatori demum post donationem natos donatio revocari potest. 38. 5. n. 86 et 87. — *V. art.* 960.

VIII. Donatio non revocatur propter fratres postea natos. 38. 5. 28.

Des causes d'ingratitude.

954. — I. Quæ sint ingratitudinis causæ. 99. 5. 22.

II. Ad eas referuntur si donatarius donatori manus impias intulerit aut ejus vitæ insidias struxerit. 39. 5. 22.

III. Inter causas ingratitudinis comprehenditur atrox injuria quæ comprehendit etiam verbales injurias. 38. 9. 22. — 5. 9. 28

IV. An causæ ingratitudinis ad similes extendantur. 39. 5. 22.

V. Cur ob leviorem ingratitudinem revocatio non sit licita. 99. 5. 22.

VI. Mater binuba tantum ob tres ingratitudinis causas revocat liberis donata. 38. 5. 99.

VII. Donatarius omnium bonorum tenetur alere donatorem ; an inter justas ingratitudinis causas numeratur si donanti egeno donatarius alimenta non det. 25. 5. 9.—39. 5. 22

VIII. Hæres donantis donata non potest ob ingratitudinem revocare, vel hæres donatarii ingrati ad restituendum conveniri nisi donans voluntatem expresserit. 39. 5. 23.

IX. Quid si donatarius occiderit donantem et is non revocaverit donationem. 39. 5. 23.

X. Quid si donatarius lethaliter vulnerans donantem, mortuus sit ipse ante donantem. 39 5. 23.

XI. In jure romano reconciliatio tacita cessare faciebat exhæredationem admissam a testatore propter causam a lege definitam. 5. 5. n. 23. 99. 31.

V. C. civ., art. 205, *n.* 9. — *Art.* 958.

956. — Quibus actionibus revocentur donata ; an et vindicatione. 39. 5. 88.

957.

Des effets de la révocation.

958. — I. Donata non revocantur ob ingratitudinem quæ ante litem contestatam bonâ fide per titulum onerosum vel lucrativum alienavit donatarius. 95. 5. 94.

II. Quid juris respectu luitionis si donatarius donata pignori obligaverit. 88. 5. 94.

III. An donator ex ingratitudine revocans stare teneatur locationi per donatarium factæ. 38. 5. 94.

IV. An fructus ab ingrato ante litem contestatam percepti restituendi. 39. 5. 25.

959. — I. An et quando donatio propter nuptias aut dos a patre vel extraneo data ob ingratitudinem revocatur. 99. 5. 25.

II. Cur donatio hujus generis non semper submissa sit revocationi. 38. 5. 25.

De la révocation pour cause de survenance d'enfant.

I. Revocatur donatio et propter unicum filium et propter liberos ulterioris gradûs. 38. 5. 28.

II. An donatio revocari possit si donans tempore donationis unum habeat filium et post donationem alios susciplat. 39. 5. 38.

III. An si tempore donationis liberos quidem non habuerit sed probabile fuerit eum liberos suscepturum. 39. 5. 30.

IV. An solus donans, an vero et liberi donatoris postea nati, vel hæredes extranei donationem revocare possint. 39. 5. 31.

V. An donans ipse si renuntiaverit remedio revocationis. 99. 5. 31.

VI. An et propter liberos postea susceptos revocatio locum habeat, si tantum pars bonorum donata sit vel res singularis majoris momenti 39. 5. 39.

VII. Arbitrio judicis definiendum quanta pars donata revocationi subjaceat, et inspiciendum in eo tempus donationis, non vero secutum postea incrementum patrimonii vel decrementum. 38. 5. 32.

VIII. An et locus huic revocationi si ecclesiæ donatum sit. 39. 5. 33.

IX. An et si donans tantum remiserit jura sibi competentia. 38. 5. 33.

X. An et si renuntiaverit juri primogeniture cùm liberos non habeat. 38. 5. 33.

XI. An et hâc causâ revocari possit donatio remuneratoria vel dos aut donatio propter nuptias ab extraneo data. 39. 5. 34.

XII. An et donatio facta pactis dotalibus ut sequatur matrimonium alias haud secuturum. 88. 5. 34.

XIII. An ipso jure propter liberos postea susceptos infirmetur donatio. 88. 5. 53.

XIV. Quâ actione fiat donatorum repetitio; et an illa detur contra tertios possessores; et an contra hæredes donatarii. 38. 5. 35.

XV. An revocatio possit fieri propter liberos naturales a patre vel matre. 39. 5. 97.

XVI. An propter legitimos subsequente matrimonio aut rescripto principis. 99. 5. 97.

XVII. Quid si naturales ante donationem nati sint sed post donationem legitimati. 88. 5. 27.

XVIII. An ut propter legitimatos ex rescripto principis revocetur donatio, donatarius in legitimationem consentire debeat. 99. 5. 27.

XIX. An et propter adoptivos vel spirituales liberos donatio revocari possit. 39. 5. 27

V. C. c., art. 333.

962 963. — I. Propter liberos postea susceptos donatio revocatur in totum, non solum usque ad legitimam. 88. 5. 35.

II. An revocentur alienata ante litem contestatam. 98. 5. 35.

III. An et fructus ante litem contestatam percepti, extantes vel consumpti, revocentur. 39. 5. 35.

IV. An non fructus sint compensandi cum meliorationibus a donatario factis et ei restituendis. 39. 5. 35.

964. — I. An donatio revocari possit si liberi post donationem decesserint iterum ante factam revocationem. 38. 5. 29.

II An redintegretur quæ propter liberos revocata fuerat si hi postea moriantur vivo donatore. 99. 5. 29.

965. — An donans propter liberos post donationem natos revocare possit donationem si renuntiaverit revocationis remedio. 88. 5. 31.

966.

CHAPITRE V. — *Des dispositions testamentaires.*

Notions générales.

I. An testamentorum usus laudabilis sit, an magis sola successio ex lege probari debeat. 99. 1. 2.

II. Quousque multis in locis testamenta vetita vel permissa fuerint. 28. 1. 2.

III. Quomodo in variis Galliæ partibus paulatim recepta sint. 28. 1. 2.

IV. In locis ubi testamenta vetita tamen donationes permissas esse 29. 1. 5.

V. Quotuplex testamentum sit. 28. 1. 3.

VI. Testamentum rectè conditum imperiali rescripto non infirmandum. 28. 1. 39.

VII. Hæreditas testamento delata potior est. 28. 1. 1.

VIII. Nemo potest mori partim testatus, partim intestatus. 28. 1. 1. — *V. art.* 881, *n.* 7.

IX. Quale statutorum genus testamentarias dispositiones regat. I. 4. P. 9. n. 9.

X. An testamentum in loco celebratum effectum obtineat etiam in bona alibi sita. 88. 1. 20.

XI. An regula catoniana locum habeat in hæreditatibus et legatis. 34. 7. 1.

XII. Sensus regulæ catonianæ an pertineat ad conditionales dispositiones. 34. 7. 1.

XIII. An ad legatum quorum dies demum ab aditâ cedit hæreditate. 34. 7. 1.

XIV. Regulæ huic locus est sive dispositio inutilis sit ratione disponentis, sive ratione rei relictæ, sive ratione personæ honoratæ 34 7. 5.

XV. De bonorum possessione secundum tabulas. Materia tractatur L. 37. Tit. 11 et 12. — *V. des Successions, Pr. gén.*, *n.* 15 *et seqq., pag.* 59.

XVI. De bonorum possessione ex testamento militis. L. 37. Tit. 13.

XVII. De bonorum possessiono si tabulæ testamenti extabunt. De bonorum possessione contra tabulas. Liv. 37. Tit. 2 et 4.

XVIII De legatis præstandis contra tabulas bonorum possessione petitâ. Lib. 37. tit. 5.

XIX. Si quis omissâ causâ testamenti, ab intestato vel alio modo possideat hæreditatem, contra eum actio datar ut legata aliaque relicta ex testamento præstare cogatur. Lib. 22. tit. 4.

V. infrà, Pr. gén., n. 1 et seqq. — Art. 1002. — *Art.* 711, *et des Successions, Pr. gén — Pétition d'hérédité, Pr. gén., sect. II, n.* 9

SECTION PREMIÈRE. — RÈGLES GÉNÉRALES SUR LA FORME DES TESTAMENTS.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid et quotuplex testamentum sit. 28. 1. 3.

II. Quibus olim modis tastamenta in calatis comitiis, in procinctu, per æs et libram condita fuerint. 28. 1. 3.

III. De requisitis testamenti scripti, et in specia an actus extranaas in testamento intervanire possit 28. 1. 4

IV. An et qaoasque fieri debeat onico contaxtu. 28. 1. 4.

V. An superflua nocaant in testamento inutilemque reddant institationem. 28. 1. 4.

VI. De subscriptiona testatoris et expressione nominis hæredis per manum testatoris aut testis. 28. 1. 5.

VII. De testamento nancupativo; quæ ejus sint solemnia, quæ utilitas. 28. 1. 10.

VIII. An testamentum scriptum valeat tanquam nuncupativum si in eo desint quædam solemnia scripti, adsint vero solemnia nuncupativi tastamenti. 28. 1. 11

IX. Non potest condi nuncupativum testamentum per relationem ad aliam scripturam : secus in testamento scripto. 28. 1. 11.

X. An valeat testamentum, si antaa a testatore non dictatum, testatori prælegatur, et ille rogatus num hæc voluntas ejus sit, simpliciter affirmet sine aliis circumstantiis. 28. 1. 11.

XI. Adnotatur jus singulare ultrajectinum circa testamenta coram secretario et scabinis tum in urbe tum ruri condenda, at affectam eorum restrictum : uti ai da necessitate impetrandi licentiam testandi ab ordinibus ultrajectinis, axceptis paucis casibus. 28. 1. 21.

XII. An coram curiâ hollandicâ val ultrajectinâ possint testamenta condi. 28. 1. 21.

XIII. Ubi rectè condatur testamentum coram parocho ai duobus testibus. 28. 1. 21.

XIV. Possunt condi testamenta per Belgas apud secretariam consulum gentis belgicæ constitutoram in locis maris Mediterranei adhibitis duobus testibus. 28. 1. 21.

XV. An nostratia testamenta in Hollandiâ et Ultrajecti alibiqua requirant testium subscriptionem. 28. 1. 23.

XVI. Ultrajectina testamenta magis sunt scripta, hollandica magis nuncupativa, vel potius mixta. 28. 1. 23.

XVII. An valeant testamenta ultrajectina et hollandica si non fuerint testatori et testibus prælecta et a testatore apertè approbata postquam a tabelliona scripta sant 28. 1. 23.

XVIII. An in iis hæres institui possit per relationam ad aliam scripturam. 28. 1. 23.

XIX. In concursu variantium statutorum circa solemnia, cujus loci solemnitates in testamento adhibenda sint. 28. 1. 27. — 1. 4. P. 2. n. 13. 14. 15.

XX. An et quando Hollandus aut Ultrajectinus, habens simul prædia hollandica at ultrajectina, licentiam testandi ab ordinibus ultrajectinis impetrare debeat, distinctionibus explicatur. 28. 1. 27.

XXI. De clausulâ reservatoriâ, illam in paucis vires habere, et futuram privatam testatoris scripturam, ea in paucis confirmari. 28. 1. 29.

V. C. c., suprà, Not. gén., n. 1 et seqq. — Art. 272. — 1002, *chap. I, sect. I et II.* — 1007.

La dénomination donnée à un acte de dernière volonté est indifférente.

967. — *V. suprà, Pr. gén.; et Not. gén., art.* 1002.

Nullité du testament conjonctif.

968. — Si plares unâ tabulâ testamentum condiderint, sive conjuges siva alii, an et quando et quousque unus sine altero possit mutare testamentum; at qui da eo tractaverint. 28. 3. 11. — *V. C. c., art.* 999 *et* 1097.

Des différentes espèces de testaments.

969. — I. Quotuplex testamentum sit. 28. 1. 3.

II. Quibus olim modis tastamenta in calatis comitiis, in procincto, per æs et libram condita fuerint. 28. 1. 3.

V. C. c., art. 281, *Pr. gén., sect. I et II.* — *Art* 985.

Du testament olographe.

970. — *V. C. c., art.* 967, *Pr. gén., n. 1 et seqq.* — 972. 999. 986.

Du testament par acte public.

971. — *V. C. c., art.* 967, *Pr. gén, n. 7 et seqq. — Art.* 972.

972. — I. Quo modo nunc passim ferè testamenta condantur coram tabelliona et duobus testibus vel secretario et duobus scabinis. 28. 1. 20.

II. An valeant testamenta ultrajectina et hollandica si non fuerint testatori et testibus prælecta et a testatore apertè approbata, postquam a tabellione scripta sunt. 28. 1. 23.

III. Necesse est hodiè vel tabellionem val utrumque testem tabellioni notum et honestum ac fide dignum, novisse testatorem; quod et exprimendum in testamento. 28. 1. 24.

IV. An nullum sit si tabellio id non expressarit. 28. 1. 24.

V. Rigidius examinandi de habitu et qualitatibus testatoris, qui tantum alienâ fide novarunt testatorem. 28. 1. 24.

VI. An locus et dies in testamentis nostratibus exprimi debeant et an sint nulla propter diei omissionem. 28. 1. 25.

VII. Quid si quis testetur coram secretario qui non est tabellio at duobus testibus non scabinis, aut coram quondam secretario et duobus scabinis; aut coram quatuor testibus sina tabellione; aut coram duobus tabellionibus simul adhibitis sine alio teste. 28. 1. 28.

VIII. Quid si tabellio ipse sibi suam scripserit voluntatem adhibitis duobus testibus. 28. 1. 28.

IX. Quid si tabellio scripserit testamentum in quo filius ejus instituitur. 28. 1. 28.

X. Quid si tabellio putativus sit adhibitus. 28. 1. 28.

XI. Quid si tabellio testamentum non retulerit, in memorialem scripturam. 28. 1. 28

V. C. c., art. 967, *Pr. gén., n. 7 et seqq. — Art.* 974.

973. — *V. C. civ., art.* 267, *Pr. gén., n.* 7.

Fonctions des témoins.

974. — I. De adhibitione septem testium rogatorum, liberè ai simul ad finem usque præsentiam. 28. 1. 6.

II. Testatorem videre, subscribere, signare debent, nec refert an dia val nocte. 28. 1. 6.

III. An testamentum nullum si hæc omissa sint. 28. 1. 28.

De l'incapacité des témoins.

975. — I. Recensentur qui vel naturâ val lega prohibentur in testamento testes esse 28. 1. 7.

II. Hæres, pater ejus, aut frater, aut filias equidem emancipataa, non possunt essa testes. 28. 1. 9.

III. Domestici non possant esse testes; quinam illi sint. 28. 1. 8.

IV. Pater, filius, fratar testatoris, non possunt essa testas. 28. 1. 2.

V. An filius emancipatus patri, pater filio, frater fratri, cum quo non est in ejusdem patris potestata, rectè testis in testamento sit. 28. 1. 2.

VI. Quid de infamibus. 28. 1. n. 7 et 22.

VII. An legatarius, fideicommissarius, tutor in testamento datos, testes esse possint. 28. 1. 2.

VIII. An præsuppositâ sententiâ quod legatarius non possit in testamento testis esse, totum testamentum inutile sit, in quo legatarius est adhibitas, an potius solum illud legatum corruat. 28. 1. 26.

IX. Impuberes, furiosi, prodigi, mente capti, muti, surdi, cæci testamento testes esse non possunt. 28. 1. n. 7 et 28.

X. Mulier non potest esse testis ai cur. 28. 1. 7.

XI. Servi improbi et intestabiles, hæretici,

apostatæ, testes adhiberi non possunt. 28. 1. 7.

XII. Cujus ætatis hodie debeant esse testes in Hollandiâ et alibi. 28. 1. 22.

XIII. Quousque adhuc vigeat jus civile circa requisita testium in testamentis adhibendorum. 28. 1. 22.

XIV. An mulier, legatarius, infamis, hæres aut proximi hæredis, nunc possint in eo testes esse. 28. 1. 22.

XV. An pater possit tanquam tabellio adhiberi in testamento in quo filius ejus emencipatus instituitur. 28. 1. 22.

V. C. c., art. 967, *n.* 3. — *Art.* 980. — 981, *Pr. gén., sect. II, n.* 1. — *Art.* 1001, *n.* 5.

Du testament mystique.

976. 977. 978. 979. — I. De testamentis nostris *clausis et indorsatis* vulgo dictis eorumque requisitis. 28. 1. 26.

II. An hæc scripta sint an nuncupativa. 28. 1. 20.

III. An legatarius in hisce possit testis esse. 28. 1. 26.

De l'idonéité des témoins.

980. I. Qui censeantur testes idonei. 28. 1. 7.

II. Quo tempore testes debeant esse idonei. 28. 1. 7.

V. C. c., art. 975.

SECTION II. — DES RÈGLES PARTICULIÈRES SUR LA FORME DE CERTAINS TESTAMENTS.

Notions générales.

§ Ier.

Des testaments privilégiés.

I. De testamento privilegiato et in specie de testamento principi ablato et aliis. 28. 1. 12 et seqq.

II. An testamentum ad pias causas sit privilegiatum jure civili, canonico et hodierno. 28. 1. 13.

III. Quid veniat nomine piæ causæ. 28. 1. 19.

IV. De testamento ruri condito ex jure civili et moribus. 28. 1. 13.

V. An non ruri degens coram quinque testibus sine tabellione possit testamentum condere ex prescripto juris civilis. 28. 1. 13.

VI. Adhuc in Hollandiâ et Ultrajecti coram septem testibus sine tabellione testamenta condi possunt et privilegiatis annumeranda. In Frisiâ septem sunt omnino necessaria. 28. 1. 20.

VII. Quâ solemnitate legati ad alias gentes missi eorumque ministri testari possint. 28. 1. 14.

VIII. Quid in delegatis ad collegia ordinum, etc. 28. 1. 14.

§ II

Du testament du père entre ses enfants.

I. Privilegiatum est testamentum patris inter liberos; an et mulier in eo possit esse testis. An Ultrajecti tunc licentia testandi necessaria sit. 28. 1. n. 15 et 18.

II. An et mater et alii ascendentes ita testari possint. 28. 1. 15.

III. An et nuncupativum inter liberos fieri possit. 28. 1. 15.

IV. An liberis inæquales partes tali testamento dari possint. 28. 1. 15.

V. An talis voluntas propriè sustineatur tanquam testamentum. 28. 1. 15.

VI. Quid juris, si extranea persona unà cum liberis tali testamento instituta vel legato honorata sit. 28. 1. 18.

VII. An etiam valeat inter liberos naturales respectu patris aut matris; an et liberi privilegiatum condant inter parentes. 28. 1. 18.

VIII. Quid juris si testamentum tale careat die et consule. 28. 1. 17.

IX. Quid si tantum inveniatur quædam adnotatio patris de divisione inter liberos sine capite, sine calce aut subscriptione. 28. 1. 17.

X. Quid si plura dicere vel scribere volens impeditus sit, et sic voluntas haud sit perfecta. Quid si unum ex liberis præterierit. 28. 1. 17.

XI. An tali testamento liberi possint exhæredari. 28. 1. 17.

Du testament militaire.

981. 982. 983. 984. — I. Enumerantur varia militum privilegia. 29. 1. 1.

II. Quid sit testamentum militare. Quo tempore condi possit, et quæ ratio ejus introducendi. 29. 1. 1.

III. Quæ in eo requirantur ad probationem. An specialis testium convocatio. 29. 1. 2

IV. An si miles destinaverit jure communi testari, et quædam desint solemnia, illud valeat jure militari. 29. 1. 3.

V. Quid si miles suum cancellaverit, inciderit, induxerit testamentum, ac mox iterum illud voluerit valere, vel iterum signaverit. 29. 1. 3.

VI. An miles solo nutu, vel responsione verbi *ita* ad alterius interrogationem, testari possit; et quæ nutu peragi queant. 29. 1. 4.

VII. Milites testari possunt, licet de statu suo dubitent; ex tempore vel ad tempus hæredem scribere pro parte bonorum testati et intestati decedere, ac jus accrescendi prohibere possunt. 29. 1. 5.

VIII. Potest tamen hoc jus accrescendi quibusdam in casibus in testamento militari locum habere. 28. 1. 5

IX. Possunt et pluribus relictis testamentis validis decedere. Quid si illa inter se pugnent 29. 1. 6.

X. Possunt incapaces instituere, exceptis servis pœnæ, mulieribus turpibus, et hæreticis. Quid si tales tempore mortis capaces sint. 29. 1. 6.

XI. Liberos suos impunè testamento prætereunt. Quid si ignorent se liberos habere, vel sibi posthumum sperari. 29. 1. 7.

XII. Liberis et extraneis ultra pubertatem substituunt in casum secundum, et suis impuberibus, licet sibi non condant testamentum. 29. 1. 7.

XIII. Codicillis dant hæreditatem; relicta ab iis non minuuntur Falcidiâ aut Trebellianicâ. 29. 1. 8.

XIV. Condunt testamenta damnati ad ultimum supplicium de castrensi peculio. 29. 1. 8.

XV. Convalescunt eorum testamenta minus solemnia ante militiam condita, quasi ex novâ voluntate. 29. 1. 8.

XVI. Non alienant testamento fundum dotalem, nec dant libertates in fraudem creditorum. 22. 1. 8.

XVII. Nec captatoriam faciunt institutionem. 29. 1. 9.

XVIII. Nec conditionem jurandi aut probrosam relictis apponunt efficaciter. 29. 1. 9.

XIX. Etiam non milites, si in hostico sint, militare condunt testamentum; horum testamenta non valent usque ad annum a missione, uti quidem militum. 29. 1. 10.

XX. An testamenta præfectorum valeant usque ad annum, ex quo successorem acceperunt. 29. 1. 10.

XXI. An hodierni milites adhuc possint jure militari testamentum concedere. 29. 1. 11.

Du testament fait en temps de peste.

985. 986. 987. — I. De testamento tempore pestis condito, tum jure civili tum moribus. 28. 1. 12.

II. Quæ in eo solemnia sufficiant, quæ non. 28. 1. 12.

Du testament fait sur mer.

988. 989. 990. 991. 992. 993. 994. 995. 996. 997. 998. — Quomodo condunt testamentum navigantes in Indias aut inde revertantes. 28. 1. 21.

999. — I. Multis populis placuit, circa statuta mixta, ut actus valeat si modo adhibita sint solemnia loci in quo gestus est. Lib. 4. P. 2. n. 13.

II. Quâ solemnitate legati ad alias gentes missi eorumque ministri possint testari. 28. 1. 14.

III. Quid in delegatis ad collegia ordinum, etc. 28. 1. 14.

1000.

De la nullité des testaments.

1001. — I. Nullum est testamentum si quæ in eo desit solemnitas. 28. 1. 28.

II. Quid sit testamentum nullum, injustum, ruptum. 28. 3. 1.

III. An testamentum sit nullum si tabellio non expresserit se novisse testatorem et testes, et testes testatorem. 28. 1. 24.

IV. An sit nullum propter diei omissionem. 28. 1. 25.

V. An testamentum sit totum inutile an

potius solum legatum corruat, si legatarius testis adhibitus fuit. 28. 1. 26.

V. C. c., art. 967, Not. gén., Pr. gén. — Art. 972, n. 6 et seqq.

DES INSTITUTIONS D'HÉRITIER ET DES LEGS EN GÉNÉRAL.

Principes généraux. Notions diverses.

CHAPITRE PREMIER. — *Des institutions d'héritier en général.*

SECTION PREMIÈRE. — DE L'INSTITUTION OU DE L'EXHÉRÉDATION DES ENFANTS.

1002. — I. Liberi jam nati aut in futurum sperati testamento hæredes instituí vel exhæredari necesse est. 28. 2. 1.

II. Quid sit suus hæres et cur ita dictus. Quid et quotuplices sint vari et quasi posthumi. 28. 2. 1.

III. Quomodo posthumi et quasi posthumi instituendi fuerint et formulâ Galli Aquilii, lege Velleja, sententiâ Juliani. 28. 2. 2.

IV. De posthumis Cornelianis, deque institutione posthumorum et quasi posthumorum ex filiis emancipatis. 28. 2. 2.

V. De institutione posthumorum et quasi posthumorum ex uxore quam quis nondum duxit, sive certâ sive incertâ. 28. 2. 3.

VI. De institutione posthumorum et quasi posthumorum ex uxore illegitimâ, sed quæ sublato impedimento legitima fieri potest. 28. 2. 3.

VII. Præterito hærede suo jam nato testamentum est nullum; emancipato præterito datur bonorum possessio contra tabulas. Posthumi et quasi posthumi præteriti rumpunt testamentum. 28. 2. 4.

VIII. Quasi posthumo præterito ac vivo, testatore moriente, convalescit testamentum ruptum; at non moriente vero posthumo. 28. 2. 4.

IX. Si suus hæres jam natus a patre præteritus sit et moriatur vivo patre an testamentum convalescat jure civili vel prætorio. 28. 2. 5.

X. Adstruitur moribus hodiernis testamentatali in casu debere rata censeri; uti jure prætorio sustinebantur si *suus* præteritus noluisset patri hæres esse. 28. 2. 5.

XI. Posthumi instituti si *testatore vivo nascantur*, an et censeantur instituti in casum quo *nascerentur mortuo testatore*. 28. 2. 6.

XII. Quid juris si posthumum instituerit et plures simul aut successivè nascantur ex eâdem vel secundâ vel tertiâ uxore. Quid si posthumum instituerit ex certâ uxore nasciturum et nascatur ex aliâ uxore. 28. 2. 6.

XIII. Quid si pater exhæredaverit suum filium nasciturum, et nascatur filia vel plures filii. 28. 2. 26.

XIV. Quæ olim inter liberos masculos et feminas, ac inter liberos primi et ulterioris gradûs differentia fuerit. Quomodo jure novo sublata. 28. 2. 7.

XV. Mansit adhuc jure novissimo Justiniani differentia inter suos et emancipatos et posthumos circa infirmationem testamenti ob præteritionem. 28. 2. 7.

XVI. An et quando filii habeantur pro præteritis si sub conditione instituti sint; et an jure novo Justiniani hæres suus sub conditione casuali institui possit. 28. 2. 8.

XVII. An censeantur præteriti si tantum ex re certâ, vel ab unâ tantum personâ, vel ab uno tantum gradu sint exhæredati, vel sub conditione. 28. 2. 8.

XVIII. Quid si sub conditione instituti in contrariam conditionem exhæredati sint. 28. 2. 8.

XIX. Quid si apud nos tantum coram tabellione et testibus sint exhæredati et non coram scabinis. 28. 2. 8.

XX. Jure civili illi qui tantum sunt in conditione positi non censentur ex testamento vocati. 28. 2. 9.

XXI. Quis sit usus superioris quæstionis? recensentur circumstantiæ in quibus præsumendum in conditione positos ex testamento vocatos esse. Quid juris sit in Hollandiâ et alibi circa positos in conditione. 28. 2. 10.

XXII. Moribus hodiernis præteritio est loco tacitæ exhæredationis ac liberis a patre præteritis querela datur. 28. 2. 11.

XXIII. An natis aut posthumis per ignorantiam præteritis, testamentum vi clausulæ codicillaris sustineatur, sic ut legatariis inde legata et fideicommissa præstanda sint, deductis tantum per præteritos duobus quartis; et ubi plura de his tractentur. 28. 2. 11.

XXIV. Hodie omnes liberi sub conditione casuali possunt institui si modo legitima purè relinquatur. An instituendi etiam legitimati rescripto principis. 28. 2. 12.

XXV. An et nepos naturalis ex filio legitimo si ad avi vel aviæ petitionem legitimatus sit. An et naturales a matre suâ. 28. 2. 12.

V. Not. gén., § II, n. 8; et art. 881, n. 11.

SECTION II. — DES INSTITUTIONS D'HÉRITIERS.

I. Potior est causa hæredis instituti quam ab intestato. 5. 3. 3.

II. Præcipua solemnitas interna testamenti est hæredis institutio. 28. 5. 1.

III. Paucissimis verbis institutio fieri potest. 28. 5. 1.

IV. Qui possint hæredes institui. 28. 5. 1. — *Vide art. 902 et seqq.*

V. Institutis liberis nasciturís fratrum aut cognatorum adhuc cœlibum an et vocati censeantur qui post mortem testatoris quocumque tempore concipientur, et quas partes videantur habere jam nati quamdiu adhuc alii nasci possunt. 28. 5. 12.

VI. An non hæredes ab intestato qui per posthumos institutos excludendi sunt, petere possint sibi hæreditatem committi donec posthumi nati fuerint. 28. 5. 12.

VII. Si quis habens fratres quosdam, et fratrum liberos, generaliter fratrum liberos instituerit, an tunc etiam censeatur instituisse illos fratrum liberos qui demum post mortem testatoris concipientur et nascentur. 28. 5. 13.

VIII. Qui generaliter testamento uxorem instituit, an tantum primam censeatur instituisse, an et secundam aut tertiam si et secundæ supervixerit. 28. 5. 14.

IX. An testator possit in testamento scripto hæredes instituere per relationem ad aliam scripturam adhuc scribendam. 28. 5. 15.

X. Et quid si talis scriptura postea non sit confecta. 28. 5. 15.

XI. An et possit hæredes instituere per relationem ad certum statutum, veluti instituendo eos qui ex jure Scabinico succedere debent. 28. 5. 15.

XII. Si testator instituerit vel substituerit hæredes legitimos seu hæredes sibi ab intestato succedentes, an vocati censeantur quos lex domicilii testatoris vocat ab intestato, an vero ad immobilia variâ venire debeant propinqui secundum leges locorum singulorum in quibus immobilia sita sunt. 28. 5. 16.

XIII. Qui et pro quâ parte videantur instituti, quando testator *fratrum et sororum filios ac nepotes hæredes legitimos ex æquis partibus* instituit. 28. 5. 17.

XIV. Quid juris in præcedenti casu si omiserit in superiore formulâ *hæredes legitimos*. 28. 5. 17.

XV. Quid si instituti vel substituti sint liberi legitimi et in statuto tantum succedant liberi primi thori. 28. 5. 17.

XVI. Quid si instituti sint fratres et tantum succedant ex statuto germani exclusis consanguineis. 28. 5. 17.

XVII. Si testator instituerit illos *qui ipsi debent succedere*, cum pacto dotali parentum testatoris certus ordo succedendi definitus esset in casum quo liberi nascituri morerentur intestati, an tunc instituti censeantur qui ex pacto dotali, an qui ex statuto domicilii deberent succedere. 28. 5. 19.

XVIII. Si quis instituat *fratres et eorum liberos* aut totam cognationem suam, non simul sed ordine successivo veniunt, secundum gradum dilectionis et successionis intestatæ. 28. 5. 20.

XIX. Quæ partes institutis ex hæreditate cedant, si vel unicus ex re certâ scriptus sit, vel unus ex re certâ, alter sine re; vel omnes ex rei certæ dispari quantitate; vel unus rerum Italicarum, alter provincialium; unus paternorum, alter maternorum. 28. 5. 23.

XX. Quid veniat appellatione rerum Italicarum, maximè in negotiatore italico, qui merces aut pecunias in provinciis habet. 28. 5. 23.

XXI. Quid juris, si omnes sine rei aut partis hereditariæ assignatione instituti sint, uniformi vel difformi oratione unâ aut pluribus, nomine proprio, aut nomine collectivo, velut *fratres et fratris liberi, uxor et cognati, cognati mariti et uxoris*, etc. 28. 5. 24.

XXII. Quid juris, si omnibus institutis partes datæ sint, vel quibusdam partes datæ et alii sine parte scripti ; ubi et quando ad dupondium aut tripondium recurri debeat, et quæ eâ occasione dubia sunt. 28. 5. 25.

XXIII. In quibus legibus formulæ variæ ambiguæ institutionum explicentur. 28. 5. 26.

XXIV. Quid moribus hodiernis obtineat circa casus plures in tribus numeris superioribus propositos ; dum nunc quisque pro parte testatus et intestatus mori potest. 28. 5. 26.

XXV. Inutilis est institutio perplexa, aut facta cum tali hæredis designatione, quæ contumeliæ causâ addi solet. 28. 5. 27.

XXVI. Valet tamen institutio cum elogio et objurgatione. 28. 5. 27.

XXVII. Inutiles sunt institutiones captatoriæ. Quæ tales sint, quæ non. 28. 5. 28.

XXVIII. An hæredis institutio valeat, quæ expressè vel tacitè in arbitrium tertii collata est. 28. 5. 29.

XXIX. Qui hæreditatem petit ex testamento, si illud producat, non tenetur probare illud postremum esse aut vitio carere. 5. 3. 5.

XXX. An transactio fieri, jusjurandum deferri de relictis ultimâ voluntate ante inspectas tabulas. 2. 15. 12. — 12. 2. 29.

V. infrà, chap. II, sect. III, pag. 62.

CHAPITRE II. — *Des legs en général.*

SECTION PREMIÈRE. — DE LA NATURE DES LEGS. QUELLES PERSONNES PEUVENT EN ÊTRE GREVÉES.

I. Variè legatum definitur, et quæ ratio ejus ; defenditur definitio Justiniani. 30. 1. 1.

II. Si testator donet legatario rem legatam aut partem ejus, in dubio an magis præsumenda sit donatio mortis causâ, an inter vivos. 30. 1. 1.

III. Sublata est jure novo differentia inter legata et fideicommissa : sicut et inter legata damnationis, vindicationis, etc. 31. 1. 2.

IV. Qui possint legato gravari. 31. 1. 11.

V. An et hæredes ab intestato. 31. 1. 11.

VI. An hæredes legitimi impuberis filiifamilias per patrem ejus. 31. 1. 11.

VII. An et substituti. 31. 1. 11.

VIII. An substitutus filii, impuberis exhæredati. 31. 1. 11.

IX. Quando substitutus iisdem intelligatur gravatus legatis et fideicommissis, quibus institutus, et quando non. 31. 1. 11.

X. An, si quis non ex expressâ vel tacitâ defuncti voluntate, sed casu hæres fiat, fideicommisso gravari possit, veluti filius a patre præteritus, si ei fiat suus hæres ; vel si is qui primo loco ab intestato succedere debeat, gravatus sit, et is non succedat, sed gradus sequens ; et quid moribus. 31. 1. 12.

XI. Potest testator vel unum ex pluribus hæredibus in solidum gravare, vel omnes pro virilibus aut hæreditariis portionibus. 31. 1. 13. — *V. C. c., art. 870, Pr. gén., n. 5 et seqq.*

XII. An in dubio testator credendus sit unum in solidum gravasse, si jusserit ut is corpus aliquod hæreditarium legatario præstet. 31. 1. 13. — *V. art. 870, Pr. gén.*, n. 5 *et seqq.*

XIII. An si unus sit gravatus, legatarius eum possit in solidum convenire. 31. 1. 13. — *V. art. 870, Pr. gén., n. 1 et seqq.*

XIV. An et legato gravari possint legatarii, fideicommissarii, mortis causâ donatarii, mortis causâ capionem percipientes. 31. 1. 11.

XV. An maritus ab uxore quæ ei donaverat. 31. 1. 11.

XVI. An et debitores defuncti, et quis tunc effectus sit. 31. 1. 14.

XVII. An et donatorii inter vivos ; remiss. 31. 1. 11.

XVIII. Hæredes legato gravati deducunt Falcidiam, non legatarii aliique similes. 31. 1. 15. — *V. C. c., art. 920, Pr. gén. n. 11 et seqq.*

XIX. Hæredes jure novo ultra vires hæreditatis gravari legatis possunt, non legatarii. 31. 1. 15.

XX. Recensentur tamen quidam casus excepti. 31. 1. 15.

XXI. Recensentur casus, quibus alii videntur a defuncto honorati, alii legatis gravati, ubi de municipio, vel pupillo honorato, et eo qui municipio præest vel tutore gravato ; et de gravato legatarii vel hæredis hærede. 31. 1. 16.

XXII. Qui non est honoratus gravari nequit. 31. 1. 19.

XXIII. An et quando, positâ statutoriâ communione, ex communi massâ solvendum sit, quod unus conjux vel uterque simul legavit. 31. 1. 16.

V. C. c., art. 711. — Sup. Pr. gén., n. 11 et seqq.

SECTION II. — DES CHOSES QU'ON PEUT LÉGUER ET COMMENT ON LE PEUT.

I. Quales res legari possint. 30. 1. 17.

II. An et illæ quæ apud hostes sunt. 30. 1. 17.

III. Non tantum species rerum sed et genera legari possunt. 30. 1. 17. — *V. Interprétation de legs, infrà, sect. III, pag. 62.*

IV. Legari possunt universitates rerum, hæreditas defuncto relicta, pars quota hæreditatis, vel pars quota bonorum ipsius defuncti. Quis tunc effectus. 30. 1. 19.

V. Quid intersit an pars quota hæreditatis alicui relinquatur, titulo institutionis an titulo legati. 30. 1. 19.

VI. Quid referat, utrum pars hæreditatis, an pars bonorum legata sit. 36. 1. 16.

VII. Si taberna, chorus, familia, grex, armentum, et similia legentur, an multiplex legatum sit. 30. 1. 19.

VIII. Legari potest nomen seu actio, illa legatario cedenda, etiam ad usuras sortis adhuc debitas. 36. 1. 20.

IX. Cedendæ et actiones accessoriæ ratione fidejussorum ac pignorum, si testator hæc non liberaverit. 30. 1. 20.

X. An hæres teneatur præstare debitorem locupletem. 30. 1. 20.

XI. An non saltem si testator legaverit expressè rem aut quantitatem sibi debitam. 30. 1. 20.

XII. Quid si legaverit actionem in judicium jam deductam. 36. 1. 20.

XIII. Utiles sine cessione actiones etiam legatario competunt. 36. 1. 20.

XIV. An et sine cessione actiones utiles accessoriæ, quas defunctus non habuit, sed hæres demum paravit. 30. 1. 20.

XV. Quid si testator leget Titio quod sibi Mævius debet, cum is nihil debeat. 30. 1. 21

XVI. Quid si exprimat certam quantitatem tanquam sibi debitam. 30. 1. 21.

XVII. Quid si leget quod sibi sub conditione debetur ex contractu, vel ex legato. 30. 1. 21.

XVIII. Quid si testator cùm sibi deberetur Stichus aut decem arbitrio debitoris, leget alteri Stichum sibi debitum. 30. 1. 21.

XIX. Quid si in eodem casu debiti alternativi leget uni Stichum alteri decem. 30. 1. 24.

XX. Quid si cùm haberet duos debendi reos ejusdem rei, vel debitorem et fidejussorem Gajum et Lucium leget Titio quod sibi Gajus debet, et Mævio quod sibi Lucius debet. 36. 1. 24.

XXI. Quid si postea alteruter sive Gajus sive Lucius acceptilatione, vel pacto, vel liberatione legatâ, obligationi subductus sit. 36. 1. 21.

XXII. Quid debeatur, si testator nominum universitatem seu totum calendarium leget. 30. 1. 25.

XXIII. An etiam pecuniæ exactæ, an in calendarii rationem de nova translatæ. 30. 1. 25.

XXIV. An locus illatione cadaveris religiosus factus legari possit. 11. 7. 4.

XXV. An calendarii rationibus exemtæ. 30. 1. 25.

XXVI. Si legaverit certum numerum nominum ex calendario, arbitrio legatarii eligendum, an eliget ex iis quæ in calendario erant tempore facti testamenti, an tempore mortis. 30. 1. 25.

XXVII. Res extra commercium positæ legari nequeunt vel purè vel sub conditione ; ac neque res neque æstimatio debetur. 30. 1. 30.

XXVIII. Quid si sint in commercio hæredis non legatarii, aut contra. Respondetur objectionibus. 30. 1. 30.

XXIX. Si legatarius fideicommisso gravatus sit, incapacitas legatarii non obest, si fideicommissarius capax sit. 30. 1. 30.

XXX. Quid juris, si testator suum servum alteri leget et ipsi isti servo leget libertatem purè vel sub conditione, vel ex die. 30. 1. 31.

XXXI. Tignum ædibus junctum an et quando legari possit purè vel sub conditione, tum jure civili, tum moribus. 30. 1. 32.

XXXII. An si res prohibeantur omnino statuto legari, vel legari certis personis, veluti immobilia tutori, conjugi, etc., æstimatio debeatur. 30. 1. 33.

XXXIII. Quid si expressè æstimatio rerum talium legata sit. 30. 1. 33.

XXXIV. An tacitè videantur prohibitæ statuto legari res illæ quæ jure præcipui cedere debent primogenito aut conjugi. 30. 1. 33.

XXXV. Si idem corpus vel eadem quantitas sæpius eidem ab eodem legetur, vel eâdem vel diversis scripturis, an semel, an sæpius legatum debeatur. 30. 1. 34.

XXXVI. Legari possunt facta, ut hæres ad ea damnetur. 30. 1. 35.

XXXVII. Si damnetur a testatore rem certam duobus vendere, et unus eorum emere nolit, an hæres cogi possit alteri partem vendere. 30. 1. 35.

XXXVIII. An legati præstatio conferri possit in arbitrium hæredis. 30. 1. 30.

XXXIX. An ejus arbitrio committi, cui dare velit, aut quibus pensionibus solvere. 30. 1. 36.

XL. An legatum conferri in arbitrium legatarii. 30. 1. 36.

XLI. An tunc purum an conditionale legatum sit. 30. 1. 30.

XLII. An in arbitrium tertii expressè vel tacitè. 30. 1. 36.

XLIII. Quid sit legatum pœnæ causâ; cur hoc olim non valuerit; cur jure novo valeat ut conditionale. 34. 6. 1.

XLIV. Cur legatum pœnæ causâ relictum inutile sit si probrosum quid aut turpe contineat, cum alias vulgo turpis conditio legato apposita pro non scriptâ habeatur. 34. 6. 2.

XLV. Et olim et hodie legatis pœna addi potest, si gravatus ea non præstet. 34. 6. 6.

XLVI. An et gravatus possit a testatore privari relictis, si voluntati ejus non pareat; et an non aliquando mora ejus excusetur, modo postea adhuc pareat. 34. 6. 6.

XLVII. An si testator honoratis adimat relicta, quando voluntatem ejus impugnant, illi adhuc relicta capiant, si justam aut probabilem habuerint impugnandi causam, licet tandem succumbant. 34. 6. 3.

XLVIII. De legato servi cum peculio materia tractatur Lib. 33. tit. 8.

V. C. c., art. 1021. — 1002, *chap. III, sect. I, II, III, IV, V, VI et VII.*

SECTION III. — DE L'EFFET ET DE L'INTERPRÉTATION DES LEGS, DES DROITS ET ACTIONS QU'ILS CONFÈRENT AUX LÉGATAIRES.

I. Nemo legatum petere potest, nisi prius illud agnoverit. Agnoscere non potest sine onere addito. 30. 1. 37.

II. An legatarius legatum pro parte admittere, pro parte repudiare possit, si una vel plures res ei legatæ sint. 36. 1. 67.

III. Quid si plures sint unius legatarii hæredes. 30. 1. 67.

IV. An unus dominorum admittere alter repudiare legatum servo relictum. 36. 1. 67.

V. An hæres repudiare hæreditatem et legatum agnoscere. 30. 1. 67.

VI. Quot actiones pro legato competant. 31. 1. 68.

VII. Quid sit actio ex testamento. 31. 1. 38.

VIII. In quibus legatis locum habeat et contra quos detur. 36. 1. 68.

IX. Stricti juris est; sed in variis sequitur naturam actionum bonæ fidei. 30. 1. 38.

X. Rei vindicatio pro legato contra quos detur, et ex quo fundamento. 30. 1. 39.

XI. Quo sensu verum sit, dominium rei legatæ rectâ viâ transire a defuncto in legatarium, et quo tempore. 30. 1. 30.

XII. Quæ legata per vindicationem peti nequeant. 30. 1. 39.

XIII. De actione hypothecariâ. An illa dividua sit, si testator expressè pignus pro legato dederit testamento. 30. 1. 46.

XIV. An legatario jus hypothecæ legalis adimere testator possit. 30. 1. 40.

XV. An hoc jus competat etiam hæredi ex re certâ instituto. 36. 1. 46.

XVI. An et legatario pro annuis legatis. 30. 1. 40.

XVII. An et jus hypothecæ legalis competat, si non hæres, sed legatarius legato vel fideicommisso gravatus sit, et in quibus tunc bonis. 30. 1. 41.

XVIII. Qualia defuncti bona, et quousque, hypothecâ legali affecta sint, cum plures hæredes legato onerati sunt; vel cum unus ex pluribus solus est gravatus, vel cum ex pluribus gravatis quidam jam solverunt. 30. 1. 41.

XIX. An hæc hypothecaria detur tantum contra hæredem, an et contra tertios rerum defuncti possessores. 30. 1. 42.

XX. An ut pro usuris ac fructibus legatorum competat jus hypothecæ legalis. 30. 1. 43.

XXI. An et pro sumptibus ad consequendum legatum factis, in quos hæres legatario damnatus est. 30. 1. 43.

XXII. Qualia legata judicio familiæ erciscundæ peti possunt. 30. 1. 44.

XXIII. An legatarius rem sibi legatam privatâ auctoritate possit occupare invito possessore. 30. 1. 45.

XXIV. Quid si testator legatario hoc jus dederit. 30. 1. 45.

XXV. An possit viâ executivâ consequi; et quid moribus. 30. 1. 46.

XXVI. Aliquando agunt ad legatum illi qui in legando aut nullo modo aut non principaliter nominati sunt; et quidem vel soli, etiam uterque tum qui nominatus, tum qui non nominatus est; quod exemplis illustratur. 30. 1. 56.

XXVII. Quomodo hæredi cavendum ab eo qui primus agit de legato, si et alter agere possit. 30. 1. 58.

XXVIII. An unus legatarius rem unam sibi legatam possit partim actione ex testamento, partim rei vindicatione petere. 36. 1. 57.

XXIX. Quid, si plures hæredes unius legatarii. 30. 1. 57.

XXX. Ubi legata peti debeant si actione in rem vel in personam legatarius agere velit. 30. 1. 58.

XXXI. Hæres a se ipso capere nequit, ratione civili et naturali, inutile est legatum hæredi ex asse datum. 30. 1. 4.

XXXII. Quid juris, si hæredi ex asse instituto et Titio legatario legata sit res. 30. 1. 4.

XXXIII. Quam partem capiat ex legato hæres, cui ex semisse instituto, et duobus aliis extraneis fundus legatus est. 36. 1. 4.

XXXIV. Quam partem quisque ex legato capiat, si testator omnibus hæredibus, in partibus inæqualibus institutis, rem unam simplici legato reliquerit, variis factorum speciebus explicatur. 30. 1. 5.

XXXV. Quam partem quisque ex legato capiat, si ex pluribus hæredibus uni aut quibusdam tantum res legata sit. 30. 1. 6.

XXXVI. An hæ juris civilis determinationes adhuc moribus servandæ sint. 30. 1. 0.

XXXVII. Quid juris, si non simplex legatum, sed prælegatum, uni aut quibusdam, aut omnibus hæredibus relictum sit; quales tunc singuli partes, et quo jure capiant. 30. 1. 7.

XXXVIII. An in prælegato hæres a se ipso capere possit. 30. 1. 7.

XXXIX. Si testator leget genus rerum, veluti, supellectilem suam, etc., et subjuxerit vel præmiserit quasdam generis illius species, an tunc ad illas species restrictum sit legatum, an magis id omne debeatur, quod testator ex eo genere reliquit. 36. 1. 17.

XL. Quid si testator generaliter mobilia sua legaverit sine certi loci adjectione; quid tunc legatum censeatur. — *V. art.* 533, *n.* 1 *et seqq.*

XLI. Quid si res legata vivo testatore legatario acquisita fuerit ex titulo oneroso. 36. 1. 49.

XLII. An pro rebus legatis pecunia, aut pro pecuniâ res invito legatario obtrudi possit. 30. 1. 49.

XLIII. Quid si hæres peculiari ducatur affectione in rem illam quam præstare debet. 30. 1. 49.

XLIV. Si electio hæredi data sit, an rem an æstimationem præstare velit, an tunc possit partim rem partim æstimationem dare. 30. 1. 49.

XLV. Recensentur plures casus, quibus hæres vel potest vel cogitur præstare rerum legatarum æstimationem. 30. 1. 49.

XLVI. Quo sensu dicitur superflua non nocere in ultimis voluntatibus. 7. 1. 10.

XLVII. Ubi nulla est ambiguitas in verbis, voluntatis quæstio non admittenda. 34. 6. 1.

XLVIII. Dubia interpretari potest ipse testator. 34. 5. 1.

XLIX. An tunc novâ opus solemnitate. 34. 5. 1.

L. Lex sæpè interpretatur dubias voluntates, nec tunc ad usum testatoris aut morem regionis recurrendum. 34. 5. 2.

LI. An legatis prædiis quæ possidebat,

censeatur etiam legasse prædia sibi pignori data. 31. 3. 2.

LII. Quid juris, si dictum, *Seja cum ducentis quæ apud eum deposui trecenta do lego*. 34. 3. 2.

LIII. Quid si scriptum, *fundum hæres meus Attio cum Dione Mævii servo dato*. 31. 5. 2.

LIV. Quid si habens Flaccum fullonem, et Stichum pistorem, leges *Flaccum pistorem*. 34. 5. 2.

LV. Quid, si *uni servos textores, alteri vernas leget*, et quidam servi ejus simul vernæ ac textores sint. 34. 5. 2.

LVI. Quid juris si filio nascituro plus, filiæ nasciturae minus relinquatur, et uno partu nascatur filius et filia. 34. 5. 3.

LVII. Si centum legentur filio vel filiæ nasciture, an singulis centum debeantur, si plures simul edantur. 34. 5. 3.

LVIII. Gemellis natis, quis primus præsumatur editus. 34. 5. 3.

LIX. Si nec testator nec lex dubia explicet, quales tunc regulæ a jurisconsultis et judicibus sint observandæ in interpretandis dubiis voluntatibus. 34. 5. 4.

LX. Et quando voluntas perplexa aut dubia ob defectum interpretationis inutilis sit. 34. 5. 4.

LXI. Interpretatio petenda ex usu et consuetudine testatoris. 34. 5. 4.

LXII. Eâ deficiente, ex more regionis colligenda. 34. 5. 4.

LXIII. Aliæ enumerantur interpretationis regulæ. — *V. Interprétation des lois; ad art. 4.*

LXIV. Apud quos casus dubii ultimarum voluntatum quærendi sint. 34. 5. 5.

LXV. An dominium ex legato transeat sine traditione, an acceptatio requiratur. 39. 6. 6.

XLVI. Legatario jus deliberandi competit, an legatum acceptare velit, necne. 29. 6. 3.

LXVII. An evictio præstanda sit in legatis. 21. 2. 12.

LXVIII. An licita est repudiatio legatorum ante inspectas tabulas testamenti. 2. 15. 13.

LXIX. Ut legatorum servandorum causâ caveatur, materia tractatur. 36. 3. 1 et seqq.

LXX. Ut in possessione legatorum servandorum causâ esse liceat materiâ tractatur. 36. 4. 1 et seqq.

V. art. 533. — Suprà pag. 57, Not. gén., n. 18 et 19. — Art. 1002, chap. I, sect. II, et chap. II, sect. I et II.

Adhuc de effectu et de interpretatione legatorum. — *V. infrà, chap. III, sect. I, II, III, IV, V, VI et VII; et chap. IV. sect. I, II et III.*

CHAPITRE III. — De diverses espèces particulières de legs.

SECTION PREMIÈRE. — Du legs d'usufruit, d'usage, d'habitation et de revenus.

I. Si Titio fundus legetur, Mævio ejusdem fundi usufructus, quid Mævius sit habiturus jure romano et moribus. 7. 1. 6.

II. Non solus usufructus, sed plena proprietas data creditur, si domus certa ad inhabitandum, fundus ad alimenta legetur. 7. 1. 9.

III. Idem si fructuarius gravatus sit onere restituendi ex fideicommisso res fructuarias tertio. 7. 1. 9.

IV. Idem est, si legans usumfructum addiderit prohibitionem alienationis, vel fructuario injunxerit ut rei fructuariæ servitutem imponeret. 7. 1. 10.

V. Idem, si usufructus legetur cum liberâ alienandi potestate, quo casu ad dodrantem usque alienatio permissa est. 7. 1. 11.

VI. Secus, si tantum alienandi potestas in casu necessitatis vel indigentiæ adjecta sit. 7. 1. 11.

VII. Si tamen non *usufructus*, sed *bona* legentur, et addatur prohibitio alienationis, vel licentia alienandi in casu necessitatis, proprietas cum onere fideicommissi legata videtur. 7. 1. 11.

VIII. Quid juris sit secundum juris rigorem, et secundum æquitatem, si testator Titium in omnium suorum bonorum usufructu instituerit, vel legati titulo ei dederit, et adjecerit, se post Titii obitum instituere hæredem Mævium. 7. 1. 12.

IX. Quid differat, quantum ad effectus juris, utrum alicui nudus usufructus intelligatur relictus, an vero proprietas cum onere fideicommissi. 7. 1. 13.

X. Legato usufructu domuum et omnium quæ in iis domibus sunt, non creduntur ea contineri quæ mercis causâ parata in ædibus inveniuntur. 7. 1. 18.

XI. Si in annos aut menses singulos vel alternis annis usufructus legatus sit, plura censentur legata. 7. 3. 2.

XII. Quis prior frui debeat, si alternis annis Titio et Mævio usufructus datus sit. 7. 3. 2.

XIII. Si alicui pro se et hæredibus usufructus relictus sit et legatarius moriatur vivo testatore, hæredes ejus capiunt postea usumfructum, sed tantum primi hæredes vocantur. 7. 4. 1.

XIV. Quid juris, si uni usufructus, alteri usus, tertio proprietas ejusdem rei detur. 7. 6. 1.

XV. De legatis operis servorum et in quibus distet ab usufructu et ab usu. 7. 7. n. 1 et 2.

XVI. Quid de legato operarum jumenti. 7. 7. 5.

XVII. In dubio magis habitatio sola, quam plena proprietas præsumitur legata. Quid juris, si legetur *domus ad inhabitationem*, vel, *ad inhabitandum* quamdiu legatarius vivit. 7. 8. 9.

XVIII. Quid intersit inter usumfructum et reditum legatum. 33. 2. 2.

XIX. An reditum ex fundo debens possit vendere fundum, si reditum præstet. 33. 2. 2.

XX. An reditus legatus morte legatarii extinguatur, an magis perpetuus sit, per distinctiones explicatur. 33. 2. 3.

XXI. Annuus reditus ad ludos illicitos relictus debetur, sed licitis applicandus est. 33. 2. 4.

XXII. Reditus temporis illius quo ludi non editi, non debentur, sed manent penes oneratum sive hæredem, sive legatarium, si legatarius iis reditibus oneratus sit, uti et qui jure præscriptionis desierunt deberi. 33. 2. 1.

XXIII. An et quousque reditus annui præscriptio fieri possit, et quanto temporis spatio. 33. 2. 4.

XXIV. Si reditus certo fundo per legatum sit impositus, et fundus venditus postea pereat, an emtor adhuc ad reditum obstrictus sit. 33. 2. 5.

V. sect. sequentem. — Art. 1014.

SECTION II. — Du legs des choses qui se payent par année.

I. Annuum plura legata continet. 33. 1. 1.

II. Morte legatarii cessat. 33. 1. 1.

III. Quando primi et quando sequentium annorum dies hic cedat. 33. 1. 1.

IV. An, si legatarius initio anni vixerit, totius anni legatum debeatur. 33. 1. 1.

V. An annuum initio cujusque anni peti possit, si ex fructibus certi fundi præstandum sit; et quid, si fructus haud sufficiant 33. 1. 1.

VI. An singulis annis capacitas legatarii inspiciatur. 33. 1. 1.

VII. An et quousque annui præscriptio fieri possit. 33. 1. 1.

VIII. Recensentur casus, quibus annuum legatum perpetuo duret: ubi de annuo *pro se et hæredibus*, vel alicui ratione officii, quo fungitur, vel collegio aut ecclesiæ relicto; vel ad ludos, quibus hæredes præsiderent. 33. 1. 2.

IX. Cur hisce in casibus aliud in usufructu quam in annuo legato obtineat. 33. 1. 2.

X. Vivo legatario evanescit hoc legatum, si ad certum tempus datum sit. 33. 1. 3.

XI. An cesset, si ob certam causam futuram, puta administrationem, relictum sit, et illa cesset. 33. 1. 3.

XII. Non evanescit morte gravati. 33. 1. 3.

XIII. An non, si fructuarius annuum ex suo usufructu præstare gravatus sit, et moriatur. 33. 1. 3.

XIV. An hoc legatum pereat capitis diminutione. 33. 1. 4.

XV. Si legatarius ex fundo sibi legato annuum alteri præstare jussus sit, et ratione fundi Falcidiam patiatur, an et ipse pro ratâ ex annuo deducat. 33. 1. 4.

XVI. Recensentur casus in quibus dubium, an sit annuum legatum, an semel tantum præstandum. 33. 1. 5.

XVII. Quibus modis annuum legetur; an ita, ut uno anno aliud præstetur quam altero. 33. 1. 6.

XVIII. Quid debeatur, si leget quis *annuum quod ipse dare solitus fuit*. 33. 1. 6.

XIX. Quid si tunc variè annua præstiterit. Quid si aliâ formâ. 33. 1. 6.

XX. Quid si antea quidem præstiterit, sed non postremis annis. 33. 1. 6.

XXI. Quid si cognatis omnibus annuum leget, quod vivus præstabat, nec tamen omnibus vivus præstiterit. 33. 1. 6.

XXII. Quid si societatem universalem cum uxore habens, ita legaverit, et centum Titio præstare sit solitus, an centum, an magis quinquagenta debeantur. 33. 1. 6.

XXIII. Quid præstandum si simpliciter *annuum* leget, nec rem aut quantitatem adjdat. 33. 1. 6.

XXIV. Si *menstruum* aut *diurnum* relinquatur, idem obtinet quod in annuo legato. 33. 1. 7.

XXV. Quid juris, et quæ propinquorum testatoris potestas sit, si annuum legatur per pauperum curatores arbitrio proximiorum testatoris distribuendum. 33. 1. 8.

XVI. Differt ab *annuo* legatum *annuâ, bimâ, trimâ die* præstandum. 33. 1. 9.

XXVII. Quando hujus legati dies cedat. 33. 1. 9.

XXVIII. An evanescat legatario intra triennium moriente. 33. 1. 9.

XXIX. An interim usuræ pensionis non solutæ solvi debeant. 33. 1. 6.

XXX. Quibus pensionibus solvendum hoc legatum. 33. 1. 6.

XXXI. Quid si jusserit solvi inæqualibus pensionibus arbitrio hæredis aut legatarii. 33. 1. 6.

XXXII. An et pluribus quam tribus pensionibus solutio hujus legati possit a testatore dividi. 33. 1. 10.

XXXIII. Quid si ante finem pensionum omnium legatarius moriatur. 33. 1. 10.

XXXIV. An et in corporibus possit locum habere legatum annuâ, bimâ, trimâ die præstandum. 33. 1. 11.

XXXV. Quid juris, si testator jusserit, annuâ, bimâ, trimâ die præstari Titio, cum erit annorum quatuordecim, et is eam ætatem jam excesserit. 33. 1. 12.

XXXVI. Quid juris, si testator annuum leget, sed duabus pensionibus præstandum. 33. 1. 13.

V. sect. præcedentem; et infrà, sect. VII. — Art. 1011.

SECTION III. — Du legs de la dot.

I. Cui dos legari possit. 33. 4. 1.

II. Si dos puellæ nupturæ legetur, conditionale in dubio legatum est, nec transit ad hæredes, si innupta moriatur. 33. 4. 1.

III. Si pater filiæ legat certam quantitatem dotis nomine, et postea nubenti dotem minorem præstet, reliquum ex causâ legati peti potest. 33. 4. 1.

IV. Quid sit prælegatum dotis, et qualis legata dicantur *prælegari*, ac cur. 33. 4. 6.

V. Prælegatur dos expressè vel tacitè. 33. 4. 3.

VI. Quid si prælegat res alias, quam dotales, tanquam dotales. 33. 4. 3.

VII. Quid si res ipsas dotales prælegat, sed illæ vivo marito redditæ uxori sint, aut sine culpâ mariti perierint. 33. 4. 3.

VIII. Quid, si simpliciter dotem prælegat sine corporis aut quantitatis adjectione, et nulla dos ab uxore data sit. 33. 4. 3.

IX. Si maritus, qui mille in dotem acceperat, mille leget, sine dotis mentione, an mulier et dotem et mille legata petere possit. 33. 4. 4.

X. Si marito mulieris ex pacto ad dotis restitutionem obligatus sit, et uxori dotem prælegat, an dos bis reddi debeat. 33. 4. 4.

XI. An bis, si pater, qui dotem pro filio a nuru acceperat, nurui aut filio suo illam dotem leget. 33. 4. 4.

XII. Quid si primo specialiter fundum dotalem, et postea totam dotis universitatem legaverit. 33. 4. 4.

XIII. In quibus pinguius sit legatum, quam actio de dote. Ubi de præsenti solutione, liberatione ab obligatione dotis causæ et non numeratæ. Quales impensæ in dotem factæ tunc restituendæ sint, quales non. 33. 4. 5.

XIV. An uxor, cui prælegatus est fundus dotalis a marito elocatus, colonum possit ante tempus expellere. 33. 4. 5.

XV. An uxor, cui dos prælegata, et quousque fideicommisso restituendæ dotis gravari possit. 33. 4. 6.

XVI. De doario primo pactis dotalibus dato, et post ea legato. Remiss. 33. 4. 7.

V. C. c., art. 1014.

SECTION IV. — Du legs de la libération.

I. Liberatio jure legatur vel expressè vel tacitè. 34. 3. 1.

II. An tacitè legata sit, chirographo vel pignore legato. 31. 0. 1.

III. Legatur et pro parte. 34. 3. 1.

IV. Quid juris, si præter nomen cujus liberationem legat testator, nihil habeat, et tamen aliis quoque legat. 34. 3. 1.

V. Quando ad tempus, quando in perpetuum videatur legata liberatio. 34. 3. 1.

VI. Legatur liberatio debitori testatoris, vel hæredis, vel tertii, vel etiam ipsi fidejussori, qui fidejusserat pro testatore. 34. 3. 2.

VII. An debitori inopi. 34. 3. 6.

VIII. An debitori ex maleficio vel quasi. 34. 3. 2.

IX. An ei qui tantum naturaliter debet. 34. 3. 6.

X. An ei qui nec naturaliter nec civiliter debet, et an tunc peti non possit quantitas quæ quasi debita remittebatur. 34. 3. 6.

XI. An ei qui perpetua exceptione tutus est. 34. 3. 2.

XII. An adversario litiganti, qui bonam aut malam causam fovet. 34. 3. 2.

XIII. Quid si testator Titio tanquam debitori leget liberationem, cum Titio nihil debeat. 34. 3. 2.

XIV. Tentatur emendatio l. 25. ff. h. t. rejectâ Antonii Fabri conjecturâ occasione præcedentis quæstionis. 34. 0. 8.

XV. Quis sit effectus legatæ liberationis, si debitori testatoris vel hæredis relicta sit. 34. 3. 3.

XVI. Quando debitor tunc pacto, quando acceptilatione liberandus sit. 34. 3. 3.

XVII. Quid juris, si locator conductori legaverit liberationem a conductione. 34. 3. 3.

XVIII. Quid, si cum *Stichus aut Pamphilus* deberetur, testator vetet Stichum peti. 34. 3. 6.

XIX. Quid si sub conditione sit legata liberatio debiti puri. 34. 0. 3.

XX. Liberatione ad tempus legatâ, an medii temporis usuræ debeantur. 34. 3. 3.

XXI. Quâ ratione secundum mores hodiernos legatarius obtinere possit effectum legatæ liberationis. 34. 3. 4.

XXII. Et an peti possit id quod interest, si hæres legatarium liberare nolit. 34. 0. 4.

XXIII. Liberationis legatum an liberet a debitis post testamentum demum conditum contractis. 34. 3. 5.

XXIV. An ab usuris, quarum dies antè et post conditum testamentum cessit. 34. 3. 5.

XXV. An liberet ab actionibus in rem. 34. 3. 5.

XXVI. An hoc legatum corruat, si hæres debitum exegerit, vel legatarius errore facti sponte solverit. 34. 3. 6.

XXVII. An si vivus testator illud exegerit, vel legatarius id ei sponte solverit. 34. 3. 6.

XXVIII. Quid si inter debitorem et testatorem qui liberationem legaverat, novatio intercesserit. 34. 3. 6.

XXIX. Quis sit effectus, si debitori non testatoris aut hæredis, sed tertii, liberatio legata sit. 34. 3. 7.

XXX. Quis effectus, si debitor ipse suo fidejussori pro se obligato, liberationem leget. 34. 3. 7.

XXXI. An et quando utile sit legatum, quo debitor id quod debet suo legat creditori, multis casibus explicatur. 34. 3. 8.

XXXII. Quid si legetur ab eo, qui non debet. 34. 3. 8.

XXXIII. An debitor debens quantitatem et legans suo creditori quantitatem, intelligatur id fecisse animo compensandi, quod exemplis illustratur. 34. 3. 9.

XXXIV. An legando pignus quod creditori pro debito obligaverat. 34. 3. 9.

SECTION V. — Du legs d'option ou d'élection.

I. An differat *optio* et *electio* legata. 33. 5. 1.

II. An et incorporalium et fungibilium rerum optio legari possit. Et quæ sit utilitas in optione legatâ fungibilium. 33. 5. 1.

III. Optione rerum in plurali numero datâ, tres optari possunt. Potest et optari res optima. 33. 5. 1.

IV. Si testator ex genere, unde optionem

legaverat, speciem unam vivus præstet legatario, optio adhuc salva est. 33. 5. 1.

V. Eligit legatarius regulariter ex rebus omnibus quæ testatoris sunt mortis tempore. 33. 5. 2.

VI. Quid si res testatoris quædam apud tertium sint. 33. 5. 2.

VII. Quid si non plures, sed pauciores res sint in hæreditate; quam optari ex legato deberent. 33. 5. 2.

VIII. Si nol certos servus, alteri optio servi legata sit, an legatarius optionis optare possit servum alteri legatum. 33. 5. 2.

IX. An et eum quem testator jusserat sub conditione liberum esse. 33. 5. 2.

X. An et optari possit ex rebus per hæredem alienatis, aut servis ab eo manumissis. 33. 5. 2.

XI. An ex synthesi vestium, aut quadrigâ optare possit cui tunicæ aut equi optio legata. 33. 5. 2.

XII. Optandum post aditam hæreditatem, intra tempus a testatore præscriptum. 33. 5. 3.

XIII. Si is non præscripserit, prætor præscribit petente hærede vel legatario, cui genus rerum, unde optandum, legatum est. 33. 5. 6.

XIV. An tunc post lapsum illius temporis legatario adhuc permittenda optio; si non, cui tunc cedat, quod optari alius potuisset. 33. 5. 6.

XV. An optio fieri possit per procuratorem; ac per filium familias legatarium sine patris consensu. 33. 5. 4.

XVI. Quid si servo sit legata optio, et is post diem legati cedentem manumissus sit. 33. 5. 4.

XVII. Si plures sint legatarii optionis, vel plures hæredes unius legatarii, et in optando dissentiant, sors interponitur. 33. 5. 4.

XVIII. Si unus legatarii hæres impediat optionem, cæteris tenetur actione familiæ erciscundæ. 33. 5. 4.

XIX. Omnes simul debent optare. Uno optante, ac mox moriente vel furente, si et reliqui eumdem rem optent, sustinetur optio. 33. 5. 4.

XX. Si optio tertio injuncta sit, at is nolit vel non possit optare, optat ipse legatarius medium, non optimum; et cur. Nisi testator in subsidium ipsi legatario expressè optionem permiserit. 33. 5. 5

XXI. Cur non corruat legatum, tertio illo non optante. 33. 5. 5.

XXII. Quid juris, si ipsi hæredi permissa sit optio, et is pro legatario nolit optare. 33. 5. 5.

XXIII. Re in genere legatâ, an hæredi an legatario competat electio, et qualis res eligi possit. 33. 5. 6.

XXIV. Et si istius generis res in hæreditate non sint, an aliundè redimendæ sint, an vero legatum corruat, distinctionibus explicatur. 33. 5. 6.

XXV. Quid si domum leget, et nullam domum habeat, sed pecuniam in domus emtionem repositam. 33. 5. 6.

XXVI. Quid si leget fundum Cornelianum, cum plures haberet ejusdem nominis. 33. 5. 6.

XXVII. Duabus rebus alternative legatis, an legatario an hæredi electio competat. 33. 5. 7.

XXVIII. Si duæ res alternativè legatæ sint, sed una purè, altera sub conditione, et pendente conditione legatarius moriatur, an et quatenus legatum corruat. 33. 5. 7.

XXIX. Quid si ex alternativè legatis una perierit, vel a vivo testatore legatario sit præstita. 33. 5. 7.

XXX. Electione factâ in legato optionis, aut generis, aut alternativorum, eligens variare nequit; nisi subsint justæ causæ, quæ recensentur. 33. 5. 8.

XXXI. An ubi *Stichus aut Pamphilus* ex legato erat debitus, cum hæres vel legatarius crederet simpliciter *Stichum* legatum esse, legatarius vel hæres post acceptum aut solutum Stichum possit, errore comperto, variare. 33. 5. 8.

V. C. c., art. 1002, *chap. II, sect. III, n.* 44, *sup. pag.* 62.

SECTION VI. — Du legs d'effets mobiliers.

I. Quid instrumentum. 33. 7. 1.

II. An sub eo etiam contineatur instrumentum instrumenti. 33. 7. 1.

III. Quid intersit inter legatum *fundi instructi*, et *fundi cum instrumento*. 33. 7. 2.

IV. Quæ sint instrumenta patrisfamilias, lanionis, pistoris, medici, pictoris, piscatoris, balneatoris, etc. 33. 7. 2.

V. Quæ sint instrumenta fundi, domûs, villæ, tabernæ, cauponæ, vineæ. 33. 7. 2.

VI. An villæ instrumento supellex contineatur. 33. 7. 2.

VII. An mola ad instrumenta ædium aut fundi pertineat. 33. 7. 2.

VIII. An cùm testator legavit *fundum instructum* vel *fundum et instrumentum*, vel *fundum cum instrumento*, et postea fundum alienavit, adhuc debeatur legatum *instrumentorum*, et qualium. 33. 7. 5.

IX. Qualia fundum sequantur, si simpliciter *fundus* legetur. 33. 7. 4.

X. Quid si legetur, ut optimus maximusque est. 33. 7. 4

XI. Quid sit supellex, et undè dicta. 33. 10. 1.

XII. De supellectile legatâ variæ quæstiones. — *V. C. civ., art.* 533.

XIII. Quid contineatur sub auro vel argento legato; an et numerata pecunia. 34. 2. 1.

XIV. Quid sub auro *infecto*. 34. 2. 1.

XV. Quid sub *facto*. 34. 2. 1.

XVI. Quid sub *veste factâ*; aut sub libris. 34. 2. 1.

XVII. De legato argento *escario, potorio, viatorio, balneari, signato*. 34. 2. 1.

XVIII. An sub argento *escario* legato etiam ea contineantur vasa, quibus edebat et potabat testator. 34. 2. 1.

XIX. Quid debeatur, et præstari possit, *certo pondere auri* vel argenti legato. 34. 2. 1.

XX. Quid si argenti facti certum pondus legetur. 34. 2. 1.

XXI. Cùm quis legat *aurum suum*, an contineatur quod est in credito, aut quod aurifici datum, ut is indè vas conficeret. 34. 2. 2

XXII. An, quod demum post conditum testamentum testatori quæsitum est. 34. 2. 2.

XXIII. An, quod testator non usûs sui, sed promercii causâ habuit. 34. 2. 2.

XXIV. An sub auro legato contineantur inaurata, electrum, aurichalcum. 34. 2. 5.

XXV. An vasa aurea, quæ sunt supellectilis, aut alterius generis, si supellex specialiter alteri legata non sit. 34. 2. 3.

XXVI. An et quando auro vel argento legato cedant emblemata alterius materiæ, gemmæ inclusæ aut margaritæ. 34. 2. 4

XXVII. Quando aurum cedat gemmis, quando gemmæ auro; et unde dijudicandum, utrum aurum accessio sit, an gemma. 34. 2. 4.

XXVIII. Quæ contineantur sub *mundo* legato. 34. 2. 5.

XXIX. Quid sit *ornamentum*; si mulier Cajæ ornamenta sua leget generaliter, et mandet certas ornamenti species tumulo inferri cum cadavere, nec hæ inferantur, an hæredi an magis Cajæ cedant. 34. 2. 5.

XXX. An legato ornamento cedant gemmæ postea adjectæ. 34. 2. 5.

XXXI. An debeantur quæ post legatum detractæ, et ad aliud ornamentum translatæ. 34. 2. 6.

XXXII. Ad adhuc tunc debeatur ornamentum diminutum. 34. 2. 5.

XXXIII. An ornamento cedant gemmæ necdum junctæ, sed quas testator jungere destinaverat. 34. 2. 6.

XXXIV. An sub *ornamentis* et illa quæ ex mandato quidem testatoris, sed demum post mortem ejus emta. 34. 2. 5.

XXXV. An rudes gemmæ, nulli ornamento junctæ aut destinatæ. 34. 2. 5.

XXXVI. Distinctæ sunt gemmæ a lapillis et margaritis. 34. 2. 5.

XXXVII. Si testatrix leget torquem suam margaritarum (*hare halspaerlen*) et postea majoris pretii torquem in usum suum acquirat, priorem que torquem alienet, aut in alios usus convertat, quid tunc ex legato debeatur. 34. 2. 7.

XXXVIII. Quæ veniant *vestis* appellatione, et quæ species ejus sint. 34. 2. 9.

XXXIX. Veste *virili legatâ*, an et illa muliebris debeatur, quâ testator tanquam virili usus est. 34. 2. 10.

XL. Et quid, si vestis virilis in stipulatum deducta sit. 34. 2. 16.

XLI. Quædam aliquando ad vestem, aliquando ad ornamenta pertinent. 34. 2. 10.

XLII. Quæ contineantur legato *vestis suæ* 34. 2. 11.

XLIII. An legatâ *veste* vel *lanâ purpureâ*, vel *iis quæ uxoris causâ parata*, debeantur empta post mortem testatoris. 34. 2. 11.

XLIV. Quid intersit, si legentur quæ uxoris causâ *parata sunt et parata erunt*. 43. 2. 11.

XLV. Quæ contineantur sub iis, *quæ uxoris causâ parata*. 34. 2. 11.

XLVI. Legatâ veste lugubri aut nuptiali, qualis debeatur. 34. 2. 11.

XLVII. *Statuis* legatis, quæ statuæ debeantur, quæ non. 34. 2. 12.

XLVIII. Quid debeatur, *statuis duabus marmoreis legatis et præterea omni marmore*, si adhuc aliæ statuæ marmoreæ sint. 34. 2. 12.

XLIX. Si testator jusserit, statuas poni in loco publico, nec adjecerit ex quâ materiâ, quales tunc ponendæ sint. 34. 2. 12.

SECTION VII. — Du legs d'aliments et de choses fongibles.

I. Quid sub *alimentis*, quid sub cibariis contineantur. 34. 1. 1.

II. Aliquando per alimenta denotentur sola cibaria. 34. 1. 1.

III. Legatis cibariis et vestiariis, plena alimenta videatur legata. 34. 1. 1.

IV. Qualia alimenta sint præstanda, si testator quantitatem aut modum non expresserit, sed generaliter alimenta reliquerit. 34. 1. 2.

V. An quis invitus teneatur alimenta legare liberis suis aut parentibus aut fratribus inopibus, aut uxori. 34. 1. 3.

VI. Recensentur singularia. An die feriato de alimentis cognosci. 34. 1. 4.

VII. An incapacibus relinqui. 34. 1. 4.

VIII. An de iis transigi. 34. 1. 4.

IX. An alimentorum utilitas alteri cedi. 34. 1. 4.

X. An per appellationem adjudicatorum alimentorum executio suspendi. 34. 1. 4.

XI. An ea sisti, seu arrestari; rescripto moratorio differri. 34. 1. 4.

XII. An debeantur si ea imperfectâ voluntate toto triennio sint præstita. 34. 1. 4.

XIII. An initio anni debeantur. 34. 1. 4.

XIV. Et an tunc reddendum, quod alendus non consumpsit, veluti vestes necdum attritæ. 34. 1. 4.

XV. Sæpius legata semel tantum debentur. 34. 1. 4.

XVI. Nec jus accrescendi hic est inter colegatarios. 34. 1. 4.

XVII. Ad *pubertatem* relicta vel *puero* relicta, vel ad *majorennitatem*, quamdiù debeantur. 34. 1. 4.

XVIII. An alimentorum legatum iisdem gaudeat privilegiis, quibus pia causa. 34. 1. 4.

XIX. Si pluribus alimenta legentur, an judices singulis hæredibus singulos alendos assignare possint. 34. 1. 5.

XX. An uni assignare sortem, ut is inde solus solvat alimenta. 34. 1. 5.

XXI. Quid intersit utrum testator id egerit an judex, circa sortis restitutionem post mortem alendorum. 34. 1. 5.

XXII. Si uni cognato res certas leget, et dein omnibus cognatis alimenta, an et ei debeantur alimenta, cui res certæ legatæ. 34. 1. 6.

XXIII. Si cognatis alimenta leget, an et ei qui cognatus non est, sed quem publicè cognatum appellavit, debeantur. 34. 1. 8.

XXIV. Debentur alimenta a tempore mortis testatoris, licet ministerium, ob quod relicta, necdum præstari possit, et durant ad mortem alendi, si testator non aliud disposuerit. 34. 1. 7.

XXV. Alimenta alicui relicta, *si cum matre moraretur*, etiam post mortem matris debentur alendo. 34. 1. 7.

XXVI. Non desinunt deberi post mortem ejus, qui oneratus est. 34. 1. 7.

XXVII. An non, si fructuarius legato alimentorum gravatus sit. 34. 1. 7.

XXVIII. Alia de legatis alimentorum. 34. 2. 8. — *V. C. c., art. 203 et seqq.; et suprà, chap. III, sect. II, du Legs des choses qui se payent par année, pag. 63.*

XXIX. Quæ contineantur sub penu legatâ, quæ non. 33. 9. 1.

XXX. Recensentur plura quæ tanquam accessoria penus præstanda sunt, uti et de quibus dubitetur. 33. 9. 2.

XXXI. Quid legatum videatur, si legetur *penus præter vinum* vel *potulenta penus*, vel *quæ est in promptuario*, vel *urbana penus*. 33. 9. 3.

XXXII. Vel *penus quæ Romæ est*, vel *omnis penus præter vinum quod Romæ est*. 33. 9. 3.

XXXIII. Legatâ penu intra certum tempus præstandâ, cum pœnæ adjectione in casum moræ, quamdiù hæres liberari possit penum dando. 33. 9. 4.

XXXIV. Quid juris, si annua penus legata sit, et in casum moræ pecunia. 33. 9. 4.

XXXV. Quid contineatur appellatione tritici. 33. 6. 1.

XXXVI. Quid appellatione *vini*. 33. 6. 1.

XXXVII. An et acetum, et quo sensu id dicatur *vini loco habitum* a patrefamilias. 33. 2. 1.

XXXVIII. Quid contineatur sub vino vetere. 33. 2. 1.

XXXIX. *Vino legato* debentur et vasa minora, quibus illud continetur; non utres, cullei, aut dolia majora. 33. 6. 2.

XL. *Vino cum vasis legato* an et illud debeatur quod in doliis est. 33. 2. 2.

XLI. Vino amphorario et dulcibus omnibus legatis, an dulcia debeantur quæ potionis non sunt. 33. 2. 9.

XLII. Legatis *vini mensuris certis*, an solæ mensuræ, an vinum ejus quantitatis legatum censeatur. 33. 2. 2.

XLIII. Quid debeatur si vinum simpliciter sine quantitatis et qualitatis adjectione legetur. 33. 6. 2.

XLIV. Quid si adjectâ qualitate, sed non quantitate. 33. 6. 3.

XLV. Quid si testator tunc nullum vinum reliquerit. 33. 6. 3.

XLVI. An vino omni legato debeatur et id quod testator promercii causâ habuit. 33. 6. 3.

XLVII. Si certa vini quantitas legetur sine expressione qualitatis, an debeatur, si non inveniatur in hæreditate. 33. 6. 3.

XLVIII. Et an hæredi an legatario competat electio ratione qualitatis. 33. 6. 3.

XLIX. Si certa vini aut tritici quantitas ex certo fundo legetur, et minus ibi nascatur, an nihilo minus tota quantitas debeatur. 33. 2. 4.

L. De legatis unguentorum et quæ contineantur sub unguentis. 34. 2. 2.

CHAPITRE IV. — *Des conditions, démonstrations, modes et causes.*

SECTION PREMIÈRE. — Des conditions ajoutées aux dispositions testamentaires.

I. Quibus negotiis conditiones adjici possint; quæ propriè, quæ impropriè conditiones sint. 28. 7. 1.

II. Quid juris si testator scribat *se hæredem instituere secundum conditiones infrà scriptas*, et nullas subjiciat. 26. 7. 2.

III. Quid si quis conditionem destinaverit institutioni nec tamen addiderit. 28. 7. 2.

IV. Quid si conditio adscripta inveniatur quam testator adscriptam nollet. 28. 7. 2.

V. Quid juris si testator hæredem primo purè, dein sub conditione instituat, aut vice versâ. 28. 7. 2.

VI. Conditiones tacitè subauditæ ex ipsâ rei naturâ non faciunt dispositionem conditionalem, nec impediunt transmissionem ad hæredes. 28. 7. 3.

VII. Si tales conditiones quæ insunt ex naturâ rei, per testatorem expressæ fuerint, an non tunc faciant dispositionem conditionalem. 28. 7. 3.

VIII. Conditiones tacitè subauditæ ex probabili mente testatoris dispositionem faciunt conditionalem, perinde ac si expressæ essent; quod exemplis docetur. 28. 7. 4.

IX. Quando conditio institutioni addita, repetita censeatur in substitutione; et quando generaliter in priore testamenti dispositione positæ conditiones tacitè repetitæ intelligantur in postea dispositis. 28. 7. 4.

X. Quæ conditiones dividuæ sint, ut pro parte recte impleri possint, quæ individuæ, sive unus sive plures conditione gravati sint, sive in unâ sive in pluribus personis conditio implenda sit, sive in dando sive in faciendo, consistat. 28. 7. 2.

XI. Si conditio in non faciendo consistens ultimis voluntatibus adjecta sit, cautione Mutianæ locus est, et relicta statim percipi possunt; secùs in actibus inter vivos. 28. 7. 2.

XII. An testator hanc cautionem remittere possit. 26. 7. 2.

XIII. Quando Mutiana cautio in ultimis voluntatibus non admittatur, sed conditionis

non faciendi eventus expectandus sit. 28. 7. 6.

XIV. Notatur, juris nostri auctores hic imprudentius in exemplis Mutianæ cautionis ponendis lapsos esse. 28. 7. 6.

XV. Quibus præstanda sit cautio Mutiana, an et hæredibus ab intestato. 28. 7. 7.

XVI. Quis sit effectus Mutianæ cautionis, et quæ restituenda sint. 28. 7. 8.

XVII. Conditiones sunt aliæ possibiles aliæ impossibiles 28. 7. 6.

XVIII. De conditionibus impossibilibus naturâ et moribus. — *V. C. c., art.* 900.

XIX. De conditione possibili *potestativâ, casuali et mixtâ* et in specie de conditione potestativâ *nominis alieni assumendi*. 28. 7. 10.

XX. De conditione nubendi vel uxorem ducendi, quando illa implenda sit quando non. 28. 7. 11.

XXI. Quid si honoratus nuptias contraxerit sed contra leges. 28. 7. 11.

XXII. Quando dies incertus institutioni aut legato appositus conditionem faciat, quando non. 28. 7. 32.

XXIII. Dies certus legatis et libertatibus adjici potest; at institutioni appositus pro non scripto habetur. 28. 7. 32.

XXIV. Moribus nostris ex certo tempore vel ad certum tempus hæres institui potest, et ad tempus institutus fideicommisso universali restituendi post tempus censetur gravatus. 28. 7. 32

V. C. civ., ad art 967, *n.* 12 *et seqq., pag.* 57.— *Art.* 1002, *chap. I, sect. I, n.* 18 *et seqq ., pag.* 60.—*Chap. II, sect. II, n.* 17. 30. 37 *et seqq., pag.* 61.—*Chap. III, sect. II, n.* 26, 27, 36, *pag.* 64. — *Sect. III, n.* 6 *et seqq.*—*Sect IV, n* 19.—*Ch. IV, sect. III, n.* 10. 11. 14. 17 *et* 26, *pag.* 66— *Art.* 1614.

SECTION II. — De l'effet et de l'accomplissement des conditions.

I. Conditiones si existant, faciant ut purè videatur relictum, nec firma manent tunc quæ in præjudicium relictorum facta sunt. Si deficiant, nihil debetur. 28. 7. 15.

II. Recensentur conditiones quarum implementum non requiritur, ubi de impossibilibus, et differentia inter *impossibiles naturâ vel moribus*, et eas quæ sunt impossibiles verborum aut rerum perplexitate: ubi et de conditione jurandi remissâ et per prætorem ejus implendæ necessitate. 28. 7. 15.

III. Conditiones in præteritum aut præsens conceptæ, et quæ tacitè insunt ex naturâ rei, existere quidem debent, nec tamen suspendunt testatoris dispositionem. 28. 7. 17.

IV. Conditiones casuales omnino existere debent, ut et mixtæ quatenus casuales sunt. 28. 1. 18.

V. Potestativa censetur defecisse, si per testatorem ipsum, aut per ipsum honoratum stet, quo minus impleatur. 28. 7. 18.

VI. Si honoratus semel professus sit, se nolle implere, an pœnitentiæ locus sit. 28. 7. 18.

VII. Quid si honoratus ipse in causâ sit, ne tertius admittat implementum potestativæ. 28. 7. 18.

VIII. Potestativa fingitur impleta, si per eum cujus intererat eam non impleri, vel per eum in cujus personâ impleri debebat, steterit, quo minus impleatur; sive directe sive per consequentiam. 28. 7. 19.

IX. An pœnitentia impedientis postea possit honorato imponere necessitatem implendi. 28. 7. 19.

X. Si potestativa deficiat facto tertii cujus nihil intererat, pro impletâ habetur, si factum illud vivo et sciente testatore intervenerit; pro defectâ vero, si demum testatore mortuo. 28. 7. 20.

XI. Si potestiva deficiat casu qui vivo et sciente testatore contingit, pro impletâ habetur, etiam in annuis legatis, et licet conditio talis sit, quæ tractum et permanentiam temporis habet. 28. 7. 21.

XII. Si potestativa casu deficiat demum post mortem testatoris, pro defectâ habetur, nec relicta debentur; etiamsi is qui implere debebat, nullam in implendo moram fecerit. 28. 7. 21.

XIII. Quid si duobus dare jussus, uni dare non potuerit, quia ille mortuus est. 28. 7. 21.

XIV. An post mortem testatoris superveniens mortalitas ejus in cujus personâ conditio implenda erat, quæ tractum temporis habet, veluti *si cum Titio moretur*, perimat in futurum legata annua sub tali conditione relicta. 28. 7. 22.

XV. Distinctiones superiores non ita locum habent in libertate relictâ sub conditione potestativâ, sed eâ favore libertatis facilius impleta fingitur. 28. 7. 23.

XVI. Per quos conditio implenda sit; an per hæredem honorati, an per substitutum in conditionibus dandi aut faciendi. 28. 7. 24.

XVII. An per alium quam honoratum sed jussu ejus conditio implenda sit. 28. 7. 24.

XVIII. An abbas, tutor, pro monasterio vel pupillo honorato. 28. 7. 24.

XIX. An filiusfamilias, servus, impubes, conditionem sub quâ instituti, implere possint sine jussu patris, aut domini vel tutoris auctoritate. 28. 7. 24.

XX. Quid juris si plures sub unâ conditione honorati sint ac unus solus factum impleverit. 28. 7. 24.

XXI. An et implenda conditio, si inde nulla alteri accedat utilitas. 28. 7. 25.

XXII. An et implenda specificè non per æquivalens. 28. 7. 25. — 12. 6. 14.

XXIII. Quando per æquivalens impleri possit. 28. 7. 25.

XXIV. An vivo an mortuo testatore conditiones tum casuales tum potestativæ impleri debeant aut existere, distinctionibus explicatur; et eâ occasione quid sit conditio promiscua et non promiscua. 28. 7. 26.

XXV. An conditiones potestativæ per honoratum quantocius post mortem testatoris implendæ sint; an magis hoc dependeat ab arbitrio ejus quo tempore implere velit. 28. 7. 27.

XXVI. An non prætor, urgentibus illis quorum interest, certum tempus præfinire possit, intra quod impleantur. 28. 7. 27.

XXVII. Si testator certum tempus implementa faciendo præfinierit, ex quo die illud currere incipiat. 28. 7. 27.

XXVIII. Si conditio testamento inserta jam extiterit ante conditum testamentum, an iterum postea existere debeat, per distinctiones explicatur. 28. 7. 28.

XXIX. Quid juris circa existentiæ necessitatem, si plures conditiones conjunctim vel disjunctim adscriptæ sint. 28. 7. 29.

XXX. Quando conjuncta pro disjunctis et disjuncta pro conjunctis habeantur. 28. 7. 29.

XXXI. Qualis conditio existere vel impleri debeat, si plures conditiones diversis testamenti partibus adscriptæ sint institutioni, vel legatis, vel libertatibus. 28. 7. 29.

XXXII. Ambiguæ conditionis interpretatio facienda secundum probabilem testatoris voluntatem. Si maritus uxori leget, *si illa quandoque liberos habuerit*, hoc intelligendum de liberis ex ipso testatore, non ex alio conceptis. 28. 7. 30.

XXXIII. Conditio, *si Titio nupserit*, non impletur, si prius Cajo, postea Titio nubat. 28. 7. 30.

XXXIV. Ubi plura de conditionibus tractentur. Remiss. 28. 7. 31.

XXXV. Si hæres sub conditione institutus est, et neque pareat conditioni cùm posset, neque cautionem præstet, curator bonis datur. 42. 7. 1.

V. Cession de biens, Pr. gén., ad art 1265.—*Art.* 1002, *chap. II, sect. II, n* 17. 30. 37 *et seqq., pag.* 61. — *Ch. III, sect. II, n.* 26. 27. 36, *pag.* 64. — *Sect. III, n.* 2 *et seqq.*—*Sect. IV, n.* 19. — *Sect. V, n* 27.— *Ch. IV, sect. I, n.* 12., *pag.* 66.—*Art.* 1614

SECTION III. — De la démonstration, de la cause et du mode ajoutés aux dispositions testamentaires.

I. Quid sit demonstratio, quid sit nomen et quotuplex. 35. 1. 2.

II. An vitietur dispositio si testator in nomine proprio vel appellativo rei legatæ erraverit. 35. 1. 6.

III. Quid si in nomine proprio hæredis, vel legatarii; quid si testator erravarit in suo proprio nomine. 35. 1. 2.

IV. An et quando solâ demonstratione sine nomine proprio quis honorari testamento possit. 35. 1. 3.

V. An et digito monstrari. 35. 1. 3.

VI. An falsa demonstratio, addita nomini proprio honorati, vitiet dispositionem. 35. 1. 3.

VII. An et quando falsa demonstratio circa cognationem aut affinitatem faciat, non deberi relicta. 35. 1. 3.

VIII. Falsa demonstratio rei legatæ an ei quando legatum inutile efficiat, quando non, distinctionibus et exemplis explicatur. 35.1.4.

IX. An debeatur legatum, si testator rem etiam demonstraverit, unde legatum præstetur, et ille non appareat, vel esse desierit, vel præstationi non sufficiet. 35. 1. 5.

X. Quid juris, si testator demonstret verbis futuri temporis rem in futurum acquirendam ex quâ legatum præstari vult, aut quam ipsam legat, et ea non acquiretur. 35. 1. 6.

XI. An non telis demonstratio conditionis effectum habeat. 35. 1. 6.

XII. Falsa demonstratio etiam non facit legatum; dum legatum dicitur quod legatum non est. 35. 1. 7.

XIII. Quid juris si testator nomen et qualitatem aut artificium personæ expresserit, quod nominato non conveniebat, et incertum sit, utrum ei nomine an in demonstratione erratum sit. 35. 1. 8.

XIV. Quid si Titio amico aut cognato relinquat, et plures habeat Titios amicos aut cognatos. 35. 1. 9.

XV. An et quando falsa causa de præterito, vel de futuro, vel conditionaliter adjecta legatum vitiet. 35. 1. 9.

XVI. An dicta de falsâ causâ legato adjectâ etiam locum habeant in falsis causis institutioni aut fideicommisso additis. 35. 1. 12.

XVII. Falsa causa adjecta non facit legatum. 35. 1. 11.

XVIII. Quid sit modus; distat a conditione; puram facit dispositionem. 35. 1. 12.

XIX. Impletur post percepta relicta, sed cavendum de modo implendo, licet hæredis non intersit eum impleri. 35. 1. 12.

XX. Quid juris, si postea modus non impleatur. 35. 1. 12.

XXI. Et quid si modus tantum in utilitatem ejus qui implere debet appositus sit. 35. 1. 12.

XXII. An jure, veteri aut novo, tertius cujus utilitatem respicit modus, implementum modi petere possit. 35. 1. 12.

XXIII. An pater accepto legato, quod datum ut filium emanciparet, ad emancipandum cogi potuerit. 35. 1. 12.

XXIV. Implementum modi fieri debet, aut pro impleto habetur, aut ob implemento ejus abstinendum est, secundum regulas de conditionum implemento receptas. 35. 1. 19.

XXV. An probrosus sit modus, ut honoratus non alienet relicta sine consensu tertii. 35. 1. 13.

XXVI. Et quid si ille tertius talis sit, cui relinqui non poterat. 35. 1. 19.

XXVII. In dubio magis modus præsumitur esse, quam conditio. 35. 1. 14.

XXVIII. De iis quæ in testamento scripta, duntaxat ad auctoritatem testatoris referuntur, et an, ac quousque illa implenda sint. 35. 1. 15.

XXIX. De pœnis additis contra eos qui voluntati testatoris non paruerint, aut eam impugnaverint. Remiss. 35. 1. 16.

SECTION IV. — Du legs universel.

Principes généraux.

De instituendis hæredibus, materia exploratur. Art. 1002, chap. I, sect. I et II, p. 60.

De legatis, materia abundè tractatur, sub. art. 1002, chap. II, p. 21.

De naturâ legatorum et de iis qui legatis gravari possint. Sect. I, p. 61.

De rebus quæ legari possunt et quibus modis. Sect. II, p. 61.

De effectibus. — De interpretatione legatorum. — De actionibus quæ legatariis competunt. Sect. III, p. 92.

De legato usufructu, usu, habitatione et reditu. Chap. III, sect. I, p. 63.

De annuis legatis. Sect. II, p. 63.

De dote prælegatâ. Sect. III, p. 64.

De liberatione legata. Sect. IV, p. 64.

De optione et electione legata. Sect. V, p. 64.

De legatis mobilibus. Sect. VI, p. 65.

De legatis cibariis et fungibilibus. Sect. VII, p. 66.

De conditionibus, demonstrationibus, modis et causis. Sect. I, II, III, p. 67.

Définition.

1003. — *V. art.* 1002, *ch. II, sect. II.*

De la demande en délivrance.

1004. — An dominium ex legato transeat sine traditione, et an acceptatio requiratur. 39. 6. 9. — *V. art.* 724. — 1002, *ch. II, sect. III, n.* 1 *et seqq.* — *Art.* 1011. — 1014.

1005. — Fructus et usuræ legatorum ex quo tempore debeantur. 39. 1. 46. — *Vide art.* 1002, *chap. II, sect. III.* — *Art.* 1014.

1006. — *V. art.* 724. — 1002, *ch. II, sect. III.* — *Art.* 1014.

De l'ouverture, de la description et de la publication des testaments.

1007. — I. Cur tabulæ testamenti aperiendæ sint. 29. 3. 1.

II. Quid si sponte apertæ sint. 29. 3. 1.

III. Quo modo solemniter aperiendæ sint, ac quibus citatis. 29. 3. 1.

IV. Quid si testes quidam vel omnes non agnoscant signa sua. 29. 3. 1.

V. Quibus casibus et quo modo fiat apertura minus solennis. 29. 3. 1.

VI. Cujus loci leges in aperiendo observandæ sint. 34. 3. 1.

VII. Quo tempore apertura fieri debeat. 29. 3. 1.

VIII. An a decreto aperturæ appellari possit. 29. 3. 1.

IX. Qui petant inspiciendi describendique licentiam. 29. 3. 2.

X. De publicatione testamentorum. 29. 3. 2.

XI. Quid juris circa aperturam, si plura sint testamenta. 29. 3. 9.

XII. Quid si unum pluribus exemplaribus scriptum, vel testamentum et exemplum, aut tabulæ secundæ vel codicilli. 29. 3. 3.

XIII. Quando tabulæ non sint aperiendæ; ubi de prohibitione testatoris, et an talis prohibitio coram tabellatione et testibus fieri debeat. 29. 3. 1.

XIV. An etiam diei et consulis descriptio et editio facienda sit. 29. 3. 4.

XV. Quo modo apud nos aperiantur testamenta clausa. 29. 3. 4.

XVI. Senatusconsulto Silaniano, et aliis tum senatusconsultis tum principum rescriptis cautum, ne hæreditas ejus, qui vi occisus est, adeatur aut testamentum aperiatur, nisi quæstione de familiâ habitâ, et sumto de nocentibus supplicio; qui contra fecit, indignus est hæreditate. 29. 5. 1.

XVII. Materia tractatur et quid nostris moribus. 29. 5. 1 et seqq.

1008. — *V. C. c., art.* 1004.

1009. — *V. du Payement des dettes de la succession, sup. p.* 48. — *Art.* 1002, *chap. II, sect. I, n.* 1 *et seqq.; et sect. II, n.* 36 *et* 37.

SECTION V. — Du legs à titre universel.

Principes généraux.

V. C. c., art. 1002, *chap. I, II, III, IV.* — *Art.* 1003.

Définition.

1010. — I. Legari possunt universitates rerum, hæreditas defuncto relicta, pars quota hæreditatis, vel pars quota bonorum ipsius defuncti. Quis tunc effectus. 30. 1. 19

II. Quid intersit, an pars quota hæreditatis alicui relinquatur titulo institutionis an titulo legati. 30. 1. 19.

III. Quid referat, utrum pars hæreditatis an pars bonorum legata sit. 30. 1. 12.

IV. Si taberna, chorus, familia, grex, armentum, similia legentur, an multiplex legatum sit. 30. 1. 19.

V. Testator res in genere legare potest, ita ut omnes species eo sub genere contentas suoque in patrimonio repertas legatarius acquiret. 30. 1. 17.

VI. Quid si testator legaverit quantitatem sibi debitam. 30. 1. n. 20. 21.

VII. Quæ contineantur sub usufructu omnium bonorum; an et calendarii. 7. 1. 15.

VIII. An rerum demum post conditum testamentum quæsitarum. 7. 1. 15.

IX. An rerum, quarum testator nudam habebat proprietatem, si post ejus obitum ususfructus prior demum ad proprietatem revertatur. 7. 1. 15.

X. An et quousque id, quod ex memoriali tabellionis scripturâ post ejus obitum redigi potest, si tabellio legaverit usumfructum. 7. 1. 16.

XI. An ususfructus rei alicujus singularis, alteri simpliciter legata ante vel post legatum omnium bonorum usumfructum. 7. 1. 17

XII. An bonorum feudalium. 7. 1. 19.

XIII. Non rerum per testatorem ex fideicommisso restituendarum extraneo, vel ipsi hæredi instituto; nisi id nominatim testator voluerit. Quod tamen cum effectu velle nequit conjux, posito statuto, ne conjuges sibi invi-

cem gratificentur oltra bonorum suorum usumfructum. 7. 1. 13.

XIV. Jus tamen planè singulare hàc in parte obtinet Ultrajecti. 7. 1. 19.

V. art. 1003, *chap. II, sect. II, n.* 22 *et seqq.; et sect. III, n.* 39 *et* 40. — *Chap. III, sect. I, n.* 8.

De la demande en délivrance.

1011. — Si maritus uxori bonorum suorum usumfructum legaverit, propriâ auctoritate uxor potest manere in rerum fructuariarum possessione. 7. 6. 4. — *V. art.* 1002, *chap. II, sect. III.* — *Art.* 1014.

De la contribution du légataire aux dettes et charges.

1012. 1013. — *V. C. c., du Payement des dettes de la succession, Pr. gén., sup. p.* 48, *et art.* 870. — *Art.* 1002, *chap. II, sect. I, n.* 1 *et seqq.; et sect. II, n.* 35 *et* 36.

SECTION VI. — Des legs particuliers.

Principes généraux.

V. art. 1002, *chap. II, sect. II; et chap. III.* — *Art.* 1003.

De quel jour le légataire a droit à la chose.

1014. — I. Quid sit diem cedere et diem venire. 36. 2. 1.

II. Quando cedat et veniat dies legati purè. 36. 3. 1.

III. Quid si hæres purè vel sub conditione institutus sit, aut cùm legatum est debitum conditionale. 36. 2. 1.

IV. Quando cedat dies eorum quæ morte legatarii extinguuntur. 36. 2. 1.

V. Si testator legaverit *Titio pro se et hæredibus*, an Titius moriens vivo testatore transmittat legati spem ad hæredes. 36 3. 1.

VI. Quando cedat dies legati in diem relicti, cùm certum est diem vivo legatario extiturum esse. 36 3. 2.

VII. Quando cedat dies legati in diem relicti cum incertum est, an vivo an mortuo legatario sit extiturus; vel planè incertum est, an unquam sit extiturus; et in quibus casibus talis dies incertus sit. 36. 2. 3.

VIII. Quid juris, si dies incertus morandæ tantum solutionis gratiâ adjectus sit; et undè id colligi possit. 36. 2. 3.

IX. Si testator jusserit, legatum alicui præstari, *cum erit annorum quatuordecim*, annus impletus esse debet regulariter. 36 2 2.

X. An legatum dotis *nupturæ* relictum conditionale, an purum sit. 36. 3. 3.

XI. Quando cedat dies legati conditionalis. 36. 2. 6.

XII. Quid juris circa cessionem diei, si legatum sub contrariis duabus conditionibus relictum sit, veluti, *sive navis venerit, sive non venerit*. 36. 3. 3.

XIII. Quæ hàc in parte sit ratio diversitatis inter contractus et ultimas voluntates. 36. 2 3.

XIV. Recensentur casus varii, in quibus conditio legato apposita non impedit transmissionem ejus. 36. 2. 4.

XV. An et conditiones tacitæ subauditæ; et quid, si illæ expressæ fuerint. 36. 2. 4.

XVI. Quid juris circa cessionem diei, si testator *decem aut usumfructum Titio leget*, et Titius ante aditam hæreditatem moriatur. 36. 3. 3.

XVII. Quid *si Sejæ decem*, aut, *si pepererit, fundum*. 36. 3. 3.

XVIII. Quid *si usufructus purè*, aut *decem sub conditione* legata sint. 36. 2. 5.

XIX. Quando cedat dies servitutis prædiaris legatæ. 33. 3. 1.

XX. Quando cedat dies usufructûs purè vel in certum diem legati, et quæ ratio differentiæ sit inter legatum proprietatis et usufructûs. 7. 3. 1.

XXI. Quando dies cedat si in annos aut menses singulos vel alternis annis ususfructus legatus sit, et quis prior frui debeat si alternis annis Titio et Mævio ususfructus datus. 7. 3. 2.

XXII. Cur aliud circa cessionem diei obtineat in usufructu quam in anno legato. 7. 3. 3.

XXIII. Nihil hic maribus mutatum. 7. 3. 4.

V. C. c., ad art. 967, *Not. gén., n.* 13 *et seqq.. p.* 57. — *Art.* 1002, *chap. II, sect. III, n.* 1 *et seqq., p.* 62. — *Chap. III, sect. II, n.* 3 *et seqq.. p* 63; *sect. V, n.* 12 *et seqq., p.* 63; *et sect. VII, n.* 13, *p.* 66.

De quel jour il a droit aux fruits.

1015. — Fructus et usuræ legatorum ex quo tempore debeantur. 30. 1. 46. — *V. C. c., art.* 1003, *chap. II. sect. III, n.* 26, *p.* 62.

1016.

Par qui le legs est-il acquitté.

1017. — *V. C. c., ad art.* 870, *Pr. gén., p.* 48. — *Art.* 1002, *chap. II, sect. I, n.* 1 *et seqq.; et sect. II, n.* 63 *et* 36, *p.* 61; *Chap. II, sect. III. n.* 13.

La chose doit être délivrée avec ses accessoires.

1018. — I. Petuntur cum rebus legatis etiam accessiones earum. 30. 1. 48.

II. Quæ rei cujusque accessiones sint. 30. 1. 46.

III. An alluvio et insula ante fundum legatum nata. 30. 1. 48.

IV. An fructus tempore mortis pendentes in re legatâ. 36. 1. 46.

V. An usuræ positis usurarum terminis habilibus a tempore moræ. 30. 1. 48.

V. C. c., art. 1002, *chap. III, sect. VI, p.* 65.

1019. — Quid si areæ legatæ domus imposita sit. 30. 1. 55. — *V. C. c., art.* 1002, *chap. III, sect. VI.*

De l'hypothèque ou de l'usufruit constitués sur la chose léguée.

1020. — I. Si testator rem suam, sed alteri obligatam leget, an hæres an legatarius pignus luat. 31. 1. 27.

II. Quid si alius in re testatoris et per eum legati usumfructum habeat. 31. 1. 27.

III. Quid si rei legatæ, ad testatorem pertinenti, impositum fuerit onus tale, ex quo metuenda est dominii amissio, an hæres eam ab illo onere liberare debeat. 31. 1. 27.

IV. An a servitute prædiali, vel redditu irredimibili, qui prædio legato impositus est 31. 1. 27.

V. Quid si testator conductor fructuum conductionis alteri leget, quis pensionem solvat. 31. 1. 27.

V. C.c., art. 1002, *ch. II, sect. III, p* 62

Du legs de la chose d'autrui et d'une chose commune.

1021. — I. Legari potest etiam res hæredis et planè aliena; quali pretio res aliena redimi debeat. 31. 1. 26.

II. Res hæredis omnino præstanda, licet testator putaverit eam suam esse; idque quatenus hæredis est. 31. 1. 26.

III. Si aliena, præstanda demum res aut æstimatio, si testator sciverit alienam esse, et id probet legatarius; non si ignoraverit, exceptis paucis casibus, qui recensentur. 31. 1. 26.

IV. An hæres liberetur a redimendi necessitate, si res aliena admodum difficilis comparatu sit 31. 1. 26.

Du legs de la chose commune.

V. Si quis leget rem sibi cum alio communem, an tota debeatur, an pars sola quæ ejus est 30. 1. 28.

VI. Quid si leget fundum suum vectigalem, an tantum utile, an et directum dominium videatur legasse. 30. 1. 26.

VII. Quid si res sit testatori et hæredi communis. 30. 1. 28.

VII. Quid si testator postea partem alteram redemerit. 30. 1. 39.

IX. Quid si conjux leget rem sibi cum conjuge ex statuto communem. 30. 1. 38.

Du legs de la chose appartenant au légataire.

X. Res legatarii propria purè ipsi legari nequit; sub conditione potest. 30. 1. 29.

XI. Quid si testator in re legatarii, quam ei legat, habuerit jus superficiei, vel emphyteusios, vel ususfructûs, vel pignoris. 30. 1. 29.

XII. Quid si tertius hæc jura habeat in re propriâ legatarii. 30. 1. 29.

XIII. Quid si tertius in re legatarii habeat jus servitutis prædialis. 30. 1. 29.

XIV. Si testator leget rem a tertio venditam legatario et ei traditam, sed pretio non soluto, an hæres pretium solvat. 30. 1. 29.

XV. Rectè legatario legatur res ipsius propria, quoties dominium illius rei ipsi auferri potest ex causâ jam natâ, quod exemplis docetur. 30. 1. 39.

XVI. Rectè quoque legatur æstimatio rei ad legatarium pertinentis. 30. 1. 29.

Du legs d'une chose indéterminée.

1022. — Re in genere legatâ, an hæredi an legatario competat electio; et qualis res eligi possit. 33. 5. 5.

II. Et si istius generis res in hæreditate non sint, an aliunde redimendæ sint, an vero legatum corruat, distinctionibus explicatur. 33. 5. 2.

III. Quid si domum leget, et nullam domum habeat, sed pecuniam in domûs emptionem repositam. 33. 5. 6.

IV. Quid si leget fundum Cornelianum, cum plures haberet ejusdem nominis. 33. 5. 6.

V. Electione factâ in legato optionis, eligens variare nequit, nisi subsint justæ causæ, quæ recensentur. 33. 5. 2.

VI. Generis legato proximum est, si duæ res alternatim legentur. 33. 5. 7.

De optione et electione legatâ. — *V. C. c., art.* 1002, *chap. III, sect. V*, *p.* 24; *et sect. VI*, *n.* 48 *et* 49, *p.* 62.

Du legs fait au créancier.

1023. — I. An debitor debens quantitatem et legans suo creditori quantitatem intelligatur id fecisse animo compensandi, quod exemplis illustratur. 34. 3. 2.

II. An legando pignus quod creditori pro debito obligaverat. 34. 3. 2.

III. De liberatione legatâ principia et quæstiones demonstrantur. — *V. C. civ., art.* 1002, *chap. III, sect. IV*, *p.* 64.

1024. — An ferat onus æris alieni qui ex re certâ institutus est alio dato cohærede sine re. 29. 2. 22. — *V. C. c., art.* 1009, 1012 *et* 878.

SECTION VII. — DES EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES.

1025. 1026. 1027. 1028. 1029. 1030. 1031. 1032. 1033. 1035.

CHAPITRE V. — *De la révocation des testaments et de leur caducité.*

Principes généraux.

SECTION PREMIÈRE. — SUR LA RÉVOCATION DES TESTAMENTS.

I. Quid sit testamentum *nullum, injustum, ruptum* 28. 3. 1.

II. Hominis voluntas ambulatoria est usque ad mortem. 34 3. 4.

III. De revocatione testamenti apud acta vel coram tribus testibus et concorrente lapsu decennii. 28. 3. 1.

IV Alterutrum solum non sufficit ad infirmationem. 38. 3. 1.

V. Revocatio testamenti impediri nequit per pactum aut jusjurandum de non revocando. 28 3. 10

VI. An per *clausulam derogatoriam* posterioris testamenti, priori insertam revocatio testamenti impediri possit. 28. 3. 10

VIII. Quid juris, si testator caverit ne ulla posterior voluntas rata sit, nisi cui ipse certam sententiam seu verborum formulam, in priore expressam, inseruerit. 28. 3. 10.

VIII. Si duo testamenta eodem tempore condita producantur, nec appareat quodnam postremum sit, an, et quando alterutrum vel utrumque valeat jure civili et hodierno, per distinctiones explicatur. 28. 3 9.

IX. Quid sint deleta, inducta, et superscripta. 28. 4. 1.

X. Quid juris, si tabulæ testamenti consulto deletæ, incisæ, corruptæ sint. 28. 4. 1.

XI. Quid si id contigerit in nostratibus testamentis clausis 28. 4. 1.

XII. Quid si ex pluribus exemplaribus unum consulto deletum sit. 28. 4. 1.

XIII. Quid si tantum exemplum deletum aut incisum sit. 28. 4. 1.

XIV. Quid si exemplum testamenti ex protocollo notarii descriptum consulto incidatur, comburatur. 28. 4. 1.

XV. Quid juris, si testamentum inconsulto per furorem aut aliter a testatore, vel a tertio deletum aut incisum sit. 28 4. 2.

XVI. Quid si mures tabulas aut linum roserint, etc. 28. 4. 2.

XVII. Quid juris, si pars testamenti deleta sit, tum circa deleta, tum circa non deleta, per distinctiones explicatur. 28. 4. 3.

XVIII. Si sola sint inducta hæredum nomina, an adhuc debeantur legata. 28. 4. 5.

XIX. Cui cedat hæreditas, deletis hæredum nominibus. 28. 4. 3

XX. An substituto, si instituti nomen deletum sit. 28. 4. 3.

XXI. Quid si unius tantum hæredis nomen deletum sit, vel omnium quidem, sed addito, quod testator unum tantum hæredem offensum habebat. 28. 4. 3.

XXII. Quando et ex quibus circumstantiis testamentum præsumatur consulto vel inconsulto deletum aut incisum esse. 22. 4. 4.

SECTION II. — DE LA RÉVOCATION DES LEGS

I. Inutile ex post facto efficitur legatum nominis, confusione, acceptilatione, legato liberationis. 30. 1. 22.

II. Quid si testator ipse vivus eum effecto exegerit. 30. 1. 22.

III. Ex quibus indiciis colligi possit testatorem non obstante exactione voluisse ut legatum nominis ratum maneat. 30. 1. 22.

IV. Quid si debitum novaverit. 30. 1. 22.

V. Quid si sponte oblatum a debitore acceptaverit. 30 1. 22.

VI. Quid petat legatarius, cùm nomen legatum superioribus quidem modis extinctum est, sed legatum non peremtum. 30. 1. 22.

VII. An evanescat legatum nominis, si testator illud exigere cœperit, sic et debitorem jam judicio convenerit, sed ante solutionem mortuus sit. 30. 1. 23.

VIII. Legatum non adimit, nisi qui dedit; nec alteri adimitur, quam cui datum, nec aliud adimitur, quam quod est datum, quod exemplis docetur. 34. 4. 1.

IX. Pars ejus quod datum est adimi potest, quod exemplis docetur. 34. 4. 1.

X. Quo modo ex voluntate testatoris extenuetur legatum. 34. 4. 2.

XI. Quando pro parte adimi possit, quando non. 34. 4. 2.

XII. Quid si homine in genere legato Stichus adimatur. 34. 4. 2.

XIII. Quid si columnas testator domui aut gemmas ornamento legato detraxerit. 34. 4. 2.

XIV. Quid si purè legatum legetur vel adimatur sub conditione. 34. 4. 2.

XV. Si adimatur sub conditione, quod purè inutiliter legatum erat, an confirmetur. 34. 4. 2.

XVI. Quid juris, si quis duobus Titiis legaverit, deinde uni Titio ademerit, nec appareat de quo Titio senserit. 34. 4. 3.

XVII. An revocatione generali prioris voluntatis etiam legata ad pias causas revocata censeantur. 34. 4. 4.

XVIII. Adimitur legatum vel expressè vel tacitè. — *V. art.* 1035 *et* 1032.

Vide C. c., art. 1002, *chap.* 2, *sect.* 2, *n.* 20 *et* 21. — *Chap.* 3, *sect.* 6, *n.* 26, 27 *et* 28; *et sect.* 5, *n.* 4, 23, 27 *et* 28. — *Art.* 268.

SECTION III. — DE LA CADUCITÉ DES DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES

I. Quid sit irritum testamentum. 28. 5. 12.

II. An hodie irritum fiat per capitis diminutionem. 28. 3. 12.

III. An per migrationem ad locum in quo is qui alibi testatus fuerat jure, necdum per ætatem aut aliter testamenti factionem habet, testamentum fiat irritum quoad mobilia. 28. 3. 12.

IV. An et si testamenta Hollandus extrem instituerit, et postea migret Ultrajectum, ubi id haud licitum. 28. 3. 12.

V. An convalescat testamentum Hollandi anno 13, in Hollandiâ conditum, sed per migrationem in regionem Ultrajectinam irritum factum, si testator Ultrajecti impleat 18 ætatis annum. 28. 3. 13.

VI. An non, si mutato domicilio rursus in Hollandiam revertatur. 28. 3. 13.

VII. An testamentum fiat irritum, si testator sibi mortem consciscat. 28. 3. 14.

VIII. Acquisitione rei legatæ ex causâ lucrativâ. 34. 4. 2.

IX. Quid si servo donetur quod domino legatum erat. 34. 4. 9.

X. Quid si non corpus sed quantitas legata sit, et illa a Tertio donetur legatario. 34. 4. 9.

XI. Quid si duorum testamentis res eadem eidem legata sit, et is ex primo rem aut æstimationem acquirat. 28. 3. 2.

XII. Perit, si testator redimat servum alienum, cui legaverat. 34. 4. 12.

XIII. An non servus postea liber factus, legatum adhuc petere possit. 34. 4. 10.

XIV. An extinguatur legatum, si legatarius rem sibi sub conditione legatam pen-

dente conditione emat ab hærede sciens aut ignorans. 34. 4. 11.

XV. Et quid si rem purè legatam sciens aut ignorans emat ab hærede. 34. 4. 11.

XVI. An evanescat legatum, si testator roget legatarium, ut is alteri legatum restituat, et deinde adimat fideicommissario. 34. 4. 12.

XVII. Si adimat legatario, an per id etiam videatur ademisse fideicommissario. 34. 4. 12.

XVIII. Cui olim, et jure novo essent pro non scriptis habita, aut caduca, aut quæ sunt in causâ caduci. 34. 8. 1.

XIX. Quænam latiore sensu pro non scriptis habeantur. 34. 8. 2.

XX. Quid de iis quæ intelligi non possunt aut non legi, aut stolidam, aut captatoriam continent voluntatem. 34. 8. 2.

XXI. Non debentur quæ quis sibi vel suis adscripsit. 34. 8. 3.

XXII. Quid si maritus, miles, servus sibi adscripserit. 34. 8. 3.

XXIII. Quid si is qui sibi adscripsit, alii restituere rogatus sit. 34. 8. 3.

XXIV. An moribus debeantur quæ quis sibi adscripsit. 34. 8. 3.

XXV. Et quid si maritus scribat suum et uxoris testamentum unâ tabulâ, et sibi invicem gratificentur. 34. 8. 3.

XXVI. Quibus in casibus debeantur quæ quis sibi vel suis adscripsit. 34. 8. 4.

XXVII. Quid si testator codicillis confirmet testamentum, in quo quis sibi adscripserat. 34. 8. 4.

XXVIII. Quid si quis ex voluntate testatoris privatim scripserit ejus testamentum, et sibi adscripserit, deinceps vero hoc a tabellione solemniter descriptum et a testatore subscriptum sit. 34. 8. 4.

V. C. c., art. 1002, *chap.* 2, *sect.* 3, *n.* 41. — *Art.* 1039. 1040. 1041. 1042. 1043.

De la révocation expresse.

1035. — I. Adimitur expressè legatum contrariâ voluntate rectè declaratâ. 34. 4. 3.

II. Voluntas contraria non simpliciter sed solemniter declarari debet. 34. 4. 3.

III. Potest testator solemniter coram septem testibus revocare suum testamentum et ita intestatus mori; et jure nostro coram tabellione et duobus testibus. 28. 3. 1.

IV. Quid si coram tabellione et duobus testibus inscribat extrinsecus testamento clauso et indorsato, se illud revocare. 28. 3. 1.

V. Quid si cum sibi in testamento reservasset expressionem nominis hæredis, illud expresserit, et post privatim deleverit ac illud suprascripserit. 28. 3. 1.

V. C. c., art. 1395, *n.* 16.

De la révocation tacite.

1036. — I. Rumpitur prius ipso jure per posterius rectè conditum. 28. 3. 3.

II. Quid si prius solemne sit, aut scriptum, posterius privilegiatum, aut nuncupativum, aut minore solemnitate munitum secundum legem loci in quo conditum. 28. 3. 3.

III. An testamentum patris inter liberos possit infirmari posteriore voluntate privilegiatâ; et an expressa revocatio requiratur. 28. 3. 3.

IV. Cur pacta dotalia expresse debeant revocari ex jure hodierno; non ita testamenta. 28. 3. 3.

V. Moribus quisque paganus, æquè ac miles pluribus testamentis decedere potest, sic ut omnia valeant, quatenus sibi contraria non sunt, et in contrariis posteriora prævaleant; nec ipso jure, sed expressâ revocatione demum priora in totum infirmantur per posteriora. 28. 3. 8.

VI. Multis modis tacitè legata adimuntur. 34. 4. 5.

VII. De deletione legati, declaratione legatarii ingrati, exactione nominis legati, aut debiti, cujus liberatio legata erat. 34. 4. 5.

VIII. De capitali inimicitiâ, et reconciliatione secutâ, tum jure civili, tum moribus. 34. 4. 5.

IX. Quid si legatarius uxorem testatoris adulterio polluerit, aut testatorem accusando in periculum capitis deduxerit. 34. 4. 5.

X. Quid si testator ipse vivus legatum, aut partem ejus, legatario dederit; aut unam rem ex duobus alternativè legatis. 34. 4. 5.

XI. Tacitè legata etiam adimuntur translatione, de re in rem, de casu in casum, aut de personâ honoratâ in aliam. 34. 4. 7.

XII. An legatum priori sub conditione vel cum onere datum, ex translatione transeat, cum illâ conditione vel onere. 34. 4. 7.

XIII. An onere translato in alium, etiam legatum sit translatum. 34. 4. 7.

XIV. An legatum translatum adhuc priori debeatur, si posterior incapax sit vel ante testatorem moriatur, vel conditio translationi apposita deficiat. 34. 4. 7.

XV. An legatum videatur translatum hâc formulâ, *amplius, quam Titio legavi, hæres meus Sejo decem dato*. 34. 4. 7.

XVI. An in translatione legati de personâ onaratâ in aliam contineatur tacita ademptio. 34. 4. 8.

XVII. Si testator primo generaliter omnes hæredes legato gravaverit, deinde caveat ne unus ex hæredibus det, an reliqui totum dare debeant. 34. 4. 8.

XVIII. Sine testatoris voluntate legatâ multis modis extinguuntur.

V. suprà, Pr. gén., ch. V.

Du cas où le testament révocatoire reste sans exécution.

1037. — I. Ut prius rumpatur per posterius, necesse est ut ex posteriore potuerit adiri hæreditas. 28. 3. 4.

II. Recensentur plures casus, quibus prius firmum manet, quia posterius tale, ut inde nullus potuerit ab initio hæres esse. 28. 3. 4.

III. An prius rumpatur per posterius, in quo emancipatus filius est præteritus. 28. 3. 4.

IV. An prius rumpatur per posterius quod caret hæredis institutione vel perplexam institutionem continet. 28. 3. 4.

V. An rumpatur si posterius ratione solemnitatum deficientium imperfectum sit. 28. 3. 4.

VI. Non tamen necesse ut re ipsâ sit adita hæreditas ex posteriore, quod exemplis docetur. 28. 3. 5.

VII. Si prius testamentum semel ruptum sit per posterius, non convalescit iterum, ubi posterius, quod ab initio valuerat, jure civili aut prætorio infirmatur. 28. 3. 5.

VIII. Recensentur casus excepti, quibus prius rumpitur testamentum per posterius imperfectum. 28. 3. 6.

IX. Recensentur casus, quibus testamentum prius ruptum per posterius nihilominus effectus habet; dum id testator in testamento posteriore jussit; vel posterius condidit, putans hæredem priore institutum jam mortuum esse, qui adhuc vivit et testatori superstes est. 28. 3. 7.

De l'aliénation de la chose léguée.

1038. — I. Quid si testator rem legatam alienaverit ex liberâ voluntate. 34. 4. 3.

II. Quid si ex necessitate alienaverit. 34. 4. 3.

III. Quid si alienatio nulla fuerit. 34. 4. 8.

IV. An non per redemptionem reviviscat legatum alienatione extinctum. 34. 4. 3.

V. Si testator, qui rem certam Titio legaverat, postea omnia sua bona Mævio donet, an adhuc Titio legatum debeatur. 34. 4. 8.

VI. Quid si titulus donationis sit ipso jure nullus. 30. 1. 23.

VII. Quid si alienatio inchoata sed non perfecta. 30. 1. 23.

VIII. Quid si res legata vendita, sed necdum tradita. 30. 1. 23.

De la mort du légataire.

1039. — Quid juris si ante diem legati cedentem naturaliter vel civiliter legatarius mortuus sit. 34. 8. 2. — 34. 4. 9.

1040. 1041. — An legata extinguuntur defectu conditionis. 34. 4. 9. — *Vide art.* 1002, *chap.* 4, *sect.* 1, 2 *et* 3. — *Art.* 1014.

De la perte de la chose léguée. De la prestation des fautes de la part de l'héritier.

1042. — Quid si res legatæ perierint 35. 1. 53.

II. Quid si res legata pro parte extincta sit. 3. 1. 28.

III. An pars rei legatæ quæ superest vindicari possit veluti corium, caro, cornua, bove extincto, area extinctâ domo si res tales legatæ, perieriut. 6. 1. 28.

IV. Fundo instructo legato, vel fundo cum instrumento, an fundo pereunte simul qui-

dem corruit legatum instrumentorum ad fundum pertinentium. 33. 7. 3.

V. Quid si res legata perierit culpâ gravati. 30. 1. 50.

VI. Qualis culpa per gravatum in rebus legatis præstanda sit, si vel hæres legato particulari gravatus sit, vel legatarius particularis. 30. 1. 50.

VII. An et culpæ hæredis annumerandum, si tignum legatum ædibus junxerit, aut rem legatam in funus impenderit. 30. 1. 51.

VIII. Quid si suum servum, a testatore legatum, manumiserit vivo vel mortuo testatore. 30. 1. 51.

IX. Quid agere hæres debeat, si dubitetur an res legata supersit, necne. 30. 1. 51.

X. Si pars rei legatæ extincta sit, an quod superest debeatur. 30. 1. 52.

XI. An rudera vel area, exustâ domo. 30. 1. 52.

XII. An corium et cornua, peremto bove. 30. 1. 52.

XIII. An tres equi superstites, si ex quadrigâ unus perierit. 30. 1. 52.

XIV. Quando hæres ob culpam in re legatâ commissam, actione ex testamento, quando actione ex lege Aquiliâ conveniri possit. 30. 1. 53.

XV. Si res legata perierit aut corrupta sit facto tertii, quod hæres non præstat, quo modo tunc legatario consultum sit, ne in damno hæreat rei legatæ. 30. 1. 54.

XVI. Quid juris si solo rei legatæ forma mutata sit; ex lanâ vestis, ex materiâ navis, ex auro poculum, vel ex poculo massa facta, vel areæ legatæ domus imposita sit. 30. 1. 55.

XVII. Quid si domus legata destructa sit, et alia reposita. 30. 1. 55.

XVIII. Quid si paulatim in totam refecta. 30. 1. 55.

De la répudiation et de l'incapacité de l'héritier.

1043. — I. Irritum fit testamentum non aditâ hæreditate. 28. 3. 14.

II. An tunc adhuc legata debeantur jure civili ac moribus. 28. 3. 14.

III. Legatum evanescit repudiatione. 34. 4. 10.

IV. An pendente conditione possit repudiari legatum. 34. 4. 12.

V. An hæres, simulque legato honoratus, repudiando hæreditatem repudiet legatum. 34. 4. 10.

VI. Pro non scriptis habentur relicta deportato, servo pœnæ, exulibus, nostratibus (*Wæstballingen* dictis). 34. 8. 2.

VII. Idem si transfugis aut apud hostes sponte morantibus. 34. 8. 2.

VIII. Idem et qui tempore facti testamenti jam mortuus erat, vel ante diem legati cedentem obiit. 34. 8. 2.

Du droit d'accroissement.

SECTION PREMIÈRE. — Entre légataires et donataires.

1044. 1045. — I. Si pluribus legatariis res una legata sit, jus accrescendi inter eos locum habet. 30. 1. 59.

II. Non tamen olim in legatis damnationis, sed vindicationis. 30. 1. 52.

III. Jus accrescendi sæpè magis est jus non decrescendi. 30. 1. 59.

IV. Quid sæpè in jure per *conjunctos et disjunctos* denotatur. 30. 1. 59.

V. An sit jus accrescendi, si testator uni rem, alteri æstimationem leget. 30. 1. 59.

VI. An, cum singulis singulæ res unâ ratione legatæ sunt. 32. 1. 52.

VII. Docetur, inter re conjunctos et conjunctos re ac verbis simul, jus accrescendi locum habere. Respondetur objectionibus. 30. 1. 60.

VIII. Monstratur, inter verbis tantum conjunctos jus accrescendi locum non habere; ac solvuntur objecta dubia. 30. 1. 61.

IX. In jure accrescendi alii aliis potiores sunt. Re conjunctis invitis pars accrescit sine onere; re et verbis simul conjunctis volentibus, sed cum onere. 30. 1. 62.

X. An jus accrescendi etiam locum habeat in legato quantitatum, seu rerum fungibilium. 3. 1. 63.

XI. Quid hodie circa jus accrescendi inter collegatarios obtineat. 30. 1. 64.

XII. Si pluribus donetur simul; portio non acceptantis non accrescit cæteris. 39. 3. 14.

SECTION II. — Entre usufruitiers.

I. Quo respectu ususfructus dividuus sit, quo modo jus accrescendi in usufructu admittatur, postquam jam concursu partes factæ sunt. 7. 2. 1.

II. Quomodo jure accrescendi gaudeat, vel non gaudeat ille qui suam ususfructûs partem jam amisit, exemplis illustratur. 7. 2. 2.

III. Non habet locum jus accrescendi, si alimenta duobus simul ex eodem prædio legata sint. 7. 2. 3.

IV. Quæ sit ratio, cur in legato proprietatis ipso concursu collegatariorum evanescat jus accrescendi, non item in legato ususfructûs. 7. 2. 4.

V. Inter confructuarios verbis tantum conjunctos non est jus accrescendi: nec inter eos, quibus separatim alternis annis ususfructus legatus est. 7. 2. 5.

VI. Nec, si duo conjuges simul tertio donent omnia sua bona, reservato sibi usufructo, ac dein unus conjugum moriatur. 7. 2. 5.

VII. Non cessat jus accrescendi, si unus ex confructuariis amiserit suam partem, sed ex testatoris voluntate receperit, dum is in casum amissionis repetiit usumfructum in testamento. 7. 2. 6.

VIII. An et quo jure ususfructus servo plurium dominorum legatus, uni in solidum acquiratur, si alter partem non capiat. 7. 2. 7.

IX. An jus accrescendi locum habeat, si duobus simul dignitas aut munus, lucrum adjunctum habens, collatum sit donec vixerint. 7. 2. 2.

X. An moribus nostris adhuc vigeat jus accrescendi inter confructuarios. 7. 2. 2.

V. C. c., art. 981, *n.* 7 *et* 8. — *Art.* 1002, *chap.* 3, *sect.* 7, *n.* 12, *p.* 66.

SECTION III. — Entre cohéritiers.

I. De jure accrescendi inter cohæredes si quidem deficiant. 29. 2. 30.

II. Cur jure civili obtinuerit ut qui jure accrescendi concurrant aut cohæredibus cæteris præferentur. 29. 2. 39.

III. Item an adeunti suam partem invito accrescat portio cohæredis deficientis. 29. 3. 39.

IV. Quousque adhuc hodie jus accrescendi inter cohæredes locum habeat. 29. 2. 40.

V. An cohærede invito accrescat portio minoris restituti. 4. 4. 22.

VI. An in fideicommissis locus sit juri accrescendi. 32. 1. 71.

De la révocation pour cause d'indignité et d'ingratitude.

1046. — I. Pro non scriptis habentur quæ indignis auferuntur. 34. 9. 1.

II. Indignis ablata fisco cedunt unà cum fructibus, sed cum onere legatorum. 34. 9. 1.

III. An substitutus fisco præferatur. 34. 9. 1.

IV. An indignus hæreditate Titii possit succedere Mævio, qui Titio hæres fuit. 34. 9. 1.

V. An sicarius succedere hæredi ejus quem occidit. 34. 9. 1.

VI. Recensentur casus, quibus indignis ablata non cedunt fisco; ubi de relictis tutori, ut tutelam gerat. 34. 9. 2.

VII. De legatario testamentum supprimente, ut fraudet institutum. 34. 9. 2.

VIII. De matre liberis impuberibus tutorem non petente. 34. 9. 2.

IX. Hærede intra annum defuncti voluntatem non implente. 34. 9. 2.

X. Muliere intra annum luctûs nubente, et aliis. 34. 9. 2.

XI. Enarrantur casus, quibus ablata indignis fisco cedunt, ubi inter alia de iis qui testatorem accusando vel deferendo in periculum deduxerunt. 34. 9. 3.

XII. De relictis focariæ per militem, incestuosæ vel adulteræ per adulterum. 34. 9. 3.

XIII. Item de iis qui testamentum dixerunt falsum, aut inofficiosum, aut non jure factum, vel petierunt bonorum possessionem contra tabulas. 34. 9. 3.

XIV. Et quid moribus. 34. 9. 3.

XV. De iis quorum nomina a testatore deleta; quive matrem pupilli, cui substituti, partûs suppositi postularunt ream. 34. 9. 4.

XVI. Item de iis qui prius rectè instituti, si posteriore testamento incapaces instituantur, aut testator eos codicillis indignos declaret. 34. 9. 4.

XVII. De relictis incapaci per tacitum fideicommissum. 34. 9. 5.

XVIII. Quando palam, quando clam videatur fides de restituendo incapaci accommodata. 34. 9. 5.

XIX. An sola proximitas inducat præsumptionem tacitæ fidei, veluti institutis parentibus, aut liberis, aut fratribus incapacis. 34. 9. 5.

XX. Ad quid teneatur executor testamenti, si præsumptio sit, ipsum rogatum incapaci præstare. 34. 9. 5.

XXI. An hoc casu incapax se deferens partem relicti, capiat. 34. 9. 5.

XXII. Indignus qui testatorem occidit, cujusve negligentiâ extinctus est. 34. 9. 9.

XXIII. An et perdat legata, mortis causâ donationes, et mortis causâ capiones. 34. 9. 6.

XXIV. De inimicitiis inter testatorem et hæredem ortis; non contingit legatorum ademptio capitalibus inimicitiis, si postea reconciliatio intervenerit. 34. 9. 6.

XXV. An non debeantur relicta, si testator diutius post vulnus lethale superstes, non revocet ea. 34. 9. 5.

XXVI. An indignus, qui injuriis provocatus, testatorem occidit. 34. 9. 7.

XXVII. Ubi de eo qui testatorem adulterum uxoris suæ vel uxorem adulteram occidit. 34. 9. 7.

XXVIII. Et qui aggressionem a testatore passus, in eo occidendo moderamen inculpatæ tutelæ observavit, vel excessit. 34. 9. 7.

XXIX. An indignus, qui testatorem tantum tentavit occidere, vel gravi affecit injuriâ; vel filium, fratrem, patrem ejus occidit. 34. 9. 9.

XXX. An occidens indignus maneat, si transegerit cum proximioribus de cæde. 34. 9. 9.

XXXI. De relictis concubinæ, exuli, transfugæ, apud hostes moranti. Remiss. 34. 9. 9.

XXXII. Pœna indignitatis non egreditur eam partem aut rem cujus intuitu causa indignitatis commissa est : quod multis casibus docetur. 34. 9. 10.

XXXIII. Actiones tamen et servitutes aditione confusæ non reviviscunt post ablationem hæreditatis. 34. 9. 10.

XXXIV. Indignum se faciens facto suo non nocet aliis, ut et ipsi indigni haberentur : quod multis exemplis monstratur. 34. 9. 11.

XXXV. Ubi, inter alia, an occisore ante occisum moriente, filius ejus occiso hæres fiat. An fratres germani fratri suo per patrem occiso; item de tutoribus suo vel pupilli nomine quid facientibus, ex quo indignitas oritur; aliisque. 34. 9. 11.

XXXVI. Moribus, ea quæ indignis ablata, fisco non cedunt. 34. 9. 19.

XXXVII. Ubi remaneant tum testamento data, tum donata. 34. 9. 12.

XXXVIII. Et an substitutus præferatur in iis hæredi legitimo. 34. 9. 12.

XXXIX. Senatusconsulto Silaniano et Claudiano cautum est ne tabulæ testamenti aperiantur neve adeatur hæreditas ejus qui violentâ morte peremptus fuerat, nisi de familiâ servorum quæstio fuerit adita, et sumptum de nocentibus supplicium. Materia tractatur, et quid moribus. 29. 5. 1 et seqq.

V. C. civ., art. 727. 954. 955; *et* 1002, *chap. IV, sect. I, II, III.*

CHAPITRE VI. — *Des dispositions permises en faveur des petits-enfants du donateur ou testateur, ou des enfants de ses enfants, frères et sœurs.*

Notions diverses.

SECTION PREMIÈRE.

Principes généraux.

I. Hæreditas vel directo defertur, vel per fideicommissum. 36. 1. 1.

II. In dubio magis directa quam fideicommissaria substitutio præsumitur; utraque tamen conjungi potest. 36. 1. 1.

III. De origine et incremento fideicommissorum, et senatusconsultis circa ea conditis. Remiss. 36. 1. 1.

IV. In dubio fideicommissa perpetua non durant ultra quartum gradum, nisi aliud testator voluerit. 36. 1. 33.

V. Unde voluntas hæc colligi possit. 36. 1. 33.

VI. Quid circa hanc durationem obtineat Daventriæ, in Belgio Hispanico, Ultrajecti, in Hollandiâ et Frisiâ. 39. 1. 33.

VII. Et quo modo gradus computentur. 36. 1. 33.

VIII. Quibus formulis inducantur fideicommissa universalia. Remiss. 36. 1. 2.

IX. Quid sit fideicommissum *reale* seu *reciprocum*, quid *graduale;* quibus formulis *reale* aut *graduale* videatur inductum. Remiss. 36. 1. 3.

X. Quid sint fideicommissa *simplicia* seu *absoluta*. 36. 1. 4.

XI. Quid *conditionalia* seu in *casum contrafactionis inducta*. 39. 1. 4.

XII. Quid in Hollandiâ sit fideicommissum *simplex*, et *duplex;* quid inter hæc intersit. 36. 1. 3.

XIII. Quando dies fideicommissorum cedat; materia et quæstiones quæ ad eam referuntur tractatæ. 36. 2. 1 et seqq.

XIV. Ut fideicommissorum servandorum causâ caveatur materia et quæstiones tractantur. 39. 9. 1 et seqq.

XV. Ut in possessione fideicommissorum servandorum causâ esse liceat, materia tractatur. 36. 4. 1 et seqq.

XVI. Qualem fideicommissa recipiant interpretationem. 36. 1. 72.

XVII. De exhæredatione liberorum. — *V. C. c., art.* 1002, *chap. I, sect. I, pag.* 60.

Multæ quæstiones referuntur sub *art.* 1048 *et seqq.*

V. C. c., art. 1944, *sect. III, n.* 9. — *De la Propriété.—Revendication, Pr. gén., sect. II, §, I, n.* 6. 14 *et* 7, *pag.* 96.

SECTION II. — DE L'EXTINCTION DES FIDÉICOMMIS.

I. Evanescit fideicommissum repudiatione, item remissione per omnes illos factâ, qui aliquam, licet remotiorem, habent fideicommissi spem; vel si remittentibus hæredes sint. 36. 1. 65.

II. An remissio noceat etiam necdum natis aut conceptis tempore remissionis, si postea remittentibus successerint. 36. 1. 65.

III. An censeantur fideicommissum remisisse, qui bona fideicommissaria inter se diviserunt, addito, se contra divisionem non venturos. 36. 1. 65.

IV. Evanescit quoque deficiente conditione; deficientibus illis, ad quos testator voluit fideicommissum pertinere; pœnitentiâ gravantis. 36. 1. 66.

V. Cui incombat probatio mutatæ voluntatis. 36. 1. 66.

VI. An pœnitentia probetur ex eo, quod pater filium naturalem quem instituerat cum onere fideicommissi, curet rescripto legitimari, cum incertâ liberè testandi facultate. 36. 1. 66.

VII. An per concessam in aliâ testamenti parte licentiam alienandi. 36. 1. 66.

VIII. Quid juris sit, si institutum impuberem fideicommisso gravet, eique insuper interdicat ne in minorennitate alienet, sed demum ubi major erit. 36. 1. 66.

IX. Evanescit, si fideicommissarius moriatur pendente fideicommissi conditione. 39. 1. 67.

X. Quando, ex voluntate testatoris vel ex conjecturâ pietatis, fideicommissarius moriens ante eventum conditionis transmittat spem ad hæredes. 39. 1. 67.

XI. Si testator Titium instituens et, si sine liberis moriatur, Mævium substituat, et Titius vivo testatore moriatur, liberi ejus substituto potiores sunt. 39. 1. 67.

XII. An in fideicommissis pacto introductis spes ad hæredes fideicommissarii pendente conditione mortui transeat. 36. 1. 97.

XIII. An fideicommissarius transmittat jus ad hæredes, si post existentiam conditionis, sed ante agnitum fideicommissum mortuus sit. 39. 1. 68.

XIV. Vel ante aditam a fiduciario hæreditatem. An fideicommissum necdum agnitum alteri cedi possit per fideicommissarium. 36. 1. 68.

XV. An evanescat si fiduciarius ante fideicommittentem mortuus sit. 36. 1. 99.

XVI. An et tunc cum testator conjunxit substitutionem directam cum fideicommissariâ. 36. 1. 69.

XVII. An et si clausulam codicillarem adjecerit. 36. 1. 99.

XVIII. An et particulare fideicommissum corruat, si legatarius eo gravatus moriatur ante testatorem, aut legatum repudiet. 36. 1. 59.

XIX. Publicâ auctoritate ex justis causis laxari potest vinculum fideicommissi. An

alius præter principem possit hoc facere. 36. 1. 76.

Quelles personnes peuvent substituer; en faveur de qui. Quels biens peuvent être substitués et par quels actes.

1048. 1049. 1050. 1051. 1052.

— I. Qui fideicommissa relinquere possint. 36. 1. 6.

II. Qui gravari possint. Qui et legatis. 36. 1. 6. — *V. C. c., art.* 1002, *ch. II, sect. I, pag.* 61.

III. Si pater liberos institutos fideicommisso gravaverit, et liberis primi gradûs morientibus nepotes ex vulgari substitutione avo succedant, vel præteriti veniant ab intestato, an fideicommissum præstare teneantur. 36. 1. 6.

IV. Si testator caverit ne durante secundo consanguineorum gradu bonorum fiat alienatio, et ad bona non alienanda venerint fratres et alterius fratris præmortui liberi, an soli fratres, an vero etiam fratrum filii ex jure repræsentationis gravati maneant. 36. 1. 7.

V. An et codicillis, an etiam nutu fideicommissa relinquantur. 36. 1. 6.

VI. Quot testes adhibendi sint. 36. 1. 6.

VII. An et sine testibus, si testator hæredem præsentem roget restituere, tum jure civili, tum moribus. 36. 1. 8.

VIII. An tunc puberi sed adhuc minori jusjurandum a fideicommissario deferri possit. 36. 1. 8.

IX. An hæc jurisjurandi delatio etiam tunc locum habeat, cum legato vel mortis causâ donationi solemnitas quædam deest. 36. 1. 8.

X. An epistola fideicommissaria sine testibus firmitatem habeat. 36. 1. 8.

XI An et actu inter vivos fideicommissum induci possit; et quomodo hoc distet ab eo quod ultimâ voluntate inducitur. 36. 1. 9.

XII. Fideicommissum quandoque tacitè inductum creditur; quid si testator dixerit: *Mando tibi, hæres, ne testamentum facias, donec liberos susceperis.* 36. 1. 10.

XIII. Aut cum plures instituisset, rogaverit, *ut bona ab uno institutorum devolvantur ad reliquos.* Aut scripserit, *se scire, se credere, futurum esse, ut hæreditas Sempronio restituatur.* 36. 1. 10.

XIV. Aut, *Rogo ne quid fratribus tuis relinquas, habens filios sororum, quibus relinquas.* 36. 1. 10.

XV. An tacitè, ubi persona minus dilecta melioris fierat conditionis, quam magis dilecta. 36. 1. 16.

XVI. Quid si fideicommissum colligi possit per necessariam consequentiam verborum expressorum. 36. 1. 16.

XVII. Quid juris, si Titium a me institutum rogem, *ut is Sempronium instituat;* vel, *ut hæreditatem Mævii, cui jam successerat, alteri restituat;* vel, *ut suæ propriæ hæreditatis certam partem restituat.* 36. 1. 11.

XVIII. Quid si dicat: *Peto, cùm morieris, fili, licet alios quoque liberos susceperis, Sempronio nepoti meo plus tribuas in honorem mei nominis.* 36. 1. 11.

XIX. Vel *rogo, filia, ut bona tua quandoque distribuas liberis tuis, ut quisque de te meruerit.* 36. 1. 11.

XX. Relinquuntur fideicommissa etiam ex die ad diem, sub conditione. 36. 1. 13.

XXI. De conditione, *si gravatus sine liberis moriatur.* 36. 1. 16.

XXII. An liberi naturales vel spurii faciant hanc deficere conditionem, si vel masculus vel fœmina sub tali conditione gravetur, tum jure civili, tum moribus. 36. 1. 13.

XXIII. An liberi per nuptias legitimati faciant deficere conditionem, *si sine liberis.* 36. 1. 14.

XXIV. Et quid, si conditio concepta sit *de liberis ex legitimo matrimonio natis.* 36. 1. 14.

XXV. An et liberi adoptivi; an et legitimati rescripto principis, jure romano et hodierno. 36. 1. 14.

XXVI. An conditio *si sine liberis deficiat,* uno tantum filio aut filiâ superstite. Quid si supersint liberi ulterioris gradûs. Quid si moriente gravato adhuc sint in utero. 36. 1. 15.

XXVII. Quid, in hoc casu, si gravato hæredes non fuerint. Quid si nati, sed ante gravatum mortui. Et quid si conditio concepta, *si liberos susceperit.* 36. 1. 15.

XXVIII. Cui incumbat probatio, si dubitetur an gravatus liberis relictis decesserit. 36. 1. 16.

XXIX. Quid si gravatus unà cum liberis uno casu, velut naufragio, perierit. 36. 1. 16.

XXX. An gravatus sub conditione *si sine liberis,* teneatur ad restitutionem dum vivit, si constet, per ætatem aut habitum corporis, liberos non posse sperari. 36. 1. 16.

XXXI. Tacitè subauditur conditio *si sine liberis,* si ascendens descendentem fideicommisso gravet. 36. 1. 17.

XXXII. An et si parter filium naturalem a se institutum oneret; an et si descendentes gravantis, aut pia causa per fideicommissum substituta sit. 36. 1. 17.

XXXIII. An hæc conditio tacitè subaudiatur, si tempore facti testamenti gravatus jam liberos habuerit, testatore id non ignorante. 36. 1. 18.

XXXIV. An tacitè subaudiatur, si liberi parentes institutos, simpliciter fideicommisso gravaverint; vel frater fratrem. 36. 1. 19.

XXXV. An subaudiatur in liberis, quando pater duos instituens filios, alterum cum expressâ conditione *si sine liberis,* alterum simpliciter gravat. 36. 1. 19.

XXXVI. An cum pater filium et extraneum instituens, utrumque simpliciter onerat. 36. 1. 19.

XXXVII. Qui plura scripserint de conditione tacitâ, *si sine liberis.* 36. 1. 20.

XXXVIII. Quibus fideicommissa relinqui possint; an incapacibus. 36. 1. 21.

XXXIX. An capaci per intermediam personam gravati incapacis. 36. 1. 21.

XL. Qui substituit fideicommissum fratris sui vel cognati vel extranei *liberos* (*kinderen*), an et nepotes censeatur complexus esse. 36. 1. 22.

XLI. Si pater substituat filio duas filias, et ex tertiâ prædefunctâ nepotes, an et ex duabus prioribus nati nepotes ad fideicommissum admittendi, ubi matres eorum pendente fideicommissi conditione mortuæ sunt. 36. 1. 23.

XLII. Si liberos aut fratres instituens, velit, *ut portio morientis sine liberis cedat reliquis cohæredibus et eorum successoribus ab intestato,* an præmortuorum cohæredum successores simul cum cohæredibus superstitibus admittantur. 36. 1. 24.

XLIII. Si ad fideicommissum vocaverit fratres ac eorum adhuc viventium liberos, an tunc fratres simul cum suis liberis ex se genitis concurrant. 36. 1. 24.

XLIV. Quid si substituerit Titium et hæredes ejus; an tunc hæredum nomine etiam extranei contineantur 36. 1. 24.

LXV. Si per fideicommissum substituti sint *proximiores,* vel *sanguine proximiores,* an tunc sanguine proximi veniant, licet statutum ipsis non deferat legitimam successionem. 36. 1. 25.

XLVI. Et an veniant remotiores cum proximioribus jure repræsentationis. 36. 1. 25.

XLVII. Quid si substituti sint *proximiores ab intestato,* qui et quo ordine, et secundum cujus loci legem, tunc veniant ad fideicommissum. 36. 1. 25.

XLVIII. Substitutis per fideicommissum *proximioribus,* an admittendi qui moriente fiduciario seu existente conditione sunt proximi; an potius, qui testatori morienti mortis tempore fuerunt proximi, eorumve hæredes 36. 1. 26.

XLIX. Familiæ fideicommissum relinqui potest. Qui tunc comprehendantur appellatione *familiæ.* 36. 1. 26.

L. An prohibitio *ne res alienentur extra familiam,* contineat fideicommissum familiæ. 36. 1. 27.

LI. An sola prohibitio alienationis inducat fideicommissum, si personæ non designentur, quarum gratiâ sit. 36. 1. 27.

LII. Quid si prohibitio facta sit circa res tales, in quas cadebat specialis affectio testatoris prohibentis. Quid si prohibitio concepta sit, *ne in certas personas fiat alienatio,* ex odio justo in eas. 36. 1. 27.

LIII. Quid si prohibens alienationem jubeat, alienata cohæredibus cæteris vel fisco cedere. 36. 1. 27.

LIV. An tunc prohibitus alienare inter vivos, possit adhuc alienare ultimâ voluntate. 36. 1. 27.

LV. Et ad quas alienationes pertineat generalis prohibitio alienationis. 36. 1. 27.

LVI. Quales partes alienare possint, sed non, cum plures simul alienare prohibiti sunt. 36. 1. 27.

LVII. Ex quibus formulis fideicommissum *familiæ* relictum unâ restitutione evanescat; vel ex adverso graduale fiet, et sæpius restitutiona per multas familiæ personas ambulet. 36. 1. 28.

LVIII. Non est fideicommissum, cùm in gravati est arbitrio, an velit restituere, nec ne. 36. 1. 29.

LIX. An fiduciarius de fideicommisso familiæ relicto testari possit, et remotiorem ex familiâ præferre proximiori, vel actu inter vivos in eum alienare, per distinctiones traditur, et pluribus factorum speciebus facultas eligendi unum ex familiâ, a fideicommittente concessa, liberior vel minus libera, et an semel facta electio mutari possit explicatur. 36. 1. 29.

LX. An et quousque fiduciarius unum eligens eum gravare possit fideicommisso 36. 1. 29.

LXI. An facultas eligendi faciat, ut hæres eligentis ex rebus restituendis Falcidiam deducere possit. 36. 1. 29.

LXII. Qui admittuntur, si vel electio fiduciario permissa non sit, vel is facultate eligendi usus non sit, vel in extraneum alienaverit. 36 1. 29.

LXIII. Qui tanquam proximiores succedere debeant in fideicommisso familiæ relicto. 36. 1. 30.

LXIV. An talia fideicommissa imitentur successionem ab intestato, et an jus repræsentationis in iis locum habeat. 36. 1. 30.

LXV. Quando cesset repræsentatio, et an prohibita censeatur, si fideicommittens reliquerit familiæ, *salvâ gradûs prærogativâ*. 36. 1. 30.

LXVI. An in fideicommisso familiæ relicto admittendi ac præferendi sint, qui gravanti, an magis, qui gravato seu ultimo possessori sunt proximi. 36. 1. 31.

LXVII. An hâc in parte intersit, utrum in casum mortis, an in casum alienationis extra familiam, fideicommissum relictum sit. 36. 1. 31.

LXVIII. Non est necesse, ut illi qui petunt fideicommissum, viso fideicommittente nati aut concepti fuerint. 36. 1. 32.

LXIX. Qui tempore existentis conditionis fideicommissi nec nati nec concepti sunt, non admittuntur ad fideicommissum, nisi aliud voluerit fideicommittens, eti aliud velle potest. 36. 1. 32.

De l'effet des substitutions. Quand sont-elles ouvertes.

1053. 1054. — I. Restitutio fideicommissi fit re, verbis, epistolâ, nuntio, per procuratorem. 36. 1. 34

II. Quo tempore fieri debeat. 36. 1. 34.

III. Quando ante tempus a testatore præfinitum. 36. 1. 34.

IV. An si quis duobus institutis per fideicommissum sit substitutus in casum mortis, mors utriusque instituti expectanda sit. 36. 1. 34.

V. An et ad quem effectum, fiduciarius ante eventum conditionis restituere possit. 36. 1. 34.

VI. An et quomodo pupillus aut minor fideicommisso gravatus restituet tum aliis, tum ipsi tutori vel curatori fideicommissario, jure civili ac moribus. 36. 1. 35.

VII. Restituuntur res juxta repertorium. 36. 1. 36.

VIII. An fiduciarius restituens hæreditatem, deducat quod sibi a defuncto debitum. 36. 1. 36.

IX. An res suas proprias in hæreditate repertas restituere debeat. 36. 1. 36.

X. An jus patronatûs civile aut ecclesiasticum. 36. 1. 36.

XI. An quæ fiduciarius acquisivit indebita ex errore vel imprudentiâ judicis vel stultitiâ tertii. 36. 1. 36.

XII. An jura sepulchrorum. 36. 1. 36.

XIII. An feuda, de quibus impetrata testandi venia. 36. 1. 36.

XIV. An fiduciario per defunctum inter vivos donata. 36. 1. 36.

XV. An per fideicommissarium ex hæreditate surrepta. 36. 1. 36.

XVI. An quæ conditionis implendæ causâ hæres a cohærede vel fiduciario, vel legatario accepit. 36. 1. 36.

XVII. An populares actiones. 36. 1. 36.

XVIII. An et quando, et pro quâ parte prælegata per fiduciarium cum hæreditate restituenda sint. 36. 1. 37.

XIX. An sub generali fideicommisso contineatur etiam dos prælegata. 36. 1. 37.

XX. An et id, quod liberi ita gravati lucri fecerunt ex eo quod soror eorum, acceptâ dote, renuntiavit hæreditati paternæ 36. 1. 37.

XXI. An fiduciarius ex semisse institutus, et restituere rogatus, etiam restituere debeat partem alteram, quæ ei ex jure accrescendi ob defectum cohæredis obvenit, sive sponte sive coactus adiverit. 36. 1. 38.

XXII. An et hæreditas impuberis, quæ fiduciario instituto simulque pupillariter filio impuberi testatoris substituto quæsita est. 36. 1. 38.

XXIII. An et restituenda, quæ defuncto naturaliter tantum debita, fiduciario soluta sunt. 36. 1. 38.

XXIV. An legata inutilia penes hæredem remanentia. 36. 1. 39.

XXV. An per fiduciarium ex hæreditate diminuta, corrupta; et qualem ille culpam præstet in iis. 36. 1. 39.

XXVI. Codicillis rogatos restituere, an et restituat, quæ testamento relicta sunt. 36. 1. 39.

XXVII. Legatarii hæredem cogere nequeunt ad adeundum; nec is cui res certæ regionis, veluti italicæ, ex fideicommisso restituendæ sunt. 36. 1. 40.

XXVIII. Cogit tamen fideicommissarius universalis fiduciarium ad adeundum et restituendum sine lucro et damno. 36. 1. 40.

XXIX. Si Titius a Mævio hæres scriptus, et ante aditionem mortuus, hæredem rogaverit, ut is Mævianam hæreditatem Lucio restituat, an et quatenus Lucius fiduciarium cogere possit ad adeundum. 36. 1. 40.

XXX. An et cogi possit adire fiduciarius, postquam repudiaverat hæreditatem. 36. 1. 41.

XXXI. An cogens postea recusare possit hæreditatem suscipere. 36. 1. 41.

XXXII. Quid si cogens moriatur antequam sibi facta fuit restitutio. 36. 1. 41.

XXXIII. Quid si fiduciarius moriatur antequam cogeretur, vel post decretum coactionis contumaciter adire nolit. 36. 1. 41.

XXXIV. An fiduciarius pressus ad adeundum petere possit tempus deliberandi. 36. 1. 41.

XXXV. Coacta aditio, æquè ac spontanea firmat omnia testamento disposita. 36. 1. 41.

XXXVI. An fiduciarius ad adeundum cogi possit, si fideicommissum valere neget, et de eo disputetur. 36. 1. 42.

XXXVII. An si urgeat secundus aut ulterior fideicommissarius, intermedio haud urgente. 36. 1. 42.

XXXVIII. An ex asse institutus, et assem restituere rogatus, si tantum partis capax sit. 36. 1. 42.

XXXIX. An si ex asse institutus, tantum, partem uni, vel pluribus totam, vel uni purè alteri sub conditione partem restituere rogatus sit, ab uno ad adeundum cogi possit, etiam pendente conditione. 36. 1. 42.

XL. Et an tunc ex partibus reliquorum non cogentium fiduciario quarta salva sit. 36. 1. 42.

XLI. An coactio locum habeat, si fiduciario alius vulgariter substitutus sit, cum substitutus eodem vel alio fideicommisso gravatus esset. 36. 1. 43.

XLII. An cogi possit acceptare et restituere, cui pars hæreditatis legati titulo relicta est cum onere restitutionis. 36. 1. 43.

XLIII. An qui tantum ex parte institutus, partis illius restitutione gravatus est. 36. 1. 43.

XLIV. An uterque cogi, si duo instituti aut substituti et partium suarum fideicommisso onerati sint. 36. 1. 43.

XLV. An purè institutus, et sub conditione vel ex certo die restituere rogatus, pendente die vel conditione cogi possit ad adeundum. 36. 1. 44.

XLVI. An institutus sub conditione, et restituere rogatus, pendente institutionis conditione cogi possit adire, aut implere conditionem potestativam in dando vel faciendo consistentem, et sic adire. 36. 1. 45.

XLVII. Et quid juris, si ipse implere nolit, et conditio per fideicommissarium cogentem impleri non possit. 36. 1. 45.

XLVIII. Moribus hodiernis an opus sit so-

lenni coactione ad adeundum. 36. 1. 46.

XLIX. An non tamen vigeant adhuc hodie effectus coactionis. 36. 1. 46.

L. An et quando fideicommissarius pro fideicommisso persequendo habeat remedium possessorium. 36. 1. 46.

LI. Sponte adiens deducit Trebellianicam. 36. 1. 47.

LII. Quibus repetat remediis, quod supra dodrantem errore facti restituit; an facti errorem probare debeat. 36. 1. 47.

LIII. An possit sine detractione totam hæreditatem restituere, si ita fraudentur creditores restituentis, vel quarta non deducta cedat lucro conjugis, posità donationis inter conjuges prohibitione. 36. 1. 47.

LIV. An et quando hæc quarta non ex omnibus rebus sed in unâ re deduci possit. 36. 1. 48.

LV. Quæ in quartam Trebellianicam imputanda sint. 36. 1. 48.

LVI. An et ea quæ conditionis implandæ causâ capit a cohærede, aut fideicommissario, aut legatario. 36. 1. 48.

LVII. Cur plura imputentur in Trebellianicam quam Falcidiam. 36. 1. 48.

LVIII. Qui plura scripserint de hâc imputatione. 36. 1. 48.

LIX. An et quales fructus in quartam Trebellianicam imputentur. 36. 1. 49.

LX. An et quales fructus quartam excedentes restituendi sint, 36. 1. 49.

LXI. Quibus formulis testator intelligatur etiam fructuum restitutionem fiduciario injunxisse, vel contra. 36. 1. 49.

LXII. An fructus ex judicio testatoris percepti et quartam excedentes, cedant in supplementum eorum, quæ ex hæreditate sine culpâ fiduciarii perierunt. 36. 1. 49.

LXIII. Cui incumbat probatio perceptionis fructuum, si in quartam imputandi, vel fideicommissario restituendi sint. 36. 1. 50.

LXIV. Quid circa restitutionem obtineat in fructibus, pensionibus, usuris, anni postremi, quo restitutio facienda. 36. 1. 50.

LXV. Quid circa onera pensionum et usurarum nomine hæreditatis debitarum. 36. 1. 50

LXVI. Filiis fideicommisso gravatis fructus in quartam non imputantur, licet moribus duas quartas deducant. 36. 1. 51

LXVII. Quid si id pater jusserit. 36. 1. 51.

LXVIII. Quid si filius extraneo restituere debeat. 36. 1. 51.

LXIX. Nepotibus imputantur, sive soli, sive cum patruis avo succedant : uti et parentibus. 36. 1. 51.

LXX. Non tamen nepotibus aut parentibus aut extraneis imputantur fructus, qui ex ipsâ quartâ legitimâ aut Trebellianicâ percepti sunt. 36. 1. 51.

LXXI. An filius fideicommisso gravatus duas quartas deducat, legitimam et Trebellianicam, jure civili, et moribus. 36. 1. 52.

LXXII. Quomodo duplicis quartæ computatio instituatur; an et nepotibus hæc duplex quarta debeatur; an et parentibus aut fratribus. 36. 1. 52.

LXXIII. Nepotes fideicommisso gravati, si non debuerint avo ab intestato hæredes esse, non deducant duplicem quartam. 36. 1. 53.

LXXIV. Duplicis quartæ deductionem liberi ad hæredes quoscunque transmittunt, nec censentur ei renuntiasse, si jubeant testamenta, ratam haberi voluntatem gravantis. 36. 1. 53.

LXXV. Rogatus restituere, quicquid post suam mortem ex rogantis hæreditate supererit, usque ad dodrantem potest consumere, de solâ quartâ cavet, nisi cautio remissa sit. 36. 1. 54.

LXXVI. Quid si plus quam quarta aut plus quam dodrans superait; an de eo testari possit. 36. 1. 54.

LXXVII. Quid si dodrantem donationibus sine causâ factis absumserit; cui incumbat onus probandi animum fraudandi fideicommissum. 36. 1. 54.

LXXVIII. Quibus ex causis talis fiduciarius ultimam quartam alienare possit; an et ut dotem constituat, jure civili et hodierno. 36. 1. 55.

LXXIX. Si conjuges se invicem instituant, cum alienandi potestate, sed eâ lege, ut quæ apud ultimum superstitem tempore mortis residua erunt, in duas partes inter utriusque cognatos dividantur, an tunc quarta ultima absumi possit, an cautio aut repertorium remissum censeri. Et quid si ultimus superstes admodum auxerit patrimonium. 36. 1. 56.

LXXX. Cessat Trebellianicæ detractio variis ex causis; ubi de prohibitione testatoris, tam in liberis, tum in extraneis gravatis; de fideicommisso piæ causæ relicto. 36. 1. 57.

LXXXI. De fiduciario adire compulso : de rogato restituere per testamentum militare : de fideicommissario iterum restituente, etiam cum ipse fiduciarium compulisset adire : et de fideicommisso per actum inter vivos inducto. 36. 1. 57.

LXXXII. An cesset, si restitutio imposita præceptis certis rebus quæ minus quam quartam continent. 36. 1. 58

LXXXIII. An cesset ex eo, quod testator prohibuit, hæreditatem alienari extra familiam. 36. 1. 58.

LXXXIV. An ob id, quod fiduciarius omisit confectionem repertorii. 36. 1. 58.

LXXXV. An ob non confectum inventarium filius, duplicis quartæ detractionem habens, amittat legitimam, cum hæreditatem restituere rogatus est. 36. 1. 59.

Obligations actives et passives du grevé.

1055. — 1063. I. Fiduciarius tenetur inventarium conficere. 36. 1. 56.

II. An fiduciario a testatore remitti possit inventarii confectio. 36. 1. 56.

III. Restitutâ hæreditate, pro quâ parte fiduciarius et fideicommissarius ferant onus æris alieni, et legatorum. 36. 1. 60.

IV. Et an fiduciarius legatorum onus etiam subeat ratione quartæ, quam ex Trebelliano retinet. 36. 1. 60.

V. An ferat æris alieni aut legatorum partem, si præceptis certis rebus hæreditatem restituere rogatus sit. 36. 1. 60.

VI. Quid si tunc fideicommissarius repudiet fideicommissum. 36. 1. 60.

VII. Si admittat, sed solvendo non sit, an tunc fiduciarius creditoribus ac legatariis teneatur; et quousque. 36. 1. 60.

VIII. Quales impensas deducat fiduciarius, cum restituit. 36. 1. 61.

IX. Ubi de erogatis in confectionem inventarii, de centesimâ aut ducentesimâ patrimonii, vicesimâ hæreditatis. 36. 1. 61.

X. Quales recuperet meliorationes, et quomodo illæ æstimandæ. 36. 1. 61.

XI. An etiam actionem habeat pro impensis recuperandis. 36. 1. 61.

XII. An pati teneatur compensationem fructuum cum meliorationibus et impensis. 36. 1. 61.

XIII. Bona fideicommisso obnoxia alienari nequeunt, nisi ad æs alienum defuncti et legata solvenda, aut nisi consentiant omnes, quorum interest ratione fideicommissi. 36. 1. 62.

XIV. An ad dotem constituendam. 36. 1. 62.

XV. An ut qui se aut suos liberet a pœnâ delicti. 36. 1. 62.

XVI. Quid operetur alienatio, si pendente fideicommissi conditione facta sit. 36. 1. 69.

XVII. Pendente fideicommissi conditione an debitores hæreditarii rectè solvant fiduciario. 36. 1. 63.

XVIII. An fiduciarius alienare possit res quæ servari nequeunt. 36. 1. 63.

XIX. An res fideicommissarias permutare cum aliis utilioribus. 36. 1. 63.

XX. An rebus fideicommissariis servitutes acquirere, aut eas ab onere census, tributi, canonis liberare, ex feudalibus allodiales facere. 36. 1. 63.

XXI. An ædes vetustas fideicommissarias ex decreto vendere. 36. 1. 63.

XXII. An res pignori obligare pro mutuo ad centesimarum solutionem accepto. 36. 1. 63.

XXIII. An res alienare, si testator nominatim hanc concesserit potestatem. 36. 1. 63.

XXIV. An rata maneat alienatio, si fiduciarius venditor et emptor ignoraverint onus fideicommissi, idque facto testatoris. 36. 1. 63.

XXV. An transactio, compromissum, sententia inter fiduciarium et tertium noceat fideicommissario. 36. 1. 63.

XXVI. Si fiduciarius res quasdam extra casus superiores alienaverit, alienata imputantur in portionem illam, quam is deducere ex lege vel more potest. 36. 1. 64.

XXVII. Si ultra alienatum sit, sola revocantur posterius alienata, ac vindicari possunt. 36. 1. 64.

XXVIII. An usucapio non impediat revocationem. 36. 1. 94.

XXIX. An et revocentur fructus medii temporis. 36. 1. 64.

XXX. An fideicommissarius revocare alienata possit, si fiduciario hæres sit. 36. 1. 64.

XXXI. An pars illa, quam onus revocare nequit, quia alienanti hæres est, per cæteros ejusdem juris fideicommissarios avocetur. 36. 1. 64.

1069. — 1074. — An fideicommissa jure civili aut moribus debeant actis publicis insinuari, ut valeant. 36. 1. 12.

—

CHAPITRE VII. — *Des partages faits par père, mère, ou autres ascendants, entre leurs descendants.*

Principes généraux.

I. De divisione hæreditatis quæ per ipsum testatorem fit. 10. 2. 1.

II. An et viventis hæreditas ex consensu ipsius inter futuros hæredes dividi possit. 10. 2. 5.

III. An tunc nova peti possit divisio si defunctus priorem non reprobaverit. 10. 2. 5.

IV. An etiam testator testamento suo divisionem suæ hæreditatis possit extraneo mandare qui hæres non est. 10. 2. 5.

V. Quando hæredes tali divisioni debeant acquiescere. 10. 2. 5.

VI. Alia de hâc divisione ubi tractentur. 10. 2. 5. — *V. C. c., ad art.* 981, *Not. gén., sect. II, pag.* 39.

VII. De assignatione bonorum paternorum aut maternorum per parentem superstitem factâ liberis sine inventario. 10. 2. 3.

1075. — Divisio hæreditatis fieri potest per ipsum testatorem. 10. 2. 1.

1076. 1077. — Post divisionem a testatore factam si quæ supersint indivisa, dividenda sunt, nullâ consideratâ jam divisorum proportione. 10. 2. 1. — *V. C. c., art.* 815.

1078. 1079. — An divisio a testatore facta ob enormem læsionem rescindi queat. 10. 2. 1. — *Vide C. civ., art.* 815. 835. 839, *pag.* 16.

—

CHAPITRE VIII. — *Des donations faites par contrat de mariage aux époux, et aux enfants à naître du mariage.*

1081. — *V. C. c., art.* 931, *pag.* 56.

1082. — *V. C. civ., du Contrat de mariage, chap. I, Pr. gén., n.* 11.—*Art.* 1387.

1083.

1084. — I. An omnia bona præsentia et futura donari possunt. 39. 5. 10.

II. An simpliciter donatis omnibus sine mentione futurorum, futura contineantur. 39. 5. 10.

1085. 1086.

1087. — I. Acceptatio non est necessaria ad perfectionem donationis facta per pacta dotalia. 39. 5. 11.

II. Quid si donatio facta pactis dotalibus absenti sponsæ. 39. 5. 11.

V. C. c., ad art. 1387, *chap. I, n.* 9.

—

CHAPITRE IX. — *Des dispositions entre époux, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. An valeat donatio collata in conjugem. 39. 5. 9. et 24. 1. 1 et seqq.

II. De *dotrio*. 24. 3. 1 et seqq.

III. Si pacto dotali certa res, veluti domus Corneliana, designata sit, tanquam in *dotrium* cessura superstiti, et stante matrimonio collapsa vel exusta, iterumque restituta sit, an soluto matrimonio nova domus velut *dotrium* peti possit sine impensarum refusione. 24. 3. 24.

IV. An evanescat obligatio ad *dotrium* pacto nuptiali constitutum sive certæ rei semel præstendæ, sive annuæ præstationis, si conjux præmoriens superstiti legaverit bonorum omnium, aut quarumdam rerum usumfructum. 24. 3. 26.

V. Cujus loci statuta circa *dotrium* pactitium aut statutarium spectanda sint. 24. 3. 27.

VI. Quid munus a dono differat. 24. 1. 1.

VII. Ratio cur jure civili donatio inter virum et uxorem vetita fuerit, redditur ac defenditur. 24. 1. 1.

VIII. Cur liceat mortis causâ donare vel legare. 24. 1. 1.

IX. De donatione simplici. — *V. C. civ., art.* 1091, *infrà*.

X. Recensentur per indicem plurimæ quæstiones, quæ præsupponunt statutum, ne conjux conjugi quid ultra usumfructum donet aut leget; et de necessitate usufructus reciprocè relinquendi. 24. 1. 18.

XI. Cujus loci statuta circa prohibitam inter conjuges donationem spectanda sint. 24. 1. 19.

XII. Quale jus nunc apud plures populos obtineat circa hanc inter conjuges donationem tum inter vivos, tum testamento factam. 24. 1. 17.

XIII. An non subsistet testamento facta donatio prohibita, si proximi cognati consentiant vivo testatore. 24. 1. 17.

De la donation entre époux.

1091. — 1094. — I. Jure civili donatio inter virum et uxorem vetita est et cur. 39. 5. 9.

II. Licet mortis causâ donare vel legare et cur. 24. 1. 1.

III. Quid si donatio simplex inter conjuges facta sit. 24. 1. 2.

IV. Qualis possessio transeat, qualis non. 24. 1. 2.

V. An inde competat interdictum unde vi. 24. 1. 2.

VI. An usucapio. 24. 1. 2.

VII. An dominium transeat in donatarium. Quando et quousque donator vindicare aut condicere donata possit. 24. 1. 3.

VIII. Quid si donatarius rem iterum alienaverit. 24. 1. 3.

IX. Quando videatur factus locupletior ex re donatâ, quando non. 24. 1. 3.

X. An et quales fructus aut usuræ cum ipsis rebus donatis repeti possint. 24. 1. 3.

XI. Confirmatur hæc donatio morte donantis; modo actis insinuata vel testamento firmata sit, si excedat 500 aureos. 24. 1. 4.

XII. An et morte civili, et quali confirmatur. 24. 1. 4.

XIII. Quid si uterque conjux simul naturaliter aut civiliter moriatur. 24. 1. 4.

XIV. Probatur morte confirmari etiam donationem, quæ non traditione, sed stipulatione vel pacto legitimo facta est. 24. 1. 5.

XV. Recensentur casus, quibus morte donantis non firmatur donatio, inter quos, si donantem pœnituerit; eo casu ultima pœnitentia spectanda. 24. 1. 6.

XVI. An hæres pœnitere possit. In dubio pœnitentia non præsumitur; ex quibusdam tamen circumstantiis pœnitentia colligitur, ubi de divortio. 24. 1. 6.

XVII. Quid si donatarius donantem occiderit. 24. 1. 6.

XVIII. Quid si donans alienaverit aut obligaverit. 24. 1. 6.

XIX. Non confirmatur morte aut servitute donatarii. 24. 1. 7.

XX. Quid si is donanti ampla legata dederit. 24. 1. 7.

XXI. Quid si donans eam ratam tunc habeat. 24. 1. 7.

XXII. Subsistit tamen donatio remuneratoria. An et ea quâ senex uxori juvenculæ, plebeja uxor viro nobili donat in compensationem nobilitatis, etc. 24. 1. 10.

XXIII. An subsistat donatio mortis vel divortii vel exilii causâ. 24. 1. 10.

XXIV. Non amare, nec ut inter infestos, jus prohibitæ donationis tractandum, quod exemplis docetur, quibus donatio statim rata est. 24. 1. 11.

XXV. Quomodo uxor probet, res quasdam sibi a marito donatas esse. 24. 1. 11.

XXVI. Valet statim donatio, si vel donans non fiat pauperior vel donatarius ditior. 24. 1. 12.

XXVII. Recensentur multi casus, quibus valet donatio, quia donatarius non fit ditior, tum jure civili tum moribus. 24. 1. 12.

XXVIII. Recensentur multi casus, quibus donatio subsistit, quia donans non fit pauperior; ubi et de repudiatione legati aut hæreditatis, rogatione ut donaturus aut legaturus sibi, donet uxori et similia, et quid moribus circa hæc obtineat. 24. 1. 13.

XXIX. Valet donatio inter principem et augustam; item ad reparationem ædium exustarum. 24. 1. 14.

XXX. Potuit et uxor ante nuptias pœnam

paciscl in certum casum, eamque stante matrimonio exigere. 24. 1. 14.

XXXI. An valeat donatio inter sponsum et sponsam. Quamdiu intelligatur sponsa non uxor. 24. 1. 15.

XXXII. An inter conjuges post divortium legitimum. 24. 1. 15.

XXXIII. An inter conjuges putativos. 24. 1. 15.

XXXIV. An concubinæ donari possit. 24. 1. 15.

V. C. c., art. 1328, *n.* 7 *et seqq.* — 1389.

1095. — *V. C. c., art.* 1322.

1096. — I. Quando et quousque donator vindicare aut condicere donata possit. 24. 1. 3.

II. An impensas factas donator refundere debeat. 24. 1. 3.

III. Quid si conjux rem sibi donatam munus alteri ex venditione, donatione, aliove titulo tradiderit. 24. 1. 3.

IV. Quid juris si consumptæ fuerint res donatæ; et quando videatur factus locupletior ex re donatâ, quando non. 24. 1. 3.

V. An et quales fructus aut usuræ cum ipsis rebus donatis repeti possit. 24. 1. n. 2 et 3.

1097. — Quid si conjuges unâ tabulâ testamentum condiderint; an et quando et quousque unus, sine altero, possit mutare testamentum. 28. 3. 11. — *V. C. c., art.* 968, *pag.* 58.

De l'époux qui, ayant des enfants, contracte un second mariage.

1098. — I. An viduus aut vidua, ad secunda vota transiens possit et quatenus testamento relinquere secundo vel secundæ conjugi si prioris thori liberos habeat. 28. 5. 2.

II. De *edicto de secund. nupt.* ne binubus plus conferat in secundam conjugem quam reliquit ei ex liberis, cui minimum relictum est. 23. 2. 110.

III. Quod amplius datum adimitur. 23. 2. 110.

IV. Quibus tunc liberis cedat. 23. 2. 112.

V. An et conjugi secundæ pro portione filiali; an et nepotibus in stirpes; et quid, si plurium nuptiarum anteriorum liberi sint. 23. 2. 110.

VI. Quæ ita liberis prioris thori cedant, non imputantur in legitimam; nec, si uni ex liberis prioris thori minus relictum sit quam legitima, supplementum legitimæ ex his ademptis fieri debet, sed per hæredes omnes pro ratâ portionis hæreditariæ præstari. 23. 2. 111.

VII. An liberi prioris thori avocare possunt relicta contra *l. hâc Edictali*, si parenti binubo hæredes extiterint; at quid, si parens binubus id testamento expressè prohibuerit, vel liberi ei vivo promiserint, se non avocaturos. 23. 2. 112.

VIII. An impediatur avocatio donatorum inter vivos contra *d. l. hâc Edictali*, si mutuo conjugum consensu donatio resoluta sit; aut ex eo, quod postea donans binubus fiat non solvendo; sicut tunc immoderata cedere deberent in æris alieni exsolutionem. 23. 2. 113.

IX. An avocatio immoderatè relictorum cesset ex eo quod relicta repudiantur a vitrico aut novercâ. 23. 2. 114.

X. An non ex eo quod respectu immoderatè relictorum parens binubus substitutum dedit. 23. 2. 115.

V. C. c., des Seconds mariages, Pr. gén., pag. 10. — *Art.* 213.

De la donation déguisée.

1099. 1100. — I. Vetita est donatio quæ per indirectum ac in fraudem prohibitionis, sive ipso contractu onerosè appareat, sive per interpositas personas fiat. 24. 1. 8. — 23. 2. 116.

II. Quando simulati tales contractus in totum, quando pro parte tantum nulli sint inter conjuges, quod exemplis docetur. 24. 1. 9.

III. Quid juris si marito dabeat uxor et Titius, et maritus Titio aut uxori accepto tulerit. 24. 1. 2.

IV. Quomodo per interpositas personas fraus fiat prohibitioni donationis, ubi de donatis socero, genero, socrui, fratris uxori, et aliis similibus. 24. 1. 2.

V. Si non appareat, unde uxor rem habeat, an præsumatur habere ex mariti donatione; et quid hodie. 24. 1. 12.

VI. Quid si binubus executori testamenti sui jusserit, ut in usus secreto expositos eroget certam nummorum quantitatem ac suspicio fraudis sit. 23. 2. 112.

VII. An noverca vel vitricus propter *l. hâc Edictali* prohibeatur plus relinquere privigno vel privignæ, quam propriis suis prioris thori liberis. 23. 2. 117.

VIII. An privignus novercam instituere possit præteritis suis fratribus germanis. 23. 2. 118.

IX. Quænam conjugi secundo vel secundæ imputentur in filialem portionem; an jocalia, dona matutina, doaria, donatio remuneratoria. 23. 2. 120.

X. An ususfructus omnium bonorum, et quid tunc liberi prioris thori offerre debeant vitrico vel novercæ. 23. 2. 120.

XI. Quid si datus sit ususfructus cum onere alendi liberos posterioris thori. 23. 2. 120.

XII. Quid si binubus secundæ conjugi omnem supellectilem legaverit, et illa videatur excedere portionem filialem. 23. 1. 121.

XIII. An repudiatio legati, fideicommissi, aut hæreditatis cum substitutionis, aut intestatæ successionis, aut caducitatis jure ad alium conjugem illa esset perventura, in prohibitam incidat donationem. 24. 1. 13.

XIV. An non subsistat testamento facta donatio prohibita si proximi cognati consentiant vivo testatore. 24. 1. 17.

V. C. c., art. 911.

TITRE III. — *Des contrats ou des obligations conventionnelles en général.*

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Principes généraux. Notions diverses.

SECTION PREMIÈRE. — Des pollicitations.

I. Quid sit pollicitatio. 50. 12. 1.

II. In quibus pollicitatio distat a pacto. 50. 12. 1. — 2. 14. 1.

III. An in pactum aut contractum innominatum abire possit. 50. 12. 1.

IV. An ex pollicitatione persecutio sit. 50. 12. 1.

V. An votum voventem obliget. 50. 12. 1.

VI. An pollicitatio dotis, vel honorarii. 50. 12. 1.

VII. Obligat pollicitatio civitati facta. Qui petant implementum ejus. 50. 12. 1.

VIII. Quâ formâ impleri debeat. 50. 12. 1.

IX. Quales conditiones adjectæ pollicitationi servandæ sint, vel non. 50. 12. 1.

X. Minus efficax est pollicitatio sine causâ facta, quam si ob justam causam intervenerit. 50. 12. 2.

XI. Quid si tunc promissor labitur facultatibus. 50. 12. 2.

XII. Minus etiam obligantur hæredes ex eâ, quæ sine causâ, quam quæ ob causam justam intervenit. 50. 12. 3.

XIII. Dupliciter dicitur promissum aut legatum *ob honorem*. 50. 12. 3.

V. infrà, sect. II, des Pactes; et sect. seq.

SECTION II. — Des pactes.

I. Quid sit pactum. 2. 14. 1.

II. Quibus a pollicitatione et contractu distet. 2. 14. 1. — 50. 12. 1.

III. Pactum aliud nudum et aliud non nudum. 2. 14. 2.

IV. Pactum nudum, etsi geminatum, non parit actionem. 2. 14. 2.

V. De pactis legitimis civilibus aut prætoriis. 2. 14. 5.

VI. De pactis adjectis, circa contractuum accidentia, naturam ordinariam, aut substantiam. 2. 14. 5.

VII. De pactis contractui bonæ fidei ex intervallo appositis tum adjicientibus, tum detrahentibus. 2. 14. 8.

VIII. Pacta vel publica vel privata sunt; ubi de fœderibus, etc. 2. 14. 10.

IX. Pacta sunt realia et personalia. 2. 14. 11 et seqq. — *V. C. c., art.* 1122.

X. Pacta sunt expressa vel tacita. 2. 14. 15.

XI. Pactorum tacitorum exempla, in illatis in prædium urbanum. 2. 14. 15.

XII. De solutis in antecessum usuris. 2. 14. 15.

XIII. De creditoribus emptorem hæreditatis sponte judicium suscipientem convenientibus, licet is solvendo non sit; in redditione pignoris, vel chirographi. 2. 14. 15.

XIV. De effectu pactorum. 2. 14. 3.

V. C. c., art. 1134. — *Suprà, Pr. gén., sect. I, des Pollicitations, n.* 1 *et seqq.*; *et infrà, sect. III et seqq.*

SECTION III. — Des contrats et des obligations.

I. Contractus propriè et accuratè loquendo non sunt obligationes sed magis ex contractu obligationes nascuntur. 12. 1. 2.

II. Quid sit obligatio. 44. 7. 1.

III. Quid in descriptione obligationis veniat appellatione *rei et solutionis*. 44. 7. 1.

IV. Obligationes sunt naturales tantum vel naturales et civiles. 44. 7. 1.

V. Quid sit obligatio naturalis tantum. 44. 7. 5.

VI. An dentur obligationes merè civiles, quæ efficaces sunt. 44. 7. 2.

VII. An non tales sint, quæ ea causâ judicati, jurisjurandi, confessionis, oriuntur. 44. 7. 2.

VIII. Qui sint effectus obligationis naturalis tantum. 44. 7. 5.

IX. An hi obtineant, si naturalis obligatio talis sit, quæ solo nititur pudoris vinculo. 44. 7. 5.

X. An si obligatio naturalis in totum aut pro parte e jure civili reprobata sit, cujus exempla dantur. 44. 7. 3.

XI. Quid sit obligatio naturalis et civilis simul, seu mixta. 44. 7. 4.

XII. Ex quibus causis oriatur. 44. 7. 4.

XIII. Obligationis vox hic tam latè patet, ut et jus in rem comprehendat, ac etiam ad actiones omnes in rem pertineat, tanquam causa earum. 44. 7. 7.

XIV. Regula Catoniana regulariter non pertinet ad contractus. 34. 7. 1.

XV. Ubi quisque censeatur contraxisse. 5. 1. 73.

Vide C. civ., art. 1161. — *Suprà, Pr. gén., sect. I et seqq.; et infrà, sect. IV et seqq.*

SECTION IV. — Des obligations verbales ou des stipulations.

I. Quotuplex olim fuerit verborum obligatio. 45. 1. 1.

II. An jura stipulationum adhuc moribus in usu sint. 45. 1. 2.

III. Quid sit stipulatio. 45. 1. 2.

IV. Plerumque stipulatio accessoria est conventionibus, pactis, etc. 45. 1. 2.

V. Quid juris, si quis alteri promiserit ex causâ quam subesse falso putabat. 45. 1. 2.

VI. An et donationis causâ stipulatio fieri possit. 45. 1. 2.

VII. Stipulari aliquando dicitur et qui stipulanti promittit. 45. 1. 3.

VIII. De stipulationibus judicialibus, conventionalibus et communibus. 45. 1. 18.

V. suprà, Pr. gén., sect. I et seqq.; et infrà, sect. V et VI.

SECTION V. — Des contrats innommés.

I. Quid sint contractus innominati. 19. 5. 1.

II. Quotuplices sint. 19. 5. 1.

III. Cur nomine speciali careant. 18. 5. 1.

IV. Contractus innominati omnes re constant. 19. 5. 2.

V. An admittant pœnitentiam jure civili ac moribus. 19. 5. 2.

VI. De actione præscriptis verbis ex contractibus innominatis. 19. 5. 3.

VII. Ea subsidiaria est, cum aliæ deficiunt. 19. 5. 5.

VIII. Recensentur tamen plures casus, quibus hæc cum aliis actionibus concurrit. 19. 5. 5.

IX. Explicatur ratio unde natus sit ille concursus. 19. 5. 5.

X. In subsidium facilius ad actionem præscriptis verbis, quam ad actionem doli confugiendum. 12. 5. 4.

XI. An ex contractu *facio ut des*, danda sit doli actio, an magis præscriptis verbis. 19. 5. 1.

XII. An actio præscriptis verbis confundi debeat cum actionibus in factum. 19. 5. 3.

V. suprà, Pr. gén., sect. I, des Pollicitations; et sect. seq.

SECTION VI. — Des stipulations prétoriennes.

I. Quot modis accipiantur stipulationes prætoriæ, cujus arbitrio quid in his mutetur. 46. 5. 1.

II. Quomodo facienda sit interpretatio, si quid obscuri in his sit. 46. 5. 1.

III. An ex his actio acquiri possit per procuratorem. 46. 5. 1.

IV. An ex his pœna promissa debeatur, si nihil intersit. 46. 5. 1.

V. An sæpius interponendæ sint. 46. 5. 1.

VI. Regulariter desiderant fidejussores. Quando pignoribus aut nudâ repromissione contentæ sint. Emendatur *l.* 1, §§ 8 *et* 7, *ff. h. t.* 46. 5. 1.

VII. De divisione stipulationum prætoriarum, et quid sint stipulationes prætoriæ *cautionales*. 46. 5. 2.

VIII. Cur dicantur intercedere, *ut nova sit actio*. 46. 5. 2.

IX. Quid sint stipulationes prætoriæ *judiciales*. 46. 5. 3.

X. Quid sint prætoriæ stipulationes *communes*. 46. 5. 4.

XI. Et quo sensu omnes prætoriæ dici possint *cautionales*. 46. 5. 4.

V. suprà, Pr. gén., sect. I, des Pollicitations; et sect. seqq.

Définition du contrat.

1101. — I. De contractibus in genere, quot modis accipiatur vox *contractus*. 12. 1. 1. — 44. 7. 4.

II. Quid sit contractus et quotuplex. 12. 1. 1. — 44. 7. 4.

Vide suprà, sect. III, n. 1 *et seqq.* — *Art.* 1125.

Le contrat est synallagmatique ou bilatéral.

1102. 1103. — I. Contractus sunt vel obligatorii æqualiter ac æquè principaliter; vel utrimque, quidem obligatorii, sed non æqualiter. 44. 7. 4.

II. Quidam contractus non utrimque sed ab uno latere obligationem inducunt. 12. 1. 2.

Autres divisions des contrats.

1104. 1105. 1106. — I. Contractus sunt juris gentium et juris civilis. 12. 1. 1.

II. Sunt vel nominati vel innominati. 44. 7. 4. — 12. 1. 1.

III. Nominatorum quatuor sunt species quæ re vel verbis vel litteris vel consensu constant. 12. 1. 1. — 44. 7. 4.

IV. Contractus sunt adhuc vel bonæ fidei vel stricti juris. 12. 1. 3.

V. Excutitur generaliter, quare contractus alii sint stricti juris, alii bonæ fidei, et unde colligatur regulariter, an bonæ fidei an stricti juris sint. 12. 1. 3.

V. suprà, Pr. gén., sect. I, II et seqq.

Les contrats sont soumis à des règles générales.

1107. — *V. suprà, Pr. gén., sect. I, des Pollicitations; et sect. seqq.*

CHAPITRE II. — *Des conditions essentielles pour la validité des conventions.*

V. suprà, Pr. gén., sect. II, n. 6.

1108. — *V. infrà, sect I et seq.*

SECTION PREMIÈRE. — Du Consentement.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Pactis vel expressè, vel tacitè consensus datur, exempla referuntur. 2. 14. 15.

II. Moriente eo qui contrahendi gratiâ litteras miserat antequam acceptæ essent ab eo cui inscriptæ fuerant neuter obligetur. 5. 1. 73.

III. An et quousque jure civili ac moribus diversitas responsionis in quantitate vel qualitate vitiet stipulationem exemplis variis explicatur. 45. 1. 7.

V. C. civ., liv. I, tit. V, du Mariage, Pr. gén., n. 1 *et seqq., pag.* 8. — *De la Vente, Pr. gén., sect. I.* — *Art.* 1582, *n.* 3 *et* 5. — *Art.* 146, *pag.* 6. — *Art.* 1356, *n.* 10. 11. 12.

Des choses qui vicient le consentement.

1109. — Causæ justæ restitutionis sunt metus, dolus, justus error. 4. 1. 26. — *V. C. c., art.* 146, *pag.* 5.

§ Ier.

De l'erreur de fait.

1110. — I. Quid juris in stipulationibus, si erratum in nomine rei vel totâ materiâ, parteve ejus. 45. 1. 6.

II. Error facit emptionem nullam, si in toto corpore vel in totâ substantiâ erratum sit. 18. 1. 5.

III. Idem est si in qualitate quam res habet à jure, vel in totâ materiâ erratum sit. 18. 1. 5.

IV. Quid si in pretio erratum sit, nec appareat summa concurrens in quam emptor venditorque consentiat. 18. 1. 5.

V. Qualis error non faciat venditionem nullam, sed tantum pretium diminuit. 18. 1. 6.

VI. An tunc emptori præstandum sit id quod interest. 18. 1. 6.

VII. Error in quantite nunquam facit emptionem nullam. 18. 1. 7.

VIII. An ob errorem talem pretium augendum vel minuendum sit. 18. 1. 7.

IX. Quando fundus *ad quantitatem*, quando *ad corpus* censeatur venditus. 18. 1. 7.

X. Error facti probabilis non nocet in delictis ac contractibus, ac prodest ad usucapionem. 22. 6. 6.

XI. Quæ sit ignorantia facti supina et affectata; an, et quando facti proprii ignorantia possit probabilis esse; quæ sit regula generalis circa facti ignorantiam. 22. 6. 7.

V. C. civ., art. 1617, *Pr. gén., n.* 2. — *Tit. VI, de la Vente, sect. I, Pr. gén., n.* 5 *et seqq., ad art.* 1582. — *Art.* 1313, *n.* 5. — *Art.* 146, *n.* 6.

§ II.

De l'erreur de droit.

I. Error juris naturæ aut gentium neminem excusat. 22. 6. 1.

II. An excuset ignorantia juris civilis communis aut statutarii. 22. 6. 2.

III. Qui et quando impunè possint jus civile ignorare; ubi de minoribus, militibus, fœminis, rusticitate laborantibus. 22. 6. 3.

IV. Error juris civilis omnes excusat a dolo, et a doli pœnis. 22. 6. 4.

V. Quomodo juris error acquirere volentibus non prosit; an noceat in damnis amittendæ et in damnis amissæ rei. 22. 6. 5.

De la violence, de la crainte et de leurs effets.

1111. — I. Quid sit vis, qualis vis metui insit. 4. 2. 1.

II. Quid intersit inter vim præsentem et conditionalem seu imminentem. 4. 2. 1.

III. Qualis dolus metui insit. 4. 2. 2.

IV. Qui metu coactus facit, consentit; et quando liceat ex duobus malis minimum eligere. 4. 2. 1.

V. Quid sit actio quod metûs causâ. 4. 2. 3.

VI. Etiam obtinetur quamvis metum per tertium illatum sit. 4. 2. 5.

VII. An detur actio quod metûs causâ, si metus quidem illatus, sed nullum damnum datum, exemplis solutio illustrata. 4. 2. 17.

VIII. In hoc casu tamen non impunè metus fit. 4. 2. 17.

IX. Quid juris, si plures metum fecerint, et unus rem aut pœnam solverit. 4. 2. 9.

X. Si res metu extorta perierit, cui pereat jure romano, ex moribus. 4. 2. 6.

XI. Is contra quam agitur, indemnis servari debet; pretium recuperat, licet ipse metu cogerit ad vendendum. 4. 2. 9.

XII. Casus tamen est exceptus. 4. 2. 9.

XIII. Actio quod metûs causâ, quatenus non pœnalis sed rei persecutoria est, perpetuo durat, et quid moribus obtineat. 4. 2. 16.

XIV. Quid sit exceptio metûs. 44. 4. 4.

V. C. c., art. 1117. — *Art.* 1304, *n.* 13.

Caractères de la violence.

1112. — I. Debet metus illatus esse contra bonos mores. 4. 2. 16.

II. Secùs, si justè illatus sit; qualis est quem magistratus jure licito, vel privatus justâ ex causâ. 4. 2. 10.

III. Qualis est quem vel hostis, vel metum passus, aut tertius propter eum, in continenti infert. 4. 2. 16.

IV. Metus debet esse gravis cadens in constantem virum, quod judex existimat in circumstantiis ætatis, sexûs conditionisve personarum. 4. 2. 11.

V. An metus infamiæ sit sufficiens ad restitutionem. 4. 2. 12.

VI. An sufficiens sit metus vexationis, muneris imponendi, honoris denegandi, minarum. 4. 2. 13.

VII. An sola mali suspicio, et de venientibus armatis hominibus. 4. 2. 13.

VIII. Remedium adversus minas est cautio de non offendendo. 4. 2. 13.

IX. Valent sponsalia quæ puella inivit cum adolescente, ut per eum a naufragio aut vi latronum liberetur. 4. 2. 6.

X. Inter vim præsentem et conditionalem seu imminentem interest, quod secundum consensum non excludit. 4. 2. 1.

XI. Metus non præsumitur sed per allegantem probandus est. 4. 2. 14.

XII. Quomodo probetur. 4. 2. 14.

1113. — Metus sufficit sive in liberis suis sive in uxore suâ sit illatus. 4. 2. 11.

Crainte révérentielle.

1114. — I. Metus reverentialis restitutioni locum non facit; ad liberos erga parentes attinet. 4. 2. 11.

II. Idem de metu uxoris erga maritum. 4. 2. 11.

III. Nisi tamen in hâc metu modus excedatur et minis gravioribus terreantur. 4. 2. 11.

Quand et par qui un contrat peut-il être attaqué par violence.

1115. — I. Cui actio quod metûs causâ detur. 4. 2. 3.

II. An et ei, qui dedit in adulterio deprehensus. 4. 2. 5.

III. An hæredibus et fidejussoribus. 4. 2. 6.

IV. Datur contra quosvis possessores; contra hæredes eorum quatenus ad eos pervenit. 4. 2. 4.

V. Quando censeatur quid pervenisse et quando dubeat pervenisse. 4. 2. 4.

VI. Quid de hæredum hæredibus. 4. 2. 4.

VII. Datur etiam contra debitorem principalem, cujus fidejussor metu illato per acceptilationem liberatus est. 4. 2. 6.

VIII. Datur contra fidejussorem simili debitoris facta liberatum. 4. 2. 5.

IX. Non contra eos qui quid acceperunt bonâ fide, ut tuerentur eum qui vim patitur. 4. 2. 6.

X. A quibus exceptio metûs opponi possit 44. 4. 4.

XI. An et patri per filium. 44. 4. 4.

XII. Quibus personis exceptio metûs possit opponi. 44. 4. 4.

XIII. Tendit ad quadruplum ex contumaciâ, licet conveniatur, qui nihil ex metu consecutus, sed tantum ab actione liberatus est, vel qui bonâ fide et justo titulo possidet. 4. 2. 7.

XIV. Quid quadruplicetur. 4. 2. 7.

XV. Datur vel ante, vel post solutionem rei stipulatæ per metum. 4. 2. 7.

XVI. Non rescinditur metu gestum, si metum passus gesta post modum rata habeat. 4. 2. 16.

XVII. Quibus modis tacitè fiat hæc ratihabitio, an si statim non fuerit protestatus. 4. 2. 16.

XVIII. De ratihabitione expressâ. 4. 2. 16.

XIX. An renunciatio hujus restitutionis in continenti facta, aut jusjurandum, impediat restitutionem. 4. 2. 16.

V. C. c., art. 892. 1117. 1338.

Du dol en général; de l'action qui en résulte.

1116. — I. Quid sit dolus. 4. 3. 1.

II. Dolus vel bonus vel malus est, vel ex re, vel ex proposito. 4. 3. 1.

III. Dolus dat causam contractui, vel incidit in contractum. 4. 3. 3.

IV. Si dolus causam dederit contractui nullus est, nec transit dominium. 4. 6. 3.

V. Agi tamen potest ad id quod interest, satisfit objectionibus. 4. 3. 3.

VI. Qui dolum passus, non ab eo tantum qui dolum fecit, sed et a quovis bonæ vel malæ fidei possessorem dominium vindicare possit. 4. 6. 3.

VII. Si dolus inciderit in contractum bonæ fidei, non datur doli actio, sed ex ipso contractu. 4. 6. 4.

VIII. Quid juris, si tertii dolus intervenerit in negotio bonæ fidei. 4. 3. 5.

IX. Quid si dolus causam dederit negotio stricti juris, vel in illud inciderit. 4. 6. 6.

X. Dolus non præsumitur sed probandus; quibus modis probetur. 4. 3. 2.

XI. Ratum manet negotium omne dolo gestum, si ita velit is qui dolum passus est. 4. 3. 7.

XII. Quid sit doli actio. 4. 3. 8.

XIII. Quibus detur. 4. 3. 8.

XIV. Non ei qui ipse in dolo fuit; nec ei qui adversarii dolum scivit. 4. 3. 8.

XV. Contra quos detur. 4. 3. 9.

XVI. De dolo procuratorum, tutorum, decurionum. 4. 3. 9.

XVII. Quid si plures dolum fecerint. 4. 3. 9.

XVIII. An detur actio contra tutorem. 4. 3. 9.

XIX. Non contra tertios possessores. 4. 3. 10.

XX. An contra parentes, patronus et hæredes eorum, an contra honoratos. 4. 3. 10.

XXI. Quomodo verbis actio temperanda sit, ut bonæ fidei mentio fiat. 4. 3. 10.

XXII. Ad quid tendat doli actio. 4. 3. 11.

XXIII. Quibus casibus cesset doli actio; an ei locus, si alia actio aliudve remedium supersit; cum quibus actionibus possit concurrere. 4. 3. 13.

XXIV. Non concurrit doli actio cum indebiti condictione, nec cum condictione causâ datâ, etc., nec cum actione præscriptis verbis. 4. 3. 14.

XXV. Nec cum aliis actionibus ad promissum animal competentibus, si illud ante vel post moram occisum sit. 4. 3. 15.

XXVI. Nec cum actione tutelæ, aut restitutione ex capite minorennitatis. 4. 3. 16.

XXVII. Nec cum actione ex testamento. 4. 3. 17.

XXVIII. Nec cum actione judicati. 4. 3. 18.

XXIX. Nec cum pristinâ actione, si actor dolo rei inductus, quasi nihil deberetur, consenserit in rei absolutionem. 4. 3. 19.

XXX. Nec cum actione ad exhibendum aut rei vindicatione. 4. 3. 20.

XXXI. Nec cum actione depositi aut legis Aquiliæ. 4. 3. 21.

XXXII. Nec cum actione negotiorum gestorum. 4. 3. 22.

XXXIII. Nec cum condictione ob causam datorum ex contractu *do ut des*, vel *do ut facias*. 4. 3. 23.

XXXIV. In multis conveniunt actio doli et exceptio, in quibus differant. 44. 4. 1.

XXXV. Quid sit generalis exceptio doli, et cum quibus concurrat exceptionibus. 44. 4. 1.

XXXVI. Quid sit specialis exceptio doli. 44. 4. 2.

XXXVII. Quibus competat ac prosit. 44. 4. 2.

XXXVIII. Quibus opponatur. 44. 4. 2.

XXXIX. An et quando de dolo per procuratorem commisso rectè excipiatur. 44. 4. 2.

XL. An successori particulari possit opponi exceptio de dolo auctoris. 44. 4. 2.

XLI. An et quando patri vel domino de dolo filiifamilias aut servi. 44. 4. 2.

XLII. An patrono vel hæredi patroni per libertum de dolo patroni vel hæredis. 44. 4. 2.

XLIII. An exceptioni doli possit opponi replicatio doli. 44. 4. 2.

XLIV. An opposita doli exceptio actionem stricti juris faciat bonæ fidei. 44. 3. 4.

V. C. c., art. 1304, *n.* 12.

Les nullités ont-elles lieu de plein droit dans les contrats.

1117. — I. Metu gesta non sunt ipso jure nulla. 4. 2. 2.

II. Quibus in casibus ipso jure nullum sit quod metu gestum, et quæ sit ratio exceptionum. 4. 2. 15.

III. An opus sit restitutione in contractibus per dolum initis; an ipso jure nulli sint. 4. 3. 2. — 4. 2. 2.

IV. De exceptione circa negotia stricti juris quæ ipso jure nulla non sunt. 4. 3. 6.

Vide art. 1112, *n.* 11 *et* 12, *pag.* 80. — *Art.* 1116, *n.* 10. — *Sect. VII, de l'Action en nullité, ou rescision des conventions, Pr. gén., n.* 1.

De la lésion.

1118. — *V. art.* 1304, *Pr. gén.* — *De la Vente, ad art.* 1582.

En général on ne s'engage que pour soi-même.

1119. — I. Nemo paciscendo alteri nocere potest. 2. 14. 22.

II. Ne debitor quidem principalis suo fidejussori. 21. 4. 22.

III. An quis alteri stipulari possit. 45. 1. 3. — 2. 14. 11.

IV. Quid moribus. 42. 1. 3. — 2. 14. 11.

V. Concordat. — *Contrat de mariage, chap. I, Pr. gén., n.* 4 *et seqq.*

Exception au principe de l'article précédent.

1120. — I. Quisque potest promittere factum alienum, quod si ille non fecerit promissor pœnam præstet. 4. 8. 4.

II. An possit compromitti ut pœna compromissi fisco cedat. 4. 8. 12.

III. An et quando obligetur jure civili ac moribus, qui promisit alium daturum vel facturum. 45. 1. 5.

IV. An talis promissor alieni facti liberetur, si moriatur is quem facturum promisit. 42. 1. 5.

V. An talis gaudeat beneficio ordinis, si is quem daturum aut facturum promisit jam ante debitor fuerit. 45. 4. 5.

V. du Cautionnement.

1121. — I. Hodie quisque alteri planè extraneo pacisci possit. 2. 14. 11.

II. Quisque alteri stipulari potest, si pœnam adjecerit vel stipulantis intersit, sibi dari. 45. 1. 2.

III. Quid juris, si *sibi aut Titio*, vel *sibi et Titio* dari stipulatus sit jure civili ac moribus. 45. 1. 3.

IV. Ubi de usu *adjecti* in mercaturâ et litteris cambii. Remiss. 45. 1. 3.

V. Quid si *sibi decem aut Titio hominem; vel sibi aut Titio diversis temporibus; vel sibi purè aut Titio sub conditione*; vel vice versâ. 45. 1. 3.

VI. An pactum fidejussoris prosit reo principali aut confidejussoribus. 2. 14. 12.

VII. An alteri qui pacisci possit, tum romano tum hodierno jure. 2. 14. 12.

V. C. c., du Payement des dettes, Pr. gén.

On stipule pour soi et pour ses héritiers et ayants cause.

1122. — I. Pacta sunt realia et personalia; realia sunt quæ prosunt hæredibus et fidejussoribus. 2. 14. *n.* 11 et 13.

II. Personalia quæ soli paciscenti prosunt, non hæredibus. 2. 14. n. 13 et 14.

III. An quis nominatim uni hæredi pacisci possit pacto liberatorio aut obligatorio. 2. 14. 11.

IV. An possit unum ultra partem hæreditariam gravare. 2. 14. 11.

V. Per pactionem nemo id agere potest ut unus ex pluribus hæredibus in solidum dare teneatur. 2. 14. 11.

VI. Utrum in rem an in personam pactum factum sit ex mente ac ex verbis convenientium æstimandum est. 2. 14. 11.

VII. In dubio reale magis quam personale pactum præsumendum. 2. 14. 14.

VIII. An pactum personale prosit fidejussori. 2. 14. 14.

IX. An mandatori quidem, at non fidejussori, contra debitorem principalem actionem a creditore debere cedi. 2. 14. 14.

X. An defunctus contractu suo, unum ex pluribus futuris hæredibus in solidum obligare, et an is invitus in solidum a creditore conveniri possit. 12. 2. 27. — 12. 1. 17.

V. du Payement des dettes, sect. III. — *De l'Administration du tuteur, sect. VIII, Pr. gén., n.* 22.

SECTION II. — DE LA CAPACITÉ DES PARTIES CONTRACTANTES.

V. infrà, Pr. gén., de l'Objet et de la matière des contrats.

Quelles personnes peuvent contracter.

1123. — I. Qui possint stipulari seu rogare. 45. 1. 5.

II. Qui possint ex stipulatu obligari. 44. 1. 4.

III. An impuberes auctore tutore. 44. 1. 4.

IV. An auctore patre ex jure civili et hodierno. 44. 1. 4.

V. An quis uni ex pluribus hæredibus stipulari, sed unum in solidum obligare promittendo. 44. 1. 4.

VI. Inter conjuges contractus onerosi consistere possunt. 24. 1. 2. — *V. art.* 1092.

VII. An contractus omnes filiofamilias permissi fuerunt. 14. 6. 2.

VIII. Minor rectè contrahit sine tutoris auctoritate si conditionem faciat meliorem. 26. 8. 2.

IX. Quibus ex causis ipse sine tutoris auctoritate possit obligari. 26. 8. 6.

X. Si contraxit pupillus sine tutoris auctoritate, naturaliter tamen obligatur; quæ naturalis obligatio etiam effectum sortitur respectu aliorum pro pupillo obligandorum, non vero intuitu ipsius pupilli. 26. 8. 4.

XI. An maneat obligatus erga pupillum qui, sciens, contractum celebravit cum falso tutore. 27. 6. 1.

Vide C. civ., liv. I, tit. V, du Mariage, art. 617, *pag.* 9. — *Art.* 1594, *Pr. gén., n.* 1 *et seqq.* — *Art.* 1124 *et* 1125.

Des incapables de contracter.

1124. — I. Quomodo filiifamilias ex suis contractibus obligentur, et dissolutâ potestate patriâ obligati maneant, cujus contrarium in servis est. 14. 5. 1.

II. Quando in solidum conveniri possint sui juris facti, quando gaudeant competentiæ beneficio. Quid designetur per id *si ex minimâ parte patri hæredes sint.* 14. 5. 1.

III. Quomodo debeat filiusfamilias contraxisse vel quasi, ut sui juris factus conveniri possit. 14. 5. 2.

IV. An, in casibus quibus filius habet competentiæ beneficium, deducat prius quod debet his quibuscum contraxit jam sui juris effectus. 14. 5. 3.

V. Cessat variis in casibus hoc competentiæ beneficium. 14. 5. 4.

VI. An et si conveniatur post longum tempus ex quo sui juris factus est. 14. 5. 4.

VII. Quid moribus obtineat circa filiofamilias gesta. 14. 5. 4.

V. C. c., art. 1123 *et* 1125. — *Du Prêt à intérêt, Pr. gén.,* § *II.*

1125. — Quo sensu contractus utrimque obligatorius, cum pupillo sine tutore contractus, dicatur claudicare. 26. 8. 3.

V. C. c., art. 225, 1163 *et* 1161.

SECTION III. — De l'objet et de la matière des contrats.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Pacta res non afficiunt, sed personam obstringunt ad fidem servandam. 6. 14. 26.

II. Non valent pacta, quibus dominus sibi de re suâ arbitrium adimit, ne quid in re suâ faciat, si alterius non intersit. 2. 14. 20.

III. Non valent pacta inter clientem et patronum de quotâ litis. 2. 11. 16.

IV. Nec, ut demum obtentâ victoriâ advocatus salarium petat. 6. 14. 16.

V. An pacta subsistant inter medicum, chirurgicum aut pharmacopolam et ægrotum. 6. 14. 16.

VI. An conferri possit in arbitrium debitoris, utrum debere velit, nec ne; vel in arbitrium creditoris. 44. 7. 1.

VII. Explicatur an et quousque in locatione operarum arbitrio debitoris committi possit, an debeat; vel arbitrio creditoris an sibi velit deberi. 19. 6. 35.

VIII. An valeat stipulatio *si volueris dare spondes.* 46. 1. 20.

IX. An valeat ista: *cum volueris dare spondes.* 45. 1. 20.

X. In stipulatum deducuntur tum res tum facta. 45. 1. 6.

XI. Qualia facta in stipulationem deduci possunt. 45. 1. 5.

XII. An et quousque quis rem propriam stipulari possit. 45. 1. 6.

XIII. Unde latius pati possit quas res stipulari liceat. 45. 1. 6.

XIV. An semel, an magis annua centum sint debita, si quis stipulatus sit centum, donec matrimonium iniverit. 45. 1. 6.

De l'objet des contrats.

1126. — I. In stipulationem deducuntur tum res tum facta. 15. 1. 5.

II. Stipulationes quæ sunt factorum quædam in dando, quædam in faciendo consistunt. 45. 1. 6.

1127. 1128. 1129. — I. Qualia facta in stipulationem deduci possunt. 45. 1. 6.

II. Res stipulata debet esse in commercio posita. 45. 1. 6.

III. Quid si quis stipulatus sit rem quæ est extra commercium. 45. 1. 6.

IV. Quid si addita sit stipulationi conditio; si res in commercio esse cœperit. 45. 1. 6.

V. de la Vente, chap. III, Pr. gén. — *Suprà, Pr. gén.*

Du pacte sur une succession future.

1130. — I. Non valent pacta de futurâ successione tertii certi viventis. 6. 14. 16.

II. Nec ut paciscentium unus alteri succedat, vel sibi mutuo ultimus superstes. 6. 14. 16.

III. Quid si tertius consenserit in pactionem de suâ successione, nec postea mutet. 6. 14. 16.

IV. Quid si alteri quis promiserit se eum instituturum, et legaturum, nec postea faciat. 6. 14. 16.

V. Quid si titulo donationis, executione in mortem dilatâ. 2. 14. 16.

VI. De pactis illustrium familiarum successoriis. Remiss. 6. 14. 16.

VII. Valent tamen de successione tertii incerti, vel certi quidem, sed jam defuncti, si dubius sit fideicommissi suspensi eventus. 6. 14. 17.

SECTION IV. — De la cause.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Valet promissio, quâ quis se obligat ad id, *ne aleâ ludat,* et pœnam pollicetur si luserit. 11. 5. 6.

II. An valeat cùm mulier ab eo in cujus matrimonium conveniebat stipulata esset decem si concubinæ tempore matrimonii consuetudinem repetiisset. 11. 5. 6.

III. An sit obligatio si, ne maleficium fiat, aliquid promissum fuit. 11. 5. 2.

V. suprà, Pr. gén., sect. IV, n. 5.

De la cause illicite.

1131. — I. Non valent pacta turpia, stolida, impossibilia, ad delinquendum invitantia. 6. 14. 16.

II. Quid juris, si quid non datum, sed tantum promissum sit, ob turpem vel injustam causam. 12. 6. 5.

III. Quid juris, si quis alteri stipulanti promiserit ex causâ quam subesse falso putabat; an inutilis stipulatio sit. 45. 1. 2.

De conditione sine causâ. — *V. C. c., de la Condition résolutoire, art.* 1163, *Pr. gén., n.* 1 *et seqq.* — *Art.* 1172. — 900. — 1235, *sect. II.*

1132. — An instrumentum invalidum, si non contineat causam debiti. 22. 4. 17. — *V. C. c., art.* 1356, *n.* 6.

1133. — I. Quid sit injusta aut turpis causa. 16. 5. n. 1 et 4.

II. Non valent pacta inter clientem et patronum de quotâ litis. 6. 14. 18.

III. Nec, ut demum obtentâ victoriâ advocatus salarium petat. 6. 14. 16.

IV. An pacta subsistant inter medicum et chirurgicum an pharmacopolam et ægrotum. 6. 14. 19.

V. Quid juris in eo quod meretrici pro stupro promissum. 16. 5. 6.

VI. Quid si fingatur præcedens mutui numeratio, cum verè esset promissio ex turpi causâ. 16. 6. 6.

VII. An valeat pactum inter duos, ut, uter prior matrimonium contraxerit, alteri pecuniam aut pœnam præstet. 6. 14. 61.

V. C. c., art. 6, *sect. I, pag.* 5. — *Art.* 966. — 1172. — 1235. — 1376. — 1387, *n.* 11.

CHAPITRE III. — *De l'effet des obligations*

SECTION PREMIÈRE — Dispositions générales.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Pactum nudum, etsi geminatum, non parit actionem. 6. 14. 6.

II. Pactum nudum liberatorium non ipso jure, sed ope exceptionis tollit civilem obligationem, exceptis quibusdam casibus. 6. 14. 3.

III. Quid juris, si quis pacto promiserit se liberaturum suum debitorem, nec tamen liberet. 6. 14. 3.

IV. Qui sint affectus pacti nudi obligatorii. 6. 14. 4.

V. Pactum in continenti adjectum bonæ fidei contractui parit actionem; et qualem. 2. 14. 6.

VI. Ex pacto contractui stricti juris adjecto actio non datur. Secus *l.* 67. § 6, *ff. de pactis; l.* 40 *ff. de reb. cred.* 2. 11. 7.

VII. Hodie ex nudo pacto actio datur. 2. 14. 9.

VIII. An pacta hostibus, rebellibus, latronibus, hæreticis, servanda esse. 2. 14. 13.

IX. Quales actiones dentur ex stipulatione, et ad quid. 45. 1. 22.

X. Cui competant; an patri, si filiusfamilias sub conditione stipulatus sit, et pendente conditione sui juris factus. 45. 1. 22.

Vide C. c., art. 1101, *Pr. gén., sect V, pag.* 79. — *Suprà, sect. I, des Pollicitations, n.* 4; *et sect. III,* n. 1 *et seqq.*

1134. — *V. suprà, Pr. gén., n.* 1 *et seqq.* — *Art.* 1134, *n.* 4 *et* 5.

SECTION II. — DE L'OBLIGATION DE DONNER.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Cui competat electio in rebus in genere vel alternativè promissis. 45. 1. 22.

II. Si creditor sibi stipulatus sit electionem, an eam transmittat ad hæredem, vel ei, cui suum jus cessit aut legavit. 45. 1. 22.

III. An qui elegit, mutare possit. 45. 1. 23.

IV. De interitu rei promissæ. 45. 1. 24.

V. An promissor circa eam præstet *culpam omissionis*. 45. 1. 24.

V. C. c., de la Propriété, — Revendication, Pr. gén., sect. III, n. 12. 13. 14.

1136.

De la conservation de la chose.

1137. — I. Venditor in re asservandâ regulariter præstet culpam levem quandoque levissimam. 18. 6. 3.

II. Quando casum fortuitum. 18. 6. 2.

III. Quando tantum dolum et latam culpam. 18. 6. 2.

V. art. 1138.

1138. — I. Quid sit *periculum* rei venditæ. 18. 6. 1.

II. Pertinet illud ad emptorem, licet res necdum tradita sit. Respondetur objectionibus. 18. 6. 1.

III. Quid juris, si prius emptor in morâ recipiendi, dein venditor in morâ tradendi fuerit, et vice versâ. 18. 6. 2.

IV. Moribus nostris adhuc servatur decisio juris romani circa periculum rerum, etiam immobilium, quamvis requiratur in hisce solemnis traditio coram lege loci. 18. 6. 6.

V. Si apud nos ædes sint venditæ mediâ forte hieme, addito pactu, ut demum solemniter tradantur initio Maii, periculum usque ad tempus expressum pertinet ad venditorem; licet fortè traditio solemnis maturius sit interposita. 18. 6. 6.

VI. Ad quem spectet periculum, si res subhastatæ perierint pendente subhastatione. 18. 6. 7.

Vide C. c., art. 1137. 1302. 1303. 158 *et seqq.* — *De la Vente.*

De la mise en demeure.

1139. — I. Quid *mora*. 22. 1. 24.

II. Quomodo eam committat creditor. 22. 1. 24.

III. Quis definire debeat an mora facta sit. 22. 1. 24.

IV. Quotuplex sit mora. 22. 1. 25.

V. Quid sit *mora ex personâ*. 22. 1. 25.

VI. An per unam interpellationem inducatur. 22. 1. 25.

VII. Quid si non ipsi debitori, sed procuratori aut alteri simili denunciatio facta sit. 22. 1. 25.

VIII. Quid sit *mora ex re*. 22. 1. 26.

IX. Diei certi lapsus interpellat pro homine, non item existentia diei incerti aut conditionis. 22. 1. 26.

X. Recensentur casus in quibus lex inducit moram *ex re*. 22. 1. 27.

XI. Quis sit effectus moræ tam debitoris tam creditoris. 22. 1. 28.

XII. An mora unius noceat alteri; an correo debendi. 22. 1. 28.

XIII. An fidejussori. 22. 1. 28.

XIV. Quibus ex causis quis excusetur a morâ. 22. 1. 29.

XV. An difficultas præstationis rei quæ debita, excuset a morâ. 22. 1. 29.

XVI. Quibus modis purgetur mora. Ubi de novatione, remissione, morâ posteriore, et de casu quo creditor die obligationi apposito non venit ad locum in quo solutio facienda. 22. 1. 30.

XVII. Quando moræ purgatio fieri nequeat. Ubi de morâ in lege commissoriâ, in canonis præstatione, in implendo eo quod sub pœnâ conventionali agendum erat; item de locatore post moram offerente usum rei locatæ. 22. 1. 31.

V. art. 1583.

1040. — 1041.

SECTION III. — DE L'OBLIGATION DE FAIRE OU DE NE PAS FAIRE.

Principes généraux. Questions diverses.

An ex stipulatu ad factum obligatus, liberari possit præstando id quod interest. 45. 1. 8. — *V. de l'Objet et de la matière des contrats; et infrà, des Dommages et intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation.*

1142. — 1145.

SECTION IV. — DES DOMMAGES ET INTÉRÊTS RÉSULTANT DE L'INEXÉCUTION DE L'OBLIGATION.

§ Ier.

Principes généraux. Questions diverses.

I. De variâ significatione prejudicii. 44. 1. 12.

II. Quid sit id quod interest latiore et strictiore sensu. 45. 1. 9.

III. Qualia lucra sub eo continentur, qualia non. 45. 1. 9.

IV. An et affectionis singularis habenda ratio sit in definiendo eo quod interest. 45. 1. 9.

V. De distinctione in æstimando eo quod interest inter casus *certos et incertos*, et restitutione ejus quod interest ad duplum in *casibus certis*. An hæc moribus adhuc obtineant. 45. 1. 10.

VI. Quid per *casus*, quid per *casus certos*, quid per *incertos* denotetur in *l. unic. C. de sent. quæ pro eo quod interest*. 45. 1. 10.

VII. An quis petere possit id quod interest, in præstando eo quod interfuit, cessatum esse, et sic deinceps. 45. 1. 11.

VIII. An quis jure petat usuras sortis et amplius id quod interest. 45. 1. 11.

IX. Quomodo nunc judices in definiendo eo quod interest procedant. 45. 1. 11.

X. Quoties æstimatio rei cujusvis, corporalis, mobilis vel immobilis, aut incorporalis, ex contractu vel delicto debitæ erat præstanda; locus erat actioni triticariæ. 13. 3. 1.

XI. Unde dicta sit *condictio triticaria*; quid sit. 13. 3. 1.

XII. Ei locum non esse, nisi principalis actio in personam sit, et per eam non pecunia numerata sed res aliæ, æstimationem recipientes, fuissent petendæ. 13. 3. 1.

XIII. Hæc actio non planè nova est, sed adjectitia qualitas actionis alterius. 13. 3. 2.

XIV. Cujus temporis æstimatio in ea spectetur. 13. 3. 3.

XV. Explicatur generaliter cujus temporis æstimatio in judiciis bonæ fidei et stricti juris spectanda sit, ut in eam judex condemnet; sive principaliter æstimatio alicujus rei in obligationem deducta sit, sive res alia cujus æstimatio ob interitum præstanda est. 13. 3. 3.

XVI. Cujus loci æstimatio consideranda ac præstanda sit. 13. 3. 4.

XVII. Quid si emptor sit in morâ accipiendi. 13. 3. 4.

XVIII. Quid sit *causa;* est vel interna vel externa. 22. 1. 22.

XIX. Quid sit *accessio;* ad accessionem referuntur id quod interest et pœna conventionalis. 22. 1. 22.

V. chap. II, des Délits et des quasi-délits, Pr. gén., n. 5 *et seqq.*

§ II.

De l'intérêt de l'argent.

I. Quid sint usuræ, quid distent a fructibus, eo quod interest, et pœnâ conventionali. 22. 1. 1.

II. Usuræ non ex corporibus sed quantitatibus debentur. 22. 1. 1.

III. De divisione usurarum in centesimas et centesimis minores. Quæ fuerit olim usura *unciaria*. 22. 1. 2.

IV. Quomodo fœneratores olim exactionem iniquam usurarum fecerint. 22. 1. 2.

V. Quæ jure Justinianeo sint usuræ gravissimæ pro personarum diversâ conditione. 22. 1. 2.

VI. Quibus in casibus centesimæ debitæ;

an et si tutores, negotiorum gestores, pecunias in suos usus converterint. 22. 1. 2.

VII. Quæ nostris moribus sint gravissimæ, quibus in casibus centesimæ adhuc hodie licitæ sint; ubi de usuris trapeziticis, et vitalitiis, et iis quæ mercatoribus debentur. 22. 1. 3.

VIII. De secundâ divisione usurarum in compensatorias, punitorias et lucratorias. 22. 1. 4.

IX. Adstruitur, usuras modicas neque naturali rationi, neque æquitati repugnare. 22. 1. 4.

X. Si usuræ supra modum conventione comprehensæ sint, debentur usque ad modum legitimum, nec pœna in motuo ultra debetur 22. 1. 5.

XI. Idem est, si per testatorem hæredi sint testamento impositæ. 22. 1. 6.

XII. Quæ pœnæ sint improborum fœneratorum. 22. 1. 6.

XIII. Cujus loci leges spectandæ sint circa quæstionem, an usuræ legitimum excedant modum. 22. 1. 6.

XIV. Quid si debitum sit munitum hypothecâ immobilium alibi sitorum. 22. 1. 6.

XV. An et quando usuræ ex pacto peti possint sine stipulatione; et quid moribus. 22. 1. 7.

XVI. An et quales usuræ debeantur, si quis usuras promiserit sine certæ quantitatis designatione. 22. 1. 8.

XVII. Si quis mutuum sub usuris acceperit in annum, maturius reddere nequit, nisi additis anni totius usuris: quid juris, si ultra annum retineat. 22. 1. 9.

XVIII. In bonæ fidei judiciis usuræ debentur ex morâ; non item in stricti juris judiciis, exceptis paucis casibus, ac nequidem post litem contestatam 22. 1. 10.

XIX. Moribus usuræ regulariter in nullis judiciis debentur ex morâ extrajudiciali; at in omnibus ex morâ judiciali. 22. 1. 11.

XX. Quid juris nunc sit circa usuras rei judicatæ. 22. 1. 11.

XXI. In quantas usuras ex morâ apud nos condemnatio facienda sit. 22. 1. 11.

XXII. Quid si varient locorum mores circa usuras, cum debitor et creditor in locis diversis domicilium fixerant. 22. 1. 11.

XXIII. Recensentur casus, quibus usuræ hodie etiam ex morâ extrajudiciali debentur. 22. 1. 12

XXIV. An ex solâ usurarum præstatione per annos plures continuatâ introducatur obligatio ad usuras in futurum. 22. 1. 13.

XXV. An usurarum minorum solutio pluribus annis continuata liberet in posterum a gravioribus conventione expressis; et quid juris, si nullæ usuræ ad tempus solutæ sint. 22. 1. 14.

XXVI. Quibus ex causis cesset obligatio ad usuras; an remittendæ ob incursum hostium; et quid si debitum usurarium hypothecâ immobilium munitum sit. 22. 1. 15.

XXVII. An cesset, quando debitum principale per solutionem sine additamento usurarum, aut per præscriptionem, extinctum sit. 22. 1. 16.

XXVIII. An cesset quando judex ad sortem quidem sed non ad usuras condemnaverit. 22. 1. 16.

XXIX. An sistatur aut impediatur usurarum cursus solâ debiti oblatione, an vero consignatione ac depositione opus sit. 22. 1. 17.

XXX. An cesset ex moribus obligatio usurarum, si pecunia debita per tertium sub debitore arrestata sit. 22. 1. 18.

XXXI. An, si emptor pretium retineat sub obtentu imminentis evictionis. 22. 1. 18.

XXXII. An usuræ possint sortem excedere; et quid moribus. 22. 1. 19.

Quand sont dus les dommages-intérêts.

1146. — 1147. — Ex quo tempore debeantur fructus ob moram in stricti juris et bonæ fidei judiciis. 22. 1. 21. — *V. suprà, Pr. gén. n. 14 et seqq.*

1148.

En quoi consistent les dommages-intérêts.

1149. 1150. 1151. — *V. suprà, Pr. gén., sect. I, n. 1 et seqq. — Chap. II, des Délits et des quasi-délits, Pr. gén., n. 5 et seqq.*

1152. — *V. suprà, Pr. gén., sect. I, n. 19.*

Dommages-intérêts résultant d'une somme d'argent.

1153. — An quis jure petat usuras sortis et amplius quod interest. 45. 1. 11. — *Vide suprà, Pr. gén., sect. II, n. 1 et seqq.*

1154. — I. Prohibitæ usuræ usurarum ut anatocismus. 22. 1. 20.

II. Recensentur casus excepti, ubi de creditoribus posterioribus, anteriori hypothecario debitum cum usuris offerentibus. 22. 1. 20.

III. Emptoribus actionis principalis et usurarum jam debitarum; tutoribus usuras pupillares ab aliis vel a semetipsis debitas in suos usus convertentibus. 22. 1. 20.

IV. Item de procuratoribus id circa usuras a debitoribus domini exactas agentibus; de negotiorum gestoribus, fidejussoribus, etc., usuras pro domino de suo solventibus. 22. 1. 20.

V. An ex annuis reditibus jam debitis novus reditus constitui possit. 22. 1. 20.

1155.

SECTION V. — DE L'INTERPRÉTATION DES CONVENTIONS.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Præsumendum unumquemque contrahentem voluisse accomodare statutis sui domicilii 34. 5. 4.

II. Illic contraxisse unusquisque intelligitur quo ut solutio fiat se obligavit. 12. 1. 25. — 13. 3. 4.

III. An semel, an magis annua centum sint debita, si quis stipulatus sit centum, donec matrimonium inierit. 45. 1. 6.

IV. Quid juris, si quis *sibi decem et Titio decem* stipulatus sit; aut rem fungibilem sine expressione quantitatis; vel insulam ædificari sine loci adjectione. 45. 1. 23.

Vide C. c., art. 4; et suprà, Pr. gén., sect. VI, des Stipulations prétoriennes, n. 11, p. 76.

1156. — *Vide Contrat de mariage, chap. I, Pr. gén., n. 15.*

1157. — *V. C. c., art. 4, n. 10 et 11.*

1158.

1159. — *V. C. c., art. 4, n. 13-14. — Contrat de mariage, chap. I, Pr. gén., n. 14.*

1160. 1161.

1162. — Contra stipulatorem ambigua stipulationis interpretatio facienda est. 45. 1. 23.

1163 1164. — *V. Contrat de mariage, chap. I, Pr. gén., n. 13.*

SECTION VI. — DE L'EFFET DES CONVENTIONS À L'ÉGARD DES TIERS.

1165. — *V. C. c., art.* 1120. 1121. 1122.

1166. — *V. C. c., art.* 1167.

§ 1er.

De l'action révocatoire accordée aux créanciers; quand a-t-elle lieu.

1167. — I. Quibus actionibus revocentur alienata in fraudem creditorum; an et interdicto. 42. 8. 1.

II. Actio Pauliana est in personam non in rem. 42. 8. 2.

III. Ob quam alienationem detur. 42. 8. 3

IV. Sufficit fraus alienantis. Licet accipiens in bonâ fide sit, si alienatio sit facta ex titulo lucrativo. 42. 8. 3.

V. Interest tamen, an ex lucrativo tenens titulo in bonâ an in malâ fide sit. 42. 8. 5.

VI. An titulus dotis quantum ad actionem Paulianam sit onerosus an lucrativus. 42. 8. 6.

VII. In quibus differat Pauliana a Calvisianâ ac Favianâ actione 42. 8. 6.

VIII. An acceptilatio hic sit titulus onerosus an lucrativus. 42. 8. 7.

IX. Si uni ex duobus reis debendi accepto latum sit, an in utramque actio restituatur. 42. 8. 7.

X. Quid si fidejussori accepto latum sit, at ita principalis quoque liberatus, aut vice versâ reo accepto latum, et sic fidejussor liberatus. 42. 8. 7.

XI. An requiratur fraus accipientis, si in pupillum ac similes alienatio sit facta titulo oneroso, accedente tutoris auctoritate, aut eâ deficiente. 42. 8. 8.

XII. An si in servum aut filiumfamilias, an et quousque teneatur pater vel dominus. 42. 8. 8.

XIII. Quando Paulianæ locus sit, licet nec alienantis, nec ejus in quem fit alienatio, fraus adsit; ubi de legato et mortis causâ donatione. 42. 8. 2.

XIV. Quid sit actio rescissoria alienationis, et quæ ad eam requirantur. 42. 2. 12.

XV. An sit in rem, et detur contra quosvis possessores; in quibus differat a Paulianâ. 48. 8. 12.

XVI. Hodie ipso jure nulla est alienatio facta ab illis qui foro cesserunt. 42. 2. 12.

XVII. Utraque actio intra annum movenda. 42. 2. 13.

XVIII. Ex quo tempore annus computetur. 42. 8. 13.

XIX. Quando et quousque post annum detur. 42. 8. 13.

XX. Utrobique fraus intervenire debet ex parte alienantis. 42. 8. 14.

XXI. Quæ concurrere debeant, ut debitor dici possit alienasse in fraudem creditorum. 42. 8. 14.

XXII. Recensentor plurimi modi, quibus quis alienat in fraudem creditorum, ut revocatio fiat. 42. 2. 15.

XXIII. Ubi et de solvente ante diem, quod ex die debet, nisi medii temporis interusurium deduxerit. 42. 8. 15.

XXIV. Non est alienatio in fraudem creditorum, si debitor obæratus non utatur conditione acquirendi. 48. 2. 16.

XXV. Hujus alienationis multi modi recensentur; inter cæteros repudiatio hæreditatis, vel legitimæ, vel legati, vel juris primogenituræ, vel querelæ inofficiosi testamenti. 42. 8. 16.

XXVI. Quid de præstatione legati vel fideicommissi sine deductione Falcidiæ vel Trebellianicæ. 42. 8. 12.

XXVII. Quid si obæratus hæreditatem sibi delatam alteri vendat; vel legato needum repudiato moriatur, et hæres ejus legatum illud repudiare velit. 42. 8. 16.

XXVIII. Fisci tamen intuitu fraus fit, etiam cum debitor non utitur conditione acquirendi, ut his actionibus locus sit. 42. 8. 16.

XXIX. An et quando solutio per obæratum uni creditori facta, in fraudem reliquorum creditorum facta intelligatur, quando non, et si sciat creditor cui solvitur debitorem solvendo non esse, distinctione explicatur. 42. 8. 17.

XXX. Quid moribus nostris obtineat. 42. 8. 17.

—

§ II.

Par qui et contre qui cette action est-elle exercée.

I. Quibus actio detur. 48. 8. 3.

II. An et curatori bonis data; an creditoribus hypothecariis. 48. 8. 3.

III. An hæredibus creditorum. 42. 8. 3

IV. An hæredibus debitoris; et quid si hæres creditor sit. 42. 2. 3.

V. Datur contra eos in quos facta alienatio, si fuerint fraudis participes. 42. 8. 4.

VI. Qui censeantur fuisse fraudis participes. 42. 2. 4.

VII. Quid si sciant, unum aut creditores quosdam fraudari, an et revocatio prosit illis quos fraudari ignorabant. 42. 8. 4.

VIII. Quid si satisfactum sit ei quem fraudari sciebant. 42. 2. 4.

IX. An detur contra hæredes. 48. 6. 4.

X. An hæc Pauliana etiam detur contra debitorem. 42. 8. 12.

XI. An et contra tertios rerum alienatarum possessores. 48. 8. 18.

—

§ III.

De l'objet de cette action: quels sont les effets qu'elle produit.

I. Ad quid tendat hæc actio. 48. 2. 11.

II. Ad quid, si acceptilatio facta sit. 42. 2. 11.

III. An et usuræ debiti remissi seu extincti et fructus rerum alienatarum hâc actione revocentur, distinctionibus explicatur. 48. 2. 11.

IV. An compensationem objicere possit curatori bonorum, qui obæratum sibi vicissim habebat obligatum; vel retentione rerum obærati sibi consulere, ut sibi debitum consequatur, qui retentionis jure ex lege vel more munitus est. 42. 2. 18.

V. An de solutione dicta etiam locum habeant, si aliud pro alio creditori in solutum sit datum per obæratum. 48. 8. 18.

VI. An et si pignus sit pro debito constitutum. 42. 2. 18.

VII. Quid si constitutum post bona possessa, sed mandatum ut constitueretur ante bona possessa. 48. 1. 18.

VIII. Quid moribus circa dationem in solutum, et pignoris constitutionem. 42. 1. 12.

IX. Consentus actione Paulianâ vel rescissoriâ, et alienata restituere jussus, an et quando pretium quod erogavit, recuperare possit ab actore. 42. 2. 12.

X. Quomodo nunc coerceantur, qui debitores foro cedentes juvant in bonis occultandis, vel se creditores simulaverint, cùm non essent, vel bona in se transferri curaverint. 48. 2. 20.

XI. Rebus in fraudem creditorum alienatis restitutis in restitutionem non veniunt fructus percepti, sed solum pendentes. 32. 5. 25.

—

CHAPITRE IV. — *Des diverses espèces d'obligations.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Conventiones iniri possunt vel purè sel in diem vel sub conditione. 44. 7. 4.

II. Quid sit stipulatio pura et quando ex eâ agi possit. 45. 1. 19.

III. Quando in contractibus puris dies obligationis cedat et veniat. 36. 2. 1.

V. suprà, des Contrats et des obligations, Pr. gén., sect. I et seqq.

═

SECTION PREMIÈRE. — DES OBLIGATIONS CONDITIONNELLES.

—

§ Ier.

De la condition en général, et de ses diverses espèces.

I. Conditio vel actibus inter vivos vel ultimis voluntatibus adjici potest. 22. 7. 1.

II. Conventiones sub conditione iniri possunt. 44. 7. 4.

III. Quando in contractibus conditionalibus dies obligationis cedat et veniat. 36. 8. 1.

IV. Stipulatio sub conditione iniri potest. 45. 1. 18.

V. Quando cedat et veniat dies stipulationis conditionalis. 45. 1. 19.

VI. Quis juris si stipulator moriatur pendante conditione casuali. 45. 1. 12.

VII. Si moriatur pendente conditione potestativâ, an hæres ejus illam implere possit. 45. 1. 19.

VIII. An hæres tertii, si potestativa per tertium implenda fuerit. 45. 1. 19.

IX. Quid sit conditio; quæ propriæ, quæ impropriæ conditiones sunt. 28. 7. 1.

X. De conditionibus in ultimis voluntatibus. — *V. C. c., art.* 1008. *chap. IV, sect I, II et III.*

V. tit. V, du Mariage, Pr. gén., n. 6 *et seqq., pag.* 6. — *§ I, du Payement en général, Pr. gén., n.* 7, *pag.* 88.

1168. — *V. suprà, Pr. gén.*

Des diverses espèces de conditions.

1169. — I. De conditione casuali. 28. 7. 10.

II. Quid sit conditio promiscua, quid non promiscua. 22. 7. 26.

1170. — De conditione potestativâ. 22. 7. 10. — *V. art.* 1182.

1171. — De conditione mixtâ. 26. 7. 10.

1172. — De stipulationibus sub impossibili conditione affirmativâ vel negativâ conceptis. 45. 1. 21. — *V. tit. V, du Mariage, Pr. gén., n.* 8 *et seqq., pag.* 6. — *Suprà, sect. I, des Pollicitations, n.* 9. — *Art.* 1131 *et* 1133. — *Art.* 900.

1173.

1174. — Non valet stipulatio *si volueris dare spondes.* 45. 1. 20.

II. Valet ista *cum volueris dare spondes;* quæ sit ratio. 45. 1. 20.

Comment doit être accomplie la condition.

1175. — An implenda conditio specificè aut per equivalens. 28. 7. 25. — 16. 2. 14. — *V. C. civ., art.* 1002, *chap. IV, sect II, n.* 18 *et suiv., n.* 32.

1176. 1177.

1178. — *V. C. c., art.* 1002. *chap. IV, sect. II, n.* 5. 6. 7. 8. *pag.* 67.

1179. 1180.

—

§ II.

De la condition suspensive.

1181. 1182. — *V. suprà, Pr. gén.*

—

§ III.

De la condition résolutoire.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit condictio sine causâ. 12. 7. 1.

II. Condictio sine causâ est vel generalis vel specialis; concurrit generalis cum variis aliis condictionibus, etiam cum actione locati conducti. 12. 7. 1.

III. Quid sit specialis condictio sine causâ. 12. 7. 2.

IV. Datur pro repetendo chirographo quod sine causâ apud creditorem est. 12. 7. 2.

V. Datur cùm tertius meam pecuniam sine meâ voluntate suo solvit creditori. 12. 7. 2.

VI. Datur cùm datum est ob causam quæ verè subest, sed est ipso jure nulla, puta ob matrimonium nullum. 12. 7. 2.

Vide art. 484. 1235.

1183. — *V. art.* 1184.

De la condition résolutoire.

I. Condictio causâ datâ, causâ non secutâ, non datur occasione contractûs *facio ut*, vel *ne des aut facias*. 12. 4. 1.

II. Non datur respectu datorum ob causam præteritam, vel ob futuram sed in mente retentam. 12. 4. 1.

III. Non ex vero sed ex quasi contractu descendit. 12. 4. 1.

IV. Quid sit hæc actio. 12. 4. 2.

V. Quibus detur et contra quos. 12. 4. 2.

VI. Ad quid tendat hæc actio. 12. 4. 2.

VII. Sub datione an et acceptilatio contineatur. 12. 4. 3.

VIII. An hâc condictione uti possit qui alium ob causam futuram liberaverat per acceptilationem, distinctione explicatur. 12. 4. 3.

IX. Condictio hæc quando detur, vel non; sed ubi huic needum locus est, intentari tamen potest condictio ex capite pœnitentiæ. 12. 4. 4.

X. Quæ et tunc datur, cum res quæ vicissim danda, vel circa quam quid faciendum, casu periit, re adhuc integrâ; transitque pœnitendi potestas ad dantis hæredes. 12. 4. 4.

XI. Quando res intelligatur integra, quando non. 12. 4. 5.

XII. Moribus cessat licentia pœnitendi; in cæteris superest usus condictionis causâ datâ. 12. 4. 6.

XIII. An repeti possit quod datum ob causam futuram sed impossibilem naturâ vel moribus. 12. 4. 7.

XIV. An repeti possit causâ non secutâ, quod datum est ob causam solius accipientis commodum concernentem, veluti, ut vestem sibi paret. 12. 4. 8.

═

SECTION II. — Des obligations à terme.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Stipulatio in diem fieri potest. 45. 1. 12.

II. Quando cedat, quando veniat dies stipulationis in diem conceptæ. 45. 1. 19.

III. Quid juris si quis promiserit, hoc anno, hoc mense dari, aut *calendis januariis*, sine adjectione *proximarum*. 45. 1. 19.

IV. Quid si quis promiserit post aliquot dies vel aliquot annos. 45. 1. 12.

V. De die qui tacitè inest adjectioni loci. 45. 1. 12.

VI. Quando in contractibus puris aut in diem conceptis dies obligationis cedat et veniat. 36. 2. 1.

VII. Acceptis a debitore in futurum usuris, tanta inducitur conventio de sorte toto tempore non repetendâ. 2. 14. 15.

V. tit. V, du Mariage, Pr. gén., n. 10, *pag.* 6. — *Art.* 1014. — *§ I, du Payement en général, Pr. gén., n.* 7 *et seqq., p.* 89.

1185.

1186. — *V. suprà, Pr. gén., n.* 2.

1187. — An ante diem appositum solvi possit invito creditore. 46. 3. 12.

1188.

═

SECTION III. — Des obligations alternatives.

Principes généraux.

V. C. c., art. 1002, *chap. III, sect. V.*

1189. — An debens duas res alternativè solvere possit illam speciem quæ tempore obligationis contractæ in bonis creditoris erat, sed esse desiit. 46. 3. 9.

A qui appartient le choix.

1190. — I. Electio in rebus alternativè promissis debitoris est nisi debitor electionem sibi stipulatus sit. 45. 1. 22.

II. Si creditor sibi stipulatus sit electionem, an eam transmittat ad hæredem vel eum cui suum jus cessit vel legavit. 45. 1. 22.

III. An is qui elegit mutare possit. 45. 1. 22.

V. Pr. gén., art. 1002, *ch. III, sect. IV, n.* 16.

1191.

Quand l'obligation est-elle pure et simple.

1192. In obligationibus alternativis cùm promissio unius rei est invalida, una tantum res promissa et in obligationem deducta videtur. 46. 3. 9. — *V. C. c., art.* 1137. 1189.

1193. — Quid juris circa periculum si res duæ alternativè sint venditæ. 18. 8. 5.

1194. 1195. 1196. — *Vide C. civ. art.* 1123. 1137.

SECTION IV. — Des obligations solidaires.

Principes généraux. Questions diverses.

—

§ Ier.

De la solidarité entre les créanciers.

I. Non duo credendi rei præsumuntur esse nisi cùm constet eos sic obligari voluisse et specialiter pactum fuerit. 45. 2. 2.

II. Exempla dantur hujus principii in praxi. 45. 2. 2.

III. In dubio præsumendum haud esse quod duo debendi rei constituti sunt. 45. 2. 2.

IV. Quid juris in compensatione quæ per debitorem uni stipulandi reo opponitur. 45. 2. 5.

V. Quid si unus credendi reus alteri credendi reo succedat. 45. 2. 5. *V. art.* 1209.

VI. Solutioni similis quantum ad effectus reorum credendi est acceptilatio, novatio. 45. 2. 5.

VII. An et judicatum de uno, vel juratum ab uno, aut contra unum. 45. 2. 5.

VIII. Quid si unus per capitis diminutionem obligationi exemptus sit. 45. 2. 5.

IX. Si unus solidum exegerit an et quando exactum alteri communicare debeat. 45. 2. 7.

X. Duo rei credendi constitui possunt stipulatione, mutuo, commodato, deposito, emptione, locatione, testamento, etc. 45. 2. 3.

V. C. civ., art. 1197 *et seqq.*

Ce que c'est que la solidarité entre les créanciers; quand a-t-elle lieu.

1197. — I. Quid sint duo rei credendi. 45. 2. 1.

II. Unde dicantur rei. 45. 2. 1.

III. An actus medicus obligationi non contrarius interveniens impediat ne rei credendi sint. 45. 2. 1.

IV. An dies vel conditio, vel locus unius stipulationi additus impediat ne rei credendi sint. 45. 2. 1.

V. Quid si diversis temporibus plures credendi rei stipulentur. 45. 2. 1.

VI. Recensentur plurimæ factorum species in quibus non sunt duo rei credendi, licet esse videantur. 45. 2. 2. — *Vide Pr. gén., h. t., n.* 1. 2. 3.

Des effets de la solidarité entre les créanciers.

1198. — I. Quis sit effectus constitutorum reorum credendi. 45. 2. 4.

II. Debitoris est arbitrio cui ex pluribus credendi reis solvere velit. 45. 2. 4.

III. Quid si unus ex pluribus credendi reis agere cœperit, an promissor possit alteri pecuniam offerre. 45. 2. 4.

1199. — An unius reorum credendi interpellatio prosit aut noceat alteri ad id ne fiat præscriptio. 45. 2. 5. — *V. C. c., art.* 1206. 2242.

§ II.

De la solidarité de la part des débiteurs.

Principes généraux.

I. An pactum unius correi prodest cæteris correis debendi. 2. 14. 12. — 45. 2. 5.

II. Quid si unus per capitis diminutionem obligationi exemptus sit. 45. 2. 5.

III. Quid si unus ex pluribus debendi reis judicio conventus absolutus sit. 45. 2. 5.

IV. Quid si deferente aut referente stipulatore jusjurandum unus ex pluribus debendi reis juraverit non deberi. 45. 2. 5.

V. Quid juris de compensatione quæ ab uno reorum debendorum opponitur creditori. 45. 2. 5.

VI. Solutioni similia quantum ad effectus reorum debendi acceptilatio, novatio. 45. 2. 5.

VII. Duo rei debendi constitui possunt stipulatione, mutuo, commodato, deposito. 45. 2. 3.

VIII. Emptione, locatione, testamento possunt etiam constitui. 45. 2. 3.

Ce qu'est l'obligation solidaire de la part des débiteurs.

1200. — I. Quid sint duo rei debendi. 45. 2. 1.

II. Unde dicantur rei. 45. 2. 1.

III. Quid si duo eamdem rem promittunt, sed circa eam non suscipiant eamdem culpæ præstationem. 45. 2. 2.

IV. Recensentur plurimæ factorum species in quibus non sunt duo rei debendi, licet esse videantur. 45. 2. 2.

V. C. c., art. 1201. 1219. 1203.

1201. — I. Non interest utrum uno eodemque modo plures promittant an diversimode. 45. 2. 1.

II. Ex duobus promittendi reis alius purè alius in diem vel sub conditione obligari potest. 45. 2. 1.

III. Idem dicendum de adjectione loci quatenus diversis locis duo rei promittendi obligationem præstent. 45. 2. 1.

IV. An actus modicus obligationi non contrarius interveniens impediat ne rei debendi sint. 45. 2. 1.

V. C. c., art. 1002, *n.* 3.

En quel cas l'obligation de plusieurs débiteurs est reputée solidaire.

1202. — I. Non duo debendi rei presumuntur esse nisi cum constet eos sic obligari voluisse, et specialiter pactum fuerit. 45. 2. 2.

II. Exampla dantur hujus principii in praxi. 45. 2. 2.

III. In dubio presumendum esse, quod duo debendi rei constituti sunt. 45. 2. 2.

V. C. c., art. 1200, *n.* 4.

Des effets de la solidarité entre plusieurs débiteurs.

1203. — I. Quid sit effectus constitutorum reorum debendi. 45. 2. 4.

II. An stipulator eligere possit quem ex duobus debendi reis, velit in solidum convenire. 45. 2. 4.

III. An moribus correi debendi gaudeant beneficio divisionis. 45. 2. 4.

V. Pr. gén., h. t.

1204. — I. Si stipulator contra unum reorum credendorum in solidum egerit, adversus alium, adbuc agere potest. 45. 2. 4.

II. Quod verum est sive propter mutatum consilium, sive propter unius inopiam, adversus alios agere valuerit. 45. 2. 4.

III. Stipulator eodem jure utitur etiamsi partem ab uno petierit vel sponte oblatum acceperit. 45. 2. 4.

1205. — I. An mora unius rei debendi noceat alteri. 45. 2. 6.

II. An factum unius rei, velati corruptio aut perditio rei promissæ alteri prejudicat. 45. 2. 4. — *V. C. c., art.* 1146. 1232.

1206. — An unius rei debendi interpellatio prosit aut noceat alteri ad id, ne fiat præscriptio. 45. 2. 6.

1207. 1208.

1209. — Quid si creditor uni reorum debendi succedat. 45. 2. 5. — 46. 3. 92.

II. Quid si unus debendi reus succedat alteri reo debendi. 45. 2. 5. — 46. 3. 92.

V. suprà, Pr. gén., § I, n. 5.

De la remise de la solidarité.

1210. 1211. — I. Stipulator actionem suam dividere potest, et a singulis debendi reis partem petere. 45. 2. 4.

II. Si ab uno plurium debendi reorum stipulator acceperit oblatam sponte debiti partem, ab aliis totum hoc quod restat exsolvendum petere potest. 45. 2. 4.

III. Stipulator potest de novo agere contra eum a quo virilem partem sponte solutam accepit, nisi creditor in apochâ mentionem fecerit portionis virilis ejus qui solvit aut aliæ similes concurrant circonstantiæ. 45. 2. 4.

IV. Quid juris si pars per unum oblata non virilem faciat ejus qui abtulit portionem. 45. 2. 4.

V. Quid si pars debiti non per unum ex pluribus debendi reis oblata sit, sed stipulator unum pro virili portione convenerit. 45. 2. 4.

VI. Quid si creditor singulos convenire cœperit pro portione virili et quidam ex his solvendo non sint, an reliquum et tunc ab aliis petere possit. 45. 2. 4.

V. art. 1224.

1212.

De la division de la dette entre les débiteurs.

1213. 1214. — I. Si unus reorum debendorum solidum solverit an et quando totum repetere pro parte a correo possit. 45. 2. 7.

II. An totum ab uno exigens possit ei actionem contra cæteros debendi reos pro ratâ cadere. 45. 2. 7.

III. An solvens id petere possit. 45. 2. 7.

IV. An et quantum unus solidum solvens nunc etiam sine cessione actionis repetere possit a correo. 45. 2. 7.

V. C. c., art. 875.

1215. — *V. C. c., art.* 1201, *n.* 1 *et* 2. 1210. *n.* 6.

1216.

SECTION V. — DES OBLIGATIONS DIVISIBLES ET INDIVISIBLES.

1217. 1218. — *V. C. c., art.* 1220 *et* 1221.

De la divisibilité et de l'indivisibilité de l'obligation à l'égard des héritiers.

§ Ier.

Des effets de l'obligation divisible.

1220. — Nomina hæreditatis ipso jure divisa sunt inter cohæredes. 10. 2. 26. — *V. C. c., art.* 870, *in princip.* — *De la Vente, chap. IV, Pr. gén., n.* 1 *et seqq.* — *Chap. III, sect. III, § I, Pr. gén., n.* 16.

1221. — I. Ex personâ hæredum conditio obligationis non potest mutari, et ex individuâ dividua fieri. 8. 1. 6.

II. Cùm res plures pro uno debito obligatæ sunt, vel res una, sed postea inter plures cohæredes divisa, vel uni adjudicata, creditor res singulas et singulas partes, a quocumque possessas, pro solido debito potest exequere, nec cogi potest ut dividat actionem. 20. 4. 4.

III. Si unus ex pluribus hæredibus solidum solverit debitum hypothecarium, quibus actionibus ei contra hæredes consultum sit. 20. 4. 5. — *V. art.* 1122. 870.

IV. De debitis individuis hæredes singuli in solidum conveniri possunt, et solidum præstare debent; ubi de obligatione ad opus, ad patientiam servitutum prædialium itineris, actûs, etc., ad factum, ad abstinentiam a facto. 29. 2. 28.

V. An ac quousque, in hisce casibus, singuli ad id quod interest teneantur, si obligatio impleta non sit. 29. 2. 28.

VI. Recensentur casus, quibus singuli hæredes pro parte quidem conveniuntur, sed solvi nisi totum non potest; ubi de obligatione defuncti ad rem in genere, vel ad duas res alternativè debitas; de debitis defuncti hypothecariis. 29. 2. 29.

VII. Et quid si defunctus promiserit se rem certam creditori pignori obligaturum esse. 29. 2. 29.

VIII. Item de pretio adhuc debito pro re per defunctum emptâ, sed necdum ei traditâ. 29. 2. 29.

IX. Quibus in casibus hæredes singuli in solidum conveniri possint, sed liberentur partis solutione. Ubi de præstatione evictionis rerum a defuncto venditarum. 29. 2. 36.

X. Si alimenta debeantur a pluribus hæredibus, uni eorum præstatio imponenda est a judice. 26. 2. 31.

XI. Ex quorumdam locorum legibus singuli hæredes de debitis etiam dividuis in solidum conveniri possunt. 29. 2. 31.

XII. Cujus loci statutum observandum sit, in quæstione an hæredes singuli in solidum an pro parte teneantur. 29. 2. 3.

V. C. c., art. 1232.

§ II.

Des effets de l'obligation indivisible.

1222. — 1225. — *V. C. c., art.* 1121 *et* 1221.

SECTION VI. — DES OBLIGATIONS AVEC CLAUSES PÉNALES.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Cur consultum sit stipulationi facti pœnalem subjungi stipulationem. 45. 1. 12.

II. An pœna pœnæ rectè in stipulatum deducatur. 45. 1. 12.

III. An pœna hæc conventionalis possit excedere quadruplum ejus quod interest. 45. 1. 12

IV. An pœna debeatur ob non impletam obligationem principalem ubi implementum promissori arduum nimis fuit. 45. 1. 13.

V. Quibus in casibus non implens principalem obligationem, a pœnâ tamen excusetur. 45. 1. 13.

VI. An moribus nostris ingens pœna conventionalis ei cujus parum interest in totum adjudicanda sit. 45. 1. 13.

VII. Si opus sit faciendum intra certum tempus sub pœnâ, an peti pœna possit, eo usque elapsa tempora, ut intra reliquum tempus opus perfici nequeat. 45. 1. 14.

VIII. An pœna peti, si tempus intra quod opus sub pœnâ faciendum erat, prorogatum sit. 45. 1. 14.

IX. Si stipulationi dandi vel faciendi sub pœnâ dies certus non sit appositus, quando impleri debeat promissio, ut pœna evitetur. 45. 1. 14.

X. Et an agi possit ad pœnam aut id quod interest, si quis moram faciat in opere inchoando, licet nondum elapsum sit tempus quo perfici potuit. 45. 1. 14.

V. C. c., du Mariage, Pr. gén., n. 14, *pag.* 5. — *Art.* 1273, *n.* 5.

De la clause pénale et de ses conséquences.

1226. — *V. suprà, Pr. gén., n.* 1 *et seqq.*

1227. — Inutilis est stipulatio si adjecta obligationi contineat turpia et impossibilia. 45. 1. 12.

1228. — *V. art.* 2047.

1229. 1230. — Sub pœnâ debens an pœnâ solutâ liberetur ab obligatione principali, et vice versâ. 46. 3. 13.

1231. — In contractibus pœnali stipulatione munitis, nunquam pœnæ remissio a prætore conceditur. 46. 3. n. 12. 13.

II. Nihil aliud considerandum quam quod actum est et placuit contrahentibus. 46. 3. n. 12. 13.

De la divisibilité et de l'indivisibilité de l'obligation primitive.

1232. 1233. — I. Si plures unius ad factum vel ad abstinentiam a facto obligati hæredes sint, et per unum eorum stet, an et quousque tum is, tum reliqui cohæredes ad id quod interest teneantur. Remiss. 45. 1. 15.

II. Si tali obligationi pœna addita sit, et per unum ex hæredibus contra quam cautum erat factum sit, an et quousque tum is, tum reliqui cohæredes teneantur ad pœnam, distinctionibus explicatur. 45. 1. 15.

III. Quid juris circa præstationem æstimationis rerum individuarum in pluribus unius promissoris hæredibus. 45. 1. 16.

IV. Quid juris circa pœnæ commissionem respectu plurium hæredum promissoris, si pœna stipulationi rei dividuæ vel individuæ adjecta sit, et per unum hæredum stet, quominus debitum in totum sit præstitum. 45. 1. 16.

V. Si plures stipulatoris hæredes sint, at individuæ rei stipulatio facta, an singuli totam consequi possint individuæ rei æstimationem. 45. 1. 17.

VI. Si pœnæ stipulatio addita, an unus ex pluribus stipulatoris hæredibus totam pœnam, an solam partem hæreditariam petere possit. 45. 1. 17.

VII. Et quid juris, si rei dividuæ vel facti dividui individuive obligatio adjunctam habeat pœnæ stipulationem, ac plures stipulatoris hæredes sint, et unus vel omnes ad pœnam agere velint ob non impletam principalem obligationem. 45. 1. 17.

V. C. c., art. 1221.

CHAPITRE V. — *De l'extinction des obligations.*

Principes généraux.

1234. — I. Obligatio tollitur solutione. 46. 3. 13.

II. Novatione obligatio prior perimitur. 46. 2. 2.

III. Debiti remissione a creditore factâ extinguitur obligatio. 46. 3. 15.

IV. Ope exceptionis liberationem obligationem tribuit compensatio. 46. 3. 17.

V. Confusio habet effectum ab obligatione liberare. 46. 3. 17.

VI. Interitus rei debitæ etiam ab obligatione liberat. 46. 3. 17.

VII. Aboletur etiam obligatio præscriptione. 46. 3. 17.

VIII. Variæ adhuc enumerantur liberationis causâ puta jusjurandum, pactum, transactio, concursus causarum duarum lucrativarum in eumdem hominem, consensus obligatorum, etc. 46. 3. 17.

V. art. 713.

SECTION PREMIÈRE. — DU PAYEMENT.

De l'acceptilation.

I. Quid sit acceptilatio; in quo distet ab apochâ. 46. 4. 1.

II. An semper contineat donationem. 46. 4. 1.

III. Qui accepto ferre possint, et quibus; an et pupillis sine tutore; an tutor, curator, procurator possit pro pupillo, etc., acceptilationem facere, vel ei acceptum ferri; an non præmissâ novatione. 46. 4. 1.

IV. An servus jussu domini acceptum facere; an ei acceptum fieri quod ipse vel dominus debet; quid juris in servo communi respectu condominorum vel extraneorum. 46. 4. 1.

V. Quid in filiofamilias et patre ejus. 46. 4. 1.

VI. An pro parte possit debitum acceptum ferri 46. 4. 2.

VII. An et quomodo alia debita non verbis constantia sed ex aliis contractibus aut delictis nata; et de stipulatione Aquilianâ. 46. 4. 2.

VIII. Si stipulator post plures separatas promissiones sibi factas acceptum ferat, *quod sibi promissum est*, an omnes tollantur. 46. 4. 2.

IX. Etiam debitum in diem vel conditionale acceptum ferri potest. 46. 4. 3.

X. An acceptilatio fieri ex die vel sub conditione; an sub modo. 46. 4. 3.

XI. Quis sit effectus acceptilationis; an fidejussori facta liberet reum principalem. 46. 4. 4.

XII. An et tunc cum fidejussio antecessit obligationem principalem, si fidejussori accepto feratur, antequam obligatio principalis nata aut contracta esset, eaque post acceptilationem nascatur. 46. 4. 4.

XIII. Genere debito, si species ejus accepto feratur, tota obligatio solvitur, sive debitori, sive creditori electio competat. 46. 4. 5.

XIV. Uti et si unum ex alternativè debitis accepto latum sit. 46. 4. 5.

XV. Non potest acceptilatio fieri alternatim. 46. 4. 5.

XVI. An et quando acceptilatio inutilis valeat tanquam pactum utile. 46. 4. 6.

XVII. An hodie acceptilatio ex die vel conditione fieri possit. 46. 4. 5.

§ Ier.

Du payement en général.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit solutio in sensu strictiore et latiore. 46. 3. 1.

II. Cujus loci mensera circa solutionem immobilium et mobilium præsertim fungibilium spectanda sit. 46. 3. 6.

III. Quid si duo loca solutioni mensurandarum rerum alternativè sint addita. 46. 3. 6.

IV. Quando ex necessitate, apud nos, merces eppensione vel admensione tradi debeant, et tributum eo nomine solvi. 46. 3. 8.

V. Quando facienda sit appensio, vel admensio. 46. 3. 8.

VI. Quo tempore solvendum sit ex obligatione purâ, in diem, aut conditionali. 46. 3. 16.

VII. An ante diem appositum solvi possit invito creditori. 46. 3. 12.

VIII. Quo tempore solvendum quod promissum *hoc anno, hoc mense, calendis januariis, post aliquot dies* vel *annos*. 46. 3. 12.

IX. Quo tempore solvendum quod promissum *quando debitor voluerit*. 46. 3. 12.

X. Excipiens de solutione factâ intentionis suæ veritatem probare debet. 46. 6. 1.

XI. Quis sit effectus solutionis. 46. 3. 13.

XII. Quid juris si res soluta vel in solutum data, postea in totum aut pro parte evincatur creditori. 46. 3. 13. — 21. 6. 7.

XIII. Quid si dolo malo debitoris pluris æstimata in solutum data sit. 46. 3. 12.

XIV. Sub pœnâ debens, an pœnâ solutâ liberetur ab obligatione principali, et vice versâ. 46. 3. 13.

XV. Quibus modis probetur solutio jure civili ac hodierno. 46. 3. 15.

XVI. Quæ sit vis apochæ et vulgo *quitantiæ*. 46. 3. 15.

XVII. An creditor debitori solventi teneatur dare apocham. 46. 3. 13.

XVIII. An non satisfaciat, reddendo chirographum cancellatum aut incisum. 46. 3. 15.

XIX. An debitor solâ exhibitione chirographi cancellati solutionem probare possit. 46. 3. 15.

XX. An creditor cogi possit ad dandam debitori generalem apocham de omnibus debitis. 46. 3. 13.

XXI. Et quis sit effectus apochæ generalis. 46. 3. 13.

De la répétition de ce qui a été payé sans être dû.

I. De condictione sine causâ; generalis est vel specialis. 16. 7. 1 et seqq. — *V. C. c., de la Condition résolutoire, Pr. gén.* — *Ad art.* 1183.

II. De condictione indebiti. 16. 9. 1 et seqq. — *V. art.* 1376 *et seqq.*

III. Si pupillus quod sine tutoris auctoritate promiserat id solverit, an condicere possit indebiti condictione. 26. 6. 4.

IV. Qui se hæredem putans æs alienum hæreditarium solvit, suo nomine adversus creditorem habet condictionem indebiti. 6. 3. 13.

V. Quid juris si aliquid datum est ob causam quæ verè subest sed est ipso jure nulla, puta ob matrimonium nullum. 12. 7. 2.

De la répétition de ce qui a été payé par suite d'une cause honteuse ou injuste.

I. Quid sit condictio ob turpem causam et ad quid tendat. 16. 5. 1.

II. Hæc actio datur si solius accipientis, non item dantis, turpitudo sit, quod exemplis monstratur. 12. 5. n. 1 et 2.

III. Quibus et contra quos detur. 16. 5. 1.

IV. An hæc actio concedatur si furi vel alteri indicium, vel præmium detur, ut rem furtivam indicet. 16. 3. 1.

V. Cessat hæc condictio, si vel solius dantis, vel dantis simul et accipientis turpitudo sit, quod exemplis illustratur. 16. 3. n. 1 et 2.

VI. An careat hâc condictione, qui dedit judici, ut pro se judicaret in bonâ causâ, vel ut festinato litem expediat. 12. 5. 2.

VII. Accipiens tamen reddere tenetur turpia lucra tertio cujus interest, aut fisco. 12. 5. 3.

VIII. Quid sit condictio ob injustam causam. 12. 5. 4.

Du payement d'une obligation naturelle.

I. Obligatio naturalis parit exceptionem et soluti retentionem, itaque condictio indebiti non habet locum si solutum sit quod naturaliter debitum. 44. 7. 3. — 16. 6. n. 2 et 17.

II. Condictio indebiti non habet locum si id quod verè debitum more improbato exactum sit, licet exigens aliter coerceatur. 16. 6. 2.

III. Recensentur casus varii quibus id quod naturaliter debetur, si solutum sit, repeti tamen potest, veluti a pupillo, etc. 12. 6. 6.

IV. Si hæres fideicommissa inutiliter relicta præstiterit, ea repetere nequit. 16. 9. 2.

V. art. 1131 *et seqq.*

Par qui le payement doit-il être fait.

1236. — I. Qui possint solvere. 46. 3. 1.

II. Si quis pro debitore sciente, ignorante solverit, subsistit solutio. 46. 3. 1.

III. An invito debitori solvi possit. 46. 3. 1.

IV. Si quis nomine debitoris solverit quod ipse non debebat, cessante condictione liberabitur debitor a creditore qui suum accepit. 12. 6. 9.

V. art. 1239. 1249.

1237. — Quando alius pro alio solvere nequeat. 46. 3. 1. — *V. art.* 1136. 1640.

1238. — I. Solutionem facere possunt quilibet habentes rerum suarum administrationem. 46. 3. 1.

II. An possint facere rei criminum. 46. 3. 1.

III. An rectè faciant procuratores. 46. 3. 1.

IV. An pupilli, an minores sine tutore vel curatore solvere possint; et quid si id fecerint. 46. 3. 1.

V. An uxor sine mariti consensu possit. 46. 3. 1.

VI. Quid juris si tertius meam pecuniam sine meâ voluntate suo solverit creditori. 12. 7. 6.

V. suprà, Pr. gén., H. S.; ad art. 1123. 1240.

A qui le payement doit-il être fait.

1239. — I. Quibus solvi possit. 46. 3. 2.

II. An illis quibus creditor solvi jusserit. 46. 3. 2.

III. An invito creditore ei qui adjectus est solutioni. 46. 3. 2.

IV. Quid si adjectus solutioni statum mutaverit. 46. 3. 2.

V. An solvi possit hæredi adjecti post mortem illius. 46. 3. 6.

VI. An et quando procuratori. 46. 3. 3.

VII. An ei qui tantum ad litem, vel tantum ad rem vendendam constitutus est, vel cujus mandatum jam revocatum. 46. 3. 3.

VIII. An falso procuratori. 46. 3. 3.

IX. An apparitori in jus vocanti, aut executionem sententiæ facienti. 46. 3. 3.

X. An et quando servis; et quid si manumissi sint. 46. 3. 4.

XI. An nostratibus famulis et ancillis, quod dominis debitum. 46. 3. 4.

XII. An cedenti post actionem cessam. 46. 3. 5.

XIII. An uni ex sociis solidum. 46. 3. 3.

XIV. An hæredi fiduciario, dum pendet conditio fideicommissi. 46. 3. 5.

XV. Quid agendum si plures sint qui singuli dicunt sibi solidum deberi, vel se ex asse creditori hæredes esse. 46. 3. 6.

XVI. An debitor creditoris sui creditori rectè solvat, sine voluntate ejus. 46. 3. 7.

XVII. An secundus conductor primo locatori mercedem. 46. 3. 7.

V. art. 1664. 1336.

1240. — I. Jure solutio fit ei qui instrumentum crediti exhibet, et cur. 46. 3. 4.

II. An et quando hæreditatis possessori solutum liberet solventem a vero hærede. 46. 3. 5.

III. De stipendiis ministrantium societatibus indicis, si illa hæredi non vero soluta sint. 46. 3. 5.

IV. An secundus conductor primo locatori mercedem solvat. 46. 3. 7.

V. art. 1379.

1241. — I. An solvi rectè possit reo criminis. 46. 3. 2.

II. Quomodo solvere debeant debitores pupillorum. 46. 3. 3.

III. An deficientibus tutoris patri pupillorum rectè solvatur. 46. 3. 5.

IV. An uxori solvi possit sine mariti auctoritate. 46. 3. 5. — *V. art.* 1239.

1242.

Quelle chose peut être payée; comment et en quel état.

I. Quæ res et quâ qualitate solvenda sit. 46. 3. 6.

II. Aliud pro alio invito creditori solvi nequit. 46. 3. 10.

III. Recensentur plures casus except. 46. 3. 10.

IV. In quâ monetâ debitum pecuniarium solvi debeat; deque nummis reprobis et mutatione monetæ. 46. 3. 9.

1244. — I. An creditor possit partem debiti petere. 40. 3. 11.

II. An debitor volenti creditori partem solvere. 40. 3. 11

III. An et quibus in casibus eidem invito. 46. 3. 11

IV. De solutione debiti hæreditarii. 46. 3. 11

1245.

1246. — I. Re in genere debitâ ex acto inter vivos vel legato, quæ species, at cujus electione solvenda sit. 46. 3. 9.

II. An debitor generis vel rei fungibilis, olei, vini, etc., liberari possit pessimum solvando, an magis mediæ bonitatis vinum, et cujus generis solvendum sit jure civili ac hodierno, latius excutitur. 46. 3. 6.

III. An rem in genere debens solvere possit illam speciem quæ tempore obligationis contractæ in bonis creditoris erat, sed esse desiit. 46. 3. 9.

Où le payement doit-il être fait.

1247. — I. Quo in loco facienda sit solutio. 46. 3. 12.

II. An debitor rem debitam deferre debeat ad domum creditoris. 46. 3. 12.

III. Loci adjectio quibusdam in negotiis necessaria est, in plerisque non. 13. 4. 1.

IV. Quæ sit ratio cur loco opposito, *actio de eo quod certo loco* introducenda fuerit. 13. 4. 1.

V. Quid sit, et quæ judicis partes in eâ sint : habet locum in omnibus judiciis stricti juris quibus locus oppositus. 13. 4. 1.

VI. Non habet locum si in ipso loco adjecto agatur, nec si ex negotio bonæ fidei. 13. 4. 2.

VII. Datur contra eum qui certo loco debet ex negotio stricti juris. 13. 4. 2.

VIII. An et contra fidejussorem ex suâ vel debitoris principalis morâ; ad explicationem L., centum Capuæ 6, ff. H. T. Quousque et ad quid mora debitoris noceat fidejussori. 13. 4. 3.

IX. Quid juris circa electionem et solutionem et faciendam loci mentionem, si convenerit Ephesi aut Capuæ centum dari, vel Ephesi decem aut Capuæ hominem, vel Ephesi, et Capuæ dari rem dividuam, aut individuam. 13. 4. 5.

X. An promiscuè in quovis alio loco hâc actione arbitrariâ conveniri possit, qui certo loco se daturum promisit. 13. 4. 5.

XI Quid moribus obtineat. 13. 4. 5.

XII. An in hâc actione judex magis quanti actoris, an potius quanti rei interest, spectare debeat. 13. 4. 6.

XIII. Quibus modis interesse possit actoris aut rei, in loco potius addito, quam alibi solvi. 13. 4. 6.

XIV. Creditor invitus non tenetur alio in loco acceptare id quod ei certo loco debitum, nisi addatur id quod interest; sed si sponte acceptaverit, amplius id quod interest petere nequit. 13. 4. 7.

XV. An locus sit actioni arbitrariæ, si certo loco quid fieri promissum sit. 13. 4. 8.

XVI. An temporis adjectio ita faciat locum actioni arbitrariæ, ut loci adjectio. 13. 4. 6.

V. art. 1256. 1609.

Aux dépens de qui se fait le payement.

1248. — Cujus sumptu admensio et appensio rerum venditarum facienda sit. 46. 3. 8. — *V. art.* 1266. 1608.

—

§ II.

Du payement avec subrogation.

1249. 1250.

De la subrogation légale.

1251. — An et tertiis tum justis, tum non justis, pignorum possessoribus actiones cedi debeant per creditores adversus cæteros possessores rerum aut partium pro eodem debito obligatarum, si hypothecariâ conventi solidum debitum solvere parati sint. 20. 4. 5.

—

§ III.

De l'imputation des payements.

De l'imputation conventionnelle.

1253. — Si quis ex pluribus causis debeat, et aliquid solvat, eligere potest ex quâ causâ ipse solutum velit. 46. 3. 16. — *Vide art.* 1848.

1254. — *V. C. c., art.* 1256, *n.* 11.

1255. — Quomodo et quando creditor eligere possit in quam causam solutum velit. 46. 3. n. 16. et 16.

De l'imputation faite par la loi.

1256. — I. Si nec debitor nec creditor solutionis tempore id constituerit in quam causam solutum velit, locus est legis definitioni. 46. 3. 16.

II. Leges volunt ut prius in usuras deinde in sortem solutum imputetur. 46. 3. 16.

III. Si plura sint debita principalia, ex eâ causâ solutum creditur ex quâ tunc debitor tempore solutionis compelli poterat. 46. 3. 16.

IV. Quid si omnia exactionem habeant? ex causâ duriore solutum creditur. 46. 3. 16.

V. Exempla causæ durioris et gravissimæ numerantur. 46. 3. 16.

VI. Si plura æquè gravia, imputatur in id quod antiquius est. 46. 3. 10.

VII. Quid si temporis antiquitas non prædominetur. 46. 3. 10.

VIII. Quid juris, si alicui solvatur qui suo et procuratorio nomine exactionem habebat, nec expressum sit ex quâ solvatur. 46. 3. 16.

—

§ IV.

Des offres de payement et de la consignation.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quelem affectum habeat sola realis oblatio debiti, sine consignatione et depositione. 46. 3. 28.

II. An et solvat antichresin. 46. 3. 28.

III. An faciat cessare pœnæ promissæ exactionem. 46. 3. 28.

IV. An sistat cursum usurarum. 46. 3. 28. — 22. 1. 17.

V. An moram purget. 46. 3. 66.

VI. Depositionis loco est, si creditor profiteatur, se pecuniam habere pro consignatâ et depositâ. 46. 3. 29.

VII. Quid si graphiarius apud quem facta depositio foro cedat. 46. 3. 29.

De la validité des offres; de leurs effets.

1257. — I. Quis sit effectus si res debita legitimè consignata ac deposita sit. 46. 3. 29.

II. Cujus periculo deinceps sit. 46. 3. 29.

V. suprà, Pr. gén.

1258. — I. Oblatio fieri debet tempore locoque debito, et in universum. 46. 3. 69.

II. Quid agendum si pars debiti sit liquida, pars illiquida. 46. 3. 29.

V. suprà, Pr. gén.

1259. — An deponens depositionem debeat denuntiare creditori. 46. 3. 29.

1260.

La consignation non acceptée peut être retirée.

1261. — I. An deponens rem debitam a creditore necdum acceptam repetere possit. 46. 3. 29.

II. An tunc cessent effectus depositionis 46. 3. 29.

III. An fidejussores et pignora, depositione liberatâ, tunc iterum incipiant obligari. 46. 3. 29.

V. art. 6034.

1262. 1263. 1264.

—

§ V.

De la cession de biens.

SECTION PREMIÈRE.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Cessio bonorum debitoribus concessa ut vinculorum carcerisque molestias evitarent. 42. 3. 1. — *V. C. c., art.* 1268.

II. Quis possit bonis cedere. 42. 3. 2. — *V. C. proc., art.* 905.

III. Quomodo cessio fieri possit. — *V. C. proc.*, *art.* 398.

IV. Qui sint effectus cessionis bonorum. — *V. C. c.*, *art.* 1269. 1270.

V. Quid juris sit in hærede ejus qui bonis cessit; an gaudeat beneficio competentiæ, si adierit sine inventario. 42. 3. 4.

VI. Non indiget cessione, qui habet beneficium competentiæ, vel ejerat bonorum copiam, vel impetravit rescriptum moratorium. 42. 3. 14.

VII. Princeps id concedit, si consentiat major creditorum pars, et debitor idoneè caveat de solvendo post finem temporis induiti, licet rescripto inserta non sit cavendi conditio, aut creditores quidam consentire velint sine cautione. 42. 3. 14.

VIII. An defungi possit cautione juratoriâ. 42. 3. 14.

IX. Quid, si initio cavere non valens, postea cautionem offerat. 42. 3. 14.

X. An princeps concedendo rescriptum moratorium, jus quæsitum adimat creditoribus non consentientibus. 42. 3. 15.

XI. An durante rescripto moratorio præscriptio currat contra creditores. 42. 3. 15.

XII. An sistatur cursus usurarum. 42. 3. 15.

XIII. An interim incipiant currere usuræ quæ ante non cucurrerunt. 42. 3. 15.

XIV. An si privatim pars major creditorem debitori dederit inducias solutionis, reliqui ex nummis interim debitori obvenientibus sibi solvi rectè petant. 42. 3. 16.

XV. An minori parti creditorum, inducias aut remissionem partis debiti concedere nolentiem, permittenda sit intempestiva venditio bonorum debitoris. 42. 3. 16.

XVI. Recensentur debita quorum exactio non impeditur rescripto moratorio: ubi de tributis, censibus, pensionibus vectigalium conductorum, et similibus fisco debitis. 42. 3. 17.

XVII. De alimentis, de rebus commodato vel pignori datis aut depositis; de pretio rerum auctione publicâ emptarum; de mercede artificibus debitâ pro operis in rem quam adhuc tenent; deque privilegio insolatorum. 42. 3. 17.

XVIII. De mercede famulorum et ancillarum; de debitis ex delicto, et iis quæ demum post rescriptum moratoriem contracta sunt. 42. 3. 17.

XIX. An rescriptum hoc obsit etiam creditoribus hypothecariis. 42. 3. 18.

XX. An prosit fidejussori debitoris, si is non renuntiaverit beneficio ordinis. 42. 3. 19.

XXI. An ei qui propter moratorium rescriptum fidejussit. 42. 3. 19.

XXII. De duplici ratione induciarum ex moribus puta, *brieven van inductie*, et *brieven van respyt en atterminatie*. 42. 3. 20.

XXIII. Qui semel obtinuit rescripta inductionis, non potest ea iterum petere, sed obtinere adhuc potest ea quæ dicuntur *brieven van respyt*. 42. 3. 20.

XXIV. An cessio debitoris prosit fidejussori. 42. 3. 11.

SECTION II. — D'UNE AUTRE ESPÈCE DE CESSION DE BIENS.

I. De abdicatione bonorum post obitum mariti per viduam factâ, ut se debitis subducat, et de solemnitate ejus. 42. 3. 12.

II. Quid si maritus peregrè moriatur, vel uxor tempore sepulturæ mariti abeit sine dolo a domo mortuariâ. 42. 3. 12.

III. An debeat omnia sua abdicare. 42. 3. 12.

IV. Quid juris, si ante vel post solemnitatem abdicationis quædam interverterit. 42. 3. 12.

V. An et marito competat jus hoc abdicationis; an non, si uxor publica mercatrix fuerit. 42. 3. 13.

VI. An ipsæ uxores, si fuerint publicæ mercatrices. 42. 3. 10.

VII. An viduæ ratione debiti clam viro contracti, si ex loci consuetudine possint soluto matrimonio inde conveniri. 42. 3. 13.

VIII. An vidua per talem abdicationem liberetur a suis debitis matrimonio antiquioribus. 42. 3. 13.

IX. An competat hæredibus mulieris, si illa in matrimonio moriatur. 42. 3. 13.

SECTION III. — DU CURATEUR AUX BIENS BANDST.

I. Creditoribus in possessione missis curatorem bonis constitui consultum omnino imò necessarium est. 42. 7. 1.

II. Quomodo jure civili curator creatus fuerit, vel publicè a prætore, vel privatim mandato creditorum, et quid inter hæc interfuerit. 42. 7. 2.

III. Cujus loci judex moribus hodiernis ac quibus bonis curatorem constituat, si bona in diversis territoriis sita sint, et ubi agitandum sit universale judicium concursus creditorum. 42. 7. 2.

IV. Quis curatorem det bonis professorum Academiæ quæ Leydæ est aut viduarum eorum, item studiosorum, secretariorum, pedellorum. 42. 7. 2.

V. Quis bonis eorum qui societati indicæ in Indiâ ministrant. 42. 7. 2. Quis bonis advocatorum aliorumque suppositorum curiæ hollandicæ. 42. 7. 2.

VI. An et quando quis invitus possit creari curator. 42. 7. 3.

VII. An et quando possit deponere officium curatoris. 42. 7. 3.

VIII. Creatur vel unus vel plures. 42. 7. 4.

IX. Qui possint creari; an advocati, procuratores, feminæ, creditores, debitor ipse aut filius ejus. 42. 7. 4.

X. An minor viginti quinque annis. 42. 7. 4.

XI. Quæ sint officia curatoris; ubi de inventario et aliis. 42. 7. 5.

XII. An per vicarium possit curare. 42. 7. 5.

XIII. An et quando vendere vel locare ea quæ jam per debitorem vendita vel locata fuerant. 42. 7. 5.

XIV. An actiones debitori, et in debitorem competentes exercere, et excipere debeat. 42. 7. 5.

XV. Si plures, an singuli in solidum. 42. 7. 5.

XVI. An curator rerum italicarum utiliter solvere possit creditori provinciali. 42. 7. 5.

XVII. An circa actiones movendas intersit inter curatorem bonis cessis et hæreditati jacenti datum. 42. 7. 5.

XVIII. An curator possit hypothecariâ actione agere contra tertios possessores rerum, quæ per debitorem creditoribus erant pignori obligatæ. 42. 7. 6.

XIX. An curator omnes res debitoris, etiam huic aut illi creditori specialiter pignori datas, apprehendere, administrare et distrahere debeat. 42. 7. 7.

XX. An creditor hypothecarius possit pignus ipse distrahere, atque ita curatoris potestati subducere. 42. 7. 7.

XXI. An non hoc possint tales qui speciali jure retentionis gaudent. 42. 7. 7.

XXII. An non respublica, si administrator bonorum ejus solvendo non sit. 42. 7. 7.

XXIII. An non possint alio in loco quam ubi curator datus, arresto detineri bona debitoris, jurisdictionis fundandæ gratiâ. 42. 7. 7.

XXIV. Adnotatur jus singulare de retinendis, et curatoris potestati eximendis instrumentis, stipendiorum militarium obligatis, *ordonnantien van soldye*. 42. 7. 7.

XXV. An curator possit instituere judicium communi dividundo, si res debitori cum alio communis sit. 42. 7. 8.

XXVI. Qualis obligatio et actio sit inter curatorem et debitorem cujus bona curat. 42. 7. 2.

XXVII. Qualem culpam curator debitori præstet. 42. 7. 9.

XXVIII. Qualis obligatio et actio sit inter curatorem et creditores; et qualem iis culpam præstet. 42. 7. 10.

XXIX. An et quando imputet impensas litis temerè motæ. 42. 7. 10.

XXX. An debitor oberatus aut creditores habeant hypothecam legalem in bonis curatoris. 42. 7. 11.

XXXI. Si plures curatores sint constituti, an et quando singuli in solidum ex administratione conveniri possint; et an unus in solidum conventus gaudeat beneficio divisionis. 42. 7. 12.

XXXII. An si unus ex pluribus solus gesserit, reliqui prius conventi gaudeant beneficio ordinis. 42. 7. 12.

XXXIII. Quibus modis finiatur officium curatoris. 42. 7. 13.

XXXIV. Si curator officium impleverit nec ultra quicquam possideat ex bonis debitoris, creditores postea emergentes curatorem non conveniunt, sed creditores alios quibus solutio facta cum debitius haberent jus. 42. 7. 13.

Qu'est-ce que la cession de biens.

1265. — *V. suprà, Pr. gén., sect. I, II et III.*

1266. 1267. — *V. suprà, Pr. gén., sect. I, II et III.*

De la cession judiciaire.

1268. — I. Cur et quo jure beneficium cessionis introductum sit. 42. 3. 1.

II. In quo distet a cessione actionum et solemni in jure cessione. 42. 3. 1.

III. An cedens bonis necdum distractis ea revocare possit, si satisfacere paratus sit. 42. 2. 6.

Des effets de la cession.

1269. — I. Enarrantur res quæ cedi debent. 42. 3. 7.

II. An et bona liberorum emancipatorum aut in potestate retentorum. 42. 3. 7.

III. Non præsentia tantum bona sed et futura cedi necesse est, si sub conditione debitori sint debita. 42. 3. 7.

IV. An cedi necesse sit bona post cessionem ex novâ causâ acquisita. 42. 3. 7.

V. Bona cessa creditores vendere debent, non sibi retinere aut inter se dividere, nec usucapere. 42. 3. 6.

VI. Salvum cuique creditori post cessionem manet suum jus prælationis. 42. 3. 2.

VII. Si post dimissos creditores quid ex pretio rerum distractarum supersit an cedenti reddendum sit. 42. 3. 2.

VIII. An cessio debitoris prosit fidejussori. 42. 3. 11.

1270. — I. Quid si creditores contradicant confirmationi cessionis bonorum. 42. 3. 2.

II. Debitor cedens liberatur a carcere; an et a debitu. 42. 3. 8.

III. An post cessionem gaudeat beneficio competentiæ. 42. 3. 8.

IV. An gaudeat contra creditores quibuscum post cessionem contraxit. 42. 4. 8.

V. An cedens notetur infamiâ. 42. 3. 12.

VI. An perdat administrationem bonorum ad liberos pertinentium, an tutelam aut curam. 42. 3. 10.

VII. An exercere possit actiones ante cessionem quæsitas. 42. 3. 10.

VIII. An et quatenus actionem injuriarum, si injuria cessione antiquior sit. 42. 3. 10.

SECTION II. — De la novation.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Novatio est necessaria vel voluntaria. 46. 2. 1.

II. Quid sit novatio necessaria. 46. 2. 1.

III. In quibus distincta sit a voluntariâ quantum ad effectus. 46. 2. 1.

IV. An obligatio naturalis novari possit. 42. 2. n. 2 et 2. — 44. 7. 2.

V. An sit novatio, si protestatio non novando facta sit. 46. 2. 7.

VI. An si posterior obligatio sit ipso jure nulla. 42. 2. 7.

VII. Quid si deficiat conditio novationis. 46. 2. 7.

VIII. Quid si conditio novationis existat, sed ante ejus existentiam res debita perierit; aut persona ex priore obligatione desierit teneri. 46. 2. 7. Qualia debita novari possint. 42. 2. 2.

IX. Quid et de debito in diem aut sub conditione. 46. 2. 6.

X. An novatione tollatur obligatio ex causâ judicati. 46. 2. 16.

XI. An et quatenus mora purgetur novatione. 46. 2. 16.

XII. An utraque, an tantum alterutra tollatur obligatio, si is cui et Titius et Sejus aliquid debebat, stipuletur a Cajo *dari sibi quod Titius aut Sejus debet*. 46. 2. 15.

XIII. Quid juris si delegatus a furioso quem putabat sanæ mentis esse solverit creditori ejus. 46. 2. 12.

XIV. De effectu novationis. — *V. art.* 1272.

Ce qu'est la novation; ses différentes espèces.

1271. — I. Quid sit voluntaria novatio in genere. 46. 2. 2.

II. Quid novatio in specie delegationi apposita. 46. 2. 2.

V. C. c., art. 1275. 1272; *et suprà, Pr. gén.*

Qui peut consentir à une novation.

1272. — I. Quis novare possit. 46. 2. 8.

II. An et quando pupilli cum aut sine tutore. 46. 2. 8.

III. An procuratores. 46. 2. 8.

IV. An unus ex duobus reis. 42. 2. 8.

V. An adjectus solutioni. 46. 2. 2.

VI. An filiusfamilias in causis quibus actio patri quæsita. 46. 2. 8.

V. art. 1123. 1125.

De la forme de la novation et de la volonté de la faire.

1273. — I. Novatio fit stipulatione. 46. 1. 2.

II. An et pacto, et quid moribus. 42. 2. 2.

III. An olim, an et jure novo, novatio ex præsumptionibus inducatur. 46. 2. 3.

IV. An et moribus. 46. 2. 3.

V. An si verbis aut scripto comprehensa sit formulâ stipulationis Aquilianæ. 46. 2. 2.

VI. An per transactionem novatio contingit. 46. 2. 3.

VII. An si posterior obligatio non possit simul cum priore consistere. 46. 2. 3.

VIII. Non fit novatio per solam pœnæ stipulationem obligationi alteri appositam. 46. 2. 4.

IX. Non fit novatio per conventionem de re aliâ pro re debitâ in solutum dandâ. 46. 2. 5.

X. Nec stipulatione pœnæ additâ, de usuris præstandis, aut de majoribus loco minorum solvendis. 46. 2. 5.

XI. Non fit novatio si creditor debitori terminum solutionis prorogaverit. 42. 2. 6.

XII. An fit novatio si protestatio de non novando facta sit. 42. 2. 6.

1274. — *V. art.* 1236.

Ce qu'est la délégation et comment elle se fait.

1275. 1276. — I. Quid sit delegatio. 46. 2. 11.

II. Fieri potest sub conditione. 42. 2. 11.

III. An conditionalis sit si quis addat, se solaturum si delegatus intra certum tempus non solvat. 46. 2. 11.

IV. Quid si debiti adhuc contrahendi intuitu delegatio fiat. 46. 2. 11.

V. Quot personæ, quot et quales contractus ad delegationem requirantur. 46. 2. 12.

VI. Recensentur plures casus quibus non est delegatio, quia aliquod requisitum deest. 46. 2. 12.

VII. De litteris cambii. 42. 2. 12.

V. art. 1292. 1295. 1290.

1276. — I. Delegatione perimuntur priores obligationes, licet delegatus solvendo non sit, nisi adsit dolus delegantis vel aliud actum sit. 42. 2. 13.

II. De assignatione hodiernâ. An et quando illa liberet debitorem assignantem. 46. 2. 13.

III. Quid si debitor nomen sui debitoris, creditori in solutum, vel pignori dederit cum potestate exigendi. 46. 2. 13.

1277. — *V. art.* 1239.

Des effets de la novation et de la délégation.

1278. 1279. — I. Quæ sint novationis affectus. 46. 2. 10.

II. An et privilegia prioris obligationis et pignorum ac fidejussorum vinculum. 46. 2. 10.

III. An usurarum cursus, pœnæ stipulatio, etc., tollatur. 46. 2. 12.

IV. An exceptiones quæ deleganti poterant opponi, objici possint, ei cui facta delegatio. 46. 2. 14.

V. An delegatione factâ perimantur fidejussiones et pignora, et pœnæ stipulationes prioribus obligationibus additæ. 46. 2. 14.

VI. An et sistatur cursus usurarum. 46. 2. 14.

VII. An per delegationem purgetur mora priorum obligationum intuitu facta. 46. 2. 14.

1280. — *V. C. civ., art.* 1278.

1281. — *V. de l'Extinction du cautionnement, Pr. gén. — Art.* 2034.

SECTION III. — De la remise de la dette.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Debiti remissio donationem continet. 2. 14. 15.

II. Quid si chirographo uno plures obligati, et chirographi redditio uni facta sit. 2. 14. 15.

III. Quid de chirographo cancellato aut in-

ciso debitori solventi remisso. 46. 3. 15. — 22. 4. 15.

IV. An debitor solâ exhibitione chirographi cancellati solutionem probare possit. 46. 3. 15.

V. Quid si in margine instrumenti quid adscriptum. 22. 4. 15.

De la remise du titre.

1282. 1283. 1284. — I. Chirographo debiti restituto placuit inesse conventionem ne debitum petatur. 2. 14. 15.

II. Si creditor neget chirographum se reddidisse et debitum remisisse, debitori asserenti onus probandi imponendum. 2. 14. 15.

III. Si ex duobus chirographis ejusdem debiti unum reddatur, non videtur induci pactum de non petendo. 2. 14. 15.

V. C. c., art. 1002, *chap. III, sect. IV, n.* 2, *pag.* 44. — *Art.* 1315. 1350.

1285. — Quid si chirographo uno plures obligati, et chirographi redditio uni facta sit, an unum an cæteros liberet. 2. 14. 15.

1286. — Pignore reddito non creditur hoc actum ne principale petatur debitum, sed ut res amplius pignori pro debito obligata non maneat. 2. 14. 15.

1287. — Creditori liberum non est ut pactum de non petendo inîret cum debitore ne illud fidejussori quoque prodeat. 2. 14. 14.

SECTION IV. — DE LA COMPENSATION.

§ Ier.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Compensationem opponere licet post litem contestatam. 5. 1. 66.

II. Compensatio opponi potest creditoribus. 16. 2. 4.

III. An condici possit ut indebitum quod potuerat compensari. 16. 2. 2.

IV. An compensatio jure civili et hodierno post sententiam opponi possit in executione. 16. 2. 2.

V. An in appellatione. 16. 2. 2.

VI. Reus compensationem allegans non fatetur eo ipso se debitorem esse; aut si eam omittat sciens, prudens non censetur adversario remisisse debitum. 16. 2. 3.

VII. Nisi conjuncta persona id sæpius sciens prætermiserit, cum nulla appareret justa causa cur non compensaverit. 16. 2. 3.

VIII. Per compensationem ipso jure liberentur fidejussores ac pignora. 16. 2. 2.

IX. An rejectâ per judicem compensatione adhuc debitum illud peti possit. 16. 2. 19.

V. art. 471.

§ II.

De la rétention.

I. Jus retentionis differt in multis a jure compensationis. 16. 2. 20.

II. Recensentur casus in quibus jus retentionis locum habeat, maximè retinetur res in quam impensa facta vel circa quam artificium adhibitum. 16. 2. 20.

III. Jus retentionis transmittitur ad successores universales et particulares. 16. 2. 20.

IV. An jus retentionis habens teneatur rem reddere, si ei cautio de solvendo debito offeratur. 16. 2. 21.

Définition de la compensation; sa nature.

1289. — I. Quid sit compensatio, unde dicta et quæ æquitas ejus. 16. 2. 1.

II. Quid sit *pariatio*. 16. 2. 1.

III. Compensatio solutionis vicem obtinet. 16. 2. 2.

1290. — Compensatio jure novo tollit debitum ipso jure ex quo cœpit utrimque deberi. 16. 2. 2.

Entre quelles dettes s'opère la compensation.

1291. — I. Pro ratâ debitum utrimque compensatione minuitur. 16. 2. 2. Qualia debita compensari possunt. 16. 2. 12.

II. Requiritur ad compensationem ut debitum sit liquidum. 16. 2. 17.

III. Quid si in continenti liquidum reddi possit debitum. 16. 2. 17.

IV. Requiritur ut debitum sit purum. 16. 2. 17.

V. Necesse etiam ut sit utrimque debita res fungibilis ejusdem generis. 16. 2. 16.

VI. An corpus utrimque in genere debitum. 16. 2. 16.

VII. An corpus cum quantitate. 16. 2. 16.

VIII. An pecunia quoties ut corpus consideratur. 16. 2. 16.

IX. An pœnæ pecuniariæ ex delictis aut publicis criminibus. 16. 2. 12.

X. An pœnæ publicæ non pecuniariæ. 16. 2. 12.

XI. An debitum merè civilè. 16. 2. 13.

XII. An debitum naturale tantum etiam cum eo quod naturaliter et civiliter debitum est. 16. 2. 13. — 44. 7. 3.

XIII. Rectè compensatur quod jam alio in loco cœptum peti; debitum ex sententiâ fiduciariam solutionem continente. 16. 2. 14.

XIV. Rectè compensantur impensæ litis, in quas quis damnatus est; debita intra certum tempus exigenda cum aliis exactionem perpetuam habentibus. 16. 2. 14.

XV. Rectè compensatur id quod quis se soluturum juravit. 16. 2. 14.

XVI. An et debitum hypothecarium cum chirographario. 16. 2. 14.

XVII. An sors annui reditûs cum aliâ sorte reditûs alieno debito. 16. 2. 14.

XVIII. Quid si ex uno latere usurarium sit vel sub pœnâ debitum. 16. 2. 2.

1292. — I. An rescriptum moratorium a debitore impediat compensationem. 16. 2. 9.

Quand elle n'a pas lieu.

1293. — I. Non habet locum in deposito compensatio. 16. 2. 15.

II. An non depositum saltem pro impensis necessariis retineri possit. 16. 2. 15.

III. Compensatio non habet locum in causis momentaneæ possessionis. 16. 2. 16.

IV. Nec in reparatione attentatorum. 16. 2. 16.

V. Nec in tributis et vectigalibus, aut eo quod fisco debitum ex causâ annonariâ. 16. 2. 16.

VI. Nec in debito reipublicæ ex calendario vel ex fideicommisso, nec in pretio rei per fiscum venditæ; vel mercede vectigalium. 16. 2. 16.

VII. Nec in alimentis futuris, sive ex contractu, sive ex legato debitis, sive privatis, sive corpori præstandis, et cur. 16. 2. 16.

VIII. Quid de alimentis in præteritum debitis. 16. 2. 16.

IX. Quid si alimenta vera a jure munita sint, si de alimentorum præstitorum pretio solvendo quæratur. 16. 2. 16.

X. Nec in implemento conditionis dandi decem tertio. 16. 2. 16.

XI. Nec pretia rerum auctione publicâ in utilitatem creditorum auctoritate judicis venditarum. 16. 2. 16.

XII. An in canone annuo. 16. 2. 16.

XIII. An debitum unius tabernæ, cum debito alterius tabernæ. 16. 2. 16.

Entre quelles personnes elle s'opère.

1294. — I. Si duo rei promittendi sint, nihil convento non proderit ad compensationem quod stipulator alteri debendi vicissim debeat. 16. 2. 7.

II. Quid circa compensationem de duobus reis stipulandi. 16. 2. 7.

III. Compensatio uni tutori potest objici respectu ejus quod alter tutor nomine pupilli debet. 16. 2. 4.

IV. Compensat reus id tantum quod sibi ab actore vicissim debitum, non quod a tertio, licet is consentiat, nisi insuper actionem cedat. 16. 2. 7.

V. Quid de executore non compensante pretium rei subhastatæ a se exactum, cum eo quod creditores in lite victores vicissim ei debent. 16. 2. 7.

VI. An tutori, suo nomine agenti, id quod pupillus debet. 16. 2. 6.

VII. An tutori pupilli nomine agenti id quod tutor suo nomine debet. 16. 2. 6

VIII. An tutor, suo nomine conventus, compenset id quod pupillo debetur, et vice versâ. 16. 2. 6.

IX. Quid si debitor pupilli, qui tutoris creditor est, aut vice versâ, foro cesserit, an et tunc tutor suo vel pupillari nomine conventus compensationem objiciat. 16. 2. 6.

X. Quid si quis ex suâ personâ sit debitor simul ac creditor ejus qui foro cessit. 16. 2. 6.

XI. De tutoribus dicta obtinent et in procuratoribus, institutoribus. 16. 2. 16.

XII. An et in sociis, ac moribus in marito et uxore. 16. 2. 10.

XIII. Quid juris in debitore et fidejussore ejus. 16. 2. 11.

XIV. Quid juris in patre et ejus filiofamilias. 16. 2. 11.

XV. Quid in hærede suo nomine debitore, ac creditore nomine hæreditario. 16. 2. 11.

XVI. Quid si hæreditatem adierit cum beneficio inventarii. 16. 2. 11.

V. suprà, Pr. gén., sect. I, n. 5.

1295. — I. An cessionario compensatio ejus quod cedens vel ipse cessionarius ex suo capite debet possit objici. 16. 2. 4.

II. Quid juris si primus purè debeat secundo, secundus primo sub conditione, sed eâ lege additâ ut existente conditione compensaret, et primus cedat actionem tertio, tertius autem existente conditione agat cum secundo. 16. 2. 4.

III. Cessionario quarto objici potest compensatio ejus, quod primus vel secundus vel tertius cedens debet : nec compensationem impedit, quod cedens jam desierit solvendo esse : nec refert voluntaria an necessaria cessio sit. 16. 2. 5.

IV. Non rectè objicitur cessionario, si is cum debitore cedentis novaverit, vel ex delegatione plenâ eum sibi obligatum cœperit habere. 16. 2. 6.

V. art. 1275.

1296. — I. Rectè compensatur quod certo loco debitum cum eo quod debetur sine loci adjectione. 16. 2. 14.

II. In hoc habetur ratio ejus quanti interest loco potius adjecto quam alibi solvi. 16. 2. 14.

1297. 1298. 1299. — *V. suprà, Pr. gén. — Art.* 1289 *et seqq.*

SECTION V. — De la confusion.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Non contingit confusio, si aditio fiat cum inventario. 46. 3. 27.

II. Confusione extinctæ obligationes redintegrantur si victor in petitione hæreditatis, eam cedat adversario, cum pacto ut obligationes restaurentur. 46. 3. 27.

III. Vel, si quis aditam hæreditatem vendat alteri. 46. 3. 27.

IV. Vel ex capite minorennitatis adversus aditionem restituatur. 46. 3. 27.

V. Vel hæreditas adeunti evincatur querelâ aliisque modis. 46. 3. 27.

VI. Vel ei auferatur, ut indigno per culpam, non dolum. 46. 3. 27.

VII. Quid si hæres, qui erat creditor aut debitor defuncti, hæreditatem ex fideicommisso restituat tertio. 46. 3. 27.

Comment s'opère la confusion.

1300. — I. Quid sit confusio, per quam tollitur obligatio. 46. 3. 16.

II. Quot modis fieri possit. 46. 3. 12.

1301. — I. Quid juris circa confusionem si debitor creditori aut vice versâ succedat, etiam circa obligationes accessorias fidejussorum et pignorum. 46. 3. 19.

II. Quid si fidejussor debitori, vel debitor fidejussori succedat. 46. 3. 20.

III. Quid si tali in caso fidejussor pro suâ obligatione fidejussoria, fidejussorem dederit aut pignus. 46. 3. 20.

IV. Quid si fidejussor potuerit se ex suâ personâ tueri aliquâ personali exceptione. 46. 3. 20.

V. Quid si principalis debitor tantam naturaliter fuerit obligatus, fidejussor civiliter. 46. 3. 20.

VI. Quid si principalis debitor ex suo capite potuerit juvari per restitutionem ex minorennitate. 46. 3. 20.

VII. Quid si fidejussor succedat creditori vel creditor fidejussori. 46. 3. 21.

VIII. Quid si unus ex pluribus reis creditori vel creditor uni ex pluribus debendi reis; vel unus ex pluribus credendi reis debitori; vel debitor uni ex pluribus credendi reis succedat. 46. 3. 22.

IX. Quid si fidejussor, qui pro duobus debendi reis apud stipulatorem, vel pro promissore apud duos credendi reos fidejusserat, uni reorum debendi vel credendi succedat; aut sibi ipsi. 46. 3. 23.

X. Quid si unus reus debendi alteri debendi correo, vel unus reus credendi alteri correo credendi succedat. 46. 3. 24.

XI. De emendatione *l.* 93, §§ *I et II, ff. h. t.* Et de utilitate profluente ex eo quod non fiat confusio, si correus correo debendi vel credendi succedat, si forte alter exceptione temporali vel perpetua tutus fuerit, aut repelli potuerit, alter non. 46. 3. 24. Quid si fidejussor succedat confidejussori. 46. 3. 25.

XII. Quid juris si fiscus suo succedat debitori, vel tanquam hæres, vel tanquam in bona vacantia. 46. 3. 26.

XIII. Quid si successerit Titio debitori Mævii et dein etiam ipsi Mævio. 46. 3. 26.

SECTION VI. — De la perte de la chose due.

1302. — I. Debitor speciei interitu rei liberari placuit. 18. 5. 1.

II. Nisi culpâ debitoris pereat. 18. 6. 2.

III. Qualis culpa præstari debeat in re asservandâ. — *V. art.* 1137.

IV. Debitor non liberatur si in morâ tradendi fuerit. 18. 5. 2.

V. Quid de casu fortuito aut tertii facto. 18. 6. 2.

VI. Quid si in recipiendâ re venditâ per emptorem ipsum mora facta sit. 18. 6. 2.

VII. Quid si emptor et venditor moram adhibuerit; posterior mora purgabit priorem. 18. 6. 2.

VIII. Quid juris si ex duabus rebus simul uno pretio emptis, una perierit ante venditionem. 18. 6. 10.

V. C. c., art. 1137. 1138. 1583 *et seqq. — De la Vente, chap. I, Pr. gén., n.* 17 *et* 18 *— Art.* 1302. 1601.

1303. — Si res vi vel furto ablata vel corrupta a tertio sit, non ultra venditor tenetur quam ut actiones furti et similes cedat emptori. 18. 6. 2.

SECTION VII. — De l'action en nullité ou en rescision des conventions.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Secundum jus romanum a minore vel majore res gesta aliquando ipso jure erant nulla. 1. 3. 16. — 1 app. 4. 16. — 4. 2. 15. — 4. 5. 5. — 4. 5. 6.

II. Usu hodierno non ipso jure quid nullum, sed per judicem rescindendum. 1. 3. 16. — 4. 1. n. 13 et 20.

III. Quid sit restitutio, quantâ æquitate nitatur, et quot modis impetretur. 4. 1. 1.

IV. Cujus jurisdictionis sit restitutio; qui jure romano possint restituere; non minor magistratus contra sententiam superioris; quisque tamen contra suam. 4. 1. 2.

V. Quis jure hodierno restituat, ubi de incidentibus in lite quæstio est. 4. 1. 3.

VI. Quis ubi adversus negotia principalia contractus, aditiones hæreditatum, et similia, restitutio facienda sit; an judices universitates Leydensis. 4. 1. 4.

VII. Non supremos sed ordinarios judices cognoscere de justitiâ restitutionis ex mandato supremorum, et confirmare restitutionem. 4. 1. 5.

VIII. Quid agendum si quis restitui velit adversus negotium quod non apud judices sed arbitros compromissarios ventilatur. 4. 1. 6.

IX. Quis censeatur judex competens, ad id, ut ei examen causæ restitutionis ac confirmatio committatur; sive adversus summo jure valida, sive adversus ipso jure nulla, restitutio petatur. 4. 1. 7.

X. Si contra sententiam restitutio petatur, an examen committi possit ipsi judici qui sententiam tulit; an et ei qui judicante superior est. 4. 1. 6.

XI. Quot sint justæ causæ restitutionis; et quid si plures in eamdem personam et rem concurrant. 4. 1. 26. — *V. art.* 1305. 1315.

XII. Qui petere possint restitutionem, an procuratores et quale in iis requiratur mandatum. 4. 1. 2.

XIII. An personæ conjunctæ sine mandato. An syndici bonorum, curatores, tutores, etc. 4. 1. 9.

XIV. Petitur contra ædentes quandoque et contra tertios possessores, an contra hæredes. 4. 1. 10.

XV. Non datur restitutio si tantum modica sit læsio; quæ gravior censenda sit læsio, arbitrio judicis committendum. 4. 1. 11.

XVI. An restitutio in integrum concedi potest contra horum sententias a quibus appellare non licet. 49. 2. 1.

XVII. An exemplo minorum restituantur etiam prodigi, furiosi, mente capti, fiscus, ecclesia, pauperes, et similes. 4. 4. 55.

XVIII. An restitui possit filiusfamilias læsus. 4. 4. 42.

XIX. Non datur restitutio si alia ordinaria remedia supersunt; nisi remedium ordinarium, et extraordinarium, non infamans, adversus eumdem competat, vel restitutio pinguior sit. 4. 1. 12.

XX. Non etiam, si quis ipso jure tutus sit; nisi ex abundanti, secundum mores. 4. 1. 13.

XXI. An iterum petere possit, qui semel repulsam est passus, ex eâdem causâ; an ex aliâ; an si causæ prioris pleniores cœperit habere probationes. 4. 1. 14.

XXII. An contra parentes et patronos detur restitutio; quid moribus. 4. 1. 15.

XXIII. An pendente petitione restitutionis sententia vel negotium contra quod ea petitur, executioni dari possit; et quid moribus obtineat. 4. 1. 25.

XXIV. Nemo invitus tenetur petere restitutionem; a petitione cœptâ potest desistere, et jam impetratæ renuntiare, quo casu nec adversarius sentiet effectum restitutionis quæ ei ex consequentiâ profuisset. 4. 1. 27.

XXV. Cujus loci statuta sint observanda in restitutione concedenda, vel deneganda, per distinctiones varias explicatur. 4. 1. 29.

V. art. 1312.

Durée de l'action en nullité, ou en rescision en général.

1304. — I. Intra quadriennium petenda restitutio, exceptis quibusdam casibus quibus brevius aut longius tempus a jure præfinitum est. 4. 1. 19.

II. Quid juris in Galliâ. 4. 1. 19.

III. An facultas petendæ restitutionis duret quadriennio si actio extincta contra quam restitutio petitur breviori tempore durat, vel pauci tantum dies ad agendum superfuerint ante natum agendi impedimentum. 4. 1. 17.

IV. Currit quadriennium licet absens sit is contra quem restitutio petenda, si modo procuratorem vel defensorem reliquerit. 4. 1. 18.

V. Ex quo tempore quadriennium computandum sit in singulis restitutionum causis, et an ignorantibus id tempus currat. 4. 1. 19.

VI. Quid moribus observetur circa tempora petendæ restitutionis, etiam cum ea petitur adversus negotia ipso jure nulla. 4. 1. 20.

VII. Quoad hæredes minoris defuncti currit tempus restitutionis a tempore aditæ hæreditatis. 4. 4. 38.

VIII. Quid si in jura minoris, minor successerit. 4. 4. 38.

IX. A quo tempore tempus computandum in minorennitate. 4. 1. 19.

X. A quo tempore in casu læsionis. 4. 1. 19.

XI. Actio doli intentanda intra biennium. Actio tamen in factum in id in quo alter completior factus est, perpetuo durat etiam contra hæredes. Quid moribus. 4. 3. 12.

XII. Hodie doli actio perpetuo durat. 4. 3. 24.

XIII. Actio hæc metûs causâ quatenus non penalis sed rei persecutoria est, perpetuo durat, et quid moribus obtineat. 4. 2. 18.

XIV. An a tempore demum scientiæ majoribus aut minoribus currunt restitutionis petendæ tempora. 4. 1. 19.

V. art. 1117.

§ Ier.

Restitution des mineurs; quand a-t-elle lieu.

1305. — I. Ut minor restituatur probari debet minorennitas idque per ipsum minorem quibus probetur modis. 4. 4. 18.

II. Debet et constare de læsione sive committendo sive omittendo; minori incumbit læsionis probatio nisi per minorem gesta quæ suâ naturâ solent esse damnosa. 4. 4. 13. — *V. Pr. gén., hoc tit., n.* 15 *et seqq.*

III. An quis restitui possit adversus impetratam ætatis veniam si sibi damnosam putet. 4. 4. 9 et 10.

IV. Quid si mutuum acceperit pecuniam. 4. 4. 13.

V. Restitui potest minor adversus judicialia et extrajudicialia, adversus confessionem, adrogationem, novationem, delegationem, acceptilationem. 4. 4. 14.

VI. Minor restitui potest contra legati agnitionem, compromissum, mandatum interpositum aut susceptum, neglectam fideicommissi insinuationem. 4. 4. 14.

VII. An adversus donationum simplicem aut remuneratoriam. 4. 4. 18.

VIII. An restituitur adversus transactionem. 4. 4. 20.

IX. An adversus jusjurandi delationem. 4. 4. 20. — 12. 2. 8.

X. An contra jusjurandum promissorium præstitum. 12. 2. n. 5 et 9.

XI. An minor restituatur adversus solutionem quam minor fecit, distinctionibus explicatur, et quid moribus. 4. 4. 21.

XII. An adversus solutionem quam debitor minori fecit. 4. 4. 22.

XIII. Quid juris in solutis usuris aut redditibus. 4. 4. 22.

XIV. Quid juris si minori facta sit restitutio hæreditatis ex causâ fideicommissi. Quid moribus. 4. 4. 22.

XV. An adversus mutuum quod minor dedit vel accepit. 4. 4. 23.

XVI. An contra mutuum a tutoribus nomine pupilli contractum. 12. 1. 12.

XVII. Si tutor plus retulerit in repertorio quam erat in patrimonio pupilli, restitutione in integrum adjuvatur. 26. 7. 5. — *V. C. c., art.* 451.

XVIII. De restitutione circa contractus auctore falso tutore celebratos; plures quæstiones de hâc materiâ examinatæ. 27. 6. n. 1. et 2.

XIX. An adversus omissionem hæreditatis 4. 4. 24.

XX. An adversus aditionem. 4. 4. 26.

XXI. Et quid juris si interim minor credita vel legata solverit, vel ei solutum sit. 4. 4. 26.

XXII. An cohæredi invito accrescat portio minoris restituti. 4. 4. 26.

XXIII. Et quid juris, si minor post restitutam ex fideicommisso hæreditatis partem, restituatur adversus aditionem. 4. 4. 26.

XXIV. An restitutus adversus aditionem restitui iterum possit contra omissionem hæreditatis. 4. 4. 27. — 4. 2. 14.

XXV. An adversus licitationem, quâ ipse minor in auctione publicâ superatus est, aut alium superavit. 4. 4. 28.

XXVI. An adversus usucapionem et præscriptionem legalem, et quales præscriptiones currant minoribus, quales non, tum romano tum hodierno jure. 4. 4. 29.

XXVII. An contra usucapionem, ante posthumi nativitatem impletam. 41. 3. 13.

XXVIII. An adversus lapsum temporis conventionalis, cùm pactum de redimendo intra certum tempus, aut lex commissaria esset apposita, sive minor emerit aut vendiderit, sive prædecessor ejus. 4. 4. 30.

XXIX. An adversus omissas in judicio allegationes, et probationes; an adversus eremodicium contractum, contumaciam, vel quasi. 4. 4. 31.

XXX. An adversus sententiam et omissam appellationem, vel supplicationem, si ea lata ab illo qui vice sacrâ judicavit. 4. 4. 32.

XXXI. An et contra interlocutoriam. 4. 4. 38.

XXXII. An si viduus aut vidua massaria succubuerit in lite, sibi cum liberis minorennibus conjugis prædefuncti communi; minores hodie contra talem sententiam restitui possint. 4. 4. 33.

XXXIII. An restitui possit adversus omissam pœnæ persecutionem. 4. 4. 45.

XXXIV. An contra tutelam quam minor suscepit simulans se esse majorem. 26. 1. 4

XXXV. An restituitur minor pro majorenne habitus tempore contractûs vel per nuptias, vel per impetratam veniam ætatis. 4. 4. 43.

XXXVI. Non restituitur minor si jure communi usus sit, damnum sentiat ex contractu patris vel alterius, cui hæres fuit. 4. 4. 40.

XXXVII. Non restituitur minor adversus dationem libertatis, pœnarum aut accusationis remissionem. 4. 4. 45.

XXXVIII. Non etiam contra suos contractus juratos. An *auth. sacramenta* puberum C. si advers. vend. pertineat ad impuberes jurantes. 4. 4. 49.

XXXIX. An ad contractus puberum qui ipso jure nulli sunt, et an puberes jurantes careant propterea actione metûs, doli, et similibus. 4. 4. 47.

XL. Moribus hodiernis evanuit passim *auth. sacramenta puberum* C. si adversus venditionem. 4. 4. 48.

XLI. Cessat restitutio tanquam super vacna in casibus quibus minores ipso jure tuti sunt. Esplicatur *l.* 101, *ff. de verb. obl.* 4. 4. 52.

XLII. An minor restitui possit si alia actio ordinaria ei supersit; per distinctiones explicatur et exemplis illustratur. 4. 4. 53.

XLIII. An restitutio competat particularibus minoris successoribus, puta legatariis aliis donatariis, emptoribus. 4. 4. 40.

XLIV. An competut extraneis qui cum minore negotium damnosum gesserunt. 4. 4. 41.

XLV. An competat iis qui minori quid gerendum mandarunt. 4. 4. 41.

XLVI. Aliæ causæ sunt restitutionis, quæ et majorennibus et minoribus sunt communes. 4. 4. 34.

V. tit. V, du Mariage, Pr. gén., n. 20. — *Art.* 1235, *sect. I, n.* 3.

§ II.

Contre qui l'action est exercée.

I. Contra quos minor restituatur. 4. 4. 35.

II. An contra mulierem Velejano filiumfamilias Macedoniano tutam. 4. 4. 35.

III. An contra ullum minorem. 4. 4. 35.

IV. An contra tertium rerum amissarum aut omissarum possessorem. 4. 4. 35.

V. Necesse est vocari omnes illos quibus aliquid decessurum factâ restitutione. 4. 4. 36.

V. C. c., art. 1304, *Pr. gén., n.* 17. 16.

Quand cesse la restitution.

1306. — Restitutio cessat si minor sentiat damnum casu fortuito, veluti incendio consumptis ædibus hæreditariis atque ita damnosa facta sit hæreditas. 4. 4. 49.

1307. — I. Cessat restitutio si quis se dolo majorem dixerit, vel non vanâ opinione pro tali sit habitus, nisi adversarius sciverit minorem esse. 4. 4. 43. — 27. 9. 13.

II. Cujus scientiæ probatio minori restitutionem petenti incumbit. 4. 4. 43.

V. art. 1305.

1308. — I. Non restituendi minores mercatores si capti in suâ negotiatione. 4. 4. 51.

II. Qui propriè censeantur mercaturam profiteri. 4. 4. 51.

III. Quid si femina minor vel nupta vel innupta publica mercatrix fuerit, et ita contrahens læsa sit. 4. 4. 41.

IV. Non restituendi sunt minores læsi dum errabant in arte quam profitebantur. 4. 4. 50.

V. An jurisconsultus minor si errans in jure damnum senserit. 4. 4. 50.

V. art. 430.

Du mariage des mineurs et de leurs conventions matrimoniales.

1309. — I. Quatenus quisque pro statutorum diversitate per nuptias majorennis fit restitui ex ætatis auxilio non potest. 4. 4. 7.

II. Secundum jus romanum, minor restituebatur adversus dotem constitutam. 4. 4. 18. — 27. 9. 3.

III. Quid moribus. 4. 4. 18.

IV. Restitutionis beneficium non impetrabat adversus doarium seu dotalitium immoderatum. 4. 4. 19.

V. An contra immoderatum sponsalitiam largitatem. 4. 4. 19. — 27. 9. 3.

VI. Quid moribus. 4. 4. 19.

VII. An restitutio concedatur adversus renuntiationem hæreditatis quam acceptâ dote minus congrua fecit puella minorennis. 4. 4. 25.

VIII. Non restituendi minores adversus matrimonium. 4. 4. 45.

La restitution cesse en matière de délits et quasi-délits.

1310. — I. Minor non restituitur adversus delicta dolo aut culpâ commissa. 4. 4. 45.

II. An restituatur contra alia ex delicto descendentia. 4. 4. 45.

III. Obligatio ex delicto nascitur sine tutoris auctoritate. 26. 9. 9.

IV. An adversus inficiationes ex quibus lis in duplum crescit. 4. 4. 45.

Elle cesse par la ratification.

1311. — I. Cessat restitutio si minor major factus ratu habuerit in minorennitate gesta; minor tunc incipit civiliter obligari. 4. 4. 44. — 26. 9. 4.

II. Hæc regula pertinet etiam ad donationem in minorennitate factam. 39. 5. 9.

III. Ratihabitio est expressa vel tacita. 4. 4. 44.

IV. Quibus modis fiat ratihabitio. Quibus non? exemplis declaratur. 4. 4. 44.

V. Confirmatur alienatio sine decreto facta, si minor major factus eam ratam habeat. 27. 9. 14.

VI. Tacitè ratum habet pupillus qui pretium rei suæ sine decreto venditæ ab ipso emptore item lapsu certi temporis post majorennitatem. 27. 9. 14.

VII. An ratihabitio impediat remedium L. 2. C. *de rescind. vend.* 27. 9. 14.

VIII. An confirmetur facta sine decreto, si pupillus tutori sine decreto alienanti hæres extiterit. 27. 9. 14.

Des effets des restitutions en général.

1312. — I. Quis sit effectus restitutionis in integrum; probatur non esse judicium duplex rescindens et rescissorium qualiscumque fuerit causa restitutionis. 4. 1. 21.

II. Restituendi cum re etiam fructus. 4. 1. 22.

III. Et vicissim is contra quem restitutio fit indemnis servandus est, quâ occasione de recuperandis impensis redintegrandis actionibus. 4. 1. 22

IV. Quales actiones ei contra quem restitutio fit, non redintegrentur. 4. 1. 22.

V. An restitutione adversus emptionem pro parte impetratâ, adversarius a totâ possit emptione recedere. 4. 1. 22.

VI. An impetratâ restitutione adversus sententiam, ea quoque infirma sit, quatenus damnosa fuit ei contra quem restitutio facta est. 4. 1. 23.

VII. Restitutio facta strictam recipit interpretationem. 4. 1. 24.

VIII. An minor, qui mutui accepti nomine usuras solverat, adversus mutuum restitutus usuras solutas repetere possit, si in restitutione mentio usurarum facta non sit. 4. 1. 24.

IX. An pendente petitione restitutionis, sententia vel negotium contra quod ea petitur executioni dari possit. 4. 1. 25.

X. Quid moribus obtineat. 4. 1. 25.

XI. Minor restitutus rem recuperat. 4. 4. 27.

XII. An fructus rei an usuras pretii vel mutui. 4. 4. 27.

XIII. An et quousque minor pretium reddere debeat si adversus venditionem rerum suarum restituatur. 4. 4. 36.

XIV. Si minori solutum sit, non ultra debitori contingit liberatio quam quatenus locupletior ex eâ solutione minor apparet. 4. 4. 22.

XV. Onus probandi imponendum videtur ei adversus quem datur restitutio. 4. 4. 26.

XVI. Qui sint effectus restitutionis adversus aditionem hæreditatis, cùm res non sint adhuc integra, veluti post solutionem creditorum legatorum, etc. 4. 4. 26.

XVII. Restitutione pro parte impetratâ adversus emptorem adversarius potest a totâ venditione recedere. 4. 4. 41.

XVIII. Restitutio minori concessa prodest etiam hæredibus ejus, qui etiam eam ex capite minoris rectè petunt etiam adversus immixtionem quâ minor se paternæ miscuerat hæreditati. 4. 4. 36.

XIX. Singulare jus in exceptione non numeratæ dotis notatur. 4. 4. 38.

XX. An et quando prosit fidejussoribus minoris. 4. 4. 39.

XXI. An etiam prodesse possit fidejussori, qui minori pro quo fidejusserat hæres extitit. 4. 4. 39.

XXII. An etiam prosit aut competat particularibus minoris successoribus, puta legatariis, donatariis, emptoribus. 4. 4. 40.

XXIII. Non prodest nec competit extraneis, nec iis qui minori quid gerendum mandarunt. 4. 4. 41.

XXIV. Nec fratribus majorennibus, si hi cum minorennibus damnosam adierint hæreditatem, aut negotium gesserint damnosum, nisi illud individuum sit. 4. 4. 41.

XXV. An restitutio filiofamilias concessa prodesse possit patri. 4. 4. 42.

De la restitution des majeurs.

1313. — I. Ex justâ causâ restituuntur

majores si læsi et circumventi sint. 4. 1. n. 1 et seqq. — *V. Pr. gén., hoc tit., n. 15 et seqq.*

II. Aliæ causæ justæ restitutionis in integrum sunt, metus, dolus, capitis diminutio, absentia, alienatio judicii mutandi causâ, justus error. 4. 1. 26.

III. Absentia tanquam causa restitutionis exploratur, et variæ quæstiones tractantur. 4. 2. n. 1 et seqq.

IV. De generali clausulâ edicti, *aut si quæ alia mihi causa justa videbitur*, etc ; facilius hodie quam apud Romanos majoribus dantur restitutiones. 4. 6. n. 8 et seqq.

V. Ignorantia aliquando causam restitutionis præbebat aliquando non ; materia et quæstiones tractantur. 4. 2. n. 12 et seqq.

VI. De alienatione judicii mutandi causâ ex quâ oritur restitutio. 4. 7. n. 1 et 2.

VII. An succurratur majoribus læsis, dum in dolo vel delicto versabantur ; vel nimio licitandi calore in publicâ auctione. 4. 2. 20.

VIII. De capitis diminutione tanquam restitutionis causa explicatur. 4. 5. n. 1 et seqq.

IX. Vellejano senatusconsulto cautum ne feminæ pro ullo intercederent, non ipso jure sed ope exceptionis tutæ erant mulieres. Materia exploratur et quæstiones quæ ex eâ nascuntur. 16. 1. n. 1. et seqq.

De l'aliénation d'immeubles des mineurs ou interdits, et du partage de successions qui les intéressent.

1314. — I. An minor restitui possit adversus venditionem suarum rerum, quam ipse fecit ex decreto magistratûs. 4. 4. 15. — 27. 9. 11. — *V. C.c., art.457, n. 31 et seqq. — Art. 460*

II. Quid juris si tertius rem minoris vendiderit et tradiderit præmissis edictis publicis et solemni judicis decreto ; an tunc minor restitutus rem vindicare possit. 4. 4. 12.

III. An et ratâ manente venditione pretium petere possit ab iis quibus illud cessit, veluti a creditoribus venditoris. 4. 4. 18.

IV. An minor restituendus sit adversus venditionem rerum suarum jure pignori obligatarum, sive conventionali, sive legali, sive prætoria, sive judiciali pignore, et per creditores aut in eorum utilitatem distractarum ; explicatur per distinctiones ex jure romano. 4. 4. 17.

V. Quid moribus nostris obtineat. 4. 4. 17.

VI. An cesset restitutio, si emptor rei ad minorem pertinentis supplere minori velit id quod justo pretio deest. 4. 4. 54.

VII. An minor restituatur adversus hæreditatis divisionem. 4. 4. 22. — 10. 2. 15.

VIII. An restituatur adversus assignationem bonorum parentis defuncti per superstitem in rebus aut rerum pretiis factam. 4. 4. 20.

CHAPITRE VI. — *De la preuve des obligations et de celle du payement.*

Principes généraux. Questions diverses sur la preuve.

I. Quid sit probatio. 22. 3. 1.

II. Quid argumenta artificialia seu insita, et inartificialia seu assumpta. 22. 3. 1.

III. Probatio vel ordinaria est vel extraordinaria; ad extraordinariam etiam pertinet ocularis inspectio. 22. 3. 2.

IV. Est vel plena vel minus plena : quid sit utraque. 22. 3. 3.

V. Multum ab arbitrio judicis dependet quousque probatio fidem faciat. 22. 3. 3.

VI. An et quousque fama et rumores fidem faciant. 22. 3. 3.

VII. An fuga semi-plenè probet. 22. 3. 5.

VIII. De probatione seu purgatione vulgari per ferrum candens, duellum, etc. 22. 3. 6.

IX. De assertione vulnerati vulnerantem excusantis vel accusantis. 22. 3. 7.

X. De inscriptionibus et titulis et signis rei impositis. De unius testis depositione. 22. 3. 7.

XI. Omnes probationes plenæ fieri possunt minus plenæ. 22. 3. 7.

XII. Probanda facta dubia non notoria. Quid sit notorium. Quando jura probanda sint. 22. 3 8.

XIII. Probat actor ; sæpe reus quoties graviores militant contra eum præsumptiones, vel ipse offert probationem. 22. 3. 9.

XIV. An et quando is qui negat onere probandi gravetur. 22. 3. 10.

XV. Probare tenetur qui non possidet. 22. 3. 11.

XVI. Probandum intra tempora a judice vel lege præfinita. 22. 3. 12.

XVII. An illa tempora sint continua. 22. 3. 12.

XVIII. An ante litem contestatam probari possit. 22. 3. 12.

XIX. An operetur aliquid productio instrumenti facta ante litem contestatam. 22. 3. 12.

XX. De testibus examinandis ante litem contestatam, si mortis aut absentiæ metus immineat. 22. 3. 12.

XXI. Non etiam rectè fit probatio post conclusionem in causâ. 22. 3. 13.

XXII. Quid juris si ex uno latere tantum in causâ conclusum sit. 22. 3. 13.

XXIII. An post conclusionem in causâ produci possit authenticum cujus exemplum ante productum fuerat. 22. 3. 13.

XXIV. An, mediante restitutione post conclusionem in causâ, probatio nova fieri possit. 22. 3. 13.

XXV. An judex ex officio novam probationem injungere possit. 22. 3. 13.

XXVI. Venditor emptori, emptor venditori edere debet instrumentum venditionis ab alterutro fortè emissum. 2 13. 23.

XXVII. Scriptura non ad substantiam sed ad probationem contractûs pertinet. 6. 3. 5.

XXVIII. Probatio solutionis per testes aut scripturam, aut jurejurando, aut confessione fit. 46 3. 15.

V. infrà, Pr. gén. — Tit. V, du Mariage, Pr. gén., n. 12. — Art. 383, n. 5 et 6.

1315. — I. Excipiens de solutione factâ intentionis suæ veritatem probare debet. 46. 3. 1.

II. An non probans condemnandus sit. 42. 3. 1. — 22. 3. 1.

III. Quibus modis probetur solutio jure civili ac hodierno. 46. 3. 13.

V. suprà, Pr. gén., et infrà, sect. I et seqq.

1316. — *V. infrà, hoc cap., sect. I, II, III, IV et V.*

SECTION PREMIÈRE. — DE LA PREUVE LITTÉRALE.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Probatio per instrumenta ad probationes ordinarias pertinet. 22. 3. 2.

II. Quid sint instrumenta ; an et in criminalibus possint fidem facere. 22. 4. 1. Instrumenta sunt publica vel privata. 22. 4 2.

III. Quæ sit vis apochæ et vulgo *quitantiæ*. 46. 3. 15.

IV. Quid sit effectus apochæ generalis. 46. 3. 15.

V. Quomodo avertatur fides instrumentorum. 22. 4. 14.

VI. Quid si is qui obligatus dicitur probet se tunc alibi fuisse. 22. 4. 14.

VII. Quid si testes adhibiti in instrumento omnes jurata deponant aliter negotium gestum fuisse. 22. 4. 14.

VIII. Quid si omnes negent se præsentes fuisse. 22. 4. 14.

IX. Quid si instrumentum simulata contineat. 22. 4. 14.

X. Quid si scripturæ diversæ sibi contrariæ ab unâ parte producantur. 22. 4. 14.

XI. Quid si ab actore et reo producuntur instrumenta sibi invicem directò contraria. 22. 4. 15.

XII. Quid si ex pluribus testibus pauciores instrumento contradicant, aut sigillum suum non agnoscant. 22 4. 15.

XIII. Quid si instrumentum sit cancellatum, deletum aut margini ejus quid adscriptum. 22. 4. 15. — 42. 3. 13.

XIV. Quid si ipse tabellio fateatur se falsa in instrumenta scripsisse. 22. 4. 18.

XV. An uno instrumento tabellionis falso pronunciato, etiam reliqua ab eo scripta pro falsis habenda. 22. 4. 19.

XVI. Si pars una instrumenti falsa probetur, an et altera falsa censeri debeat. 22. 4. 16

XVII. An instrumentum invalidum si non contineat causam debiti. 22. 4. 17.

XVIII. An quis possit instrumentum quod pro se produxit reprobare, si et adversarius eo uti velit. 22. 4. 18.

XIX. Et an quis instrumentum a se productum possit liti eximere invito adversario. 22 4. 19.

XX. An liber rationom etiam cootra producentem possit fidem facere. 22. 4. 12.

XXI. An amissio instrumenti noceat, si aliter res gesta probari possit. 22. 4. 12.

XXII. Et quid si instrumentum ex conventiooe vel statuto sit necessarium. 22. 4. 12.

XXIII. An semper prosit jurejurando asserere, se nec possidere nec dolo desiisse possidere instrumentum de cujus exhibitione convenitur, quove ipse fuisset usurus. 22. 4. 21.

XXIV. An, si de debito constet, debitor solutionem droegare possit sub eo pretextu, quod chirographum amissom ei reddi nequit. 22. 4. 22.

XXV. Ao creditor debitorem cogere possit ut loco amissi chirographi aliud det, ubi de debito constat. 22. 4. 23.

V. suprà, chap. V I, Pr. gén., hoc tit., et sect. II, n. 5.— Art. 1892, *n.* 4.

—

§ Ier.

Du titre authentique.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sint iostrumenta publica quæ auctoritate publicâ conficiuntur. Acta publica non suot ex locis ubi asservari solent transferenda. 22. 4. 2.

II. De instrumentis quasi publicis trium testium subscriptione munitis. 22. 4. 9.

III. De instrumentis confectis per actuarios consulum nationis Belgicæ negotiantis in locis peregrinis. 22. 4. 6.

IV. De libro auctionarii publici. 22. 4. 9

V. De actis collegiorum, civitatum, ecclesiarum. 22. 4. 9.

VI Instrumenta *guarentigiata* apud nos non obtinent. 22. 4. 9.

VII. Ubi protocolla tabellionum post eorum obitum sint asservanda. 22. 4. 20.

VIII. Si ob neglectas a tabellione solemnitates, instrumentum sit nullom, tabellio læsis tenetur ad id quod interest. 22. 4. 5.

IX. An gesta apud tabellionem putativum vel creatum quidem, sed impedimento legali laborantem, valeant, necne. 1. 14. 2.

V. suprà, sect. I, Pr. gén.

Définition et formalités du titre authentique.

1317.— I. De instrumentis publicis a tabellione confectis. 22. 4. 3.

II. Quæ eorum requisita ex jure romano. 22. 4. 3.

III. Quæ ex moribus hodiernis. 22. 4. 5.

IV. De protocollo per tabellionem habendo. 22. 4. 3.

V. An propriâ tabellionis manu scribi debeat. 22. 4. 3.

VI. An instrumentum sit nullum si tabellio protocollum facere neglexerit. 22. 4. 5.

VII Debet tabellio aut testes novisse eos qui contrahunt aut testantur. 22. 4. 3.

VIII. Tabellio debet esse legitimè creatus et admissus. 22. 4. 4.

IX. Quid si scribat extra territorium principis a quo constitutus, vel extra locum in quo admissus. 22. 4. 4. — 1. 14. 7.

X. Quid si sit putativus tantum. 22. 4. 4

XI. An tabellio sibi aut suis adscribere aut alios obligare possit. 22. 4. 5.

XII. An pater tabellio filii testamentum excipere, et vice versâ. 22. 4. 5.

1318. — *V. art.* 1317.

De l'effet et de l'autorité de l'acte authentique.

1319. 1320. — I. Quæ instrumenti publici vis sit. 22. 4. 7.

II. An instrumentom legitimè a tabellione factum ubique fidem faciat. 22. 4. 4.

III. An et in locis ubi tabellionum usus non est. 22. 4. 4.

IV. Quibus in casibus tabellio non majorem fidem faciat quam alius privatus. 22. 4. 5.

V. Quid si gestis præsens non fuerit. 22. 4. 5.

VI. Quæ fides ejus quatenus de sanâ mente testatoris aut aliis similibus testatur. 22. 4. 5.

VII. An contra tertium vel pro tertio probet instrumentum publicum. 22. 4. 8.

VIII. An non saltem in antiquis. 22. 4. 9.

IX. An probet quatenus habet relationem alterius instrumenti. 22. 4. 9.

X. Quomodo firmetur fides instrumenti publici, quod ex longinquis regionibus adducitur. 22. 4. 8.

1321.

—

§ II.

De l'acte sous seing privé.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit instrumentum privatum. 22. 4. 10.

II. Est vel obligatorium vel liberatorium. 22. 4. 10.

III. Ubi et de apochis et antapochis ac harum usu. 22. 4. 10.

IV. An instrumentum privatum si scriptom sit ab aliquo, sed non subscriptum, probet contra eum. 22. 4. 11.

V. Quando chirographum juris interpretatione pro agnito habeatur. 12. 1. 26.

Des effets de l'acte sous seing privé.

1322. — I. Privatum instrumentom contra scribentem plenè probat, si agnitum. 22. 4. 11. — 12. 1. 26.

II. Contra tertium vel pro tertio non probat instrumentum privatum; nec pro scribente. 22. 4. 12.

1323. — De agnitione chirographi per viduam scribentis, aut hæredes ejus, aut in officio successores facienda. 12. 1. 26.

1324. — I. Si quis neget se scripsisse et mendacii convincatur, quomodo puniatur. 22. 4. 11.

II. An ex solâ litterarum collatione possit mendacii convinci. 22. 4. 11.

1325. — 1328.

Des registres des marchands.

1329. 1330. — I. An et quando et in quibus casibus libri mercatorom et ephemerides eorum probent. 22. 4. 12.

II. An probent pro tertio. 22. 4. 12.

III. Et quid si unus ex mercatoribus sociis rationes nomine omnium scripserit. 22. 4. 12.

Des registres et papiers domestiques.

1331. — I. Domestica adnotatio aut rationes pro scribente fidem non faciunt. 22. 4. 12.

II. Quam fidem mereantur libri advocatorum et procuratorum de salariis sibi debitis. 22. 4. 13.

III. Quid in libris publicanorum; in rationibus sociorum. 22. 4. 13.

IV. An liber rationum etiam contra producentem possit fidem facere. 22. 4. 18.

1332. — Quid si instrumenti margini quid adscriptum sit. 22. 4. 15.

—

§ III.

Des tailles.

1333. — Quid juris in notatis lignis diffissis, volgo *kerf-stocken*. 22. 4. 15.

—

§ IV.

Des copies de titres.

Principes généraux.

I. Regulariter exemplo instrumenti publici non creditur. 22. 4. 7.

II. Quando tamen credatur. 22. 4. 7.

III. Quid si protocollum perierit, sed extet exemplum ab eodem tabellione eum authentico collatom et subscriptum. 22. 4. 7.

1334. 1336. — *V. suprà, Pr. gén ; § IV, n.* 1 *et seqq.*

—

§ V.

Des actes récognitifs et confirmatifs.

1337.

1338. — I. Restitutio minoris cessat si major factus rata habuerit in minorennitate gesta expressè vel tacitè. 4. 4. 44. — 27. 9. 14

II. Quibus modis tacita fiat ratihabitio, quibus non ; exemplis declaratur. 4. 4. 44.

III. Confirmatur alienatio sine decreto facta si minor major factus eam ratam habeat. 27. 9. 14.

IV. Tacitè ratum habet, qui pretium a tutore exigit, aut ab ipso emptore, item lapsu certi temporis post majorennitatem. 27. 9. 14.

V. An ratihabitio impediat remedium *l. 2. C., de rescindenda venditione*. 27. 9. 14.

VI. An confirmetur alienatio facta sine decreto si pupillus tutori sine decreto alienanti hæres extiterit. 27. 9. 14.

V. art. 1311.

1339. 1340. — Quid de donatione factâ a minore cum major factus ratam habuerit. 39. 5. 9.

SECTION II. — DE LA PREUVE TESTIMONIALE.

Principes généraux.

I. Probatio per testes ad probationes ordinarias refertur. 22. 3. 2.

II. An et quando instrumenta testibus potiora sint. 22. 5. 1.

III. Ubi lex precisè scripturam requirit; an depositio quinque testium suppleat scripturæ defectum. 22. 3. 1.

IV. Qui sint testes. 22. 5. 2.

V. Quo tempore debeant esse idonei. 22. 5. 2.

VI. De unius testis depositione. 22. 3. 7.

VII. Materia et quæstiones diversæ tractatæ. — *V. C. proc., des Enquêtes. — Suprà, Pr. gén., chap. VI, n. 1 et seqq.*

1341. 1342. — *V. suprà, sect. I, Pr. gén., n. 7 et seqq.; et sect. II, Pr. gén. — Art.* 1892, *n.* 3.

1343. 1346. — *V. suprà, Pr. gén.*

1347. 1348. — *V. suprà, Pr. gén.*

SECTION III. — DES PRÉSOMPTIONS.

1349. — Quid sit præsumptio; quotuplex. 22. 3. 14.

§ Ier.

Des présomptions établies par la loi.

Principes généraux.

I. Quid sint fictiones juris et in quo distent a præsumptionibus. 22. 3. 19.

II. Quid sit simulatio, et in quo distat a fictione juris. 22. 3. 20.

III. Qui scripserint de juris præsumptionibus. 22. 3. 15.

V. C. c., art. 1352, *n.* 1 *et seqq.*

1350. — I. Quid sit præsumptio juris. 22. 3. 15.

II. Exempla ejus enumerantur. 22. 3. 15.

III. Præsumptio juris levior pellitur per præsumptionem contrariam graviorem, quod exemplis docetur. 22. 3. 15.

IV. Quid sit præsumptio juris et de jure et quæ exempla ejus. 22. 3. 16.

V. Præsumptiones plerumque desumuntur ex eo quod frequenter accidit, quandoque tamen etiam ex eo quod rarò contingit. 22. 3. 17.

VI. An ex præsumptionibus juris sententia ferri possit et reus condemnari in civilibus et criminalibus causis. 22. 3. 12.

V. C. c., art. 720.

De la chose jugée.

1351. — I. Quid sit res judicata. 42. 1. 1.

II. Res judicata quandoque denotat ipsam sententiam, quandoque effectum sententiæ. 42. 1. 2.

III. Quid tunc intersit inter sententiam et rem judicatam. 42. 1. 2.

IV. Res judicata pro veritate habetur, inter litigantes jus facit, sed aliis nec prodest nec nocet. 42. 1. 29.

V. An reus executionem patiens vindicare possit immobilia ab apparitore pignori capta, quorum venditioni tertius se opposuit ut dominus et obtinuit. 42. 1. 29.

VI. Quibus in casibus res inter alios judicata aliis noceat. 42. 1. 22.

VII. Quæ sint exceptiones litis finitæ. 44. 2. 1.

VIII. Quid sit exceptio *rei judicatæ*, et in quibus judiciis locum habeat, ac cui detur. 44. 2. 1.

IX. An et reo condemnato, si partem judicati solverit, de parte aliâ novo judicio conveniatur. 44. 2. 1.

X. Non inquiritur, an jure, sed tantum an judicatum sit. 44. 2. 1.

XI. An sententia non tollat obligationem ipso jure. 44. 2. 2.

XII. Quæ requisita concurrere debeant ut huic exceptioni locus sit. 44. 2. 3.

XIII. Quando intelligatur *eadem res* peti, vel non, plurimis exemplis illustratur et conciliatur *L. 7, pr., cum suo §§ 2 et 3.*—44. 2. 3.

XIV. Quando censeatur iterum peti ex eâdem causâ. 44. 2. 4.

XV. Peti potest aliâ actione, et tamen eadem petendi causa sit; et peti actione eâdem ut tamen causa diversa sit. 44. 2. 4.

XVI. Quid intersit inter actiones in personam et in rem circa expressam aut non expressam specialem petendi causam. 44. 2. 4.

XVII. Qui repulsus fuit in actione restitutionis potest iterum ex aliâ causâ restitutionem petere. 4. 1. 14.

XVIII. An iterum petere possit, qui semel repulsam est passus ex eâdem causâ. 4. 1. 14.

XIX. Quales personæ civiliter intelligantur eædem esse, multis exemplis docetur. 44. 2. 3.

XX. An sententia pro autore lata, vel contra eum prosit aut noceat emptori. 44. 2. 5.

XXI. An pro emptore vel contra eum lata, prosit aut noceat auctori. 44. 2. 3.

XXII. An exceptio rei judicatæ opposita ad impediendum litis ingressum, et rejecta, iterum postea opponi possit ut alia quævis peremptoria. 44. 2. 3.

XXIII. An reus hâc exceptione uti possit, si eâ non oppositâ, vel oppositâ quidem sed rejectâ, condemnatus sit. 44. 2. 2.

XXIV. An libellus supplex semel curiæ oblatus, iteratò offerri possit eidem curiæ, vel superiori, vel inferiori, si ad eum primâ vice oblatum, nihil aut non ex voto rescriptum sit. 44. 2. 3.

XXV. Lis per judicem definita potest summo jure rursus apud alium ventilari judicem et actio rursus intentari, exceptioni rei judicatæ renunciando. 2. 1. 26.

1352. — *V. C. c., art.* 1350.

1353. — I. Quid sit præsumptio hominis. 22. 3. 14.

II. Quam vim hæc præsumptio habeat. 22. 3. 14.

§ II.

Des présomptions qui ne sont point établies par la loi.

V. Pr. gén., hoc tit. p.

SECTION IV. — DE L'AVEU DE LA PARTIE.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Confessio ad probationes extraordinarias pertinet. 22. 3. 2.

II. Quid sit confessio; cur inventa et quotuplex. 42. 2. 1.

III. Quid sit tacita confessio; ex quibus colligatur. 42. 2. 1.

IV. An et ex silentio vel fugâ, aut oppositione solutionis, compensationis, exceptionis colligi possit. 42. 2. 1.

1354. — Confessio est vel judicialis, vel extrajudicialis. 42. 2. 2.

De l'aveu extrajudiciaire.

1355. — I. De confessione extrajudiciali et ejus effectu. 42. 2. 8.

II. Quid si confessio extrajudicialis sit geminata. 42. 2. 3.

III. Quid si in scriptis facta. 42. 2. 8.

IV. Quid si coram adversario et testibus confessio extrajudicialis sit emissa. 42. 2. 2.

V. Quid si coram quinque testibus creditor confessus sit sibi solutum esse debitum quod chirographo comprehensum. 42. 2. 8.

VI. An probatâ confessione extrajudiciali judex possit jusjurandum deferre. 42. 2. 3.

VII. An unius testis depositio cum probatâ confessione extrajudiciali plenam fidem faciat. 42. 2. 3.

VIII. De confessione in testamento facta et ejus viribus, per varios casus discussio. 42. 2. 2.

IX. Quid si quis asserat in testamento sibi deberi. 42. 2. 9.

De l'aveu judiciaire.

1356. — I. Quid sit confessio judicialis. 42. 2. 2.

II. Quid si illa facta sit apud judicem incompetentem. 42. 2. 2.

III. Quæ requisita sint ut confessio effectum sortiri possit. 42. 2. 2.

IV. Quid si confiteatur se occidisse cùm non constaret de cæde seu corpore delicti. 42. 2. 2.

V. Quid si fateatur se debere rem quæ non est amplius in rerum naturâ. 42. 2. 2.

VI. Quid si fateatur se certam debere quantitatem sed absque expressione causæ. 42. 2. 2.

VII. Quid si fateatur ad obscurum libellum, aut quodam nullitatis vitio lis laboret. 42. 2. 2.

VIII. Necesse ut de suo, non alieno facto, fateatur contra se. 42. 2. 3.

IX. Confessio hæredis cohæredi nequidem noceat. 42. 2. 3.

X. Necesse est ut fateatur ex liberâ voluntate, non vi, metu, fervore iracundiæ. 42. 2. 3.

XI. Quid si errore sive facti, sive juris fateatur. 42. 2. n. 3 et 7.

XII. Quid si probare nequeat se errore facti confessum esse. 42. 2. 2.

XIII. Confessio debet esse certa; obscura interpretatio an fiat contra confessum. 42. 2. 4.

XIV. Quid juris si pupillus, minor, aut qui impetravit ætatis veniam, aut tutor, curator, procurator fateatur, et cui noceat. 42. 2. 4.

XV. An et quando cliens advocati confessionem erroneam corrigere possit jure civili ac moribus. 42. 2. 4.

XVI. An procurator ipse petere possit se restitui contra suam confessionem. 42. 2. 4.

XVII. Confessio acceptanda per adversarium præsentem aut procuratorem ejus. 42. 2. 5.

XVIII. An adversarius confessionem qualificatam dividere possit, et pro parte acceptare, pro parte rejicere, in civilibus et criminalibus; distinctione explicatur. 42. 2. 5.

XIX. Quis sit effectus confessionis judicialis. 42. 2. 2.

XX. An ad eam sequi debeat condemnatio in civilibus et criminalibus. 42. 2. 2.

XXI. An judex possit condemnare in aliud quam quod confessione comprehensum. 42. 2. 2.

XXII. An et quales induciæ confesso competant, aut arbitrio judicis concedi possint. 42. 2. 6.

XXIII. An confessio in uno judicio facta probet in alio judicio. 42. 2. 7.

XXIV. An in uno judicio facta confessio probet id quod quis ut testis in judicio alterius deposuit. 42. 2. 7.

XXV. An possit revocari. 42. 2. 7.

SECTION V. — DU SERMENT.

Principes généraux.

I. Jusjurandum ad probationes extraordinarias pertinet. 22. 3. 2.

II. Quid sit jusjurandum; quid jusjurandum corporaliter præstitum. 12. 2. 1.

III. An procurator mandato instructus jurare possit in animâ domini, secundum jus civile, canonicum, et hodiernum. 12. 2. 1.

IV. Per Deum jurari debet. 12. 2. 2.

V. De jurejurando improbatæ religionis præstito, vel delato. 12. 2. 2.

VI. De jurejurando per caput, per salutem suam, aut liberorum, aut principis, et de pejerante per principis venerationem, ac ob id majestatis crimen non committente. 12. 2. 2.

VII. De assertione solemni anabaptistarum, quæ jurisjurandi loco est. 12. 2. 2.

VIII. Ubi plura inveniuntur de veteri more ritu que jurandi. 12. 2. 3.

IX. Si inter litigantes de jurandi modo ac qualitate non conveniat, conceptio ejus in arbitrio judicantis est. 12. 2. 13. — *Vide art.* 1361, *n.* 1 *et seqq.*

X. Quæ sit perjurii pœna jure romano ac moribus. 12. 2. 32.

XI. An pœnis gravioribus afficiendi qui tantum ad pejerandum se paratos professi sunt, aut errore pejerarunt. 12. 2. 32.

XII. Ex quibus præsumi possit dolum a perjurio abfuisse. 12. 2. 32.

Des diverses espèces de serment.

1357. — I. Dividitur jusjurandum in promissorium et assertorium. 12. 2. 4.

II. Quid sit promissorium obligationibus appositum; secundum jus civile sequitur naturam actûs cui apponitur. 12. 2. 4.

III. An et quatenus jusjurandum promissorium, jure canonico ac moribus servandum sit, maximè si apponatur negotiis quæ lege vel consuetudine reprobata et vetita sunt. 12. 2. 5.

IV. Quid si jusjurandum dolo vel metu interveniente interpositum sit; et de laxatione jurisjurandi per magistratum. 12. 2. 5.

V. Si jusjurandum sit appositum actui qui merè dependebat a voluntate jurantis, et jurans contra primum actum venerit, actus secundus juramento contrarius ratus erit jure etiam canonico. 12. 2. 2.

VI. Qui testamento apposuit jusjurandum de eo non revocando; si tamen postea revocet, postrema voluntas effectum habet. 12. 2. 6.

VII. Quid sit jusjurandum assertorium in genere; quid voluntarium, judiciale, necessarium. 12. 2. 7.

VIII. Voluntarium jusjurandum est quod a parte parti defertur vel refertur extra judicium. 12. 2. 7.

IX. Judiciale jusjurandum appellatur quod pars parti in judicio, accedente plerumque sententiâ judicis interlocutoriâ delationem probante, defert vel refert. 12. 2. 7.

SECTION VI. — QUI PEUT DÉFÉRER LE SERMENT ET A QUI ON PEUT LE DÉFÉRER.

I. Qui possint vel non possint deferre voluntarium et judiciale. 12. 2. 8.

II. Quid de tutoribus ac curatoribus, et an hi decreto indigeant. 12. 2. 8.

III. Quid de procuratoribus, de procuratoribus in rem suam, civitatum defensoribus. 12. 2. 8.

IV. Quid de magistris societatum, uno ex pluribus hæredibus, pupillis, prodigis. 12. 2. 8.

V. Quid de illis post biennium exceptione non numeratæ pecuniæ utentibus jusjurandum semel a se delatum revocantibus. 12. 2. 8.

VI. Quid de servis et filiisfamilias. 12. 2. 8.

VII. Quid de minoribus et infamibus. 12. 2. 2.

VIII. Quibus deferatur jusjurandum. 12. 2. 2.

XI. An et quatenus impuberibus, servis, hæredibus. 12. 2. 9.

X. An procuratoribus et defensoribus. 12. 2. 9.

V. C. c., art. 1568.

§ 1er.

Du serment décisoire.

V. hoc tit., sect V, Pr. gén. — Art. 1368. *n.* 5.

Sur quoi le serment peut être déféré.

1358. — I. Delatio jurisjurandi locum habet in actionibus civilibus in rem et in personam, sive rei persecutoriis sive pœnalibus et infamantibus. 12. 2. 10.

II. An locum habeat in actione injuriarum. 12. 2. 10.

III. An in popularibus actionibus 12. 2. 10.

IV. An in quæstione utrum mulier prægnans sit, aut an nuptiæ vel sponsalia intercesserint. 12. 2. 10.

V. An in criminalibus; an hodie in causis infamantibus. 12. 2. 10.

V. tit. V, du Mariage, Pr. gén., n. 11.

1359. — I. An jusjurandum deferri potest ut quis juret quid de alienjus facto compertum habeat. 12. 2. 9.

II. Quo cum iniquum existimetur de alieno facto alium jurare. 12. 2. n. 2 et 14.

Quand le serment peut-il être deféré.

1360. — I. Quando jusjurandum deferri possit. 12. 2. 11.

II. An possit deferri ab actore vel reo post testimoniorum publicationem. 12. 2. 11.

III. An post probationum ulteriorum renunciationem. 12. 2. 11.

IV. Quid juris si is qui deferre vult jusjurandum jam antea id detulerat, sed necdum acceptatum revocaverat, probationibus confisus. 12. 2. 11.

V. An delatio fieri possit per eum qui in se recepit probationem; quive nihil omnino ex suo latere probavit. 12. 2. 12.

De l'effet de la délation du serment.

1361. — I. Delatum ab eo qui de calumniâ juravit, præstandum aut referendum eâ formâ quâ delatum, nisi aliud ex causâ judex arbitretur; nec opus ut referens de calumniâ juret. 12. 2. 13.

II. Si tutor detulerit, relatum sibi præstare tenetur. 12. 2. 13.

III. Nec præstandum nec referendum quod delatum, si deferens de calumniâ jurare noluit, vel delatio aliquâ ex parte vitio laboret. Quod exemplis illustratur. 12. 2. 15.

IV. Nec præstandum nec referendum si jam planè per eum cui defertur probatum sit, vel is plenam offerat per instrumenta aut testes probationem. 12. 2. 15.

V. Qui jusjurandum delatum nec præstare nec referre vult victus recedit, sed appellare potest. 12. 2. n. 16 et 25.

VI. An, cui delatum possit petere dilationem ad deliberandum. 12. 2. 16.

VII. An is qui detulit, delatum sed necdum præstitum revocare possit. 12. 2. 16.

VIII. An is qui expressè vel tacitè recusavit alterutrum facere, postea ex pœnitentiâ possit præstare vel referre. 12. 2. 15.

V. suprà, art. 1360, *n.* 1 *et seqq.*

Quand le serment ne peut être référé.

1362. — I. Referri nequit sed præstandum, si is cui delatum illud jam acceptaverit. 12. 2. 11.

II. Idem est si is cui delatum vel solus aut melius sciat id de quo jurandum. 12. 2. 11.

Des effets du serment prêté ou non prêté.

1363. — I. Reo jurante datur ei exceptio jurisjurandi, quandoque utilis rei judicatæ. 12. 2. 17.

II. Actori juranti datur actio in factum ex jurejurando, vel judicati perpetua, et in simplum licet negotium de quo juratum ex infitiatione in duplum sit. 12. 2. 18.

III. Non est nova actio, sed adjectitia qualitas alterius actionis in rem vel personam cujus et naturam imitatur, nec novationem continet. 12. 2. 18.

IV. Jusjurandum juranti etiam nocet, ut conveniri possit ex negotio quod intercessisse jurat, quod exemplis docetur. 12. 2. 13.

V. Jusjurandum voluntarium et judiciale præstitum non potest rescindi per appellationem nec propter instrumenta noviter reperta, et cur. 12. 2. n. 16 et 25.

VI. Non potest rescindi perjurii prætextu, cujus ratio et restrictio explicatur, actione de dolo competente. 12. 2. 25.

VII. Quid si in delatione aut relatione jurisjurandi hoc specialiter lege adjectâ cautum sit ut perjurii prætextu possit retractari. 12. 2. 26.

VIII. Pro præstito habetur jusjurandum quod ab eo qui detulit, vel retulit, remissum est ei qui illud jam susceperat. 12. 2. 23.

IX. Quid intersit inter remissionem jurisjurandi adhuc præstandi et ejus quod jam præstitum est. 12. 2. 23.

X. Habetur et pro præstito si is qui illud sibi delatum aut relatum susceperat, mortuus sit antequam præstaret, secùs si præstare recusaverit. 12. 2. 21.

XI. Recensentur plures casus ac causæ, quibus jusjurandum voluntarium ac judiciale jam præstitum effectu caret. 12. 2. 26.

XII. De exceptione *jurisjurandi*; quibus prosit. 44. 5. 2.

XIII. Quæ requisita concurrere debeant. 44. 5. 2.

XIV. An jurejurando obligatio tolli possit ipso jure. 44. 5. 2.

1364. — I. Monstratur in omni delatione vel relatione jurisjurandi tacitam conventionem esse. 12. 2. 25.

II. Acceptatio jurisjurandi conventionis speciem in se continet, et necessitatis facit quod ab initio liberæ voluntatis erat. 12. 2. 14.

III. An is qui detulit, delatum sed necdum præstitum revocare possit. 12. 2. 16.

A quelles choses et à quelles personnes il s'étend.

1365. — I. Jusjurandum strictam recipit interpretationem ne extendatur ultra rem aut casum de quo juratum est. 12. 2. 22.

II. Hæc regula exemplis illustratur. 12. 2. 22.

III. Quid juris si alia actio intentetur, sed quâ quæstio eadem ventilatur, quæ in actione priore in quâ juratum est. 12. 2. 22.

IV. Quod exemplis illustratur. 12. 2. 22.

V. Jusjurandum aliis quam inter quos est præstitum et eorum successores neque nocet, neque prodest, quod exemplis probatur. 12. 2. 20.

VI. An jusjurandum debitoris principalis prosit fidejussori. 12. 2. 21.

VII. An jusjurandum unius rei debendi prosit alteri debendi reo. 12. 2. 21.

VIII. An delatum ab uno credendi reo, et per debitorem præstitum, noceat alteri reo credendi agere volenti. 12. 2. 21.

IX. An vice versâ, quod unus debendi reus detulit præstitum ab adversario noceat alteri debendi reo. 12. 2. 21.

X. An et quo casu jusjurandum fidejussoris prosit debitori principali. 12. 2. 21. — — *V. art.* 1198. 1208.

§ II.

Du serment déféré d'office.

Principes généraux.

Du serment supplétif et du serment in litem.

I. Jusjurandum necessarium dicitur quod judex defert actori vel reo. 12. 2. n. 7 et 29.

II. Duplex purgatorium vel suppletorium dicitur. 12. 2. 29.

III. Quid sit jusjurandum in litem. 12. 3. 1.

IV. Duplex aliud veritatis aliud affectionis. Probatur notum esse jusjurandum veritatis. Quid sit. 12. 3. 1.

V. Quid sit jusjurandum in litem affectionis; locus ei non est ob levem culpam. 12. 3. 2.

VI. An et quousque moribus nostris jusjurandum in litem locum affectionis habeat. 12. 3. 2.

1366. — *V. suprà, Pr. gén., sect. V, n.* 1 *et seqq.* — *Art.* 1367.

Par qui, à qui et dans quel cas sont-ils déférés.

1367. — I. Necessarium jusjurandum a judice defertur ob defectum probationis, seu in causis dubiis. 12. 2. n. 27 et 29.

II. Deferre potest judex jusjurandum, licet neuter litigantium id petat etiam post conclusionem in causâ. 12. 2. 29.

III. Arbitrio judicis relinquendum an illud actori, an reo, deferri debeat. 12. 2. 29.

IV. Quibus in casibus suppletorium jusjurandum deferri nequeat; non ad probandam præscriptionem, aut consuetudinem, aut sanguinis proximitatem, nec ad supplendam solemnitatum defectum. 12. 2. 29.

V. In causis civilibus locum habet jusjurandum necessarium, non in criminalibus; an hodie in infamantibus. 12. 2. 27.

VI. An locum habeat si ex crimine tantum civiliter agatur ad pœnam pecuniariam. 12. 2. 27.

VII. An et in actione injuriarum ad pœnam pecuniariam aut palinodiam; an et in causis fraudati census et impositionum publicarum. 12. 2. 27.

VIII. Quando causa dicenda sit dubia, ut judex jusjurandum deferre possit. 12. 2. 28.

IX. Jusjurandum in litem defertur a solo judice. 12. 3. 3.

X. Defertur actori domino, vel qui suo nomine litem est contestatus. 12. 3. 3.

XI. An defertur tutoribus in causâ pupilli; an non matri si ea tutrix sit. 12. 3. 3.

XII. An defertur et hæredibus. 12. 3. 3.

XIII. Juratur contra eum qui dolo non restituit aut exhibet; an contra hæredem ejus. 12. 3. 4.

XIV. Quid si ipse hæres dolum fecerit; an et contra fidejussores. 12. 3. 1.

XV. In quibus actionibus et in quibus rebus, ac ex quibus causis, locum habeat. 12. 3. 1.

XVI. An defertur in judiciis bonæ fidei et arbitrariis, in rem aut in personam, quibus de restituendo aut exhibendo agitur. 12. 3. 5.

XVII. An in iis quibus de tradendo, vel de solâ indemnitate agitur, nec in stricti juris actionibus. 12. 3. 5.

Le serment ne peut être référé : comment est-il prêté ; de ses effets.

1368. — I. Jusjurandum necessarium referri nequit. 12. 2. n. 7 et 30.

II. Præstandum est necessarium jusjurandum eâ formâ quâ delatum, citatâ adversâ parte. 12. 2. 30.

III. In necessario jusjurando judicandum contra eum qui jurare detrectat. 12. 2. 30.

IV. Appellari potest tamen a condemnatione, et peti rescissio jurisjurandi necessaria propter instrumenta noviter reperta. 12. 2. 30.

V. Moribus hodiernis jusjurandum a parte parti delatum non præstatur, nec quisquam præstare vel referre cogitur nisi interveniat judicis decretum. Nec tamen ideo omne jusjurandum quantum ad effectus necessarium est. 12. 2. 31.

VI. Quid juris si is cui judex detulit jusjurandum in litem, vel veritatis, vel affectionis, jurare nolit. 12. 3. n. 1 et 3.

VII. An ei contra quem juratum, actiones cedendæ sint. 12. 3. 7.

VIII. An in minus judex damnare possit quam juratum est. 12. 3. 6.

IX. An possit post sententiam æstimationis eamdem mouere. 12. 3. 6.

Règle particulière au serment in litem.

1369. — I. An in infinitum jurari potest. 12. 3. 3.

II. An judex possit taxationem adjicere. 12. 3. 6.

V. C. proc., art. 130.

TITRE IV. — *Des engagements qui se forment sans convention.*

Principes généraux.

V. tit. III, chap. I, pag. 78, *et chap. II, Pr. gén., pag.* 79.

1370. — I. Obligatio nascitur vel ea contractu vel ea quasi-contractu, vel ea delicto, vel ex quasi-delicto. 44. 7. 4.

II. An ædibus dirutis ob ortum incendium, ne latius serpat, vicinis domino ædium id reparare debeat. 14. 3. 13. — 9. 2. 18.

Vide C. c., art. 1371. — *Art.* 1382, *Not. div., sect. I, n.* 1 *et seqq.*

CHAPITRE PREMIER. — *Des quasi-contracts.*

Principes généraux.

I. Ex quasi-contractu nascitur obligatio. 44. 7. 4.

II. Quasi-contractus vulgo quinque recensentur, puta negotiorum gestio, tutelæ administratio, gestio occasione communionis, hæreditatis aditio, et indebiti solutio. 44. 7. 3.

III. Erroneum est quinario numero circumscribere quasi-contractus, plures enim sunt alii, quoties ubi extra id quod agitur tacitè obligatio nascatur, veluti condictione causâ datâ, causâ non secutâ, jurisjurandi delatione, judicii aditione. 5. 3. 1.

IV. De negotiorum gestorum quasi-contractu. — *Vide art.* 1372.

V. De administratione tutelæ. — *V. de la Tutelle.*

VI. De administratione communionis. — *V. du Partage des successions.*

VII. De quasi-contractu ex aditione hæreditatis nato. — *V. des Successions, — Acceptation et partage.*

VIII. De quasi contractu et solutione indebiti — *V. C. c., art.* 1235 1376 *et seqq*

IX. Introducta est actio de in rem verso ex æquitate, quoties aliquid consumpsit servus aut filiusfamilias, quo aut meliorem rem dominus, paterve haberet, aut non deteriorem. 15. 3. 1.

X. Quibus datur, contra quos et ad quam. 15. 3. 1.

XI. Non sufficit in rem patris acceptum esse, sed et versum esse debet; nec datur actio ultra quam versum est. 15. 3. 3.

XII. An necesse ut et duret utilitas versi. 15. 3. 3.

XIII. Quid juris, si ab initio non sit in rem patris acceptum, sed postea tamen versum. 15. 3. 3.

XIV. Quales impensæ hâc actione repeti possint. 15. 3. 4.

XV. An et quando voluptuariæ; voluptuariæ quandoque fiunt utiles. 15. 3. 4.

XVI. Quibus modis censeatur quid in rem patris versum, ut actioni huic locus sit; quâ occasione casus quidam dubii recensentur. 15. 3. 3.

XVII. Quibus in casibus cesset hæc actio; et in quibus differat hæc de in rem verso ab actione de peculio. 15. 3. 6.

XVIII. Quid juris circa actionem de in rem verso, si filiusfamilias pecuniam mutuatus sit, ad vestem emendam, si pecunia perierit, at vestis tamen empta sit. 15. 3. 7.

Définition des quasi-contrats.

1371. — I. Quid sint quasi-contractus. 44. 7. 5. — 5. 3. 1.

II. An in iis expressus vel tacitus consensus requiratur ejus qui obligandus est. 44. 7. 3.

III. Cur magis sit præsumptus in iis consensus. 44. 7. 3.

IV. Quæ sint species quasi-contractuum. 44. 7. 5.

V. An plures quam quinque. 44. 7. 5.

V. suprà, Pr. gén.

Du negotiorum gestor; de l'étendue de ses engagements.

1372. — I. Quid sit negotiorum gestor; utilitas ejus. 3. 5. 1.

II. Cujuscumque negotia geri possunt. 3. 5. 1.

III. Si quis impensas fecerit antequam res ei cum alio communis esset, actio negotiorum gestorum ei competit. 10. 3. 4.

IV. Idem si post impendia ab eo in rem communem facta suam partem alienaverit. 10. 3. 5.

V. An et quando negotiorum gestor gerere debet et perficere ea quæ inchoavit. 3. 5. 3.

VI. Tenetur ex paratâ absentis pecuniâ solvere absentis creditoribus ac sibi ipsi si creditor sit 3. 5. 6.

VII. Idem statuendum circa actionem redhibitoriam activam vel passivam. 3. 5. 3.

VIII. Si negotiorum gestor debitor absentis sit, a seipso debet exigere, exceptis quibusdam casibus; et quæ pœna sit si hæc negligat. 3. 5. 6.

IX. An gestor debitores absentis judicio cogere possit ad solvendum; et quid operatur ejus interpellatio extrajudicialis. 3. 5. 7.

X. Contra negotiorum gestorem actio directa datur negotiorum gestorum. 3. 5. 1.

XI. Quid sit actio directa negotiorum gestorum. 3. 5. 3.

XII. Cui detur. 3. 5. 3.

XIII. Contra quos, et etiam contra eos qui gesserunt mandato tertii. 3. 5. 3.

XIV. Et adversus eum qui aliena negotia geri mandavit. Et adversus mulierem 3. 5. 2.

XV. Et adversus pupillum in id quo locupletior factus est. 3. 5. 3.

XVI. Si plures gesserint, contra singulos datur pro suâ tantum parte. 3. 5. 3.

XVII. Hæc actio tendit ad rationes administrationis reddendas. 3. 5. 3.

XVIII. Et omne quod ad ea pervenit. 3. 5. 3.

XIX. Et etiam indebitum quod acceperit. 3. 5. 3.

XX. An gestor præstet usuras rationa pecuniæ a debitoribus domini exactæ. 3. 5. n. 3 et 5.

XXI. Non tenetur de casu fortuito nec de periculo nominis, nisi pecuniam malè et culpâ collocaverit vel nisi insolita gesserit, et paucis aliis in casibus. 3. 5. n. 3 et 5.

XXII. Absens dominus lucrum debet cum damno pensare. 3. 5. 5.

XXIII. Quid si gestor emerit rem absentis, at eum absentem esse postea cognoverit. 3. 5. 6.

XXIV. Actio funeraria ad repetundas contra hæredes impensas propter funus erogatas est mera actionis negotiorum gestorum. 11. 7. 8.

Vide C. c., de la Tutelle, chap. II, Pr. gén., sect. II, n. 3.

1373.

1374. — I. Gestor præstat culpam latam et levem, aliquando culpam levissimam. 3. 5. 4.

II. Sunt tamen casus, quibus nihil præter dolum ac latam culpam a gestore præstandum est. 3. 5. 4.

III. Quid moribus obtineat. 3. 5 4

V. art. 1173.

Des obligations de celui dont l'affaire a été bien gérée.

1375. — I. Actio negotiorum gestorum non tantum directa sed et contraria datur 3. 5. n. 1 et 3.

II. Quid sit. 3. 5. 3.

III. Contra quos detur? et contra tutorem, quando etiam contra ipsum pupillum. 3. 5. 8.

IV. Tendit in genere ad indemnitatem, impensas utiles et necessarias et usuras recuperandas. 3. 5. 3.

V. Quæ comprehenditur sub voce utilitas. 3. 5. 3.

VI. Impensas repetit gestor, licet utiles esse desierint. 3. 5. 9.

VII. Si ultra quam oportuerat impenderit, id solum recuperat quod erogare debuerat 3. 5. 9.

VIII. Si sui commodi causâ gesserit aliena, non ultra recuperat quam quatenus absens locupletior inde factus fuerit. 3. 5. 9.

IX. Cessat actio contraria si initio inspecto nulla utilitas domino acquiri potuerit, et si gestor crediderit utile curare. 3. 5. 10.

X. Quod exemplis docetur. 3. 5. 13.

XI. Nisi ratihabitio secuta sit. 3. 5. 13.

XII. Quid si inviti et prohibentis negotia gesta sint. 3. 5. 11 et 11. 7. 12.

XIII. Quid moribus. 3 5. 11. — 11. 7. 12

XIV. Cessat si probetur alium suo sumptu rem gesturum fuisse. 3. 5. 11. — 11. 7. 12.

XV. Vel si pietatis intuitu sumptus facti sunt; exempla. 3. 5. 11. — 11. 7. 13.

XVI. Si quis negotia Titii gesserit tanquam Mævii, Titius nihilominus obligatur, et quid si Mævius gesta rata habuerit. 3. 5. 12.

XVII. Quid si crediderit se ex officii necessitate gerere, vel ex mandato, cùm nulla necessitas nec mandatum subesset. 3. 5. 12.

XVIII. Quid juris si quis aliena negotia gesserit tanquam sua. 3. 5. 13. — 11. 7. 12.

XIX. An mandati an magis negotiorum gestorum actio sit, si dominus gesta rata habuerit. 3. 2. 14.

De la répétition de ce qui a été payé par erreur.

1376. — I. Quid sit indebiti condictio. 12. 6. 1.

II. In quo mutuum distet ab indebiti solutione. 12. 6. 1.

III. Cui incumbat onus probandi indebitum debitumve esse quod solutum est. 12. 2. 14.

IV. An et probasse censeatur indebiti solutionem, qui de eodem debito duas producit diversorum temporum apochas, quarum posterior nullam prioris mentionem habet. 12. 6. 14.

V. Si quis sciens indebitum solvat, lex præsumptionem donationis inducit et ob id impedit soluti repetitionem. 39. 2. 5.

VI. An pendente die vel conditione, condici possit quod ante diei vel conditionis existentiam solutum est. 12. 6. 3.

VII. Quid de interusurio, casu quo sortis condictio fieri non potest. 12. 6. 3.

VIII. Tutus exceptione perpetuâ in suum favorem introductâ, si solverit per errorem, solutum repetere potest, quod exemplis docetur; tres tamen casus excipiuntur. 12. 2. 4.

IX. Sed si tutus exceptione, in odium adversarii, introductâ, non repetit, quod inter alia etiam obtinet ex moribus nostris in exceptione biennii, intra quod debita plurima ex constitutione Caroli V sunt exigenda. 12. 6. 4.

X. Explicatur per distinctiones, quomodo condictio competat et electio, si pars soluti sit indebita; vel utraque res soluta sit, cùm alterutra esset debita; vel una res sit soluta velut unicè debita, cùm res in genere vel duæ res alternativè deberentur. 12. 2. 5.

XI. Quid juris si alterutra post solutionem interierit cùm utraque alternatim debita soluta esset. 12. 6. 5.

XII. Item quid juris si duo rei debendi, vel debitor et fidejussor singuli, totum corpus aut quantitatem, vel singuli rem unam ex alternativè debitis, solverint iisdem vel diversis temporibus. 12. 6. 5.

XIII. An pœna indebitè soluta condici possit hâc condictione. 12. 2. 12.

XIV. Quid juris si tertius meam pecuniam sinè voluntate meâ suo solverit creditori. 12. 7. 2.

V. C. c., art. 1377.

SECTION PREMIÈRE. — À QUI APPARTIENT L'ACTION EN RÉPÉTITION.

1377. — I. Quibus detur hæc condictio. 12. 2. 6.

II. Quid de tutoribus, procuratoribus, qui pro pupillo vel domino solverunt indebitum. 12. 6. 8.

III. Quis condicat, si primus indebitum promiserit, ac fidejussor ab eo datus id solverit. 12. 6. 2.

IV. Quid juris, si fidejussor pro vero debito fidejusserit, et solverit deinde quasi principalis debitor esset; vel postquam ipse interposuisset pactum de non petendo. 12. 6. 9.

V. Generaliter, quid juris sit, si quis solverit quod ipse non debebat, alius tamen debebat accipienti. 12. 2. 9.

VI. Datur quandoque condictio aliis, quam qui solverunt, dum illi qui instituti erant legata, quandoque et debita solverunt, ac dein restitutione vel aliis modis ob testamentum injustum, falsum, inofficiosum ob hæreditate depulsi sunt. 12. 2. 10.

VII. Competit tantum ei qui ignorans indebitum ignoranti solvit. 12. 6. 6.

VIII. Quid si sciens scienti vel ignoranti solverit. 12. 6. 6. — 22. 3. 5.

IX. Quid si dubitans. 12. 2. 2.

X. An competat condictio indebiti hæredi putativo qui hæreditarios creditores exsolvit. 12. 6. 2.

XI. Si mulier debitum eium viro stante matrimonio contraxerit, illudque vel stante matrimonio solverit clam viro, vel post dissolutum matrimonium, an maritus vel ipsa repetere solutum possit, matrimonio adhuc constante vel jam dirempto, secundum mores Hollandiæ et Ultrajecti. 12. 6. 19.

XII. Explicatio novæ legis *frater a fratre*. 38, ff. *de condictione indebiti*. 12. 2. 20.

V. C. c., art. 1235 *et* 471.

SECTION II. — CONTRE QUI L'ACTION EST-ELLE EXERCÉE.

I. Contra quos hæc actio detur. 12. 6. 11.

II. An contra eos quibus solutio profuit. 12. 2. 11.

III. An contra fiscum, si quæstori ærarii indebitum solutum sit. 12. 2. 11.

IV. An contra dominum cujus procuratori solutum quod debitum non est. 12. 2. 11.

V. Quid si adjecto, vel delegato indebitum solutum sit. 12. 6. 11.

SECTION III. — QUAND CESSE L'ACTION.

I. Non habet locum, si solutum sit, quod naturaliter debitum. 12. 2. 2.

II. Nec si id quod verè debitum, more improbato exactum sit, licet exigens aliter coerceatur. 12. 6. 2.

III. Quod per errorem juris indebitè solutum est, condici nequit ut indebitum. 12. 6. 7.

IV. Quod et moribus obtinere debet. 12. 6. 7.

V. Cessat indebiti condictio, si solutum ex causis quibus lis infitiando crescit in duplum. 12. 2. 15.

VI. Ex causâ transactionis, jurisjurandi, rei judicatæ; recensentur tamen quædam exceptiones. 12. 6. 15.

VII. Cessat, si specialiter, non generaliter, huic condictioni renuntiatum sit. 12. 2. 16.

VIII. Si insignis pietatis ratio comitetur solutionem, veluti dotis, aut commiserationis. 12. 6. 16.

IX. Denegatur, quoties solutum ex causis ex quibus retentionem quidem habemus, at non petitionem. 12. 2. 17.

X. Item si naturaliter debitum sit. 12. 6. 17.

XI. Recensentur casus varii, quibus id quod naturaliter debetur, si solutum sit, repeti tamen potest. 12. 6. 17.

Quelles choses doivent être restituées.

1378. — I. Ad quid tendat condictio indebiti, si factum aliquod indebitè præstitum sit; vel possessio indebitè translata. 12. 6. 12.

II. An fructus et accessiones rei indebitæ solutæ restitui debeant. 12. 2. 12.

III. Quid si res possessa per eum cui tradita, jam usucapta sit. 12. 6. 12.

IV. An cùm sorte indebitè solutâ, usuræ reddendæ, si eam medio tempore accipiens fœnori collocaverit. 12. 6. 12.

V. Si sors debita soluta sit, usuræ indebitæ solutæ, non possunt condici usuræ, nisi solutæ sint supra legitimum usurarum modum. 12. 6. 12.

1379. — Quid si res indebite soluta perierit. 12. 6. 12.

1380. — Si res per accipientem bonâ fide divenditæ sint, non nisi pretium, quod inde redactum, reddendum est, et cur. 12. 2. 12.

CHAPITRE II. — *Des délits et des quasi-délits.*

Notions diverses.

SECTION PREMIÈRE.

Principes généraux.

Nature de l'action; son effet.

I. Quid sit delictum et quasi-delictum. 44. 7. 2.

II. Quotuplicia sint delicta ac quasi-delicta. 44. 7. 6.

III. Ex delicto et quasi-delicto nascitur obligatio, et ex delicto obligamur nolentes et inviti. 1. 2. 3. — 44. 7. 4.

IV. Quamvis frequentius dolo delinquatur, et affectus distinguat maleficia, attamen et

sine dolo delinquitur ita ut coercitioni locus sit, evincit damnum injuriâ, id est dolo vel culpâ etiam levissimâ, datum, ac delictis accensitum. 4. 3. 3. — 9. 2. 29.

V. Quid sit damnum. 39. 2. 1.

VI. Auctor legis Aquiliæ non fuit Gallus Aquilius. 9. 2. 1.

VII. Quibus legibus anterioribus per legem Aquiliam derogatum fuerit, quibus non. 9. 2. 2.

VIII. Quod damnum lege Aquiliâ coercitum fuit. 9. 2. n. 3 et seqq.

IX. Primo capite legis Aquiliæ cautum ut qui alienum hominem, alienamve quadrupedem quæ pecudum numero est, injuriâ occiderit, quanti ea res in eo anno plurimi fuerit, tantum domino dare damnetur. 9. 2. 4.

X. Ex quo tempore annum computabatur. 9. 2. 4.

XI. Si quis servum sibi cum alio communem occidat, pro eâ parte tenetur, pro quâ dominus non est. 9. 2. 4.

XII. Capite secundo probabiliter actum fuisse de moribus servi corruptis, arguitur. 9. 2. 5.

XIII. Nec ejus disquisitionem inutilem esse imò caput secundum non in universum fuisse sublatum, si quis ex eo experiri vellet. 9. 2. 5.

XIV. Tertio capite legis Aquiliæ cautum est de homine vel pecude vulneratis, et omni cætero damno injuriâ dato. 9. 2. 2.

XV. Lædens tenetur quanti res fuerit plurimi mense seu triginta diebus retro computatis. 9. 2. 8.

XVI. Non fuisse habitam in hâc lege rationem æstimationis ex affectione, sed communi opinione. 9. 2. 2.

XVII. Ac præter æstimationem venire etiam id quod interest, modo certum sit, non incertum. 9. 2. 9.

XVIII. Lis quoque ex infitiatione crescit in duplum; quod tamen in casibus quibusdam fallit. 9. 2. 2.

XIX. In damno reparando illud solùm modò spectatur quod in continenti illatum fuit, non quod postea ex novâ causâ, licet prioris occasione supervenit. 9. 2. 16.

XX. Quomodo merces æstimandæ, quæ cum nave per collisionem mersâ perierunt. 9. 2. 16.

XXI. Qui egit de vulnerato, potest adhuc agere de occiso, si quadrupes deinde ex eo vulnere moriatur; sed imputatur condemnatio prima in secundam; secùs, si ex alio vulnere moreretur. 9. 2. 7.

XXII. Si plures simul damnum dederint, singuli in solidum tenentur, nec unius præstatione cæteri liberantur. 9. 2. 8.

XXIII. Si prior vulneraverit vulnere certo certius lethali, alius dein alio vulnere occiderit, uterque de occiso tenetur: secùs, si prius vulnus non fuerit certo certius lethale. 9. 2. 9.

XXIV. Quid si impubes minor de vectigalibus fraudem fecerit. 39. 4. 25.

XXV. Quid si majorennis sed per errorem. 39. 4. 25.

XXVI. Quando et quomodo cum actione legis Aquiliæ concurrere possit accusatio ex lege Corneliâ *de Sicariis*. 9. 2. 30.

XXVII. An alteri per alteram fiat præjudicium. 9. 2. 36.

XXVIII. An concurrere possit cum actione injuriarum servi corrupti, et similibus; an et cum actione depositi, commodati, locati, etc. Et an una intentata alteram perimat. 9. 2. 31.

XXIX. An ex tertio capite legis actio detur ob damnum non corpore, sed suasione non bonâ, in corpus datum. 9. 2. 5.

XXX. Recensentur plures qui tenentur, dum causam damno dederunt, impulsu naturali, concitatione, hortatu, consilio, auxilio. 9. 2. 2.

V. infrà, sect. II, n. 4. — *Sect. III, IV, V et VI*. — *Art.* 1382.

SECTION II. — A qui appartient l'action en réparation, et contre qui est-elle exercée.

I. Directa legis Aquiliæ actio domino datur, licet temporale habeant dominium, et res jam alienata vel extincta sit. 9. 2. 10.

II. Utilis etiam fructuario, bonæ fidei possessori, creditori hypothecario. 9. 2. 10.

III. An et commodatario vel fulloni, ex jure romano et moribus. 9. 2. 10.

IV. Utilis actio datur etiam ob hominem liberum vulneratum, vel occisum. 9. 2. 11.

V. Qui tunc agere possint, et ad quid, tum jure civili, tum hodierno. 9. 2. 11.

VI. Quid si concurrant, uxor, parentes, liberi ejus qui occisus. 9. 2. 11.

VII. Dantur hæc actiones adversus eos qui damnum dederunt. 9. 2. 12.

VIII. Etiam adversus illos qui, cùm prohibere potuissent et debuissent damni illationem, illud inferri passi sunt. 9. 2. 12.

IX. An adversus eos qui damnum fieri jusserunt. 9. 2. 12.

X. An et illum qui sese damnum dedisse confessi sunt. 9. 2. 12.

XI. An et quousque detur contra hæredes jure civili et moribus. 9. 9. 12. — 27. 7. 9.

XII. An actio ad mulctam hodie contra hæredes detur, et an uno ex pluribus lædentibus mulctam solvente, reliqui liberentur. 9. 2. 12. *V. du Payement des dettes; et infrà, sect. IV*, n. 8.

XIII. Quid si ad hæredes ex delictis defuncti pervenerit de turpi lucro. 3. 6. 5.

XIV. Novum non est ut in concurrente duorum culpâ, is teneatur cujus culpa major conspicitur. 9. 2. 17.

V. suprà, sect. I, n. 11-22 *et seqq.* — *Infrà, sect. IV*, n. 3 *et seqq.; sect. V*, n. 3 *et seqq.; et sect. VI*. — *Art.* 1382. 1384.

SECTION III. — Quand cesse l'action.

I. Cessat actio legis Aquiliæ, si quid illicitè quidem factum sit, sed nullum inde damnum secutum. 9. 2. 27.

II. Quod exemplis illustratur. 9. 9. 27.

III. Cessat si damnum jure datum sit, dum quis in domo vel navi suâ vim patitur. 9. 2. 28.

IV. Quid juris, si quis incendii a suis ædibus arcendi gratiâ vicinas ædes dejecerit. 9. 2. 28. — 14. 2. 18.

V. Cessat, si damnum casu fortuito contigerit, vel ab infante aut furioso detur. 9. 2. 29.

VI. Quandoque damnum dicitur casu datum, dum dolus deest, licet culpa adsit. 9. 2. 29. — 1. 3. 3.

VII. De eo qui furem nocturnum aut diurnum, vel latronem sibi insidiantem vel alium adstantem, occidit. 9. 2. 22. — 5. 1. 9. — 48. 8. 12.

VIII. An liceat alium occidere pro defensione vel recuperatione bonorum. 9. 2. 22.

V. infrà, sect. VI, n. 12.

SECTION IV. — Du dommage causé par les choses jetées ou suspendues.

I. Quales actiones competant ob dejectionem vel effusionem. 9. 3. 1.

II. Quæ sit utilitas actionis de dejectis. 9. 3. 1.

III. Cui detur, et contra quos. 9. 3. 1.

IV. Cur inhabitantes teneantur quamvis ipsi nec dejecerint nec posuerint. 9. 3. 1.

V. Quid si plures inhabitent. 9. 3. 1.

VI. An contra hospitem seu viatorem receptum. 9. 3. 1.

VII. An contra studiosum, ex cujus museo quid dejectum. 9. 3. 1.

VIII. Quis teneatur, si quis cœnaculariam exercuerit; et quid illud sit. 9. 3. 1.

IX. Quis conveniendus, si ex filiifamilias aut servi inquilini cœnaculo quid dejectum sit. 9. 3. 2.

X. Ad quid tendat hæc actio jure romano et moribus. 9. 3. 3.

XI. Ad quid agatur, si homo liber dejectione læsus vel occisus sit, jure civili et hodierno; et quinam tunc agere possint. 9. 3. 4.

XII. Quo in loco, et quo tempore, et unde debeat dejectum esse, ut locus sit actioni de dejectis. 9. 3. 5.

XIII. Quid sit actio de positis et suspensis, cui, contra quos, ad quid detur. 9. 3. 2.

XIV. Etiam ei locus est, si positum deciderit ac nocuerit, quoties læsus putat eam sibi adhuc expedire. 9. 3. 6.

XV. Inquilinus his conventus actionibus regressum habet adversus eos qui dejecerunt aut posuerunt. 9. 3. 7.

SECTION V. — De la répétition de la chose volée.

I. Quo sensu dominus dici possit *rem suam condicere* a fure. 13. 1. 1.

II. Quid sit condictio furtiva. 13. 1. 2.

III. Datur solis dominis, qui et tempore furti facti et quo agitur, domini sunt. 13. 1. 2.

IV. Non illis qui tantum alterutro tempore dominium habuerunt. 13. 1. 2.

V. Non datur commodatario, depositario. 13. 1. 3.

VI. An et quatenus detur creditori cui pignus surreptum est. 13. 1. 6.

VII. Quid moribus. 13. 1. 3.

VIII. An contra hæredes furis condictio furtiva in solidum detur, licet nihil ex re furtivâ ad eos pervenerit. 13. 1. 4.

IX. Quousque detur contra dominum aut patrem servi aut filiifamilias furis. 13. 1. 5.

X. An servus post manumissionem condictione furtivâ conveniri possit. 13. 1. 5.

XI. An qui non contrectarunt, sed tantum ope vel consilio juverunt. 13. 1. 5. — *Vide C. pénal, art.* 59.

XII. Quid juris, si plures contrectando furtum fecerint. 13. 1. 5.

XIII. Ad quid tendat hæc actio. 13. 1. 9.

XIV. Quid si res dolo, culpâ, casu perierit. 13. 1. 9.

XV. Cujus temporis æstimatio præstanda sit. 13. 1. 6.

XVI. Habet locum, sive proprietatis sive possessionis aut usûs furtum factum sit; utque etiam pro rebus immobilibus vi possessis. 13. 1. 7.

XVII. Recensentur casus quibus cessat furti condictio, inter quos, si dominus suâ voluntate ac sponte dominium amiserit. 13. 1. 6.

XVIII. Aut ei a fure satisfactum sit. 13. 1. 6.

SECTION VI. — De la caution à fournir quand le dommage n'est que menacé.

I. Cur inducta sit cautio damni infecti; quid sit damnum factum, vel infectum; quo remedio petenda sit hæc cautio. 39. 2. 1.

II. An si locus, si alio remedio is cui damnum imminet, sibi prospicere possit. 39. 2. 1.

III. Quis jubeat interponi hanc cautionem; an et magistratus municipales. 39. 2. 2.

IV. Ex quibus rebus damnum timeri debeat, ut huic cautioni locus sit; et quid, si vel publico loco, vel ex publico, damnum immineat. 39. 2. 2.

V. Qui petunt hanc cautionem; ubi de iis, quorum periculo res est, de superficiariis, creditoribus hypothecariis, inquilinis et locatoribus, fructuariis et proprietariis. 39. 2. 3.

VI. Præstandum a petentibus suo vel alieno nomine jusjurandum calumniæ. An tunc anxiè prætor inquiret; quid si juraverit petitor, et alio tempore stipuletur, an iterum jurare teneatur. 39. 2. 3.

VII. Non exigit eam bonæ fidei possessor, et cur; nec qui illicitè extruxit, aut alteri prius ipse ejusdem rei nomine cavere noluit. 39. 2. 4.

VIII. An et quando emptor respectu rei sibi venditæ sed nondum traditæ. 39. 2. 4.

IX. An et quando socius a socio, si rei propriæ a communi re damnum immineat. 39. 2. 4.

X. An is exigat, qui damnum metuit ex vitio rei non accidentali sed naturali; aut ex eo quod vicinus quid facit in suo, jure suo. 39. 2. 5.

XI. Qui suo, qui procuratorio nomine cavere debeant; ubi de dominis, bonæ fidei possessoribus, fructuariis, servitutem realem habentibus. 39. 2. 6.

XII. Repromittit quisque cavens suo nomine, satisdat alieno nomine; quæ sit ratio diversitatis. 39. 2. 6.

XIII. Quid juris, si dubium, an suo, an procuratorio nomine cavere debeat. 39. 2. 6.

XIV. Quis caveat, si inter petitorem et possessorem rei vitiosæ lis pendeat. 39. 2. 7.

XV. Quid juris, si plures sint domini rei vitiosæ, vel rei cui damnum timetur. 39. 2. 7.

XVI. Ubi petenda hæc cautio; dies cautioni inserendus. Quid si consulto vel errore prætermissus sit. 39. 2. 9.

XVII. Quomodo prætor diem definiet; ad quantum tempus, si ex opere in flumine publico ripâve facto damnum immineat. 39. 2. 8.

XVIII. An lapso die apposito, iterum cavendum sit. 39. 2. 5.

XIX. Qui agent ex hâc cautione et contra quos; an et contra successores particulares, veluti emptores rei vitiosæ, et cur. 39. 2. 9.

XX. Ad quam damni reparationem agatur; quid si non ex vitio rei, vel non ei rei, aut non ei parti, cujus intuitu cautum, damnum illatum sit; an immoderata sit facienda æstimatio damni ob picturas et alia ad luxum spectantia. 39. 2. 9.

XXI. Quid si damnum metuens fulserit parietem; quid si inquilini conducere integras ædes nolint, aut migrent ob damni metum. 39. 2. 9.

XXII. Qui jussu prætoris non cavet, patitur missionem in rem aut partem vitiosam; cujuscunque sit res. 39. 2. 19.

XXIII. Quid si vicini duo a se invicem petierint cautionem. 39. 2. 19.

XXIV. Quale remedium, et contra quam, habeat, qui missus fuit, sed non admissus. 39. 2. 19.

XXV. Missus et admissus quale jus consequatur ex primo decreto; et quid circa rem in quam missus est, facere debeat; quid juris, si tunc damnum passus sit. 39. 2. 11.

XXVI. Quando missio fiat ex secundo decreto, et quid juris per eam missus consequatur, tum respectu domini, tum respectu fructuarii et creditoris hypothecarii. 39. 2. 12.

XXVII. An tunc adhuc cogi possit possessionem iterum derelinquere oblatâ cautione, vel aliter. 39. 2. 19.

XXVIII. An ex secundo decreto consequatur civile dominium, an magis usucapiendi facultatem. 39. 2. 19.

XXIX. Si plures missi sint, quorum uni minus, alteri majus damnum imminet, pro quâ parte tunc quisque possideat, et pro quâ parte damni reparationem obtineat, aut pro quâ parte dominus fiat per usucapionem. 39. 2. 13.

XXX. Quid si unus eorum in rem vitiosam sumptum fecerit. 39. 2. 13.

XXXI. Proponitur compendio, quid juris, si damnum contigerit ante petitam privatim cautionem; vel post privatim petitam, sed antequam prætor adiretur; vel postquam aditus fuit, sed dum deliberat; vel postquam cautionem decrevit; vel postquam missionem decrevit, sed missus nondum in possessionem venit, vel admissus non est. 39. 2. 14.

XXXII. Quo remedio moribus consultum sit de damno infecto. 39. 2. 15.

XXXIII. De suggrundis, protectionibus, menianis. Remiss. 39. 2. 16.

Étendue et exemples de cette responsabilité.

1382. — I. *V. suprà, N. D., p.* 103, *n.* 1-2 *et seqq.*

II. Variæ constituuntur classes eorum qui ex damno dato tenentur. 9. 2. 14.

III. Sunt qui tenentur dum in munere versantes, aut aliter in re per leges licitâ, per occasionem ejus dolo vel imprudentiâ, vel imperitiâ damnum intulerunt. 9. 2. 14.

IV. Sunt contra quos actio datur, quia auxilio, impulsu, hortatu, consiliove eorum læsio facta est. 9. 2. 14.

V. Sunt qui ex petulantiâ. 9. 2. 14.

VI. Sunt denique qui a variis aliis factorum culpandorum speciebus nocentes directâ vel utili legis Aquiliæ conveniuntur actione. 9. 2. 14.

VII. Recensentur qui per occasionem muneris, aut dum in re licitâ versantur læserunt; ubi de magistro puerum discipulum castigante. 9. 2. 15.

VIII. De magistratu injuriosum quid faciente. 9. 2. 15.

IX. De navigiis impactis in navem aut scapham, aut retia piscatoria, aut portuum munitiones, deque funibus amputandis, etc. 9. 2. 15.

X. An navibus collisis, etiam damnum sarciendum, quod postea ex novâ causâ supervenit, sed prioris damni occasione. 9. 2. 16.

XI. Et quomodo merces æstimandæ, quæ cum nave per collisionem mersâ perierunt. 9. 2. 16. — *V. suprà, sect. I, n.* 9-15 *et seqq.*

XII. De cisiariis, plaustrariis, alios antevertere studentibus, onus malè componentibus; aut plaustro cessim eunte in clivo. 9. 2. 17.

XIII. De his qui vel se vel jumenta plus justo onerantes efficiunt, ut onus lapsu in alium evertatur. 9. 2. 17.

XIV. De tonsore tondente in loco periculoso et gulâ servo præcisâ. 9. 2. 17.

XV. De putatore et machinario ramos aut trabem in prætereuntes dejiciente. 9. 2. 18. — *V. suprà, sect. IV.*

XVI. De his qui foveas faciunt aut laqueos ponunt feræ capiendæ causâ, si animal alienum in ea inciderit. 9. 2. 19.

XVII. De fornacario ad fornacem dormiente, ignem in stipulam suam immittente, sclopetum in tecta straminea displodente. 9. 2. 19.

XVIII. De aliis incendio causam præbentibus. 9. 2. 19. — *V. art.* 1733.

XIX. De medicis, pharmacopolis, obstetricibus. 9. 2. 23.

XX. De artificibus, aliisque, qui imperitiâ læserunt, gemmas aut alias res sibi commissas confregerunt, impetum equorum retinere non potuerunt. 9. 2. 23.

XXI. De illis, qui, dum se jaculis exercent, transeuntem lædunt, vel pilâ ludentes, aliam pilæ intercipiendæ causâ evertunt. 9. 2. 24.

XXII. De illis qui, in colluctatione, pugilatu, aut pancratio, lædunt. 9. 2. 24.

XXIII. Per stramenta ardentia transilientes aliom sibi in flammâ obvium evertunt, festivo tempore Palitiorum. 9. 2. 24.

XXIV. Enumerantur plurimæ aliæ species damni per petulantiam aut temeritatem aut malitiam doli. 9. 2. 26.

XXV. Inter eas nocturnæ grassationes, vitrorum confractiones. 9. 2. 26.

XXVI. Et animalium nimiæ agitationes, turbationes, fugationes, in angustum coactiones, etc. 9. 2. 26.

1383. — I. Lege Aquiliâ non fuit coercitum damnum quod tantum omittendo datum fuit. 9. 2. 5.

II. Adstruitur distinctio inter culpam commissionis et omissionis. 9. 2. 5.

III. Coercetur hâc actione non tantum dolus, sed et culpa, etiam levissima. 9. 2. 13.

V. sup. p. 103, *Not. div., sect. I, n.* 1 *et seqq.*

Du dommage causé par les personnes dont on doit répondre.

I. Noxales actiones non ex delictis tantum servorum sed et ex factis animalium oriuntur. 9. 4. 1.

II. De æquitate noxalium actionum; jus singulare est, si servus injuriam intulerit. 9. 4. 1.

III. Recensentur delicta privata, in quibus actio noxalis locum habet. 9. 4. 2.

IV. Non datur, si crimen publicum, vel extraordinarium, vel populare, a servo commissum sit. 9. 4. 2.

V. Nec si ex privato delicto criminaliter extra ordinem agatur. 9. 4. 2.

VI. Non etiam datur, si ex servi contractu obligatio descendat, licet tunc dolus servi intervenerit, nisi minor dolo servi læsus sit. 9. 4. 5.

VII. An et ex quasi-delicto. 9. 4. 3.

VIII. Quibus detur noxalis actio. 9. 4. 4.

IX. An fructuario, cui servus fructuarius nocuit. 9. 4. 4.

X. An uni ex pluribus servi dominis; at quid juris, si pluribus nocitum sit. 9. 4. 4.

XI. Datur contra dominum servi. 9. 4. 5.

XII. Quis conveniri possit, si servus jam manumissus aut alienatus sit. 9. 4. 5.

XIII. Quinam sint affectus noxæ deditionis, et quid si non dominus noxæ dederit. 9. 4. 9.

XIV. An et quando noxalis actio contra bonæ vel malæ fidei possessorem, fructuarium, creditorem, jus pignoris in servo habentem, commodatariam, similesque dari possit. 9. 4. 6.

XV. Recensentur casus, quibus quis noxali actione conventus liberari nequit noxæ dando. 9. 4. 7.

XVI. An si domino sciente et patiente servus deliquerit, directa et noxalis actio contra dominum detur, et an altera alteram tollat. 9. 4. 7.

XVII. Quid si unus dominorum sciverit, alter ignoraverit; quid si omnes sciverint. 9. 4. 7.

XVIII. Recensentur casus, quibus neque damnum reparandum, neque servus noxæ dandus, sed reus a judicio noxali liberandus est. 9. 4. 9.

XIX. Quid juris, si plures servi simul deliquerint. 9. 4. 9.

XX. Quid si servus unus sæpius deliquerit, et dominus ab uno conventus, damnum reparaverit, aut servum agenti noxæ dederit. 9. 4. 9.

XXI. Peti potest exhibitio familiæ servorum, ut agnoscatur servus qui læsit; quo in loco noxalis actio movenda sit. 9. 4. 9.

XXII. Olim noxalis actio etiam ex filiifamilias delicto dabatur, hodie non. 9. 4. 10.

XXIII. Tamen de delictis perpetratis a liberis pater tenetur quoties illi deliquerunt in officio aut ministerio cui præpositi fuerunt. 9. 4. 10.

XXIV. Domini in solidum tenentur ex delictis famulorum perpetratis in officio aut ministerio cui a domino fuerant præpositi. 9. 4. 10.

XXV. Quid si aut nulla aut longè minor merces famulo debita sit. 9. 4. 10.

XXVI. Quid si a dominis aut parentibus præpositi, dominis ignorantibus aut scientibus, sed prohibere non valentibus. 9. 4. 10.

XXVII. Quid si liberi, vel famuli, fraudem fecerint de vectigalibus, ignorante patre vel domino. 9. 4. 10.

XXVIII. Jus singulare, quod insolatores (*bleeckers*) et collium cuniculariorum conductores ex factis famulorum et ancillarum teneantur. 9. 4. 10.

XXIX. Quousque pater, cujus filius puellam prægnantem fecit, respectu alimentorum et dotis. 9. 4. 10.

XXX. An exercitores teneantur ex delictis magistrorum, et an de delictis extra officium perpetratis. 14. 1. 7.

XXXI. Quid si magister piraticam exercuerit. 14. 1. 7.

XXXII. Quid si præfecti navales, qui prædam in hostes agere debuerant, sociis et fœderatis nocuent; an eo nomine respublica teneatur. 14. 1. 7.

XXXIII. Obligat institor præponentem delinquendo, quod exemplis monstratur tibitinarii, pistoris et pharmacopolæ. 14. 3. 4.

V. sup. p. 103, *ch. II, n.* 1, *sect. II, n.* 8. —*Sect. IV, n.* 4 *et seqq.*—*Sect. V, n.* 9 *et seqq.*

Du dommage causé par les animaux.

1385. — I. Quæ actiones et pœnæ obtineant, jure romano vel hodierno, si animalia in alieno, vel publico, depascant, sive immissa ab alio, sive nullo immittente. 9. 1. 1.

II. An actio de pastu etiam contineat lucrum speratum. 9. 1. 1.

III. Quid juris si meum animal depascat in meo glandes alienas in meo cadentes. 9. 1. 2.

IV. Et quid si se horreo alieno applicet, ibique depascat. 9, 1. 2.

V. An animal alienum in meo depascens includere possim pro damno; et quid moribus. 9. 1. 3.

VI. Quo sensu equus calcitrosus, et bos cornu petere solitus nocere dicatur contra naturam sui generis. 9. 1. 4.

VII. Quando directæ, quando utili actioni de pauperie etiam ex facto animalis feri locus sit. 9. 1. 4.

VIII. Qualis actio detur, si alius instigaverit, 9. 1. 4.

IX. Quæ sub nomine concitationis intelligenda sunt. 9. 1. 5.

X. Recensentur species factorum nobiliores quibus actio de pauperie locum habet. 9. 1. 5.

XI. Quid si arietes et boves inter se damnum commisi sint. 9. 1. 5.

XII. Quid in equis mulis sine causâ calce percutientibus. 9. 1. 6.

XIII. Quid si animal concitaverit aliud quod tertio damnum det. 9. 1. 6.

XIV. Quid si quadrupes pauperiem fecerit non corpore suo sed per aliam rem quam tetigit, veluti si cessim euntibus jumentis, si plaustro recedente homo obtritus sit, et similibus. 9. 1. 5.—*V. sup. p.* 103, *ch. II, n.* 14. — *Art.* 1384, *n.* 1 *et* 2.

XV. Quid si casu damnum datum sit. 9. 1. 6.

XVI. Quid juris, si canis sponte, vel alieno instigatu, aut culpâ nocuerit, ligatus aut solutus. 9. 1. 9.

XVII. Quibus et contra quos tum directa tum utilis de pauperie actio datur. 9. 1. 7.

XVIII. Ad quid tendant; an et deformitatis similiumque habenda ratio, si homini libero nocitum sit, jure civili, ac moribus. 9. 1. 8.

XIX. An adhuc hodie supersit facultas noxæ dandi animal. 9. 1. 9.

TITRE V. — *Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.*

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Conjuges aut parentes eorum concipere possunt pacta dotalia. 23. 4. 19.

II. Pacta patris dotalia prosunt liberis ip-

sis matrimonium contrahentibus, ut indè agere possint. 23. 4. 10.

III. Prosunt etiam liberis aut nepotibus sive suis sive emancipatis, si illis dotem restitui pater pactus sit. 23. 4. 16.

IV. Pactum filiæ de dote matri suæ reddendâ, matri prosit ad agendum aut excipiendum. 23. 4. 16.

V. Extraneus dotem dans in continenti, etiam invitâ puellâ dotandâ, pacisci potest dotem sibi reddi. 23. 4. 11.

VI. Potest aliis permittere ut illi paciscantur sibi dotem restitui, ipse aliis pacisci nequit. 23. 4. 11.

VII. An ei cui actio de dote sibi restituendâ semel nata fuit, invito jus illud testamento vel pacto posteriore adimi directo vel per indirectum potuerit. 23. 4. 16.

VIII. Moribus hodiernis parentes, cognati, tutores, pro futuris conjugibus pacisci possunt, modo futuri conjuges illa pacta expressè aut tacitè probaverint. 23. 4. 16.

IX. An solus pater superstes, uti solus consentit in nuptias liberorum ita et solus eorum nomine pacta dotalia concipere possit, operaturu etiam quantum ad bona materna, an magis tutores etiam adhibendi sint. 23. 4. 13. — *V. art.* 1398. 1545.

X. Quo ordine species pactorum dotalium hic tractentur. 23. 4. 14.

XI. An si parentes aut extranei dotem conjugibus dederint, cum pacto dotali, ut ad se vel ad certas alias personas designatas dos soluto matrimonio revertatur, conjuges in præjudicium istius pacti disponere testamento possint. 23. 4. 61.

XII. An pacta dotalia extendenda de casu in casum. 23. 4. 70.

XIII. An quod pactis omissum est ex jure romano an statutario decidi debeat. 23. 4. 70.

XIV. Potest in non expressis colligi mens paciscentium ex probabilibus conjecturis; etiam admittendum est argumentum a contrario sensu, vel a minori ad majus. 23. 4. 71.

XV. Expressum in uno oppositorum subaudiri debeat in altero : quæ exemplis exponuntur. 23. 4. 71.

XVI. Pacta dotalia obscure habere possunt interpretationem a pactis circa dotes aliis liberis datas conceptis. 23. 4. 72.

XVII. Pacta de dote concepta etiam in dubio obtinent in dotis augmento. 23. 4. 72.

XVIII. Subauditur tacita conditio *si sine liberis* cùm parentes paciscuntur ut, mortuâ in matrimonio filiâ, dos ad se redeat. 23. 4. 73.

XIX. Pacta dotalia strictam recipiunt interpretationem. 23. 4. 74.

XX. In pacto ut mobilia omnia maneant penes superstitem, actiones non continentur. 23. 4. 74.

XXI. Pactum ut bona redeant aut restituantur in dubio uno actu impletur. 23. 4. 74.

XXII. An si pater liberis materna eorum bona in dotem det, cum pacto ut redeant ad latus undè profecta, hoc ipso se et suos exclusisse ac soli maternæ lineæ pactus fuisse videatur. 23. 4. 74.

XXIII. An si cautum ut liberis conjugum sine prole ulteriore morientibus, bona devolvantur ad proximiores succedant qui liberis, an vero qui ipsis parentibus proximiores sunt. 23. 4. 74.

XXIV. Cujus loci statuta spectanda sint in pactitio, vel statutario lucro dotis. 23. 4. 25.

V. C. civ., art. 217, n. 18 *et seqq.*

Quelles conventions peuvent faire les epoux.

1387. — I. Pacta dotalia vel ad voluntatem spectant vel ad jus, et quæ sint hæc. 23. 4. 15.

II. In pactis dotalibus voluntas contrahentium spectatur, si neque juri adversetur aut bonis moribus. 23. 4. 15.

III. Recensentur pacta plura dotalia quæ bonis moribus adversantur. 23. 4. 16.

IV. Quid nostris moribus. 23. 4. 19.

1388. — I. Recensentur pacta dotalia quæ legibus adversantur. 23. 4. 16.

II. Enarrantur pacta reprobata, quia vel mulieres superstites reddunt indotatas, vel dotis conditionem et repetitionem faciunt deteriorem ac difficiliorem. 23. 4. 17.

III. Quousque licuerit tamen pacto deteriorem reddere dotis conditionem tum jure romano tum moribus. 23. 4. 17.

IV. Quousque per pacta dotalia effectus nuptiarum restringi, minui, tolli possint. 23. 2. 96.

V. Non valet pactum ut maritus in uxoris potestate sit. 23. 4. 20.

VI. Non valet pactum ut maritus tyro artificii, durante tyrocinii tempore, nullam habeat auctoritatem. 23. 4. 20.

VII. Non valet pactum ne maritus pro uxore in judicio consistat. 23. 4. 20.

VIII. Non valet pactum ne unquam maritus domicilium mutet. 23. 4. 60.

IX. Non valet pactum ut liceat conjugibus vetitas statuto donationes inter se exercere. 23. 4. 20.

X. An valeat pactum ne conjux conjugi gratificetur, cùm id statuto permissum esset. 23. 4. 60.

XI. Valet pactum quo adimitur marito potestas alienandi res uxoris, cum statutum id ipsi permitteret. 23. 4. 21. — *V. art.* 1428. 1497. 1535. 1538. 1554. 1575.

XII. Valet pactum de lucrandâ dote, et propter nuptias donatione, licet non sit utrimque eadem quantitas definita, vel tantum ex uno latere lucrum pacto comprehensum sit. 23. 4. 22. — *V. art.* 1497. 1520.

XIII. Nec cessat pactum hoc ob id quod dos promissa numerata non sit, aut maritus uxorem durius habuerit. 23. 4. 22.

XIV. An corruat pactum de lucrandâ dote, si dos sub conditione vel ex die certo incertove promissa sit, et ante diei vel conditionis existentiam matrimonium dissolvatur. 23. 4. 23.

XV. Uti per mortem naturalem, ita quoque per mortem civilem effectum habet pactum de dote lucrandâ. 23. 4. 24. — *V. art.* 1441.

V. du Mariage, chap. V, Pr. gén., n. 5. — *Art.* 214-615. — *Des Seconds mariages, Pr. gén.*, n. 16. — *Art.* 891, n. 1.

1389. — I. De pactis dotalibus agentibus de futurâ successione vel conjugum inter se, vel tertii in bona conjugum, vel tertii in bona liberorum a conjugibus ad liberos profecta, et de his qui scripserint de hisce pactis. 23. 4. 37 bis.

II. De donatione propter nuptias et in quibus conveniat cum dote, in quibus differat; et de origine ejus. 23. 3. 21.

III. Æqualitas inter dotem et propter nuptias donationem hodiè non servatur. 23. 3. 22.

IV. An hodiè hujus donationis usus sit. 23. 3. 22.

V. An non, si id actum, ut uxor omnia ferat onera matrimonii, maritus donationem salvam habeat. 23. 3. 22.

VI. An tunc marito competat legalis hypotheca in bonis uxoris pro recuperandâ propter nuptias donatione. 23. 3. 22.

1390. 1391. — I. Moribus hodiernis possunt conjuges pacto dotali generaliter eligere jus alterius loci circa effectus futuros sui matrimonii. 23. 4. 18.

II. Hoc est si modo lex domicilii conjugum aut situs immobilium non prohibeat pacto caveri ea quæ lex alterius loci pactis dotalibus electa inducit. 23. 4. 19.

III. An Ultrajectinus habens liberos primi thori possit pacto dotali eligere leges illius loci, in quo etiam in præjudicium liberorum primi thori universalis communio inter conjuges viget. 23. 4. 18.

IV. Pacto dotali id agi potest, ut universalis bonorum inter conjuges communio regatur ex legibus alterius loci, quam domicilii mariti. 23. 4. 87. — *V. art.* 1497.

De la constitution des biens en dot.

1392. — Dotes quidem, at non jure dotium apud nos obtinent, nisi pacto dotali reducta sint. 23. 3. 1. — *V. art.* 1541.

A défaut de conventions, la communauté est de droit commun.

1393. — I. Jure civili per nuptias non inducebatur universalis bonorum inter conjuges communio; secùs secundum mores multarum gentium. 23. 2. 65.

II. Quibus in locis et quousque vigeat bonorum inter conjuges communio. 23. 2. 67.

III. Positâ statutariâ communione omnia præsentia et futura ipso jure inter conjuges communicantur ratione possessionis et proprietatis, licet mariti solius nomine stante matrimonio quæsita. 23. 2. 68. — *V. art.* 1401.

IV. Nec impedit communionem patrimoniorum quantacumque disparitas; nec quod alteruter conjugum spurius est, et ob id fortè

fiscus in ejus bona succedere debeat. 23. 2. 68.

V. Sed respectu hujus statutariæ communionis interest utrum matrimonium ineuntes nobiles an plebeii sint. 23. 2. 68.

VI. An et quando præsumendum sit communionem conjugalem inter conjuges esse. 23. 2. 91.

De la rédaction des conventions matrimoniales.

1394. — I. Pacta dotalia tantum ante nuptias concipi possunt jure hollandico. 23. 4. 1.

II. Jure romano autem concipi possunt seu ante nuptias, seu stante matrimonio. 23. 4. 1.

III. Pacta dotalia jure civili et hodierno non scripturam necessario requirunt. 23. 4. 2.

IV. An pacta dotalia in scripturam non redacta, vel deperdita, cum scripta fuissent, probari possint solâ conjugum confessione coram tabellione ac testibus factâ. 23. 4. 5.

V. An pacta dotalia jure romano ac hodierno desiderent insinuationem apud acta, aut quinque testium præsentiam, aut tabellionis adhibitionem. 23. 4. 4.

VI. Cujus loci leges circà solemnia pactorum dotalium servandæ sint. 23. 4. 4. — *V. art.* 1390. 1393. 1400.

VII. Pacta hæc vel expressè vel tacitè ineuntur. 23. 4. 3.

VIII. Si post divortium inter eosdem conjuges redintegretur matrimonium, pacta priora tacitè censentur repetita. 23. 4. 5.

IX. Non item si cum tertio novæ nuptiæ contrahantur; recensentur tamen quædam exceptiones. 23. 4. 5.

Des changements qui seraient faits aux conventions matrimoniales.

1395. — I. Pacta dotalia publica clandestinis anterioribus aut posterioribus potiora sunt, nec operantur quicquam privatæ ac clandestinæ repromissiones, quod exemplis docetur. 23. 4. 6.

II. Ex intervallo nec extraneus nec pater qui dotem dedit pacisci potest eam sibi reddi, nisi consentiat dotata. 23. 4. 11.

III. Ex pactis dotalibus agi potest, si nuptiæ secutæ, nec pacta dotalia mutata sint. 23. 4. 59.

IV. An voluntate conjugum per actum inter vivos mutari possint, consentientibus illis quorum interest. 23. 4. 56.

V. Si testamento mutanda sint, an expressâ et specificâ eorum revocatione opus sit. 23. 4. 60.

VI. An si parentes aut extranei dotem conjugibus dederint cum pacto dotali, ut ad se vel ad certas alias personas designatas dos soluto matrimonio revertatur, conjuges in præjudicium istius pacti disponere testamento possint. 23. 4. 21.

VII. Et quid si parentes aut alii dotem dantes tantum generaliter pacti sint, ut bona redeant ad latus undè profecta. 23. 4. 61.

VIII. Si conjuges bona propria contulerint, cum pacto ut alter alteri succedat, vel cum exclusione statutariæ communionis, unus altero invito mutare testamento nihil potest. 23. 4. 62.

IX. Nec communi consensu in locis illis ubi gratificatio inter conjuges ne testamento quidem fieri potest. 23. 4. 62.

X. In Hollandiâ id fieri potest communi consensu, sed ultimus superstes adhuc pactis dotalibus stare potest, si nullum ex testamento conjugis defuncti commodum agnoverit. 23. 4. 62.

XI. Imo et clam altero adhuc vivente potest mutare voluntatem; nec tunc specificâ voluntatis prioris revocatione opus est, sed generalis sufficit. 23. 4. 62.

XII. An conjuges, qui propria bona contulerunt, et pacto dotali caverunt ut bona redeant ad latus illud undè profecta, vel certas personas sibi successuras designarunt, pacta talia dotalia testamento mutare simul et separatim possint. 23. 4. 63.

XIII. An et post mortem conjugis conjux superstes respectu suæ successionis, cùm conjuges simul disposuissent, quo modo ac ordine post conjugis ultimo superstitis mortem in bona communia successio fieret. 23. 4. 23.

XIV. Et quid si conjux de conjugis alterius bonis ex ejus consensu testatus sit. 23. 4. 63.

XV. An mutatio conjugibus permissa si illi quibus per pactum dotale erat destinata successio, ex voluntate conjugum bona sibi restitui in iisdem tabulis pacti sint. 23. 4. 64.

XVI. Si conjuges tabulis dotalibus caverint de suâ futurâ successione, an hoc ipso censeantur revocasse sua testamenta pactis dotalibus anteriora, quibus alios instituerant. 23. 4. 65.

XVII. Si conjuges pactis dotalibus caverint, quomodo liberis suis sine prole decedentibus succedi debeat, an tunc conjuges illum ordinem præfinitum mutare possint. 23. 4. 66.

XVIII. An et ipsi liberi in contrarium testari, aut bona inter vivos alienare. 23. 4. 66.

XIX. Si tertius sive parens futurorum conjugum, sive cognatus, aut extraneus, pacto dotali promiserit successionem sponso sponsæve, an testamento id mutare possit in Hollandiâ, Ultrajecti, in Frisiâ alibique. 23. 4. 67.

XX. An in casu quo successio pactis dotalibus delata non potest testamento mutari, fideicommisso gravari possit qui successurus est. 23. 4. 68.

XXI. An non in casu quo per pactum dotale, æqualis successionis promissio facta est. 23. 4. 68.

XXII. An non tunc omnibus successoris diminui possit spes successionis, aliis simul institutis; an non per alienationem rerum actu inter vivos. 23. 4. 68.

XXIII. Cujus loci statuta spectanda sint circa mutabilitatem aut immutabilitatem pactorum dotalium. 23. 4. 69.

1396. — An tales qui nullius indigent auctoritate, pacta dotalia publica, amicorum fide firmata, mutare possint pactis clandestinis, postea sine amicorum interventu conceptis. 23. 4. 7. — *V. art.* 1393.

1397. — I. An et clandestina pacta censeri debeant, quæ non ipsi instrumento dotali, sed catologo bonorum, ad pacta dotalia se referenti, inserta sunt. 23. 4. 2.

II. Si conjuges in pactis publicis se retulerint ad aliam scripturam certo modo conficiendam, et illa vel planè, vel non, eo modo facta sit, nihil hoc operatur. 23. 4. 9.

De la capacité du mineur pour les conventions matrimoniales.

1398. — Non inducitur communio ex nuptiis cum minore sine parentum vel tutorum aut agnatorum consensu initis, si ea minori damnosa sit. 23. 2. 66.

—

CHAPITRE II. — *Du régime en communauté.*

Notions générales. Questions diverses.

I. Quæ prima statutariæ inter conjuges communionis origo sit. 23. 2. 66. — *V. art.* 1393.

II. Disputatur prolixè pro eâ sententiâ, quod communio universalis, quam inter conjuges, sine pactis dotalibus in matrimonium convenientes, inducit statutum domicilii mariti, vel è contrario excludit, etiam tacito conjugum pacto inducta vel exclusa intelligatur, quantum ad immobilia in illis sita locis, ubi contrarium statutum viget, per pacta contraria sibi derogari, ac satisfit objectionibus variis. 23. 2. 85.

III. Superior decisio non habet locum, si sponsus tempore nuptiarum domicilium suum ad locum domicilii sponsæ transferre constituerit. 23. 2. 86.

IV. An ex migratione conjugum ad locum, alio jure utentem circa communionem, tollatur communio quæ ab initio nuptiarum erat inducta, et vice versâ. 23. 2. 87. — *V. art.* 1395.

V. Quid si nominatim testati sint conjuges, sibi circa communionem placere novi domicilii leges. 23. 2. 87 — *V. art.* 1395.

VI. Quid juris circa communionem si maritus tempore nuptiarum in duobus locis diverso jure utentibus, domicilium foveat. 23. 2. 82.

VII. An inducatur communio per secundas nuptias in præjudicium liberorum primi thori. 23. 2. 89.

VIII. An per præmaturum sponsi cum sponsâ concubitum. 23. 2. 82.

IX. An per matrimonium putativum. 23. 2. 89.

X. De pacto dotali, quo universalis bonorum communio inter conjuges inducitur, cum statuto non esset inducta. 23. 4. 26.

XI. Quæ res veniant in hanc pactitiam communionem; an et feuda. 23. 4. 26.

La communauté commence du jour du mariage.

1399. — I. Ut effectus nuptiarum locum habeant, an, et ubi consensus sine concubitu sufficiat; ubi præter consensum concubitus requiratur. 23. 2. 93.

II. Positâ concubitûs necessitate, recensentur variæ quæstiones quæ circa ipsum concubitum agitantur. 23. 2. 94.

III. Quod si post peracta denunciationum solemnia alteruter moras nectat in nuptiis contrahendis et mors interim superveniat, an effectus matrimonii perindè locum habeant, ac si nuptiæ contractæ essent. 23. 2. 92.

—

PREMIÈRE PARTIE. — *De la communauté légale.*

V. suprà, Pr. gén.

1400. — Quid intersit inter societatem pactitiam juris civilis universalem et hanc statutariam inter conjuges. 23. 2. 92.

—

SECTION PREMIÈRE. — DE CE QUI COMPOSE LA COMMUNAUTÉ ACTIVEMENT ET PASSIVEMENT.

—

§ Ier.

De l'actif de la communauté.

1401. — I. Si mulier sine publicâ auctoritate a viro recedens seorsim habitet, an fiat lucrorum a viro quæsitorum particeps. 24. 2. 16.

II. Si maritus molibus jactis sui aut uxoris fundi alluvionem auxerit, an tunc alluvio pertineat ad acquæstus. 23. 1. 3.

III. An si maritus occiderit propinquum, cui debebat hæres esse, uxor partem dimidiam istius hæreditatis quâ maritus se indignum fecit, vindicare possit, positâ omnium bonorum communio. 23. 2. 57.

IV. Vel an soluto matrimonio prius æstimationem ejus, uxor præcipere ante divisionem possit. 23. 2. 57.

V. Quid si maritus aut uxor ex justâ causâ exhæredati sint a suis parentibus, positâ universali communione. 23. 2. 57.

VI. De pacto dotali, quo universalis bonorum communio inter conjuges inducitur, cùm statuto non esset inducta. 23. 4. 26.

VII. Quæ res veniant in hanc pactitiam communionem. 23. 4. 26.

VIII. An et feuda. 23. 4. 26.

IX. Positâ statutariâ communione, an omnia præsentia et futura ipso jure inter conjuges communicentur ratione possessionis et proprietatis, licet mariti solius nomine, stante matrimonio, quæsita. 23. 2. 68.

X. Nec impedit communionem patrimoniorum quantacumque disparitas; nec quod alteruter conjugum spurius sit, et ob id fortè fiscus in ejus bona succedere debeat. 23. 2. 68.

XI. An nobilitas impediat. 23. 2. 68.

XII. An in universalem communionem veniant etiam turpia lucra. 23. 2. 69.

XIII. In universalem communionem bonorum veniunt certo certius omnia quæ sub acquæstuum communione continentur. 23. 2. 70.

XIV. An feuda in Hollandiâ, Gelriâ, ac Ultrajecti veniant in communione universali. 23. 2. 71.

XV. An non saltem eatenus, ut conjux alter soluto matrimonio æstimationem feudi ex allodiis præcipiat. 23. 2. 71.

XVI. An feuda stante matrimonio quæsita jure successionis aut titulo particulari oneroso vel lucrativo. 23. 2. 72.

XVII. An alluvio feudi ante nuptias quæsiti, si illa stante matrimonio contigerit. 23. 2. 72.

XVIII. An bona dominica, Gelris dicta *heeren goederen*; an gentilitia, aut emphyteuticaria; an censualia; an agri adscriptitiorum; an dominium directum feudi vel emphyteuseos. 23. 2. 73.

XIX. An canonicatus et prebendæ ante nuptias, vel stante matrimonio, acquisitæ. 23. 2. 74.

XX. An munera venalia. 23. 2. 75.

XXI. An jus ipsum patronatûs. 23. 2. 76.

XXII. An arrhæ sponsalitiæ, et jocalia doni matutini titulo data. 23. 2. 78.

XXIII. An ornamenta stante matrimonio per virum uxori empta. 23. 2. 78.

XXIV. Quæ continentur sub acquæstu, et qui de eo tractaverint. 23. 4. 32.

XXV. An quæsita ex industriâ, opificio, artificio. 23. 4. 32.

XXVI. An acquisita per occupationem, cum nullius propria essent. 23. 4. 32.

XXVII. An scelere quæsita; an liberis contemplatione parentum quæsita seu profectitia. 23. 4. 32.

XXVIII. An fructus naturales, industriales, civiles, et alia quæ usufructuario cedunt de jure. 23. 4. 32.

XXIX. An usufructus alterutri conjugum ante nuptias aut stante matrimonio quæsitus. 23. 4. 32.

XXX. An fructus ex jure usufructûs stante matrimonio percepti, vel ex consolidatione usufructûs cum proprietate quæ ad unum conjugem pertinebat. 23. 4. 32.

XXXI. An in acquæstu sint res stante matrimonio emptæ. 23. 4. 33.

XXXII. An et si venditor adjecerit pactum de retrovendendo. 23. 4. 33.

XXXIII. Quid si maritus ex pecuniâ sibi cum uxore communi emerit filio primi thori fundum aut reditum vitalitium. 23. 4. 33.

XXXIV. An et vestes tum uxoris tam mariti causâ emptæ, paratæ; an et munus venale stante matrimonio emptum. 23. 4. 34.

XXXV. An sub acquæstu continentur pensiones, usuræ, quarum dies ante nuptias, vel soluto demum matrimonio cessit. 23. 4. 47.

XXXVI. An fructus naturales ante nuptias, vel soluto matrimonio percepti. 23. 4. 47.

V. art. 1393. 1402. 1404.

De la présomption d'acquêts.

1402. — I. Quidquid probari potest alterutrius conjugis proprium esse, non continetur sub acquæstu, licet in catalogo rerum utrimque collatarum non sit expressum. 23. 4. 31.

II. Sed quod non probatur alterutrius proprium, in dubio acquæstus censeri debet. 23. 4. 31.

III. An in acquæstu sit hæreditas stante matrimonio empta, vel cùm conjux ex parte hæres esset, pars altera, quam cohæres acceptâ pecuniâ conjugi cessit. 23. 4. 37.

IV. An et pars dimidia si mariti soror ejus paternam hæreditatem ex asse cesserit, cùm posset dimidiam illam partem jure suo vindicare. 23. 4. 37.

V. An in acquæstu sit fundus a cognato uxoris aut mariti venditus, ac stante matrimonio per conjuges retractus. 23. 4. 38.

VI. An fundus quem a cognato uxoris emit maritus, et quem uxor jure sanguinis potuisset retrahere. 23. 4. 38.

VII. An utile dominium emphyteuseos aut feudi quod maritus ex jure directi dominii, sibi aut uxori competentis retraxit. 23. 4. 38.

VIII. An res mariti vel uxoris, quæ ab hostibus capta, jure postliminii stante matrimonio reversa vel redempta est. 23. 4. 41.

IX. An fundus mariti vel uxoris, qui ante matrimonium vel simpliciter vel cum pacto de retrovendendo est venditus, ac iterum stante matrimonio redemptus. 23. 4. 41.

X. An res ante nuptias ab alterutro conjuge vendita, si stante matrimonio per legem commissoriam appositam aut per remedium *l. 2 Cod. de rescind. vend.*, venditio resolvatur. 23. 4. 41. — *V. art.* 1404. 1498. 1499.

1403. — *V. art.* 1401, *n.* 28 *et seqq.* — *Art.* 1498. 1499. 520. 521.

Des biens exclus de la communauté.

1404. — I. An veniant in communione generali bona fideicommissaria, vel eâ lege donata ut donatario sine liberis moriente redeant ad donantis hæredes, et conditio extiterit. 23. 2. 77.

II. Non veniunt in communionem acquæstuum quæ stante matrimonio re ipsâ acquisita, sed quorum causa acquirendi est matrimonio antiquior, licet quædam stante matrimonio ob id erogata sint. 23. 4. 39.

III. An res ante nuptias empta, sed stante matrimonio tradita, cùm et pretium stante matrimonio esset de communi numeratum. 23. 4. 39.

IV. An res uni conjugum ante nuptias vendita sub conditione quæ demum post nuptias contractas extitit. 23. 4. 39.

V. An res aliena ante nuptias empta, sed cujus intuitu conjux emptor usucapionem stante matrimonio implevit. 23. 4. 39.

VI. An res quæ stante matrimonio per sententiam jedicis conjugi uni, tanquam ejus propria adjudicata est. 23. 4. 40.

VII. Au quæ ea transactione stante matrimonio remanet penes conjugem, tanquam ipsius propria. 23. 4. 40.

1405. — I. In universalem illam communionem veniunt hæreditates, legata, donationes. 23. 2. 69.

II. An donata eâ lege ne cedant statutariæ communioni, veniant in communionem universalem. 23. 2. 77.

III. An in acquæsta sint hæreditates, legata, donationes, quæ vel ab ascendentibus, vel a propinquis, seu sanguine junctis obveniant uni conjugum stante matrimonio. 23. 4. 43.

IV. Ubi et de donatis marito a principe, vel cum in legatione occupatus esset, et quid si remotiores cognati legato vel institutione honorati sint, præteritis proximioribus vel aliis æquè propinquis. 23. 4. 43.

V. Quid si tales, qui sanguine quidem juncti, sed per statutum non vocantur ab intestato. 23. 4. 43.

VI. Quid juris si marito per extraneum sit legatum vel donatum munus venale, vel feudum, quæ suâ naturâ individua sunt. 23. 4. 44.

VII. Quid si extraneus uni conjugum expressè donaverit, aut legaverit, ne id cederet communioni : vel vice versâ cognatus voluerit ut legata vel donata conjugi utrique acquirantur. 23. 4. 45.

VIII. Quid si modica tantum, puta munera solemnia, ex more marito vel uxori a cognatis data sint. 23. 4. 45.

IX. Si pacto dotali id actum sit, *ut bona utrimque illata redeant ad latus undè profecta*, nec hæreditatis aut legati postea obventuri mentio facta, an tunc hæreditates, legata, donationes contineantur sub acquæstu. 23. 4. 46.

X. An et tunc, cùm simpliciter id actum, ut lucrum et damnum stante matrimonio obveniens commune sit. 23. 4. 46.

1406.

Des biens acquis en échange d'un immeuble appartenant à l'un des époux.

1407. — I. An si illæ res, quæ non continentur sub communione universali, stante matrimonio venditæ, vel cum aliis rebus inter conjuges communicabilibus permutatæ sint, pretia rerum illarum, aut res cum illis permutatæ, conjugibus communicentur. 23. 2. 79.

II. An in acquæsta sint allodiales quæsitæ ex permutatione rei quæ unius conjugis propria fuerat. 23. 4. 55.

III. An et prædia feudalia, stante matrimonio ex permutatione quæsita. 23. 4. 56.

De l'augmentation ou de la diminution des biens de l'un des époux.

1408. — I. An in acquæsta sint res quæ ante nuptias fuerunt unius conjugis, si stante matrimonio jus ejus diminutum aut è converso auctum sit. 23. 4. 42.

II. An dominium directum, si maritus suum aut uxoris fundum in feudum aut emphyteusim dederit. 23. 4. 42.

III. An jus census aut jus patronatûs, si in dotem ecclesiæ aut sub lege censûs annui fundus datus sit. 23. 4. 42.

IV. An fundus ante nuptias emptus, si stante matrimonio propter motam litem ex *l. 2 C. de rescind. vend.* pretium suppletum sit ; vel venditori quid datum sit, ut remittat pactum retrovenditionis, sub quo conjux ante nuptias fundum emerat. 23. 4. 42.

V. An bona conjugis fideicommisso gravata, si stante matrimonio deficiat conditio fideicommissi. 23. 4. 42.

VI. An sit in acquæste alluvio, insula ante fundum nata, incrementa pretii rerum illatarum. 23. 4. 47.

VII. Notatur jus singulare Hollandorum circa alluviones prædiorum unius conjugis. 23. 4. 47. — *V. art.* 1401.

—

§ II.

Du passif de la communauté et des actions qui en résultent contre la communauté.

Du passif de la communauté.

1409. — I. De damnis in communionem statutariam venientibus. 23. 2. 80.

II. An et quousque communioni imputetur æs alienum alterutrius conjugis, aut stante matrimonio contractum. 23. 2. 80.

III. Quomodo conjuges soluto matrimonio ad æs alienum, ante nuptias vel stante matrimonio natum, teneantur in Hollandiâ et Ultrajecti, alibique. 23. 2. 80.

IV. An commune sit æs alienum matrimonio vetustius, si pro eo feudum, communioni exemptum, ante nuptias obligatum sit. 23. 2. 80.

V. An commune onus, si quid in dotem, alimenta, peregrinationem privignorum erogaverit binubus. 23. 2. 81.

VI. An et onus alendi prolem mariti adulterinam. 23. 2. 82.

VII. An noverca, quæ jure communionis conjugalis unà cum marito binubo aluit liberos ejus primi thori, etiam soluto matrimonio ad eos alendos obligata maneat. 23. 2. 82.

VIII. Et quid si maritus binubus in assignandis bonis maternis onus alendi liberos primi thori ad certum tempus in se recepisset. 23. 2. 82.

IX. An impensæ in funus alterutrius conjugis. 23. 2. 83.

X. Ut lucrum et damnum commune sit, sufficit causam ejus ante nuptias vel stante matrimonio extitisse, licet effectus demum soluto matrimonio sequatur; ut in lite soluto demum matrimonio terminatâ, conditione fideicommissi soluto demum matrimonio deficiente et res liberas efficiente. 23. 2. 84.

XI. Alimenta per patrem data liberis prioris thori non imputanda communioni cum secundâ conjuge, nisi postquam ipsa sors patrimonii ad primi thori liberos pertinentis absumpta est. 25. 3. 16.

XII. Damni eadem quæ lucri ratio licet nihil de damno, sed tantum de lucro pactum dotale conceptum sit, damnum æqualiter diminuit conjugis utriusque patrimonium, licet dispar quantitas utrimque collata sit. 23. 4. 48.

XIII. In quibus differat hæc acquæstuum communio a societate juris romani simpliciter initâ ; non semper argumentum procedit a societate simpliciter inita ad acquæstuum inter conjuges communionem. 23. 4. 48.

XIV. An sub damni communione contineantur interitus, diminutio, depretiatio rerum unius conjugis. 23. 4. 48.

XV. An interitus navis quam unus conjugum exercuit, aut redituis vitalitii. 23. 4. 49.

XVI. Et quid si res æstimatæ in matrimonium collatæ sint. 23. 4. 49.

XVII. An æs alienum stante matrimonio contractum. 23. 4. 50.

XVIII. An et debita conjugem matrimonio antiquiora. 23. 4. 50.

1410. 1411. 1412. 1413. 1414. 1415. 1416. 1417. 1418. 1419. 1420. — *V. art.* 1401. 1409.

═

SECTION II. — DE L'ADMINISTRATION DE LA COMMUNAUTÉ ET DE L'EFFET DES ACTES DE L'UN ET DE L'AUTRE ÉPOUX RELATIVEMENT A LA SOCIÉTÉ CONJUGALE.

De l'administration de la communaute.

1421. — I. In Hollandiâ maritus res omnes sibi et uxori communes solus in solidum, etiam sine uxoris assensu, alienare potest. 23. 2. 92. — *V. art.* 1401. 1549.

1422. 1423. — I. An donatio per maritum facta uxori noceat. 23. 2. 54.

II. Et quid si donatum sit fraudandæ uxoris causâ. 23. 2. 54.

V. art. 1439.

1424. — I. An noceat uxori delictum mariti. 23. 2. 56.

II. An et cùm sola est acquæstuum communio. 23. 2. 56.

III. An muliere ex delicto ad pecuniam damnatâ, maritus stante matrimonio teneatur pati executionem ejus. 42. 1. 34.

1425.

1426. 1427. — *V. art.* 217 *et seqq*

1428. — 1432. — *Vide art.* 1313, *n.* 10. — *Art.* 1487.

1433. — An in acquæsta sit res empta ex pecuniâ quæ ab uno conjugum in matrimonium collata est, vel redacta ex venditione rei unius conjugis. 23. 4. 55.

1434. — 1436.

Du profit que l'un des époux a retiré de la communauté.

1437. — I. Marito, dotem reddenti, vicissim de indemnitate cautio præstanda, ubi se dotis intuitu obligavit. 24. 3. 22.

II. Quid sint impensæ necessariæ pro fundo dotali; quibus modis factæ intelligantur. 25. 1. 1. — *V. art.* 1562.

III. Quo sensu verum sit, impensis necessariis ipso jure dotem minui; quid intersit hic inter impensas in præsentem et in perpetuam rei dotalis utilitatem factas. 25. 1. 1.

IV. Quid intersit inter necessarias impensas factas, et faciendas, sed omissas, si casus incendii aut similis rei dotali supervenerit. 25. 1. 1.

V. An et quando moribus hodiernis impensæ necessariæ dotem minuant, aut deducendæ sint. 25. 1. 2.

VI. Et quomodo æstimandæ, si maritus suum aut uxoris fundum munieverit adversus fluminis edacitatem. 25. 1. 2.

VII. De pacto dotali *ne bona uxoris pro debitis mariti matrimonio antiquioribus excutiantur.* 23. 4. 50.

VIII. An illud insinuatione aut tabellionis præsentiâ indigeat, aut inventario bonorum cujusque conjugis; an non iniquitate laboret. 23. 4. 50.

IX. An positâ solâ lucri et damni communione, etiam fidejussio, tutelæ administratio, et similia uxorem gravent. 23. 4. 51.

V. art. 1:64 *et seqq.*

1438. — An sub damni communione veniant dotes ab uno conjuge liberis prioris thori, stante secundo matrimonio, datæ. 23. 4. 50.

1439.

1440. — I. An evictio præstanda in dote. 21. 2. 11.

II. Distinguendum est : datur actio semper in titulis onerosis. 21. 2. 11.

III. Non datur semper in titulis lucrativis. 21. 2. 11.

V. art. 1547.

SECTION III. — De la dissolution de la communauté et de quelques-unes de ses suites.

De la dissolution de la communauté.

1441. — Soluto matrimonio dissolvitur inter conjuges communio. 24. 2. 28.

1442. — I. Communio hæc conjugalis an continuetur post mortem unius conjugis. 25. 2. 90.

II. De continuatione societatis inter parentem superstitem et liberos post solutum matrimonium; in quibus locis illa obtineat. 24. 3. 28.

III. Sine speciali statuto aut consuetudine non est in dubio admittenda; nec in dubio ultra liberos ad hæredes extraneos defuncti conjugis porrigenda. 24. 3. 28.

IV. Quæ statuta etiam extraneos includant hæredes; pertinet tamen in dubio etiam ad liberos majorennes. 24. 3. 28.

V. In quibus locis ignoratur continuatio communionis, repertorium tamen a superstite edendum hæredibus conjugis defuncti, antequam separatio bonorum fiat, et jurejurando firmandum. 24. 3. 35. — *V. art.* 1456.

VI. Quid si mors præstationem prævenerit. 24. 3. 35.

1443. — *V. Séparation de corps.*

1444. — 1447.

De la séparation de biens et de ses effets.

1448. 1449. — I. Regulariter durante matrimonio dos ad uxorem redire nequit. 24. 3. 2.

II. Recensentur causæ justæ ob quas id fieri potest; an et ob inopiam mariti; quid tunc mulier circa dotem possit facere. 24. 3. 2.

III. Quid si maritus idoneam pro dote cautionem offerat. 24. 3. 2.

IV. Quid si mulier sciens inopi nupserit; an dos marito iterum reddenda, si ad meliorem fortunam revertatur. 24. 3. 2.

V. infrà, de la Restitution de la dot.

1450. 1451.

Ouverture des droits de survie.

1452. — I. De petitione dotarii post solutum matrimonium vi pacti vel statuti. 24. 3. 23.

II. An divortio facto insons dotarium petere possit, et an statim, an demum mortuo nocente. 24. 3. 23.

SECTION IV. — De l'acceptation de la communauté et de la renonciation qui peut y être faite, avec les conditions qui y sont relatives.

1453. — 1455. — *V. C. c., § 5, de la Cession de biens, Pr. gén., sect. II.*

1456. — *V. art.* 1442, *n. 5 et 6.*

De l'acceptation de la communauté.

I. Repertorium a conjuge superstite edendum hæredibus conjugis defuncti, antequam separatio bonorum fiat et jurejurando firmandum. 24. 3. 35.

II. Quod habetur pro præstito, ubi mors præstationem prævenit. 24. 3. 35.

1457. — 1466.

SECTION V. — Du partage de la communauté après l'acceptation.

1467.

§ Ier.

Du partage de l'actif.

1468. — 1481.

§ II.

Du passif de la communauté et de la contribution aux dettes.

1482. — I. Quis ferre debeat, communio an conjugis hæres, impensas in morbum postremum; an et in morbos anteriores, ex quibus defunctus convaluerat. 11. 7. 15.

II. Impensæ morbi postremi communiter feruntur per hæredes defuncti conjugis, et viduam viduumve superstitem, sicut onus matrimonii. 11. 7. 15.

1483. — 1491.

SECTION VI. — De la renonciation à la communauté et de ses effets.

1492. 1493.

1494. — Quomodo uxor per solemnem abdicationem liberari possit ab ære alieno stante matrimonio contracto. 23. 4. 51.

1495. 1496.

IIe partie. — *De la communauté conventionnelle, et des conventions qui peuvent modifier ou même exclure la communauté légale.*

Des modifications apportées à la communauté légale.

1497. — I. De pacto dotali ut mulier dotem salvam habeat nec lucri aut damni stante matrimonio evenientis particeps sit. 23. 4. 52.

II. An in Hollandiâ prosit mulieri contra creditores hypothecarios, qui stante matrimonio crediderunt; quid si crediderint in familiæ sustentationem. 23. 4. 52.

III. Quid apud Ultrajectinos et Frisios operetur talis pactio. 23. 4. 52.

IV. De pacto dotali ut mulier electionem habeat, utrum dotem salvam habere velit, an lucri et damni stante matrimonio evenientis particeps esse; Hollandis placet, non itam Ultrajectinis; et quæ sit justitia ejus. 23. 4. 53.

V. An et sponsus ita sibi electionem pacisci possit; et quis effectus, si ita pactus sit. 23. 4. 53.

VI. Pactum hoc electionis an et quousque prosit hæredibus mulieris tum descendentibus, tum extraneis. 23. 4. 54.

VII. Si conjuges ita pacti in Hollandiâ, alio deindè migrent, ac tandem rursùs in Hollandiam redeant, ac utrobique maritus contraxerit, an et quibus creditoribus tale pactum obsit. 23. 4. 55.

VIII. Uxor hanc pacta electionem, pro marito tamen fidejubere potest. 23. 4. 56.

IX. An pacto dotali id agi possit ut in certis tantum rebus sive loco, sive genere circumscriptis, communio sit. 23. 4. 27. — *Vide art.* 1390.

X. An ut certo tantum in casu, vel existente aliquâ conditione demum communio sit. 23. 4. 27.

XI. Quid juris si ad actum, ut conjuge sine

liberis moriente bona redeant ad latus undè provenerunt, et liberi superstites sint. 23. 4. 27.

XII. An exclusa statutaria communio per id quod cautum fuit pacto dotali, ut bona conjugum soluto matrimonio devolvantur jure successionis Ædomicæ aut Scabinicæ. 23. 4. 27.

SECTION PREMIÈRE. — DE LA COMMUNAUTÉ RÉDUITE AUX ACQUÊTS.

Des biens qui en sont exclus.

1498. — I. De pacto dotali communionis acquæstuum. 23. 4. 28.

II. Exclusâ per pactum universali communione, in dubio tamen communio acquæstuum locum habet. 23. 4. 28.

III. Exclusâ vero communione acquæstuum, longè magis universalis communio exclusa videtur. 23. 4. 28.

IV. Si pacto id actum, ut demum sit communio acquæstuum post certum tempus, lucra ante id tempus quæsita non sunt communicanda, ubi tempus extiterit; sed demum post quæsita. 23. 4. 28.

V. In communione acquæstuum, et in quæstione, quæ sub acquæstu contineantur, spectandum statutum domicilii conjugum. 23. 4. 29.

VI. Stante matrimonio quæsita fiunt ipso jure communia, licet nomine unius tantum conjugis quæsita sint. 23. 4. 31.

1499. — I. Quidquid probari potest alterutrius conjugis proprium esse, non continetur sub acquæstu, licet in catalogo rerum utrimque collatarum non sit expressum. 23. 4. 31.

II. Sed quod non probatur alterutrius proprium in dubio acquæstus censeri debet. 23. 4. 31.

V. art. 1401. 1402.

SECTION II. — DE LA CLAUSE QUI EXCLUT DE LA COMMUNAUTÉ LE MOBILIER EN TOUT OU EN PARTIE.

1500. — 1504.

SECTION III. — DE LA CLAUSE D'AMEUBLISSEMENT.

1505. — I. An si maritus occiderit propinquum cui debebat hæres esse, uxor partem dimidiam istius hæreditatis, quâ maritus se indignum fecit, vindicare possit, positâ omnium bonorum communione. 23. 2. 57.

II. Vel an soluto matrimonio prius æstimationem ejus præcipere ante divisionem. 23. 2. 57.

III. Quid si maritus aut uxor ex justâ causâ exhæredati sint a suis parentibus, positâ universali communione. 23. 2. 57.

1506. — 1539.

CHAPITRE III. — *Du régime dotal.*

Notions générales.

I. Dotes quidem, at non jura dotium, apud nos obtinent, nisi pacto dotali redacta sint. 23. 3. 1.

II. An mulier ob dotem non solutam de domo expelli possit. 23. 3. 1.

De la dot et de sa constitution.

1540. — I. Quid sit dos. 23. 3. 1.

II. Quo sensu dotis causa perpetua dicatur. 23. 3. 2.

III. Quomodo dos differat a paraphernis et receptitiis. 23. 3. 2. — *V. art.* 1574 *et seqq.*

IV. Quid moribus ultrajectinis. 23. 3. 2.

V. Quid sit dos adventitia, quid profectitia. 23. 3. 18.

1541. — I. Dos vel datur, vel promittitur, seu cavetur vel legatur. 23. 3. 7.

II. Quomodo detur. 23. 3. 7.

III. An res fiat dotalis, si tertius qui ante nuptias rem tradiderat, ut nuptiis secutis dotalis esset, ante nuptias moriatur. 23. 3. 7.

IV. Quibus modis promittatur. 23. 3. 8.

V. Quid juris si dos generaliter sine certâ quantitate promissa sit a muliere, extraneo, patre. 23. 3. 8.

VI. Quid moribus hodiernis. 23. 3. 8.

VII. Non nisi contracto matrimonio ad dotem promissam urgi potest. 23. 3. 1.

VIII. An dos promissa peti, si repudium ante nuptias missum, sed postea sponsalia redintegrata, et nuptiæ secutæ sint. 23. 3. 9.

IX. Quousque dotis solutio in diem differri possit. 23. 3. 9.

Quels biens peuvent être constitués en dot.

1542. — I. Quæ res in dotem dari possint. 23. 3. 3.

II. An et id quod maritus uxori debet, et quid tunc dotale fiat. 23. 3. 3.

III. An curator omnia adultæ bona in dotem dare possit. 23. 3. 4. — *V. art.* 1398.

IV. Et si dotem supra vires patrimonii promiserit, an pupillam, aut se, obliget jure civili et hodierno. 23. 3. 4.

V. An omnibus bonis in dotem datis etiam futura contineantur. 23. 3. 5.

VI. An uxor credatur omnia in dotem dedisse, si patiatur maritum omnibus frui. 23. 3. 5.

VII. An sub omnibus in dotem datis etiam feuda comprehendantur. 23. 3. 1.

V. art. 1544.

1543. — I. Constituitur dos vel ante nuptias, vel stante matrimonio. 23. 3. 7.

II. Dos etiam augeri potest durante matrimonio. 23. 3. 7.

Des personnes qui constituent la dot; de leurs obligations.

1544. 1545. — I. Quibus modis dos promittitur. 23. 3. 8.

II. Quid juris si dos generaliter sine certâ quantitate promissa sit a muliere, extraneo, patre. 23. 3. 8.

III. Quid moribus hodiernis. 23. 3. 8.

IV. An extraneus aut pater dotem certæ quantitatis promittens supra vires patrimonii, gaudeat beneficio competentiæ. 23. 3. 8.

V. Pater jure civili invitus cogitur dotare filiam. 23. 3. 10.

VI. Quid juris si pater furiosus aut ab hostibus captus sit. 23. 3. 10.

VII. An et locupletem filium teneatur dotare. 23. 3. 11.

VIII. An et emancipatam. 23. 3. 12.

IX. An et secundo nubentem. 23. 3. 13.

X. An naturalem; an ingratam. 23. 3. 13.

XI. An minorem sine consensu nubentem. 23. 3. 13.

XII. Quando avus et mater urgi possint dotem dare liberis. 23. 3. 14.

XIII. An et frater teneatur sororem dotare. 23. 3. 14.

XIV. Hodie commune patris et matris onus est dotem dare liberis. 23. 3. 15.

XV. An et quousque pater binubus, dotem constituens liberis prioris thori, censeatur eam etiam ex bonis secundæ conjugis constituisse. 23. 3. 15. — *V. art.* 1437 *et seqq.*

XVI. Pater moribus magis ex liberâ voluntate, quam juris necessitate, liberis dotem dat; nisi injuriâ prohibeat nuptias liberorum majorennium, et illi eas auctoritate magistratûs contrahant. 23. 3. 16.

V. art. 1542.

1546. — I. Si liberi bona propria habeant, hodie pater non de suis sed liberorum bonis in dubio dotem constituisse creditur. 23. 3. 18.

II. Si plus quam erat in patrimonio liberorum promiserit pater aut mater, binubus aut binuba, undè supplendum sit quod deest, et an etiam ex bonis vitrici vel novercæ. 23. 3. 18.

1547. — An evictio præstanda sit in dote. 21. 2. 11. — *V. art.* 1440. — *Suprà, Pr. gén.*, n. 1 *et* 2.

1548. — Quæ sit pœna moræ in dote solvendâ, ex jure civili et moribus hodiernis. 23. 3. 8. — *V. art.* 1440.

SECTION II. — DES DROITS DU MARI SUR LES BIENS DOTAUX, ET DE L'INALIÉNABILITÉ DU FONDS DOTAL.

De l'administration des fonds dotaux.

1549. 1550. — I. An maritus fiat dominus dotis. 23. 3. 19.

II. Quid moribus Hollandiæ et quarumdam vicinarum gentium, maritus possit circa res dotales, et in genere circa sua propria aut uxoris suæ bona, plenius traditur. 23. 3. 7. — *V. art.* 1421 *et seqq.*

III. Quales actiones maritus exerceat circa res dotales. 23. 3. 20.

IV. Quid si res aliena data sit. 23. 3. 20.

V. Quid si evincatur. 23. 3. 28.

VI. De vituperio dotaturum. 23. 3. 20.

1551. 1552. — I. Proponuntur variæ

dotis divisiones, alia æstimata, alia inæstimata. 23. 3. 17.

II. Quando acquirat dominium maritus, cùm res dotalis æstimata vel inæstimata data est. 23. 3. 19.

III. An æstimatio dotis venditionem faciat jure romano ac moribus nostris. 23. 3. 19.

IV. An ad fundum æstimatum prohibitio alienationis pertineat. 23. 5. 2.

V. Quid juris si mulier id quod sibi maritus debet, in dotem dederit, is vero debeat fundum aut decem, vel fundum Cornelianum aut Titianum. 23. 5. 3.

1553.

De l'inaliénabilité du fonds dotal.

1554. — I. Quid lex Julia, quid Justinianus circa prædii dotalis alienationem et obligationem definiverit. 23. 3. 1.

II. Quid veniat appellatione prædii dotalis. 23. 5. 1.

III. An et mariti successoribus alienatio interdicta sit. 23. 5. 1.

IV. Quid veniat nomine alienationis. 23. 5. 2.

V. Ubi de oppignoratione, servitutis impositione aut remissione, datione in emphyteusin, superficiei concessione, provocatione ad divisionem, patientiâ usucapionis, tum respectu corporum, tum respectu ususfructûs. 23. 5. 2.

VI. An et alienatio necessaria aut per universitatem facta. 23. 2. 2.

VII. An ad res mobiles dotales pretiosas prohibitio extendenda sit. 23. 5. 4.

VIII. An ad paraphernalia. 23. 5. 4.

1555. 1556.

Exception à l'inaliénabilité.

1557. 1558. — I. Recensentur casus alii, quibus subsistit aut convalescit alienatio; ubi de alienatione ex consensu uxoris post biennium repetito, et eâ quæ uxori utilis est. 23. 2. 6.

II. Item de casu quo uxor mariti alienantis hæres est, aut maritus fundum venditum lucratur ex pacto de dote lucrandâ. 23. 5. 2.

III. An eo ipso, quo mulier renuntiavit Velleiano, etiam renuntiasse censeatur authenticæ *si quâ mulier*. 16. 1. 10.

IV. An isti authenticæ renuntiare possit. 16. 1. 10.

V. Recensentur casus quibus et sine beneficiorum renuntiatione uxor efficaciter pro marito intercedit. 16. 1. 16.

V. C. c., art. 203. 205. 206.

1559.

1560. — I. Si alienatio de facto contigerit, ipso jure nulla est. 23. 5. 3.

II. An et quando præscriptio hodie obsit mulieri, fundum suum non jure a marito alienatum vindicanti. 23. 5. 8.

1561. — Quid juris si usucapio fundi dotalis ante nuptias cœpta, sed stante matrimonio impleta sit. 23. 5. 5. — *V. art.* 2255.

Des obligations du mari.

1562. — I. Qualem culpam maritus præstet circa dotem, et quæ sint adscribenda culpæ mariti. 24. 3. 20.

II. An et quando ut quousque moribus nostris maritus culpam in rebus dotalibus præstare debeat, si fuerit omnium bonorum vel acquæstuum communio, vel mulier dotem sibi salvam pacta sit. 21. 3. 21. — *V. art.* 1428.

III. Prædium dotale non potest usucapi si ejus usucapio cœpta non fuerit antequam dotale fieret. 41. 3. 12.

V. art. 1572, *n.* 1. 2. 3.

1563. — *V. art.* 1443.

SECTION III. — DE LA RESTITUTION DE LA DOT.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Soluto matrimonio dos repetitur per actionem ex stipulatu; et quid interfuit inter hanc et rei uxoriæ actionem. 24. 3. 3.

II. De adventitiæ dotis repetitione. 24. 2. 3.

III. Dos reddenda, si modo verè numerata sit. 24. 3. 10.

IV. Quo in loco dos repetenda. 24. 3. 18.

V. Quis repetat dotem adventitiam, distinctionibus explicatur. 24. 3. 3.

VI. Dos profectitia secundum pactiones dotis dationi appositas illis reddenda qui id pacti sunt, præcipuè patri. 24. 3. 4.

VII. Si desit pactio cui tunc dos profectitia reddi debeat, ubi filia dotata soluto matrimonio superstes est, sive sui juris, sive patriæ subjecta potestati. 24. 3. 2.

VIII. Quâ occasione varia adnotantur. 24. 3. 3.

IX. Si filia in matrimonio moriatur, et mortis tempore in patris fuerit potestate, dos profectitia patri reddenda. 24. 3. 2.

X. Sin emancipata fuerit, dos non ad patrem, sed ad filiæ emancipatæ hæredes reverti debet; respondetur objectionibus. 24. 3. 6.

XI. Probatur dotem profectitiam ad patrem reverti, si filia moriatur in matrimonio, in patriâ existens potestate, licet tunc liberis supersint ex illâ filiâ. 24. 3. 7.

XII. Quis repetat si avus nepti dotem dederit. 24. 3. 8.

XIII. An et pater intermedius, avo mortuo. 24. 3. 8.

XIV. Cui moribus hodiernis dos reddenda sit. 24. 3. 6.

XV. An vidua pro dote et aliis ex pacto dotali debitis incumbere possit rebus mariti defuncti. 24. 3. 9.

XVI. An tanquam spoliata restitui debeat, si fraude hæredum mariti possessionem reliquerit, nec ei solutio fiat. 24. 3. 9.

XVII. Contra quos detur actio ad dotem restituendam. 24. 3. 17.

XVIII. Quomodo repetatur dos, quæ ante nuptias data est, si nuptiæ non sequantur. 24. 3. 1.

XIX. Reddenda et pars lucri stante matrimonio quæsiti. Quid agendum si res tales quæsitæ individuæ sint. 24. 3. 16.

XX. Qui non intulit bona quæ promiserat, vel dissimulavit æs alienum, ut id stante matrimonio solutum fuit, ejus detractionem unà cum usuris percipiendis soluto matrimonio pati debet. 24. 3. 16.

V. art. 1571. 1572.

Quand la dot doit être restituée.

1564. 1565. — I. Regulariter durante matrimonio dos ad uxorem redire nequit. 24. 2. 2.

II. Recensentur causæ justæ ob quas id fieri possit. 24. 3. 2.

III. An et ob inopiam mariti. 24. 3. 2.

IV. Quid tunc mulier circa dotem possit facere. 24. 2. 2.

V. Quid si maritus idoneam pro dote cautionem offerat. 24. 2. 2.

VI. Quid si mulier sciens inopi nupserit. 24. 2. 2.

VII. An dos marito iterum reddenda si ad meliorem fortunam revertatur. 24. 3. 2.

VIII. Quo tempore dos soluto matrimonio reddi debuerit jure veteri et novo. 24. 2. 11.

IX. Ex quibus causis dos sine dilatione statim a soluto matrimonio reddi debuerit. 24. 2. 11.

X. An pro mobilium restitutione in tempus dilatâ uxor fidejussorem exigere possit. 24. 2. 11.

XI. Quando moribus nostris dos reddenda. 24. 2. 11.

Que doit comprendre la restitution de la dot.

1566. 1567. — I. Restituendæ cum dote omnes accessiones ejus, quarum plures recensentur species. 24. 3. 12.

II. An unà cum dote reddenda alimenta aut munera modica, quæ parens mulieris stante matrimonio dedit, cùm ante nuptias non promisisset. 24. 3. 13.

III. Si maritus jure licito res dotales stante matrimonio vendiderit, quale pretium reddere debeat. 24. 3. 14.

IV. Quid si fraudandæ uxoris causâ vilioris vendiderit dolo. 24. 3. 14.

V. Quid si vendiderit pretio annuâ bimâ, trimâ die solvendo, et necdum venerit omnium pensionum dies. 24. 2. 11.

VI. Quo in loco dos repetenda. 24. 3. 18.

VII. Cujus loci spectanda æstimatio circa nummos in dotem datos ac restituendos. 24. 3. 18.

VIII. Marito, dotem reddenti, vicissim de indemnitate cautio præstanda, ubi se dotis intuitu obligavit. 24. 2. 22.

1568. — Quomodo ususfructus a muliere vel aliâ in dotem datus, aut dotis causâ constitutus, soluto matrimonio reddi debeat. 24. 3. 15.

1569. — I. Dos reddenda si modo verè numerata sit. 24. 3. 10.

II. Quid si maritus dotem promissam a patre mulieris vel extraneo promissore, vel debitore delegato, petere neglexerit, aut obligationem remiserit. 24. 3. 13.

III. An et quando exceptio non numeratæ dotis opponi possit. 23. 3. 17.

IV. An mariti apocha de dote numeratâ obsit creditoribus. 23. 3. 17.

V. Et quomodo probatio numerationis fiat, et creditoribus sufficiat. 23. 3. 17.

VI. An hæc etiam obtineant in donatione propter nuptias, seu iis, quæ ex parte sponsi promissa sunt. 23. 3. 17.

VII. Si constet de dotis numeratione, an et accessoria promissa præsumentur numerata, veluti certa pecuniæ quantitas ad ornatum et vestitum sponsæ. 23. 3. 17.

De la restitution des fruits, et de la déduction des impenses.

1570. — I. Quid juris circa restitutionem fructuum tum naturalium, tum civilium. 24. 3. 12.

II. Quid de fructibus perceptis ante matrimonium. 24. 3. 12.

III. Quid de fructibus post matrimonium perceptis, tum naturalibus, tum civilibus. 24. 3. 12.

IV. Quid moribus nostris in hisce. 24. 3. 12.

V. Quid de iis quæ per maritum ex rebus dotalibus occupata sunt cùm in fructu non essent, veluti arbores non cæsi et alia similia. 24. 3. 12.

V. art. 1403.

1571. — I. Quid de fructibus anno postremo matrimonii perceptis. 24. 3. 12.

II. Prospiciendum ne per impensas in rem dotalem factas maritus in damno hæreat. 25. 1. 1.

III. Quid sint impensæ necessariæ. 25. 1. 1.

IV. Quibus modis factæ intelliguntur. 25. 1. 1.

V. Quo sensu verum sit, impensis necessariis ipso jure dotem minui. 25. 1. 1.

VI. Quid intersit hic inter impensas in præsentem, et in perpetuam rei dotalis utilitatem factas. 25. 1. 1.

VII. Quid intersit inter necessarias impensas factas et faciendas, sed omissas, si casus incendii aut similis rei dotali supervenerit. 25. 1. 1.

VIII. An et quando moribus hodiernis impensæ necessariæ dotem minuant, aut deducendæ sint. 25. 1. 2.

IX. Et quomodo æstimandæ, si maritus suum aut uxoris fundum munierit adversus fluminis edacitatem. 25. 1. 2.

X. Quid sint impensæ utiles, et quibus remediis repetendæ si in dotem factæ sint. 25. 1. 3.

XI. An et mediante compensatione. 25. 1. 3.

XII. An et quando moribus nostris utiles impensæ repeti possint, et quomodo æstimandæ. 25. 1. 3.

XIII. Si maritus molibus jactis sui aut uxorii fundi alluvionem auxerit, quomodo tunc æstimandæ, et an tunc alluvio pertineat ad acquæstus. 25. 1. 3.

XIV. Quid sint voluptuariæ impensæ. 25. 1. 4.

XV. An et quousque recuperari possint in dotem factæ, jure civili et moribus nostris. 25. 1. 4.

XVI. Si maritus in fundo dotali lapicidinas aperuerit, an impensam repetat, et cui cedant lapides educti. 25. 1. 5.

XVII. Et quid moribus hodiernis. 25. 1. 5

1572.

Quand cesse la répétition de la dot.

1573. — I. Recensentur casus quibus cessat dotis repetitio : ubi de divortio culpâ uxoris facto. 24. 3. 19.

II. Quibus in casibus nequidem ob adulterium uxoris dos marito cedat, sed vel uxori vel liberis, vel parentibus aut extraneis reddi debeat. 24. 3. 13.

III. Quid si maritus solvendo esse debeat. 24. 3. 19.

IV. Et qui de dote conventi gaudeant beneficio competentiæ, etiam moribus hodiernis. 24. 3. 13.

V. Cessat dotis restitutio quatenus illa sine mariti culpâ levi periit. 24. 3. 20.

VI. Quid juris circa restitutionem si dos inæstimata perierit. 24. 3. 20.

VII. Quid si perierit in totum aut pro parte dos æstimata, per distinctiones explicatur. 24. 3. 20.

VIII. Quid juris nostris moribus. 24. 3. 21.

SECTION IV. — DES BIENS PARAPHERNAUX.

1574. — Quomodo dos differat a paraphernis et receptitiis. 23. 3. 2. — *V. art.* 1540.

1575.

1576. — Quid lex Julia, quid Justinianus circa alienationem et obligationem paraphernalium definiverit. 23. 5. 4. — *Vide art.* 1554, *n.* 8.

1577. — 1581.

TITRE VI. — *De la vente.*

CHAPITRE PREMIER. — *De la nature et de la forme de la vente.*

SECTION PREMIÈRE.

Notions diverses. Principes généraux.

I. Emptione quid significetur in latissimo et minus lato sensu. 18. 1. 1.

II. Quid sit imaginaria venditio; an valere possit tanquam donatio. 18. 1. 1.

III. An permutatio fit si ex uno latere res, ex altero latere res simul et pecunia detur. 18. 1. 22. — 19. 1. 21.

IV. Nemo invitus cogetur rem suam vendere, licet eam jam publicè proscripserit. Recensentur casus excepti. 18. 1. 3.

V. Cùm consensus ad emptionem requiratur ei obest ebrietas; et hâc occasione de venditionibus in popinâ celebratis in Rhenolandiâ alibique. 18. 1. 4.

VI. Error facit emptionem nullam si in toto corpore, vel in totâ substantiâ erratum sit. 18. 1. 5.

VII. Item est si in qualitate quam res habet e jure, vel in totâ materiâ erratum sit. 18. 1. 5.

VIII. Quid si in pretio erratum sit, nec appareat summa concurrens in quam emptor venditorque consentiat. 18. 1. 5.

IX. Qualis error non faciat venditionem nullam, sed tantum pretium diminuit. 18. 1. 5.

X. An tunc emptori præstandum sit id quod *interest*. 18. 1. 6.

XI. Error in quantitate nunquam facit emptionem nullam. 18. 1. 7.

XII. An ob errorem talem pretium augendum vel minuendum sit. 18. 1. 7.

XIII. Quando fundus *ad quantitatem*, quando *ad corpus* censeatur venditus. 18. 1. 7.

XIV. Recensentur pacta quædam præcipua, quæ possunt vel non possunt adjici emptioni. 18. 1. 28.

XV. De pacto *si res emptori placuerit*; intra quantum tempus voluntas declaranda sit. 18. 1. 26.

XVI. An ad hæredem transeat facultas declarandi voluntatem. 18. 1. 28.

XVII. De pacto, ut *equi venales experiundi dentur, etc.*, *ut res venalis apud emptorem relinquatur quo possit peritioribus ostendi.* 18. 1. 28.

XVIII. Cujus periculo tunc res venales sint apud emptorem constitutæ, vel jussu ejus ad venditorem relatæ, et interversæ. 18. 1. 26.

XIX. De pacto ne ad præteritas pensitationes emptor teneatur, ne rei venditæ dominium in emptorem transeat. 18. 1. 26.

XX. Ex emptione venditione actio duplex nascitur, puta empti et venditi. — *V. art.* 1602 *et seqq.*; *et art.* 1650 *et seqq.*

SECTION II. — DES RETRAITS LÉGAL, CONVENTIONNEL ET LIGNAGER.

I. De jure retractûs legalis, materia tractatur. 18. 3. n. 9 et seqq.

II. De jure retractûs conventionalis, materia exploratur. 18. 3. n. 9 et seqq.

III. De retractu gentilitio, materia et quæstiones diversæ examinantur. 18. 3, n. 12 et seqq.

Définition de la vente; sa forme.

1582. — I. Quid sit emptio in stricto sensu accepta. 18. 1. 1.

II. Tria sunt requisita substantialia : merx, pretium et consensus. 18. 1. 1.

III. Emptio consensu perficitur; nec scriptura opus sit ad venditionis perfectionem. 18. 1. 3.

IV. Qoid juris si id actum ut in scriptis fiat venditio. 18. 1. 3.

Elle est parfaite sans la tradition.

1583. — I. Interposito consensu super mercedem et pretium venditio perfecta est, etiamsi res vendita necdum sit tradita aut pretium numeratum. 18. 1. 64. — 18. 6. 1.

II. Nisi tamen id actum fuerit ut in scriptis emptio celebretur, aut aliud quid pacto speciali intercedere debeat. 18. 1. 24.

III. Emptorem gravant omnia onera realia venditæ rei inhærentia, etiam in præteritum debita, nec valet pactio in contrarium. 18. 6. 6.

IV. Exceptio est si fiscus vendat prædia debitorum fiscalium. 18. 6. 6

V. Non transit in emptorem onus annuæ præstationis quæ per venditorem ex fundo vendito promissa est alteri personæ rei fundo, nisi fundus solemniter eo onere affectus sit. 18. 6. 6.

VII. Commodum omne rei venditæ ad emptorem statim a perfectâ venditione pertinet. 18. 6. 8.

VIII. Quod exemplis alluvionis, actionum rei venditæ intuitu quæsitarum, fructuum et similium explicatur. 18. 6. 6.

IX. Cui cedant pensiones si res vendita elocata fuerit, per distinctiones traditur. 18. 6. 6.

X. An arbores quæ post inspectum prædium ante perfectam venditionem, ignorante emptore, sunt vento dejectæ, emptori præstandæ sint. 18. 6. 10.

V. art. 1138 *et seqq.* — *Infrà, ch. IV, sect. II, Pr. gén.*

Elle est pure et simple ou conditionnelle.

1584. — I. Venditio potest fieri sub conditione quando tunc perfecta sit. 18. 1. 24.

II. Ad quem spectet periculum rerum sub conditione venditarum. 18. 6. 5.

V. de Resolutione in diem addictione, *infrà, chap. VI, Pr. gén* — *Art.* 1585. 1586. 1587. 1136. 1302.

Des marchandises vendues au poids, au compte ou à la mesure.

1585. — I. Quando venditio sit perfecta si res ad pondus, numerum aut mensuram sit vendita. 18. 1. 64.

II. De venditione ad quantitatem factâ. 18. 6. 4.

III. Non semper pari passu ambulat periculum qualitatis et quantitatis in fungibilibus. 18. 6. 4.

IV. An et quando periculum corporis rerum fungibilium ad emptorem pertineat. 18. 6. 4.

V. Ubi de rebus fungibilibus ad quantitatem venditis. 18. 6. 4.

VI. Quando tunc admensio facienda sit. 18. 6. 4.

VII. An si emptor in morâ sit, venditori liceat vinum venditum effundere periculo emptoris. Quid moribus. 18. 6. 4.

V. art. 1588. — *Suprà, ch. I, Pr. gén., n.* 11 *et seqq.* — *Du payement en général, § I, Pr. gén., n.* 11 *et seqq.*

De la vente de marchandises en bloc.

1586. — I. De venditione per aversionem factâ. 18. 6. 4.

II. De periculo rerum fungibilium per aversionem venditarum. 18. 6. 4.

III. Qualem tunc custodia venditor in iis præstet et quousque. 18. 6. 4.

V. C. c., art. 1585. — *Suprà, Pr. gén., sect. I, n.* 11 *et seqq.*

Des choses que l'on est dans l'usage de goûter avant l'achat.

1587. — I. Venditio ex degustandi conditione suspensa est adeo ut ne gustu quidem interposito perfecta intelligatur. 18. 6. 6.

II. Si vinum et res similes vel simpliciter vel ad gustum sint venditæ, quando ad emptorem incipiet pertinere periculum acoris, etc., per distinctiones explicatur. 18. 6. 6.

III. Quid et de doliorum signatione. 18. 6. 3.

IV. Quid venditor agere debeat si nullum degustationi tempus appositum. 18. 6. 3.

V. Quid juris si per emptorem vel per venditorem steterit quo minus vinum intra tempus adjectum degustatum sit. 18. 6. 5.

V. art. 1585. 1586. 1621.

De la vente à l'essai.

1588. — De conventione quâ res experiundæ venales dantur, venditio tunc conditionalis est. 18. 1. 26. — *V. suprà, chap. I, Pr. gén. n.* 17 *et* 18.

De la promesse de vente.

1589. — I. Quid operetur promissio de re justo pretio vendendâ. 18. 1. 2.

II. Quid si ad hujus modi pactionem, sine ulteriori tractatu de pretio, alter rem tradiderit, alter certam numeraverit pecuniæ quantitatem. 18. 1. 2.

III. Quid si quis promiserit Titio, se rem nulli *alii quam Titio venditurum*. 18. 1. 6.

Du cas où elle est accompagnée d'arrhes.

1590. — I. Emptioni accedere possunt arrhæ. 18. 1. 25.

II. Explicatur materia arrharum. 18. 1. 25.

Du prix; il doit être déterminé.

1591. — I. Pretium merci respondere debet et in pecuniâ consistere. 18. 1. 22.

II. Quid si pretium sit constitutum animo non exigendi. 18. 1. 22.

III. Quid si postea remittatur. 18. 1. 22.

IV. Quid si aliud in solutum detur. 18. 1. 22.

V. Quid si partim res, partim pecunia detur. 18. 1. 22.

VI. Pretium debet esse certum per se, vel per relationem ad aliud. 18. 1. 23.

VII. An instrumento vel testibus probetur plenè emptio, si non sit declarata quantitas pretii. 18. 1. 23.

V. C. c., art. 1583. 1650.

Il peut être laissé à l'arbitrage d'un tiers.

1592. — I. An pretium conferri possit in arbitrium tertii. 18. 1. 23.

II. An in arbitrium unius contrahentis. 18. 1. 23.

III. Quid juris si tertius nolit vel non possit arbitrari, vel iniquum arbitretur. 18. 1. 23.

IV. Quid si convenerit ut unus contrahentium aligeret tertium pretia definiturum. 18. 1. 23.

1593.

CHAPITRE II. — *Qui peut acheter ou vendre.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. An alius pro alio sine mandato emere possit, et quid de sorte hujusmodi venditionis. 18. 1. 6.

II. An alias pro alio quem nominaturus est emere possit. 18. 1. 8.

III. An venditor teneatur sequi fidem nominati. 18. 1. 8.

IV. Intra quantum temporis spatium nominatio moribus nostris facienda sit. 18. 1. 6.

V. Quid si quis pro se et Titio fundum emerit sine Titii mandato. 18. 1. 6.

VI. An quis possit domum emere ad destruendum. 18. 1. 11.

VII. An monasteria et ecclesiæ moribus nostris emere possint immobilia. 18. 1. 11.

VIII. An nobiles negotiari possint. 18. 1. 11.

IX. An moribus domatim merces per peregrinos vendi. 18. 1. 11.

X. An pœnæ loco interdici negotiatio possit, vel invito imponi. 18. 1. 11.

XI. Emere prohibitus nec per interpositam personam id potest. 18. 1. 12.

Des personnes qui peuvent acheter ou vendre.

1594. — Emere possunt quilibet non prohibiti. 18. 1. 6. — *Vide art.* 1860. — *C. proc., art.* 686.

Dans quels cas la vente peut-elle avoir lieu entre époux.

1595. — *V. art.* 1449. 1431. 1539. 1553. 1044. 1099.

Des personnes qui ne peuvent se rendre adjudicataires.

1596. — I. An et quomodo tutor emere possit rem pupilli. 18. 1. 8.

II. Quid juris in procuratoribus. 18. 1. 9.

III. Quid juris in testamenti executoribus. 18. 1. 9.

IV. Quid in aliena negotia gerentibus. 18. 1. 8.

V. Quid in ecclesiarum œconomis. 18. 1. 8.

VI. An milites potuerint emere in eâ provinciâ in quâ militant. 18. 1. 10.

Incapacité de certaines personnes d'acquérir des droits litigieux.

1597. — I. An magistratus eorumque ministri emere potuerint in eâ provinciâ cui præsunt. 18. 1. 10.

II. An hodie judex qui venditionem publicam decrevit. 18. 1. 10.

III. An graphiarius aut apparitor. 18. 1. 18.

IV. An præco et alii auctionis ministri emere possint. 18. 1. 10.

V. Excipiuntur tamen res quæ e magistratibus emi possunt. 18. 1. 10.

V. art. 1099. 1700.

—

CHAPITRE III. — *Des choses qui peuvent être vendues.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. An fructus nascituri vendi possint; frumentum in herbâ; at quid si nihil nascatur. 18. 1. 13.

II. Quid si venditor fructus nascituros vendens promiserit se præstiturum, *si quid vi aut tempestate factum esset.* 18. 1. 13.

III. An alea, spes emi possint. 18. 1. 13.

IV. Spes empta videtur si emptum jus educendi metalla ex fodinis. 18. 1. 13.

V. Socius suam partem in re communi vendere potest. 18. 1. 14.

VI. Fiscus tamen rem totam communem alienat. 18. 1. 11.

VII. An vendi res sacræ et similes. 18. 1. 13.

VIII. An hodie et quomodo, præbendæ et canonicatus. 18. 1. 15.

IX. An res per testatorem vel legem vel pactum alienari vetitæ. 18. 1. 13.

X. Cur aliud sit jus in alienatione per pactum prohibitâ, quam si testamento vel lege prohibitio facta sit. 18. 1. 15.

XI. Quid juris si res furtivæ sint emptæ, quid si frumentum exercitui missum. 18. 1. 16.

XII. Quid si pecora a militibus aut prædonibus abacta, aut materia ædium per hostes aut milites dejectarum empta sint. 18. 1. 16.

XIII. De purpurâ a privatis non vendendâ. 18. 1. 17.

XIV. De servis christianis judæo non distrahendis. 13. 1. 17.

XV. De fundis principis patrimonialibus. 18. 1. 17.

XVI. De Romanæ gentis ennuchis, venenis malis, libris improbatæ lectionis. 18. 1. 18.

XVII. De cote, armis, vino, ferro, frumento, sale, ad hostes aut Barbaros non transvehendis. 18. 1. 18.

XVIII. An tempore belli impediatur jure, ne populi neutri parti studentes, merces ullas ad hostes devehant; ubi et de pactis plurium populorum hâc de re. 18. 1. 18.

XIX. An si ex conventione res licitæ cum illicitis ad hostes ferantur, licitæ aut navis unâ cum illicitis captæ publicentur. 18. 1. 18.

XX. Quibus ex causis justum sit, etiam altâ pace prohiberi mercium importationem aut exportationem. 18. 1. 18.

XXI. Prohibitio importationis aut exportationis mercium strictam recipit interpretationem, quod exemplis docetur. 18. 1. 20.

XXII. Quid juris, si ante contractum emptionis res empta in totum aut pro parte perierit, ignorante vel sciente alterutro vel utroque. 18. 1. 21.

XXIII. Qui emit rem sibi purè legatam ignorans legatum, nihilominus habet persecutionem rei legatæ aut saltem pretii si sciens comparasset. 2. 15. 21.

XXIV. An locus illatione cadaveris religiosus factus vendi possit. 11. 7. 1.

Des choses qui sont dans le commerce.

1598. — I. Omnium rerum quas quis habere, vel possidere, vel persequi potest venditio rectè fit. 18. 1. 13.

II. Nulla venditio est earum quas natura vel jus gentium, vel mores civitatis commercio exuerunt. 18. 1. 13.

V. suprà, Pr. gén. — *Art.* 1128.

De la vente de la chose d'autrui.

1599. — An res aliena vendi potest. 18. 1. 11. — *V. suprà, Pr. gén.* — *De la Propriété, — Revendication*, 0. 1. n. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. — *Des Engagements des associés entre eux, Pr. gén.; ad art.* 1843. — *De la Portion disponible; quelles choses peuvent être données, Pr. gén.; ad art.* 813.

De la vente de la succession d'une personne vivante.

1600. — *V. art.* 791. 1130. 1389.

Du cas où la chose vendue était périe en totalité ou en partie lors de la vente.

1601. — Quid juris si ante contractum emptionis res empta in totum aut pro parte perierit, ignorante vel sciente alterutro, vel utroque. 18. 1. 81. — *V. suprà, chap. I, Pr. gén.*, n. 18.

—

CHAPITRE IV. — *Des obligations du vendeur.*

═

SECTION PREMIÈRE.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Actio empti cui detur. 18. 1. 1.

II. An et domino cujus procurator emit. 18. 1. 1.

III. An uni ex pluribus simul ementibus 18. 1. 1.

IV. An uni ex pluribus unius emptoris hæredibus ad partem rei, si offerat partem pretii pro ratâ. 9. 1. 1.

V. Datur contra venditorem, etiam dominum procuratoris vendentis. 19. 1. 8.

VI. An si plures sint venditores, unus in solidum conveniri possit. 19. 1. 8.

VII. An si plures venditoris hæredes unus in solidum conveniri possit, si solus rem venditam in solidum possideat. 19. 1. 8.

VIII. Petitur hâc actione traditio rei et accessionem; quandoque etiam pretium. 18. 1. 3.

IX. Uter prior debeat implere contractum emptor an venditor. 19. 1. 25.

X. An excipiens contractum ab actore impletum non esse id probare debeat. 18. 1. 23.

XI. An oppositâ illâ exceptione actor implere et sic in lite pergere possit. 19. 1. 23.

XII. Quid agendum si emptor et venditor rei mobilis sibi invicem non fidant. 18. 1. 25.

V. infrà, chap. V, Pr. gén.

La vente s'interprète contre le vendeur.

1602. — I. Pacta dubia quomodo recipiant interpretationem. 18. 1. 87.

II. An contra emptorem an verò contra venditorem. 18. 1. 87.

III. Recensentur pacta varia dubia quæ ab ipsis legibus receperunt interpretationem. 18. 1. 28.

IV. Qui fundum vendens aquam excipit in illo fundo et *circa eam latè decem pedes*, non proprietatem sed iter tantùm censetur excepisse. 8. 3. 1.

V. Duas contiguas habens domos, si unam vendat, etiam mediam parietis cratitii partem censetur vendidisse. 8. 2 15.

Le vendeur doit délivrer et garantir la chose qu'il vend.

1603. — Quid petatur actione empti. 19. 1. 3. — *V. suprà, Pr. gén.* — *Art.* 1601 1625.

═

SECTION II. — DE LA DÉLIVRANCE

Principes généraux. Questions diverses.

I. In jure romano traditio constituebat modum acquirendi dominii ex jure gentium. 41. 1. 31.

II. Quæ concurrere debeant ut traditione dominium transeat in accipientem 41. 1. 35.

III. An et quando dominium transeat vel non transeat in accipientem, si tradens et accipiens dissentiant in causâ traditionis. 41. 1. 36.

IV. An dominium transferatur si quis ex mandato alterius rem suam propriam tradat,

dum per errorem putat mandantis esse. 41. 1. 37.

V. An et quanda prædium rusticum vel urbanum tradi debeat liberum ab oneribus servitutum. 19. 1. 9.

VI. An et transeant servitutes prædio debitæ. 16. 1. 6.

VII. Quid de tributis, et quid si venditur servitutes callidè dissimulaverit prædio vel a prædio debitas. 19. 1. 9.

VIII. Quid juris circa servitutes si duorum prædiorum contiguorum dominus unum vendiderit Titio, alterum Mævio, vel alterum sibi servaverit. 19. 1. 9.

IX. Tradenda est vacua rei venditæ possessio. 19. 1. 16.

X. Quid operetur stipulatio, *vacuam possessionem tradi*, vel *rem tradi vacuamque possessionem*. 19. 1. 19.

XI. Quando vacua possessio tradita intelligatur. 19. 1. 19.

XII. Quis sit effectus traditionis vacuæ possessionis. 16. 1. 11.

XIII. An dominium transeat si nec pretium numeratum sit, nec de eo fides habita. 19. 1. 11.

XIV. Quando censeatur de pretio fides habita, quando non. 19. 1. 11.

XV. An et tunc cùm venditor simpliciter rem tradidit, ae ab emptore auferri passus est. 16. 1. 11.

XVI. An et quando res vendita et tradita, fide de pretio habitâ, adhuc vindicari possit, et quomodo immobilia coram lege loci tradenda sint. 19. 1. 12.

XVII. De admensuratione rerum ad quantitatem venditarum, per venditorem præstandâ. 19. 1. 13.

XVIII. An venditor fundi teneatur monstrare fines fundi. 19. 1. 13.

XIX. An tradere aut monstrare instromenta ad probandam originem acquisitionis pertinentia. 19. 1. 13.

XX. Præstanda cautio de tradendis iis quæ in præsenti tradi nequeunt. 16. 1. 14.

XXI. Quibus in casibus præstari debeat per venditorem id quod interest, ubi de re alienâ et extra commercium positâ, deque celato malo vicino. 19. 1. 14.

XXII. An venditor habens rei tradendæ facultatem precisè cogi possit ad tradendum, an vero liberetur præstando id quod interest; et quid moribus. 16. 1. 14.

XXIII. An venditor emptori præstet ea quæ commendandi gratiâ asseruit de re venditâ. 16. 1. 15.

XXIV. An emptor aut venditor ob moram in re tradendâ, aut pretio solvendo, petere possint omne quod fortè tanquam negotiatores lucrari potuissent, non factâ morâ. 19. 1. 90.

V. art. 1583.

Définition de la délivrance.

1604. — Quid sit traditio. 41. 1. 31 — *V. suprà Pr gén.*,

De la délivrance des meubles et des immeubles.

1605. 1606. — Traditia est vera et ficta, et ficta iterum brevis manûs, longæ manûs, et simbolica. 41. 1. 34. — *V. suprà, Pr gén.*

De la délivrance des droits incorporels.

1607. — *V. art.* 1699.

Des frais de la délivrance et de l'enlèvement.

1608. — *V. art.* 1649.

Où la délivrance doit-elle être faite.

1609. — *V. art.* 1617. 1264.

Du retard apporté à la délivrance.

1610. — 1613. — *Vide art.* 1146. 1164. 1186. 1654.

En quel état doit être délivrée la chose vendue.

1614. — Res tradita venditur unâ cum fructibus a tempore venditionis perceptis. 19. 1. 3. — *V. C. c., art.* 520, *n.* 3 *et* 4. — *De la Distinction des biens, chap. I, Pr. gén.*, *n.* 6 *et* 7, *art.* 516.

1615. — I. Res vendita traditur cum omnibus accessionibus vel speciali pacto comprehensis, vel ex generali emptionis naturâ præstari solitis. 16. 1. 3.

II. Horreo vendito an et dolia. 16. 1. 4.

III. Fundo vendito an et dolia; quid juris si id actum ut dolia fundo accedant. 16. 1. 4.

IV. Quæ transeant fundo vendito; an sterculinum quod in fundo est; an ruta et cæsa; an pisces studiosè in piscinam conjecti; an animalia in fundo pascentia. 16. 1. 4.

V. Venditis ædibus quænam emptorem sequantur; an et horti et stabula. 19. 1. 5.

VI. An pars media parietis intermedii, si venditor duas domos habens contiguas unam vendat. 19. 1. 5.

VII. Recensentur plurima quæ emptori cedunt; ut et alia quæ ad emptorem non transeunt cum domo. 19. 1. 5.

VIII. Quæ transeant arce venditâ, castro aut territorio vendito. 16. 1. 7.

IX. Quæ transeant vivario distracto, præcipuè tabernâ venditâ. 19. 1. 7.

X. Vino vendito an dolia an vasa minora cedant emptori. 19. 1. 8

XI. An avearia venditis avibus cedat. 19. 1. 8.

XII. An equo vendito frenum, ephippium et reliqua ornamenta cedant. 19. 1. 8.

XIII. An navi venditâ instrumenta navis; an et scapha. 19. 1. 8.

XIV. Servo vendito non transit peculium. 16. 1. 9.

XV. Nec equâ, vaccâ, aut ove venditâ fœtus jam editus matremque sequens, sive ali sine matre possit, sive non. 19. 1. 9.

V. de la Distinction des biens, chap. I, Pr. gén, *n.* 9 *et* 7, *art.* 519. — *Art.* 520, *n.* 3 *et* 4. — *Art.* 548. 551. 1992.

Du cas où la contenance est portée au contrat.

1616. — 1618. — I. Quid si fundus ad quantitatem distractus sit, et amplior angustiorve inventus fuerit agri modus quam contractu expressus est. 18. 1. 7.

II. Quando ad quantitatem fundus censeatur venditus. 16. 1. 7.

III. Quid si quantitas quæ designata est invenitur, sed non talis naturæ vel bonitatis, veluti vinea pro pratis et vice versâ. 18. 1. 7.

Du cas où la vente est faite autrement.

1619. — I. Quid si non ad quantitatem sed ad corpus res fuerit vendita. 18. 1. 7.

II. Quando ad corpus fundus censeatur venditus. 19. 1. 7.

1620. — 1623.

De la perte ou de la détérioration de la chose vendue avant la livraison.

1624. — *V. C. civ., art.* 1136. 1306. 1583. 1581. 1585. 1586. 1587.

SECTION III. — DE LA GARANTIE.

La garantie a deux objets.

1625. — *V. infrà, Pr. gén.; et art.* 1626. 1941.

§ Ier.

De la garantie en cas d'éviction.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit evictio, et quibus modis fiat, ut de evictione actio nascatur. 21. 6. 1.

II. Quando pro evictione fidejussoribus datis cavendum sit; si non ex lege municipali aut pacto fidejussor datus sit, sed tantùm ob id, quod in limine contractûs immineat evictio, fidejussor non tenetur in omnes casus evictionis, sed tantum in eum qui imminebat 21. 9. 3.

III. Cujus loci lex spectanda sit in quæstione an fidejussor pro evictione mobilium aut immobilium dari debeat. 21. 6. 4.

IV. Cujus loci seu territorii fidejussor dandus sit; et quid si auctor fidejussorem invenire nequeat. 21. 9. 4.

V. In quibus negotiis evictionis præstatio locum habeat; ubi de emptione. 21. 2. 5.

VI. Quid si fiscus aut princeps vendiderit. 21. 6. 3.

VII. Quid si evictæ sint res ex decreto judicis solemniter distractæ. 61. 2. 5.

VIII. An creditor teneatur de evictione pignoris a se venditi. 61. 9. n. 5 et 16.

IX. Quid juris circa præstationem evictionis, si res jure belli captæ per fiscum sint venditæ, ac postea per pacis conditiones ad dominos pristinos redeant. 61. 6. 6.

X. An evictio præstanda in datione in solutum; an si hæres incertum evictionis in se recepisset. 46. 3. 15. — 21. 2. 7.

XI. An in judiciis divisoriis familiæ erciscundæ, etc. 21. 2. 8.

XII. An in locatione, transactione, dote, legatis, donatione. 21. 2. n. 9 et seqq.

XIII. An in feudi aut emphyteusios concessione. 21. 2. 14.

XIV. Qui agere possint de evictione. 21. 2. 17.

XV. Qui conveniri? an et hæredes ac fidejussores. 21. 2. 17.

XVI. Si plures sint venditores vel unius venditoris hæredes, an singuli in solidum teneantur defendere. 21. 2. 18.

XVII. An re evictâ singuli in solidum obligentur emptori. 21. 2. 18.

XVIII. An teneantur executores litium, procuratores, tutores, curatores. 21. 2. 19.

XIX. An qui consenserunt in venditionem. 21. 2. 19.

XX. An moribus uxor si maritus rem alienam vel rem uxoris suæ contra statuti prohibitionem vendiderit. 21. 2. 19.

XXI. Durant actiones de evictione triginta annis. 21. 2. 29.

XXII. An actor evitet has actiones, si rem evictam postea offerat emptori. 21. 2. 29.

XXIII. An et quando emptor de evictione agere possit si casu res apud emptorem perierit. 21. 2. 34.

V. C. c., art. 1640. 1967.

Quelle éviction donne lieu à la garantie.

1626. — I. Quid sit evictio et quibus modis fiat ut de evictione actio nascatur. 21. 2. 1.

II. An et per retractum legalem et conventionalem. 21. 2. 2.

III. Etiam ob partis evictionem agi potest modo pars sit homogenea, non heterogenea. 21. 2. 15.

IV. Parti homogeneæ comparatur jus ususfructûs, pignoris, superficiei evictum. 21. 2. 16.

V. An et jus servitutis prædialis. 21. 2. 16.

VI. An et accessiones rei, et quid moribus. 21. 2. 16.

VII. An et quousque teneatur de evictione qui tantùm vendidit incertum juris sui. 21. 2. 31.

V. Pr. gén., *n.* 11. — *Art.* 1630. 1636. 1638. 1641.

Quelles conventions les parties peuvent faire sur la garantie en cas d'éviction.

1627. 1628. 1629. — I. An et quousque teneatur qui specialiter pactus est ne teneatur de evictione. 21. 2. 31.

II. Hoc casu ad restitutionem pretii accepti est obstrictus. 21. 2. 31.

III. Nisi emptor scivisset rem alienam esse et tamen pactum tale a venditore apponi passus esset. 21. 2. 31.

IV. An is qui sciens emit rem alienam, nec sibi de evictione caveri curavit, pretium repetere possit. 21. 2. 32.

V. Quid si quis emat domum quam scit exustam esse. 21. 2. 32.

VI. An ob id agi possit, quod fundus venditus postea publicatus est. 21. 2. 33.

Des effets de la garantie.

1630. — I. Quid recuperet agens de evictione per actionem ex empto aut similem. 21. 2. 25.

II. Agitur ob evictionem secutam adversus auctorem ad pretium et id quod interest obtinendum. 21. 2. 25.

III. Si emptor rei venditæ evictionem passus sit, non ad pretii tantùm soluti restitutionem rectè egerit, sed et ad usuras ejus a tempore factæ evictionis. 21. 2. 25.

IV. An recuperet impensas in litem factas, et quid sub impensis contineatur. 21. 2. 25.

V. An et tunc cùm emptor non vincitur sed vincit. 21. 2. 25.

VI. Si post venditionem decrevit pretium rei venditæ, an ob id tanto minus emptor evictionis nomine consequatur. 21. 2. 26.

VII. Evictâ actione venditâ an emptor tantùm pretium quod dedit, an totam quantitatem actione comprehensam recuperet. 21. 2. 27.

VIII. Jure civili ob evictionem erat actio ex stipulatu in simplum, vel duplum, vel quadruplum. Quid moribus. 21. 2. 28.

IX. Si is cui res aliena vendita ac tradita possessionem amiserit, postquam auctor aut qui de evictione teneatur dominium nactus est, agere potest contra venditorem et tertium possessorem. Cur agat Publicianâ potiusquam rei vindicatione. 21. 3. 1.

X. Si emptor rem possideat, venditorem et similes repellit exceptione rei venditæ et traditæ; nisi malit evictionem pati, et post agere de evictione. 21. 3. 2.

XI. Quibus opponatur hæc exceptio; ubi de auctoris hæredibus, et successoribus particularibus, et fidejussoribus, et fidejussorum hæredibus ex suo vel defuncti capite rem vindicantibus, et creditoribus qui jure creditoris pignus distraxerunt. 21. 3. 3.

XII. Quibus præter emptorem amplius hæc exceptio detur. 21. 3. 4.

XIII. Quando cesset hæc exceptio. 21. 3. 5.

1631. 1632. 1633.

Des réparations et améliorations utiles, faites à la chose.

1634. — An auctor teneatur restituere emptori impensas in rem factas. 21. 2. 25. — *V. art.* 1638.

1635.

De l'éviction d'une partie de la chose.

1636. 1637. — I. Quid juris si ex pluribus rebus uno pretio venditis una evincatur et cætera adhuc tanti valeant quantum pretii nomine datum. 21. 2. 35.

II. Quid si pars fundi evincatur et pars non evicta habeat adhuc quantitatem venditione expressam. 21. 2. 35.

1638. 1639.

Quand cesse la garantie pour cause d'éviction.

1640. — I. Denonciandum auctori litem motam esse. 21. 2. 20.

II. Quomodo tunc auctor possit emptorem in lite juvare. 21. 2. 20.

III. Quid juris si non defendat. 21. 2. 20.

IV. An denunciatio rectè fiat procuratori auctoris; an pupillo sine tutore. 21. 2. 21.

V. An singulis si plures auctores vel hæredes. 21. 2. 21.

VI. An auctori primo, per emptorem secundum. 21. 2. 21.

VII. An fidejussori; an domino servi vendentis. 21. 2. 21.

VIII. An denunciandum auctori scienti; an in causâ notoriè injustâ. 21. 2. 22.

IX. An emptor regressum habeat, si omissâ denunciatione victus, ipse doceat causam auctoris injustam esse. 21. 2. 22.

X. An denunciatio fieri post litem contestatam, an post appellationem. 21. 2. 23.

XI. Quid si pacto sit remissa nunciatio; quid si auctor latitaverit ne fiat. 21. 2. 24.

XII. Recensentur multi casus quibus cessat evictionis præstatio. 2. 2. 30.

—

§ II.

De la garantie des défauts de la chose vendue.

Principes généraux. Questions diverses.

I. De ædilitio edicto et redhibitione, et quanti minoris. 21. 1. n. 1 et seqq.

II. Quotuplices ædiles fuerint. 21. 1. 1.

III. Emptores monendi de vitiis aut morbis rerum vendendarum et de natione servorum, aut ipsi de his stipulari debent. 21. 1. 1.

IV. Quibus detur actio redhibitoria et contra quos. 21. 1. 4.

V. Quomodo agendum redhibitoriâ aut quanti minoris, si plures emptores vel venditores, vel plures unius emptoris aut venditoris hæredes sint. 21. 1. 7.

VI. Non dantur hæ actiones pendente venditionis conditione. 21. 1. 8.

VII. De actione in factum ob puerum servum castratum; et ob id quod quis canem verrem, etc., ibi habuit, quà vulgo *iter* fit, et hæc animalia nocuerint. 21. 1. 12.

VIII. Cur actio de dejectis ob hominem liberum occisum in quinquaginta aureos detur, hæc verò in ducentos. 21. 1. 12.

Quels défauts donnent lieu à cette garantie.

1641. 1642. 1643. — I. In quibus venditis redhibitio fieri possit. 21. 1. 1.

II. An redhibitio fieri possit si fundus pestilens sit venditus. 21. 1. 1.

III. Quid si sola jugera fertilia, quæ tamen a quibusdam sterilibus haud erant separanda. 21. 1. 1.

IV. An teneatur qui servitutem fundi aut tributum celavit sciens aut ignorans. 21. 1. 1.

V. Quid morbi, vitii jumentorum veniat appellatione. 21. 1. 2.

VI. Actio redhibitoria et quanti minoris datur ex reticentiâ; quæ etiam est si quis insidiosè obscurè loquatur, non item si rebus ipsis et factis venditor moneat. 21. 1. 3.

VII. Datur et ex dicta promissova. Qualia dicta et quousque præstanda sint a venditore. An et dicta commendandi ac jactantiæ gratiâ. 21. 1. 3.

VIII. Ob quæ vitia rei principalis aut accessoriæ hæc actio detur. 21. 1. 4.

IX. Quid juris si plures res sint venditæ, vel paria jumentorum, et res una vitiosa sit. 21. 1. 4.

X. Non dantur hæc actiones propter leve vitium. 21. 1. 8.

XI. An propter vitia post venditionem supervenientia; et quis de eo judicet, an emptione recentiora sint. 21. 1. 8.

XII. An propter vitia animi aut vitia patentia. 21. 1. 8.

XIII. Cessant si emptor sciverit vitia; ubi de scientiâ domini et procuratoris aut servi. 21. 1. 8.

XIV. An præsumatur emptor scivisse, si artifex sit. 21. 1. 8.

XV. An venditoris scientia vel ignorentia spectetur. 21. 1. 10.

XVI. Quid si venditor generaliter pactus sit, ne de vitiis morbisve teneatur. 21. 1. 10.

XVII. Quid si, ne de certo vitio teneatur. 21. 1. 10.

XVIII. Recensentur casus alii quibus cessant: ubi de vitia sanatu, servo vitioso manumisso, pretio per emptorem post vitium compertum soluto. 21. 1. 11.

XIX. An in donatione et locatione locum habeant. 21. 1. 11.

XX. Quando ob vitia moribus agi possit. 21. 1. 11.

V. art. 1627. 1629. 1891.

Des effets de cette garantie.

1644. — I. Quod si vitium redhibitorium subsit, duplex prodita actio, una redhibitoria, altera quanti minoris æstimatoria. 21. 1. 3.

II. Quid sit actio quanti minoris. 21. 1. 5.

III. Quomodo facienda æstimatio si res plures uno pretio venditæ. 21. 1. 5.

IV. Quid moribus. 21. 1. 5.

V. Redhibitoriâ semel tantùm, at quanti minoris actione sæpius agi potest. 21. 1. 6.

VI. An redhibitoria intentata consumat actionem quanti minoris, et vice versâ. 21. 1. 9.

1645. 1646. — I. Ad quid tendat hæc actio. 21. 1. 4.

II. Quales impensas emptor præter pretium recuperet. 21. 1. 4.

III. An fructus et usuras recuperet. 21. 1. 4.

IV. Quæ vicissim emptor venditori reddat. 21. 1. 4.

V. Quid si rem interim pignori obligaverit. 21. 1. 4.

1647. — *V. art.* 1308. 1670. 1645.

Combien de temps dure l'action en garantie.

1648. — Intra quæ tempora agendum sit redhibitoriâ et quanti minoris actione. 21. 1. 8.

1649. — An hæc actio locum habeat in venditionibus auctione publicâ factis. 21. 1. 11. — *V. art.* 1684.

—

CHAPITRE V. — *Des obligations de l'acheteur.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Emptorem gravant omnia onera realia venditæ rei inhærentia, etiam in præteritum debita, nec valet pactio in contrarium. 18. 9. 8.

II. Exceptio est si fiscus vendat prædia debitorum fiscalium. 18. 8. 8.

III. Non transit in emptorem onus annuæ præstationis, quæ per venditorem ex fundo vendito promissa est alteri personæ vel fundo, nisi fundus solemniter eo onere affectus sit. 18. 8. 18.

IV. Quid sit actio venditi et quibus detur. 18. 1. 16.

V. An executori rei judicatæ qui pignora capta distraxit. 18. 1. 18.

VI. An ei qui rem alienam vendidit et tradidit ut suam. 18. 1. 16.

VII. Contra quos detur. 19. 1. 16.

VIII. An contra eum qui emi mandavit et procuratori jam pretium numeravit. 19. 1. 16.

IX. Actione empti petuntur impensæ post venditionem in rem factæ, licet illa perierit. 18. 1. 18.

X. An emptor aut venditor ob moram in re tradendâ aut pretio solvendo petere possint omne quod fortè tanquam negotiatores lucrari potuissent, non factâ morâ. 19. 1. 20.

XI. Si primus emptor prædium solemniter pro pretio annuâ, bimâ, trimâ die solvendo obligaverit, dein ipse rursus annuâ, bimâ, trimâ die vendat, cùm jam ipse in morâ pretii solvendi esset, an primus venditor impediatur prædium jure pignoris vendere, cùm necdum emptor secundus in morâ esset. 18. 1. 22.

XII. Uter prius debeat implere contractum, emptor, an venditor. 18. 1. 23.

XIII. An excipiens contractum ab actore impletum non esse id probare debeat. 19. 1. 23.

XIV. An oppositâ illâ exceptione actor implere et sic in lite pergere possit. 19. 1. 23.

XV. Quid agendum si emptor et venditor rei mobilis sibi invicem non fidant. 18. 1. 23.

V. suprà, ch. IV, Pr. gén.

Du payement du prix.

1650. — I. Actione empti petitur pretium. 18. 1. 18.

II. Si quis rem emerit eâ lege ut *pretium solvat quando voluerit, aut postquam fuerit Romam profectus,* an valeat venditio. 19. 1. 17.

III. An emptor ipse cogi possit ut solvat quamdiu voluntatem non declaraverit; an demum hæres ejus. 18. 1. 17.

V. de la Propriété, Pr. gén., sect. II. — De la Revendication.

Où et quand doit-il se faire.

1651. — *V. C. c., art.* 1650. 1247.

De la prestation des intérêts du prix.

1652. — I. Actione empti petuntur usuræ pretii ex morâ. 18. 1. 18.

II. Quid juris apud nos circa usuras pretii. 19. 1. 18.

III. An emptor liber sit ab usurarum præstatione, si graphiarius, apud quem pretia ex subhastationibus redacta deponenda sunt, confessus fuerit per gratificationem, ea deposita esse cùm non essent. 19. 1. 18.

IV. An teneatur ad usuras si ob imminentem evictionem non solverit. 18. 1. 18.

V. Quid si oblatum pretium noluerit venditor accipere. 18. 1. 18.

VI. An vero tunc depositione opus sit. 19. 1. 18.

Dans quel cas l'acheteur peut suspendre le payement du prix.

1653. — An cesset obligatio usurarum si emptor pretium retineat sub obtentu imminentis evictionis. 22. 1. 18.

De la résolution de la vente pour défaut de payement.

1654. — An ob moram in pretio solvendo venditor rem repetere possit, et ad venditionis rescisionem agere. 18. 1. 21. — *V. de la Propriété.* — *Art.* 1184.

1655.

Quand est-elle prononcée.

1656. — I. Quid sit lex commissoria, et unde dicta. 18. 3. 1.

II. An tantùm puram an vero etiam conditionalem possit facere venditionem. 18. 3. 1.

III. Venditor eligit, an uti velit lege commissoriâ, necne; nec post electionem variare potest. 18. 3. 2.

IV. Quomodo tacitè remittat hanc legem. 18. 3. 2.

V. Quâ actione rem repetat, si hâc lege uti velit. 18. 3. 8.

VI. An emptione resolutâ emptor partem pretii quam solvit recuperet. 18. 3. 5.

VII. An arrhas aliaque impendia. An et medii temporis usuras. 18. 3. 3.

VIII. An interpellatione opus sit, ut lex hæc locum habeat. 18. 3. 4.

IX. Quid si lex commissoria sine die adjecta sit. 18. 3. 4.

X. Quibus in casibus cesset vis legis commissoriæ. 18. 3. 5.

XI. Quid agendum si venditor præsens solutionem declinet. 18. 3. 5.

XII. Quid emptor agere debeat si ante diem additum fiat tutor liberorum venditoris 18. 3. 5.

XIII. De pacto ut pretio intra certum tempus non soluto, res vendatur periculo primi emptoris. 18. 3. 6.

XIV. An minor restituatur adversus lapsum temporis conventionalis cum pacto lex commissoria esset apposita, sive minor emerit aut vendiderit, sive predecessor ejus. 4. 4. 30.

V. suprà, chap. I, Pr. gén., n. 8.

1657.

—

CHAPITRE VI. — *De la nullité et de la résolution de la vente.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quando possit mutuo consenso ab emptione recedi. 18. 5. 1.

II. An in prejudicium juris quod tertio vel fisco ex venditione quæsitum est ab emptione recedi possit. 18. 5. 1.

III. Quomodo per acceptilationem ex uno latere factam resolvatur utrimque obligatio ex venditione perfectA. 18. 5. 2.

IV. Quid juris, si quis id quod prius purè emit postea emat sub conditione. 18. 5. 2.

V. Recensentur causæ, ex quibus, invito alterutro, venditio resolvi potest. 18. 5. 6.

V. suprà, chap. I, sect. II, Pr. gén.

De la résolution qui s'opère par l'effet du pacte de in diem addictione.

I. Quid sit in diem addictio in contrahendâ emptione. 18. 2. 1.

II. Addictio in diem aliquando puram, aliquando conditionalem venditionem facit. 18. 2. 1.

III. Qui utriusque diversi effectus sint. 18. 2. 1.

IV. Sine speciali pacto post addictionem adjectiones non fiunt, nisi fiscus vendiderit jure singulari. 18. 2. 2.

V. Qui possint conditionem meliorem offerre; an et emptor, aut unus ex pluribus venditoribus; quibus modis melior offeratur conditio. 18. 2. 3.

VI. An ex eo quod fructus interim percepti penes venditorem mansuri sunt, melior conditio sit. 18. 2. 6.

VII. Oblatam meliorem conditionem an venditor rejicere possit et emptorem priorem retinere. 18. 2. 4.

VIII. Denuncianda emptori primo conditionis melioris oblatio. 18. 2. 4.

IX. An prior liberetur si secundo res addicta, et is solvendo non sit. 18. 2. 4.

X. An res sæpius aliis meliorem conditionem offerentibus in diem addici possit. 18. 2. 4.

XI. Quid si venditor finxerit, alium meliorem conditionem obtulisse. 18. 2. 4.

XII. Quibus actionibus venditor rem secundo addictam repetat a primo emptore. 18. 2. 5.

XIII. Quo in statu res et quæ unà cum re sint restituenda. 18. 2. 5.

XIV. Quæ emptor primus repetere vicissim possit. 18. 2. 5.

XV. Recensentur casus quibus cessat melioris conditionis oblatio. 18. 2. 8.

XVI. Quid juris si plures domini eamdem rem uni in diem addixerint, et oblatâ conditione meliore quidam primum emptorem alii secundum præferant. 18. 2. 7.

XVII. Quid si res duæ duobus separatim sint addictæ, denis singulæ et tertius pro utraque simul triginta offerat. 18. 2. 8.

V. suprà, chap. I, Pr. gén., sect. II.

1658. — *V. suprà, Pr. gén.* — *Art.* 1644. 1654.

═

SECTION PREMIÈRE. — DE LA FACULTÉ DE RACHAT.

Principes généraux. Questions diverses.

An jus redimendi ex pacto retrovendendo extraneo cedi possit. 18. 5. 8.

Définition du réméré.

1659. — I. De pacto de retrovendendo. 18. 5. 7.

II. Quale pretium reddendum sit. 18. 5. 7.

III. Qualis actio ex hoc pacto ad rem recuperandam competat. 18. 5. 7.

V. art. 1673.

Le réméré ne peut durer plus de cinq ans.

1660. — An juri redimendi de pacto præscribi possit. 18. 3. 8.

Le délai court contre toutes personnes.

1663. — An minor restituatur adversus lapsum temporis conventionalis cùm pactum de redimendo intra certum tempus esset appositum, sive minor emerit aut vendiderit, sive predecessor ejus. 4. 4. 30. — *V. art.* 450.

Le réméré s'exerce contre un second acquéreur.

1664. — Si primus emptor rem alteri simpliciter vendiderit sine pacto redimendi, an primus venditor contra emptorem secundum agere possit. 18. 3. 8.

1665. — **1667.** — *V. art.* 1659.

1668.

1669. — I. An jus redimendi ex pacto ad hæredes transeat. 18. 5. 8.

II. Quid si quidam ex his redimere nolint. 18. 3. 8.

1670. 1671. 1672.

Obligations et droits du vendeur qui use du rachat.

1673. — I. Quale pretium reddendum sit in pacto de retrovendendo. 18. 5. 7.

II. An fructus rei et usuræ pretii medii temporis restituendæ sint. 18. 3. 7.

III. An duplicata debeantur laudemia ob redemptionem. 18. 5. 7.

═

SECTION II. — DE LA RESCISION DE LA VENTE POUR CAUSE DE LÉSION.

Principes généraux. Questions diverses.

I. An propter enormem læsionem condictio ex lege movenda sit, an vero restitutio in integrum petenda. 18. 5. 4.

II. An magis actio ex empto vendito instituenda sit. 18. 5. 4.

III. Quid moribus. 18. 5. 4.

IV. An hoc remedium hæredi et in hæredem datur. 18. 5. 5.

V. An debitori, si creditor pignus vendiderit. 18. 5. 5.

VI. An hoc remedium detur adversus tertium in quem emptor rursus rem alienavit. 18. 5. 6.

VII. Quid si emptor secundus in bonâ fide sit, vilioris tamen emerit. 18. 5. 6.

VIII. Habet etiam locum hoc remedium in cæteris bonæ fidei judiciis, quæ emptioni similes; puta permutatione, datione in solutum, locatione, emphyteusi. 18. 5. 13.

IX. At non in permutatione beneficiorum ecclesiasticorum. 18. 5. 13.

X. Non etiam in commodato et similibus. 18. 5. 14.

XI. Nec in negotiis stricti juris. 18. 5. 14.

XII. Quid moribus. 18. 5. 14.

XIII. An locum habeat hoc remedium in hæreditate et aleA venditA. 18. 5. 15.

XIV. Cessat in vendito jure aperiendi lapicidinas aut metallifodinas, venditione fructuum nasciturorum aut ususfructûs. 18. 5. 15.

XV. Cessat in venditione redituûs vitalitii, uti et in contractu assecurationis. 18. 5. 15.

XVI. Cessat si testator jusserit testamento rem vendi certo pretio, sive sciverit sive ignoraverit verum pretium. 18. 5. 16.

XVII. An habeat locum si judicis jussu solemniter venditio auctione publicâ facta sit. 18. 5. 16.

XVIII. An si tantum auctione publicâ sed sine judicis auctoritate ex domini voluntate venditio instituta sit. 18. 5. 16.

XIX. An si magistratûs decreto rem minoris venditæ. 18. 5. 16.

XX. An locum habeat si quis specialiter huic remedio renuntiaverit. 18. 5. 16.

XXI. An si pactum sit appositum ut pro donato haberetur quidquid infra vel supra justum pretium apparet datum. 18. 5. 16.

XXII. An emptor uti possit remedia l. 2 si ipse rem rursus alteri vendiderit. 18. 5. 20.

De la lésion de plus de 7/12.

1674. — I. Ob enormem læsionem venditio rescinditur. 18. 5. 3.

II. Locum habet quamvis dolus desit ex proposito. 18. 5. 3.

III. Enormis venditio illa dicitur quæ ultra dimidium justi pretii est. 18. 5. n. 3 et 4.

IV. An hoc remedium etiam locum habeat in mobilibus pretiosioribus. 18. 5. 12.

V. An locus sit si quis specialiter huic remedio renuntiaverit. 18. 5. 18.

VI. An si pactum sit appositum ut pro donato haberetur quidquid infra vel supra justum pretium apparet datum. 18. 5. 18.

VII. An locum habeat si res sine culpâ emptoris perierit. 18. 5. 19.

VIII. Quid juris si emptor eam majore pretio vendiderit tertio, antequam casu interiret. 18. 5. 19.

V. art. 889; *et suprà, Pr. gén.*

1675. — I. In quæstione læsionis cujus temporis pretium inspiciendum sit. 18. 5. 7.

II. Quomodo æstimandum quando justum vel injustum sit pretium. 18. 5. 7.

III. An considerandum sit affectionis pretium. 18. 5. 7.

IV. An quod thesaurus in fundo vendito repertus sit. 18. 5. 7.

Délai pour exercer l'action en rescision.

1676. — Intra quod tempus actio ob enormem læsionem introducenda sit. 18. 5. 4.

De la preuve de la lésion.

1677. — Per sententiam judicis venditio rescindi debet. 18. 5. 8. — *V. Pr. gén., de la Vente, chap. I.*

1678. — 1680.

Des effets de l'action en rescision pour lésion.

1681. — Actione ob enormem læsionem agitur alternatim ad id ut arbitrio rei vel emptio dissolvatur vel iniquitas pretii corrigatur. 18. 5. 3. — *V. suprà, Pr. gén.*

1682. — I. Si reus conventus eligat resolutionem contractus ob enormem læsionem, an impensæ in rem emptam per emptorem factæ restituendæ sint. 18. 5. 8.

II. An laudemia et alia dominis directis aut fisco soluta pro venditione restituenda sint per dominum directum aut fiscum. 18. 5. 9.

III. An iterato solvenda pro resolutione contractûs. 18. 5. 9.

IV. An emptor si laudemia et alia soluta repetere nequeat ab illis quibus solvit, ea repetere possit ab ipso venditore. 18. 5. 9.

V. An emptor pretium cum medii temporis usuris restituere debeat. 18. 5. 16.

VI. An res cum medii temporis fructibus restitui debeat prolixè discutitur. 18. 5. 10.

VII. An usuræ a tempore litis contestatæ. 18. 5. 18

VIII. An præstandæ sint usuræ pretii superflui, quod reddendum. 18. 5. 11.

IX. An ejus quod in supplementum pretii vilioris addendum est, casu quo venditio ob læsionem non resolvitur. 18. 5. 11.

V. C. c., art. 1811 *et* 1842.

La rescision n'a pas lieu en faveur de l'acheteur.

1683. — I. An habet locum l. 8 *C. de rescindendâ vend.* sive emptor sive venditor læsus sit. 18. 5. 5.

II. Quando emptor intelligatur læsus ultra dimidium justi pretii. 18. 5. 5.

V. suprà, chap. I, Pr. gén., n. 8.

La rescision n'a pas lieu dans les ventes par autorité de justice.

1684. — I. An remedium de rescindendâ venditione locum habeat si judicis jussu solemniter venditio auctione publicâ facta sit. 18. 5. 10.

II. An si tantùm auctione publicâ, sed sine judicis auctoritate, ex domini voluntate venditio instituta sit. 18. 5. 10.

III. An si magistratûs decreto res minorum venditæ. 18. 5. 18.

V. suprà, Pr. gén., n. 18 *et seqq.* — *Art.* 1040.

CHAPITRE VII. — *De la licitation.*

Principes généraux. Questions diverses.

An minor restituatur adversus licitationem quâ ipse minor in auctione publicâ superatus est aut alium superavit. 4. 4. 28.

1686. — 1688.

CHAPITRE VIII. — *Du transport des créances et autres droits incorporels.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Vendi potest actio vel purè vel sub conditione; et vel pura vel conditionalis; nec semper tunc idem venditionis effectus est. 18. 4. 9.

II. An et in rem actio, et *universitas actionum* et *incertum actionis* vendi possit. 18. 4. 9.

III. Non potest vendi popularis actio, nec moribus nostris actio ad mercedem eorum qui adhuc in Indiâ degunt. 18. 4. 10.

IV. Quæ cedens agere aut pati tenetur, ea quoque cessionarius facere aut pati debet, etiam rationes, calendaria cedentis edere. 18. 4. 18.

V. An cessionarius etiam in cessis sibi actionibus uti possit suo privilegio personali ex suo capite. 18. 4. 13.

VI. Notatur singulare jus fisci. 18. 4. 13.

VII. An cedens revocare possit cessionem actionis venditæ aut donatæ, si cessionarius non pareat conditionibus appositis. 18. 4. 18.

VIII. An mutuo consensu cedentis et cessionarii cessio resolvi possit invito debitore 18. 4. 16.

IX. An debitori sic pereat jus retrahendi actionem venditam, aut fisco suum tributum ex venditione debitum. 18. 4. 16.

V. de la Distinction des biens, Pr. gén., n. 11. 14. 15. — *Art.* 519, *n.* 1. 2. 3.

Comment s'opère la délivrance.

1689. — I. Actio vendita cedi debet. 18. 4. 11.

II. Quomodo nunc cedendæ sint actiones seu partes societatis Indiæ orientalis vel occidentalis. 18. 4. 11.

III. Uti et actiones hypothecâ immobilium munitæ. 18. 4. 11.

V. art. 1607.

1690. — Quis potior sit si eadem actio duobus separatim vendita ac cessa sit diversis temporibus. 18. 4. 17. — *V. art.* 1691.

1691. — I. An post cessionem cedens adhuc agere possit. 18. 4. 15.

II. In concursu cedentis ac cessionarii uter in agendo præferendus sit. 18. 4. 15.

III. An et quando debitor rectè solvat cedenti ac liberetur, quando non; et quid moribus nostris. 18. 4. 15. — *V. art.* 1239, *n.* 11

Que comprend la vente d'une créance.

1692. — I. Cedendæ emptori nominis actiones principales et accessoriæ contra fidejussores an pro pignorum persecutione. 18. 4. 12.

II. An in emptorem actionis transeant privilegia actioni aut personæ cohærentia. 18. 4. 12.

III. An et jus paratæ executionis ex pacto competens. 18. 4. 12.

IV. Quid si ex actione venditâ jam aliquid pervenerit ad venditorem. 18. 4. 12.

V. art. 1815.

De la garantie.

1693. — In actione venditâ venditor emptori debitorem præstet illius quantitatis aut rei quæ expressa est. 18. 4. 14.

1694. — An et quando actionis venditor teneatur præstare debitorem locupletem. 18. 4. 14.

1695. — Quid si nomen sit venditum *tanquam bonum*. 18. 4. 14.

De la vente d'une hérédité.

1696. 1697. 1698. — I. Ad venditionem hæreditatis non est opus inventarii confectione. 18. 4. 1.

II. Quæ emptori hæreditatis tradenda aut cedenda sint. 18. 4. 1.

III. Quid juris circa onera et commoda quæsita occasione rei quam nominatim exceperat venditor hæreditatis. 18. 4. 1.

IV. An actionibus non cessis utiles competant emptori hæreditatis. 18. 4. 2.

V. Præstat venditor hæreditatis damna et lucra cessantia per levem ejus culpam. 18. 4. 2

VI. Quid juris si venditor hæreditatis transegerit cum debitoribus hæreditariis, vel res singulares hæreditarias vendiderit aut donaverit ante vel post venditionem hæreditatis. 18. 4. 8.

VII. An jus accrescendi et an emolumentum juris accrescendi in emptorem transeat, prolixè excutitur. 18. 4. 3.

VIII. An venditor de rerum singularum hæreditariarum evictione teneatur. 18. 4. 4

IX. An de evictione juris hæreditarii aut partis ejus. 18. 4. 4.

X. Quid intersit inter venditam hæreditatem viventis, et eam quæ defuncti quidem est, sed ad venditorem non pertinet, vel fideicommissaria tantum est, cùm vendita esset ut directa. 18. 4. 4.

XI. Venditor hæreditatis non tradit ea quæ nominatim excepit, nec indebitè acceptam. 18. 4. 5.

XII. An id quod pœnæ nomine consecutus est. 18. 4. 3.

XIII. An hæreditatem impuberis ex substitutione quæsitam, cùm patris substituentis hæreditatem vendidisset. 18. 4. 5.

XIV. Emptor hæreditatis debet suscipere defensionem venditoris per creditores hæreditarios conventi. 18. 4. 6.

XV. An invitus ipse conveniri possit per creditores hæreditarios. Quid moribus. 18. 4. 6.

XVI. An creditores inviti teneantur convenire emptorem. 18. 4. 8.

XVII. An si convenerint emptorem deinde iterum ad venditorem hæreditatis redire possint. 18. 4. 8.

XVIII. Repetit venditor hæreditatis ea quæ propter hæreditatem erogavit; quod exemplis docetur. 18. 4. 7.

XIX. An ei si ex parte hæres integrum debitum hæreditarium ex justâ causâ solverit et partes a cæteris cohæredibus recuperare nequeat. 18. 4. 7.

XX. An si indebitum solverit. 18. 4. 7.

XXI. Petit et redintegrari servitates sibi a defuncto debita vel legata solvi. 18. 4. 7.

XXII. Recensentur singularia quædam quando non privatus sed fiscus vendidit hæreditatem. 18. 4. 8.

XXIII. An servitutes fundis defuncti in fundos hæredis per confusionem aditæ hæreditatis extinctæ restituendæ sint hæreditate deinde per hæredem distracta. 8. 6. 3.

XXIV. Intra quantum tempus retractus nominis faciendus sit. 18. 4. 19.

V. art. 1615.

De la cession d'un droit litigieux.

1699. — I. Emptor nominis non plus exigerè potest quam quantum verè pretii nomine numeravit; licet reliquum ei dicatur donatum esse a nominis venditore. 18. 4. 18.

II. Quid moribus per cessionarium jurari debeat. 18. 4. 18.

III. An idem obtineat in dationa in solutum. 18. 4. 18.

IV. An in permutationa actionis. 18. 4. 18.

V. An alienatio rei litigiosæ sit ipso jure nulla. 44. 6. 1.

VI. Cui opponatur exceptio litigiosi cui non. 44. 6. 1.

VII. Quæ sit pœna dicantis in sacrum, aut vendentis, aut scienter ementis, aut donantis rem litigiosam. 44. 6. 2.

VIII. Quibus modis licitè fiat alienatio rei litigiosæ; ubi de divisiona, transactione, institutione, legato. 44. 6. 3.

IX. An cœpta hæreditatis petitio impediat quominus creditores a possessore credita exigant aut res defuncto commodatas. 44. 6. 3.

X. Quid juris hodie sit circa litigiosæ rei alienationem. 41. 6. 3.

V. art. 841.

1700. — Quando res censeatur litigiosa facta, quando non. 44. 6. 1.

1701. — I. Quando cesset jus retrahendi nomen venditum. 18. 4. 20.

II. Quid de nominibus in hæreditate venditâ comprehensis vel contentis sub venditâ nominum universitate seu vendito toto calendario. 18. 4. 20.

III. Quid de venditis auctione publicâ, ac denique venditis tempore belli aut alterius calamitatis, unde periculum inanis actionis metuendum sit. 18. 4. 20.

TITRE VII. — *De l'échange.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Qualis actio detur ex permutatione et ad quid tendat. 19. 4. 3.

II. An moribus pœnitentiæ locus sit in contracto permutationis et similibus. 18. 4. 3.

III. An conventio de dando ut vicissim detur hodie obliget. 18. 4. 3.

IV. In quibus differat permutatio ab emptione. 19. 4. 3.

1702. — I. Quid sit permutatio. 19. 4. 1.

II. Inter contractus innominatos *do ut des* permutatio ordinem habet. 19. 4. 1.

III. An et pecunia numerata recipiat permutationem cum alio corpore, et ita et corpus considerari possit; dum datur pecunia ut Stichus detur, ad explicationem l. ult. ff. *de Condict. causâ datâ*. 19. 4. 1.

1703. 1704.—I. An et res aliena recipiat mutationem. 19. 4. 8.

II. Cur res aliena vendi possit, at non permutari. 19. 4. 2.

III. Quis sit effectus, si quis rem alienam dederit ut vicissim rem reciperet. 18. 4. 2.

IV. Quid si is qui acceperat rem non propriam dantis, vicissim dederit rem suam, aut vice versâ. 19. 4. 8.

1705. — *V. Pr. gén.*

1706. — *V. Pr. gén.*

1707. — *V. Pr. gén.*

TITRE VIII. — *Du contrat de louage.*

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit locatio, proxima emptioni. 18. 8. 1.

II. Quid distet a promissione de faciendâ locatione. 18. 8. 1.

III. An locatio in longum tempus sit alienatio. 19. 2. 1.

IV. An sit inutilis quæ in longum tempus facta est, si non solemniter coram lege loci, ubi res immobilis locata jacet, facta sit, per distinctionem ex moribus explicatur. 18. 8. 1.

V. An prohibitus alienare in longum tempus locare possit. 18. 8. 1.

VI. An et quando per locationem dominium transeat. 18. 8. 3.

VII. Merces in locatione quibus veniat appellationibus. 19. 8. 7.

VIII. Certa debet esse. 19. 9. 7.

IX. Sæpè licet conventione non definiatur, non tamen certa est. 18. 8. 7.

X. Merces in pecuniâ numeratâ consistere debet. 19. 8. 8.

XI. Aliquando merces consistit in parte fructuum. 18. 8. 8.

XII. Locationes fiunt vel privatim vel auctione publicâ; auctione publicâ res fisci, principis, civitatum, pagorum. 18. 8. 8.

XIII. De locatione ad tempus definitum et de locationa *quamdiu locator voluerit*. 19. 2. 9.

XIV. De locationa quæ per curatores fit ad tempus, *quo pupilli majorennes erunt*. 18. 8. 9.

XV. An ea expiret per veniam ætatis aut per nuptias. 18. 2. 8.

XVI. Finito locationis tempore, an primus conductor tantum offerens quantum novus, potior sit invito locatore. 18. 2. 13.

XVII. An non, si sit conductor prædii fiscalis. 19. 2. 13.

XVIII. Nascitur ex hoc contractu duplex actio locati scilicet et conducti. 19. 2. 14. — *V. art.* 1719. 1728.

XIX. Quid sit actio conducti. 19. 2. 14.

XX. Contra quos detur. 18. 8. 14.

XXI. Ad quid tendat. 18. 8. 14.

XXII. De patientiâ tollendi ea quæ conductor suo sumptu fecit et efferendi invecta illata finitâ conductione. 18. 8. 14.—*V. art.* 1778.

XXIII. Si quis separatim duobus eamdem rem locavit, vel suas operas, quis potior sit. 19. 2. 15.

XXIV. Recensentur casus, quibus conductor ante tempus expelli potest, nec tamen consequitur id quod interest. 18. 8. 18.

XXV. De morâ solvendæ pensionis, ubi de morte fructuarii et præbendarii et fiduciarii qui agros elocaverunt, et quousque per pensionis perceptionem proprietarius fideicommissarius aut successor præbendæ censean-

tur confirmasse præcedentem conductionem. 19. 2. 16.

XXVI. Idem de agro qui per hostes captus, ob iis alocatus est si ante finem locationis iterum expellantur. 19. 2. 19.

XXVII. Recensentur casus, quibus expulsus ante tempus consequitur id quod interest; sub quo et continetur quanto pluris conductor primus secundo locavit. 19. 2. 17.

XXVIII. Ubi de eo qui sciens vel ignorans locavit rem alienam. 19. 2. 17.

XXIX. De fructuario qui rem fructuariam locavit ut propriam. 19. 2. 17.

XXX. An legatarius proprietatis aut ususfructûs, aut emptor, locationi per defunctum aut venditorem factæ stare teneantur. 19. 2. 17.

XXXI. Quid nostris moribus in hisce obtineat. 19. 2. 17.

XXXII. Positâ licentiâ expellendi conductorem ante tempus, non privatâ, sed publicâ auctoritate id fieri debet. 19. 2. 18.

XXXIII. Debet et præcedere denunciatio tempestive ut conductor sibi aliunde prospiciat in proximum migrationis tempus. 19. 2. 18.

XXXIV. Non impeditur expulsionis licentia ex eo quod conductori ipsum prædium conductum in securitatem conductionis obligatum sit. 19. 2. 19.

XXXV. Quid sit actio locati. 19. 2. 21.

XXXVI. Quibus detur et contra quos. 19. 2. 21.

XXXVII. An conductori qui id quod conduxerat alteri rursus sublocavit. 19. 2. 21.

XXXVIII. Si plures conduxerint an singuli in solidum teneantur. 19. 2. 21.

XXXIX. An locatori primo actio detur contra secundum conductorem, saltem tunc, cùm conductor secundus aliquatiùs primo solvit locatori. 19. 2. 21.

XL. An conductor secundus solvens primo locatori liberetur. 19. 2. 21.

XLI. Quid hâc actione petatur. 19. 2. 22. — *V. art.* 1728.

XLII. An cedat in conductoris ante tempus migrantis exonerationem merces illa quam tertius pro reliqui temporis usu solvit; an magis cedat lucro locatoris. 19. 2. 22.

XLIII. Si conductor migret ex justâ causâ non solidam totius temporis, sed tantùm pro ratâ, mercedem solvit. 19. 2. 23.

XLIV. Recensentur justæ migrandi causæ ubi de alienatione per locatorem factâ. 19. 2. 23.

XLV. De non præstito commodo usu rei. 19. 2. 23.

XLVI. De incursu hostium vel latronum. 19. 2. 23.

XLVII. De justo metu ex ruinâ, peste violentiore, spectris. 19. 2. 23.

XLVIII. Non est justa causa si conductor jure dominii commodum suis usibus prædium acquisiverit. 19. 2. 23.

XLIX. Recensentur aliæ causæ ob quas remittenda merces. 19. 2. 26.

L. Ubi de eo qui sine causâ expulsus est ante tempus. 19. 2. 26.

LI. Vel cùm ab initio usum non præstitisset postea offert. 19. 2. 26.

LII. Si quis bonâ fide solverit mercedem hostibus eâ regione potitis, iterato solvere non tenetur, si antea non fuerit in morâ notabili. 19. 2. 28.

LIII. Finito tempore locationis res locatori reddenda in eodem statu quo data. 19. 2. 32.

LIV. Quomodo puniatur jure romano ac moribus qui restituere non vult. 19. 2. 32.

LV. An conductor possit locatori repetenti objicere exceptionem dominii. 19. 2. 32.

LVI. An tertius tanquam dominus intercedere possit ne conductor restituat locatori. 19. 2. 32.

LVII. An retineri res conducta propter impensas a conductore in eam factas. 19. 2. 32.

LVIII. An evictio præstanda sit in locatione. 21. 2. 29.

Des diverses espèces de louage.

Emphyteusis cum locatione affinitatem habet, quid sit; hæc materia exploratur. 6. 3. n. 1 et seqq.

1708. — Locantur et rerum usus et hominum operæ. 19. 2. n. 1. 3. 6. — *V. art.* 1713. 1773.

1709. — *V. Pr. gén.*, *n.* 1 *et seqq.* — *Art.* 1873, *n.* 11.

1710. — De locatione operarum. Quæ locari possunt. 19. 2. 2. — *V. Pr. gén.*, *n.* 1 *et seqq.*

1711. — *V. C. civ.*, *art.* 1714 *et seqq.* 1763 *et seqq.* 1787 *et seqq.*

1712. — *V. Pr. gén.*, *n.* 12.

CHAPITRE II. — *Du louage des choses.*

Des choses qui peuvent être louées.

1713. — I. Quæ res locationem recipiant quæ non. 19. 2. 3.

II. An res aliena locari possit. 19. 2. 3.

III. An fructuarius, habitationem aut usum habens, aut antichresin possint res illas elocare etiam ipsis dominis rerum. 19. 2. 4.

IV. Explicatur l. 8. ff. de servitutibus, et l. 44. ff. locati nominem posse servitutem locare. 2. 1. 1.

SECTION PREMIÈRE. — DES RÈGLES COMMUNES AUX BAUX DES MAISONS ET DES BIENS RURAUX.

De la forme probante du contrat de louage.

1714. — I. Non scripturâ opus est ad contrahendam locationem conductionem. 19. 2. n. 1 et 2.

II. An ad locationem prædiorum urbanorum et rusticorum scripturâ opus sit in Hollandiâ et Ultrajecti. 19. 2. 2.

1715. — *V. art.* 1357.

1716.

De la faculté de sous-louer.

1717. — I. Conductor quando ipse rursus elocare rem possit. 19. 2. 3.

II. Quando hanc facultatem non habeat. 19. 2. 3. — *V. art.* 1763.

1718. — I. De fundo dotali per maritum locato; an soluto matrimonio stare teneatur tali locationi. 19. 2. 17.

II. An pupilli locationi per tutores factæ stare teneantur. 19. 2. 17.

Des obligations du bailleur.

1719. — I. Actio conducti tendit ad id ut usus præstentur et ea omnia sine quibus commodè quis uti nequit. 19. 2. 14.

II. An in eorum numero sint instrumenta ædium aut fundi locati. 19. 2. 14.

V. art. 1720. — *Suprà, Pr. gén.*, *n.* 12 *et seqq.*, *n.* 44 *et seqq.*

1720. — An et quando locator reparationes et refectiones præstare teneatur. 19. 2. 14.

1721. — An et reparandum sit conductori damnum, quod ex vitio rei locatæ passus est. 19. 2. 14.

1722. 1723.

1724. — Conductor ante tempus expelli potest si res locata necessariâ indigeat reparatione. 19. 2. 18. — *V. Pr. gén.*, *n.* 27 *et seqq.*

1725. — 1727.

Des obligations du preneur.

1728. — I. Actione locati petitur merces integri temporis, licet conductor ante tempus migraverit non habens migrandi causam. 19. 2. 22. — *V. Pr. gén.*, *n.* 40 *et seqq.*

II. Qualem culpam præstet conductor in re conductâ, et in quibus præcipuè appareat culpa conductoris. 19. 2. 29.

III. Ubi de formâ rei conductæ per conductorem mutatâ. Exempla enumerantur. 19. 2. 29.

IV. De cisiario cisium evertente. 19. 2. 29.

V. De nautâ fervente tempestate navigationem incipiente, vadorum peritos non recipiente. 19. 2. 29.

VI. De fullone vestes permutante, aut patiente eas a muribus rodi. 19. 2. 29.

VII. Etiam de facto tertii per conductorem præstando. 19. 2. 29.

VIII. Aliæ enumerantur exempla culparum conductoris. 19. 2. 29.

IX. De aliis culparum generibus vide ad legem Aquiliam. 19. 2. 29.

X. Quando de culpâ levissimâ conductor teneatur ubi de doliis vitiosis locatis in quibus vinum effluxit; de artificibus gemmas includentibus, columnas transportantibus quæ fractæ sunt. 19. 2. 30.

XI. An et quando conductor de casu teneatur. 19. 2. 31.

1729. — I. Conductor ante tempus expelli potest si in re conductâ malè versetur. 19. 2. 16.

II. An ob quemvis abusum, an tantùm ob graviorem arbitrio judicis, conductor expelli potest. 12. 2. 12.

III. An litterati ad migrandum cogere possint vicinos cum strepitu majore artificia exercentes. 12. 2. 20.

V. Pr. gén., n. 33 *et seqq.* — *Art.* 1728.

1730. 1731. 1732. — Finito tempore locationis res locatori reddenda in eodem statu quo data. 19. 2. 32.

De la responsabilité du preneur en cas d'incendie.

1733. 1734. — I. Orto in ædibus incendio, an inhabitanti, an magis locatori aut vicinis læsis, probatio incumbat respectu culpæ. 9. 2. 20.

II. Quid si tempore orti incendii unus tantum fuerit in ædibus. 2. 2. 21.

III. Quid si contra legem locationis in certâ ædium parte ignis sit habitus et ex eo loco incendium oriatur. 9. 2. 21.

1735. — *V. art.* 1728, *n.* 2 *et seqq.* — — *Art.* 1779, *Pr. gén.*

De la réconduction tacite.

1738. 1739. 1740. — I. De locatione tacitâ. 12. 2. 9.

II. An pro eâ obligati maneant fidejussores et pignora primæ conductionis. 12. 2. 2.

III. An et repetita tacitè censeatur clausula consensûs in condemnationem, ac pœnæ stipulatio. 19. 2. 9.

IV. In quantum tempus tacitè repetita censeatur conductio, maximè in prædiis rusticis et urbanis. 12. 2. 16.

V. Apud nos nunc non ultra probatæ sunt tacitæ locationum continuationes in prædiis rusticis et urbanis. 12. 2. 11.

VI. Non etiam tacita continuatio est, si locator furere cœperit vel moriatur, et finito locationis tempore nullus ei hæres existat. 19. 2. 11.

VII. Qui plura scripserunt de tacitâ conductione. 19. 2. 12.

De la résolution du bail.

1741. — I. Conductor ante tempus expelli potest, si in morâ sit solvendæ pensionis. 12. 2. 16.

II. Quid si res locata casu fortuito perierit. 12. 2. 31.

III. Si artifex in rem alienam impenderit operam, et illa casu pereat, domino materia, artifici operæ prætium perit. 12. 2. 31.

1742. — An legatarius proprietatis stare teneatur locationi per defunctum factæ. 12. 2. 17. — *V. Pr. gén* , *n.* 27 *et seqq.*

1743. — I. An emptor stare teneatur locationi per defunctum factæ. 12. 2. 17.

II. Quid de eo qui sciens vel ignorans locavit rem alienam. 19. 2. 17.

V. Pr. gén., *n.* 27 *et seqq.* — *Art.* 1761.

1744. — 1751.

SECTION II. — DES RÈGLES PARTICULIÈRES AUX BAUX A LOYER.

1752.

Du sous-locataire.

1753. — I. An locatori primo actio detur contra secundum conductorem, saltem tunc cùm conductor secundus aliquoties primo solvit locatori. 19. 2. 21.

II. An conductor secundus solvens primo locatori liberetur. 19. 2. 21.

V. Pr. gén., *n.* 39 *et* 40.

Des obligations du locataire.

1754. 1755. 1756. — *V. suprà*, *Pr. gén.* — *Art.* 1728 *et seqq.*

1757. 1758.

1759. — *V. art.* 1738.

1760. — *V. art.* 1729.

1761. 1762. — Conductor ante tempus expelli potest si domum elocatam dominus propriis usibus ex novâ causâ necessariam probet. 19. 2. 16. — *V. Pr. gén.*, *n.* 24 *et seqq.* — *Art.* 1743.

SECTION III. — DES RÈGLES PARTICULIÈRES AUX BAUX A FERME.

An ob insolitam ubertatem merces augenda sit. 19. 2. 24.

Des baux partiaires.

1763. 1764. — I. Quis sit colonus partiarius. 19. 2. 2.

II. An is petere possit remissionem mercedis ob sterilitatem. 19. 2. 8.

V. art. 1717.

De la différence de contenance en moins.

1765. — I. Minor præstanda est merces si longe majorem locator dixerit agri modum esse quam qui reipsâ præstitus. 19. 2. 26.

II. Quomodo diminuenda merces. 12. 2. 26.

III. Quid si clausulam de non præstandâ quantitate expressâ subjunctam ponas. 19. 2. 26.

V. C. c., *art* 1617.

1766. — 1768.

De l'indemnité due au fermier pour le cas de stérilité.

1769. 1770. — I. An et quando ob insolitam sterilitatem remissio mercedis facienda sit. 19. 2. 24.

II. Quæ dicantur insolitæ sterilitatis causæ, quæ non. 12. 2. n. 24 et 25.

III. An propter modicam sterilitatem remissio sit facienda. 12. 2. 24.

IV. Quæ sit insolita sterilitas, arbitrio judicis definiendum. 12. 2. 25.

V. Sterilitas æstimanda consideratis omnibus totius agri fructibus, non partium singularum, dum quædam in vineis quædam in arvis sunt. 12. 2. 25.

VI. Quid juris si paucissimi fructus nati maximo pretio venditi sint. 12. 2. 25.

VII. Quid si fructus uberrimi pretio vilissimo. 19. 2. 25.

VIII. An uno vicinorum remittente etiam reliqui remittere debeant. 12. 2. 25.

IX. Non debetur remissio mercedis si insolitæ præcedentium aut sequentium annorum ubertas anni sterilioris defectum suppleverit. 19. 2. 24.

X. Si remissio anni sterilioris facta sit et postea ubertas veniat, an locator exigere possit pensionem integram anni illius quo remisit. 19. 2. 24.

XI. Quid si locator annorum superiorum sciens ubertatem conductori concesserit anni ultimi sterilis intuitu mercedis remissionem. 19. 2. 24.

XII. Quid si non plurium annorum una locatio, mercede una, intercesserit, sed in annos singulos pensio, finito anno unoquoque, præstanda appareat. 19. 2. 24.

XIII. An colonus partiarius petere possit remissionem mercedis ob sterilitatem. 12. 2. 2.

V. Pr. gén., *art.* 1763.

1771. — Si post fructuum perceptionem ipsis fructibus quid adversi accidit colono pereunt. 19. 2. 24.

1772. 1773. — Non facienda mercedis remissio ob sterilitatem si eâ lege quis fundum locavit ut, etiamsi quid vi majore accidisset, hoc ei præstaretur. 19. 2. 24.

1774. 1775.

1776. — In quantum tempus tacitè repetita censeatur conductio, maximè in prædiis rusticis et urbanis. 19. 2. 10. — *V. art.* 1738.

1777. 1778. — *V. suprà*, *Pr. gén* , *n.* 22.

CHAPITRE III. — *Du louage d'ouvrage et d'industrie.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. De locatione operarum. 12. 2. 6.

II. Eligit quisque, cujus operâ uti velit. 12. 2. 2.

III. Fallit id in molitoribus et molendinis privilegiatis (*dwang-molens*). 12. 2. 26.

IV. Nec præfecti navium bellicarum merces jure transvehunt. 19. 2. 2.

V. Si quis separatim duobus suas operas locaverit, quis potior sit. 12. 2. 15.

VI. Si operæ conductæ præstitæ non sint, an nihilominus merces debeatur, per distinctiones explicatur. 12. 2. 27.

V. Pr. gén., *art.* 1722, *n.* 1

1779. — Quæ operæ locari possunt. 19. 2. 9.

SECTION PREMIÈRE. — DU LOUAGE DES DOMESTIQUES ET OUVRIERS.

1780. 1781. — *V. suprà*, *Pr. gén* , *chap III.*

SECTION II. — DES VOITURIERS PAR TERRE ET PAR EAU.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid juris de nautâ qui vel suo vel mercatoris facto, vel casu impeditus est merces transvehere, ex jure romano et moribus. 19. 9. 27. *V. Pr. gén.*, *art.* 1779, *n.* 5.

II. De contractu inter magistrum navis et exercitores, magistrum et socios nauticos. 19. 9. 41.

III. De contractu inter dominos mercium et magistrum. 19. 9. 41.

IV. De contractu inter magistrum navis piscatoriæ et socios nauticos piscationi operum navaturos. 19 2. 41.

V. An sit in potestate nautorum ne quem recipiant. 4. 9 4.

VI. Quid sit actio persecutoria in factum de receptis. 4. 9. 2. — *V. de Exercitoriâ actione.* — *V. Comm.*, *art.* 219.

VII. Cui actio in factum detur de receptis in navim aut aliter commissis rebus fortè in littore positis inferendi causâ. 4. 9. 2.

VIII. Contra quos et ad quid detur, quale damnum reparandum sit. 4. 9. n. 2 et 3.

IX. Quid si gratis quis navigaverit. 4. 9. 9.

X Hodie contra nautas cessat dupli pœna; quomodo exercitores teneantur, quomodo liberari possint. 4. 2. 10.

Des obligations qui leur sont imposées.

1782. — I. Actiones locati aut conducti aut depositi contra nautas pro rebus quarum custodiam recipere solent competunt. 4. 9. 1.

II. Ratio harum actionum. 4. 9. 4.

III. Si plures navim exerceant, an contra singulos in solidum dantur actiones. 4. 9. n. 9. et 10.

IV. Actio non datur si plures nautæ navis nautæ damnum dederunt inter se. 4. 9. 9.

V. Quid si nauta res nautæ receperit. 4. 9. 2.

VI. Si nautæ extra navem rerum custodiam receperint actione depositi solummodo teneantur. 4. 9. 7.

VII. Quid juris si nauta præmonuerit ut quisque res suas servet. 4. 9. 7.

VIII. Quid juris si nauta follem aut cistam a viatore receperit obsignatam, et is postea res inde oblatas queratur. 4. 9. 8.

1783. — *V. art.* 1769, *Pr. gén.*, n 8.

1784. — I. Nautæ tenentur reparare omne damnum quod in receptis rebus, furto, corruptione, vel aliter, datum esset quocumque modo, excepto eo solo quod damno fatali aut vi majore periisse constat. 4. 9. 2.

II. Probatio casuum fortuitorum nautis incumbet. 4. 9. 2.

1785. — I. Si sarcina nautæ transvehenda commissa negetur et reddita ad quem missa, an jurijurando nautæ stari debeat. 4. 9 2.

II. Quid si pecunia commissa fuerit. 9. 9 9.

SECTION III. — DES DEVIS ET DES MARCHÉS.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit locatio operis. 19. 9. 5.

II. An ea includat conductionem operarum. 19. 9. 33.

III. Quid distet a locatione operarum et usus. 19. 9. 33.

IV. Locatur opus vel aversione vel in pedes mensurasve vel in dies singulos constitutâ mercede. 19. 9. 34.

V. An redemptor operis possit alteri demandare operis implementum. 19. 9. 94.

VI. An ipse ex substituti facto teneatur. 19. 9. 34.

VII. De probatione et improbatione operis. 19. 9. 35.

VIII. Quis sit effectus si probatio operis arbitrio locatoris permissa sit. 19. 2. 95.

IX. Quid si redemptor a prescripto recesserit ex voluntate locatoris. 19. 2. 55.

X. Explicatur an et quousque committi possit arbitrio debitoris an debeat; vel arbitrio creditoris an sibi velit deberi. 19 2. 35.

XI. De probatione operis per tertium faciendâ, an is tempus faciendi operis prorogare possit. 19. 9. 36.

XII. Quid juris si iniquè aut dolosè arbitrium interposuerit, aut interveniente dolo ipsius redemptoris. 19. 9. 36.

XIII. Si tertius nolit vel non possit arbitrari, non est nulla locatio operis, sed judex tunc arbitratur. 19. 9. 36.

XIV. Intra tempus locationi adjectum opus redemptum absolvi debet, nisi per naturam hoc possibile non sit. 19. 9. 38.

XV. An agi possit ad id quod interest vel opus alteri relocari possit ante lapsum temporis quo perfici debuit. 12. 9. 38.

XVI. Quo in loco opus faciendum sit. 19. 2. 39.

XVII. Si alibi fiat redemptor nihil agit. 19. 2. 39.

XVIII. An valeat redemptio operis sine loci adjectione. 19. 9. 39.

XIX. Quando operis redemptori solvenda sit merces, si de eo pacto nihil actum sit. 19. 9. 40.

XX. An opere non perfecto, ut præscriptum erat, redemptori opus relinqui possit, an magis solvenda sit merces pro ratâ diminuta. 19. 9. 40.

XXI. An operis retentio pro mercede permissa sit. 19. 2. 40.

1788. — 1791. — I. De periculo operis, an illud ad locatorem an ad redemptorem pertineat, per distinctiones explicatur. 19. 9. 37.

II. An post operis probationem periculum pertineat etiam ad locatorem probantem si operis vitio opus collabatur. 19. 9. 57.

III. De operis necdum probati vitio quamdiu locator queri possit. 19. 2. 97.

IV. Si plures sint redemptores ejusdem operis, an singuli in solidum conveniri possint, si opus non perfectum aut vitio suo collapsum sit. 19. 2. 37.

V. Pr. gén., *Prestation des fautes.* — *Art.* 1738, n. 11. 1741, n. 3.

1793. — *V. Pr. gén.*, *art.* 1788. n. 3 *et seqq.*

TITRE IX. — *Du contrat de société.*

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit societas. 17. 9. 1.

II. Cum societate non confundenda est communio. 17. 9. 2.

III. Societas est vel expressa vel tacita. 17. 2. 9.

IV. Quomodo societas tacitè ineatur. 17. 2. 2.

V. Quæ veniunt in tacitam societatem. 17. 9. 9.

VI. Tacita universorum bonorum societas coiri nequit. 17. 9. 2.

VII. Quid sit publica, quid privata societas et in quibus differant. 17. 9. 3.

VIII. Quomodo societas iniri possit. An in perpetuum. 17. 9. 1.

IX. An purè vel ex die, vel ex conditione, an simpliciter vel ad certum tempus. 17. 9. 1.

X. A quibus societas iniri possit. 17. 9. 1.

1832. — Quid sit societas. 17. 9. 1. — *V. suprà*, n. 1 *et seqq.*

1833. — Rei turpis et maleficiorum nulla societas, nulla communio. 10. 3. 9. — 17. 9. n. 1 et 7. — *Vide suprà*, *Pr. gén.* — *Art.* 1837, n. 7; *et infrà*, *Pr. gén.*, *ch. III*, *sect. I*, n. 4.

1834. — Societas est vel expressa vel tacita. 17. 2 9.

CHAPITRE II. — *Des diverses espèces de société.*

Elles sont universelles ou particulières.

1835. — Societas est vel universalis totorum bonorum, vel particularis. 17. 9 4

SECTION PREMIÈRE. — DES SOCIÉTÉS UNIVERSELLES.

1836. — *V. C. c.*, *art.* 1837 *et* 1838.

1837. — I. Quid sit societas universalis. 17. 9. 4.

II. Quæ veniant in universalem societatem. 17. 9. 4.

III. Quid de dote filiæ, sumptibus in studia filii. 17. 9. 4.

IV. An non solutâ societate socius unus tantùm præcipiat quantum propter alterius filium filiamve erogatum. 17. 9. 4.

V. Si aliquando ad patrem dotantem redeat dos data, an alteri socio pro ratâ communicari debeat. 17. 2 4

VI. Quid juris, si unus sociorum ab uxore

dotem acceperit, vel dutem ex pacto lucratus sit. 17. 2. 4.

VII. An in universalem vaniant turpia lucre. 17. 2. 4.

VIII. An moribus probata sit universalis societas. 17. 2. 4.

1838. — Societes particniaris in jure romeno simpliciter inita comprehendebat omnia quæ ea industriâ et labore sociorem acquiruntur, et quæstûs eppellatioua continentur, ac vice versâ illud æs elienum quod ax quæstu pendet. 17. 2. 5. — *V. art.* 1841 *et* 1842; *et Pr. gén., sect. II.*

1839. — *V. art.* 1838.

SECTION II. — De la société particulière.

I. Quæ sit societas particularis. 17. 2. 5.

II. Societas particularis vel simpliciter, vel de re certâ initur. 17. 2. 5.

1841. 1842. — I. Societas particniaris initur de re certâ, vel certâ rerum querumdam universiteta, certâve specie negutiationis. 17. 2. 5.

II. Quæ veniant in societetem certæ rei vel negotiationis sive lucra sive damna. 17. 2. 5.

CHAPITRE III. — *Des engagements des associés entre eux et à l'égard des tiers.*

SECTION I. — Des engagements des associés entre eux.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid juris si socios certæ negotiationis res quesdam ax pecuniâ societatis sibi soli comparasset. 17. 2. 5.

II. Quæ res in societate ipso jure communes fiant; quæ communicandæ sint. 17. 2. 6.

III. An communicatæ, si eas socius retulerit in rationes societatis. 17. 2. 6.

IV. Quid juris si occasione honestæ societatis alter sociorum lucra turpia captaverit, at elteri socio scienti vel ignoranti communicaverit. 17. 2. 7.

V. Quid si postea ad restitutionem aut pœnam damnetur. 17. 2. 7.

VI. Actio pro socio plerumqua datur finitâ societata; quandoque et ea durante. 17. 2. 9.

VII. Contra quos detur. 17. 2. 10.

VIII. Per actionem pro socio tantùm petuntur præstationes personales, neutiquam rerum ipsarum communium divisio. 17. 2. 10.

IX. Ad præstationes personales pertinet retionum redditio. 17. 2. 11.

X. Hæc ab initio non potest pacto remitti. 17. 2. 11.

XI. Quando et quibus temporibus peti possit, maximè si unus socius omnia tractet. 17. 2. 11.

XII. An etiam pertinet lucri et damni communicatio et cautio de lucro et damno futuro communicando. 17. 2. 12.

XIII. De privilegio retinendi rem communam pro impensis in eam a socio factis; quâ occasiona definitur per distinctiones an singuli socii in solidum, an tantùm pro parte conveniri possint ex contractibus nomine societatis celebratis; et quid moribus obtineat 17. 2. 13.

XIV. Petitur etiam ut socius reliquis restituat quod supra suam partem nomine societatis accepit. 17. 2. 16.

XV. An socius unus a debitoribus societatis solidum petare possit, vel hi toto uni socio solidum solvere. 17. 2. 18.

XVI. An socius moram faciens in restituendâ pecuniâ societatis aut lucris societati communicandis, vel nummos teles in suos usus convertens ad usuras condemnandus sit, distinctione definitur ad explicationem l. 60. ff. pro socio. 17. 2. 17.

XVII. Agitur actione pro socio ut præstentur quæ singularibus pactis placuerunt. Explicatur l. 69 ff. pro socio. 17. 2. 18.

XVIII. An socius, qui præcipuè vel solus negotia societatis gessit, salarium pacisci, aut viri boni arbitrio consequi possit. 17. 2. 19.

XIX. Socii inter se gaudent beneficio competentiæ tam perticulares quam universales. 17. 2. 20.

XX. Quando illud cesset et quid moribus. 17. 2. 20.

XXI. Singulare est, quod unus ea pluribus sociis suam partem integram adeptus a socio debitore societatis, communicare id reliquis teneatur si illi solidum consequi ab eo nequeant. 17. 2. 21.

XXII. Si unus sociorum impendia per alterum facta restituere nequeat, id reliquos pro ratâ gravat. 17. 2. 21.

XXIII. Si socius unus, qui nomine societatis plus quam suam partem consecutus est, foro cesserit, reliqui socii in rebus et creditis societetis potiores sunt aliis socii foro cedentis creditoribus. 17. 2. 22.

XXIV. Nemo potest invitis sociis, cæteris alium suo loco substituere. 17. 2. 24.

XXV. An cum actione pro socio concurrere possit actio furti contre socium, at en una intentata elterem perimat. 17. 2. 28.

XXVI. Socius invito socio nihil novi facere potest in re communi. Quid juris si fecerit, vel fieri passus sit. 10. 3. 7.

XXVII. Nunquam ultra partem suam potest vendere socius, licet major sociorum pars in totius rei consentiret venditionem, nisi res communes promerceles sint, quas in totum vendere potest. 10. 3. 7.

XXVIII. Si dissensus sociorum sit, utrum res communis vel cui elocanda sit, vel si unus sociorum tantam mercedem offerat, quantam extraneus, quid juris sit. 10. 3. 8.

1843.

De la durée de la société.

1844. — I. Vel ad certum tempus societas initur, vel in perpetuum, id est dum vivunt, 17. 2. 1.

II. Finitur societas finito negotio. 17. 2. 26.

Des obligations des associés envers la société.

1845. — 1847. — *Vide suprà, Pr. gén., n. 1 et seqq.*

1848. 1849.

Du dommage causé par un associé; de la prestation des fautes.

1850. 1851. — I. Inter personales præstationes actione pro socio petendas et illud est ut socius damna reparet societati allata. 17. 2. 12.

II. An socius teneatur si acquirendi conditione usus non sit. 17. 2. 12.

III. De dolo et latâ et levi non item levissimâ culpâ at casu socius tenetur. 17. 2. 12.

IV. Præstat tamen culpam levissimam, si in suis diligentissimus sit, vel præter operam insuper artificium promiserit, ad explicationem l. 52. § 2. ff. pro socio. 17. 2. 12.

V. An lucrum cum damno pensandum sit, si in quibusdam diligentiâ maximâ profuerit, in aliis negligentiâ summâ nocuerit. 17. 2. 12.

V. suprà, Pr. gén., chap. III, sect. I.

Des droits des associés contre la société.

1852. — I. Actiona pro socio petitur etiam ut socius indemnis servetur pro ratâ rationa damni quod perpessus est societatis occasione. 17. 2. 13.

II. Petitur et restitutio impensarum unâ cum usuris. 17. 2. 13.

III. Quid si unus ex sociis ad merces comparandas profectus in latrones incidisset, res perdidisset communes, et in medicos debuisset impendi propter ejus vulnera vel servorum. 27. 4. 7.

IV. Quid si alia damna passus sit casu naufragio. 27. 4. 7.

V. Aliæ quæstiones examinantur. 17. 2. 5.

V. suprà, Pr. gén., chap. III, sect. I.

De la part des associés dans les pertes et les bénéfices.

1853. — I. Omnia de lucri at damni partibus cuique ex sociis cessuris ea liberâ sociorum dependent voluntate. 17. 2. 8. — *Vide art.* 1855.

II. Quid juris cùm nihil de partibus lucri et damni convenerit. 17. 2. 8.

III. Ad substantiam societatis pertinet communio lucri et damni, ubi ea esse nequit nec societas est. 17. 2. 8.

V. suprà, Pr. gén., chap. III, sect. I.

1854. — I. In arbitrium tertii certi in societate contrahendâ partium lucri et damni determinatio remitti potest. 17. 2. 8.

II. Quid juris si in æstimationem a tertio factam manifesta iniquitas cohæreat. 17. 2. 8.

De la société léonine.

1855. — I. Reprobata societas leonina quâ id agitur ut alter lucrum tantum alter damnum tantum sentiret. 17. 2. 8.

II. Pactum sustinetur quo unus ferat partem lucri et de damno non teneatur. 17. 2. 6.

III. Omnia etiam pacta sustinentur circa lucrum et damnum quibus societas leonina evitata est. 17. 2. 8.

IV. Apparente tamen enormi læsione per pactionem locus est remedio l. 2. *C., de resc. vend.* 17. 2. 6.

1856. 1857. 1858. — *V. suprà, Pr. gén., chap. III, sect. I.*

De l'absence de stipulations sur la manière d'administrer.

1859. 1860. — I. Socius actione pro socio petit personales præstationes. 17. 2. 10.

II. Actione pro socio agitur quoque ad id ut liceat uti re secundum primam sociorum intentionem. 17. 2. 16.

III. Agitur quoque ne quid novi fiat contra eam intentionem. 17. 2. 18.

V. suprà, Pr. gén., chap. III, sect. I.

1861. — *V. art.* 1594.

SECTION II. — Des engagements des associés à l'égard des tiers.

De quoi sont tenus les associés.

1862. — I. An socii singuli in solidum teneantur, an tantùm pro parte conveniri possint ex contractibus nomine societatis contractis. 17. 2. 13. — *V. art.* 1863.

1863. 1964. — I. Si per se omnes socii pro indiviso societatem exerceant adversus singulos non nisi pro ratâ parte actio datur ex contractibus societatis. 17. 2. 13.

II. Si unus e sociis magister societatis electus in solidum semetipsum et singulos socios obligatos efficit. 17. 2. 13.

III. Idem statuendum si omnes tractaverint societatis negotia sed separatim per partes aut regiones distributâ administratione. 17. 2. 13.

IV. Quid moribus obtineat. 17. 2. 13.

V. An socii ære alieno omnino societatis contracto obligentur, si pecunia societati credita in arcam communem versa non sit, itidem per distinctionem explicatur. 17. 2. 14.

VI. An socius de relinquendo suam partem societatis liberari possit ab onere æris alieni ad quod nomine societatis devinctus est, per distinctionem declaratur. 17. 2. 15.

VII. Quid si sociorum unus non societatis sed proprio nomine contraxerit, an socios obligat. 17. 2. 15.

SECTION III. — Des différentes manières dont finit la société.

Principes généraux. Questions diverses.

I. De fine societatis per mortem socii. 17. 2. 23.

II. Quousque hâc in parte societas vectigalium differat a societate privatâ. 17. 2. 23.

III. An testator hæredem damnare testamento possit, ut in societate perseveret. 17. 2. 23.

IV. Hæres socii si non sit adscitus, an et quatenus emolumenti successor sit, et quid distet hic publicâ vectigalium a privatâ. 17. 2. 23.

V. Qualem culpam præstet hæres socii in perficiendis a defuncto inchoatis. 17. 2. 23.

VI. Quid juris si socius unus quædam gesserit ignorans mortem socii. 17. 2. 23.

VII. An socios renuntiari possit societati vectigalium. 17. 2. 23.

VIII. Finitâ societate pro quâ parte res redeant ad socios, maximè si unus operam alter pecuniam contulerit. 17. 2. 27.

Comment finit la société.

1865. — I. De fine societatis per mortem socii. 17. 2. 23.

II. Renunciare quisque potest societati expressè vel tacitè. 17. 2. 24.

III. Finitur societas negotio finito in cujus finem societas inita fuerat. 17. 2. 26.

IV. Finitur societas publicatione bonorum ac cessione. 17. 2. 26.

V. Quid juris si servus socius alienetur, vel socius ex patrefamilias fiat filiusfamilias, aut vice versâ. 17. 2. 26.

V. art. 4868.

1866. 1867.

1868. — I. An in privatis societatibus pactum reprobetur quo hæres socii succedat in societatem. 17. 2. 23.

II. In societate privatâ id convenire ab initio vel postea potest ut inter reliquos superstites societas maneat. 17. 2. 23.

V. suprà, Pr. gén., n. 6 *et seqq.*

De la renonciation faite par un associé.

1869. — I. Quid juris si unus ex sociis callidè vel intempestivè societati renuntiaverit. 17. 2. 24. — *V. art.* 1676.

II. Quid si ad certum tempus societas coita fuerit. 17. 2. 24.

III. Quid juris si societatem inierimus ad aliquam rem emendam et deinde renuntiaveris societate, vel ut solus tibi emares, vel quia displicuerit emptio. 17. 2. 24.

IV. Quomodo renuntiatio fieri possit, an et procurator. 17. 2. 25.

V. An procuratori socii, an et quomodo absenti socio. 17. 2. 25.

VI. An sufficiat renuntiationem privatim fieri, an vero publicè facienda sit distinctione explicatur. 17.$\mathfrak{y}$. 25.

1870. — Quando socius censeatur callidè renuntiasse. 17. 2. 24.

1871. — Quo casu societas ad certum tempus inita ante tempus præfinitum renuntiatione possit dissolvi. 17. 2. 24.

1872. — *Vide Partage des successions.*

1873.

TITRE X. — *Du prêt.*

Principes généraux.

Inter contractus qui re perficiuntur ordine primum est mutuum. 12. 1. 1. — *V. infrà, Pr. gén.*

1874. — *V. infrà, Pr. gén.; et art.* 1875 *et seqq.*

Du prêt à usage ou commodat.

SECTION PREMIÈRE. — De la nature du prêt à usage; sa définition.

1875. — I. Quid sit commodatum. 13. 6. 1.

II. Quomodo commodatum differat a precario, locatione, usufructu, usu, pignore cum pacto antichreseos. 13. 6. 1.

V. art. 1885.

1876. — Res in commodato gratis commodantur. 13. 6. 1.

1877. — Ex commodato dominium non transit, sed sola naturalis possessio seu detentio et usus. 16. 6. 1. — *Vide art.* 1890 *et* 1893

Des choses qui peuvent être la matière du contrat.

1878. — I. Quales res commodato dari possint. 13. 6. 1.

II. An res mobiles, immobiles, incorporales. 13. 6. 1.

III. An res fungibiles commodato dari possint. 13. 6. 1.

IV. An res alienæ, furtivæ, vi possessæ 13. 6. n. 1 et 6.

V. art. 1894.

1879. — Actio directa commodati adversus hæredes commodatarii datur. 13. 6. 3. — *V. art.* 1122.

SECTION II. — Des engagements de l'emprunteur.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit directa actio commodati. 13. 6. 2.

II. Datur et furi ac prædoni. 13. 6. 2.

III. Quid si cum his concurrat verus dominus. 13. 6 2

IV. Quid si quis rem alienam commodato dederit eâ lege, ut illa domino reddatur. 13. 6 2.

V. Actio directa datur contra commodatarium. 13. 6. 6.

VI. An et quatenus contra pupillum qui sine tutore commodatum accepit 13. 6. 3.

VII. An et quando singuli in solidum, aut pro parte conveniri possint, si plures sint commodatarii, vel plures unius commodatarii hæredes. 16. 6. 3.

VIII. Tendit hæc actio ad id ut restituantur res commodatæ cum accessoribus. 13. 6. 4.

IX. Quid si duæ res commodatæ sint, an rectè de unâ restituendâ agatur. 13. 6. 4

X. Creditor invitus non tenetur alio loco acceptare id quod ei certo loco debitum,

nisi addatar id quod interest; sed si sponte acceptaverit amplius id quod interest petere nequit. 13. 1. 7.

V. art. 1866 *et seqq.*

De l'obligation de conserver la chose, de la prestation des fautes.

1880. — I. Qualem culpam commodatarius præstare tenestur. 13. 6. 4.

II. Quid si is, qui triclinium sternebat, argentum commodaverit, et id negligentiùs a commodatario custoditum perierit. 13. 6. 4.

III. An commodatarius tenetur commodanti ea culpâ nuntii, per quem commodatum restituit. 13. 6. 6.

IV. Cessat actio directa si commodans culpam remiserit, rel deteriarem receperit sine protestationa cum deterioratio patens esset. 13. 6. 8.

De la perte ou de la détérioration de la chose.

1881. — I. Quid si res perierit aut deterior sit reddita. 13. 6. 1.

II. An commodatarius teneatur de casu fortuito. 13. 6. 5.

III. Casus fortuitus est, cùm res deterior sit ipso illo usu ad quem concessa; rel facto tertii, nisi ipse potuisset rem custodire; rel ipse suâ culpâ tertium concitarerit, rul factum commodutarii sit. 13. 6. 5.

IV. Quid juris si culpa quædam commodatarii casui fortuito subsecuto causam dederit. 13. 6. 5.

V. Contraria commodati actio ad quid tendat. 13. 6. 6.

VI. Si commodatasius ob rem amissam præstiterit æstimationem ejus, et postea res in potestatem commodantis redierit, an res, an æstimatio reddenda sit, et cui hæc electio competat. 13. 6. 6.

V. art. 1883.

1882. — Quid si orto incendio, aut casu alio, cum posset commodatas res salvas facere, suas prætulerit. 13. 6. 1.

1883. — De casu fortutio tenetur commodatarius si rem æstimatam cà lege commodatu receperit ut aut rem commodatam restituerit aut æstimationum ejus. 13. 6. 5. — *V. art.* 1822. 1881.

1884. — Accedendum autem casui fortuito quem commodatarius præstaru non tenetur quod res deterior reddita sit ex eo uso ad quem concessa fuerit. 13. 6. 3.

Des exceptions à opposer par l'emprunteur.

1885. — Jure compensationis commodatarius consequi potest quod contrario petitur judicio, si termini habiles compensationis sint. 13. 6. 16.

1886. — Impensas modicas cum usu commodatarius pensare et ipse ferre debet. 13. 6. 8.

1887. — An et quando singuli in solidum, aut pro partu, conveniri possint, si plures sint commodaturii, vel plures unius commodatarii hæredes. 13. 6. 3. — *V. art.* 1202.

SECTION IV. — Des engagements de celui qui prête a usage.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Contraria commodati actio ad quid tendat. 13. 6. 6.

II. Quid si res aliena data fuit sine domini voluntatu, et is jure dominii sibi rindicavit usum rei suæ. 13. 6. 6.

V. suprà, Pr. gén.; et art. 1881. — *Infrà, art.* 1888.

Quand le prêteur peut retirer la chose prêtée.

1888. — I. Petitur et id quod interest usum ante tempus non esse ablatum. 13. 6. 9.

II. Quando fieri possit repetitio commodati, si illud sine modi et temporis adjectione concessum sit. 13. 6. 9.

1889. — An res commodata ante tempus repeti possit si commodans doceat se re ex novâ causâ ad proprios usus indigere. 13. 6. 9.

A quelles prestations est-il assujetti.

1890. — I. Impensas graviores in rem commodatam factas commodatarius repetit actione contrariâ commodati. 13. 6. 6.

II. Jure compensationis commodutarios consequi potest quod contrario patitus judicio, si termini babiles compensationis sint. 13. 6. 16.

III. An corpora ipsa commodata retineri possint, donec impensæ in eâ factæ restitutæ fueriut, jure civili ut hodierno. 13. 6. 10.

1891. — I. Contraria commodati actio datur commodatario ad id obtinendum quod ei abest eu vitio rei commodatæ a sciente commodante. 13. 6. 6. — *V. art.* 1382. 1645. 1898.

CHAPITRE II. — *Du prêt de consommation ou simple prêt.*

SECTION PREMIÈRE. — De la nature du prêt de consommation.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Mutuum ab initio inutile sæpe nummorum consumptione confirmatur, quod exemplis docetur. 16. 1. 6.

II. Confirmatur etiam ante consumptionem nummorum, si accipiens eos usuceperit. 12. 1. 9.

III. Quando nummi aliæque res fungibiles censeantur consumpta. 16. 1. 9.

IV. Quibus detur certi condictio ex mutuo. 16. 1. 15.

V. An et domino nummorum, quos non dominus suo nomine nummeraverat. 12. 1.15.

VI. An Titio, si meos nummos Titii nomine dederim, vel ipsius Titii nummos. 16. 1. 5.

VII. Quid si plures mutuum dederint. 12. 1. 15.

VIII. Quando actio incipiat illis competere, qui nummos alienos dederunt ut suos. 16. 1. 15.

IX. An sit mutum si tibi nummos donem ut mihi credas, tuque credideris. 12. 1. 15. — *V. art.* 1892 *et seqq.* 1965, *n.* 3. 1902.

X. Qui possint dare mutuum. 12. 1. 7.

XI. Qui non possint dare mutuum. 16. 1. 6.

XII. An possint negotiorum gestores, procuratores, tutores, civitatum administratores. 17. 1. 7.

XIII. An possint domini nummos suos alieno nomine mutuos dare un socii qui dant pecuniam communem. 16. 1. 7.

XIV. Quid da pupillis, provinciarum presidibus, et his qui nummos alienos dederunt tanquam suos. 12. 1. 6.

XV. Sæpè mutuum quod ab initio personæ dantis defectu inutile erat, nummorum consumptione confirmatur, quod exemplis demonstratur. 12. 1. n. 6 et 15.

XVI. Etiam si reprobe nummi dati essent. 12. 1. 8.

XVII. Confirmatur etiam ante consumptionem nummorum, si accipiens eos usuceperit. 12. 1. 9.

XVIII. Quid juris si filiusfamilias riaticum suum cum peregrè degeret studiorum causâ mutuum dederit. 16. 1. 10.

XIX. Qui possint mutuum accipere. 16. 1. 11.

XX. Quid de præsidibus, judicibus, apud quos lis pendet, civitatibus et ecclesiis mutuum accipientibus per suos administratores. 16. 1. 11.

XXI. Quando civitates et ecclesiæ ex mutuo per administratores accepto obligentur vel non, secundum jus cirile, canonicum, ac hodiernum. 12. 1. 11.

XXII. Quando pupilli, minores et similes obligentur ex mutuo per tutores aut curatores accepto. 16. 1. 16.

XXIII. An et quousque uxores mutuum accipientes obligentur aut maritos obligent. Remiss. 16. 1. 13.

V. du Prêt à intérêt, Pr. gén.

Définition.

1892. — I. Quid sit mutuum. 12. 1. 1.

II. Mutuum est veros contractus licet ex una tantùm latere obliget. 16. 1. 6.

III. Motom est contractus stricti juris, undè id colligetur. 12. 1. 3.

IV. Probatur mutuum per scripturam. 12. 1. 26.

V. Ubi de agnitione chirographi per scribentem, aut viduam ejus, aut hæredes, aut in officio successores, faciendu; et quando illud juris interpretatione pro agnito habeatur. 12. 1. 66.

VI. Mutuum probatur et per testes. 12. 1. 27.

VII. Quid si dissentiunt in quantitate numeratâ, vel de numeratione quidem, at non de quantitate deponant; vel unus de numeratione, alter de quantitate. 16. 1. 27.

VIII. An verè detur ulla litterarum obli-

gatio, quæ nasceretur ex confessione numerationis, quæ secuta non est 12. 1. 30.

IX. Opponitur scripturæ exceptio non numeratæ pecuniæ, quæ in rem est, et intra biennium privilegiata. 12. 1. 31.

X. Quid agendum sit, si possessor chirographi non agat intra biennium, et præsens vel absens sit. 12. 1. 31.

XI. Recensentur casus, quibus cessat hæc exceptio. 12. 1. 32.

XII. Ubi de confessione apud argentarios; de pignore vel fidejussore dato, de parte debiti solutâ, de transactione super eo quod numeratum non est, de confessione depositi, et solutionis per apocham. 12. 1. 32.

XIII. Post biennium exceptio non numeratæ pecuniæ opponi potest, si excipiens ipse paratus sit probare numerationem non esse secutam. 12. 1. 33.

XIV. Respondetur ad objectiones. 12. 1. 34.

XV. Quid moribus circa hanc non numeratæ pecuniæ exceptionem et probationem ejus obtineat 12. 1. 35.

V. suprà, *Pr. gén.*

De la translation de la propriété.

1893. — I. Mutuum re constat; sufficit ficta traditio. 12. 1. 4. Conciliatur l. 11 ff. h. tit., cum l. 18, ff. *de præscrip. verb.* et l. 34, ff. *mandati* 12. 1. 4. Conciliatur l. 15, ff. h. tit., cum l. 34, ff. *mandati* 12. 1. 5.

II. Probatur inter solos præsentes, non item absentes, fictam traditionem jure romano (sed secùs moribus) fuisse conceptam, duobus exceptis casibus. 12. 1. 5.

III. Monstratur legum superiorum conciliationem non posse peti a distinctione temporum quasi olim fictæ traditiones variæ fuissent reprobatæ, quæ post admissæ. 12. 1. 5.

IV. In mutuo fit alienatio corporum datorum, et periculum eorum in accipientem transit. 12. 1. 14.

Des choses susceptibles de ce contrat.

1894. — I. Mutuo dantur res fungibiles, id est pondere, numero, vel mensurâ constantes et permutationem recipientes in suo genere. 12. 1. 1.

II. Si nummi reprobi dati essent, eorum consummatione confirmatur mutuum quod ab initio erat nullum. 12. 1. 8.

Changement survenu dans la valeur des choses prêtées.

1895. — I. In nummis mutuo datis non tam corpora quam quantitates spectantur. 12. 1. 23.

II. An pro nummis datis aureis restitui possint argentei. 12. 1. 23.

III. De mutatione monetæ ratione bonitatis internæ vel externæ, quæ inter dationem mutui ac restitutionem contigit, cui prosit vel noceat, an debitori an creditori, prolixior disputatio. 12. 1. 24.

IV. Si alius sit valor nummorum in uno quam in altero loco, considerandus valor loci illius in quo solutio facienda est. 12. 1. 25.

1896. 1897. — *V. art.* 1895, *n.* 4.

SECTION II. — DES OBLIGATIONS DU PRÊTEUR.

V. suprà, *Pr. gén.*

1898. — *V. art.* 1892, *n.* 2.

1899. — Qui mutuum dedit ante tempus a conventione definitum mutuatam rem repetere nequit. 12. 1. 19. — *V. art.* 1882. 1902.

1900. — Si dies restitutionis conventione non fuit definitus, arbitrio judicis pro re natâ definiendus. 12. 1. 19.

1901. — *V. art.* 1902. 1244.

SECTION III. — DES ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR.

I. Adversus mutuum accipientem certi condictio competit mutuanti et ejus hæredibus. 12. 1. 15.

II. An competit domino nummorum, quos non dominus suo nomine numeraverat. 12. 1. 15.

III. An Titio, si meos nummos Titii nomine dederim, vel ipsius Titii nummos. 12. 1. 15.

IV. Quid si plures mutuum dederint; an singulus accipiens conveniri possit. 12. 1. 15.

V. A quo et quando conveniri possit, si quis alienos nummos dederit tanquam suos. 12. 1. 15.

VI. Non impeditur certi condictio ex mutuo, si numerationi mutui conventio alia inutilis adjecta sit; quod exemplis illustratur. 12. 1. 16.

VII. Conveniendi hâc actione mutuatarii; si plures acceperint, an singuli in solidum. 12. 1. 17.

VIII. An mutuatarius efficaciter in mutuo accipiendo id agere possit, ut mutuans unum ex pluribus mutuatarii hæredibus in solidum conveniat. 12. 1. 17. — 10. 2. 27.

V. art. 1902 *et seqq.*

Des obligations de l'emprunteur.

1902. — I. In mutuo idem reddendum in genere ejusdem bonitatis ac quantitatis, non plus. 12. 1. 12.

II. Mutuum non potest per partes restitui, nisi in casibus quibusdam exceptis. 12. 1. 21.

III. Aliud pro alio restitui nequit, nec aurum infectum pro pecuniâ signatâ. 12. 1. 22.

IV. Quid reddendum, si aliud in instrumento dicatur datum esse, aliud verè datum probetur. 12. 1. 22.

V. Pro nummis aureis datis argentei restitui possunt, et vice versâ, exceptis paucis casibus. 12. 1. 23.

VI. Mutuum reddendum tempore a conventione definito. Quando reddendum si nullum restitutioni mutui tempus adjectum sit. 12. 1. 12.

VII. An adjecto die quo mutuum quis restitui debeat mutuatarius illud ante tempus additum invito mutuanti reddere possit. 12. 1. 22.

VIII. An valeat pactio, ne mutuatarius reddat mutuum nisi post certi temporis lapsum. 12. 1. 20.

IX. Quo in loco mutuum reddi debeat. 12. 1. 18.

V. art. 1895.

1903. 1904. — *V. suprà*, *Pr. gén.*

SECTION PREMIÈRE. — DU PRÊT A INTÉRÊT.

Principes généraux. Questions diverses sur les intérêts.

I. Quid sint usuræ, quid distent a fructibus, eo quod interest, et pœnâ conventionali. 22. 1. 1.

II. Usuræ non ex corporibus sed quantitatibus debentur. 22. 1. 1.

III. De divisione usurarum in centesimas et centesimis minores. Quæ fuerit olim usura unciaria; quomodo fœneratores olim exactionem iniquam usurarum fecerint. 22. 1. 2.

IV. Quæ jure justinianeo sint usuræ gravissimæ pro personarum diversâ conditione; quibus in casibus centesimæ debitæ; an et si tutores negotiorum gestores, pecunias in suos usus converterint. 22. 1. 2.

V. De secundâ divisione usurarum in compensatorias, punitorias et lucratorias. 22. 1. 4.

VI. Astruitur, usuras modicas neque naturali rationi, neque æquitati repugnare. 22. 1. 4.

VII. Si usuræ supra modum conventione comprehensæ sint, debentur usque ad modum legitimum, nec pœna in mutuo ultra debetur. 22. 1. 5.

VIII. Idem est si per testatorem hæredi sint testamento impositæ. 22. 1. 5.

IX. Quæ pœnæ sint improborum fœneratorum. 22. 1. 5.

X. Cujus loci leges spectandæ sint circa quæstionem an usuræ legitimum excedant modum. 22. 1. 5.

XI. Et quid, si debitum sit munitum hypothecâ immobilium alibi sitorum. 22. 1. 6.

XII. An et quando usuræ ex pacto peti possint sine stipulatione; et quid moribus. 22. 1. 7.

XIII. An et quales usuræ debeantur, si quis usuras promiserit sine certæ quantitatis designatione. 22. 1. 8.

XIV. Si quis mutuum sub usuris acceperit in annum, maturius reddere nequit, nisi additis anni totius usuris. Quid juris, si ultra annum retineat. 22. 1. 9.

XV. An ex solâ usurarum præstatione per annos plures continuatâ introducatur obligatio ad usuras in futurum. 22. 1. 13.

XVI. An usurarum minorum solutio pluribus annis continuata liberet in posterum a gravioribus conventione expressis. 22. 1. 14.

XVII. Et quid juris si nullæ usuræ ad tempus solutæ sint. 22. 1. 14.

XVIII. Quibus ex causis cesset obligatio ad usuras; an remittendæ ob incursum hostium; et quid si debitum usurarium hypothecâ immobilium munitum sit. 22. 1. 13.

XIX. An cesset, quando debitum principale per solutionem sine additamento usurarum, aut per præscriptionem, extinctum sit, aut judex ad sortem quidem sed non ad usuras condemnaverit. 22. 1. 16. — *V. n.* 17.

XX. Lucrum quod ex procuratis cambii litteris provenit, usurarum vulgarium modo adscriptum non est. 22. 2. 5.

V. art. 1153.

SECTION II. — Du sénatus-consulte macédonien.

I. Quid Macedoniano cautum sit, quæ ejus occasio. 14. 6. 1.

II. Quid sit incertis nominibus credi, nomen bonum fieri. 14. 6. 1.

III. Quid hic veniat appellatione pecuniæ. 14. 6. 2.

IV. Solum mutuum filiofamilias credi vetitum, alii contractus ei permissi, nisi in fraudem senatusconsulti fiant. 14. 6. 2.

V. Quibus modis fraus senatusconsulto fiat; qui contineantur appellatione filiorum-familias; et quo tempore debuerint tales esse. 14. 6. 2.

VI. Quibus opponi possit exceptio macedoniana. 14. 6. 3.

VII. An civitati, vel minori. 14. 6. 3.

VIII. Quis eam opponat; an et hæredes ac fidejussores. 14. 6. 3.

IX. An ei locus, si mutuum sit non usurarium; an et post sententiam. 14. 6. 3.

X. Cessat senatusconsultum in peculiis quæ filio acquiruntur, et si jussu patris aut consensu tacito mutuum datum sit. 14. 6. 4.

XI. An tacitus consensus, si chirographum paterno sigillo munitum sit. 14. 6. 4.

XII. An si non protinus a scientiâ actum filiifamilias improbaverit, cùm ille patre absente quasi ex mandato ejus mutuum accepisset. 14. 6. 4.

XIII. Cessat si institorio nomine contraxerit, vel ei creditum in illos usus in quos pater daturus esset. 14. 6. 5.

XIV. Quid si filiofamilias studiorum causâ peregrè degenti, vel ephoro ejus creditum; quid si in rem patris creditum et versum. 14. 6. 5.

XV. Quid si creditum quidem, sed non versum; vel versum quidem, sed ab initio non creditum in rem patris; et quid moribus. 14. 6. 5.

XVI. An locus senatusconsulto, si in fraudem patroni aut creditorum mutuum filiofamilias datum sit. 14. 6. 6.

XVII. Quid si filiofamilias promissum, numeratum jam sui juris facto. 14. 6. 6.

XVIII. Quid si pupillus aut minor dederit; quid si filiusfamilias mercator mutuum acceperit. 14. 6. 6.

XIX. Quid si filiusfamilias publicanus fuerit. 14. 6. 7.

XX. Vel se patremfamilias dolo dixerit, vel omnium opinione pro patrefamilias habitus sit, non vanâ simplicitate. 14. 6. 7.

XXI. Quid si pater, vel filiusfamilias jam sui juris factus mutuum reddiderit. 14. 6. 8.

XXII. Quid si partem ejus sine protestatione, an in residuum teneatur. 14. 6. 8.

XXIII. Quid si pignus dederit, in quo minus est, quam in mutuo dato. 14. 6. 8.

XXIV. Si filius nondum sui juris factus solverit, ipse non repetit. 14. 6. 9.

XXV. An et quando pater solutum a filio repetere possit, et quid juris, si nummi soluti jam consumpti sint. 14. 6. 9.

XXVI. An cesset si filiusfamilias ei renunciaverit; quid si cum jurejurando. 14. 6. 10.

XXVII. Quid juris si filiusfamilias passus sit se delegari; et an id patri noceat. 14. 6. 10.

1905. — *V. suprà, Pr. gén.; et art.* 1153 *et seqq.*

1906. — Usuræ indebitæ solutæ non repetentur. 12. 6. 13.

1907. — I. De divisione usurarum in centesimas et centesimis minores. 22. 1. 2.

II. Quæ jure Justinianeo sint usuræ gravissimæ pro personarum diversâ conditione. 22. 1. 2.

III. Quæ nostris moribus sint gravissimæ, quibus in casibus centesimæ adhuc hodie licitæ sint; ubi de usuris trapeziticis, et vitalitiis et iis quæ mercatoribus debentur. 22. 1. 3.

IV. De secundâ divisione usurarum in compensatarias, punitorias et lucratorias. 22. 1. 4.

V. An in mutuo pecuniæ fœnebris usuræ pacto adjecto dubitæ peti possint vel tantum ex stipulatu; quid moribus. 12. 1. 15.

1908. — *V. art.* 1282.

1909. — 1913.

1914. — *V. art.* 1968.

TITRE XI. — *Du dépôt et du séquestre.*

CHAPITRE PREMIER. — *Du dépôt en général et de ses diverses espèces.*

De quelques espèces particulières de dépôt. Questions.

I. De deposito in æde sacrâ. 16. 3. 1.

II. De deposito in horreis publicis. 16. 3. 1.

III. De deposito apud argentarios. 16. 3. 1.

IV. Recensentur casus, quibus dubium an mandatum an depositum sit. 16. 3. 2.

V. An depositum maneat, si id agatur ut *tantumdem* reddatur. 16. 3. 1.

Définition du dépôt.

1915. — Depositum est contractus bonæ fidei, re constans, quo res alteri gratis custodienda traditur, eâ lege ut quandocumque restituatur eadem in specie. 16. 3. 1.

V. art. 1932.

Deux espèces générales.

1916. — Depositum est propriè dictum et depositum sequestrarium. 16. 3. n. 1 et 12

CHAPITRE II. — *Du dépôt proprement dit.*

SECTION PREMIÈRE. — De la nature et de l'essence du contrat de dépôt.

Sa nature et son objet.

1917. — I. Depositum est contractus quo res gratis alteri custodienda traditur. 16. 3. 1.

II. Cujus gratiâ celebrari potest; an solius depositarii. 16. 3. 2.

III. An et gratiâ tertii depositum possit celebrari. 16. 3. 2.

V. art. 1957.

1918. — I. Quales res deponi possunt. 16. 3. 3.

II. An et immobiles. 16. 3. 3.

III. An deponi possunt res fungibiles vel non fungibiles. 16. 3. 3.

IV. An res alienæ. 16. 3. 3.

V. An et res propria apud suum dominum deponi possit. 16. 3. 5.

V. art. 1959.

C'est un contrat réel.

1919. — Contractus depositi est re constans quo res traditur. 16. 3. 1. — *V. art.* 1606.

Sous-division du dépôt.

1920. — Depositum est voluntarium, vel ex necessitate causam habet. 16. 3. n. 2 et 11.

SECTION II. — Du dépôt volontaire.

Comment s'opère le dépôt.

1921. — *V. art.* 1915.

1922. — I. An fur aut prædo rem ablatam deponere possit. 16. 3. 3.

II. An res propria apud suum dominum rectè deponatur. 16. 3. 1.

V. art. 1925.

1923. 1924. — *V. art.* 1341.

Entre quelles personnes il peut intervenir.

1925. — Quales personæ obligantur ex depositi contractu. 16. 3. n. 4. et 5. — *Vide art.* 1922. 1123.

1926. — An et quando pupillus obligatus sit ex deposito sine tutoris auctoritate. 16. 3. 4.

SECTION III. — Des obligations du dépositaire.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Ex hoc contractu descendit actio depositi directa. 16. 3. 4.

II. Quibus hæc actio detur. 16. 3. 4.

III. An et tertio de quo id actum ut ei reddatur. 16. 3. 1.

IV. Quid juris si plures eamdem rem dividnam vel indiriduum deposuerint. 16. 3. 4.

V. Quid si uni deponenti plures hæredes extiteriot. 16. 3. 4.

VI. Contre quos detur. Qaid si plures siut depositarii, vel plures onius deponcotis hæcedes. 16. 3. 5.

VII. An cantra pupilium qui sine totoris auctoritata depositum suscepit. 16. 3. 5.

VIII. An contra dominum at patrem cujus servns aut filiusfamilias dapositum suscepit. 16. 3. 5.

IX. An detur contra manumissum de eo quod duranta servitate recepit. 16. 3. 5.

X. An contra tertiom possessorem. 16. 3. 5.

XI. Ad quid tendat hæc actin. 16. 3. 9.

XII. An deponens rem a depositario alianatam vindicare possit. 16. 3. 6.

XIII. Qaid juris, si depositarius res suas ex incendio eripuerit, non salratis depositis. 10. 3. 6.

XIV. An depositi restitatio impediri possit compensatione. 16. 3. 9.

XV. An impediri retentione ub impensas, exceptione non numeratæ pecuniæ, intercessione tertii. 16. 3. 9.

XVI. Pacto de utendo si velit, vel ot demam post certum tempus reddatuc. 16. 3. 6.

De la fidélité du dépositaire à la garde du dépôt.

1927. — I. Depositarius minorem depositis quam suis rebas cacam adhibens, fraude non caret. 16. 3. 7.

II. Qualem culpam præstet. 19. 3. 7.

V. suprà, Pr. gén.

1928. — De levi calpâ tenetur, si mercedem pro custodiâ pactus sit. 16. 3. 7.

II. De lavissimâ tenetuc, si nominatim id pacto comprehensam sit, si spoota se depositarius obtulerit deposito, vel sollas depositarii vertatac utilitas. 16. 3. 7.

1929. — I. Non præstat casum fortuitum. 16. 3. 7.

II. Hæc regula exceptiones babet. 16. 3. 7.

III. Quid si ipse ral hæres ejus rem depositam dolo malo vcadiderit, ac posteà res casu perierit. 16. 9. 7.

1930. — Rei osus apud depositarium ex naturâ depositi nullus est. 16. 3. 1.

II. De effectu pacti, *ut depositarius si voluerit utatur*. 16. 3. 1.

III. Quid si depositarias pecuniam depositam io suos usus proprios convarterit. 16. 3. 6.

V. art. 1881.

1931. — Quid si cista obsignata deposita fuerit. 16. 3. 6.

Comment il doit rendre la chose déposée.

1932. — I. Actio depositi directa tendit ad id, ut res deposita restituatur. 16. 3. 6.

II. In specie restitui res debet. 16. 3. 1.

1933. — I. Res deposita restituenda non deteriorata. 16. 3. 6.

II. Qaando deteriorata non liberetur nisi id quod interest simul præstet. Si modo deterioratio vel damnum illatam fuerit dolo vel culpâ depositarii. 16. 3. 7.

1934. — *V. art.* 1929.

1935. — Si hæres depositarii rem depositam bonâ fide detraxerit, de pretio quod redegit tantùm tenetuc, val de actiane cedendâ, si pretium non recepit. 16. 3. 7. — *Vide art.* 1599.

1936. — I. Res restuitur unâ cum accessionibus, fructu, partu, et omni causâ. 16. 3. 6.

II. Au usuras rei fungibilis debet depositarios. 16. 3. 6.

V. art. 1617.

A qui la chose doit-elle être rendue.

1937. — I. Directa actio depositi quibus detur. 16. 3. 4.

II. Au et tertio, de quo id actum ut ei reddatac. 16. 3. 4.

III. Cui detuc ex duobus qui rem hæreditariam litigant. 16. 3. 4.

1938. — I. Ao actia directa depositi detur prædoni vel furi. 16. 3. 4.

II. Potior domini vindicantis, quam furis ex deposito repetentis causa. 10. 3. 4.

V. art. 1922.

1939. — I. Hæredi deponentis actia directa datur. 16. 3. 4.

II. Quid si res deposita, sive dividua, siva individua sit. 16. 3. 4.

1940. 1941. — *V. suprà, Pr. gén.*

En quel lieu et en quel temps.

1942. 1043. — Res restituitar in loco ubi contractus celebratas ast, nisi aliud actam sit. 16. 3. 6.

1944. — I. Eâ lege, ut quandocumque restituatur. 16. 3. 1.

II. Dolum facit depositarius qui vel statim ab initia reposceoti rem non roddit. 16. 3. 6.

1945.

1946. — Nulla actio ex deposito in dominum rem saam ignorantec accipientem. 16. 3. 3.

SECTION IV. — Des obligations du déposant.

Principes généraux.

I. Ex contractu depositi descendit actio depositi contraria. 16. 3. 10.

II. An res pro damno noxæ dari depositario possit. 16. 3. 10.

III. In quo distet actio contraria actione directâ. 16. 9. 10.

1947. — I. Actio depositi contraria tendit ad recuperandas impensas in rem depositam factas, et ad sarcienda damna. 16. 3. 10.

II. Si depositarius furtum passus est a servo apud se deposito, indemnitatem consequi debet. 27. 4. 7.

1948. — Hanc restitutionem impedire non potest retentio ob impensas in rem factas. 16. 3. 9.

SECTION V. — Du dépôt nécessaire.

Définition.

1949. — Aliud est depositum quod ex necessitate causam habet; quid in eo moribus obtineat; sc vulgo miserabile dicitor, sive incendii, naufragii, ruinæ, tumultûs gratiâ deponitur. 16. 3. 11.

1950. 1951.

Des obligations et de la responsabilité des aubergistes.

1952. — I. Si quid damni illatis contigerit, actio quidem locati aut conducti, vel etiam depositi, si merces constituta non sit, in caupones et stabularios comparetur. 4. 9. 1.

II. Nec interest an res actoris propriæ sint, aut alienæ. 4. 6. 1.

III. Si plures sint qui cauponam exerceant, contra singulos in solidum actio datur. 4. 9. 1.

IV. An in potestate sit cauponum ne quem recipiant et ratio harum actionum. 4. 6. 4.

V. Proponuntur duæ actionum species contra caupones et stabularios; actio in factam prætoria de receptis rei persecutoria, et actio prætoria ex quasi maleficio pœnalis mixta. 4. 9. n. 1. 2. 3.

VI. Quid sit actio rei persecutoria in factum de receptis; cui et contra quos et ad quid detur; quale damnum reparandum sit. 4. 9. 2.

VII. Quid sit actio in factum exercitoria ex quasi-delicto, quibus detur, contra quos ex quorum facto, ad quid tendat. 4. 6. 3.

VIII. An directæ actiones ex delicta aut noxales cum his actionibus concurrant. 4. 9. 5.

IX. An altera alteram perimat. 4. 6. 5.

X. Quid juris, si caupo claves cubiculi hospiti dederit. 4. 9. 7.

XI. Quid si nauta, vel caupo follem aut cistam a viatore receperit obsignatam, et is postea res indè ablatas queratur. 4. 9. 6.

1953. — I. Actio datur, sive per eos quorum operâ exercitor usus est, sive per viatores læsio rebus receptis illata sit. 4. 6. 1.

II. An nauta et similes liberari possint servos suos noxæ dando. 4. 9. 9.

V. art. 1952.

1954. — I. Non tenentur caupones, si effractâ per fures domo res viatorum ablatæ sunt, si nulla cucurrit culpa eorum. 4. 9. 1.

CHAPITRE III. — *Du séquestre.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit sequestrarium. 16. 3. 12.

II. An sequester possideat rem litigiosam. 16. 3. 12.

III. Quæ potestas, quæ officia sequestrorum sint. 16. 9. 13.

IV. An possit fructus percipere, aut res perituras vendere. 16 3. 13.

V. An sequester jurisdictionem aut jus patronatûs exercere possit, si res quibus ea jura cohæreut sequestratæ sint. 16. 3. 13.

VI. De obsignatione publicâ ædium, cœnaculorum, cistarum, sarcinarum. 16. 3. 16.

VII. Quæ sint pœnæ subducentium res sequestratas. 16. 3. 15.

VIII. De depositione pecuniæ apud acta. 16. 3. 17.

IX. Quid si graphiarius eam in usus suos converterit. 16. 3. 17.

X. Quid si foro cesserit, et an potiores sint in ejus bonis, qui ita deposuerunt. 16 3. 17.

XI. An et ipsi magistratus tunc teneantur. 16. 3. 17.

1955. — A litigantibus aut a judice. 16. 3 12.

SECTION II. — DU SÉQUESTRE CONVENTIONNEL.

1956. — Cum res litigiosa a litigantibus penes tertium deponitur, ut post litis eventum victori, vel post impletum illud, quod impleri placuerit, restituatur. 16. 3. 12.

1957.

1958. — I. Ex sequestratione nascitur actio depositi sequestraria, tum directa tum contraria, in quibus eadem ferè obtinent, quàm in deposito. 16. 3. 13.

1959. — *V. art.* 1616.

1960.

SECTION III. — DU SÉQUESTRE OU DÉPÔT JUDICIAIRE.

I. De obsignatione publicâ ædium, cœnaculorum cistarum, sarcinarum in multis sequestrario simili. 16. 3. 16.

II. Quando auctoritate privatâ resignatio fieri possit vel non. 16. 3. 16.

1961. — I. Propter quas causas sequestratio invito altero litigantium fieri possit. 16. 3. 14.

II. Etiam ipsius pecuniæ numeratæ 16.3.14.

III. An possessor rei impedire possit sequestrationem ejus per oblationem idoneæ cautionis. 16. 3. 14.

1962. 1963. — I. De actionibus ex sequestrario natis. 16. 3. 13.

II. Quando iis locus sit. 16. 3. 13.

III. In iis eadem ferè obtinent, quam in ordinariâ depositi actione. 16. 3. 13.

IV. Actio datur soli victori, et post latam sententiam. 16. 3. 13.

V. Quæ pœnæ sint subducentium auctoritate privata res sequestratas. 16. 3. 15.

TITRE XII.

CHAPITRE PREMIER. — *Du jeu et du pari.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Illicitus est aleæ lusus et similes. 11. 5. 2.

II. Valet promissio quâ quis se obligat ad id ne aleâ ludat et pœnam pollicetur, si luserit. 11. 5. 2.

III. Apud Romanos pœnæ fuerunt aleatorum et aleatores recipientium, et quæ pœnæ fuerint. 11. 5. 3.

IV. An ipsis impunè furtum injuria fiat. 11. 5. 3.

V. Quæ fuit pœna cogentium ad ludendum vel instigantium filiosfamilias alienos. 11. 5. 4.

VI. Quid moribus obtineat circa pœnas aleatorum. 11. 5. 6.

VII. De urnis seu ollis fortunæ *loteryen*. 11. 5. 10.

VIII. De sponsionibus antiquis judicialibus. 11. 3. 16.

IX. Qui sint videndi de aleatoribus. 11. 5. 10.

Le jeu produit-il une obligation civile.

1965. — I. An pecunia in aleâ amissâ exigi possit. 11. 5. n. 1 et 2.

II. Quid hodie moribus Hollandicis. 11.5.6.

III. An tertius qui ludenti mutuam dedit pecuniam, repetere mutuum possit. 11. 3. 4.

IV. Quid si mutuum numeraverit collusor ipse, vel aleatorum receptator. 11. 5. 5.

V. An subsistit venditio in aleâ contracta. 11. 5. n. 3. et 4.

VI. Amissa in aleâ sed necdum soluta an peti possint si victus victori expromissores aut fidejussores aut pignora dederit. 11. 5. 7.

VII. Quæ in colludentibus obtinent, etiam locum habent in iis qui de ludentium victoriâ sponsiones ineunt, et in genere quid jure romano circa sponsiones obtineat. 11. 5. 8.

VIII. Si præmium sponsionis apud tertium depositum sit et victori redditum, an repeti possit. 11. 5. 9.

IX. Quid si necdum redditum sit victori, vel nondum victor appareat, an repetere quisque invito altero possit, quæ ita deposuit. 11. 5. 9.

Quels jeux sont autorisés par la loi.

1966. — I. Quales ludi ad dexteritatem corporis pertinentes liciti fuerint apud Romanos. 11. 5. 1.

II. Quantum potuerit hisce maximum esse victoriæ præmium ex sponsione. 11. 5. 1.

III. Si in immodicam pecuniam illusum fuerit promissum peti nequit. 11. 5. 1.

La répétition de ce qui a été payé est-elle admise.

1967. — I. An et per quos condici possit quod in aleâ amissum et solutum fuerit. 11. 5. n. 1 et 3.

II. Quid circa hæc moribus Hollandicis. 11. 5. 6.

III. An repetitio concedatur si victoria falsitate in ludo commissa debeatur. 11. 5. 6.

IV. An prestari debeat evictio rei in aleâ per amissionem venditæ 11. 5. 4.

V. C. c., art. 1965.

TITRE XIII. — *Du mandat.*

De quelques espèces particulières de mandat.

SECTION PREMIÈRE. — DU MANDAT DONNÉ AUX PROCUREURS OU AVOUÉS.

I. De usu procuratorum per quos in judicium agitur et actiones excipiuntur. 3. 3. 1.

II. Qui procuratorem constituere possint. An minores impuberes de statu suo litigantes. 3. 3. 2.

III. An tutores, procuratores; quid si procurator constitutus fuit ab impubere vel minore sine tutoris vel curatoris auctoritate. 3. 3. 2.

IV. An procurator ad negotia gerenda datus dare possit procuratorem ad lites. 3. 3. 8.

V. Qui possint esse procuratores. — *V. art.* 1996.

VI. In quibus differat defensor a procuratore 3. 3. 25.

VII. Constituitur procurator mandato. 3. 3. 9.

VIII. Quomodo interponatur. 3. 3. 6. — *V. art.* 1985.

IX. Si constet deesse mandatum procurator pro actore non admittendus. 3. 3. 19.

X. Si admissus de facto sit, an ratihabitione expressâ vel tacitâ firmentur quæ per eum gesta. 3 3. 10.

XI. Conjunctæ personæ an et quando pro conjunctis agere possint sine mandato. 3. 3. 11.

XII. Si constet de mandato, non cavendum de rato; secus si de eo dubitetur. 3. 3. 12.

XIII. Quis ferat impensas litis si procurator egerit pro alio sine mandato, et succubuerit. 3. 3. 13.

XIV. Intervenit procurator in causis civilibus, nisi judex desideret ipsius litigantis præsentiam. 3. 3. 14.

XV. An tunc defungi possit mittendo procuratorem plenissimo mandato instructum. 3. 3. 14.

XVI. An et quando procurator in criminalibus admitti possit. 3. 3. 14

XVII. Quibus in casibus reus criminis absens damnari. 3. 3. 14.

XVIII. Quid jure hodierno obtineat; a decreto citationis in personâ (ut loquuntur) appellare non licet. In delictis levioribus talis citatio aut personæ prehensio non decernenda. 3. 3. 13.

XIX. An in popularibus actionibus procurator admittatur. 3. 3. 16.

XX. An procurator etiam in causâ reconventionis defendere teneatur. 3. 3. 17.

XXI. An procurator succumbens appellare et appellationem prosequi teneatur. Quid moribus. 3. 3. 16.

XXII. An ad agendum datus transigere possit; aut ullam actionem quamque mandata instituere. 3. 3. 18.

XXIII. Jure romano procurator ad lites litis

contestatione fit litis dominus et ut talis citetur, etc. 3. 3. 19.

XXIV. An ante litem contestatam procurator rei invitus cogi possit ut litem suscipiat. 3. 3. 19.

XXV. In procuratorem fertur sententia; sed in bonis ejus executio non fit, exceptis paucis casibus. 3. 3. 20.

XXVI. In quibus defensor differat a procuratore. 3. 3. 25.

XXVII. Quomodo mandatum procuratoris evanescat. — *V. C. c., art.* 2003 *et seqq.*

XXVIII. Quis sit procurator in rem suam; in quibus distet hic procurator a simplici procuratore. 3. 3. 8.

XXIX. Quot modis quis fiat procurator in rem suam. 3. 3. 8.

SECTION II. — Du mandat donné aux avocats.

I. De his qui suum vel amici desiderium exponunt, vel alterius desiderio contradicunt apud eum qui jurisdictioni præest, idest qui postulant. 3. 1. 1.

II. Postulat quis vel pro se, etiam olim in curiâ Hollandiæ, vel pro alio. 3. 1. 1.

III. Advocatorum laudabile, nobile officium, non præjudicat nobilitati. 3. 1. 1.

IV. Qui in universum postulare prohibiti sint; an alibi postulare possit cui uno in loco advocationibus interdictum est. 3. 1. 2.

V. An et quando religionis diversitas aliquem ad postulandum faciat inhabilem. 3. 1. 2.

VI. Quid si nec adversarius nec judex prohibitos retuierit. 3. 1. 2.

VII. Quid si necessario fungatur officio; tutelæ aut simili. 3. 1. 2.

VIII. Qui prohibeantur in certis quibusdam causis postulare, tum civili, tum hodierno jure. 3. 1. 3.

IX. An quis possit, cognitis prius clientis unius argumentis, causam ejus deserere et adversæ parti adesse. 3. 1. 4.

X. Quæ pœna sit postulantium contra edictum. 3. 1. 5.

XI. Advocatis salaria debita etiam non promissa. 3. 1. 3.

XII. Non tamen pro iis consequendis licita retentio instrumentorum (secus pro impensis) nec competit privilegium prælationis. 3. 1. 6.

XIII. An peti possent post biennium à lite finitâ. 3. 1. 3.

XIV. An debitum salarium si quis in causâ sibi cum alio communi postulet, vel in sua vel proximi agnati, cui gratis adesset; si vincat et victus victori in expensas damnetur. 3. 1. 7.

XV. An annuo salario constituto et advocato in medio anni moriente hæredes ejus integri salarii petitionem habeant; et quid moribus. 3. 1. 3.

XVI. Advocati quomodo et quando præstent jusjurandum calumniæ. 3. 1. 9.

XVII. Quid juris si dolo vel errore juris aut facti advocatus perdiderit clientis causam; quousque clienti liceat corrigere errorem. 3. 1. 10.

XVIII. Advocatum non habenti dandus est a magistratu; qui et jure romano curabat, ut utrimque esset æqua peritorum acies. Quid moribus. 3. 1. 11.

XIX. Vetitum hodie captare patrocinia per pactum de salario non nisi post victoriam petendo. 3. 1. 12.

SECTION III. — Du procureur in rem suam. De l'action quod jussu. De l'estimatoire. De l'institoire. Tributoire. Du curateur aux biens.

I. Quis sit procurator in rem suam. 3. 3. 3.

II. Quot modis quis fiat procurator in rem suam. 3. 3. 6

III. In quibus distet a simplici procuratore. 3. 3. 3.

IV. Quid sit actio quod jussu; cui, contra quem, ad quid detur. 15. 4. 1.

V. Sufficit ratihabitio aut jussus tacitus. 15. 4. 1.

VI. Quibus in casibus cesset. 15. 4. 2.

VII. Cum hâc actione concurrere potest mandati actio. 15. 4. 3.

VIII. De contractu æstimatorio quo res alteri æstimata vendenda traditur eâ lege, ut vel pretium vel ipsa res incorrupta restituatur. 19. 3. n. 1 et seqq.

IX. Quid obtineat si res alteri data sit pretii explorandi gratiâ. 19. 3. 3.

X. Qui veniant appellatione institorum. 14. 3. 1.

XI. Quibus datur actio institoria; an et ei qui cum substituto contraxit. 14. 3. 2.

XII. Contra quos et quousque obligentur pupilli sine tutore præponentes, aut præponenti hæredes existentes. 14. 3. 2.

XIII. Si plures præposuerint, quomodo teneantur jure civili et moribus. 14. 3. 2.

XIV. Quomodo liberari possint tabernam derelinquendo. 14. 3. 2.

XV. Tendit ad id, quod institoris contractu continetur modo ejus rei gratiâ cui præpositus est, contraxerit. 14. 3. 3.

XVI. Quid si contraxerit post mortem præponentis, mortis non ignarus. 14. 3. 3.

XVII. Obligat institor præponentem contrahendo. 14. 3. 4.

XVIII. Tradendo transfert dominia rerum, rectè et pretia rerum venditarum solvuntur, de pretio fidem habet; etsi prohibente domino modo emptor in bonâ fide sit. 14. 3. 4.

XIX. An a se ipso emere possit rem præponentis. 14. 3. 4.

XX. Cessat, si mandatum palam revocatum sit. 14. 3. 5.

XXI. Quid si institor tabellam revocationis corruperit. 14. 3. 5.

XXII. Quid si præponens ex contractu post revocatum mandatum inita completior factus sit. 14. 3. 5.

XXIII. An et quando institor ipse conveniri possit ex suo contractu, secundum jus civile et hodiernum. 14. 3. 5.

XXIV. An præponens ex contractu institoris agere, rerum venditarum pretia exigere, res institori venditas et traditas vindicare possit, si doceat suis nummis eas per institorem emptas esse. 14. 3. 7.

XXV. Ad quid institor præponenti teneatur. 14. 3. 6

XXVI. Ad quid præponens teneatur institori. 14. 3. 9.

XXVII. An cogi possit ut patiatur sibi ab institore rationes reddi. 14. 3. 9.

XXVIII. An compensatione servare expensas. 14. 3. 9.

XXIX. An retentione mercium sibi commissarum, sibi consulere, cum eas ipse præponens vendidisset ac tradi mandasset. 14. 3. 3.

XXX. De actione tributoriâ quæ locum habet quoties filiusfamilias aut servus in merce *peculiari* non *dominicâ* negotiatus est sciente et patiente patre vel domino; non item eo ignorante, cum actio de peculio tunc movenda foret et si jussisset actio quod jussu. Materia tractatur. 14. 4. n. 1 et seqq.

XXXI. De curatore bonis dando. — *V. C. c.*, § *V*, *de la Cession de biens*, *Pr. gén.*, *sect. III*, *pag.* 91.

CHAPITRE PREMIER. — *De la nature et de la forme du mandat.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Mandatum undè dicatur; in quo distat à commendatione. 17. 1. 1.

II. Cujus gratiâ mandari possit. 17. 1. 4.

III. An et solius mandatarii gratiâ. 17. 1. 4.

IV. An et quo respectu obligatorium sit mandatum, si quis solius mandatarii gratiâ mandaverit, certæ personæ tanquam idoneæ credi. 17. 1. 4.

V. Quid moribus servatur. 17. 1. 4.

VI. Qui possint mandare. 17. 1. 5.

VII. An mandatarius rursus alteri negotium sibi mandatum mandare possit. 17. 1. 5.

VIII. An deportati mandatum dare possint. 17. 1. 5.

IX. An servi. 17. 1. 5.

X. Mandatum rei turpis an et quo respectu ac inter quos obligatorium sit. 17. 1. 6.

XI. Et quid, si adolescens luxuriosus mandet scienti, ut pro meretrice fidejubeat, filiofamilias mutuum credat. 17. 1. 3.

XII. Si quis mandet ignoranti id quod in se turpe non est, lædit tamen jus tertii, veluti, ut arbores cædantur, quas mandatarius putat mandantis esse, solus mandans tenetur. 17. 1. 3.

XIII. Actus legitimi non possunt mandari. 17. 1. 7.

XIV. Si tamen extraneus hæredi mandet, ut is adeat, obligatur hæredi. 17. 1. 7.

XV. De mandatoribus. 45. 1. 45.

XVI. In quibus differant mandatores a fidejussoribus. 45. 1. 40.

XVII. An teneatur, qui consilium dedit certæ personæ credi. 45. 1. 45.

XVIII. Ex mandato duplex descendit mandati actio directa altera, altera contraria. 17. 1. n. 5 et 10.

V. art. 1330, *n.* 9.

De l'essence, de la nature et de la forme du mandat.

1984. — I. Quid sit mandatum. 17. 1. 2.

II. Contractus mandati consensu constat. 17. 1. 5.

V. suprà, Pr. gén.

1985. — I. Mandatum non expresso tantum sed et tacito consensu interponitur. 17. 1. 3.

II. Quomodo tacitè mandetur. 17. 1. 3. — 3. 3. 5.

III. An in dubio præsumatur mandatum intervenisse. 17. 1. 5.

IV. Suscipitur quoque mandatum vel expressè vel tacitè. 17. 1. 3.

V. Quomodo tacitè mandatum suscipiatur. 17. 1. 3.

VI. An suscepisse videatur, qui per litteras mandanti non respondet sibi mandatum displicere. 17. 1. 3.

VII. Mandato vel expresso, per litteras aut per nuntium, aut apud acta judicis interposito, vel tacito constituitur procurator ad lites. 3. 3. 5.

VIII. Ex quibus colligatur mandatum tacitum intervenisse. 3. 3. 9. — 17. 1. 3.

IX. An per testes mandatum ad lites rectè probetur. 3. 3. 5.

1986. — I. Mandatum mercedem respuit, quippe quæ officio et amicitiæ contraria est. 17. 1. 2.

II. An mandato honorarium intervenire possit. 17. 1. 5.

III. An promissum certum aut incertum peti possit, et quâ actione. 17. 1. 2.

IV. Quid moribus obtineat. 17. 1. 2.

V. Quid juris circa salaria procuratorum ad lites. 17. 1. 2. — 3. 3. 1.

VI. Quid juris circa salaria advocatorum. 17. 1. 2. — 3. 1. n. 6 et seqq.

V. art. 1995.

Des pouvoirs du mandataire.

1987. — I. Est procurator ad lites alius generalis, alius specialis. 3. 3. 7.

II. Quis generalis dicitur. 3. 3. 7.

III. An hodie procurator ad litem sit dominus vel magister litis. 3. 3. 5. — 19. 2. 3.

1988. — I. Generalis procurator etiam constituitur vel cum liberâ administratione, vel sine hâc clausulâ. 3. 3. 7.

II. Quæ sint utriusque potestates. 3. 3. 7.

III. An generalis procurator cum liberâ administratione possit alienare vendendo, permutando. 3. 3. 7.

IV. An solvere et exigere possit. 3. 3. 7.

V. An judicium movere. 3. 3. 7.

VI. An res domini mandantis pignori obligare, an jusjurandum deferre. 3. 3. 7.

VII. An transigere possit. 3. 3. n. 7 et 15. — 2. 15. 3.

VIII. An is cui res administrandæ mandatæ alienare potest sine speciali mandato. 3. 3. 7.

IX. An ea quæ facilè corrumpi possunt. 3. 3. 7.

X. An possit solvere, exigere, judicium movere et alia facere. 3. 3. 7.

XI. An procurator ad lites constitutus appellationem prosequendi habeat potestatem. 3. 3. 18.

XII. An ad agendum datus transigere possit, an aliam actionem quam quæ mandata instituere. 3. 3. 15.

XIII. An procurator ad negotia gerenda datus possit dare procuratorem ad lites. 3. 3. 3.

XIV. Mandatum speciale ad restitutionem obtinendam sufficit etiamsi nominatim inserta non sit causa restitutionis. 4. 1. 5.

XV. Procurator absentis sine mandato speciali agere potest. 4. 1. 15.

1989. — Transactio facilius sustinetur quam compromissio. 2. 15. 8.

Qui peut être choisi pour mandataire.

1990. — I. Quis possit esse procurator ad lites. 3. 3. 4.

II. An reus criminis, an infamis, an miles procurator esse possit. 3. 3. 4.

III. An mulier possit esse procurator ad lites. 3. 3. n. 4 et 5.

IV. An etiam sine mariti consensu. 3. 3. n. 4 et 5.

V. An minor viginti annis eligi possit; an et defensor. 3. 3. 6.

VI. Actio restitutionis non iis qui minori quid gerendum mandaverunt. 4. 4. 41. — 3. 3. 3.

—

CHAPITRE II. — *Des obligations du mandataire.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Actio mandati directa datur mandanti et ejus hæredibus. 17. 1. 5.

II. Datur contra mandatarium et hæredes ejus. 17. 1. 5.

III. An primo mandanti contra secundum mandatarium. 17. 1. 8.

IV. Quid si mandatarius rem emerit pluris quam voluerit mandans, et rem pluris re ipsâ valeat. 17. 1. 11.

De l'accomplissement du mandat.

1991. — I. An procurator ad lites cogi possit ut litem suscipiat. 3. 3. 15.

II. Actio mandati directa tendit ad id ut mandatum impleatur juxtâ præscriptum modum aut alioquin exsolvat quod interest. 17. 1. n. 5 et 9.

III. De actionum per mandatarium quæsitarum cessione. 17. 1. 9.

IV. An quis advocatus possit cognitis prius clientis unius argumentis causam ejus deserere et adesse parti adversæ. 3. 1. 4.

V. suprà, Pr. gén.

1992. — I. Qualem culpam mandatarius præstare debeat. 17. 1. 9.

II. Quid juris si dolo vel errore juris aut facti advocatus perdiderit clientis causam. 3. 3. 15.

III. Quid si cliens dolo aut negligentiâ procuratoris sui ad lites succubuerit aut alias in damno hæserit. 3. 3. 17.

IV. Qualem culpam præstet qui rem vendendam recepit, distinctione explicatur. 19. 3. 3.

V. Si mensor falsum modum dixerit dolo vel latâ culpâ, non item levi tenetur erga læsos ad id quod interest. Materia tractatur 11. 6. n. 1 et seqq.

1993.

Des autres obligations du mandataire.

1994. — I. An mandatarius rursus alteri negotium sibi mandatum mandare possit. 17. 1. 5.

II. Mandatarius primus suo periculo alteri mandet. 17. 1. 5.

III. An procurator ad lites alium procuratorem sibi substituere possit. 17. 1. 5.

V. art. 1384.

1995. — Quid juris si plures simul mandatum susceperint. 17. 1. 5.

1996. — I. Mandatarius usuras præstet quoties nummos in suos usus converterit. 17. 1. 9.

II. Etiam quoties moram fecit in restituendis usuris. 17. 1. 9.

III. Alii sunt casus quibus debentur usuræ. 17. 1. 5.

V. art 2001.

—

CHAPITRE III. — *Des obligations du mandant.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Contraria actio mandati cui detur. 17. 1. 10.

II. Contra quos detur. 17. 1. 13.

III. Ad quid tendat. 17. 1. 10.

IV. Petit mandatarius se liberari ab obligatione, si quam subiit mandati occasione. 17. 1. 15.

V. Potest et jure compensationis indemnis fieri mandatarius, si termini habiles sint. 17. 1. 14.

VI. Durante mandato mandans necessaria subministrare debet. 17. 1. 10.

De l'exécution des engagements contractés par le mandataire.

1998. — I. Finito mandato mandans probare seu laudare debet quæ gesta sunt. 17. 1. 10.

II. Quid si maodatarius excesserit mandati fines 17. 1. 11.

Des autres obligations du mandant envers le mandataire.

1999. — I. Quales impensas mandans mandatario restituere teneatur. 17. 1. 18.

II. Quid si mandatarius salariarius sit. 17. 1. 10.

III. Quid si impensarum utilitas atiamnum non duret, an casu aliquo fortuito utiles esse desierint. 17. 1. 18.

IV. Quid juris si mandans parcius fuisset impensurus, vel negotium ad finem productum non sit, vel exitum optatum non habuarit. 17. 1. 10.

V. Quid si reus criminis tertio nummos dederit distribuendos ut delicti gratiam impetret, sed irrito successu. 17. 1. 10.

VI. Quid juris si mandatarius excesserit maodati fines circa impensarum repetitionem. 17. 1. 11.

VII. An impensas recuperet qui mandatum implevit per æquivaleus. 17. 1. 11.

VIII. Qui alterius mandato et in alterius commodum impendit in rem suam propriam, impensas non repetit. 17. 1. 12.

IX. Quatenus res inde pretiosior facta est, sed tantum in reliquum actio datur. 17. 1. 12.

2000. — I. Qualia damna mandati occasiona illata repetere a mandante possit val non. 17. 1. 13.

II. Quid de mandatario per latrones spoliato. 17. 1. 15.

III. Si mandatarius furtom passus a servn ax voluntate mandantis empto indemnitatem pleoissimam consequi debet. 27. 4. 7.

2001. — I. An usuras impensarum et a quo tempore restituere mandans teneatur. 17. 1. 10.

II. Quid si maodatarius salariarius sit. 17. 1. 10.

V. art. 1996.

Du cas où le mandataire a été constitué par plusieurs.

2002. — I. Si plures maodaverint contra singulos in solidum actio datur. 17. 1. 10.

II. An beneficium divisionis iis competat. 17. 1. 18.

V. art. 1200. 1212.

—

CHAPITRE IV. — *Des différentes manières dont finit le mandat.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Præsumitur aliquando revocatio mandati, si mandans aut maodatarius foro cesserit. 17. 1. 17.

II. Non potest revocari maodatum quo actio cessa, quâ procurator in rem suam quis constitutus est. 17. 1. 17.

III. Nec si ad mandatum stipulatio aut delegatio secuta sit. 17. 1. 17.

Comment finit le mandat.

2003. — I. Mandatum finitur revocatiane. 17. 1. 17.

II. Finitur renunciatione mandatarii. 17. 1. 17.

III. Finitur morte mandantis vel mandatarii. 17. 1. n. 15 et 16. — *V. C. c., art.* 2008 at 1239.

IV. Quid da statûs mandatarii mutatione; quid de ejus deportatione. 17. 1. 17.

V. Ad lites procuratoris officium avanescit morte mandantis val mandatarii. 3. 3. 21.

VI. An in omni parte judicii mandatum datum procuratori ad lites revocari possit invito procuratore. 3. 3. 23.

VII. Quid moribus quibus procuratores non fiunt litis domini. 3. 3. 23.

VIII. An si in rem suam procurator sit. 3. 3. 23.

IX. Quid si falsus sit procurator. 3. 3. 23.

2004. — I. An creditor revocatum prius generale mandatum si dein specialè detur ad certum negotium. 3. 3. 24.

II. Quid si mandet Mævio negotium quod prius Titio mandaverat. 3. 3. 24.

III. De revocatione mandati. 17. 1. 17.

IV. Quando illud fieri possit, quando non. 17. 1. 17.

V. Quid si pactum de non revocando fuisset appositum. 17. 1. 17.

VI. An mandatum in dubio censetur revocatum. 17. 1. 17.

2005. — Rectè solvitur procuratori cujus mandatum revocatum si dabitor id ignoraus bonâ fide solutionem fecerit. 46. 3. 3.

2006. — I. Mandatum datum procuratori ad litem revocatur si mandans mandet Mævio negotium quod priùs Titio mandaverat. 3. 3. 24.

II. Quid si quis diversis temporibus duos ad idem nagotium constituat procuratores. 17. 1. 17.

III. An mandato speciali subsecuto generale mandatum revocetur. 17. 1. 17.

De la renonciation du mandataire.

2007. — I. De renunciatione mandati. 17. 1. 17.

II. Quando illud fieri possit, quanda non. 17. 1. 17.

III. Cessat mandatum procuratoris ad lites renunciationa procuratoris, justas ob causas. 3. 3. 22.

IV. Quales sint justæ causæ; enumerantur. 3. 3. 22.

De la mort du mandant.

2008. 2009. — I. Finitur mandatum morte mandantis et cur. 17. 1. 15.

II. Cujus mors spectetur si mandatarius iterum alteri mandaverit. 17. 1. 15.

III. Recensentur casus excepti, quibus mandatum durat post mortem mandantis. 17. 1. 15.

De la mort du mandataire.

2010. — I. Quid si hæredes maodatarii scientes mortem ejus maodatum executi sint. 17. 1. 10.

II. Quid si ignorantes ac putantes negotium esse defuncti proprium. 17. 1. 16.

III. An tunc per hæredes gesta rescindi possint, ubi id mandans petit. 17. 1. 16.

IV. Cur non æquè rescindantur impleta per mandatarium post mortem mandantis. 17. 1. 16.

V. An morte mandatarii cesset mandatum si quis sibi cessis actionibus in rem suam procurator constitutus sit. 17. 1. 16.

═

TITRE XV. — *Du cautionnement.*

—

CHAPITRE PREMIER. — *De la nature et de l'étendue du cautionnement.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit fidejussor; cur dicatur aliquando *adpromissor, vas, præs, auctor secundus*. 46. 1. 1.

II. Differt a mandatore, expromissore, constituente. 46. 1. 1.

III. Moribus etiam pacto fidejussio fieri potest et scripturâ sine verbis. 46. 1. 1.

IV. An is qui in contrahendo non promisit dare fidejussorem, ad eum dandum cogi possit. 46. 1. 2.

V. An non is qui promisit indemnitatem. 46. 1. 2.

VI. Obligatus ad dandum fidejussorem ex conventione an liberari possit dando pignus vel juratn cavendo. 46. 1. 2.

VII. An teneatur, qui fidejubet, alium soluturum, et quid moribus. 46. 1. 3.

VIII. An qui fidejubet apud alium quam creditorem. 46. 1. 3.

IX. An in fidejussione possit alius adjici creditori tanquam adjectus solutioni. 46. 1. 3.

X. An teneatur creditori qui promisit debitori. 46. 1. 3.

XI. An fidejussor possit fidejubere in aliud quam quod reus debet. 46. 1. 5.

XII. Quando fidejussor in duriorem, quando in leviorem causam acceptus videatur, exemplis multis dubiis declaratur. 46. 1. 3.

XIII. An fidejussor præmium pro fidejussione accipere vel pacisci a debitore possit 46. 1. 32.

XIV. An id agere, ut debito intra certum tempus per debitorem non soluto, lege commissoriâ res aliqua cedat fidejussori pro debito, vel ut ei justo pretio empta sit. 46. 1. 32.

XV. Quid si convenisset ut tunc justo pretio res fidejussori empta sit. 46. 1. 32.

XVI. Fidejussio strictam interpretationem recipit. 46. 1. 12.

XVII. Quousque et ad quid mora debitoris noceat fidejussori. 13. 4. 8.

XVIII. Quando mandatum solius manda-

tarii gratiâ fidejussionem contineat. 17. 1. 4.

XIX. Constitutum hodie convenit cum fidejussione. materia tractatur. 16. 5. n. 1 et seqq.

XX. De senatus consulto velleiano materia et quæstiones explicantur 16. 1 n. 1 et seqq.

XXI. In quibus mandatores differant a fidejussoribus. 46. 1. 46.

XXII. De cautione damni infecti. — *V. C. civ., des Délits et des quasi-délits, Pr. gén., sect. VI.*

Des engagements de la caution.

2011. — Fidejussor promittere debet se soluturum quod alius debet. 46. 1. 3. — *V. suprà, Pr. gén.; ad art.* 2021.

Sur quelle obligation le cautionnement peut-il exister.

2012. — I. Cui obligationi accedere possit fidejussor. 46. 1. 6.

II. An ei cui jam præscriptum. 46. 1. 6.

III. Quo tempore antecedere et sequi possit. 46. 1. 6.

IV. An et pro debitore apud fidejussorem. 46. 1. 6.

V. An et quousque pro obligatione ex delicto jam commisso vel committendo, si de pecuniariâ pœna agatur. 46. 1. 7.

VI. Quid si de pœna corporali. 46. 1. 7.

VII. An et pro debitis incertis aut illiquidis. 46. 1. 8.

VIII. An et pro omni eo quod Titius debet, vel debiturus est; et ad quid tunc fidejussor teneatur. 46. 1. 6.

IX. An fidejubens pro eo, quod constiterit Mævium Titio debere, obligatus maneat, si id non constiterit, vivo Titio, sed demum post mortem ejus. 46. 1. 6.

X. An et quando naturali obligatione fidejussor intervenire possit. 46. 1. 6.

XI. An pro muliere intercedente, filiofamilias mutuum accipiente. 46. 1. 6.

XII. De prodigo sine curatore promittente, pupillo sine tutoris auctoritate obligato; quis sensus sit l. 25. ff. de fidejussoribus et mand. 46. 1. 6.

XIII. De fidejussione ex jure hodierno, pro naturali obligatione. 46. 1. 10.

XIV. De fidejubente pro firmitate mutationis pactorum dotalium, per pacta alia stante matrimonio inita. 46. 1. 10.

XV. Vel pro pactis dotalibus conjugi secundæ, plus quam filialem portionem, tribuentibus. 46. 1. 10.

XVI. Aut pro uxore quæ sine viri auctoritate contraxit, tum in Hollandiâ tum Ultrajecti. 46. 1. 10.

XVII. An fidejussor accedere possit obligationibus impossibilibus vel actibus contra leges gestis. 46. 1. 11.

XVIII. An pro populari actione. 46. 1. 11.

XIX. An pro dotis datione vel restitutione, stante vel soluto matrimonio; quid moribus. 46. 1. 11.

XX. An apud alium cùm apud creditorem fidejussio sit. 46. 1. 4.

XXI. Obligatio naturalis potest recipere fidejussores. 44. 7. 3.

XXII. An pro pupillo sine auctoritate tutoris obligato validè fidejussor interveniat. 26. 8. 4.

XXIII. An fidejussor pro prodigo vel pro furioso interveniente sine curatore promittente obligetur. 27. 10. 7. — 44. 7. 3.

XXIV. An et quando restitutio minoris prosit fidejussoribus. An etiam prodesse possit fidejussori qui minori pro quo fidejusserat hæres extitit. 4. 4. 39.

V. art. 2013.

Comment le cautionnement peut-il être fait.

2013. — I. Efficaciter obligatur fidejussor qui purè fidejussit pro debito in diem aut sub conditione. 46. 1. 4.

II. An fidejussor possit fidejubere in aliud quam quod reus debet. 46. 1. 3.

III. Quando fidejussor in duriorem, quando in leviorem causam acceptus videatur exemplis multis dubiis declaratur. 46. 1. 3.

IV. Prolixius disquiritur, an fidejussor in majorem quantitatem acceptus, quam reus principalis debet, teneatur ad summam concurrentem. 46. 1. 4.

V. Efficaciter obligatur fidejussor qui pure fidejussit, pro debito in diem aut sub conditione. 46. 1. 4.

V. art. 2012.

2014. — An pro fidejussore fidejussor intervenire possit. 46. 1. 6. — *V. art.* 2028.

2015. — I. In jure romano pro fidejussoribus tutorum et curatorum habebantur qui præsentes passi fuerant sua nomina tanquam fidejussorum in actu referri. 27. 7. 1.

II. *V. de la Tutelle, sect. VIII, n.* 3 *et* 4. — *Section IX, eod. tit., n.* 17. — *Art.* 2026. 2033.

De l'étendue du cautionnement.

2016. — An fidejussor teneatur ad mulctam aut pœnam in quam principalis incidit. 46. 1. 12.

II. An ad æstimationem affectionis ex jurejurando in litem. 46. 1. 12.

III. An se obligans pro ædium pensione, teneatur de deteriorationa. 46. 1. 12.

IV. Si fidejusserit quis pro impensis litis pro arrestatione res debitoris, an et teneatur de rerum depretiatione. 46. 1. 12.

V. An si pro hærede ex semisse fidejusserit legatorum nomine, et reliqua hæreditas accrescat cum onere, ad solida legata teneatur. 46. 1. 12.

VI. An qui fidejussit rem pupilli salvam fore, teneatur de gestis post finitam tutelam. 46. 1. 12.

VII. An fidejussor vel ex morâ propriâ vel ex morâ debitoris principalis, ad usuras teneatur, distinctionibus explicatur. 46. 1. 13.

VIII. Quando videatur in omnem causam fidejussisse. 46. 1. 13.

IX. Quid de fidejubente pro eo quod alterum dare oportet, oportebitve vel rem pupilli salvam fore vel legatorum nomine. 46. 1. 13.

X. Quid si simpliciter fidejusserit pro obligatione, quæ promissionem aut obligationem usurarum ex suâ naturâ continet. 46. 1. 13.

Des conditions requises pour être caution.

2018. 2019. — Qui possint fidejubere. 46. 1. 3.

II. Quid de filiofamilias, muliere, muto, surdo. 46. 1. 3.

III. Quid de milite, clerico, advocato. 46. 1. 3.

IV. Quid de procuratore, notario, judice, nobili, potenteque viro. 46. 1. 5.

V. Quid de minore vigintiquinque annis, uxore in mariti potestate constituta, prodigo, ebrio, etc. 46. 1. 5.

VI. An plures pro se invicem fidejubere possint, alternâ fidejussione. 46. 1. 5.

VII. Fidejussores debent esse idonei et conveniendi facilitate. 2. 8. 2.

VIII. Qui sint idonei. 2. 8. n. 2 et 3.

IX. Si fidejussor inidoneus admissus sit, is qui suâ admisit voluntate, non potest de novo fidejussorem exigere. 2. 6. 6.

X. An de novo debeat cavere si dederit talem qui per leges non poterat fidejubere. 46. 1. 2.

XI. Quid si dederit peregrinum, quid si inidoneum facultatibus. 46. 1. 2.

XII. An obligatus ad dandum fidejussorem, sponte offerre debeat. 46. 1. 2.

2020. — I. Si fidejussor admissus, pendente lite, labatur facultatibus, an ex integro satisdandum erit. 2. 6. 3.

II. An fidejussore facultatibus labente, alius dari debeat. 46. 1. 2.

CHAPITRE II. — *De l'effet du cautionnement.*

SECTION PREMIÈRE. — DE L'EFFET DU CAUTIONNEMENT ENTRE LE CRÉANCIER ET LA CAUTION.

V. art. 2021.

Du bénéfice de discussion.

2021. — I. Quid sit beneficium ordinis. 46. 1. 14.

II. Quibus in casibus etiam ante Justinianum fuerit notum in variis fidejussoribus et aliis pluribus. 46. 1. 14.

III. Quid de eo qui solus ex pluribus tutelam administravit aut debita fiscalia exegit, aut tutorem creavit. 46. 1. 14.

IV. Quid de fidejubente in id, quod a debitore vel ex pignore redigi non potuit. 46. 1. 14.

V. An olim creditor cogi potuerit ut prius excuteret debitorem periculo fidejussoris. 46. 1. 14.

VI. Quando debitor censeatur excussus. 46. 1. 15.

VII. Quid si apparitor asserat se excussisse, nec ulla bona invenisse. 46. 1. 15.

VIII. Si prædiis, fidejussoribus cautum sit, in Hollandiâ prius pignora excutienda. 46. 1. 15.

IX. Cessat in fidejussore judicatum solvi, vel si fidejussor ei renuntiaverit specialiter, non generaliter. 46. 1. 16.

X. An sufficiat uni beneficio specialiter renuntiasse, et reliquis generaliter, ut et reliqua cessent. 46. 1. 16.

XI. An sufficiat tacita renuntiatio. 46. 1. 16.

XII. An cesset si se obligaverit tanquam principalem. 46. 1. 16.

XIII. An cesset si ei renuntiaverit fidejussor, acceptus in id, quod a debitore vel ex pignore redigi nequit. 46. 1. 16.

XIV. An et quatenus, si ei renuntiaverit, qui fidejussit pro debito, quod adhuc liquidum reddi debet. 46. 1. 16.

XV. An cesset si debitor bonis cesserit, vel alias manifestò pauper sit. 46. 1. 17.

XVI. An si bona ejus ex delicto publicata sint. 46. 1. 17.

XVII. An si creditor, a fidejussore conventus ex aliâ causâ, velit cum eo compensare. 46. 1. 17.

XVIII. An cesset si fidejusserit pro eo qui naturaliter tantùm obligatus erat, vel rescriptum moratorium impetraverat. 46. 1. 18.

XIX. An si fidejussor negaverit se fidejussisse; vel impediverit, ne principalis excutiatur; vel in antecessum jam acceperit a debitore id in quod fidejussit. 46. 1. 16.

XX. Cessat si debitor absit; nec intra modicum tempus, a fidejussore sistatur. 46. 1. 18.

XXI. Quis hic jure civili ac moribus pro absente habendus sit. 46. 1. 16.

XXII. Quid si absit, sed bona habeat in loco ubi conveniendus. 46. 1. 16.

XXIII. An fidejussores publicanorum, aut redemptorum operis publici jure civili et moribus hoc gaudeant beneficio. 46. 1. 18.

XXIV. Quibus in casibus aliis ex DD. opinione hoc beneficium cesset. 46. 1. 19.

XXV. An qui condemnationem in totum vel pro parte contra reum obtinuit possit eo non excusso transire ad fidejussorem, si ille beneficio ordinis munitus non sit. 46. 1. 26.

V. art. 2022.

Quand a lieu la discussion du débiteur.

2022. — I. An judex supplere potest discussionis exceptionem, quando a fidejussore omissa est. 5. 1. 40.

II. Opponenda hæc exceptio ante litem contestatam. 46. 1. 16.

III. Si excussus debitor post litem cum fidejussore contestatam locuples fiat, an iterum ante fidejussorem excutiendus sit. 46. 1. 16.

IV. An non, si ante litem cum fidejussore cœptam ad meliorem fortunam redierit. 46. 1. 16.

V. Quid si cœperit præsens esse propter cujus absentiam, jam cum fidejussore cœpit agi. 46. 1. 15.

V. art. 2021.

2023. — Quid si excussa sint bona omnia debitoris in territorio excutientis judicis sita, sed debitor adhuc alia habeat in aliis regionibus. 46. 1. 15.

2024. — *V. art.* 2021. 2022. 2023.

Du bénéfice de division.

2025. 2026. — I. An beneficium divisionis ab Hadriano, an a divo Pio inductum sit. 46. 1. 21.

II. Quid sit, et quando locum habeat. 46. 1. 21.

III. An respectu confidejussorum, qui tempore litis contestatæ solvendo non sunt. 46. 1. 21.

IV. Creditori nocet, si posteà quidam desinant solvendo esse; nec restituitur, si minor sit; nisi inter verè inidoneos divisionem admiserit. 46. 1. 21.

V. Cui incumbat probatio; an reliqui sint idonei, nec ne; et quis id definiat. 46. 1. 21.

VI. Quid agendum sit fidejussori in solidum convento, si dubitetur an reliqui sint idonei. 46. 1. 21.

VII. Quando hæc exceptio opponenda. 46. 1. 21.

VIII. An locus huic exceptioni, si plures fidejusserint pro conductoribus vectigalium, aut alio fisci debitore; et quid moribus. 46. 1. 22.

IX. An si alius purè, alius in diem vel sub conditione fidejusserit. 46. 1. 22.

X. An si plures diversis temporibus fidejusserint pro eodem debitore in solidum. 46. 1. 22.

XI. Quid si fidejusserint pro debito aut parte ejus. 46. 1. 22.

XII. An si plures fidejusserint pro eodem debito, sed pro diversis debitoribus. 46. 1. 22.

XIII. An inter diversarum stipulationum fidejussores. 46. 1. 22.

XIV. An inter fidejussorem primum ac fidejussores ab eo datos. 46. 1. 22.

XV. An et quousque gaudeant beneficio divisionis fidejussores tutorum. 27. 7. 1. — *V. liv. I, tit. X, chap. II, sect. VIII, de la Tutelle, n. 3 et 4, p. 17. — Sect. IX, eod. tit., n. 17, p. 24.*

XVI. Cessat hæc exceptio, si negaverit se fidejussisse; vel plures fidejusserint rem pupilli salvam fore; vel quis fidejusserit cum muliere. 46. 1. 23.

XVII. Quid si quis fidejusserit cum minorenne, et is posteà restituatur. 46. 1. 25.

XVIII. Cessat si ei specialiter renuntiatum. 46. 1. 24.

XIX. An si unus solidum solverit, indebiti condictione repetere possit, quod supra suam partem solvit. 46. 1. 24.

XX. An cesset, si plures pro debito rei individuo, vel pro facto individuo fidejusserint 46. 1. 24.

XXI. An fidejussor eo gaudeat, qui se obligavit in solidum ut principalem et unus pro omnibus. 46. 1. 24.

XXII. An si plures fidejusserint in solidum, *elk een voor al.* 46. 1. 24.

XXIII. An si pro debito guarentigiato, vel habente clausulam consensûs in voluntariam condemnationem. 46. 1. 23.

XXIV. An qui suam partem virilem debiti sponte solvit, adhuc de reliquorum confidejussorum cessantium partibus pro ratâ conveniri possit, si hi solvendo sint. 46. 1. 25.

XXV. An adhuc conveniri a creditore, si suam partem virilem solverit confidejussori. 46. 1. 25.

XXVI. Et an contra confidejussorem de parte illâ si solutâ creditor rectè aget. 46. 1. 25.

XXVII. Cessante beneficio divisionis in fidejussoribus, an et quatenus inter hæredes plures defuncti fidejussoris actio adhuc divisa sit. 46. 1. 26.

XXVIII. An judex possit supplere divisionis exceptionem a fidejussore omissam. 5. 1. 49.

2027. — I. Si creditor singulos in solidum convenire valens, pro virili parte convenire cœperit, et deiu quidam solvendo non sint, id reliquos non gravat. 46. 1. 26.

II. Sed si unum tantum convenerit in solidum, aut in partem, aut partem ab uno sponte oblatam acceperit, reliquos in id quod necdum solutum, convenire potest. 46. 1. 26.

V. art. 1216.

SECTION II. — De l'effet du cautionnement entre le débiteur et la caution.

Principes généraux. Questions diverses.

I. An fidejussor vi sententiæ contra se latæ iterum debitorem excutere possit sine novâ lite. 46. 1. 35.

II. Et quid si sit fidejussor de judicato solvendo. 46. 1. 35.

III. An uti possit paratâ executione ex vi clausulæ voluntariæ condemnationis, quæ debiti principalis instrumento inserta est. 46. 1. 35.

Du recours de la caution contre le débiteur principal.

2028. 2029. — I. Fidejussor habet regressum contra debitorem principalem actione mandati vel negotiorum gestorum. 46. 1. 31.

II. Utraque tendit ad solutum ac id quod amplius interest fidejussoris. 46. 1. 31.

III. An et ad impensas litis, quam fidejussor, ut talis, sustinuit. 46. 1. 31.

V. art. 2031.

2030. — *V. art.* 1200. 2033.

Quand cesse le recours de la caution.

2031. — I. Quando fidejussori denegetur repetitio soluti. 46. 1. 33.

II. Quid de eo qui fidejussit pro invito, jure civili ac moribus. 46. 1. 33.

III. Denegatur si manifestò constet fidejussorem donandi propositum habuisse. 46. 1. 33.

IV. Vel sine mandato pro eo qui tantum naturaliter obligatus erat. 45. 1. 33.

V. Vel pro meretrice ex mandato adolescentis luxuriosi. 45. 1. 33.

VI. Quid si injuria judicis condemnatus non appellaverit, aut omiserit exceptionem reo competentem. 46. 1. 33.

VII. Aut omne debiti periculum in se receperit. 45. 1. 33.

VIII. Aut ita solvarit, ut solutio debitori non profuerit. 46. 1. 33.

IX. Quid si fidejussor solverit, dein reus non certioratus iterum solverit, aut vice versâ. 46. 1. 33.

X. Quid si solverit ante diem principali debito appositum. 46. 1. 33.

De l'action de la caution avant d'avoir payé.

2032. — I. Quando fidejussor agere possit contra debitorem antequam ipse solvit ex suâ fidejussione. 46. 1. 34.

II. Ubi de eo, si ita convenerit. 45. 1. 34.

III. Si fidejussor jam condemnatus sit. 46. 1. 34.

IV. Si debitor incipiat labi facultatibus. 45. 1. 34.

V. Si fidejussor debitum creditori delegaverit. 46. 1. 34.

VI. Si fidejussori debitum intuitu fidejussoris remissum sit. 45. 1. 34.

VII. An sufficiat confessio creditoris, sibi solutum esse a fidejussore, ut fidejussor repetere possit. 46. 1. 34.

SECTION III. — De l'effet du cautionnement entre les cofidéjusseurs.

I. Quid sit beneficium cedendarum actionum. 45. 1. 27.

II. An si pignoribus, et fidejussoribus cautum sit, etiam pignorum intuitu actio fidejussoris cedanda sit. 45. 1. 27.

III. An et si pignora adhuc in aliam causam obligata sint. 46. 1. 27.

IV. An fidejussori cedendæ actiones, si tantam partem debiti, licet suâ majorem, solverit. 46. 1. 27.

V. An si solverit unam aut alteram pensionem debiti annuâ, bimâ, trimâ die solvendi. 45. 1. 27.

VI. Cur necessaria sit actionum cessio fidejussori contra confidejussores, at respectu pignorum pro eodem debito obligatorum. 46. 1. 28.

VII. Cur ut necessaria sit mandatori contra eum cui credi mandavit. 46. 1. 28.

VIII. Cur non necessaria fidejussori contra debitorem principalem. 46. 1. 26.

IX. Recensentur casus, quibus cessio actionis fidejussori contra debitorem utilis ac necessaria sit; ubi de eo qui fidejussit pro invito, vel pro debito actione privilegiatâ exigendo, aut paratam habente executionem. 46. 1. 28.

X. Si creditor quosdam fidejussores jam liberaverit a fidejussione, nec actiones contra eos cedere possit, an reliquos pro partibus dimissorum excutere possit, si careant beneficio divisionis. 45. 1. 29.

XI. Quid si non dimissi, sed pauperes facti sint. 46. 1. 29.

XII. Cedendæ actiones fidejussori contra fidejussores reliquos, subductâ seu detractâ portione virili solventis solidum. 46. 1. 29.

XIII. An si plures sint confidejussores, unus solido soluto, solidum ab uno ex reliquis petere possit, deductâ solâ parte suâ, an magis a singulis partem virilem. 46. 1. 29.

XIV. Si ex reliquis, in quos actio cessa, quidam solvendo non sint, an id æqualiter omnes gravat. 45. 1. 29.

XV. An fidejussor, post factam solidi solutionem, petere possit sibi cedi actiones contra confidejussores; an mandator. 49. 1. 36.

XVI. Et quid moribus obtineat hâc in parte in fidejussore. 45. 1. 35.

XVII. An hodie fidejussor, qui renuntiavit beneficio cedendarum actionum, adhuc petere possit, actiones sibi cedi. 46. 1. 35.

XVIII. An fidejussor illud interesse etiam repetere possit a reliquis confidejussoribus, contra quos actione cessâ agit. 46. 1. 51.

XIX. Quid si post cessionem a cessionario interpellati, in portionibus confidejussori restituendis moram fecerint. 46. 1. 61.

XX. Secundum jus romanum fidejussor qui solverat, adversus quos fidejussores agere non poterat, nisi actionum ei cessione factâ a creditore. 4. 6. 16.

XXI. Si fidejussor unus solidum solverit pupillo, an et quando petere possit sibi cedi actiones contra contutores illius pro quo fidejussit, ut et contra suos agat confidejussores. 46. 1. 26.

XXII. An si plures sint confidejussores, unus solido soluto, solidum ab uno e reliquis petere possit deductâ solâ parte suâ, an magis a singulis partem virilem. 46. 1. 29.

2033. — *V. suprà, Pr. gén.; ad art.* 2025.

CHAPITRE III. — *De l'extinction du cautionnement.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Non liberatur fidejussor, si debitoris bona publicata sint, vel is bonis cesserit, aut moratoriam rescriptum impetraverit. 46. 1. 30.

II. An oblatione aliorum æquè aut magis idoneorum. 46. 1. 35.

III. An ex eo, quod posteà alii pro eodem debito fidejusserunt. 46. 1. 35.

IV. An ex eo quod fidejussor diu stetit in fidejussione. 45. 1. 35.

V. An et quando talis fidejussor ob id petere possit, se liberari a fidejussione, et a quo id petat. 46. 1. 39.

VI. An fidejussores liberentur conventione inter debitorem et creditorem factâ, de re aliâ pro re debitâ in solutum dandâ. 46. 3. 5.

VII. An liberantur stipulatione posteà additâ de usuris præstandis, aut de majoribus loco minorum solvendis. 46. 2. 5.

Comment s'éteint le cautionnement.

2034. — I. Evanescit fidejussio novatione. 46. 1. 36.

II. Evanescit præscriptione principalis debiti. 46. 1. 36.

III. Extinguitur fidejussio lapsu temporis adjecti, idque duplici sensu fieri potuit. 46. 1. 36. — *V. art.* 1234.

De la confusion.

2035. — I. Evanescit fidejussio confusione, dum debitor fidejussori, vel fidejussor debitori, vel creditor fidejussori succedit. 46. 1. 36. — 46. 5. 26.

II. In primo casu tamen creditor separationem bonorum petere potest. 46. 1. 36.

III. Quid juris circa confusionem si fidejussor pro suâ obligatione fidejussoriâ fidejussorem dederit. 46. 3. 20.

V. art. 1301. 2014.

Quelles exceptions la caution peut-elle opposer au créancier.

2036. — I. An restitutio minoris prosit fidejussoribus. 4. 4. 39.

II. Quid si fidejussor potuerit se ex suâ personâ tueri aliquâ personali exceptione. 46. 3. 20.

V. art. 1301, *n.* 4 *et seqq.*

Quand la caution est-elle déchargée par le fait du créancier.

2037. — I. An fidejubens in id quod a debitore vel ex pignore haberi nequit, liberetur, si creditor in excutiendo moram faciat, et interim debitor inidoneus fiat, aut pignus inutile. 46. 1. 38.

II. An id etiam obtineat in illis qui non renuntiarunt beneficio ordinis. 46. 1. 38.

III. An et si renuntiaverint huic beneficio ac damnoient creditori, ut debitorem vel pignus excutiat, et ille cesset. 46. 1. 38.

IV. An non saltem sponte solvere possint, et mox a reo repetere. 45. 1. 35.

2038.

La caution n'est point déchargée par la prorogation du terme faite par le créancier.

2039. — An fidejussores teneantur in

id in quo crevit obligatio, si creditor debitori terminum prorogaverit. 46. 2. 8.

CHAPITRE IV. — *De la caution légale et de la caution judiciaire.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. In multis locis reus non lusundus, nisi cum cautione de sistendo jungat cautionem de judicato solvendo, in quo spectanda consuetudo loci judicii. 2. 8. 10.

II. Differentiæ et convenientiæ inter cautionem de sistendo de judicato solvendo, et cur hic tractetur etiam cautio de judicato solvendo. 2. 8. 11.

III. Plures cohæredes aut alii litis consortes pro se invicem idonei de judicato solvendo fidejussores sunt. 2. 8. 12.

IV. Parentes quoque vocati a liberis hanc præstant cautionem et idoneos fidejussores dare tenentur. 2. 8. 13.

V. Non item tutores litigantes pro minoribus, qui tantum obligant pro judicato bona minorum. 2. 8. 13.

VI. Tres clausulas continet judicatum solvi, et an contineat certam quantitatem. 2. 8. 11.

VII. Quando committantur clausulæ cautionis judicatum solvi, et an etiam comprehendantur impensæ litis, si in eas reus damnetur. 2. 8. 15.

VIII. Fidejubentes judicatum solvi easdem cum reis dilutiones habent. 2. 8. 16.

IX. Fidejussores hi sine novâ lite ex rei principalis condemnatione executionem patiuntur, at vicissim contra reum regressum habent. 2. 8. 17.

X. Evanescit cautio judicatum solvi, si libellus, vel actoris aut rei persona post cautionem mutetur. 2. 8. 18.

XI. Uti et mutato judice. 2. 8. 19.

XII. An is qui apud inferiorem judicem fidejussit judicatum solvi, etiam teneatur ex sententiâ per judicem superiorem appellatum latâ. 2. 8. 20.

XIII. Quando vires perdat cautio de judicato solvendo. 46. 1. 37.

XIV. An de solvendâ pœnâ ex delicto jam agnito facta fidejussio evanescat morte rei. 46. 1. 37.

XV. An non, si quis fidejusserit pro eo qui actione injuriarum conveniendus est, ac ante litem contestatum moritur. 46. 1. 37.

2040.

2041. — I. Si actor peregrinus fidejussorem invenire nequeat cautioni pignoratitiæ permittendus 2. 8. 1.

II. Quod si fidejussor inveniri nequeat, cautio pignoratitia arbitrio judicis admittitur, factâ videlicet auri vel argenti depositione in vicem satisdationis. 2. 8. 7.

III. Obligatus ad dandum fidejussorem jussu prætoris, an liberari possit dando pignus, vel jurato cavendo. 46. 1. 2.

V. Pr. gén., hoc tit.

Le bénéfice de discussion n'a pas lieu en matière de caution judiciaire.

2042. — I. An fidejubentes judicatum solvi gaudeant beneficio ordinis aut divisionis. 8. 2. 10.

TITRE XV. — *Des transactions.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Transigendi facilius quam jurisjurandi potestas permissa est, et cur. 2. 15. 2.

II. Quid moribus. 2. 15. 2.

III. An transigi possit pendente lite de in integrum restitutione. 2. 15. 11.

IV. An evictio præstanda sit in transactione. 21. 2. 16.

V. Exceptio non numeratæ pecuniæ cessat transactione super eo quod numeratum non est. 12. 1. 32.

Définition de la transaction ; sa forme.

2044. — I. Quid sit transactio; an pactum, an contractus. 2. 15. 1.

II. Fit purè vel sub conditione. 2. 15. 1.

III. Fit in judicio vel extra judicium. 2. 15. 1.

IV. Transactio sine scripto fieri potest, si modo probationem habeat. 2. 15. 1.

V. Transactio non probetur si instrumento scriptum sit tantùm transactum esse, nec expressum quid utrimque datum aut promissum aut retentum. 2. 15. 1.

Qui peut transiger.

2045. — I. Qui transigere possint. 2. 15. 2.

II. An tutores transactionem inire possint, et quid si de immobilibus pupilli agatur. 2. 15. 2.

III. Per distinctionem explicatur, an maritus de bonis uxoris possit transigere. 2. 15. 3.

IV. An rectè transigant syndici, administratores civitatum, magistri societatum. 2. 15. 2.

V. An procuratores rectè transigant. 2. 15. 3. — 3. 3. 18.

VI. An procurator in rem suam hanc facultatem habeat. 2. 15. 3.

VII. An pater de bonis filii et an sine decreto. 2. 15. 4.

VIII. An unus ex consortibus ejusdem litis, invitis reliquis, pendente lite. 2. 15. 6.

IX. An fiduciarius de rebus sub conditione restituendis in præjudicium fideicommissarii. 2. 15. 6.

X. Quid juris si fiduciarius cum fideicommissario transigat de dubio fideicommisso, et an hæredes transigentium transactioni isti stare debeant. 2. 15. 6.

XI. An et quousque vasallus de feudo transigere possit. 2. 15. 7.

Sur quelles choses on peut transiger.

2046. — I. Transigitur de rebus dubiis. 2. 15. 10.

II. Transigitur etiam de statûs quæstionibus, transactione inter solos transigentes operante. 2. 15. 16.

III. An transigitur de alimentis præteritis aut futuris ex contractu vel testamento debitis. 2. 15. 14. — 34. 1. 4.

IV. An gratis pacisci possit de iis. Quid moribus. 2. 15. 14. — 34. 1. 4.

V. Quid sub alimentis in transactione contineatur. 2. 15. 14.

VI. De præteritis delictis licitum est transigere ut obligatio pœnæ pecuniariæ tollatur non autem infamia. Illicitum de futuris delictis. 2. 15. 16.

VII. De publicis criminibus non capitalibus transigere non licet excepto crimine falsi. 2. 15. 17.

VIII. De capitalibus pœnam sanguinis irrogantibus transigere licet excepto adulterio. An gratis de eo pacisci liceat. 2. 15. 18.

IX. Transactio de capitalibus non reo tantùm sed et actori licita est, et utrique tam ante quam post litem contestatam. 2. 15. 16.

X. Moribus privati de quibusvis criminibus rectè transigunt sed non impediunt publicam accusationem. 2. 15. 20.

XI. De quibus criminibus accusantes officii ratione transigere possint. 2. 15. 20.

XII. An reus cum his aut cum privatis transigens infamis sit, aut pro confesso vel convicto habendus. 2. 15. 20.

XIII. An de relictis ultimâ voluntate transigi possit non inspectis tabulis testamenti. Illustratur l. 16 ff. de condit. et demonst. 2. 15. 12. — 12. 2. 20. — 42. 1. 28.

XIV. An inspectioni huic renuntiari possit; quid si aliundè certi sint transigentes de defuncti voluntate. Quid si nuncupativum sit testamentum. 2. 15. 13.

XV. An gratis pacisci ante inspectionem. 2. 15. 13.

XVI. An de matrimonialibus causis ac sponsalibus transigi possit. 2. 15. 15.

V. art. 2056.

2047. — I. Pœnalis stipulatio transactioni adjici potest. 2. 15. 24.

II. Cœptâ actione ad implementum transactionis, an non amplius est potestas pœnam vel resolutionem petere. 2. 15. 24.

Effets et interprétation des transactions.

2048. 2049. 2050. — I. Quis effectus sit transactionis. 2. 15. 21.

II. Transactio strictam recipit interpretationem, nec egreditur rem de quâ transactum. 2. 15. 21.

III. Hoc principium multis exemplis illustratur. 2. 15. 21.

IV. Applicatur transactioni de alimentis. 2. 15. 14.

V. An renuntiasse videantur fideicommisso conditionali, si mutuo fideicommisso gravati inter se hæreditatem dividant, et promittant se adversus divisionem non venturos, et quid

juris, si fideicommissum sit purum tempore divisionis. 2. 15. 21.

A quelles personnes s'étend la transaction.

2051. — I. Transactio non nocet aliis quam transigentibus. 2. 15. n. 10 et 22.

II. Transactio factâ cum hærede non nocet legatariis, nec creditoribus. 2. 15. 22.

III. Per unum cohæredem facta non obest cæteris. 2. 15. 22.

IV. Transactio facta cum emptore de evictione, non nocet auctori. 2. 15. 2.

V. Inter testamentarium et legitimum hæredem facta non obest legatariis nec creditoribus, quo minus illi ab altero solidum petant, prout probaverint testamentum valere aut infirmum esse. 2. 15. 22.

VI. Rectè tamen etiam contra singulos agunt pro parte, quæ singulis cessit ea transactione; conciliatur l. 3 cum l. 14 ff. de transactionibus. 2. 15. 22.

V. art. 2046.

Force de la transaction.

2052. — I. Non minor est transactionis quam rei judicatæ auctoritas. 2. 15. n. 8 et 21. — 44. 2. 1.

II. Transactio non rescinditur ob enormem læsionem, et cur. 2. 15. 24.

III. Transactio non rescinditur quamvis doceatur nullam fuisse causam transigendi, et indebitum fuisse de quo transactum. 2. 15. n. 23 et 24. — 42. 1. 28.

Rescision des transactions.

2053. — 2054. — I. Si dolus intervenit in transigendo, rescisioni locus est. 2. 15. 23.

II. Idem si manifesta calumnia sit. 2. 15. 23.

III. Quid si dolus posteà supervenerit. 12. 2. 27.

IV. Rescinditur transactio si metûs justa causa superfuerit. 2. 15. 23.

2055. — Transactio falsis instrumentis celebrata rescinditur. 2. 15. 23.

2056. — I. De rebus certis non transigitur. 2. 15. 11.

II. An transigitur post rem judicatam. 2. 15. 11. — 42. 1. 2.

III. An pendente de in integrum restitutione. 2. 15. 11.

2057. — I. Transactio non retractatur ob instrumenta noviter reperta. 2. 15. 23. — 42. 1. 28.

II. Rescinditur si instrumenta suppressa fuerint per adversarium. 2. 15. 23.

III. Quid si doceatur nullam fuisse causam transigendi. 2. 15. 23. — 42. 1. 28.

Erreur du calcul.

2058. — I. An error calculi rescisioni locum det. 2. 12. 23. — 27. 3. 12.

II. Quid si super errore calculi transactum sit. 2. 15. 23. — 27. 3. 16.

═

TITRE XVI. — *De la contrainte par corps en matière civile.*

Principes généraux. Questions diverses.

De arrestis. Materia tractatur. 2. 4. n. 17 et seqq.

Du stellionat.

2059. — I. Quid sit stellionatus et unde dicatur. 47. 20. 1.

II. Judicium stellionatûs nec publicum nec privatum est, sed subsidiarium. Quæ sit pœna ejus. 47. 20. 1.

III. Recensentur plurimi modi quibus stellionatus committi potest. 47. 20. 2.

IV. An et si quis rem prius uni obligatam alteri obliget, dissimulatâ priore obligatione; vel rem uni venditam rursùs alteri vendat. 47. 20. 2.

V. An stellionatus infamet. 47. 20. 3.

2060. — 2070. — *V. suprà, Pr. génér.*

═

TITRE XVII. — *Du nantissement.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quot modis pignoris vocabulum accipiatur. 20. 1. 1.

II. Nihil interesse inter pignus et hypothecam quantum ad actionem hypothecariam; in cæteris interesse. 20. 1. 1.

III. Regulariter nemo cogi potest ut pignus constituat. 20. 1. 1.

IV. Quale pignus dare teneatur, qui se daturum promisit. 20. 1. 1.

V. Mortuo eo qui promisit se certam rem pignori daturum, unus ex pluribus hæredibus, cui illa cessit, eam in totum obligare cogitur. 20. 1. 1.

VI. Divisio hypothecæ in generalem et specialem etiam ad prætorium et legale pignus pertinet. 20. 1. 2.

VII. Quæ obligata intelliguntur, si universitas rerum, ut grex, taberna, illata et invecta, peculium, obligentur. 20. 1. 2.

VIII. Re singulari obligatâ, quales rei ipsius fructus, et quando, censeantur obligati. 20. 1. 2.

IX. Ancillâ obligatâ, an et quando partus obligatus sit. An servo obligato, peculium servi. 20. 1. 3.

X. De aliis rerum obligatarum accessionibus, alluvione, usufructu ad proprietatem redeunte. 20. 1. 4.

XI. De insulâ ante fundum natâ. 20. 1. 4.

XII. De eo quod ex re obligatâ factum est, nave fabricatâ ex sylvâ obligatâ, domo in aream aut hortum, fundo in vinetum converso. 20. 1. 4.

XIII. An domo pignoratâ exustâ, iterumque restitutâ, impensæ prius deducendæ sint, antequam nova domus pignori sit. 20. 1. 4.

XIV. An possessor extraneus, qui novam domum imposuit areæ obligatæ, liberari possit offerendo creditori pretium areæ, et sic rem retinere. 20. 1. 4.

XV. An id quod in rei pignoratæ locum surrogatum est, pignori sit. Ubi de rebus quæ ex nummis pignoratis emptæ, et de pretio ex rebus pignoratis redacto. 20. 1. 5.

XVI. Quæ res contineantur sub hypothecâ generali. 20. 1. 2.

XVII. An et futura, et incorporalia, et merces in tabernâ, et servus ipse, qui res omnes domini obligavit, et ipsa pecunia credita. 20. 1. 6.

XVIII. An et necessaria supellex; an emphyteuticaria prædia; an feudalia jure veteri et hodierno contineantur. 20. 1. 2.

XIX. An bona fideicommisso obnoxia. 20. 1. 7.

XX. Et quid de fructibus pendente fideicommissi die, vel conditione, percipiendis. 20. 1. 7.

XXI. An bona hæredis; et quid si nominatim defunctus bona hæredis obligaverit. 20. 1. 7.

XXII. An bona defuncti sub hypothecâ generali per hæredem constitutâ. 20. 1. 7.

XXIII. An alienata ex consensu creditoris, si post redierint in debitoris potestatem. 20. 1. 7.

XXIV. Si quis obligaverit simpliciter bona sua, sine notâ universalitatis, an omnia intelligatur obligasse. 26. 1. 2.

XXV. Quæ jure romano solemnitates adhibendæ fuerint in pignore constituendo. 20. 1. 2.

XXVI. Quæ nostris moribus quantum ad immobilia et navigia majora, et incorporalia immobilibus accenseri solita, si specialiter obliganda sint. 20. 1. 2.

XXVII. Quid si feuda; an illa etiam apud ordinarium judicem obligari possint. 20. 1. 2.

XXVIII. Si subfeuda, an in curiâ primi domini directi, an vero subinfeudantis. 20. 1. 9.

XXIX. Quæ solemnitates requirantur in Hollandiâ ad generalem omnium bonorum hypothecam. 26. 1. 10.

XXX. An præcisè coram judice loci in quo contractus principalis celebratus est, constitui debeat. 20. 1. 10.

XXXI. Non obligantur vi generalis hypothecæ bona in territorio Amstelodamensi sita, nisi coram judice Amstelodamensi constituta sint : nec bona extra Hollandiam sita per hypothecam generalem in Hollandiâ constitutam. 20. 1. 10.

XXXII. Solemnitas insinuationis apud acta publica et solutionis quadragesimæ non necessaria in hypothecâ legali, nec in obligationibus in gratiam pupillorum contractis *op weeskamers recht*; nec si magister in peregrinis locis carinam navis obliget. 20. 1. 11.

XXXIII. Si res immobiles tempore traditionis solemnis obligentur pro pretio residuo, non solvenda quadragesima. 20. 1. 11.

XXXIV. In reliquis si desint solemnitates, nulla prælatio in Hollandiâ tribuitur, licet

instrumento publico coram tabellione et testibus obligentur bona debitoris. 20. 1. 11.

XXXV. An teneatur actuarius, si quæ solemnia dolo aut culpâ ejus prætermissa sint, vel rem liberam asseruerit, quæ erat obligata. 20. 1. 11.

XXXVI. Si mobilia traditione creditori obligentur, insinuatio apud acta aut quadragesimæ solutio non requiritur. 20. 1. 12.

XXXVII. An pro traditione sit constitutum possessorium, quo debitor constituit, se nomine creditoris velle rem possidere. 20. 1. 12.

XXXVIII. Sine traditione mobilia non obligantur solo instrumento publico coram tabellione et testibus, sed demum, si quadragesima debiti fisco illata sit. 20. 1. 12.

XXXIX. Quo facto, hypotheca coram aliquo Hollandiæ judice constituta se extendit ad mobilia ubicumque etiam extra Hollandiam sita, licet certo loco alligata ex patrisfamilias destinatione et ad creditu debitoris. 20. 1. 12.

XL. Immobilia specialiter obligata, et dein alienata oneroso vel lucrativo titulo transeunt cum onere pignoris. 20. 1. 13.

XLI. Quid juris si solemniter sub hastâ sint vendita, et creditor jus suum non indicaverit, tum rei tum pretii intuitu. 20. 1. 15.

XLII. Mobilia tradita creditori, si alienentur, aut creditor ea possidere desierit, pignoris jus evanescit, excepto uno casu in Rhenolandiâ. 20. 1. 14.

XLIII. Immobilia generaliter obligata ex conventione vel lege, quando ex jure hodierno transeunt in alium cum onere, quando sine onere, per distinctiones explicatur. 20. 1. 14.

XLIV. Adnotatur jus singulare *Amstelodamensium*, et jus *Ultrajectinum* hâc in parte. 20. 1. 14.

XLV. Quid juris si mobilia generali hypothecâ devincta alienata sint per debitorem. 20. 1. 14.

XLVI. Quid sit effectus hypothecæ generalis et specialis quantum ad jus prælationis. 20. 1. 15.

XLVII. An specialem ac generalem habens, necdum excussis specialiter obligatis, excutere possit ea quæ generaliter ipsi obligata sint. 20. 1. 15.

XLVIII. Et quid si generalis tantùm subsidiaria sit. 20. 1. 15.

XLIX. Quid hodie hâc in parte obtineat in Hollandiâ; quid Amstelodami et Ultrajecti. 20. 1. 16.

L. Si debitor nomen debitoris obligaverit, creditor cui illud obligatum, agere potest contra debitoris debitorem, etiam sine cessione actionis. 20. 1. 17.

LI. Hypotheca requirit principale debitum. 20. 1. 18.

LII. An pignus constitui possit ei qui tantum adjectus est solutioni. 20. 1. 18.

LIII. Pro quali debito naturali pignus rectè constituatur. 20. 1. 18. — 44. 7. 3.

LIV. An pro debito, quod exceptione jurisjurandi, vel rei judicatæ elidi potest. 20. 1. 18.

LV. An pro debito alieno. 20. 1. 18.

LVI. An et pro usuris aut pœnâ conventionali. 20. 1. 18.

LVII. In dubio pignus tantùm in sortem, non item in usuras obligatum creditor. 20. 1. 18.

LVIII. Recensentur casus quibus pignus valet, licet principalis obligatio nulla sit; et quibus durat, actione personali jam extinctâ. 20. 1. 19.

LIX. An pro debito in diem vel conditionali, vel debito planè incerto, pignus rectè constituatur. 20. 1. 20.

LX. Et quid hodie agendum, si pro debito futuro incerto pignus obligandum sit. 20. 1. 20.

LXI. An obligationi prescriptæ pignus accedere possit. — *V. Prescription*, *n*. 5.

LXII. Recensentur plura pacta quæ rectè pignori apponuntur. 20. 1. 21.

LXIII. An valeat pactum, ne creditori vel ne debitori liceat pignus vendere. 20. 1. 22.

LXIV. Et quale jus singulare sit in pacto, ne debitori liceat pignus vendere. 20. 1. 22.

LXV. An pignora liberentur conventione de re aliâ pro re debitâ in solidum dandâ. 46. 2. 5.

LXVI. An iis stipulatione posteà additâ de usuris præstandis, aut de majoribus loco minorum solvendis. 46. 2. 5.

LXVII. Pignus est vel tacitum vel expressum, conventionale vel legale. 20. 2. 1.

LXVIII. Tacitum pignus est, si quid fidejubeat pro eo qui rem fidejubentis pignori ante dederat. 20. 2. 1.

LXIX. Tacitum pignus est, si quis scribat chirographum continens rei suæ obligationem aut ei subscribat. 20. 2. 1.

LXX. Si paciscatur ut liceat creditori rem certam vendere si debitum intra certum tempus solutum non sit, tacitum pignus est. 20. 2. 1.

LXXI. Plenius adstruitur, juri luendi pignoris non posse prescribi ullo tempore. 13. 7. 7.

Définition.

2071. — I. Quid sit contractus pignoris et quotuplex sit pignus. 13. 7. 1.

II. Quando expressæ emptionis titulo tamen verè pignus sit. 13. 7. 1.

III. Actio pignoratitia tam directa, tam contraria, indè nascitur. 13. 7. 1.

V. suprà, Pr. gén.; et art. 1875, n. 11.

Quelles choses peuvent être données à gage.

2072. — *V. suprà, Pr. gén.*, *n*. 5 *et seqq.* — *Art.* 2118.

—

CHAPITRE PREMIER. — *Du gage.*

De quelle manière le gage s'établit.

2073. 2074. 2075. — Conventionale pignus vel mediante traditione contrahitur, vel nudâ conventione, seu pacto per prætorem confirmato. 13. 7. 1. — *V. suprà, Pr. gén.*, *n*. 24 *et seqq.* — *Art.* 2082, *tit. XIX, de l'Expropriation forcée, Pr. gén.*

2075. — Sine traditione mobilia non obligantur solo instrumento publico coram tabellione et testibus, sed demum si quadragesima debiti fisco illata sit. 20. 1. 12.

2076. — *V. art.* 2075.

2077. — Unusquisque res suas pignoris jure pro alieno potest debito devincire. 13. 7. 2.

Le créancier ne peut disposer du gage.

2078. — I. Cogi non potest creditor ut pignus vendat, licet nunc pluris vendi possit, quam unquam posteà, sed vendit tunc debitor. 13. 7. 9.

II. Si creditor tunc patiatur rem emptori tradi et sibi de debito solvendo caveri, humanitatis id potius quam necessitatis est. 13. 7. 9.

III. Lex commissoria in pignoribus improbata est, tum inter debitorem et creditorem, tum inter debitorem et fidejussorem ejus. 20. 1. 25.

IV. Improbatur, sive ab initio, sive ex post facto, pactum intervenist. 20. 1. 25.

V. De pacto, ut *sibi habeat creditor quidquid ex pignore vendito redactum fuerit*, et ut debito intra certum tempus non soluto, *debitor creditori pignus cedat*. 20. 1. 26.

V. C. c., Pr. gén., du Nantissement, n. 65. 66 *et seqq.* — *Tit. XIX, de l'Expropriation forcée, Pr. gén.; ad art.* 2204.

2079. *V. C., civ. art.* 2078.

De la perte ou de la conservation du gage.

2080. — I. Præstanda per creditorem lata et levis culpa, non casus. 13. 7. 5.

II. An levissima, uti in commodato. 13. 7. 5.

III. Cui hic incumbat onus probandi culpam et casum. 13. 7. 5.

IV. Quid sit actio contraria pignoratitia. 13. 7. 10.

V. De impensis necessariis et utilibus repetendis, et pignore pro necessariis retinendo 13. 7. 10.

VI. De damno quod creditor ex pignore passus est, reparando; et præstando eo quod interest ex variis causis. 13. 7. 10.

V. art. 2088.

2081.

De l'action qui résulte du gage.

2082. — I. Quid sit et cui detur directa pignoratitia. 13. 7. 2.

II. An fructuario et furi vel prædoni, qui rem alienam pignori dedit. 13. 7. 2.

III. Contra quos detur. 13. 7. 6.

IV. Contra fidejussorem, tutorem, curatorem, procuratorem; an primo debitori contra secundum creditorem. 13. 7. 3.

V. Cui pignus pignori datum. 13. 7. 3.

VI. Quid si plures creditores simul pignus susceperint. 13. 7. 3.

VII. Tendit ad restitutionem pignoris et accessionum. 13. 7. 4.

VIII. Quid si thesaurum invenerit in fundo pignorato. 13. 7. 4.

IX. Quid si pignoris surrepti furtum passus, aut vim metumve, pœnam consecutus sit. 13. 7. 4.

X. Quid si pignus distraxerit et pretium superfluum fœnori collocaverit, aut indè rem aliam emerit. 13. 7. 4.

XI. Ut locus sit huic actioni totum debitum debet solutum esse aut eo nomine satisfactum. 13. 7. 6.

XII. An sorte solutâ pignus pro usoris necdum solutis retineri possit; recensentur casus quibus pignoratitia directa datur, licet creditori necdum solutum aut satisfactum sit. 13. 7. 8.

XIII. Datur si creditor pignore abatatur. 13. 7. 8.

V. C. c., art. 2080. — *De l'Effet des priviléges et des hypothèques, Pr. gén.* — *Art.* 2166.

2083. — I. Quid si plures unius creditoris hæredes conveniendi sint. 13. 7. 3.

II. Quid si plures unius debitoris uni creditoris hæredes sint, et singuli solverint vel singulis soluta sit sua pars. 13. 7. 6.

V. suprà, Pr. gén., n. 3. — *Art.* 2082. 2084. — *De l'Effet des priviléges et des hypothèques, chap. VI, Pr. gén.*

CHAPITRE II. — *De l'antichrèse.*

Destructâ domo oppignoratâ iterùmque per debitorem restitutâ, an creditor idem jus pignoris habeat in novâ domo. 24. 3. 24.

2085. — I. De pacto antichresios quid sit. 20. 1. 23.

II. Illud non expressum tantùm sed et tacitum esse. 20. 1. 23.

III. Aliquando etiam subsidiarium tantùm in casum morte conceptum. 20. 1. 23.

IV. An antichresis legitimum excedere possit usurarum modum. 20. 1. 24.

V. suprà, Pr. gén., du Nantissement, n. 25 *et seqq.*

2086. — *V. art.* 2080.

2087. — *V. art.* 2082.

2088. — *V. art.* 2078.

2089. — *V. art.* 2085.

2090. — *V. art.* 2083

TITRE XVIII. — *Des priviléges et hypothèques.*

Principes généraux. Questions diverses.

V. C. civ., tit. XVII, du Nantissement.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

2092. — *V. art.* 2093.

2093. — Apud Romanos prætor, rei servandæ causâ, creditores mittebat in bona latitantis aut indefensi debitoris. Quando hæc missio dabatur, quibus, a quo, cujus erant effectus, quibus casibus cessabat, varia tractantur. 42. tit. 4 et 5.

2094.

CHAPITRE II. — *Des priviléges.*

2095. — *Vide art.* 2096.

2096. — I. Hypothecarii creditores præferuntur chirographariis, nisi quis in venditionem ac proscriptionem rerum debitoris et similia iis annexa, vel in inventarii confectionem, vel in funus defuncti crediderit. 20. 4. 16.

II. Quid juris si sint hypothecarii privilegiati et non privilegiati, magis et minus privilegiati, æquè privilegiati. 20. 4. 16.

III. Plerumque illos qui specialem in re singulari hypothecam habent cum privilegio, potiores esse illis quibus in omnia bona jus hypothecæ datum est. 20. 1. 17.

IV. Et quo ordine materia prælationis commodissimè videatur explicanda. 20. 1. 17.

2097. — *V. art.* 2096.

Du privilége du fisc.

2098. — I. Legalis hypotheca fisco competit in bonis administratorum et eorum quibuscum contraxit, et civium pro tributis. 20. 2. 6.

II. Quod et civitatibus datum pro tributis quæ exigunt, principe permittente. 20. 2. 6.

III. An et publicani pro exactione tributorum et vectigalium hypothecam habeant. 20. 2. 6.

IV. Et quandiù secundum Hollandiæ mores. 20. 2. 6.

V. An fisco pro mulctis ac pœnis in bonis delinquentium hypotheca aut personale inter chirographarios privilegium competat. 20. 2. 2

VI. An verò fiscus omnibus chirographariis postponendus sit. 20. 2. 9.

VII. An et quousque fiscus hypothecam legalem habeat, cum in jus privati succedit. Remiss. 20. 2. 10.

VIII. Post mulierem fiscus agit ex causâ primipilari, et pro tributis in omnia civium bona. 20. 4. 22.

IX. Quid sit causa primipilaris. 20. 4. 22.

X. An jus causæ primipilaris extendendum ad eos qui stipendia militum in castris procurant, inter milites distribuenda. 20. 4. 22.

XI. Quale jus nostris moribus habeat fiscus pro tributis et vectigalibus. 20. 4. 23.

XII. In quibus debitoris bonis fiscus hypothecam cum privilegio habeat, sine contractu agat. 20. 4. 24.

XIII. Quousque hoc fisci jus adhuc moribus usum inveniat. 20. 4. 25.

SECTION PREMIÈRE. — DES PRIVILÉGES SUR LES MEUBLES.

2100. — *V. Pr gén., du Nantissement.* — *Art.* 2102.

§ Ier.

Des priviléges généraux sur les meubles.

I. Si statuta quædam personæ aut causæ enumerantur privilegiatæ, an precisè eo veniant ordine quo nominatæ. 20. 4. 26.

II. An non nominati intelligi debeant privilegio destituti, si jure civili privilegiati sint 20. 4. 26.

2101. — I. Impensa funeris omne creditum sive chirographarium, sive hypothecarium antecedit, cum bona solvendo non sint. 11. 7. 9. — 20. 1. 7.

II. An et is prælationem habeat qui res funeri necessarias vel mutuam pecuniam credidit ei qui funus fecit. 11. 7. 10. — 20. 4. 14.

III. An et is cui actio funeraria cessa est. 11. 7. 11.

IV. An actio funeraria privilegiata etiam ei detur, qui prohibente hærede funus fecerit, vel cùm putaret se hæredem esse. 11. 7. 12.

V. An repeti possit sumptus in funus, si pietatis intuitu, vel nimis parcè, vel immoderatè factus sit. 11. 7. 13.

VI Quid si id factum sit ex præscripto testatoris. 11. 7. 13.

VII. Recensentur plurima quæ ad impensas in funus pertinent; an et vestes quibus conjux conjugem luget. 11. 7. 14.

§ II.

Des priviléges sur certains meubles.

Principes généraux. Questions diverses.

V. art 2101.

2102. — I. Tacitè obligantur pro pensionibus illata in prædium urbanum. 20. 2. 2.

II. Fructus nati in prædio rustico, sive pendentes, sive jam in horrea devecti, imò et cum a curatore bonis dato distracti, idque ratione pretii. 20 2. 2.

III. Non si ab ipso colono ante præclusionem venditi, nec tunc in pretio pignus durat. 20. 2. 2.

IV. Invecta in prædium rusticum tacitè obligata non sunt. 20. 2. 3

V. Invecta in prædium rusticum tacitè obligantur, cum illud naturâ sterile est, ut horreum, stabulum, area trituraria. 20. 2. 5.

VI. Hodie illata in rusticum prædium, et animalia ibi pascentia tacitè obligantur. 20. 2. 3.

VII. Sed præclusione opus est, ut tunc locatori etiam privilegium prælationis competit. 20. 2. 3.

VIII. Quid juris si clam transferantur, postquam præclusa fuerant. 20. 2. 4.

IX. Qualia bona debeant illata esse, ut pignori sint. 20. 2. 4.

X. An pecunia numerata. 20. 2 4.

XI. Gemmæ. 20. 2. 4

XII. Bona minorum. 20. 2. 4

XIII. Studiosorum 20. 2 4.

XIV. An res alienæ per conductorem illatæ. 20. 2. 5.

XV. An res antequam re ipsâ per conductorem illatæ fuerint. 20. 2. 5.

XVI. Et quid juris, si post contractam locationis ante illationem alteri obligentur. 20. 2. 5.

XVII. An illata eâ mente ne perpetuò ibi maneant. 20. 2. 5.

XVIII. An depositæ, commodatæ, lanea linea sartori commissa. 20. 2. 5.

XIX. An singula corpora mercium in tabernâ. 20. 2. 5.

XX. An et invecta ac illata secundi conductoris teneantur primo locatori. 20. 2. 6.

XXI. Et an ultra id quod conductor secundus debet. 20. 2. 6.

XXII. Fundo sublocato mercede minore, an fructus fundi tacitè obligati sint usque ad quantitatem mercedis primæ locationis, an tantùm usque ad mercedem sublocationis. 20. 2. 7.

XXIII. Item locatores prædiorum in invectis et illatis præclusis. 20. 4. 19.

XXIV. Domini directi et similes pro canone, solario, censu. 20. 4. 19.

XXV. Omnibus creditoribus anteponuntur domini habentes rerum suarum vindicationem, quales plurimi recensentur. 20. 4. 13.

XXVI. Quid si quis aurifabro, sartori, etc., aurum dederit, ut inde vasa, vel pannum, ut inde vestis fieret. 20. 4. 13.

XXVII. An si res nostræ culpâ vel dolo commodatarii, conductoris et similium perierint privilegium nobis inter chirographarios pro æstimatione competat. 20. 4. 13.

XXVIII. An rei furto subductæ dominus pro rei æstimatione privilegium habeat in bonis furis, vel rei furtivæ venditæ, pretio adhuc debito, vel rebus ex pecuniâ furtivâ emptis. 20. 4. 13.

XXIX. De his qui apud mensam publicam nummos deposuerunt, an in bonis mensulariorum foro cedentium prælationem habeant. 20. 4. 14.

XXX. An et hi qui hodie pecuniam in graphejo deposuerunt, si graphiarius eam in suos usus converterit, ac solvendo non sit. 20. 4. 14.

XXXI. An et quando prælationem habeant, quando ex adverso ne concurrant quidem in pretio domini, qui res suas pro alieno debito per errorem subhastatas, vendi passi sunt nec se opposuerunt; per distinctiones explicatur. 20. 4. 14.

XXXII. Præfertur omnibus qui in militiam emendam credidit cum pacto pignoris in scripturam redacto. 20. 4. 16.

XXXIII. An id hodie adhuc obtineat in iis qui ad munus venale emendum crediderunt. 20. 4. 18.

XXXIV. Quale jus habeat, qui credidit in emptionem rerum cum pacto, ut sibi res emptæ pignori sint. 20. 4. 16.

XXXV. Universitas agrorum aggere munitorum in prædia singulorum pro impensis aggerum molendinorum, habet privilegium cum hypothecâ. 20. 4. 19.

XXXVI. Quid juris si cum illis qui in emptionem domûs aut navis crediderunt, quive de pretio prædii venditi cum pacto solemni pignoris contendunt, concurrant qui posteà crediderunt in refectionem. 20. 4. 20.

XXXVII. Quid si alii prius, alii posteà crediderint in refectionem domûs aut navis. 20. 4. 26.

XXXVIII. Quid si domini directi pro solario, canone, etc., concurrant cum iis qui in reparationem aggerum et molendinorum crediderunt. 20. 4. 20.

XXXIX. Mulier, sponsa, uxor putativa, habet hypothecam cum privilegio in omnibus mariti bonis pro dote et augmento ejus. 20. 4. 21.

XL. An et pro paraphernis. 20. 4. 21.

XLI. An et pro arrhis sponsalitiis. 20. 4. 21.

XLII. Quid moribus. 20. 4. 21.

XLIII. Quid juris, si chirographarii magis et minus privilegiati vel æquè privilegiati concurrant. 20. 4. 36.

XLIV. An non privilegiati debita exacta restituere teneantur chirographariis privilegiatis. 20. 4. 36.

XLV. Recensentur privilegiati chirographarii, civitates in bonis eorum quibuscum contraxerunt; famuli et ancillæ pro mercede. 20. 4. 37.

XLVI. An domini pecuniæ furto ablatæ in rebus eâ pecuniâ emptis, vel in pretio ex rebus furtivis per furem venditis adhuc debito. 20. 4. 37.

XLVII. Quid si alii ex oneroso, alii ex lucrativo titulo creditores sint. 20. 4. 37.

XLVIII. Cujus loci statuta circa jus prælationis observanda sint, per distinctiones traditur. 20. 4. 38.

XLIX. Quid si plures æquè privilegiati seu ejusdem tituli creditores sint. 20. 4. 26.

SECTION II. — Des privilèges sur les immeubles.

Principes généraux. Questions diverses.

V. art. 2102, *n.* 35 *et seqq.*

2103. — I. Omnibus creditoribus anteponuntur domini habentes rerum suarum vindicationem, quales plurimi recensentur. 20. 4. 13.

II. Quid si venditor rem immobilem vendiderit fide de pretio habitâ, si ipso solemnis traditionis instrumento, vel posteà ex intervallo, res illa pro residuo pretio obligetur. 20. 4. 18.

III. Hypothecam habet venditor, in pretio vendito hac tradito solemniter eâ lege, ut pro pretio residuo obligatum sit. 20. 4. n. 18 et 19.

IV. Qui in refectionem ædium aut navis crediderunt habent in navi vel domo privilegium cum hypothecâ. 20. 4. 19.

V. An pupilli in rem suâ pecuniâ emptam habeant legalis hypothecæ jus, pro pecuniæ debitæ restitutione. 20. 2. 15.

VI. An alius quam pupillus in eodem casu hypothecam habeat. 20. 2. 15.

VII. Legalem hypothecam habet qui domino ædium materiam refectioni necessariam credidit. 11. 7. 10.

VIII. An fabri habeant hypothecam ex lege pro mercede operarum. 20. 2. 28.

IX. Qui vel ædium domino, vel redemptori ex domini mandato, pecuniam ob restitutionem ædificii mutuam dedit, hypothecam legalem habet. 11. 7. 16.

X. Qui crediderunt in refectionem ædium hypothecam ex lege habent in ipsas ædes refectas; hoc jus est reale, et in cessionarium unà cum actione cessâ transit. 20. 2. 28.

XI. Quid si creditum sed in refectionem non impensum. 20. 2. 28.

XII. Quid si impensa non ex necessitate sed utilitatis aut voluptatis causâ facta sit. 20. 2. 26.

XIII. Quid si quis crediderit in domûs emptionem aut ædium novarum extructionem. 20. 2. 28.

XIV. Quid si in aliarum rerum meliorationem, reparationem aut emptionem. 20. 2. 20.

XV. An non his retentio rerum competat si adhuc possideant. 20. 2. 28.

V. art. 2102, *n.* 35 *et seqq.*

SECTION III. — Des privilèges qui s'étendent sur les meubles et sur les immeubles.

2104. — *V. art* 2101. 2102. 2103.

2105.

SECTION IV. — Comment se conservent les privilèges.

2106. — **2113.** — *Vide art.* 2101. 2102. 2103.

CHAPITRE III. — *Des hypothèques*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Actio pignoratitia directa et contraria etiam in hypothecis locum habet, ex quo creditor per actionem hypothecariam nactus est hypothecæ possessionem. 13. 7. 11.

II. Hypotheca est vel expressa vel tacita. 20. 2. 1.

III. Tacita est, vel conventionalis, vel legalis. 20. 2. 1.

IV. Recensentur alii casus tacitæ hypothecæ. 20. 2. n. 2 et seqq.

V. Recensentur casus hypothecæ legalis. 20. 2. n. 6 et seqq.

V. du Nantissement, tit. XVII, Pr. gén. pag. 140.

Définition de l'hypothèque.

2114. — I. Hypotheca requirit principale debitum. 20. 1. 16.

II. Immobilia per hypothecam obligata et dein alienata transeunt cum pignoris onere. 20. 1. 13. — *V. Pr. gén., du Nantissement, n. 1 et seqq. — De l'Effet des priviléges et des hypothèques, chap. VI, § I, n. 13. — Art.* 2166.

III. Pro quo debito pignus constitui possit. — *V. du Nantissement, n. 53 et seqq.*

2115. — *V. Pr. gén., tit. XVII, du Nantissement, n. 1 et seqq.*

Des différentes espèces d'hypothèques.

2116. — *V. Pr. gén., tit. XVII, du Nantissement, n. 0 et seqq.; n. 68 et seqq.*

2117. — *V. Pr. gén., hoc tit.*

Des biens susceptibles d'hypothèque.

2118. — I. Non ipsæ res tantùm pignoris constitutione expressæ, sed et earum accessiones obligatæ intelliguntur. 20. 1. 2.

II. Quæ res pignori dari possint; ubi de rebus extra commercium, ut de is quæ sunt in commercio. 20. 3. 1.

III. De mobilibus, immobilibus, nominibus, instrumentis emptionalibus, militiâ, servitutibus, jure pignoris, usufructu. 20. 3. 1.

IV. De emphyteusi, agris adscriptitiorum, feudis tum olim, tum hodie pignori obligandis. 20. 5. 1.

V. An res litigiosa arresto jam tenta, arma militum, spes præmiorum, athletis constitutorum. 20. 3. 2.

VI. Au bona pupilli sine decreto. 20. 3. 2.

VII. An boves aratores et instrumenta aratoria. 20. 3. 2.

VIII. Non res aliena. An et quousque res communis obligari possit, ee post divisionem obligata maneat, sive privato, sive fisco obligata sit. 20. 3. 3.

IX. Recensentur casus quibus subsistit pignus alienæ rei. 20. 3. 4.

X. Convalescit utiliter si is qui pignori dedit dominium acquisiverit, licet creditor sciverit rem alienam fuisse. 20. 3. 4.

XI. Quid juris si diversis temporibus res eadem pluribus a uno domino obligata sit, ut is posteà dominus fiat. 20. 3. 4.

XII. Si nunquam res aliena oppignorata acquiratur obliganti, quale jus creditor habeat. 20. 3. 4.

XIII. An convalescat pignus, si testator obligaverit rem Titii, et is posteà testatori hæres extiterit. 20. 3. 5.

XIV. Quousque nostris moribus convalescat pignus rei alienæ, ubi posteà per obligantem dominium acquisitum est, tum in immobilibus, tum in mobilibus. 20. 3. 6.

XV. Recensentur casus, quibus valet pignus alienæ rei, licet dominus non consentiat, nec obligans dominium acquirat. 20. 3. 7.

XVI. Ubi de procuratore rem domini, administratore reipublicæ, rem reipublicæ obligante; domino dominium suum callidè dissimulante, eum alius obligaret. 20. 2. 7.

XVII. Item ex moribus de eo qui rem alienam mensæ fœnebri obligavit; de marito rem uxoris; viduâ dimidiam partem feudi, stante matrimonio et communione inter conjuges empti obligante. 20. 3. 7.

XVIII. Quid juris, si quis rem sibi commodatam, locatam, apud se depositam pignori obliget. 20. 3. 7.

V. Pr. gén., tit. XVII, du Nantissement.

2119. — Mobilia nullam habent sequelam. 20. 1. n. 12 et 13. — 20. 2. 3.

2120. — I. Moribus hypotheca legalis ei competit qui credidit in navis refectionem; cujus contrarium jure romano obtinuit. 22. 2. 29.

II. Etiam illis quorum merces urgente necessitate per magistrum navis distractæ sunt in ipsâ navi : sociis nauticis in navi et mercibus vectis pro mercede debitâ. 20. 2. 30.

SECTION PREMIÈRE. — DES HYPOTHÈQUES LÉGALES.

§ Ier.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Legalis hypothecæ plures in jure nostro species occurrunt. 20. 2. n. 2 et seqq.

II. An legalis hypotheca fisco competat. 22. 2. 8.

III. Legatarii et fideicommissarii habent legalem hypothecam in bonis defuncti, non hæredis; et quæ istius hypothecæ vis sit. 20. 2. 21.

IV. Notatur hujus pignoris causam jure singulari dividuam esse. 20. 2. 21.

V. Si testator diversis temporibus alia atque alia legata reliquerit, vel alia purè, alia sub conditione, alter alteri in hypothecâ legali non præfertur. 20. 2. 22.

VI. Ubi plura tractentur a me de hâc specie hypothecæ legalis, et actione hypothecariâ legatariis competente. 20. 2. 22.

VII. Competit hypotheca legalis in bona vidui vel viduæ pro restitutione relictorum sub conditione viduitatis. 20. 2. 23.

VIII. Liberis prioris thori in bonis parentis binubi, pro restitutione rerum quæ in pœnam secundarum nuptiarum ad liberos primi thori redire debent. 20. 2. 23.

IX. Item pro bonis parentis defuncti profectis, et per parentem superstitem administratis, in bona ejus; imò ut ex moribus aliquando in bona vitrici vel novercæ, non pro cæteris adventitiis : cujus tamen contrarium moribus verius. 20. 2. 23.

X. An liberis pereat jus hypothecæ pro bonis parentis defuncti in bona superstitis, si mediante transactione (*by uytkoop*) certa pecuniæ quantitas promissa sit. 20. 2. 24.

XI. Et quid juris, si cum superstes parens omne æris alieni onus in se recepisset, liberi partem oneris solvere per creditores compulsi sint. 20. 2. 24.

XII. An et hypotheca competat civitati, ecclesiis, piis locis, in bonis administratorum 20. 2. 24.

XIII. An societati Indiæ orientalis et occidentalis. 20. 2. 24.

XIV. An pagis et vicis in bonis eorum quibus commiserunt exactionem onerum, quæ dicuntur *morgen-gelden en mole-gelden*. 20. 2. 25.

XV. An et in bonis eorum quibuscum civitas aut ecclesia contraxit. 20. 2. 26.

XVI. Et quale jus civitati hâc in parte datum sit. 20. 2. 26.

XVII. Dominus directus, et dominus antiquus, pro canone, solario, censu, habet hypothecam legalem in fundum emphyteuticum, superficiariom, censualem. 20. 2. 27.

XVIII. Argentarii in militiam suis nummis creditis emptam. 20. 2. 27.

XIX. Universitati agrorum aggere munitorum in prædia istius universitatis pro impensis in refectionem aggerum, molendinorum, etc. 20. 2. 31.

XX. Redemptori in bonis ejus, quem a Turcis aut Barbaris aliis redemit. 20. 2. 31.

XXI. Illis qui suam partem societatis Indicæ vendiderunt ac transcripserunt, in ipsam illam partem, pro pretio necdum soluto. 20. 2. 31.

XXII. Insolatoribus (*bleekers*) pro mercede procurati candoris in linea a se adhuc detentis, etc. 20. 2. 31.

XXIII. An jus pignoris nascatur ex arresto rei aut personæ. 20. 2. 32.

XXIV. Vel recognitione chirographi in judicio. 20. 2. 32.

XXV. An ex sententiâ. 22. 2. 32.

XXVI. Et quid juris, si pignora judicati causâ capta sint. 20. 2. 32.

XXVII. An domino rei furto ablatæ in rebus furis pro æstimatione, vel in rebus ex pecuniâ furtivâ emptis. 22. 2. 32.

XXVIII. An sociis in bonis socii pro eo quod reliquis sociis jure societatis debitum. 20. 2. 32.

XXIX. An ei, cui annuus reditus ex certo fundo præstandus venditur, si fundus specialiter obligatus non sit. 20. 2. 33.

XXX. Cujus loci leges spectandæ sint in quæstione, an legalis hypotheca competat in rebus mobilibus et immobilibus. 20. 2. 34.

V. C. c., art. 2092. 2102. 2103. 2120.

§ II.

De l'hypothèque du mineur.

I. Pupillis hypotheca ex lege competit in bonis tutorum. 20. 2. 11.

II. Etiam in bonis curatorum, sive generalium, sive ad actum datorum. 20. 2. 11.

III. Vitrici quem mater superinduxit non redditis rationibus, etc. 20. 2. 11.

IV. An et moribus in bonis mulieris quam tutor post susceptum tutelæ officium uxorem duxit. 20. 2. 11.

V. An in bonis pro tutorum, actorum tutori adjunctorum, procuratorum et eorum qui pupillorum negotia ex amicitiâ gesserunt. 20. 2. 12.

VI. An hoc jus competat furiosis, prodigis, mente captis, debilibus, mutis, surdis. 20. 2. 13.

VII. An pupilli et similes hoc jus habeant in bonis magistratuum, si subsidiariâ agant actione. 20. 2. 14.

VIII. An in bonis executoris testamenti pro legatis et similibus. 20. 2. 14.

IX. An in bonis curatoris bonis dati, si creditores sint. 20. 2. 14.

X. An in bonis eorum quibuscum pupilli contraxerunt. 20. 2. 14.

XI. Quid si eorum nomine contractum sit *op weeskamers-recht*, quamdiu tunc jus illud duret. 20. 2. 14.

XII. An in bonis hæredum tutoris. 20. 2. 14.

XIII. An et in bonis tutoris pro iis quæ tutor ante delatam tutelam pupillis, aut illis quibus hi hæredes extiterunt, vel etiam durante administratione, non ex ipsâ administratione, sed aliâ ex causâ cœpit debere. 20. 2. 16.

XIV. An et pro usuris talis debiti, ac impensis litis, si in eas tutor ad rationes reddendas conventus condemnatus sit. 20. 2. 10.

XV. Et quid si tutor debitor cum reliquis pupilli tutoribus debitum novaverit. 20. 2. 16.

XVI. An jus hypothecæ legalis pereat pupillis per rationum redditionem, si reliqua necdum restituta sint, sed usuræ reliquorum perceptæ. 20. 2. 18.

XVII. Docetur, pupillos hoc jus hypothecæ legalis ad hæredes transmittere, ut mulier transmittit hypothecam legalem pro dote datam. 20. 2. 18.

XVIII. Tollitur objectio petita ex eo, quod etiam tempore Pandectarum hypotheca legalis pupillis competiit, ne monstratur id erroneum esse, ac satisfit objectionibus. 20. 2. 19.

XIX. An pupilli habeant hypothecam in bonis tutorum post tutelam susceptis. 20. 4. 25.

XX. Pupillos minores, civitates, ecclesias, fiscum in bonis tutorum, administratorum hypothecam quidem habere, at non privilegium. 20. 4. 25.

V. art. 2103. 2120.

§ III.

De l'hypothèque de la femme.

I. Mulieri competit hypotheca legalis pro dote et paraphernis. 20. 2. 20.

II. An competat etiam sponsæ, uxori putativæ. 20. 2. 20.

III. An marito pro obtinendâ dote promissâ, et recuperandâ donatione propter nuptias. 20. 2. 20.

IV. Quid moribus obtineat. 20. 2. 20.

V. Mulier, sponsa, uxor putativa habet hypothecam cum privilegio in omnibus mariti bonis pro dote et augmento ejus. 20. 4. 21.

VI. An pro paraphernis. 20. 4. 21.

VII. An et pro arrhis sponsalitiis. 20. 4. 21.

VIII. Quid moribus. 20. 4. 21.

IX. An conjux superstes pro doario ex pactis dotalibus aut statutis debito, habeat legalem hypothecam in bonis defuncti. 24. 3. 25.

SECTION II. — DES HYPOTHÈQUES JUDICIAIRES.

V. suprà, Pr. gén., des Hypothèques légales, sect. I, n. 24 et 25.

2123. — *Vide Pr. gén., du Nantissement.*

SECTION III. — DES HYPOTHÈQUES CONVENTIONNELLES.

V. Pr. gén., du Nantissement. — Suprà, Pr. gén., chap. III, des Hypothèques. — Infrà, sect. IV, du Rang des hypothèques entre elles.

2124. 2125. 2126.

2127. — *V. Pr. gén., du Nantissement, n. 21 et seqq.*

2129. — *V. Pr. gén., tit. XVII, du Nantissement, n. 16 et seqq.*

2130. 2131.

2132. — *V. h. tit., chap. VI.*

2133.

SECTION IV. — DU RANG DES HYPOTHÈQUES ENTRE ELLES.

I. In simplicibus hypothecariis, qui prior est tempore potior est jure, tum in pignore, tum in accessionibus. 20. 4. 27.

II. Tum pro debito principali, tum pro usuris, et pœnâ in conventionem deductâ, si et pro his pignus obligatum sit; item pro impensis necessariis in pignus factis. 20. 4. 27.

III. Quid moribus obtineat circa usuras. 20. 4. 27

IV. Regula, quâ prior tempore potior jure est, locum habet in pignore expresso, tacito, judiciali, sive ejusdem sive diversi generis hypothecarii creditores sint. 20. 4. 28.

V. An et quatenus in pignore prætorio. 20. 4. 28.

VI. An et quatenus in generali. 20. 4. 28.

VII. Quid si alius generale, alius speciale habeat, tum jure romano, tum moribus. 20. 4. 28.

VIII. Prælatio non tantùm ex diei sed et horæ prioritate æstimanda est. 20. 4. 29.

IX. Quid si duobus separatim eodem die, nec hora utrique vel alterutri obligationi addita sit. 20. 4. 29.

X. Quid si quis domum locatam vendiderit cum pacto, ut primi anni pensiones venditori, sequentium annorum emptori cedant, pignorumque ab inquilino datorum jus utrumque sequatur. 20. 4. 29.

XI. Quid si hodie duæ immobilium hypothecæ eodem die in acta publicâ relatæ sint. 20. 4. 29.

XII. Quid juris in prælatione, si hypotheca uni sub conditione, alteri dein, pendente illâ conditione, res eadem purè obligata sit. 20. 4. 30.

XIII. Quid juris, si pro debito conditionali hypotheca constituta sit purè, at pendente debiti conditione, eadem res alteri pro debito puro obligatur; per distinctionem et exempla explicatur. 20. 4. 30.

XIV. Et quid, si pro debito in certæ quantitatis adhuc nascituro pignus obligatum sit. 20. 4. 30.

XV. Quid juris, si res uni a non domino, alteri ab eodem jam domino facto obligetur. 20. 4. 3.

XVI. Quid si eadem res ab eodem non domino diversis alio atque alio tempore obligetur, et is postea dominium acquirat. 20. 4. 31.

XVII. Quid si a diversis non dominis res eadem diversis creditoribus obligata sit. 20. 4. 31.

XVIII. Novatione factâ et pignoribus renovatis, durat temporis prioris prærogativa in pignoribus. 20. 4. 32.

XIX. Quid si antiquior consenserit in obligationem pignoris posteriori faciendam. 20. 4. 33.

XX. Vel suum jus pignoris callidè dissimulaverit. 20. 4. 33.

XXI. Vel priori per privatum, posteriori per publicum instrumentum res obligata sit. 20. 4. 33.

XXII. Hypothecarii posteriores creditores priori etiam invito offerentes debitum, in jus ejus succedunt. 20. 4. 34.

XXIII. Chirographarii et extranei non aliter quam si id actum sit. 20. 4. 34.

XXIV. Vel possessor pignoris hypothecariâ conventus offerat debitum. 20. 4. 34.

XXV. Oblationes invito hypothecario factæ habuerunt quandam iniquitatem, et tamen simul necessitatem. 20. 4. 35.

XXVI. Cur nostris moribus cessent tales oblationes; quomodo hodie creditum hypothecarium alteri cedi possit. 20. 4. 35.

XXVII. An præter hypothecam alia privilegia transeant in cessionarium. 20. 4. 35.

2134. — *V. suprà, Pr. gén.*

2135. 2136. 2137. — I. Ex quo tempore pupillis incipiat competere jus hypothecæ in bonis tutorum, protutorum, et similium. 20. 2. 17.

II. Et quid juris, si unus plures tutelas diversis temporibus delatas gesserit. 20. 2. 17.

III. Quid si non veri tutores sint, sed protutores. 20. 2. 17.

V. suprà, Pr. gén.

2138. — 2145. — *Vide suprà, Pr. gén.*

CHAPITRE IV. — *Du mode de l'inscription des privilèges et hypothèques.*

2146. — 2156.

CHAPITRE V. — *De la radiation et réduction des inscriptions.*

2157. — 2165.

—

CHAPITRE VI. — *De l'effet des priviléges et hypothèques contre les tiers détenteurs.*

I. Quid sit actio Serviana et quasi Serviana seu hypothecaria. 20. 4. 1.

II. An et quando detur, si pro debito conditionali pignus purè, aut vice versâ. 20. 4. 1.

III. An et quando detur si pro debito conditionali sub aliâ conditione pignus obligatum sit. 20. 4. 1.

IV. Datur contra quosvis bonæ vel malæ fidei possessores. 20. 4. 2.

V. An et contra eum qui cum debitore litigavit de proprietate, ac victor evasit. 20. 4. 2.

VI. Per distinctionem inter pignus in specie et hypothecam explicatur. 20. 4. 2.

VII. Jure novo tertius possessor conveniri nequit, nisi excusso debitore et fidejussoribus ejus. 20. 4. 3.

VIII. An id obtineat, si quis sciens pignus emat, vel post litem debitori de pignore motam, vel res non generaliter sed specialiter obligata sit. 20. 4. 3.

IX. Nostris moribus reductum in immobilibus jus antiquum et electio. 20. 4. 3.

X. Si prædiis et prædibus cautum, prius pignora excutienda, dein fidejussores. 20. 4. 3.

XI. Ultrajecti et in Flandriâ prius pignora immobilia penes tertium existentia excutienda, antequam debitor personali actione conveniatur. 20. 4. 3.

XII. Quid juris, si mobilia pignora a tertio possideantur. 20. 4. 3.

XIII. Cùm res plures pro uno debito obligatæ sunt, vel res una, creditor res singulas, et singulas partes a quocumque possessas pro solido debita potest excutere. 20. 4. 4.

XIV. Qui hypothecariâ conventus solidum solvit, non solidum sed pro ratâ a reliquis aliorum pignorum possessoribus repetit. 20. 4. 6.

XV. Si pignus iteratò alienatum sit, hodie primus emptor ex æquo conveniri potest de pretio, quod ipse rursus ex venditione redegit, si constet ultimum possessorem de evictione actionem adversus eum habiturum. 20. 4. 6.

XVI. In quo intersit, utrum creditor hypothecariâ agat contra debitorem, an verò contra tertios possessores. 20. 4. 7.

XVII. Si res eadem pluribus eodem tempore per partes vel in solidum obligata sit, quomodo singuli agere possint tam contra tertios quam inter se, tum jure romano tum moribus. 20. 4. 8.

V. infrà, Pr. gén., titre XIX, de l'Expropriation forcée et des ordres entre les créanciers.

2166. — 2169. — *Vide suprà, Pr. gén., n. 1 et seqq.*

2170. — 2177. — *Vide suprà, Pr. gén.*

2178. — *V. suprà, de l'Effet du cautionnement entre les cofidéjusseurs, Pr. gén., ad art. 2021.*

—

CHAPITRE VII. — *De l'extinction des priviléges et hypothèques.*

I. Pignus solvitur, si creditor fiat dominus pignoris, nisi creditor antiquior pignus privatim emerit, et secundus creditor id evincat. 20. 6. 1.

II. Etiam sublato principali debito per confusionem, solutionem, novationem, etc. 20. 6. 2.

III. An si liberi matri tutrici successerint, bona vitrici liberentur a vinculo pignoris legalis. 20. 6. 2.

IV. Quid juris, si pignora in novatione repetita sint. 20. 6. 2.

V. An pupillus censeatur novasse obligationem ex totelâ, et perdidisse pignoris jus, si post pubertatem usuras reliquorum acceperit. 20. 6. 2.

VI. Totum debitum debet solutum esse, licet plures debitoris hæredes sint. 20. 6. 2.

VII. Quid si primus debitor solverit, cùm pignus pignori datum esset. 20. 5. 2.

VIII. An cùm remissio principalis debiti inutilis est, remissio quoque pignoris invalida sit. 20. 6. 3.

IX. An evanescat vinculum pignoris, si mancipium obligatum manumittatur aut prostituatur. 20. 6. 4.

X. Pignore extincto, an debitor cogi possit, ut aliud pignus det pro annuo reditu, vel alio debito. 20. 6. 4.

XI. De pacto ne res pignori sit, redditione pignoris, aut instrumenti continentis obligationem pignoris. 20. 6. 5.

XII. An solvatur pignus, si creditor in rei obligatæ alienationem consenserit expressè vel tacitè. 20. 6. 6.

XIII. Quid si tantùm sciverit rem alienari, nec contradixerit, tum jure civili tum moribus, circa mobilia et immobilia. 20. 6. 6.

XIV. Quid si alienatio in quam consensit creditor, non sequatur, vel non eo modo, vel ab eâ jam factâ recedatur. 20. 6. 7.

XV. An reviviscat pignus, si res posteà redeat in dominium debitoris ex novâ causâ. 20. 6. 7.

XVI. Quando verum sit, quando non, resoluto jure dantis jus pignoris resolvi; ubi de usufructu finito, qui obligatus erat; de pignore pignori dato, si debitor primus solvat, 20. 6. 8.

XVII. Quid de emphyteusi aut superficie amissâ; de re fideicommisso conditionali obnoxiâ interim per gravatum pignori datâ. 20. 6. 8.

XVIII. Quid de re in diem addictâ, vel sub lege commissoriâ venditâ interim obligatâ, si venditio resolvatur. 20. 6. 8.

XIX. Quid si obligata sit res quæ vendita erat sub conditione, ut, si displicuisset, reddere liceret, vel quæ ob vitium redhibetur. 20. 6. 8.

XX. An rescissâ venditione ob enormem læsionem, res interim per emptorem obligata redeat ipso jure libera ad venditorem, distinctione explicatur. 20. 6. 8.

XXI. Si jus pignoris ex conventione vel lege tantùm ad certum tempus constitutum sit, vel dominus consenserit rem suam usque ad annum obligari, lapso tempore res desinit obligata esse. 20. 6. 10.

XXII. Quid si dominus directus consenserit in feudi oppignorationem, sed eâ lege ut intra sexennium luatur. 20. 6. 10.

XXIII. An extinguatur pignus, oblato pignore alio æquè idoneo, invito creditori. 20. 6. 11.

XXIV. An legale pignus pereat per conventionale, vel per fidejussores datos. 20. 6. 12.

XXV. An solâ oblatione debiti sine depositione. 20. 6. 13.

XXVI. An mutatione formæ rei obligatæ, vel novâ specie factâ. 20. 6. 14.

XXVII. An debitor invito creditore possit domum pignoratam destruere, aut formam rei mutare. 20. 6. 14.

XXVIII. An priori creditori pereat suum pignoris jus, si consenserit alteri creditori rem eamdem obligari. 20. 6. 15.

XXIX. An resoluto jure pignoris, ob chirographarium debitum pignus retineri possit. 20. 6. 16.

XXX. An et pro usuris debiti chirographarii. 20. 6. 16.

XXXI. Quandiu olim et jure novo justinianeo duraverit actio hypothecaria. 20. 4. 9.

XXXII. An usucapione rei pignoratæ jus pignoris evanuerit. 20. 4. 9.

XXXIII. Quid nunc apud nos obtineat. 20. 4. 6.

2180. — *V. suprà, Pr. gén.*

2181. — 2203.

═

TITRE XIX. — *De l'expropriation forcée et des ordres entre les créanciers.*

I. Quando creditor possit pignus vendere. 20. 5. 1.

II. Quando secundus creditor, cui pignus pignori datum est. 20. 5. 1.

III. An pignus obligatum pro debito annuâ, bimâ, trimâ die solvendo, vendere liceat, si primæ pensionis intuitu mora facta sit. 20. 5. 1.

IV. Prorogato termino solutionis debiti principalis, etiam differenda venditio pignoris pro illo debito obligati. 20. 5. 1.

V. An pignoris venditio impediri possit ex eo quod parum restet solvendum. 20. 6. 2.

VI. An debitoris denunciatione, aut pœnæ commiuatione, aut prohibitione testamento factâ, ne res alienatur extra familiam. 20. 5. 2.

VII. An intercessione per secundum hypothecarium factâ. 20. 5. 2.

VIII. An decreto opus, si vendenda sit res quæ vel pupillo vel a pupillo pignori obligata est. 20. 5. 2.

IX. An ipse debitor possit pignus emere; et quid si emerit. 20. 5. 3.

X. An et quando creditor possit emere pignus jure romano ac moribus. 20. 5. 3.

XI. Si plures res simul obligatæ sint, creditor eligit quam vendere velit. 20. 5. 3.

XII. An generalem et specialem habens hypothecam vendere possit res generaliter obligatas ante speciale pignus distractum. 20. 5. 4.

XIII. Quæ solemnia adhibenda fuerint in pignoris venditione. 20. 5. 4.

XIV. An valeat venditio pignoris privatim facta, si id pacto actum sit, cùm debitor posteà id non pateretur, vel aliorum creditorum interesset ne id fiat. 20. 5. 6.

XV. An venditio et subsecuta addictio valeat, si solemnia quædam omissa sint, vel decretum a non competente judice sit interpositum, vel debitori nulla ante venditionem denunciatio facta sit. 20. 5. 7.

XVI. Et an tunc cum pretio etiam usuræ sint emptori reddendæ. 20. 5. 7.

XVII. Quid juris, si solemnia quidem observata sint, sed vel is vendiderit qui non habebat vendendi jus, vel, cùm id haberet, in vendendo fraudulenter versatus sit. 20. 5. 8.

XVIII. Et quid si apparitores dolo rem vilioris vendiderint. 20. 5. 8.

XIX. Quid moribus. 20. 5. 8.

XX. Si fidejussor pignus emerit, vel secundus creditor ab antiquiore, potuit jure romano debitor, reddito pretio, pignus ab emptore avocare. Non item moribus Hollandiæ. 20. 5. 9.

XXI. An venditioni pignoris potuerit apponi pactum, ut intra certum tempus redimere liceat. 20. 5. 9.

XXII. Quid moribus. 20. 5. 9.

XXIII. An infirmanda venditio pignoris ad obtinendam solutionem fiduciariam facta, si condemnatus deinde per definitivam absolvatur. 22. 5. 9.

XXIV. Si pignus solemniter extraneo venditum ac traditum sit, is dominium acquirit, et vindicare rem potest; nec a debitore nec cæteris creditoribus inquietari potest, nec a creditore vendente, licet is ex aliâ causâ agere vellet. 20. 5. 10.

XXV. Si antiquior creditor privatim a debitore pignus emerit, per reliquos creditores ei pignus evinci potest; sed tunc ipsi primo reviviscit suum pignoris et prælationis jus. 5. 10.

XXVI. Quid juris si primus et secundus creditor simul privatim pignus emerint. 20. 5. 10.

XXVII. Si posterior creditor pignus vendat, prior contra emptorem hypothecariâ agere potuit, paucis casibus exceptis. 20. 5. 11.

XXVIII. Hodie agit contra eos ad quos pretium pervenit, maximè si tempore judicii concursûs inter creditores debiti conditio adhuc pependerit, et ob id debitum quidem judicatum, sed solutio obtenta non sit. 20. 5. 11.

XXIX. An pignora vendenda sint paratâ pecuniâ. 20. 5. 12.

XXX. An debitor liberetur, si creditor ab emptore pretium consequi nequeat. 20. 5. 12.

XXXI. An pignus iterum periculo primi emptoris vendi. 20. 5. 12.

XXXII. Quid moribus si auctionarius pretium mobilium consequi nequeat. 20. 5. 12.

XXXIII. Quid si auctionarius vel curator bonis datus fugerit cum pretio. 20. 5. 12.

XXXIV. De jure dominii a principe impetrando, si pignus emptorem non inveniat. 20. 5. 13.

XXXV. An illud moribus adhuc in usu sit. 20. 5. 13.

V. C. proc., tit. XII, de la Saisie immobilière. — C. civ., art.

2204. — 2217.

—

CHAPITRE II. — *De l'ordre et de la distribution du prix entre les créanciers.*

I. De judicio concursûs et prælationis inter creditores. 20. 4. 10.

II. An et quando, pendente vel jam finito concursûs judicio, creditores alii supervenientes adhuc audiendi sint. 20. 4. 10.

III. An tunc per eos qui jure debiliori gaudent, cum sorte acceptâ etiam medii temporis usuræ reddendæ sint. 20. 4. 10.

IV. An pecunia ex pignorum venditione redacta, pendente judicio concursûs, fœnori collocari possit in usum creditorum. 20. 4. 11.

V. Quibus creditoribus ante finitum hoc judicium solvi possit. 20. 4. 11.

VI. Quomodo cogi possint graphiarii et similes ad nummos secundum sententiam prælationis distribuendos. 2. 4. 11.

VII. Quo in loco judicium concursûs et prælationis agitandum sit. 20. 4. 12.

V. C. proc., de la Saisie immobilière, Pr. gén.

2218.

—

TITRE XX. — *De la prescription.*

—

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Præscriptio generaliùs accipitur pro exceptione. 44. 3. 1.

II. Quid sint temporales præscriptiones. 44. 3. 1.

III. Quis sit effectus præscriptionis. 44. 3. 10.

IV. An tollat obligationem ipso jure. 44. 3. 10.

V. An obligationi præscriptæ fidejussor aut pignus accedere possit. 44. 3. 10.

VI. Si varient statuta circa tempora præscriptionum, cujus loci statutum spectandum sit, in obligationibus aut immobilibus præscribendis. 44. 3. 12.

VII. Ubi plura tractentur de præscriptionibus ex jure hodierno. 41. 3. 21.

V. art. 2219. — 2226, *chap. V. Pr. gén. hoc tit.*

Définition de la prescription. Comment elle s'opère; quelles personnes peuvent prescrire.

2219. — I. Quid sit usucapio. 41. 3. 1.

II. An et quo respectu sit justus ac rationi conveniens acquirendi modus. 41. 3. 1.

III. Quæ sint requisita usucapionis. 41. 3. 5.

IV. Quibus distet usucapio a præscriptione. 41. 3. 1. — *V. in principio hujus capitis, n. 1 et seqq.*

V. Qui possint usucapere. 41. 3. 2.

VI. An et filiifamilias, pupilli, furiosi. 41. 3. 2.

VII. An capti ab hostibus, et quid si redierint. 41. 3. 2.

VIII. An non per servos suos aut filiosfamilias in urbe relictos, si dein revertantur, aut apud hostes moriantur. 41. 3. 2.

IX. An peregrini usucapere possint. 41. 3. 3.

X. An in jure errans usucapere possit. 41. 3. 3.

V. art. 2227.

De la renonciation à la prescription.

2220. — Jus publicum privatorum pactis non potest immutari. 1. 3. 16. — 1. 4. 2. pars. 12. — *V. art.* 6.

2221. — Renunciatio fieri potest vel expressè, vel rebus ipsis et factis. 1. 4. 22.

Le juge peut-il la suppléer d'office; quand peut-elle être opposée.

2222. — Sub appellatione alienationis etiam usucapio continetur. 27. 5. 3.

2223. — Judex rationem habere debet præscriptæ actionis, quamvis a reo convento objecta non sit præscriptio. 5. 1. 49.

2224. — *V. suprà, Pr. gén.*

2225. — *V. art.* 2219. 1166.

Quelles choses peuvent être prescrites.

2226. 2227. — I. Quæ res usucapi possint. 41. 3. 11.

II. An servitutes per usucapionem acquiri possint. 41. 3. 11. — 8. 4. 3.

III. De prohibitâ usucapione rerum quæ sunt extrà commercium, aut præsidi donatæ contra legem Juliam repetundarum. 41. 3. 12.

IV. De prohibitâ usucapione rerum quæ sunt dotalium, fideicommissariarum, adventitiarum, filiorumfamilias per patrem alienatarum, jure gentium communium, fiscalium aut principis. 41. 3. 12.

V. Quid juris olim, quid jure novo, circa bona vacantia fisco nondum nunciata. 41. 3. 12.

VI. Quid moribus circa vacantia et fiscalia; quid circa res ecclesiæ. 41. 3. 12.

VII. An via publica per usucapionem acquiri, et rem privatam efficere possit. 13. 7. 7.

VIII. An quæ res ordinario tempore usucapi nequeunt, annis quadraginta præscribi possint. 41. 3. 21.

IX. Quibus rebus præscribi nequeat; ubi de jure luendi pignoris. 44. 3. 11.

X. Quid de annuis reditibus in futurum debitis; de censu annuo. 44. 3. 11.

XI. Quid de rebus meræ facultatis; jure reipublicæ ad ornatum; tributis in præteritum aut futurum debitis. 41. 3. 11.

XII. An et qua respectu contra principem non currat præscriptio. 44. 3. 11.

XIII. Agere non valenti non currit præscriptio, quod exemplis illustratur. 44. 3. 11.

XIV. Quid de rebus furtivis. — *Vide art.* 2272.

XV. An locu illatione cadaveris religiosus factus possit usucapi. 11. 7. 4.

V. art. 2212. 2252.

—

CHAPITRE II. — *De la possession.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quæ sint commoda possessionis. 41. 2. 16.

II. Quibus modis possessio probetur. 41. 2. 17.

III. Moribus hodiernis pleraque sic obtinent ut jure civili. 41. 2. 17.

IV. Quomodo procedat vel non procedat quoad possessionem usucapio rerum quæ uno spiritu continentur; item rerum connexarum, veluti tigni possessâ domo. 41. 3. 11.

V. Quomodo procedat possessio rerum pluribus capitibus constantium, ut gregis aut armenti ad usucapiendum. 41. 3. 11.

VI. De publicianâ in rem actione ad exemplum rei vindicationis inductâ, cujus fundamentum est jus possessionis. 6. 2. n. 1 et seqq.

VII. Quid distet jus possessionis a naturali possessione. 6. 2. 2.

VIII. An possessio, ipso jure, transeat ad hæredes. 41. 2. 2.

V. C. c., art. 2228, sect. I, II et III.

═

SECTION PREMIÈRE. — De la nature de la possession. De ses différentes espèces.

2228. — I. Quid sit possessio. 41. 2. 1.

II. An quis possit incertam partem possidere rei alicujus. 41. 2. 1.

III. Possessio distat a detentione. 41. 2. 1.

IV. Quid intersit inter dominium et possessionem. 41. 2. 2.

V. An possessio amittatur, licet alteri non acquiratur. 41. 2. 2.

VI. An ignoranti vel invito domino per servum acquiratur. 41. 2. 2.

VII. An et quomodo possessio non juris sed facti sit. 41. 2. 2.

VIII. Quid sit possessio naturalis, quid civilis, utraque duplici sensu. 41. 2. 3.

IX. An fructuarii, creditores, etc., possideant. 41. 2. 3.

X. Quid sit possessio *civilissima*. 41. 2. 3.

XI. Quid sit possessio *justa* duplici sensu. 41. 2. 4.

XII. An et quomodo duo eodem tempore rem eamdem in solidum singuli possint possidere justè vel injustè. 41. 2. 5.

═

SECTION II. — Des personnes qui peuvent acquérir la possession.

I. Qui possint acquirere possessionem; an municipia, collegia, furiosi, infantes. 41. 2. 2.

II. An tutores, curatores pro iis; an impubes infantiâ egressus. 41. 1. 6.

III. An et quando nobis acquiratur possessio per nostros filiosfamilias, aut servos; de et per servos qui in fugâ sunt. 41. 2. 7.

IV. An per alienos bonâ fide possessos, fructuarios pignori datos, communes, hæreditarios. 41. 2. 7.

V. An si tales non habeant intellectum, aut nolent nobis, sed alteri acquirere. 41. 2. 7.

VI. An per procuratorem; an tunc etiam nobis ignorantibus. 41. 2. 8.

VII. Quid si procurator non nobis, sed sibi voluerit acquirere possessionem. 41. 2. 9.

V. art. 2219.

═

SECTION III. — Comment s'acquiert la retient et se perd la possession.

I. Possessio acquiritur occupatione, accessione, traditione; an necesse sit singulas rei partes apprehendi. 41. 2. 9.

II. An acquiratur ipso jure; an solo corpore, vel solo animo; ubi de dissensu veterum jurisconsultorum. 41. 2. 10.

III. Quomodo acquiratur quasi-possessio incorporalium. 41. 2. 11.

IV. Quomodo retineatur possessio animo et corpore simul, vel animo solo, vel animo suo et corpore alieno. 41. 2. 12.

V. An si retineatur corpore alieno, amittatur, si is possessionem dereliquerit, et alius eam ingressus sit, quandiù id ignorat is qui suo animo, corpore alieno possedit. 41. 2. 12.

VI. An solo corpore vel solo animo amittatur possessio. 41. 2. 15.

VII. An pupillus eam amittere possit sine tutoris auctoritate. 41. 2. 15.

VIII. Quando solo animo videatur amitti possessio. 41. 2. 15.

IX. Recensentur varii modi quibus possessio amittitur. 41. 2. 15.

X. Facilius amittitur possessio mobilium quam immobilium. 41. 2. 15.

Du caractère de la possession.

2229. 2230. — Ad usucapiendum requiritur possessio continuata; quid sit. 41. 3. n. 3 et 16. — *V. art.* 2228, *sect. I, n.* 2 *et seqq.*

2231. — *V. art.* 2240, *n.* 2 *et* 3.

2232. — *V. art.* 2236, *n.* 1 *et seqq.*

2233. — I. Rerum vi possessarum usucapio inhibetur. 41. 3. 14.

II. An sit res vi possessa unde me Titius vi dejecit, sed alius occupavit. 41. 3. 14.

III. Purgato vitio procedit usucapio; quibus modis purgetur hoc vitium. 41. 3. 14.

2234.

De l'union de la possession du successeur avec celle de son auteur.

2235. — I. De continuatâ possessione inter defunctum et hæredem, venditorem et emptorem, similesque; quo tempore hæc primitùs inducta. 41. 3. 12.

II. Quando particulari successori prosit possessio auctoris; et an talis usucapere possit, quod auctor non potuit. 41. 3. 16.

III. Quid si res ad secundam et tertiam, aut ulteriorem emptorem delata sit; quid si unus intermedius emptor fuerit in malâ fide, alii in bonâ fide fuerint. 41. 3. 12.

IV. Quid si defunctus fuerit in bonâ fide, hæres in malâ; quid si defunctus bonâ fide rem alienam emerit, sed hæredi in malâ fide posito, traditio facta sit. 41. 3. 15.

V. Si defunctus malâ fide possiderit, an hæres in bonâ fide positus, usucapionem a se possit inchoare. 41. 3. 12.

VI. Quid si res a defuncto cœpta usucapi post mortem ejus, a tertio possessa sit, antequam hæres inciperet possidere. 41. 3. 12.

VII. An jacente hæreditate impleri possit usucapio, vel per servos hæreditarios inchoari. 41. 3. 16.

VIII. An hæredi secundo prosit possessio primi defuncti, si hæres intermedius non possederit. 41. 3. 12.

IX. Quid si mala fides supervenerit in usucapione; an initio bono, interrumpet usucapionem. 41. 3. n. 16 et 12.

X. An in corporibus et servitutibus præscriptione acquirendis, non conjungi possint tempora prædecessoris et successoris universalis, vel particularis, licet uterque, vel alteruter, in malâ fide fuerit. 44. 3. 9.

V. art. 2265, *n.* 5. — 2268, *n.* 5.

—

CHAPITRE III. — *Des causes qui empêchent la prescription.*

Principes généraux. Questions diverses.

Quibus non currat longissimi temporis præscriptio. 44. 3. 2. — *Vide art.* 2225, *n.* 1 *et*

seqq. — Chap. IV, sect. II, Pr. gén., hoc tit.

2236. 2237. — Fructuarius, creditor, pignus ac precariò tenens rem precariò possessam, conductor, commodatarius, carent eâ possessione quæ ad usucapionem requiritur. 41. 2. 3. — *V. hoc tit., chap. V, sect. III, Pr. gén., n.* 12.

2238. 2239. — *V. art.* 2240, *n.* 1 *et seqq.*

2240. — I. Nemo sibi potest mutare causam possessionis, et quid hoc sit. 41. 2. 13.

II. Potest tamen relinquere priorem possessionem, et novam acquirere ex novâ causâ, quod exemplis illustratur. 41. 2. 18.

III. Potest et qui hactenus suo nomine possedit, constituere secum, se velle in posterum alieno nomine possidere, per *constitutum possessorium;* cujus exempla quædam proponuntur, et usus. 41. 2. 13.

2241.

CHAPITRE IV. — *Des causes qui interrompent la prescription ou qui suspendent le cours de la prescription.*

Principes généraux. Questions diverses.

SECTION PREMIÈRE. — DES CAUSES QUI INTERROMPENT LA PRESCRIPTION.

V. art. 2226, *n.* 1 *et seqq.*

2242. — I. Interruptio est vel naturalis vel civilis. 41. 3. 17.

II. Illa rursus vel nobis volentibus vel invitis fit. 41. 3. 17.

De l'interruption naturelle.

2243. — I. Quomodo naturaliter interrumpatur possessio, et usucapio ex voluntate vel facto usucapientis 41. 3. 17.

II. Quid de re pro derelicto habitâ, vel per usucapientem vero domino locatâ, venditâ, vel pignori datâ, vel etiam hypothecæ obligatâ. 41. 3. 17.

III. Quid si usucapiens rem illam creditori pignori dederit, et dein ab eo conduxerit, aut precariò acceperit. 41. 3. 17.

IV. Quomodo invitis nobis naturaliter interrumpatur possessio et usucapio; ubi de re ante impletam usucapionem furiò ablatâ, aut vi possessâ 41. 3. 18.

V. Si possessio iterum recuperetur, an tempus prius posteriori jungi possit, vel usucapio denuò inchoari. 41. 3. 18.

VI. An interrumpatur per sequestrationem. 41. 3. 18.

VII. An per id quod apparitor rem jussu judicis cepit judicati assequendi causâ. 41. 3. 18.

VIII. An per missionem in possessionem. 41. 3. 18.

IX. An per id, quod res ab hostibus capitur; et quid si iterum recuperata sit. 41. 3. 18.

De l'interruption civile.

2244. 2245. 2246. 2247. — I. An civiliter interrumpatur usucapio vel præscriptio per litis contestationem jure veteri vel novo. 41. 3. 19.

II. An interruptio fiat per solam in jus vocationem. 41. 3. 20.

III. An per extrajudicialem interpellationem. 41. 3. 20.

IV. An per denunciationem a domino factam, ne quid novi in ejus fundo fiat. 41. 3. 20.

V. An litis contestatione interrumpatur respectu tertii qui litem contestatus non est, vel respectu tertii possessoris, cui lis mota non est. 41. 3. 20.

VI. An debitori rem præscribenti interrumpatur præscriptio, si res illa per creditores ejus subhastetur, et dominus subhastationi se opponat ac vincat. 41. 3. 20.

2248.

2249. — Interpellatio uni ex reis debendi facta præscriptionem interrumpit etiam alterius rei intuitu, quorum uterque principaliter obligatus est. 46. 1. 38.

2250. — An interpellatio debitori facta ad interrumpendam præscriptionem etiam noceat fidejussori non interpellato. 46. 1. 36.

SECTION III. — DES CAUSES QUI SUSPENDENT LE COURS DE LA PRESCRIPTION.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Agere non valenti non currit præscriptio, quod exemplis illustratur. 44. 3. 11.

II. An præscriptio currat contra ignorantes. 4. 8. n. 12 et seqq.

III. An in jure errans usucapere possit. 41. 3. 3.

V. art 2225, *n.* 1 *et seqq.*

2251. — *V. Pr. gén., hâc sect., n.* 1 *et seqq.*

Des mineurs et des interdits.

2252. — I. An possint usucapi res pupillares. 41. 3. 13. — 27. 9. 3.

II. An res usucapi possint pupillares, venditæ ab eo qui pro tutore negotia gerit. 41. 3. 13.

III. An res alienæ a pupillo possessæ usucapi possint, si ab impubere venditæ sint cùm emptor putaverit venditorem puberem esse. 41. 3. 13.

IV. An res a furioso venditæ usucapi possint cùm emptor putans emerit eum sanæ mentis esse. 41. 3. 13.

V. Quid si currente usucapione pupillus pubes fiat aut alio quocumque modo legitimo desierit res pupilli esse. 41. 3. 13.

VI. Quales præscriptiones secundum jus romanum currunt minoribus, et an adversus præscriptionem et usucapionem restituentur. 1. 4. 39.

2253.

De la prescription pendant le mariage.

2254.

2255. — An res dotales possint usucapi, si ejus usucapio cœpta non fuerit antequam dotales fierent. 41. 3. 12.

2256. — Præscriptio non currit uxori quod maritus stante matrimonio fundum dotalem alienaverit. 44. 3. 11. — *V. Pr. gén., hâc sect., n.* 1.

Dans quel cas la prescription ne court pas.

2257. — An præscriptio obsit fideicommissario quod pendente fideicommissi conditione per fiduciarium alienata fuerit res fideicommisso obnoxia. 44. 3. 11.

2258. — *V. art.* 2255, *n.* 7.

2259. — Ad præscriptionem non nocet tempus illud quo, propter inventarii confectionem, prohibitur hæredem inquietare. 44. 3. 11.

CHAPITRE V. — *Du temps requis pour prescrire.*

SECTION PREMIÈRE.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Principes généraux. Questions diverses.

2260. 2261. — I. Recensentur exempla præscriptionum temporalium quibus lex intra certum tempus quid fieri vetat. 44. 3. 5.

II. Enarrantur exempla plurima præscriptionum quibus intra certum tempus quid agendum est, sic ut post lapsum temporis pereat agendi vel faciendi facultas, facto initio a præscriptione viginti horarum ad præscriptionem centum annorum. 44. 3. 8.

III. De præscriptione hodiernâ trientis sæculi; in quibus rebus illa locum habeat. 44. 3. 6.

IV. Ubi triginta vel viginti anni sufficiant. 44. 3. 8.

V. De antiquâ apud Hollandos et Ultrajectinos præscriptione rerum, anno et die impletâ, at nunc cessante. 44. 3. 8.

VI. An moribus ad longissimi temporis aut trientis sæculi præscriptionem acquiratur justus titulus aut bona fides; et quid ad eam sufficiat. 44. 3. 3.

VII. Quibus in casibus tempus de momento in momentum sit computandum. 44. 3. 1.

VIII. Quibus contrà dies cœptus vel annus cœptus habeatur pro completo; et quid in nostratibus præscriptionibus. 44. 3. 1.

IX. Quo tempore horâ elapsâ intelligatur, ubi de momento in momentum tempus computatur 44. 3. 1.

X. Qui dicantur *dies continui,* et quomodo computentur. 44. 3. 2.

XI. An dies bissextilis seu intercalaris pro die separato in præscriptionibus habendus

sit; an magis biduum pro uno die computandum. 44. 3. 2.

XII. Quot modis *utile tempus* in jure accipiatur; quæ requirantur ut dies dicatur utilis. 44. 3. 5.

XIII. An dies utiles confundendi cum diebus sessionum; cur Justinianus in multis sustulerit dies utiles. 44. 3. 5.

XIV. Quid moribus sit annus continuus et annus utilis, vulgo *jaer en dag*. 44. 3. 4.

XV. An anno continuo dies unus addi debeat. 44. 3. 4.

SECTION II. — De la prescription trentenaire.

Principes généraux. Questions diverses.

I. In quibus casibus præscriptio triginta annorum sufficiat. 41. 3. 21. — 44. 3. 5.

2262. — *V. suprà, Pr. gén.*

2263. 2264.

SECTION III. — De la prescription par dix et vingt ans.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Hic præscribendi modus cum titulo et bonâ fide apud Romanos usucapio vocabatur. 41. 3. n. 1 et seqq.

II. Quis usucapiat ex titulo pro soluto. 41. 3. 22.

III. An is usucapiat qui accipit rem quam putat sibi deberi, et solventis propriam esse cùm esset non debita et aliena; at quid juris tunc circa conditionem indebiti. 41. 3. 22.

IV. Pro emptore usucapit qui vel verè rem a non domino emit, vel emptoris loco habetur. 41. 4. 1.

V. Quid si emptio sit conditionalis. 41. 4. 1.

VI. Quid si pretium non numeratum sit. 41. 4. 1.

VII. Si res alia sit tradita quam quæ erat vendita, an pro emptore usucapiatur. 41. 4. 1.

VIII. Quid si fundus emptus sit et ampliores sint fines, possessi. 41. 4. 2.

IX. Quæ requirantur ut *pro hærede* procedat usucapio. 41. 5. 1.

X. Quis hic possideat *pro hærede* vel *pro possessore*. 41. 5. 1.

XI. An usucapio pro hærede concurrere possit cum alio speciali titulo, ex quo defunctus jam cœperat usucapere. 41. 5. 1.

XII. An hæres rem defuncto commodatam, aut pignori datam usucapere possit *pro hærede*, si putet eam defuncti fuisse. 41. 5. 1.

XIII. An et pro hærede res hæreditarias usucapere possit, qui, cùm verè hæres non esset, justissimo tamen errore facti se putat hæredem esse. 41. 5. 2.

XIV. Quando pro donato procedat usucapio, quando non; quid de donatis conjugi a conjuge, vel filiofamilias a patre. 41. 6. 1.

XV. Si res aliena mortis causâ donatur in cujus utilitatem donatarius usucapiat. 41. 6. 2.

XVI. Quando pro derelicto procedat usucapio. 41. 7. 1.

XVII. Quid si res a non domino derelicta fuerit. 41. 7. 1.

XVIII. Quis usucapiat ex titulo pro legato. 41. 8. 1.

XIX. An ita usucapi possit res ejus qui adhuc vivit. 41. 8. 1.

XX. An et pro legato usucapere possit, qui verè legatarius non est, sed justo errore facti id putat, dum legatum relictum imperfecto testamento, vel rupto, vel codicillis rursus ademptum, vel uni ex duobus Titiis solutum, cùm dubium esset, quis eorum a testatore designatus esset. 41. 8. 2.

XXI. Quando procedat usucapio pro dote. 41. 9. 1.

XXII. An et ex matrimonio putativo. 41. 9. 1.

XXIII. An ante matrimonium. 41. 9. 1.

XXIV. An et quando ante matrimonium dos æstimata vel inæstimata usucapi possit *pro suo*. 41. 9. 1.

XXV. Cui prosit usucapio *pro dote*, an marito. 41. 9. 2.

XXVI. Titulus pro suo cum aliis titulis concurrere potest. 41. 10. 1.

XXVII. Quibus in casibus sit specialis titulus. 41. 10. 1.

XXVIII. Ubi de captis animalibus mansuefactis quæ capiens fera putabat. 41. 10. 1.

XXIX. De titulis pro transacto, pro jurato, pro judicato, pro adjudicato, pro noxæ dedito, pro cesso, pro manumisso, pro fideicommisso. 41. 10. 2.

V. art. 2265 et seqq.

2265. — I. Ad usucapionem requiritur præcipuè justus titulus et bona fides. 41. 3. 3.

II. Quanto tempore impleatur usucapio jure veteri aut novo. 41. 3. 21.

III. Qui hic præsentes, qui absentes habeantur. 41. 3. 21.

IV. Quid si quis pro tempore præsens, pro tempore absens fuerit. 41. 3. 21.

V. Quid si is qui rem bonâ fide et justo titulo nactus sit, possessionem ejus adeptus sit ab eo qui malâ fide possidebat. 41. 3. 21.

VI. Quis conveniendus sit, si quis rem aut hæreditatem alienam emerit a fisco vel principe. 41. 3. 21.

V. Pr. gén., hâc sect., n. 1 et seqq. — Art. 550. 2268.

2266. — *V. art. 2265, n. 4.*

Du titre.

2267. — I. Quid sit justus titulus. 41. 3. 4.

II. An in titulo emptionis ut sit justus titulus necessaria sit numeratio pretii. 41. 3. 4.

III. An et quando sufficiat titulus putativus; an in servitutibus. 41. 3. 4.

IV. An usucapienti incumbat probatio tituli. 41. 3. 4.

V. An titulus justus præsumatur ex diuturnâ possessione. 41. 3. 4.

VI. Quid juris si titulus quidem verus adsit, sed qui ipso jure nullus est. 41. 3. 5.

VII. Quid si alius fingatur titulus, alius verè subsit. 41. 3. 5.

VIII. Quid si fingatur, et nec ille nec alius subsit. 41. 3. 5.

IX. Quid si titulus verè subsit, sed possessor ignoret eum subesse, aut se sibi ex eâ causâ posse acquirere. 41. 3. 5.

V. suprà, Pr. gén.

De la bonne foi.

2268. — I. Quid sit bona fides. 41. 3. 6.

II. An dubitans etiam habendus sit pro bonæ fidei possessore. 41. 3. 5.

III. An is qui emit ab eo quem sciebat pretium protinus scorto daturum. 41. 3. 6.

IV. Si membra collegii tempore eo quo res aliena collegio acquirebatur scieverint eam alienam esse, an bona fides successorum in eo collegio purget illud vitium. 41. 3. 3.

V. An hæres ignorantiæ suâ defuncti vitio excludet. 41. 3. 8.

VI. An in dubio pro bonâ fide possessoris præsumendum sit. 41. 3. 9.

VII. Recensetur casus quibus sine bonâ fide procedat usucapio, ubi de liberatione a servitutibus realibus et personalibus. 41. 3. 10.

VIII. Idem de missis in possessionem damni infecti nomine ex secundo decreto; de his quibus servus alienus a non domino uxæ datus est. 41. 3. 10.

V. art. 550. 2265.

2269. — I. Ab initio debet adesse bona fides. An superveniens mala fides interrumpat usucapionem. 41. 3. 7.

II. Initium usucapionis est tempus traditionis. 41. 3. 7. — 41. 4. 1.

III. In emptione jure singulari, et tempore contractûs et tempore traditionis, bona fides adesse debet. Monstratur, rationem hujus exceptionis, in emptione incertam esse. 41. 3. 7.

2270. — *V. art. 1792.*

SECTION IV. — De quelques prescriptions particulières.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Monstratur moribus hodiernis frequentes esse plurimas præscriptiones brevioris temporis. 44. 3. 7.

II. Quæ requirantur, ut ex trium annorum posteriorum solutione probatâ, præsumatur annorum præcedentium reditus annuos solutos esse. 46. 3. 14.

III. Quid si singulis trimestribus solutio fieri soluta sit. 46. 3. 14.

2271. — Præscriptio biennii locum habet circa salaria, mercedes, pretia mercium minutim venditarum. 44. 3. 7.

2272. 2273. 2274. — *V. suprà, Pr. gén.*

2275. — *V. art. 1867. — 1559*

2277. — Ao et quousque reditûs annui præscriptio fieri possit et quanto temporis spatio. 33. 2. 4. — *V. art.* 1002, *chap. III, sect. II, n.* 7.

2278. — *V. art.* 2252, *n.* 6.

De la prescription des meubles; des meubles perdus ou volés.

2279. — I. Quanto tempore impleatur usucapio mobilium jure veteri ac novo. 41. 3. n. 14 et 21.

II. Dominus rem suam furto subductam etiam a bonæ fidei possessori vindicare potest, non refuso pretio, nisi aliud certis in casibus statuta ferant. 6. 1. 7. — 4. 2. 9.

III. Non potest vindicari vel condici pecunia furtiva, si illa per furem creditori ejus soluta, et bonâ fide per eum consumpta, val nummis aliis mixta sit. 6. 1. 6.

IV. Non possunt vindicari vel condici res quæ a fure eo animo redemptæ ut domino salvæ sint, si modo color quæsitus non sit. 6. 1. 8.

V. Quid juris in rebus per piratas aut per hostes captis at redemptis. 6. 1. 9.

VI. An pretium ax re furtivâ redactum aut debitum vindicari possit per rei dominum. 6. 1. 10.

VII. Ao et quando et contra quos dominus rei furtivæ habeat personalem actionem de pretio rerum furtivarum. 6. 1. 10.

VIII. Ao res ax pecuniâ furtivâ emptæ vindicari possint per dominum pecuniæ; et ao is in rebus illis ante alios furis creditores habeat prælationem. 6. 1. 11.

IX. Servus fugitivus usucapi non potest. 41. 3. 14.

X. Purgato vitio procedit usucapio; quibus modis purgetur hoc vitium. 41. 3. 14.

XI. Purgetur vitium si res redierit ad dominum hoc non ignorantem sicut avelli non possit. 41. 3. 14.

XII. In cujus potestatem reversa debeat esse res pupillaris, res commodata, deposita, pignori data, et commodatario, depositario, vel creditori subrepta. 41. 3. 14.

XIII. Quid si depositarius ipse furtum fecerit circa rem depositam. 41. 3. 14.

XIV. Ao at quando usucapi possit res quam debitor creditori pignori obligavit, at rursus ei per furtum subduxit. 41. 3. 14.

XV. Quid juris circa fœturam pecoris furtivi. 41. 3. 15.

V. art. 1382, *Pr. gén. — De la Vente, chap. III, n.* 11 *et* 12.

2280. — Non possunt vindicari res furtivæ nundinis publicis, privilegiatis, venditæ, nisi pretio emptori reddito. 6. 1. 8. *V. art.* 2279.

2281. — *V. art.* 2. 2262.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

TITRE PRÉLIMINAIRE.

DE LA MAGISTRATURE. — DES ACTIONS. — DES EXCEPTIONS. — DE LA JURISDICTION.

SECTION PREMIÈRE.

NOTIONS PRÉLIMINAIRES.

De la magistrature chez les Romains. Devoirs des magistrats.

I. Quid sit justitia ; cur per voluntatem definiatur ; cur dicatur constans et perpetua. 1. 1. n. 7 et 8.

II. De diversis justitiæ divisionibus. — *V. C. c., titre préliminaire, Pr. gén., sect. I, n. 5 et 6.*

III. De legibus. De jure. De consuetudine.— *V. C. civ., tit. prél., Pr. gén., sect. I, II et III.*

IV. Quid sit jurisprudentia ; cur divinarum et humanarum rerum notitia dicatur. 1. 1. 4.

V. Nemo sibi ipsi jus dicere debet, at magistratus constituti fuerunt ne sui quisquam doloris vindex sit. 5. 1. 1. — 38. 1. 19.

VI. De officiis magistratuum qui jurisdictione et imperio armati calumniantium iniquitates per legitimos tramites debent expellere, et primò de senatoribus. 1. 9. n. 1 et seqq.

VII. Magistratus populi romani vel urbani sunt, vel provinciales. Inter urbanos primo loco habentur consules. De officio consulis. 1. 10. n. 1 et seqq.

VIII. De officio præfecti prætorio. De ejus potestate. 1. 11. n. 1 et seqq.

IX. De officio præfecti urbi. Qualem jurisdictionem habuerit. 1. 12. n. 1 et seqq.

X. De officio quæstorum. Varii fuerunt generis. 1. 13. n. 1 et 2.

XI. De officio prætorum. Qualem jurisdictionem habuerint. 1. 14. n. 1. et seqq.

XII. Magistratus romani vel ordinarii fuerunt, vel extraordinarii : extraordinariis annumeratur præfectus vigilum. De officio ejus. 1. 15. n. 1 et 2.

XIII. De officio proconsulis et legati. Qualem habuerint jurisdictionem. 1. 16. n. 1 et seqq.

XIV. De officio præfecti augustalis. 1. 17. n. 1 et 2.

XV. De officio præsidis. Habuit civilem et criminalem jurisdictionem. 1. 18. n. 1 et seqq.

XVI. Generalia proponuntur monita a præsidibus et aliis quibusvis judicibus et magistratibus observanda. 1. 18. 4.

XVII. De officio procuratoris Cæsaris. Qualem habuerit jurisdictionem. 1. 19. n. 1 et 2.

XVIII. De officio juridici. 1. 20.

XIX. De assessoribus et de officio eorum. 1. 22. n. 1 et seqq.

XX. Quid sit judex. 5. 1. 39.

XXI. Narratur vetus ordo judiciorum et judicum dandorum mos : qui plura de eo scripserint : et de judicio decemvirali. 5. 1. 39.

XXII. Quando cessaverit judicum dandorum usus, et quid jure novissimo. 5. 1. 39.

XXIII. Quales causæ olim non potuerint per pedaneos judices cognosci : an et causæ liberales. 5. 1. 42.

XXIV. Quis olim in Hollandiâ judiciorum ordo fuerit. 5. 1. 41.

XXV. Qui possunt esse judices ; an cæci, furiosi, tempore dilucidi intervalli, majores octodecim annis. 5. 1. 42.

XXVI. Qualia sint officia judicis, quæ ad *nobile*, quæ ad mercenariam ejus officium reducenda sint. 5. 1. 49.

XXVII. Quando judex tum nobile, tum mercenarium officium impertiri posset non rogatus, plenius, et exemplis multis demonstratur si lex, aut appellationis desertio, aut præscriptio, aut meri juris exceptio, velut ordinis, divisionis, non fuerint allegata. 5. 1. 49.

XXVIII. Judex officio supplere quæ partium advocatis desunt cùm omissa sunt juris. 2. 13. 13. — 5. 1. 49.

XXIX. In lite finiendâ judex supplere potest consuetudinem inveteratam quamvis non allegatam. 5. 1. 49.

XXX. Judex non potest supplere ea quæ sunt facti, nisi notoria prorsus sint ex instrumentis illis quæ probationis in judicio prolata sunt. 5. 1. 49.

XXXI. Judex habere potest ex justis causis suspectum instrumentum exhibitum etsi adversarius suspecti exceptionem non opposuerit. 5. 1. 49.

XXXII. An judex pronunciare potest de non petitis quæ post litem cœptam emergunt. 5. 1. 42.

XXXIII. Judex non debet per minorem causam majori cognitioni præjudicare. 5. 1. 50.

XXXIV. Debet judicare secundum allegata et probata simulque secundum conscientiam. 5. 1. n. 50 et 51. — 42. 1. 19.

XXXV. Debet judicare secundum leges ; æquitatem stricto juri præferendam esse, quo sensu verum sit. 1. 1. 6. — 5. 1. 51. — 1. 3. 23. — 42. 1. 19.

XXXVI. Regulariter purè, non sub conditione, inter illos qui litem contestati sunt ; non tamen hodiè in procuratorem. 42. 1. 12.

XXXVII. Ferenda sententia conformis libello ; non in plus quam petitum, licet appareat plus debitum : non in plus quam debitum, licet plus petitum ; ubi notatur, uno in casu plus petentem jure novo causâ cadere. 42. 1. 10.

XXXVIII. Sententia debet esse certa et litem finiens ; quot modis videatur certa esse. 42. 1. 20.

XXXIX. Quæ sit incerta ; recensentur casus quibus et incerta sententia ferri potest. 42. 1. 20.

VL. Cujus loci leges in judicando observandæ sint, per distinctiones explicatur. 5, 1. 51.

XLI. Nullus in jure est aut esse debet *casus pro amico* ut loquuntur. 5. 1. 52.

XLII. Sententia ferri debet intra tempora a legibus definita, et lites generaliter terminandæ, præcipuè si peregrinis jus dicendum sit. 5. 1. n. 53. 54. 55. 56. — 42. 1. 18.

XLIII. Judex nullius alterius sed sui tantum fori leges sequitur quoad ordinem et formam judicii. 5. 1. 51.

XLIV. Prætor, si dubitat an ipsius sit jurisdictio, de eo ipso cognoscit et judicat. 2. 1. 51. — 5. 1. n. 64. 65.

XLV. Alia circa judicis officium monita, præcipuè ne affectibus indulgeant. 5. 1. 57.

XLVI. Quæ jure romano et hodierno sint pœnæ judicis dolo vel imprudentiâ malè judicantis, assessorum, et advocatorum a judicibus rogatorum, et perperam jus suggerentium. 5. 1. 58.

XLVII. Quodnam sit officium judicis cui litis instructæ præparatorium examen committitur, ut reliquis referat. 5. 1. 59.

XLVIII. De ministris judicum, scribis, apparitoribus, accensis, interpretibus, præconibus, lictoribus, viatoribus, carnificibus, eorumque officiis, tum ex romano, tum ex hodierno jure. 5. 1. 60.

XLIX. De sportulis judicum et apparitorum. 5. 1. 63.

L. Quod quisque juris in alterum statuerit, ut ipse eodem jure utatur. 2. 2. n. 1 et seqq.

═

SECTION II. — Des actions. De leurs diverses espèces.

I. Quid sit actio; quid in definitione denotetur verbo *persequendi* et *debendi*. 44. 7. 8.

II. An popularis aut injuriarum actio contineatur sub vulgatâ definitione actionis. 44. 7. 8.

III. De divisione actionum quæ in rem vel in personam, vel mixtæ sunt. 44. 7. 9.

IV. De actionibus civilibus et prætoriis. 44. 7. 10.

V. De rei persecutoriis, pœnalibus et mixtis. 44. 7. 11.

VI. De actionibus conceptis in simplum, duplum, triplum, quadruplum. 44. 7. 12.

VII. Quid sint actiones stricti juris et bonæ fidei; an omnes bonæ fidei actiones contineantur in §§ 28, 29. *Instit. de action.* 44. 7. 13.

VIII. Quid sint actiones arbitrariæ; quomodo hæ initio inspectæ sint stricti juris; in quo differant ab actionibus bonæ fidei. 44. 7. 13.

IX. An moribus omnes actiones bonæ fidei sint. 44. 7. 13.

X. De actionibus perpetuis et temporalibus, solidum aut minus quam solidum persequentibus. 44. 7. 14.

XI. De actionibus directis et utilibus; et quæ sit vis utilium. 44. 7. 14.

XII. Quæ actiones hæredibus et in hæredes dentur; quæ hæredibus, sed non in hæredes; quæ nec hæredibus, nec in hæredes. 44. 7. 15.

XIII. Quid de his nostris moribus. 44. 7. 15.

XIV. De triplici modo quo actiones ex uno facto concurrere possunt, ut una prius mota, alteram vel in totum perimat, vel pro parte, vel nullo modo. 44. 7. 16.

XV. Hoc exemplis illustratur, et in specie an actio injuriarum perimat actionem legis Aquiliæ, et vice versâ. 44. 7. 16.

XVI. Quid juris si plures ex eâdem causâ concurrent actiones rei persecutoriæ; quid si ex diversis causis. 44. 7. 17.

XVII. De concursu rei persecutoriæ cùm merè pœnali, ut commodati, aut pro socio cum actione furti. 44. 7. 18.

XVIII. De concursu rei persecutoriæ cum pœnali mixtâ. 44. 7. 19.

XIX. De concursu actionis merè pœnalis cum aliâ mere pœnali, vel cum pœnali mixtâ; item de concursu plurium actionum, quæ singulæ pœnales mixtæ sunt. 44. 7. 20.

XX. Explicatur quâ ratione admittenda sit juris regula, *nunquam actiones pœnales de eâdem re concurrentes, alia aliam consumit*. 44. 7. 21.

XXI. An plures actiones uno libello cumulari possint. 44. 7. 22. — 12. 3. 14.

XXII. An uno modo agendi electo ad alterum transiri possit, priore omisso. 44. 7. 23.

XXIII. An quis personam debitoris sistere possit, executione jam in bonis cœptâ, aut vice versâ. 44. 7. 23.

XXIV. Vetitum ne tabelliones apud nos instrumentis subjiciant formulam obligationis cameralis, aut implementi promissionem, sub pœnis cameræ. 44. 7. 24.

XXV. Actiones subdividuntur in multis aliis speciebus quæ sub diversis materiis ex quibus competant tractantur. De actione possessionis et proprietatis. 5. 1. 134. — 11. 2. n. 1 et seqq.

XXVI. De actionibus confessoriis et negatoriis. — *V. C. c., des Servitudes, Pr. gén., sect. II, pag.* 32.

XXVII. De actione familiæ erciscundæ. — *V. C. c., des Successions, ch. VI, sect. I, Pr. gén., pag.* 45.

XXVIII. De actione hypothecariâ. — *Vide C. c., des Priviléges et hypothèques, chap. VI, Pr. gén., pag.* 146.

XXIX. De actione redhibitoriâ. — *V. C. c., de la Vente, chap. IV, sect. III, § II, Pr. gén., pag.* 118.

XXX. De actione finium regundorum. — *V. C. c., art.* 646.

XXXI. De actione aquæ pluviæ arcendæ. — *V. C. c., art.* 640.

XXXII. De actione pro socio. — *V. C. c., de la Société, pag.* 126.

XXXIII. De actione ex conducto et ex locato. — *V. C. c., du Louage, p.* 122.

XXXIV. De actione ex empto et ex vendito. — *V. C. c., de la Vente.*

XXXV. De actione pignoratitiâ, directâ et contrariâ. — *V. C. c., du Nantissement et des hypothèques.*

XXXVI. De actione commodati directâ et contrariâ. — *V. C. c., du Prêt.*

XXXVII. De actione depositi directâ et contrariâ. — *V. C. c., du Dépôt.*

XXXVIII. De actione mandati directâ et contrariâ. — *V. C. c., du Mandat.*

XXXIX. De actione negotiorum gestorum directâ et contrariâ. — *V. C. c., art.* 1372 *et seqq.*

XL. De petitione hæreditatis. — *V. C. c., des Successions, sect. II, Pr. gén., p.* 45.

XLI. De rei vindicatione. — *V. C. c., de la Propriété, sect. II, p.* 25.

═

SECTION III. — Des exceptions et des questions préjudicielles.

I. An et quando et in quibus differat utrum quis ipso jure tutus sit an ope exceptionis. 44. 1. 1.

II. Quid sit exceptio. 44. 1. 2.

III. An opponi possit, quamdiù actio non movetur. 44. 1. 2.

IV. Quid moribus. 44. 1. 2.

V. An exceptio opponi possit condemnationi. 44. 1. 2.

VI. Exceptio proponitur per modum conditionis. 44. 1. 2.

VII. In quibus exceptio differat ab actione. 44. 1. 3.

VIII. Differt in eo quod reus pluribus potest uti exceptionibus, vel simul vel successivè opponendis, nisi lex vetet. 44. 1. 3.

IX. Moribus simul omnes quas quis se habere putet opponendæ, paucis exceptis. 44. 1. 3.

X. Quid si simul habeat fori declinatoriam et alias litis finitæ exceptiones. 44. 1. 3.

XI. Actionis verbo quo respectu contineatur exceptio. 44. 1. 3.

XII. Quid sit exceptio *juris* et *facti*. 44. 1. 4.

XIII. Quid sint dilatoriæ seu temporales et peremptoriæ seu perpetuæ. 44. 1. 4.

XIV. Enumerantur exempla pleraque exceptionum dilatoriarum. 44. 1. 4.

XV. An eo pertineat exceptio spolii, et ordinis seu excussionis. 44. 1. 4.

XVI. Enumerantur item exempla pleraque peremptoriarum. 44. 1. 4.

XVII. Exceptiones olim ipso jure inerant judiciis bonæ fidei non stricti juris. 44. 1. 5.

XVIII. An olim, aut jure posteriore, etiam ex edicto perpetuo exceptiones peremptoriæ, ante litem contestatam omissæ in judiciis stricti juris posteà usquè ad sententiam, opponi potuerint. 44. 1. 5.

XIX. Quid nostris moribus hac in parte. 44. 1. 5.

XX. Dilatoriæ exceptiones an et quando post litem contestatam opponi possint; distinctione explicatur. 44. 1. 6.

XXI. An exceptio dilatoria vel peremptoria omissa in primâ lite opponi possit in appellatione. 44. 1. 7.

XXII. Quales exceptiones post sententiam in executione opponi possint. 44. 1. 7.

XXIII. Quid de exceptione Macedoniani, Vellejani, cedendarum actionum, competentiæ, cessionis bonorum. 44. 1. 7.

XXIV. Quid de exceptione rei, quæ petita erat, jam antè sententiam per actorem receptæ; judicato jam satisfactum esse; post sententiam novatum aut transactum esse. 44. 1. 7.

XXV. Quid de exceptione debitum antè sententiam solutum fuisse, non esse judicatum, vel non pro eo qui exsequitur, vel non contra eum qui executionem patitur. 44. 1. 7.

XXVI. Item de exceptione nullitatis sententiæ; contractus ex latere victoris, necdum impleti, divisionis, erroris calculi in instrumento, ex quo judicatum, vel in ipsâ sententiâ commissi, tum in calculo, tum in aliis. 44. 1. 7.

XXVII. An superiores exceptiones executioni possint opponi, si jam antè sententiam oppositæ fuerint. 44. 1. 9.

XXVII. An reus opponere possit exceptionem cui renunciavit. 44. 1. 8.

XXIX. An generalis renunciatio sufficiat; an et tacitè possit renunciari exceptionibus. 44. 1. 8.

XXX. De exceptionibus civilibus et prætoriis, favorabilibus et odiosis; personalibus, realibus, et mixtis. 44. 1. 9.

XXXI. Personales an prosint defensori; an et quomodo etiam fidejussori. 44. 1. 9.

XXXII. Excipiens probare debet exceptionem. 44. 1. 18.

XXXIII. De replicatione, duplicatione, triplicatione, quadruplicatione. 44. 1. 12.

XXXIV. An et quando nostris moribus duplicatio vel triplicatio admittatur. 44. 1. 10.

XXXV. An excipiens hoc ipso fateatur de intentione actoris. 44. 1. 18.

XXXVI. De exceptione rei judicatæ. — *V. C. c., art.* 1351.

XXXVII. De præscriptione quæ generalius pro exceptione accipitur. 44 1. — *V. C. c., de la Prescription.*

XXXVIII. De doli mali et metûs exceptione. — *V. C. c., art.* 1111 *et seqq.*

XXXIX. De exceptione jurisjurandi. — *V. C. c., du Serment; ad art.* 1357.

XL. De variâ significatione præjudicii quid sint exceptiones præjudiciales. 44. 1. 12.

XLI. Exempla earum enarrantur plura. 44. 1. 12.

XLII. An moribus nostris quis simul fundum et viam ad illum per fundum alterum petere possit. 44. 1. 12.

SECTION IV. — De la juridiction.

§ Ier.

De la juridiction, de ses différentes espèces.

I. Nemo sibi ipsi jus dicere debet, et cur. 5. 1. 1.

II. Recensentur casus excepti. 5. 1. 2.

III. Quid sit jurisdictio in sensu angustiore vel latiore, qui eam habeant, qui non. 2. 1. 1.

IV. In quibus jurisdictio a notione distinguatur. 2. 1. 1.

V. Ad notionem nudam quæ pertineant: jure novissimo ipsos magistratus judicantes et facientes ea quæ vulgo notionis sunt facere vi jurisdictionis. 2. 1. 2.

VI. Sed si ea committant judicibus a Justiniano designatis, hos omnia facere jure notionis simplicis non jurisdictionis. 2. 1. 2.

VII. Proponitur divisio jurisdictionis in voluntariam et contentiosam; ac quæ sint inter utramque differentiæ. 2. 1. 3.

VIII. Contentiosa jurisdictio aliquando exercetur inter volentes, in judiciis præsertim divisoriis; cur in hoc casu contentiosa sit. 2. 1. 3.

IX. Sunt tamen actus quidam medii qui propriè nec ad voluntariam, nec ad contentiosam reduci possunt. 2. 1. 4.

X. Altera divisio est quod vel civilis sit, vel criminalis; et probatur criminalem in usu juris notam esse. 2. 1. 5.

XI. Tertia proponitur divisio in ordinariam et extraordinariam seu legitimam. 2. 1. 6.

XII. Dantur exempla jurisdictionis extraordinariæ. 2. 1. 6.

XIII. Quid sit jure magistratûs aliquid competere; vel ex adverso competere ex lege. 2. 1. 6.

XIV. Quarto dividitur in jurisdictionem propriam et demandatam. 2. 1. 7.

XV. Quid sit jurisdictio propria. 2. 1. 7.

XVI. De extraordinariis cognitionibus, et si judex litem suam fuisse diceretur. 50. 13. n. 1 et seqq.

XVII. De proxeneticis quæ ad extraordinarias cognitiones pertinent. 50. 14. n. 1 et seqq.

§ II.

De la juridiction déléguée.

I. Quid jurisdictio demandata. 2. 1. 7.

II. Quibus jurisdictio mandari possit. 2. 1. 7.

III. An jurisdictio universalis possit mandari, an in certas personas. 2. 1. 7.

IV. Quales jurisdictionis actus demandari possint aliis, quales non. 2. 1. 8.

V. An criminalis jurisdictio in casu absentiæ possit demandari, et cui illa tunc fuerit demandanda. 2. 1. 8.

VI. Monstratur jurisdictionem criminalem etiam mandari posse in casu infirmitatis. 2. 1. 2.

VII. Non tantùm jurisdictionem criminalem legis Juliæ de vi, sed et aliam quamcumque in casum absentiæ vel infirmitatis posse mandari. 2. 1. 12.

VIII. Mandatum aliquando magis jussum, et admonitionem ut mandatarius exerceat jurisdictionem suo jure et suo nomine competentem quam jurisdictionis delegationem continet. 1. 18. 4.

IX. Jurisdictio demandata alteri per mandatarium iterum delegari non potest; quâ occasione explicatur : l. 5. C. *de judiciis*. 2. 1. 11.

X. Nisi talis sit, cui a principe jurisdictio mandata est; quales illi fuerint, et quæ ratio exceptionis, quod nempè propriam exercuerint jurisdictionem. 2. 1. 12.

XI. Mandata jurisdictio a lege non datur sed confirmatur. Illustratur l. pen. ff. de judiciis. 2. 1. 13.

§ III.

De la juridiction prorogée. Prorogation volontaire.

I. Quid sit jurisdictio prorogata. 2. 1. 4.

II. An privatorum pactis dari vel prorogari jurisdictio possit illis qui nullam omninò jurisdictionem habeant. 2. 1. 14.

III. An fieri prorogatio possit judici ignoranti. 2. 1. 15.

IV. An in prorogationem consentire debeat is, cujus aliàs eâ de re notio fuisset. 2. 1. 15.

V. Etiam minoribus magistratibus rectè fit, ut et mandatariis jurisdictionis, si ipsis generaliter jurisdictio mandata sit; non si specialiter unus actus. 2. 1. 16.

VI. Non potest fieri collegiis quibus tantùm certæ causæ sunt demandatæ judicandæ. 2. 1. 17.

VII. Quomodo fiat tacita prorogatio per aditionem judicis non competentis ab utroque litigante, ac sciente, sponte factam; quomodo per litis contestationem, si per errorem uterque sponte adiverit; quâ occasione explicatur l. 4. C. h. t. 2. 1. 18.

VIII. Solvuntur objectiones contra superiorem sententiam. 2. 1. 12.

IX. Si actor reum invitum in jus vocaverit ad non competentem judicem, reus non censetur prorogasse jurisdictionem, nisi litem contestetur aut cautionem ab actore exigat, vel dilatorias alias opponat exceptiones, etiam si illæ admissæ sint. 2. 1. n. 20 et 22.

X. An arresto detentus post interpositam cautionem adhuc possit fori declinatoriam exceptionem opponere. 2. 1. 21.

XI. Actor qui reum vocavit ad judicem competentem, non potest deindè invito reo litem ad aliud forum transferre, licet reus necdum litem cum actore fuisset contestatus. Utcumque alicubi contrarium dicatur usu fori receptum esse. 2. 1. n. 23 et 24.

XII. Non censetur prorogasse jurisdictionem qui invitus, viribus præturæ compulsus, litem movit vel excepit apud judicem incompetentem. 2. 1. 25.

XIII. Proponitur conciliatio quorumdam inter l. 18. ff. h. t. et l. pen., C. de pactis, ac reprobatur. Nova conciliatio tentatur. 2. 1. n. 20 et 27.

XIV. Consensu utriusque judex derelinqui potest apud quem litigari cœptum, et sententiam petere ab alio de causâ necdùm terminatâ. 2. 1. 26.

XV. An prorogatio pacto vel contractu facta pœnitentiam admittat alterutro invito. 2. 1. n. 26 et 27.

XVI. Prorogatio pacto facta hæredem prorogantis tenet; non tamen Ultrajecti. 2. 1. 28.

XVII. Uti et viduam prorogantis ac maritum ejus secundùm jure maritalis potestatis conventum ex negotio prioris mariti, posito jure hodierno, quod uxor ex viri contractu obligatur. Contra tamen Ultrajecti. 2. 1. 29.

XVIII. Non tamen fidejussorem prorogantis. 2. 1. 30.

XIX. Generalis prorogatio sufficit nisi specialis statuto desideretur quod de Hollandiæ et aliarum quarumdam regionum curiis provincialibus cautum est, sed in aliis mediis Hollandiæ tribunalibus locum non habet. 2. 1. 31.

XX. Si is, qui prorogationem fecit, in territorio moretur, ad nudam citationem, sine rerum aut personæ apprehensione se sistere tenetur. 2. 1. 32.

XXI. An prorogatio fieri possit ratione loci. 2. 1. 33.

XXII. An temporis intuitu. 2. 1. 34.

XXIII. De prorogatione respectu personarum et quantitatis, et quid hodie in his obtineat. 2. 1. 35. — 5. 1. 85.

XXIV. Recensentur casus ex jure hodierno quibus jure singulari prorogatio reprobata fuit veluti in quæstione assecurationis, litibus minoris quantitatis, etc. 2. 1. 36.

XXV. An in causis criminalibus prorogatio valeat. 2. 1. 37.

—

§ IV.

De la prorogation légale ou de la reconvention.

I. Quid sit reconventio. 5. 1. 78.

II. Causa conventionis et reconventionis per eumdem judicem debet terminari. 11. 2. 1. — 5. 1. n. 38 et 78.

III. Quid juris si reconventus, respondere nolit. 5. 1. 78.

IV. An actor renunciando liti inchoatæ possit evitare reconventionem. 5. 1. 78.

V. An conventus ex contractu reconveniri possit pluribus actionibus, etiam natis ex delicto. 5. 1. 78.

VI. An reconventio, et quousque in injuriarum actione locum habeat. 5. 1. 78.

VII. An unus ex pluribus cohæredibus agentibus aut conventis, reconveniri vel reconvenire ex aliâ causâ possit. 5. 1. 78.

VIII. Nemo invitus cogitur reconvenire. 5. 1. 79.

IX. An reus pendente lite possit actorem aliâ lite apud alium judicem pulsare. 5. 1. 79.

X. Quo tempore, et an post litem contestatam reconventio fieri possit. 5. 1. 80.

XI. An et post sententiam in appellatione. 5. 1. 80.

XII. An tutor, curator, administrator nomine officii pro pupillo et similibus agens, reconveniri possit de eo quod suo nomine debet, et vice versâ. 5. 1. 81.

XIII. An socius nomine societatis agens, de eo quod aliâ ex causâ solus debet, reconveniri possit, et vice versâ. 5. 1. 82.

XIV. An actor reconveniri ab eo qui reo in lite assistit, veluti ab auctore qui emptori vocato adest. 5. 1. 83.

XV. An auctor vocatus ut assistat, emptorem vocantem reconvenire possit. 5. 1. 83.

XVI. An is qui in rem suam procurator constitutus est per cessionem actionis, si agat, reconventionem pati teneatur, de eo quod cedens debet, per distinctiones explicatur. 5. 1. 84.

XVII. Non potest fieri reconventio apud judices tales qui in eâ causâ de quâ fit mutua petitio, ne ex speciali quidem prorogatione possent competentes esse. 5. 1. 85.

XVIII. Quid juris si reconventio fiat de majore quantitate, potestatem vulgò excedente. 5. 1. 85. — 2. 1. 35.

XIX. An reconventioni locus ubi tantum extraordinaria fit imploratio officii judicis, quæ non continet ullam juris persecutionem, veluti ut tantùm insinuatio alteri fiat. 5. 1. 86.

XX. An in summariis et in privilegiatis causis reconventio ex causâ non privilegiatâ locum habeat. 5. 1. 86.

XXI. An et tunc si utraque causa simul terminanda sit. 5. 1. 86.

XXII. Quid juris si utraque causa summaria sit. 5. 1. 86.

XXIII. Moribus reconventio admissa in interdictis adipiscendæ possessionis, non item in interdictis recuperandæ possessionis. 5. 1. 87.

XXIV. Reconventio non admissa in causâ fractæ pacis publicæ. 5. 1. 87.

XXV. Propter quas rationes et quibus in causis judex possit terminare causam conventionis ante causam reconventionis, atque ita diversis temporibus. 5. 1. 88.

XXVI. Condemnatus tamen ex conventione potest id, in quod damnatus est, deponere apud judicem, et arrestare pro eventu litis in reconventione. 5. 1. 88.

XXVII. Reconventus non potest iterum secundam facere reconventionem. 5. 1. 89.

—

§ V.

De l'empire de la juridiction.

I. Jurisdictioni cohæret imperium; quid id sit, et an etiam in voluntariâ jurisdictione inveniatur. 2. 1. 38.

II. Quid sit merum imperium et in quibus consistat. 2. 1. 39.

III. An merum imperium in solâ punitione; et undè dicatur imperium merum. 2. 1. 40.

IV. Municipales magistratus non habuerunt merum imperium; moribus omninò; uti et curiæ provinciales. 2. 1. 41.

V. Quid sit imperium mixtum et quæ eo pertineant. 2. 1. 42.

VI. Naturâ distinctum esse imperium mixtum a jurisdictione, et cur plura in jure quandoque imperio, quandoque jurisdictioni adscribantur. 2. 1. 43.

VII. Plenius adstruitur, mixtum imperium a jurisdictione distinctum esse. 2. 1. 44.

VIII. Jurisdictio hodie sæpè consideratur ut patrimoniale quid; in altam, mediam, et bassam dividitur; quibus remediis juris defendatur, et qui prolixius de eâ et usu hodierno scripserint. 2. 1. 45.

IX. Extra territorium jus dicenti aut iis qui in territorio non sunt, nec ibi bona habent impunè non pareri; et ei tunc, aut apparitori ejus, vim inferenti, jure resisti. 2. 1. 46.

X. Recensentur tamen casus ex jure romano et hodierno, quibus vel jus dicitur ei qui in territorio non est, vel jus dicitur in territorio alterius magistratûs, illo præsertim in id consentiente. 2. 1. 47.

XI. Non potest judex excedere jurisdictionem suam certâ quantitate limitatam; nec sententia valeret usquè ad summam concurrentem, nisi diversa contineret capita haud sibi invicem connexa. 2. 1. 48.

XII. De quantitate inspiciendum quantum petatur, non quantum debeatur. 2. 1. 48.

XIII. Quid juris si plures quantitates petantur, quæ singulæ jurisdictionem non superant, coacervatæ excedunt. 2. 1. 49.

XIV. Nemo sibi vel suis jus dicere potest, ac ne collegia quidem privilegiata. 2. 1. 58.

XV. Nisi adversarius consentiat, vel prætor definiat, an sua sit jurisdictio; vel quæstio sit de jurisdictione voluntariâ; vel principi lis cum alio intercedat. 2. 1. 51.

XVI. Par in parem aut superiorem non habet imperium, nisi is se sponte subjiciat. 2. 1. 52.

XVII. Quid juris si magistratus major, in alterius magistratûs, dignitate minoris, territorio litiget aut delinquat. 2. 1. 52.

XVIII. Quid si unus ex duobus territorii ejusdem toparchis in territorio communi delinquat. 2. 1. 52.

XIX. Quibus modis probetur jurisdictio; et si inter baillivos duos confines lis sit de jurisdictione, an suo, an publico sumptu litem illam expediant. 2. 1. 53.

XX. Jurisdictio cessat morte ejus cui concessa est. 2. 1. 51.

XXI. Jurisdictio mandata cessat morte mandantis nisi patrimonialis sit. 2. 1. 54.

XXII. Cessat lapso tempore, abicatione factâ ex principis consensu. 2. 1. 51.

XXIII. Cessat etiam revocatione concedentis. 2. 1. 5[illegible].

XXIV. Quid juris si quis bodiè abutatur graviter suâ patrimoniali jurisdictione. 2. 1. 55.

XXV. An præscriptione jurisdictio extingui possit. 2. 1. 56.

XXVI. De albo corrupto et pœna ex jure romano et moribus. 2. 1. 57.

XXVII. An privatâ auctoritate quis avellere possit programmata, quibus sua bona per alium non jure proscripta videt. 2. 1. 57.

XXVIII. Qui jus dicenti non obtemperat quomodo jure romano ac moribus coerceatur. 2. 3. 1.

XXIX. Ut puniatur qui jus dicenti non obtemperavit, aut mandatis pœnalibus, non anxiè inquiritur, an jure an injuriâ judex abductionem vel ablationem non præceperit. 2. 3. 3.

V. C. proc., art. 50.

═

LIVRE PREMIER.

DE LA JUSTICE DE PAIX.

Notions préliminaires.

I. Romani habebant defensores civitatum de quibus per transennam aliquid dicitur. 50. 2. — 50. 5. 2.

II. Jurisdictio est vel ordinaria, vel extraordinaria. 2. 1. 6.

═

TITRE PREMIER. — *Des citations.*

1. 2. — *V. C. proc., art.* 50 *et seqq.*

Des formalités de la citation; devant quel juge doit-elle être donnée.

3. — I. Judicem de possessione compe-

lentem facit situs rei, non domicilium turbantis. 5. 1. 135.

II. Secundum jus romanum causa possessionis et proprietatis apud eumdem judicem tractabatur. 5. 1. 134. — 11. 2. 2.

III. Ubi jure romano et moribus de possessione vel quasi possessione rerum et jurium, feudorum et beneficiorum tractatur. 5. 1. 134.

IV. An propter causam possessionis iis quoque de proprietate ad superius tribunal trahi possit in Hollandiâ et Ultrajecti. 5. 1. 134.

4. 5. 6.

La juridiction des juges de paix peut être prorogée.

7. — I. Mutuo consensu partium jurisdictio prorogari posse ei qui non tali erat jurisdictione præditus, lege Juliâ judiciorum cautum fuit. 2. 1. 14.

II. Etiam minoribus magistratibus prorogatio rectè fit. 2. 1. 16.

V. C. proc., tit. prél., sect. IV, § III.

TITRE II. — *Des audiences du juge de paix et de la comparution des parties.*

8. — An sententia die dominico lata nulla sit. 2. 12. 2.

9. — 18. — *V. C. proc., tit. V, des Audiences, de leur publicité et de leur police. — Art.* 85.

TITRE III. — *Des jugements par défaut et des oppositions à ces jugements.*

10. — 22. *V. C. proc., tit. VIII, des Jugements par défaut et oppositions. — Art.* 146.

TITRE IV. — *Des jugements sur les actions possessoires.*

SECTION PREMIÈRE. — Des actions possessoires connues chez les Romains sous le nom d'interdits, et en France sous celui de complainte.

I. Unde interdicta nomen habeant; quid sint. 43. 1. 1.

II. De actionibus in factum, quæ pro interdictis competunt; an olim notæ fuerint. 43. 1. 1.

III. An olim cum interdictis quædam actiones concurrerint. 43. 1. 1.

IV. Interdicta plerumque concernunt possessionem. Quæ concernunt etiam causam proprietatis, vel quasi. 43. 1. 2.

V. An interdictum de libero homine exhibendo contineat causam possessionis vel proprietatis. 43. 1. 2.

VI. De divisionibus variis interdictorum : ubi de simplicibus et duplicibus, annalibus et perpetuis; directis et casalibus; publicis et privatis. 43. 1. 3.

VII. De interdictis ad rem familiarem et ad publicam utilitatem, vel religionem, vel jus divinum pertinentibus. 45. 1. 3.

VIII. De exhibitoriis, prohibitoriis, restitutoriis, et mixtis, adipiscendæ, retinendæ, recuperandæ possessionis. 43. 1. 3.

IX. An dentur interdicta quæ simul sunt adipiscendæ et retinendæ vel recuperandæ possessionis. 43. 1. 3.

X. An interdicta infament; quousque in iis habeatur ratio fructuum et usurarum. 43. 1. 4.

XI. Quo in loco et coram quo judice movenda sint judicia possessoria. Rem. 43. 1. 6.

XII. Interdictorum loco hodie sunt mandata curiarum; quando locus non sit mandatis pœnalibus. 43. 1. 6.

XIII. Quæ pœna temerè per sub et obreptionem impetrantium mandata pœnalia. 43. 1. 6.

XIV. Pœnæ mandatis pœnalibus insertæ rigidè exigendæ. 43. 1. 6.

XV. Ad quam usque quantitatem pœna mandatis addi possit, si curia nominatim non jusserit addi majorem. 43. 1. 9.

XVI. De interdicto quorum bonorum. Materia et quæstiones tractantur. 43. 2. n. 1 et seqq.

XVII. De interdicto quod legatorum. Materia et quæstiones tractantur. 43. 3. n. 1 et seqq.

XVIII. De interdicto ne vis fiat ei qui in possessionem missus erit. Quibus in casibus locus sit huic interdicto. Monstratur, aliquando hoc interdictum magis pœnæ, aliquando magis rei persecutionem continere. 43. 4. 1.

XIX. Quibus in casibus cesset; ubi de illis qui sine dolo missum repellunt; et qui sine causâ missionem in possessionem petierunt. 43. 4. 2.

XX. Quid si quis missum primò admiserit, et post repulerit; quo sensu hoc interdictum sit *prohibitorium* et *restitutorium*. 43. 4. 3.

XXI. Non admissus, vel iterum expulsus etiam manu militari induci potest in possessionem. 43. 4. 4.

XXII. De interdicto de tabulis exhibendis. Materia et quæstiones exponuntur. 43. 5. n. 1 et seqq.

XXIII. De interdicto ne quid in loco sacro fiat. 43. 8.

XXIV. De interdicto ne quid in loco publico vel itinere fiat. Quid veniat hic nomine loci publici; an et loca fiscalia. 43. 8. 1.

XXV. Propter quæ et quibus competat hoc interdictum, propter quæ non; et quid, si quid jam factum sit. 43. 8. 1.

XXVI. Proponuntur tria interdicta alia de viâ et itinere publico. 43. 6. 2.

XXVII. De interdicto de loco publico fruendo, quid sit. 43. 9.

XXVIII. De interdicto de viâ publicâ et si quid in eâ factum esse dicetur. 43. 10.

XXIX. De interdicto de viâ et itinere publico reficiendo. 43. 11.

XXX. De interdicto ne quid in flumine publico ripâve ejus fiat, quo pejus navigetur. 43. 12.

XXXI. De interdicto ne quid in flumine publico fiat, quo aliter aqua fluat, atque uti priore æstate fluxit. 43. 13.

XXXII. De interdicto ut in flumine publico navigare liceat. 43. 14.

XXXIII. De interdicto de ripâ muniendâ. 43. 15.

XXXIV. De interdicto de vi et vi armatâ olim duplex fuit interdictum, alterum de vi privatâ seu quotidianâ, alterum de vi publicâ; quæ olim in variis differebant; at non ità jure novo. 43. 16. 1.

XXXV. Interdictum undè vi habet locum in immobilibus et incorporalibus plurimis; quæ immobilibus accensentur; etiam servitutibus personalibus et prædialibus. 43. 16. 2.

XXXVI. Non habet locum in mobilibus. Quid si mobilia tempore dejectionis fuerint in fundo vel ædibus. 43. 16. 2.

XXXVII. Hoc interdictum competit dejecto et hæredi, sive corpore sive animo possederit. 43. 16. 3.

XXXVIII. Si dejectus sit is per cujus corpus possidet, non dejecto, sed ei cujus nomine possedit, datur, quod exemplis variis adstruitur. 43. 16. 3.

XXXIX. Quid si detentores cœperint suo nomine possidere. 43. 16. 3.

XL. An non absente domino coloni et similes dejecti extraordinem audiendi sint; an et competat dejectis, qui injustè possederant. 43. 16. 3.

XLI. An competat prædoni qui dominum dejecerat, si ab eo rursus ex intervallo dejectus sit, jure civili ac moribus. 43. 16. 3.

XLII. Hoc interdictum non datur iis, qui adhuc possident. 43. 16. 4.

XLIII. Quid si a violento ingressore non expulsi, sed vincti in fundo opus facere compulsi. 43. 16. 4.

XLIV. Non datur etiam iis, qui nunquam possederunt, sed arcentur. Nec iis qui metu coacti tradiderunt. 43. 16. 4.

XLV. Quid si visis armatis alio tendentibus, vel audito, armatos venire, decesserint de possessione; quid si verborum jactationibus permoti. 43. 16. 4.

XLVI. Quid si vidua astu inducta, ut cederet possessionem rerum mariti hæredibus ejus, cum potuisset pro dote, doario, etc., retinere. 43. 16. 4.

XLVII. Contra quos hoc interdictum detur an et contra dejicientes nec tamen occupantes. 43. 16. 5.

XLVIII. Quid juris si alius dejecerit, mandato alterius. 43. 16. 5.

XLIX. An detur contra eos, qui dolo, culpâ, casu possidere desierunt. 43. 16. 5.

L. An contra parentes, patronos, principem; an et quousque contrà hæredes; municipes, dominos ex facto servorum. 43. 16. 5.

LI. An detur contra tertios possessores rerum unde facta dejectio. 43. 16. 5.

LII. Ad quid tendat hoc interdictum. 43. 16. 6.

LIII. An actor jurejurando æstimare possit res amissas, si specificè docere nequeat quas per dejectionem amiserit. 43. 16. 6.

LIV. An et quales fructus veniant in hoc interdicto. 43. 16. 0.

LV. An et ad quid hoc interdictum post annum detur. 43. 16. 6.

LVI. De remedio juris canonici *ex can. redintegrandâ* in quibus differat ab hoc interdicto ac pingules sit; quibus in casibus tamen cessat. 43. 16. 7.

LVII. Quid sit interdictum uti possidetis; habet locum in immobilibus et incorporalibus, quæ comparantur immobilibus. 43.17.1.

LVIII. An et in servitutibus personalibus ac prædialibus locum habet. 43. 17. 1.

LIX. An et in jurisdictione, censu, beneficiis ecclesiasticis, muneribus ac honoribus publicis. 43. 17. 1.

LX. Quibus competat; an et illis, qui alieno nomine in possessione sunt. 43. 17. 2.

LXI. An procuratoribus, colonis, depositariis, creditoribus a prætore in possessionem missis, aut pignus ex conventione habentibus. 43. 17. 2.

LXII. An competat hæredibus; an iis qui possessionem amiserunt. 43. 17. 2.

LXIII. Contrà quos detur, et quomodo turbatio in possessione fieri debeat et detur. 43. 17. 3.

LXIV Quid juris, si quis verbis tantum minetur turbationem. 43. 17. 4.

LXV. Quid si turbet quidem re ipsâ, sed non referat quæstionem possessionis; quid si adversarius contendat, se non eamdem, sed aliam rem possidere. 43. 17. 3.

LXVI. Ad quid tendat hoc interdictum. 43. 17. 4.

LXVII. An victor cavere debeat de re pendente judicio petitorio non deteriorandâ; et quid si non caveat. 43. 17. 4.

LXVIII. Quid juris circa fructus durante fiduciariâ possessione. 43. 17. 4.

LXIX. Quis vincat hoc interdicto ex jure canonico; quis in beneficialibus. 43. 17. 5.

LXX. Moribus triplex est judicium possessorium, *summariissimum*, *summarium* et *plenarium*. Quid intersit respectu probationis inter summarium et plenarium. 43. 17. 6.

LXXI. De mandatis spolii, novitatis, et manutenentiæ, vulgo *van spolie*, *van complainte*, *van maintenue*. 43. 17. 7.

LXXII. An his locus, si controversia sit de jure venandi, et quis se in quasi-possessione esse dicat. 43. 17. 7.

LXXIII. Quid intersit inter mandatum manutenentiæ, et novitatis, seu *van complainte*; uti et inter mandatum spolii, et illud quod est circa querelas novitatis; unde hæc plenius petenda. 43. 17. 7.

LXXIV. De interdicto de superficiebus. 43. 18.

LXXV. De interdicto de itinere actuque privato: quid sit hoc interdictum. 43. 19. 1.

LXXVI. Cui competat, ad quid, et quid requiratur ut vincat. 43. 19. 1.

LXXVII. Quid requiratur ut quis vincat in interdicto de itinere reficiendo, et quid veniat appellatione refectionis. 43. 19. 2.

LXXVIII. De interdicto de aquâ quotidianâ et æstivâ, quæ requirantur ut quis interdicto utroque vincat. 43. 20. 1.

LXXIX. Quid juris si plures per eumdem rivum ducant aquam et inter eos contentio sit. 43. 20. 1.

LXXX. Quis vincat in interdicto de aquâ ex castello ducendâ; an hoc jus ad successores transeat. 43. 20. 2.

LXXXI. De interdicto de rivis. 43. 21.

LXXXII. De interdicto de fonte. 43. 22.

LXXXIII. De interdicto de cloacis. 43. 23.

LXXXIV. De interdicto quod vi aut clam: ubi vi aut clam debeat factum esse, ut huic interdicto locus sit. 43. 24. 1.

LXXXV. Quis vi, quis clam facere videatur; an partim vi, partim clam opus fieri possit. 23. 24. 1.

LXXXVI. Habet locum in immobilibus an et quando in mobilibus. 43. 24. 2.

LXXXVII. Cui competat, contra quos, et ad quid tendat. 43. 24. 2.

LXXXVIII. Quando cesset; quid, si vi aut clam demolitus fuero, quod alter vi aut clam fecerat. 43. 24. 3.

LXXXIX. De interdicto de arboribus cædendis. 43. 27.

XC. De interdicto de glande legendâ. 43. 28.

XCI. De interdicto utrubi retinendæ possessionis prohibitorio de re mobili. 43. 31.

XCII. De interdicto de migrando; quid sit. 43. 32

XCIII. De interdicto Salviano, quid sit. 43. 33.

XCIV. De interdicto de precario. 43. 26.

XCV. De interdictu de sepulchro ædificando vel reficiendo. 11. 8. 4.

SECTION II. — DE L'ACTION CONNUE SOUS LA DÉNOMINATION DE DÉNONCIATION DE NOUVEL OEUVRE.

I. Quibus in casibus quis possit vel non possit opus novum facere, quo alteri noceatur. 39. 1. 1.

II. Quid sit operis novi nuntiatio; ob quas causas fiat. 39. 1. 2.

III. Quomodo fiat per prætorem, et quid tunc prius præstare debeat nuntians; quomodo per lapilli jactum; quomodo verbis. 39. 1. 2.

IV. Quid inter hos modos intersit ratione retinendæ possessionis. 39. 1. 2.

V. Nuntiatio novi operis sæpè unam tantùm speciem denotat; quæ verbis fit. 39. 1. 3.

VI. Qui possint nuntiare nomine publico vel privato. 39. 1. 3.

VII. Quid de pupillis, superficiariis, emphyteutis, creditoribus hypothecariis, bonæ fidei possessoribus 39. 1. 3.

VIII. Quid de tutoribus, procuratoribus, fructuariis, servitutem realem habentibus. 39. 1. 3.

IX. Quid juris si pluribus noceatur opere novo. 39. 1. 3.

X. An et possint nuntiare coloni vel inquilini; an servi. 39. 1. 4.

XI. Quid intersit inter interdictum de operis novi nuntiatione, et quod vi aut clam. 39. 1. 1

XII. An et quomodo socius socio sive in communi, sive in proprio fundo, quid novi facat; quomodo moribus socio succuratur. 39. 1. 4.

XIII. Quibus nuncietur; an et quomodo prætori ipsi aut alteri magistratui. 39. 1. 5.

XIV. Quid juris, si plures sint domini rei in quâ opus novum fit. 39. 1. 5.

XV. An et nunciatio fiat messem facientibus, arborem vel vineam putantibus; an et opus pristinum reficientibus, aut iis qui opus jam perfecerunt. 39. 1. 5.

XVI. Facienda nuntiatio in re præsente. Quid si in pluribus locis opus fiat; quid si partim jure, partim non jure. 39. 1. 6.

XVII. Consultum, tempore nuntiationis modulos adhiberi, ut sciatur, quid post exstructum sit. 39. 1. 6.

XVIII. Quo tempore possit fieri nuntiatio; an et absente domino operariis, servis, pueris, puellis, infantibus, qui sunt in opere. 39. 1. 6.

XIX. Quis sit effectus nuntiationis; an destruendum si in opere perrectum sit; an et si pergens habuerit extruendi jus. 39. 1. 7.

XX. An destruendum si perrexerit, cùm jam cœpisset agere jus sibi esse ità ædificare. 39. 1. 7.

XXI. An et si perrexerit cùm ignoraret, nuntiationem factam esse. 39. 1. 7.

XXII. Quid si hæres contra nuntiationem defuncto factam perrexerit. 39. 1. 7.

XXIII. An id quod contra nuntiationem exstructum est, auctoritate privatâ destrui possit. 39. 1. 8. — 8. 2. 4.

XXIV. An cesset effectus nuntiationis morte nuntiantis vel alienatione per eum factâ. 39. 1. 9.

XXV. An hæres nuntiantis de novo nuntiare possit; et an experiri interdicto de operis novi nuntiatione; quid moribus. 39. 1. 9.

XXVI. Cessat, si prætor, qui prius jusserat, deindè prohibeat nuntiationem; vel si nuntians eam remittat. An et remittere possit eam quæ prætore auctore facta est. 39. 1. 10.

XXVII. Quibus ex causis prætor nuntiationem remittat; ubi de nuntiante qui noluit de calumniâ jurare, aut de rato cavere, aut caruit jure nuntiandi. 39. 1. 10.

XXVIII. Item de oblatâ per eum cui nuntiatum, cautione de destruendo, si appareat non jure exstructum esse, sive acceptetur, sive non. 39. 1. 10.

XXIX. Qualis cautio interponi debeat, et an prætor eam statim admittat, an demum post tempus; admissâ cautione, quale interdictum habeat pergere desiderans. 39. 1. 10

XXX. An et cesset morte ejus cui facta est, vel alienatione. 39. 1. 11.

XXXI. An et quousquè hæres aut particularis successor ejus cui nuntiatum, teneatur ex suo vel defuncti facto contra nuntiationem. 39. 1. 11.

XXXII. De annali præscriptione ejus qui quid sine servitute extruxit, quod servitutem redolet ex lege municipali. 8. 4. 6.

XXXIII. Probare tenetur qui non possidet. 22. 5. 11.

23. 24.

Le possessoire est toujours séparé du pétitoire.

25. 26. 27. — I. Terminanda apud eumdem judicem possessionis et proprietatis causa, et uno tempore experiri potest. 2. 15. 14. — 11. 2. 2.

II. Quid nostris moribus. 2. 13. 14. — 11. 2. 2.

V. suprà, Pr. gén.

28. — 33.

TITRE V. — *Des enquêtes.*

34. — 40. — Testes jurisjurandi religione per judicem prinsquam perhibeant testimonium arctandi sunt. 22. 5. 15.

41. — 47.

LIVRE II.

DES TRIBUNAUX INFÉRIEURS.

TITRE PREMIER. — *De la conciliation.*

Lites quantocius terminandæ sunt. 5. 1. 56.

48. 49. 50.

TITRE II. — *Des ajournements.*

SECTION PREMIÈRE.

Principes généraux. Questions diverses sur la demande.

I. Quot personæ constituant judicium; quis actor, quis reus sit. 5. 1. 9.

II. Quid sit in jus vocare. 2. 4. 1.

III. Quid sit editio actionis; cur fiat; quomodo fiat voce vel libello. 2. 13. 1.

IV. Quid sit libellus. 2. 13. 2.

V. In conclusione libelli formandâ opus est summâ prudentiâ. 2. 13. 2.

VI. Quid sit in jus vocatio edictalis, et quando locum habeat. 2. 4. 18.

VII. Initium judicii est in jus vocatio; sine quâ sententia subsecuta est ipso jure nulla, nec sustinetur in favorem non citati. 2. 4. 60.

VIII. Initium judicii inchoandi est in jus vocatio; inchoati vero litis contestatio. 5. 1. 144.

IX. Quomodo litis contestatio fiat, quæ minus plena, quæ plena contestatio sit. 5. 1. 144.

X. De fictâ litis contestatione, quæ est ex contumaciâ. 5. 1. 145.

XI. Rejicitur divisio litis contestationis in affirmativam et negativam, simplicem et conditionatam. 5. 1. 146.

XII. In omni judicio opus est litis contestatione, etiam in summario; quid si reus respondens protestetur, se id non facere animo litis contestandæ. 5. 1. 147.

XIII. Quæ post litem contestatam in judicio alterius agenda. 5. 1. 148.

XIV. Quinam sint effectus litis contestationis; ut actorem non solere deteriorem facere suam conditionem. 5. 1. 149.

XV. Vocatus ad unam causam ad alteram respondere non compellitur; si tamen sponte respondeat, valet judicium. 2. 4. 67.

XVI. Qui jus dicenti non obtemperat, quomodo jure romano ac moribus coerceatur. 2. 3. n. 1 et seqq.

XVII. Quid sit hodie realis in jus vocatio, seu *arrestum;* repugnat principiis juris romani. Tractatur hæc materia juris hollandici. 2. 4. n. 17 et seqq.

XVIII. Quis effectus vocationis legitime factæ. 2. 4. 14.

XIX. Quid juris si defectu quodam laboret vocatio. 2. 4. 14.

XX. Quid si reus non rectè vocatus sponte venerit. 2. 4. 14.

XXI. Qui vocatus non venit, mulctandus est; mulcta actori cedit. Quando cesset mulcta; de contumaciâ rei. 2. 5. n. 1 et seqq.

XXII. Cavens de sistendo evitat mulctam: cavent conjunctæ personæ dato fidejussore etiam minus idoneo facultatibus. 2. 6. n. 1 et 2.

XXIII. Ne quis eum, qui in jus vocabitur, vi eximat. 2. 7. n. 1 et seqq.

XXIV. Qui satisdare cogantur vel jurato promittant, vel suæ promissioni committantur. 2. 8. n. 1 et seqq.

XXV. Si ex noxali causâ agatur, quemadmodum caveatur. 2. 9. n. 1 et seqq.

XXVI. De eo per quem factum erit quo minus quis in judicio se sistat. 2. 10. n. 1 et seqq.

XXVII. Si quis cautionibus in judicio sistendi causâ factis non obtemperavit. 2. 11. n. 1 et seqq.

SECTION II. — QUAND ET COMMENT LA DEMANDE PEUT-ELLE ÊTRE FORMÉE.

I. Actoris arbitrio relinquitur quando actionem intentare velit. 5. 1. 20.

II. Agi non potest antequam dies vel conditio debiti extiterit. 5. 1. 27.

III. Tamen si actor cœperit petere pendente conditione ac lite pendente conditio existat, reus condemnandus est. 5. 1. 26.

IV. Actor rectè agitur ad præteriti simul et futuri temporis usuras, fructus, reditus, alimenta, annua, menstrua solvenda. 5. 1. 27.

V. Item post anni primi lapsum agitur rectè ad condemnationem debiti annuâ, bimâ trimâ die solvendi, ut itâ suis quibusque temporibus in futurum fiat executio. 5. 1. 27.

VI. Quomodo agat de jure prælationis in generali concurso creditorum is cui ex die vel sub conditione debitum. 5. 1. 28.

VII. An is cui ex die vel sub conditione debetur, interim cautionem petere possit in judicio stricti juris. 5. 1. 28.

VIII. An plures actiones uno libello cumulari possint. 2. 13. 14.

IX. Quales actiones moribus cumulari possint, quales non. 2. 15. 14.

X. Tot sunt actiones quot sunt facta diversa enarrata libello actiones diversas producentia. 2. 15. 14.

XI. An et quomodo libellus ante ac post litem contestatam mutari possit judicio eodem manente. 2. 15. 9.

XII. Quid hodie obtineat; etiam sæpius mutationem admitti, causâ cognitâ. 2. 15. 10.

XIII. Qui non mutat, sed tantùm obscuritatem libelli explicat, nulla ob id adversario impendia reddit. Quis censeatur tantùm explicare, non mutare. 2. 13. 11.

XIV. An mutationem libelli magis licitam faciat clausula addita, *salvo jure addendi, mutandi*, etc. 2. 13. 12.

XV. Quæ sit vis clausulæ salutaris et imploration is *nobilis officii judicum*, quæ libello petitionis addi solet, et quousque judex supplere possit quæ desunt advocatis partium. 2. 13. 13.

XVI. Auctor minus aut partem debiti petendo non peccat, ut omninò plus petendo, reus tamen desiderare potest ne continentia causæ dividatur. 5. 1. 25.

XVII. Quæ sint pœnæ plus petentium, jure veteri, novo, canonico et hodierno. 5; 1. 25.

XVIII. Ex loco quocumque reus regulariter vocari potest. 2. 4. 2.

XIX. Quomodo quis de domo suâ vel ecclesiâ in jus vocari possit, vel non. 2. 4. 2.

XX. Quibus circumstantiis in jus vocatio non permittitur. 2. 4. 5.

XXI. Quomodo hodie impetretur decretum generale vocandi debitores plures (*mandement van debitis*); quamdiù id duret et ad quæ debita spectet. 2. 4. 15.

SECTION III. — PAR QUI ET CONTRE QUI PEUT-ELLE ÊTRE INTENTÉE.

I. Quis in jus vocare possit; qui habeant legitimam personam standi in judicio; an et universitates; an collegia illicita sed tolerata. 5. 1. 10.

II. An et quando filiusfamilias, tum jure civili tum hodierno. 5. 1. 10.

III. Quisque de suo, nemo de alieno debito conveniendus est. 5. 1. 29.

IV. An uxor pro marito, maritus pro uxore, filius pro patre; non extraneus pro extraneo et de prohibitis pignorationibus. 5. 1. 29.

V. Licitæ tamen ex concessione principis pignorationes, seu represaliæ quoties debitor et creditor non subsunt uni supremo principi, et princeps alterius regionis peregrino creditori contra suos subjectos jus dicere detrectat. 5. 1. 30

VI. Ordiaarius judex non potest repressalia concedere, nec princeps peregrinis, sed tantùm subjectis suis. 5. 1. 31.

VII. Vocari nequeunt furiosi, minores, sine curatore; quid juris si impetraverint veniam ætatis; an magistratus; et quid moribus. 6. 4. n. 4 et 5.

VIII. Patroni et parentes non possunt vocari sine veniâ; et quid hodie servetur; quæ pœna sit vocantiom sine veniâ, et quando illa cesset. 2. 4. 6.

IX. Parentum nomine hic veniunt etiam naturales; etsi turpes personæ sint; sive suo, sive tutorio, aliove simili nomine pro pupillis conveniuntur; quid juris, si filias curatorem patris sui furiosi vocet. 6. 4. 7.

X. An socer aut socrus vocari sine veniâ; an vitricus aut noverca; an uxor maritum sine veniâ. 6. 4. n. 8. 9. 10.

XI. An vasallus dominom directum; an subjectus principem; aut principis ministros, veluti ærarii quæstores, fisci advocatos. 6. 4. 11.

XII. Quid juris in præceptoribos, susceptoribus de fonte baptismalis, fratribus. 2. 4. 16.

XIII. An minoris 25 annis sine curatore in judicio stare possint; et quid si sine curatore steteriot. 5. 1. 11.

XIV. An jure romano et hodierno in causis criminalibus si accusentur aut accusent. 5. 1. 12.

XV. An jure canonico et moribus in causis matrimonialibus et beneficialibus. 5. 1. 6.

XVI. An qui veniam ætatis impetrârunt, aut nuptiis vel aliter, pro majoribus sunt habiti, etiam de immobilibus sine curatore litigent. 5. 2. 14.

XVII. An uxor possit sine viro stare in judicio, tanquam rea vel actrix. 5. 1. n. 14 et seqq.

XVIII. Cùm plures simul agunt aut conveniuntur, considerandi ac si singuli seorsim actiones intentassent aut excepissent intentatam. 5. 1. 76.

XIX. Tamen si lis movetur nomine societatis communis, una actio est universitatis sociorum. 5. 1. 86.

V. C. c., art. 543, *n.* 3. 9. 16.

Où doit être portée la demande.

59. — I. Litis initio inspicitur quodnam sit forum rei, ità ut reus non possit petere ad alium transferri, si lite pendente ratio competentiæ cessare incœperit. 5. 1. 64.

II. Extra territoriam jus dicenti aut iis qui in territorio non sunt impunè non paretur. 2. 1. 46.

III. Actor sequitur forum rei. 5. 1. 64.

IV. Sortitur forum competens ratione originis. 5. 1. n. 66 et 61.

V. Quid si in insulâ, aut vico, aut matre peregrinante, quis natus sit. 5. 1. 91.

VI. Originis locus etiam fingitur manumissione et adoptione. 5. 1. 91.

VII. Communis patria est Roma ubi quisqua conveniri potest nisi habeat jus revocandi domum: qui id habeant præcipuè quando id habeant aut non habeant legati. 5. 1. 91.

VIII. Forum sortitur competens ratione domicilii. 5. 1. n. 66 et 61.

IX. Ubi conveniendus est illa qui plura domicilia habet. 5. 1. 92. — *V. C. civ., du Domicile.*

X. Forum est competens ratione rei sitæ, et actio fovetur eo in loco in quo res propter quam contenditur sita vel constituta est. 5. 1. n. 66 et 76.

XI. Hæc regula competentiæ locum habet sive de proprietate rei, sive de ejus possessione, sive de rebus mobilibus vel immobilibus agatur. 5. 1. 76.

XII. Ratione contractûs forum competens sortitur eo in loco quo contractus vel quasi-contractus celebratus seu perfectus est. 5. 1. n. 66 et 73.

XIII. Ubi quisque censeatur contraxisse si per litteras consensus declaratus sit. 5. 1. 73.

XIV. Ubi si alibi consensus interpositus, alibi instrumentum conscriptum sit. 5. 1. 73.

XV. Ubi si alibi contractum, sed ad locum alium destinatum sit implementum contractûs. 5. 1. 75.

XVI. Proponantur exceptiones quibus quis in loco contractus non potest conveniri. 5. 1. 74.

XVII. An concurrat cum rei sitæ foro etiam forum ex domicilio rei possidentis. 5. 1. 77.

XVIII. Si reus pluribus in locis forum competens habeat, actoris electio est. 5. 1. 66.

XIX. Multis aliis modis competens forum sortitur. 5. 1. 66.

XX. Quo loco intentanda est hæreditatis petitio. 5. 1. 77.

XXI. Quo in loco judicium familiæ erciscundæ intentari debeat. 16. 2. 46.

XXII. De foro competente ex continentiâ causæ. 5. 1. 90.

XXIII. Ad eumdem judicem ire debent cohæredes, confines, socii, contutores; legatarii et creditores hæreditarii ut legis falcidiæ ratio ineatur: sæpe etiam plures de liberali causâ, etc. 11. 6. 1.

XXIV. Si plures unius debiti debitores vel cohæredes, nomine hæreditario debentes, sub diversis habitent judicibus inferioribus, omnes tamen subsint uni judici superiori, veluti curiæ Hollandiæ; omnes inferiore præterita ad superiorem vocari possunt apud nos. 11. 6. 3.

XXV. Si ex pluribus actoribus aut reis quidem privilegiati sint respectu fori, etiam non privilegiati ad eumdem judicem ire et vocari possunt. 11. 2. 4.

XXVI. Curatore bonis dato, ad eumdem judicem ire debent omnes obærati creditores. 11. 2. 6.

XXVII. Reconventio forum competens afficit. 5. 1. 76. Multa de reconventione. — *V. C. proc., tit. prél., sect. IV, § IV.*

XXVIII. De foro competente ex privilegio. Milites ubi forum competens sortiantur in causis civilibus de jure romano. 5. 1. 105.

XXIX. Quid juris hodie sit circa militum forum competens in causis civilibus. 5. 1. 107.

XXX. Milites in eo quidem loco in quo militiæ causâ morantur, habere fori privilegium; sed tamen in loco domicilii aut alio foro, secundùm jus commune competente, conveniri posse apud judices ordinarios actionibus civilibus pro debito, adstruitur ex jure romano; nec longe abit jus hodiernum. 5. 1. 108.

XXXI. De foro privilegiato studiosorum ex auth. habitâ, C. ne filius pro patre. 5. 1. 109.

XXXII. De foro privilegiato studiosorum et professorum universitatis, quæ est Lugduni Batavorum in causis civilibus et criminalibus; an prorogatione sibi noceant. 5. 1. 109.

XXXIII. Quid juris, si agant actione cessâ; nihil referre in quâ Hollandiæ parte contraxerint aut deliquerint Academiæ membra. 5. 1. 109.

XXXIV. De foro competente clericorum ex jure romano et canonico. 5. 1. 110.

XXXV. An clericus judici laico prorogare jurisdictionem possit. 5. 1. 116.

XXXVI. Ubi senatores vel clarissimi conveniendi sint. 5. 1. 111.

XXXVII. Ubi nobiles Hollandiæ, curiarum Hollandicarum senatores, delegati ad collegia publica Hagæ Comitis congregari solita, advocati curiæ Hollandiæ, aliique curiæ suppositi vulgò dicti, in causis civilibus ac criminalibus, et ubi advocati Ultrajectini in criminalibus. 5. 1. 111.

XXXVIII. Quid si nobiles, senatores advocati, etc... in aliâ provinciâ extra Hollandiam inveniantur aut bona habeant. 5. 1. 116.

XXXIX. Si non Hagæ, sed alibi intra Hollandiam habitent, aut praxin exerceant. 5. 1. 112.

XL. Ubi conveniendi assessores camerarum maritimarum, aut aliis fœderati Belgii collegiis generalibus adscripti, si deliquerint in officio. 5. 1. 113.

XLI. De foro illustrium Germaniæ virorum. Remissiva. 5. 1. 113.

XLII. De potestate judicandi concessâ collegiis opificum, consulibus aut præfectis nationis Anglicæ, Belgicæ, etc... per varias regiones. 5. 1. 114.

XLIII. Ubi pupilli, viduæ, et aliæ miserabiles personæ; qui veniant appellatione miserabilium personarum; an senes decrepiti; an virgines. 5. 1. 115.

XLIV. An mulier, cujus maritus exul est, aut ad triremes damnatus, aut captus, aut furiosus, aut prodigus. 5. 1. 116.

XLV. An et si tales personæ opulentæ sint. 5. 1. 117.

XLVI. An mercatores mercaturæ causâ in locis peregrinis litigantes; et quid moribus. 5. 1. 118.

XLVII. An ecclesiæ, nosocomia, orphanotrophia, aliaque pia loca, an et universitates. 5. 1. 116.

XLVIII. An hæ miserabiles personæ possint, si velint, agere apud judicem ordinarium et

an etiam, cum conveniuntur, an tantùm cùm agunt, fori privilegia uti possint; et quid moribus. 5. 1. 120.

XLIX. Non interest, propriis an hæreditariis agant actionibus. Quid juris, si agere velint contra aliam æquè miserabilem personam. 5. 1. 121.

L. Si lis miserabili personæ sit communis cum aliâ non privilegiatâ, an et non privilegiata fori privilegiati particeps reddatur. 5. 1. 122.

LI. An miserabiles personæ in contrahendo possint efficaciter suo fori privilegio renuntiare; et an contra renuntiationem expressam vel tacitam restitui possint. 5. 1. 123.

LII. Non gaudent hodie miserabiles personæ fori privilegio, nisi lis certam quantitatem, statutis varié definitam, excedat. 5. 1. 124.

LIII. An fori privilegio uti possint miserabiles personæ, si actione cessâ agere velint. 5. 1. 125.

LIV. Carent hæ personæ fori privilegio, si de assecuratione (*assurantie*) lis sit, vel de missione in possessionem hæreditatis, vel de assignatione bonorum parentis defuncti per superstitem pupillis faciendâ, vel agatur universali judicio concursus inter creditores ad bona debitoris inidonei, vel familiæ erciscundæ judicio inter cohæredes, vel agatur de causis quæ certis tantùm judicibus, cum exclusione aliorum, demandatæ sunt; et quales illæ sint; qui de hoc miserabilium privilegio scripserint. 5. 1. 126.

LV. Quibus specialiter competat jurisdictio de violatis saltibus publicis, et peccatis contra leges venationis. 5. 1. 127.

LVI. De quibus causis judicent assessores rei maritimæ (*collegien ter admiraliteyt*) enarrantur : judicant inter alia de fraudatis vectigalibus, de prohibitis importari vel exportari, si contra factum sit, licet milites res deprehensas intra sua præsidia detulissent. Quid juris, si rei mercium ad hostes illicitè exportatarum non in ipso flagitio deprehensi postea accusandi sint. Quid si delicta sint perpetrata in navi Indiam orientalem petente; et de judicio seu concilio navali. 5. 1. 128.

LVII. Ubi agatur de delictis publicanorum, de impositionum fraudationibus, et aliis ad impositiones publicas spectantibus. 5. 1. 129.

LVIII. Quales lites pertineant ad præfectos cameræ pupillaris; judices esse nequeant, si pupillis mortuis bona cœperint ad alios pertinere. 5. 1. 130.

LIX. Quis in feudalibus jure feudali sit judex competens, si inter vasallos duos de feudo lis sit, vel inter dominum et vasallum, vel inter dominum et extraneum, vel inter vasallum et extraneum. 5. 1. 131.

LX. Quis secundum hodiernos Hollandiæ mores, et de amplitudine jurisdictionis curiæ feudalis Hollandicæ; quis competens, si lis de debitis, reditibus, servitutibus, partim feudali, partim allodiali prædio impositis; et quomodo novissimè iterum curia provincialis ut suprema de feudis judicet; quis competens in feudis Flandricis; quatenus subsunt ordinibus generalibus; qui plura scripserint de hoc foro. 5. 1. n. 132 et 133.

V. C. c., art. 111, *n.* 1 *et seqq.* — *C. proc., tit. prél., sect. IV. — De la Juridiction.*

60. — *V. C. proc., art.* 59.

Formalités de la demande.

61. — I. Quâ formâ olim, quâ post modum, quâ denique hodie fieri solitæ in jus vocationes per apparitores; intra judicis territorium, non extra. 2. 4. 13.

II. Quæ in libello continenda et exprimenda. 2. 13. n. 2 et seqq.

III. Libellus debet esse clarus; obscurus pro actore contra reum recipit interpretationem; judex actorem cogere potest ut libellum obscurum explanet. 2. 13. 3.

IV. Si tam obscurus sit libellus ut nullo modo colligi possit intentio actoris, nullus est, et inutilis sententia ad eum secuta. 2. 13. 3.

V. Exprimendum libello nomen actoris et rei et qualitas, an suo an alieno, tutorio, uxorio nomine, etc. agat, quæ qualitas in ingressu litis probanda, si in principio negetur. 2. 13. 4.

VI. An et cessio probanda statim si quis cessâ actione agat. 2. 13. 4.

VII. Exprimenda et res quæ petitur; multis tamen casibus incerti petitio probata est. 2. 13. 5.

VIII. Nomen judicis aut judicii exprimendum. 2. 13. 6.

IX. Causa agendi libello inserenda, specialis in actionibus in personam, generalis in actionibus in rem. 2. 13. 7.

X. An et nomen actionis etiam in libello exponendum. 2. 13. 8.

62. 63. 64. — *V. suprà, Pr. gén. — Art.* 61.

65. — I. Nemo tenetur edere contra se. 2. 13. 17.

II. Edenda sunt tamen instrumenta; quæ actor reo ante litem contestatam edere debet, sive in conventione, sive in reconventione actor sit vel actione cessâ agat. 2. 13. 16.

III. Non edenda instrumenta quibus ipse usurus non est, nisi ea sint rei propria vel actori et reo communia; quales etiam rationes accepti et expensi, debiti et crediti ex libro mercatorio. 2. 13. 17.

IV. Non edit actor reo ab initio nomina testium quorum depositione usurus est. 2. 13. 17.

V. Regulariter non totum instrumentum edendum, sed tantùm ea pars quæ ad litem istam spectat; una cum capite. 2. 13. 19.

66. 67. — *V. suprà, Pr. gén.*

68. — I. Si apparitor reo absenti editionem facere nequeat, vel domesticis ipsius aut institoribus, vel nullo præsente, vicinis majorennibus denuntiari sufficit. 2. 4. n. 13 et 14.

II. Vicinis deficientibus ad ipsas ædes denuntiationem affigi consultum erit. 2. 4. 13.

III. In jus vocari possunt universitates, et negotia universitatis per syndicum agantur. 2. 4. 1. — 5. 4. n. 2, 3 et 8.

IV. Quâ formâ vocabatur in jus qui nullibi certum domicilium fovebat. 2. 4. 13.

69. — 74. — *V. suprà, Pr. gén. — Art.* 68.

TITRE III. — *Constitution d'avoué et défenses.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quis olim, quis deinde, quis moribus nostris procuratorum usus sit. 3. 3. 1.

II. Multa cum advocatis habent communia procuratores; an eorum munus nobilitati præjudicet. 3. 3. 1.

III. Intervenit procurator in causis civilibus nisi judex desideret ipsius litigantis præsentiam. 3. 3. 14.

IV. An hoc casu litigans defungi possit mittendo procuratorem plenissimo mandato instructum. 3. 3. 14.

V. Qui procuratorem constituere possint; an minores; quid si minor de statu suo litigat. 3. 3. 2.

VI. An tutores, procuratores ante litem contestatam constituere possint procuratorem. Quid moribus. 3. 3. 2.

VII. An procurator, ad negotia gerenda datus, possit dare procuratorem ad lites. 3. 3. 3.

VIII. Quis possit esse procurator ad lites; an infamis, miles, mulier. 3. 3. 4.

IX. An moribus uxor sine mariti consensu constitui ab extraneo possit procuratrix ad litem expediendam, promovendam. 3. 3. 3.

X. An minor viginti quinque annis possit esse procurator ad lites; an defensor; firmatur divisio quâ procurator generalis vel *cum libera* vel simpliciter constituitur. 3. 3. 7.

XI. In quibus simplex procurator distet a procuratore in rem suam. 3. 3. 8.

XII. Constitutione procurator mandato : quomodo illud, tum jure civili tum moribus, interponatur. 3. 3. 9.

XIII. Procurator non admittendus pro actore sine mandato. 3. 3. 10.

XIV. Si admissus sit de facto an ratihabitione firmatur quæ per eum gesta expressè vel tacitè. 3. 3. 13.

XV. Conjunctæ personæ an et quando pro conjunctis agere possint sine mandato. 3. 3. 11.

XVI. Si constet de mandato, non cavendum de rato; secùs si de eo dubitetur. 3. 3. 12.

XVII. Quis ferat impensas litis, si procurator egerit pro alio sine mandato, et succubuerit. 3. 3. 13.

XVIII. Officium procuratoris est causam domini diligenter expedire, non tantùm in conventione sed et in reconventione. 3. 3. 17.

XIX. Deducit in judicium actionem mandato comprehensam, et eas quæ sunt huic accessorias. 3. 3. 18.

XX. De naturâ et effectu obligationum a procuratore contractarum. — *V. C. c., du Mandat.*

XXI. An procurator sit dominus litis vel minister, et quid moribus. 3. 3. n. 19 et 23.

XXII. Quibus in casibus procurator differat a defensore. 3. 3. 25.

XXIII. An quis possit, instrumentum quod pro se produxit reprobare, si et adversarius eo uti velit. 22. 4. 18.

XXIV. An quis instrumentum a se productum possit liti eximere invito adversario. 22. 4, 18.

XXV. Advocatum non habenti, dandus est a magistratu, qui et jure romano curabat ut utrimque esset æqua peritorum acies. Quid moribus. 5. 1. 11.

V. C. civ., du Mandat, Pr. gén., sect. I et II.

De la constitution d'avoué.

75. 76. — I. Non potest quisquam suam in judicio causam ipse curare, sed necesse est ut per procuratorem sua expediat. 3. 3. 1.

II. An in omni parte judicii mandatum datum procuratori ad lites possit revocari. 3. 3. 23.

III. De revocatione procuratoris ad lites. — *V. C. c., art.* 2003. — *Suprà, Pr. gén.*

Des défenses.

77. 78. 79. — I. An et qualia instrumenta reus actori edere teneatur; an etiam ad firmandam actoris replicationem; qui plenius scripserint de instrumentis per eos edendis. 2. 13. 18.

II. Quando editio facienda. 2. 13. 18.

80. 84.

TITRE V. — *Des audiences, de leur publicité et de leur police.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. In omni judicio opus est litis contestatione, quæ narratione et contradictione constat. 5. 1. 147.

II. Quid est postulare. 3. 1. 1.

III. Qui possint postulare, qui non. 3. 1. n. 2 et seqq.

IV. An alibi postulare possit cui uno in loco advocationibus interdictum est. 3. 1. 2.

V. Quid si nec adversarius nec judex prohibitos repulerit. 3. 1. 2.

VI. An quis possit, cognitis prius clientis sui argumentis, causam ejus deserere, et adversæ parti adesse. 3. 1. 4.

V. C. c., du Mandat, sect. I et II, Pr. gén. — C. proc., tit. prél., sect. IV, de la Juridiction, Pr. gén., pag. 154.

Qui peut plaider devant les tribunaux.

85. 86. — I. Judices postulare nequeunt in causâ in quâ judicaturi sunt. 3. 1. 3.

II. Tamen patrocinatur in causis propriis nec non eorum quibus tam arcto sanguinis aut affinitatis nexu juncti ut a litibus eorum judicandis abstinere jussissent. 3. 1. 3.

V. C. c., du Mandat, sect. I et II, Pr. gén.

87.

88. 89. 90. — Judex mulctare potest eos qui ei quâ judici injuriam fecerunt. 5. 1. 2.

TITRE VI. — *Des délibérés et instructions par écrit.*

Principes généraux.

Si omissa causam relinquunt obscuriorem, judex per sententiam interlocutoriam monere potest litigantes ut plenius instruant litem pendentem. 5. 1. 49.

TITRE VII. — *Des jugements.*

Principes généraux.

I. Quid sit judicium. 2. 5. n. 1 et 3.

II. Ordinarium vel summarium est judicium. 5. 1. n. 3 et seqq.

III. Quid sit judicium civile, quid criminale. 5. 1. 8.

IV. Plures aliæ recensentur species judiciorum. 5. 1. 8.

V. Lata fuit lex Julia altera judiciorum publicorum, altera privatorum; posterioris capita quædam proponuntur. 5. 1. 8.

VI. Tres personæ constituunt judicium: actor, reus et judex. 5. 1. 8.

VII. Quodnam sit fundamentum judiciorum in rem et in personam. 5. 2. 1.

VIII. Ferendæ sententiæ secundum leges, secundum allegata et probata regulariter, purè, non sub conditione; inter illos qui litem contestati sunt; non tamen hodiè in procuratorem. 42. 1. 19.

IX. Sententia debet esse conformis libello, non in plus quam petitum, licet appareat plus debitum: non in plus quam debitum licet plus petitum; ubi notatur uno in casu plus petentem jure novo causâ cadere. 42. 1. 18.

X. Sententia debet esse certa et litem finiens; quot modis videatur certa esse. 42. 1. 20.

XI. Quæ sit incerta sententia; recensentur casus quibus incerta sententia ferri potest. 42. 1. 20.

XII. Quid sit res judicata; an reus pro parte absolvi, pro parte condemnari possit. 42. 1. 1.

XIII. An in Hollandiâ ferri possit sententia, *dat d'en eysch en conclusie werd ontseyd, in voegen die gedaan en genomen is.* 42. 1. 1.

XIV. Res judicata quandoque denotat ipsam sententiam quandoque effectum sententiæ. 42. 1. 2.

XV. Quid intersit inter sententiam et opinionem. 42. 1. 3.

XVI. An et quando comminationes, programmata, epistolæ, subscriptiones, commonitiones judicum habeant vim rei judicatæ. 42. 1. 3.

XVII. De more pronuntiandi *videri sibi* hodie non solet. 42. 1. 3.

XVIII. Dividitur sententia in definitivam et interlocutoriam 42. 1. 4. — *Vide C. proc., art.* 452.

XIX. Quid sit sententia definitiva. 42. 1. 17.

XX. An et quando judex possit litem pro parte decidere, pro parte decisionem in aliud tempus differre, vel litigantium unius intuitu differre, si plures litis ejusdem consortes sint. 42. 1. 17.

XXI. An et plures lites unâ sententiâ terminari possint inter easdem vel diversas personas. 42. 1. 17.

XXII. Quæ sint requisita definitivæ; ubi de judice competente, tempore, loco, linguâ, scripturâ, recitatione, præsentiâ partium, præsentia eorum qui judicare jussi sunt. 42. 1. 18.

XXIII. An judex mutare possit sententiam quam tulit; an non ante pronuntiationem ejus. 42. 1. 27.

XXIV. An et quando supplere possit ea quæ desunt sententiæ. 42. 1. 27.

XXV. An dubium sensum explicare possit. 42. 1. 27.

XXVI. An possit declarare ad tertii petitionem sententiam ei haud prejudicaturam, si fortâ per consequentiam prejudicare posset. 42. 1. 27.

XXVII. Non potest videri in judicium venisse quod post judicium acceptum accidit, ac proinde aliâ interpellatione opus est. 39. 3. 3.

De officiis judicorum. — *V. C. proc., tit prél., sect. I, Pr. gén.* — De jurisdictione. *Ibidem, sect. IV, pag.* 154.

116. 117. — I. Quid juris si judices impari numero dissentiant. 42. 1. 18.

II. Quid si pari numero dissentiant circa quantitatem. 42. 1. 18.

III. Quid si pari numero dissentiant circa quantitatem, an non tunc prevaleat sententia ea cujus parte præses extat; respondetur objectionibus circa casum si æquali numero dissentiant. 42. 1. 18.

118. — 129. — *V. art.* 1362.

De la condamnation aux dépens.

130. — I. Jure romano cui plus petebat pœna dabatur. 3. 1. 25.

II. Quid jure novo canonico et hodierno. 5. 1. 25.

III. In impensas litis judex damnare debet temerarium litigatorem, licet victor id non petierit: nisi vincat, qui ex contumaciâ absens fuit; vel vincat in appellatione per allegationem exceptionis in lite primâ dolo malo non appositæ. 42. 1. 21.

IV. An victus victori de impensis litis teneatur, si judex nihil de iis definierit. 42. 1. 21.

V. An ob solas impensas litis non adjudicatas victor appellare possit. 42. 1. 21.

VI. An victus victori ad impensas, si victor

sit tali, qui victus impensas litis haud ferret. 42. 1. 21.

VII. Si plures ejusdem litis consortes in impensas damnentur, singuli tantum pro parte tenentur, licet respectu litis principalis singuli in solidum damnati sint; et quidem pro parte virili, licet inæquales in lite partes habuerint, veluti cohæredes. 42. 1. 24.

VIII. Quid si cohæredes partium inæqualium successerint condemnato in expensas. 42. 1. 24.

IX. An et particulares successores conveniri possint ad expensas ad quas prædecessor damnatus fuit. 42. 1. 24.

X. Quæ partes impensarum debeantur a singulis, si unus consors litis majorennis tres minorennes ab uno tutore repræsentanti, in expensas litis damnentur. 42. 1. 24.

XI. An judex damnare possit in expensas, si appellationem desertam pronuntiet, vel se incompetentem. 42. 1. 25.

XII. An pendente lite principali condemnatio fieri possit, aut debeat in expensas retardatæ litis. 42. 1. 25.

XIII. An tunc etiam executio earum ante litis finem principalis fieri possit. 42. 1. 25.

XIV. An et si super lite principali deinde transactum sit. 42. 1. 25.

XV. Quæ veniant appellatione impensarum litis. 42. 1. 26.

XVI. An et sumptus in iter; an et damna fortuita, dum in itinere spoliatus fuit; multum in is valet arbitrium judicis. 42. 1. 26.

XVII. An alius judex quam qui judicavit, impensas litis taxare possit, aut apud alium fieri earumdem persecutio. 42. 1. 26.

XVIII. Quomodo procedatur in taxandis litis impensis; an taxationis revisio peti possit. 42. 1. 26.

XIX. Advocatis salaria debita sunt etiam non promissa. 3. 1. 6.

XX. An debitum salarium si quis advocatus in causâ sibi cum aliis communi postulet, vel in suâ vel proximi agnati qui gratis adesset; si vincat et victus victori in expensas damnetur. 3. 1. 7. — 42. 1. 26.

XXI. Varia circa advocatorum salaria enumerantur, et circa eorum officium. 3. 1. n. 7 et seqq.

V. C. proc., art. 131.

De la compensation des dépens.

131. — I. Moribus hodiernis sæpè compensantur impensæ litis ex variis causis arbitrio judicis : ubi de accusantibus publico nomine. 42. 1. 22.

II. Quid juris de lite inter parentes et liberos aliosque propinquos. 42. 1. 22.

III. Quid de lite super juris quæstione. 42. 1. 22.

IV. Quid de debitore extra judicium haud interpellato, et debitum offerente die sibi dicto. 42. 1. 22.

V. De victo in appellatione cum vicisset in primâ lite. 42. 1. 22.

VI. Quid de lite decisâ ex jurejurando per adversarium aut judicem delato. 42. 1. 22.

VII. Quid juris de lite post litem contestatam sopitâ per transactionem. 42. 1. 22.

VIII. Quando victus in quamdam impensarum partem tantùm condemnetur. 42. 1. 23.

IX. Quando unus ex pluribus ejusdem litis consortibus solus in expensas damnari possit. 42. 1. 23.

X. Difficilius compensatio impensarum a judicibus facienda. 42. 1. 23.

XI. Factâ impensarum litis compensatione, victus tamen solus fert impensas executionis, si non sponte pareat judicato. 42. 1. 23.

V. C. proc., art. 136.

132. 133. — *V. C. proc., art.* 130.

134.

De l'exécution provisoire; du payement par provision.

135. 136. 137. — I. De decretis seu adjudicationibus solutionis fiduciariæ pendente lite principali, ex agnito chirographo libro mercatorio, confessione rei, etc. 42. 1. 6.

II. Qualia debeant concurrere requæsita ut illis locus sit. 42. 1. 6.

III. Quid si ex libro mercatorio conventus neget totum contractum, seu traditionem mercium; quot citationes requirantur ad eam obtinendum. 42. 1. 6.

IV. Quid si reus præsens chirographum abneget. 42. 1. 7.

V. Quid si dilationem petat ad faciendam agnitionem. 42. 1. 7.

VI. Si renuat agnoscere aut inficiari, et ad id condemnetur, an appellare ab eo decreto possit. 42. 1. 7.

VII. An et quousque viduæ, hæredes, in officio successores teneantur scripturam agnoscere, et post quot citationes fingantur agnovisse. 42. 1. 7.

VIII. Quid juris si quis litterarum imperitus tantùm subnotaverit. 42. 1. 7.

IX. An evitet fiduciariæ solutionis decretum, allegando, se instrumentum cui subscripsit, non legisse, vel non debere, quod instrumento contentum. 42. 1. 8.

X. Vel alium suo nomini scripto suprascripsisse, aut instrumentum decennio antiquius esse, aut in instrumento agnito falsitatem commissam esse; aut circa debitum scripturâ comprehensum in calculo erratum esse. 42. 1. 8.

XI. An si contractûs initi et chirographi conscripti tempore se non sanæ mentis, aut prodigum, vel minorem curatore destitutum fuisse dicat. 42. 1. 9.

XII. An et quando, si non numeratæ pecuniæ exceptionem actori in continenti jusjurandum deferat. 42. 1. 9.

XIII. An si opponatur exceptio solutionis, acceptilationis, novationis, pacti de non petendo, etc., si non ex confessione adversarii vel scripturâ probetur; et quid si super hisce reus actori jusjurandum deferat. 42. 1. 10.

XIV. An si allegetur, restitutionem in integrum peti posse, vel jam peti cœptam; vel peti posse remissionem mercedis instrumento contentæ. 42. 1. 11.

XV. An et post litem contestatam hæc fiduciaria solutio peti possit. 42. 1. 12.

XVI. An et in appellatione, cùm in primâ lite esset petita. 42. 1. 12.

XVII. An ex decreto fiduciariæ solutionis nummi actori adnumerandi, an in graphejo deponendi sint. 42. 1. 13.

XVIII. Qualem cautionem actor nummos ita recipiens præstare teneatur; quid juris, si idonee cavere nequeat. 42. 1. 13.

XIX. An executio decretæ solutionis fiduciariæ peti possit post definitivam sententiam, sed a quâ appellatum est, sive a reo, sive ab actore. 42. 1. 13.

XX. Ad quid teneatur actor, si fiduciariæ solutionis sententia retractetur per definitivam. 42. 1. 13.

XXI. Non decernenda solutio fiduciaria, si chirographum nec verè, nec fictione juris sit agnitum, licet contineat juratam promissionem. 42. 1. 14.

XXII. Nec si tantùm per testes debitum probetur, nec si adhuc illiquidum sit, quod exemplis docetur. 42. 1. 14.

XXIII. Nec si debitor rescriptum moratorium jam impetraverit : nec si debitum ex die vel condictione adhuc suspensum sit : nec si jam in causâ conclusum sit. 42. 1. 14.

XXIV. Nec si jam pars parti detulerit, jusjurandum litis decisorium : nec si definitiva sententia jam lata sit et in rem judicatam transierit. 42. 1. 14.

XXV. Cessat etiam si reus excipiat, contractum necdum ab actore fuisse impletum, nisi isti exceptioni renunciatum sit. 42. 1. 15.

XXVI. Si chirographum careat causâ debiti, vel cum causam habeat, ex quâ non fit condemnatio : si agat nullus possessor chirographi, nisi illud habeat, *toonder deses:* si decretum fiduciariæ solutionis absorberet totam disceptationem principalem. 42. 1. 15.

XXVII. Cessat si conclusio ad fiduciariam solutionem diversa sit a conclusione in lite principali : si actor non petierit, fiduciariam solutionem sed sententiam definitivam. 42. 1. 15.

XXVIII. Cessat insuper contra mulierem exceptione Velleiani se tuentem. An et si maritus aut uxor conveniatur ex contractu uxoris sine viro celebrato. 42. 1. 16.

XXIX. An et si reus declinatoriam opponat fori exceptionem; an et contra ærarii Hollandiæ quæstores, quâ tales. 42. 1. 16.

XXX. An et quibus observatis curiæ Hollandiæ contra civitatem Hollandiæ possint provisionem (ut loquuntur) decernere; an et quomodo unus ex creditoribus postquam bonis debitoris curator datus fuit. 42. 1. 16.

138. — **148.** — *V. suprà, tit. prél., sect. IV, de la Juridiction, p.* 154.

TITRE VIII. — *Des jugements par défaut et oppositions.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Si quis cautionibus in judicio sistendi causâ factis non obtemperavit. 2. 11. n. 1 et seqq.

II. Quousque ex hodierno jure de contumaciâ et morâ actorum et reorum tractari possit; tribus citationibus contemptis, reum contumacem fieri. Quid juris de quartâ citatione, et an reus tunc adhuc audiri debeat. 2. 11. 6.

III. Enarrantur casus quibus vel una vel gemminata citatio sufficit. 2. 11. 7.

IV. Actore non veniante, statuto tempore reus petit se ab instantiâ absolvi, et in expensas damnari actorem, sive ut lis terminetur ex suis allegatis et probatis. 2. 11. n. 7 et 8.

V. Non difficulter ante sententiam ex probabilibus causis admittitur purgatio moræ et contumaciæ, saltem mediante restitutione; at difficulter post sententiam definitivam. 2. 11. 9.

VI. Quid juris, si is qui deficiebat, post decretum defectus mox se sistat, judice adhuc pro tribunali sedente. 2. 11. 10.

VII. Etiam pro deficiente habendus, qui se quidem sistit; sed non agit ea quæ agenda sunt. 2. 11. 11.

VIII. Non censetur deficere, qui se statuto tempore ac loco sistit, si alio in loco lis actus expediatur: nec is qui se non sistit, cum nec adversarius se sistaret, utrimque morâ compensatâ. 2. 11. 12.

IX. Nec qui vocatus est ad judicem jure communi incompetentem; secùs si tantùm ex privilegio incompetens sit. Hinc non priori, sed posteriori tantùm casu perit reo exceptio fori declinatoria post primum defectum. 2. 11. 13.

X. Nec, qui citatus in diem ulteriorem, citeriore die se sistit, impetratâ per libellum diei anticipandi licentiâ. Quæ anticipatio quando utilis sit, declaratur. 2. 11. 14.

XI. Nec qui se sistit per procuratorem; nisi in criminalibus, quandoque et in civilibus, judex nominatim ipsius citati præsentiam requisiverit; quod tamen non facilè decernendum. 2. 11. 15.

XII. Qui vocatus non venit, mulctandus est; mulcta actori cedit. Quando cesset mulcta. 2. 5. n. 1 et 2.

XIII. Ex contumaciâ oritur litis contestatio quæ ficta dicitur. 5. 1. 145.

149. — 157. — *V. suprà, Pr. gén.*

TITRE IX. — *Des exceptions.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Ubi lis initium habuit, ibi et finem accipere debet et dilatorias exceptiones, ipsamque fori præscriptionem ante litem contestatam in principio, atque inter ipsa litis exordia opponi oportere legum decrevit auctoritas nullâ inter scientes errantesque distinctione. 2. 1. 18. — 5. 1. 64.

II. Exceptio fori declinatoria ante omnia alia debet allegari. 2. 1. 18. — 5. 1. 61.

III. Perit si aliud a reo actum sit aut in judicio allegatum. 5. 1. 81.

IV. Judiciis quasi contrahimur, et idem est voluntatem suam expressò declarare vel rebus ipsis aut factis. 2. 1. 18.

V. Si adversarius in ingressu litis agnoverit adversarii qualitatem quâ ille experitur, non potest postea, lite pendente, exigere ab eo qualitatis probationem, nisi causâ dubitandi emergat vel innotescat ante probabili errore ignoratâ. 2. 13. 4.

VI. Actio quæ summo jure competit, sed exceptione elidi potest, quandoque dabatur ultim a prætore, quandoque denegabatur, distinctione adhibitâ, et indè explicatur inscriptio tituli. 44. 5. 1.

VII. Tres exceptiones potissimum proponuntur. 44. 5. 1.

VIII. De exceptione jurisjurandi. 44. 5. 2.

IX. De exceptione si non *onerandæ libertatis causâ factum sit,* et quando hoc intelligatur factum, quando non. Quibus et a quibus opponi possit. 44. 5. 3.

X. De exceptione ejus quod in aleâ gestum est. 44. 5. 4.

XI. Quæ sint exceptiones litis finitæ. 44. 2. 1.

XII. De exceptione rei judicatæ. — *V. C. c., art.* 1351.

XIII. Alia de exceptionibus. — *V. C. proc., titre prél., sect. III, Pr. gén., n.* 1 *et seqq., pag.* 153.

—

§ Ier.

De la caution à fournir par les étrangers.

166. 167. — *V. C. c., art.* 16, *n.* 1 *et seqq.* — *Du cautionnement, chap. VI.* — *De la caution légale et de la caution judiciaire.*

—

§ II.

Des renvois.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Judex qui declinatur de eo judicet. 5. 1. 65.

II. Prætor si dubitat an ipsius sit juridictio de eo ipso quod cognoscit et judicat. 2. 1. 51. 5. 1. n. 62, 61 et 65.

III. Fit prorogatio per litis contestationem etiamsi per errorem adiverit. 2. 1. n. 18 et 19.

IV. Nisi aditus sit judex omnis jurisdictionis carentem, vel ad speciales tandem causas limitatâ potestate præditum. 2. 1. 19.

V. Ad quod genus exceptionis referatur. Exceptio fori non competentis laudationis auctoris sui, preventionis jurisdictionis, etc. 44. 1. 4.

VI. Si actor reum invitum in jus vocaverit ad non competentem judicem, reus non censetur prorogasse jurisdictionem nisi litem contestetur aut cautionem ab actore exigat, vel dilatorias alias opponat exceptiones etiam si illæ admissæ sint. 2. 1. n. 20 et 22. — 5. 1. 61.

V. C. proc., titre prélim., sect. III, Pr. gén., n. 1 *et seqq.; et sect. IV, ibid.*

Du déclinatoire pour incompétence.

168. — I. Actor qui reum vocavit ad judicem non competentem, non potest deinde, invito reo, litem ad alium forum transferre, licet reus necdum litem cum actore contestatus fuisset. 2. 1. n. 23 et 24.

II. An exceptio competentiæ opponi possit post sententiam in executione. 44. 1. 7.

V. suprà, Pr. gén.

169. — I. Arresto detentus post interpositam cautionem adhuc post fori declinatoriam exceptionem opponere. 2. 1. 21. — 5. 1. 64.

II. An fidejussor debitoris prorogatione teneatur. 2. 1. 30.

III. An reus teneatur venire ut exceptionem fori declinatoriam opponat. 2. 1. n.

V. suprà, Pr. gén.

170. — Gesta apud judicem ex jure communi incompetentem, sicut nec ex prorogatione expressa vel tacita partium competens fieri possit, nihil valent. 2. 1. 19. — 2. 11. 13.

Du déclinatoire pour litispendance ou pour connexité.

171. — I. De exceptione litis pendentis, et quæ ad eam concurrere debeant. 44. 2. 7.

II. Quando lis alibi cœpta censeatur. 44. 2. 7.

III. An hanc exceptionem opponere possit, qui alibi ter citatus sui copiam non fecit. 44. 2. 7.

IV. An litis pendentia inducta sit, si actor die dicto sui copiam non faciat, et edictum circumducatur. 44. 2. 7.

V. An actio ex lege *diffamari,* inducat litis pendentiam, respectu litis principalis. 44. 2. 7.

VI. Quo tempore sit opponenda exceptio litis pendentis. 44. 2. 8.

VII. An ab ejus oppositæ rejectione appellari possit. 41. 2. 8.

V. suprà, Pr. gén.

172.

—

§ III.

Des nullités.

Des nullités d'exploit ou d'acte de procédure.

173. — Si quid ex observandis in vocatione in jus neglectum sit, verum est reum non esse citatum, nisi tamen is qui sponte abesse poterat, sese steterit eo ipso firmatur invalida citatio. 2. 4. 11.

V. suprà, Pr. gén.

—

§ IV.

Des exceptions dilatoires.

I. Quid sint dilatoriæ seu temporales exceptiones. 44. 1. 4.

II. Enumerantur pleræque exempla exceptionum dilatoriarum. 44. 1. 4.

III. An eo pertineat exceptio spolii et ordinis seu excussionis. 44. 1. 4.

IV. Dilatoriæ exceptiones an et quando post litem contestatam opponi possint. 44. 1. 6.

V. An exceptio dilatoria vel peremptoria omissa in primâ lite opponi possit in appellatione. 44. 1. 7.

V. suprà, Pr. gén.

174. — 187. — *V. suprà, Pr. gén.*

—

§ V.

De la communication des pièces.

188. — 192. — *V. C. proc., art.* 65.

═

TITRE X. — *De la vérification des écritures.*

V. tit. XI, du Faux incident civil.

193. — *V. suprà, Pr. gén.*

194. — Si citatus ad chirographi agnitionem faciendam, primâ vice non steterit, juris interpretatione agnovisse intelligitur. 12. 1. 26. — *V. suprà, Pr. gén.*

195. — 213. — *V. suprà, Pr. gén.*

═

TITRE XI. — *Du faux incident civil.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quomodo evertatur fides instrumentorum. 22. 4. 14.

II. Quid si is qui obligatus dicitur, probet se tunc alibi fuisse. 22. 4. 14.

III. Quid si testes adhibiti in instrumento omnes jurato deponant aliter negotium gestum fuisse. 22. 4. 14.

IV. Quid si omnes negent se præsentes fuisse. 22. 4. 14.

V. Quid si instrumentum simulata contineat. 22. 4. 14.

VI. Quid si scripturæ diversæ sibi contrariæ ab unâ parte producantur. 22. 4. 14.

VII. Quid si ab actore et reo producantur instrumenta sibi invicem directo contraria. 22. 4. 15.

VIII. Quid si ex pluribus testibus pauciores instrumento contradicant, aut sigillum suum non agnoscant. 22. 4. 15.

IX. Quid si instrumentum sit cancellatum, deletum, aut margini ejus quid adscriptum. 22. 4. 15.

X. Quid si ipse tabellio fateatur, se falsa in instrumento scripsisse. 22. 4. 4. 16.

XI. An uno instrumento tabellionis falso pronunciato, etiam reliqua ab eo scripta pro falsis habenda. 22. 4. 16.

XII. Si pars una instrumenti falsa probetur, an et altera falsa censeri debeat. 22. 4. 16.

V. C. pén., du Faux, Pr. gén.

214. — 251.

═

TITRE XII. — *Des enquêtes.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. An et quando instrumenta testibus potiora sint, et vice versâ. 22. 5. 1.

II. Ubi lex præcisè scripturam requirit; an depositio quinque testium suppleat scripturæ defectum. 22. 5. 1.

III. Non solis creditur testimoniis in judicio non repetitis ac confirmatis, exceptis paucis casibus, ubi de testibus mortuis aut peregrinantibus, non objecta per adversarium confirmationis omissione, aliisque. 22. 5. 15.

IV. An testimonia confirmari possint, ubi semel producta sint, non confirmata. 2. 5. 15.

V. Quot productiones testium Romani admiserint. 22. 5. 17.

VI. An testis in eâdem causâ sæpius produci possit. 22. 5. 17.

VII. An ut dubia explicet. 22. 5. 17.

VIII. An errorem possit corrigere, et quam tunc fidem faciat prior aut posterior depositio. 22. 5. 17.

IX. Ubi et de teste vacillante contraria ex intervallo deponenti. 22. 5. 17.

X. De publicatione testimoniorum, ne judex aut tabellio præmaturè publicet. 22. 5. 16.

XI. An et quando post publicationem testes de novo produci possint. 22. 5. 16.

V. C. civ., de la Preuve testimoniale.

252. — 261.

262. — I. Testes producti interrogandi sunt singuli seorsim. 22. 5. 15.

II. Testes jurisjurandi religione, per judicem priusquam perhibeant testimonium arctandi sunt. 22. 5. 15.

263. 264. 265. — I. Quibus modis testes cogantur, jure veteri et novo, romano et hodierno ad testimonium dicendum. 22. 5. 13.

II. An et cogendus, qui jurejurando se obstrinxit, de non propalandis sibi revelatis. 22. 5. 13.

III. Qui inviti non cogantur; ubi de senibus, militibus, valetudinariis, illustribus, publicanis, cognatione vel affinitate junctis, libertis ac patronis. 22. 5. 14.

IV. An quisquam de facto ex quo infamiam aut delictum proprium detegeret; an unus ex pluribus actoribus, vel reis. 22. 5. 14.

V. Quibus casibus exceptæ personæ tamen invitæ cogi possint in subsidium. 22. 5. 14.

V. C. proc., art. 268.

266. — Testes in alieno morantes territorio per istius loci judicem examinari possunt, et transmissæ depositiones fidem inveniunt in causâ civili. 22. 5. 16.

267.

268. — I. Qui sint testes, quo tempore debeant esse idonei. 22. 5. 2.

II. Qui prohibeantur testes esse, ubi de impuberibus, furiosis prodigis, hæreticis, Judæis, infamiâ juris notatis. 22. 5. 2.

III. An servi possint esse testes idonei; an servi manumissi vel puberes, aut sanæ mentis facti deponere possint de his qui in servitute furore aut impubere ætate viderunt. 22. 5. 2.

IV. Quid sit testimonium domesticum; de famulis et ancillis quandiu ministrant nobis. 22. 5. 3.

V. De lictoribus prætorum publicè accusantium. 22. 5. 3.

VI. An pater filio possit esse testis, et vice versâ. 22. 5. 3.

VII. An pater inter duos filios. 22. 5. 3.

VIII. An frater pro fratre vel contra fratrem; an frater inter duos fratres. 22. 5. 4.

IX. An uxor pro marito vel contra maritum testari possit, aut cogi ut testetur. 22. 5. 5.

X. An et quatenus advocatus aut procurator pro cliente suo, aut contra clientem testis esse possit. 22. 5. 6.

XI. An sacerdos revelare possit ea quæ ex auriculari didicit confessione. 22. 4. 6.

XII. An et quatenus tutor pro pupillo aut contra eum; et quid de executore negotii. 22. 5. 7.

XIII. An proxenetæ inter eos, quibus ministerium accommodavit; et quam fidem faciant libri ejus. 22. 5. 6.

XIV. An socius in causâ sibi et socio communi; an cedens in causâ cessionarii, auctor in causâ ejus qui rem ab ipso habet; an quis in re suâ. 22. 5. 9.

XV. De liberto contra patronum; inimico capitali. 22. 5. 10.

XVI. An et quousque cæcus, surdus, mutus, fœmina, subditus in causâ principis, debitor inter creditores de protopraxiâ agentes, infamiâ facti laborans, inimicus, amicus cognatus. 22. 5. 11.

XVII. Quid si testis deponat, se ab ipso producente corruptum esse. 22. 5. 11.

XVIII. Moribus omnes testes audiendi, salvâ licentiâ reprobandi depositiones. 22. 5. 12.

XIX. Quomodo testes minus idonei pro actore vel reo fidem faciant. 22. 5. 12.

269. — 274.

275. 276. — Testibus productis sumptus a producente subministrandi. 22. 5. 15. — *V. suprà, Pr. gén.; ad art.* 268.

277.

278. 279. 280. — *Vide suprà, Pr. gén.*

281. — I. Duo testes vulgo sufficiunt. 22. 5. 20.

II. Multitudinem testium onerosam ac superfluam judex non debet admittere. 22. 5. 20.

282. 283. — I. Justa est causa recusationis, si testis in eâdem lite patrocinium præstiterit actori reove. 5. 1. 44.

II. De reprobatione, deque salvatione testium et testimoniorum. 22. 5. 19.

III. Enumerantur multæ causæ reprobationis. 22. 5. 19.

284. — Moribus omnes testes audiendi salvâ licentiâ reprobandi depositiones. 22. 5. 12.

285. — I. An puberes possint esse testes idonei. 22. 5. 2.

II. An puberes possint deponere de his qui ætate impubere viderunt. 22. 5. 2.

286 — 294.

TITRE XIII. — *Des descentes sur les lieux.*

Principes généraux.

I. Ocularis inspectio ad extraordinariam probationem refertur. 22. 5. 2.

II. De oculari inspectione circa actionem finium regundorum; quomodo ea facienda sit. 10. 1. 9.

295. — 301. — *V. suprà, Pr. gén.*

TITRE XIV. — *Des rapports d'experts.*

Artifici in arte suâ credendum est si modo jurejurando suam firmet opinionem. 25. 4. 2.

302. — 323.

TITRE XV. — *De l'interrogatoire sur faits et articles.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. De interrogationibus in jure faciendis et interrogatoriis actionibus, secundum mores Romanorum. 11. 1 n. 1 et seqq.

II. Cessant quidem jure novo actiones interrogatoriæ, sed manet æquitas, at usus interrogationum. 11. 1. 4.

III. Ad probationem factorum principalium ex quorum assertione vel negatione pendat potissimum causarum decisio, interrogationes fieri possunt ubicomque judicem æquitas moverit. 11. 1. 4.

IV. Tempora productionum non currunt quamdiu adversarius in morâ respondendi est. 11. 1. 4.

V. Quomodo puniatur jure romano et moribus qui sciens mentitus est ad interrogationem ut se liberet. 11. 1. 8.

A quelle époque peut-on interroger sur faits et articles.

324. — I. Interrogationes fieri possunt in quâcumque judicii parte ut et post conclusionem in causâ. 11. 1. 4.

II. Rogatus respondere cogitur, nisi proprium profiteretur crimen, vel dubitat, vel interrogetur in lite non suâ sed alienâ. 11. 1. 5.

III. Quid de tutore in causâ pupilli vel minoris, et de ipso minore; de debitore in lite prælationis inter creditores; de marito in causâ uxoris et ipsâ uxore; de cedente in lite cessionarii. 11. 1. 3.

IV. De interveniente, et eo pro quo intervenit in lite; de domino et procuratore. 11. 1. 5.

V. Nemo respondere tenetur, si rogetur de facto alieno, vel non de facto, sed jure aut consuetudine. 11. 1. 6.

VI. An reum sine mandato defendens, vel procurator actoris in reconventione. 11. 1. 6.

325. — Interrogatio locum obtinet conceptis ab uno litigantium de factis principalibus positionibus. 11. 1. 4.

326. 327. 328.

329. — De suo rogatus facto tempus ad deliberandum rectè petit ne temerè respondeat. 11. 1. 9.

330. — I. An interrogatus respondere teneatur, et quibus casibus, quibus non. 11. 1. n. 3 et 9.

II. Silentium rogati aut responsum dubium eam recipit interpretationem quæ rogato nocet. 11. 1. 9. — 42. 2. 1.

331. 332.

333. 334. 335. 336. — I. Reus responsione suâ sive verâ sive falsâ nocet sibi, sed habet exceptiones easdem ad defensiones, si falso responderit, quas haberet, si verè respondisset. 11. 1. 7.

II. Quandoque contra responsionem errogeam restituitur. 11. 1. 7.

III. Confessio ad interrogationem prodest interroganti. 11. 1. 19.

IV. Aliis non item, licet similia jus haberent. 11. 1. 10.

V. Si falso respondens condemnatus deinde sit, et judicato satisfecerit, an liberentur illi qui tanquam hæredes veri aut possessores debuissent conveniri; et quid hodie obtineat. 11. 1. 11.

TITRE XVI. — *Des incidents.*

§ Ier.

Des demandes incidentes.

337. 338.

§ II.

De l'intervention.

Principes généraux.

I. Intervenire quis potest vel ad id ut litem in se transferat, vel ut assistat alicui in lite motâ, et cum juvet; quibus in casibus quid fieri possit. 5. 1. n. 34 et 35.

II. An intercedens ut litem in se transferat rectè petat litem ad suum forum remitti. 5. 1. 34.

III. An hoc modo intercedere possit, qui sciens passus est litem ab alio sustineri, nec quantocius contradixit. 5. 1. 34.

IV. Ut alterum juvet eique assistat intervenire quis potest, vel consentiente aut desiderante alterutro litigantium, vel utroque invito et reluctante eorum utriusque. Apud quemcumque judicem fieri potest interventio. 5. 1. 36.

V. Fieri potest in quâvis parte judicii etiam post conclusionem in causâ, etiam in ipsâ appellatione. 5. 1. 36.

VI. Nullus intervenit nisi is cujus interest et qui eamdem habet litigandi causam cum litigantibus; aliàs novâ lite experiri debet, ut si ipse velit rem vindicare tanquam suam quam alius vindicat. 5. 1. 37.

VII. Interveniens ut alterutrum litigantem juvet, non potest judicem declinare ut incompetentem, sed quidem ut suspectum; nec quidquam novi facere quod is qui se jungit, facere prohibetur. De hoc scribentes. 5. 1. 38.

339. 340. 341. — *Vide suprà, Pr. génér.*

TITRE XVII. — *Des reprises d'instances, et constitution de nouvel avoué.*

342. — I. Procurator post causam cœptam et etiam post excessum mandantis potest finire causam. 3. 3. 21.

II. Actore vel reo mortuo, citandi non sunt hæredes ad resumenda arma litis, si in causâ jam conclusum sit. 5. 1. n. 32 et 33.

343.

344. 345. — I. Actore vel reo mortuo, an citandi hæredes ejus ad resumenda arma litis. 5. 1. 32.

II. Quid si hæreditatem adierint cum beneficio hæreditatis. 5. 1. 32.

III. Quid si tutor pendente lite moriatur. 5. 1. 33.

IV. Quid si unus ex pluribus cohæredibus post resumpta arma litis. 5. 1. 33.

V. Morte procuratoris vel mandantis evanescit procuratoris officium. 3. 3. 21.

VI. Et etiam renuntiatione procuratoris. 3. 3. 22.

346. — Is cujus procurator fato functus, citetur ad id ut alium constituat. 3. 3. 21.

347. — 351.

TITRE XVIII. — *Du désaveu.*

I. Procurator est dominus litis a lite contestatâ. 3. 3. 19.

II. Domino nocet dolus et negligentia procuratoris. 3. 3. 17.

III. Quando error advocati nocet clienti. 3. 1. 10.

IV. Quandoque tamen in integrum dominus restituitur. 3. 3. 17.

V. Quousque clienti liceat corrigere errorem advocati. 3. 1. 10.

352. — 362.

TITRE XIX. — *Des règlements de juges.*

363. — 367.

TITRE XX. — *Du renvoi à un autre tribunal pour parenté ou alliance.*

368. — 377.

TITRE XXI. — *De la récusation.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Nemo sibi vel suis jus dicere potest. 2. 1. 50.

II. Nisi adversarius consentiat. 2. 1. 51.

III. Repelli possunt judices suspecti, sed non aliter quam allegatâ et probatâ speciali suspicionis causâ, tum veteri, tum novo jure, tum moribus. 5. 1. 43.

IV. Totum collegium judicum hodie regulariter non potest suspectum dici, sed singuli in quos justa cadere dicitur causa. 5. 1. 47.

V. Tamen recusatur si totum collegium facto quodam se reddiderit suspectum. 5. 1. 47.

VI. Quis judex competens est de causis suspicionis totius collegii judicandis. 5. 1. 47.

VII. An graphiarii judicum suspecti argui possint, ne certis in litibus suo munere fungantur. 5. 1. 61.

VIII. An reus in causâ reconventionis judicem suspectum arguere possit. 5. 1. 78.

IX. Ad quod exceptionis genus pertineat recusationis exceptio. 44. 1. 4.

Des causes de récusation.

378. 379. — I. Domesticis jus dicere quisque prohibitus. 2. 1. 50.

II. An recusari possit judex cujus liberi aut fratres actori vel reo domestici aut a ministeriis publicis sunt. 5. 1. 44.

III. Suspectus non est judex urbanus in lite inter civitatem et civem vel peregrinum. 5. 1. 45.

IV. Nec senatores in causâ societatis judicæ licet in eâ partem habeant. 5. 1. 45.

V. Contrà si judex actori vel reo in eâ causâ privatus socius esset. 5. 1. 45.

VI. Non recusatur judex alterutro litigantis spirituali cognatione junctus. 5. 1. 46.

VII. Nec ex eo quod litigans advocatus aut procurator sit judicis litem aliam foventis. 5. 1. 46.

VIII. Rejiciuntur plures frivolæ suspicionis causæ. 5. 1. 46.

IX. Tanquam suspectus declinari potest qui litigantium alterutri sanguinis aut affinitatis vinculo conjunctus est. 5. 1. 45.

X. Quoto gradu cognationis vel affinitatis quis jure romano ac moribus suspectus est. 5. 1. 46.

XI. Qualis amicitia ac familiaritas judicem suspectum faciat. 5. 1. 46.

XII. An jure romano judex major potuerit recusari ut suspectus. 5. 1. 46.

XIII. Suspectus est quem pars una, non quem uterque petiit. 5. 1. 46.

XIV. Recusationis justa causa est in eo quod lis similis cum alio intercedat necdum decisa. 5. 1. 44.

XV. Recusatur judex ob familiaritatem quæ ex convictu atque cohabitatione quotidianâ inter commensales intercedere consuevit. 5. 1. 46.

XVI. Justè recusatur judex si ante delatum sibi judicandi munus patrocinium præstiterit, actori reove eâdem in lite. 5. 1. 41.

XVII. An is cujus cognatus alterutri litigantium procurator in eâdem lite fuerit. 5. 1. 44.

XVIII. An is cujus filius neposve eâdem obierit in lite advocati partes. 5. 1. 44.

XIX. Qualis amicitia vel familiaritas judicem suspectum faciat. 5. 1. 46.

XX. Non repellitur judex ex eo quod apud alterutrum litigantium forte invitatus pendente lite cœnaverit. 5. 1. 41.

XXI. Inimicitiæ inter judicem et actorem reumve, sunt justa suspicionis causa. 5. 1. 44.

XXII. Non recusatur judex ex eo quod durus aut severus aut verbis acrioribus in alterutrum litigatorum invectus fuerit. 5. 1. 46.

XXIII. Nec ex eo quod familiaris illius qui litigantis inimicus est. 5. 1. 46.

380. 381.

382. 383. — I. Exceptio judicis suspecti opponenda est ante litem contestatam. 5. 1. 48.

II. Tamen lite pendente opponitur si ignorantiâ supinâ suspicionis causâ antea latuerit. 5. 1. 48.

III. Et adhuc post litem contestatam opponitur, si tunc solummodo nascatur et emergat ratio suspicionis. 5. 1. 48.

384. 385. — I. Allegari et probari specialiter et libello comprehendi debet causa suspicionis. 5. 1. 43.

II. Collegæ judices de causis suspicionis judicant. 5. 1. 47.

III. Plures ejusdem tribunalis judices suspicionis insimulati haud sunt prohibiti de mutuis objectæ in singulos suspicionis causis judicare. 5. 1. 47.

IV. An quamvis objiciantur eædem suspicionis causæ judicare possint. 5. 1. 47.

386. 396.

De la péremption.

Principes généraux.

I. Litis cœptæ instantia quanti temporis lapsu perimatur. 5. 1. 20.

II. Facilè tamen adversus eam impetratur restitutio. 5. 1. 20.

397. — 401.

Du désistement.

402. 403.

Des matières sommaires.

Principes généraux.

I. In certis casibus lis summatim agitatur. 5. 1. 3.

II. Si lis summatim agitetur idem agendum in causâ appellationis. 5. 1. 5.

III. Idem agendum in quæstionibus in eam incidentibus. 5. 1. 5.

IV. An quis possit ab ordinario judicio cœpto desistere et ad summarium transire. 5. 1. 5.

V. An idem sit summatim et de plano cognoscere. 5. 1. 3.

VI. An in summariis et privilegiatis locus sit reconventioni ex causâ non privilegiatâ. 5. 1. 58.

404. — Quibus in casibus summariæ cognitioni locus sit. 5. 1. 4.

405. — In judicio summario, omissis longioribus litium ambagibus omnia breviter expenduntur. 5. 1. 5.

406. — Si lis principalis summatim agitetur, idem agendum in quæstionibus in eam incidentibus. 5. 1. 5.

407. 442.

LIVRE III.

DES COURS ROYALES.

TITRE UNIQUE. — *De l'appel et de l'instruction sur l'appel.*

SECTION PREMIÈRE.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit appellatio. 49. 1. 1.

II. Quid juris si appellatum sit ad eum qui judicanti par vel inferior est. 49. 1. 1.

III. Quid si ad superiorem, sed alium quam qui appellandus erat. 49. 1. 1.

IV. Quid si per saltum. 49. 1. 1.

V. An facta per unum ex pluribus litis consortibus appellatio prosit, reliquis non appellantibus. 49. 1. 18.

VI. Quid si is tantùm appellet, qui se liti junxit. 49. 1. 18.

VII. Quid si causa dividua sit. 49. 1. 18.

VIII. Quid si plures ex eâdem causâ separatim condemnati sint, et unus appellet. 49. 1. 18.

IX. Quid si reliqui toto decennio ignari fuerint, consortem unum appellasse. 49. 1. 18.

X. An adhærens alienæ appellationi expensas pro ratâ refundat. 49. 1. 18.

XI. An a pluribus victus contra unum appellans censeatur contra omnes appellasse. 49. 1. 18.

XII. Cui incombat onus probandi in lite appellationis. 49. 1. 19.

XIII. Gradatim non per saltum appellandum; nisi intermedius rejiciat appellationem. 49. 3. 1.

XIV. Recensentur plerique judices, a quibus et ad quos jure civili patuit appellatio. 49. 3. 1.

XV. Recensentur plerique casus, ad quos in Hollandiâ et vicinis quibusdam locis a varii generis judicum inferiorum sententiis appellandum sit. 49. 3. 2.

XVI. Quid agendum et quæ pœna, si judex inferior, a quo appellatio facta, eam recipere nolit; et quid moribus. 49. 5. 1.

XVII. Quid juris, si is ad quem facta appellatio, eam nolit admittere. 49. 5. 2.

XVIII. Quid sint apostoli, per quem petendi, et a quo concedendi; quid juris, si non petiti, sed a judice non dati sint; et quid si judex eos dare recuset ex justâ causâ. 49. 6. 1.

XIX. An et quousque apostoli adhuc in usu sint, maximè in appellatione ab interlocutoriis; judex compelli potest, ut edat instrumenta litis in quâ appellatum. 49. 0. 2.

XX. Judici insinuanda appellatio, ut si velit, sententiam defendat; aliàs superior non admittit appellationem. 49. 6. 2.

XXI. Nullitatis allegatio in quibus differat ab appellatione. 49. 8. 1.

XXII. Recensentur multæ causæ ex quibus sententia nulla est, ubi de sententiâ contra mortuum lata ex jure civili et hodierno, aliisque. 49, 9. 2.

XXIII. Moribus sententiæ sine appellatione non infirmantur sub prætexto nullitatis, exceptis paucis casibus. 49. 8. 3.

XXIV. Et facilè impetratur post lapsum fatalium restitutio ad appellandi licentiam, ubi sententia nullitatis arguitur. 49. 9. 3.

XXV. An per alium causæ appellationis reddi possint. 49. 9.

XXVI. Si tutor vel curator vel magistratus creatus appellaverit. 49. 10.

XXVII. Eum qui appellavit, in provinciâ defendi. 49. 11.

XXVIII. Apud eum a quo appellatur, aliam causam agere compellandum. 49. 12.

XXIX. Hæres in causis civilibus appellationem prosequi non tenetur, nisi alterius intersit. 49. 13. 1.

XXX. An et quando, in criminalibus, defuncto criminis reo, qui damnatus appellaverat. 49. 13. 2.

XXXI. An mortuo eo qui adulterii damnatus appellaverat, supersit quæstio de lucro ex communione et quæsto, posito, quod tali lucro privetur adulter aut adultera. 49. 13. 9.

XXXII. Quid sit relatio : plura de hàc materiâ dicantur. 49. 1. 21.

V. liv. IV, art. 474, *Pr. gén.*

SECTION II. — A QUI LA VOIE DE L'APPEL EST-ELLE OUVERTE.

I. Quis appellare possit; an quis sententiam expressè vel tacitè, petitâ dilatione, probavit. 49. 1. 9.

II. An condemnati, quorum non interest sententiam everti dum nullum ipsi damnum inde metuunt, cujus varia dantur exempla. 49. 1. 9.

III. An et emptor cui res evicta. 49. 1. 9.

IV. An fidejussor ex suâ condemnatos fidejussione. 49. 1. 2.

V. De his qui appellant quia eorum interest, licet condamnati non sint. Ubi de legatariis si hæres succumbat disputans de valore testamenti, vel de re litigiosâ legata. 49. 1. 3.

VI. De fidejussoribus, ubi debitor condemnatus est, licet sint pro judicato fidejussores. 49. 1. 3.

VII. De dominis, victo procuratore. 49. 1. 3.

VIII. De auctoribus, victo emptore, et vice versâ. 49. 1. 3.

IX. De creditoribus, debitore circa pignora superato. 49. 1. 3.

X. De capitulo, ubi episcopus. 49. 1. 3.

XI. De principe, ubi subjecti succubuerunt : et an iis prosit appellatio principis. 49. 1. 3.

XII. Item de hæredibus reliquis, uno ex his damnato. 49. 1. 3.

XIII. De fidejussore, damnato debitore. 49. 1. 3.

XIV. De quolibet appellante pro reo criminis, etiam invito. 49. 1. 3.

XV. An et victor appellare possit; et quid sit, *grieven a minimâ proponeren*. 49. 1. 4.

XVI. An victoris rationem habere debeat judex si his non appellaverit, nec gravamina proposuerit, et tamen aliquo modo læsus sit. 49. 1. 4.

XVII. An victori qui sortem et usuras petierat, cuique sola sors adjudicata fuerat, reo solo appellante, usuræ per superiorem judicem adjudicari possint. 49. 1. 4.

A quelle époque et dans quel délai peut-on appeler.

443. — I. Quando appellandum, si agatur de scelerato ad opinionem præsidis per principem deportando, vel si quis velit excusatus esse a munere sibi imposito vel imponendo. 49. 4. 1.

II. Intra quod tempus olim, in causâ propriâ vel alienâ, et quæ propria quæ aliena causa fuerit; quid si partim propria partim aliena. 49. 4. 2.

III. Decem dies jure novo constituti et usu recepti; quo respectu sint continui vel utiles. 49. 4. 2.

IV. An in decennio computetur dies sententiæ latæ. 49. 4. 2.

V. An et dies festi ac feriati. 49. 4. 2.

VI. An computetur decennium de momento in momentum. 49. 4. 2.

VII. An sufficiat intra decem dies protestationem fieri de appellando. 49. 4. 2.

VIII. Unde computetur decennium, si sententia sub conditione aliquâ sit lata; vel super eligendi jure, alterutri adjudicato. 49. 4. 3.

IX. An contra lapsum decennii juris civilis, et moribus restitutio impetrari possit. 49. 4. 4.

X. An valeat sententia lata ad appellationem post decem dies interpositam, cum pars utraque ex certâ scientiâ litem appellationis ad finem perduxisset. 49. 4. 4.

XI. Quæ jure civili fuerint tempora appellationis, prosequendæ ac finiendæ; quæ ex moribus; his elapsis, appellatio deserta creditur. 49. 4. 5.

XII. An adversus illam desertionem restitutio obtineri possit. 49. 4. 5.

XIII. Appellatione deserta, ad quem redeat jurisdictio. 49. 4. 5.

XIV. Quid fiat, si appellatus seu victor non veniat, et an tunc judex appellationis adhuc de ipsâ lite principali judicare possit. 49. 4. 5.

XV. Cui incumbat probatio, si dicatur lapsu temporis appellatio deserta. 49. 4. 5.

XVI. De impetrando mandato *anticipationis* ut intra breviora tempora prosequatur appellationem. 49. 4. 6.

444. — I. An tempora appellationis currant ignoranti. 49. 4. 2.

II. An minor restituitur adversus omissam appellationem, an et contra interlocutoriam. 4. 4. 39.

445.

446. — Currat tempus appellationis de sententiâ contra absentem latâ. 49. 4. 2.

447. 448. 449.

450. — *V. C. proc., art.* 457.

Des actes dont il est permis d'appeler.

451. — I. An appellari possit a parte sententiæ; et an tunc appellans cogatur designare a quâ parte appellet. 49. 1. 5.

II. An et ob non adjudicatas sortis usuras; aut non adjudicatas litis impensas. 49. 1. 5.

III. An ob solam iniquam impensarum litis taxationem. 49. 1. 3.

IV. An appellari possit ab executione sententiæ, et quid moribus. 49. 1. 0.

V. An si tres conformes sententiæ in eâdem lite sint latæ, et quid, si aliqua difformis intermedia fuerit. 49. 1. 0.

VI. An condemnatus ad tributa, aliaque debita fiscalia. 49. 1. 0.

VII. An condemnatos in civilibus ex suâ confessione, vel ad id, quod in judicio sponte obtulit, nec in amplius. 49. 1. 6.

VIII. Vel ex consensu suo in voluntariam condemnationem instrumenti insertam. 49. 1. 0.

IX. Et quid si consensus in condemnationem ejus, quod arbiter definiet. 49. 1. 8.

X. An si ante sententiam convenerit de non appellando, et an tunc appellatione suspendatur executio. 49. 1. 0.

XI. An a sententiâ, si jusjurandum a parte parti vel a judice delatum fuerit. 49. 1. 0.

XII. An apud nos a politicis magistratuum decretis, vel a decretis cameræ rationum. 49. 1. 7.

XIII. An si judex probaverit causas parentum non consentientium in nuptias liberorum. 49. 1. 7.

XIV. An a futuro gravamine. 49. 1. 7.

XV. An a sententiis in causis aggerum, æquæductuum publicorum, cataractarum, viarum. 49. 1. 7.

XVI. An in causis alimentorum. 49. 1. 7.

XVII. Ad quam quantitatem sententiæ jure civili, et in Hollandiâ, Zelandiâ, alibique, ascendere debeant, ut appellari possit. 49. 1. 7.

XVIII. An a sententiâ, quam tulit judex reductionis. 49. 1. 8.

XIX. An a definitivâ, si ab interlocutoriâ appellatum, et appellatio illa adhuc pendeat. 49. 1. 8.

XX. An appellatio ab interlocutoriâ impediat cognitionem de lite principali. 49. 1. 8.

XXI. An et quando jure civili ab interlocutoriis sententiis appellari potuerit in causis civilibus. 49. 1. 12.

XXII. Quando moribus Hollandiæ, Zelandiæ, Flandriæ, et aliorum locorum, si inferiores judices vel curiæ judicaverint. 49. 1. 19.

XXIII. An appellari a sententiâ vel decreta habente vim definitivæ possit. 49. 1. 14.

XXIV. An si reo, *ex lege diffamari*, silentium impositum; vel appellatio pronuncietur deserta. 49. 1. 14.

XXV. Vel judex ad quem appellatum appellationem non admittat. 49. 1. 14.

XXVI. An tunc judex appellationis etiam litem principalem definiat. 49. 1. 14.

XXVII. An et tunc, cùm decretum quædam amplius probanda esse, et judici appellationis non appareat, ea quæ probanda sunt, ad rem pertinere. 49. 1. 14.

XXVIII. An si pronuncietur non habere personam standi in judicio, vel non instructum qualitate quâ experitur; vel oppositionem rectè aut perperam factam esse; vel Titio res addicatur in auctione publicâ, cùm Mævius contenderet sibi addicendam fuisse. 49. 1. 14.

XXIX. An rejiciantur aut admittantur exceptiones declinatoriæ, vel litis pendentis, aut finitæ, et quæ sub his continentur. 49. 1. 14.

XXX. An a rejectâ exceptione obscuri libelli. 49. 1. 14.

XXXI. An a denegato decreto vendendi ædes fideicommissarias vetustate deformatas. 49. 1. 14.

XXXII. An a decreto de aperturâ testamenti; vel exhibitione alicujus rei; vel modo instruendæ litis, *appointementen dispositief*: vel de manu agnoscendâ. 49. 1. 15.

XXXIII. An a concessa mandato salvæ guardiæ; et quid si tale mandatum per sub et obreptionem obtentum sit. 49. 1. 15.

XXXIV. An a decreto faciendæ inquisitionis valetudinariæ; aut, quo curator bonis constituitur; et quid si dicatur curator non idoneus datus. 49. 1. 15.

XXXV. Quid si fidejussor, oblatus ad laxandum arresti vinculum, dicatur non idoneus, vel causa non talis, ut arresti vinculum sub cautione laxandum sit. 49. 1. 15.

XXXVI. An a decreto arresti faciendi; an a decreto quo conceduntur litteræ requisitoriæ; vel quo judex alter, iis deferens, executionem decernit; vel contrario executionem negat. 49. 1. 15.

XXXVII. Quid agendum, si judex qui judicaverit, litteras requisitorias dare recuset. 49. 1. 15.

XXXVIII. An a decreto litterarum novarum executionis, seu mandati executionis renovati. 49. 1. 15.

XXXIX. An appellari a decreto, quo hæredes scripti inducuntur in possessionem rerum hæreditariarum; an si judicatum de causâ momentaneæ possessionis; an hodie a sententiis in possessorio summario aut plenario latis; an a decreto sequestrationis. 49. 1. 19.

XL. Multum interest inter appellationem a sententiis definitivis, et decretis aut interlocutoriis, ratione modi appellationis, in scriptis faciendæ, cum gravaminum designatione, etc. 49. 1. 17.

XLI. Recensentur illi a quibus appellare non licet, an a sententiâ principis. 49. 2. 1.

452. — I. Quid sit sententia interlocutoria; an ea per definitivam retractari possit, et cur. 49. 1. 4.

II. Recensentur plures interlocutoriæ quæ habent vim definitivæ. 42. 1. 4.

III. An tunc per judicem eumdem revocari possint, ut appellatio impediatur. 49. 1. 4.

IV. Interlocutoria est, quâ reus absolvitur ab instantiâ. An simul unâ sententiâ conjungi possit absolutio ab instantiâ et adjudicatio petitionis. 42. 1. 5.

V. Item interlocutoria, quâ litigantes jubentur adesse delegatis transigendi causâ; vel pleniorem quorumdam allegatorum probationem facere. 49. 1. 5.

VI. Interlocutoria est si ipsis præscribatur regula tractandi litem, pro ut in factis consentiunt aut dissentiunt; aut possessio uni litigantium adjudicatur. 42. 1. 5.

453. — 456. — *V. suprà, Pr. gén.*

Des effets de l'appel à l'égard des jugements qui en sont l'objet.

457. — I. Appellatione interpositâ, si causa consideratur quasi sententia necdum lata esset. 5. 1. 26.

II. Judex in appellatione de eo tantùm cognoscere et definire debet utrum a judice inferiore rectè an perperam judicatum sit. 5. 1. 80.

III. Appellatio interposita suspendit executionem sententiæ in civilibus et criminalibus; et huc spectant hodiernæ inhibitiones. 49. 7. 1.

IV. Capita sententiæ a quibus non appellatum, suam habent executionem. 49. 7. 1.

V. Quid si ex pluribus criminibus damnatus ab uno appellet. 49. 7. 1.

VI. An innovari si appellatio recepta nondum sit, vel nondum sit appellatum dum adhuc currit decennium. 49. 7. 1.

VII. Quid si appellatum sit, sed appellatio judici aut parti non tempestivè insinuata sit, et sic executio cœpta. 49. 7. 1.

VIII. Quid juris in attentatis pendente restitutione in integrum ad appellandum. 49. 7. 1.

IX. De hodiernâ petitione inhibitionis, et quid intersit inter *inhibitie* et *surcheantie*. 49. 7. 3.

X. De petendâ revocatione inhibitionis concessæ. 49. 7. 3.

XI. De libello supplice *antidotali*, ne adversario concedatur inhibitio, si fortè eam petiturus sit. 49. 7. 3.

XII. Etiam in aliis casibus libello supplici antidotalis locus est. 49. 7. 3.

XIII. Inhibitio non conceditur, quoties damnum irreparabile inferret victori. 49. 7. 4.

XIV. Recensentur multi casus, in quibus sententiæ executio sit, non obstante appellatione; de alimentis, aggeribus, cataractis, constituendâ hypothecâ pro debito, mulctis. 49. 7. 4.

XV. De causis quæstorum ærarii contra publicanos, navibus in mari captis, et per dominos victores vindicatis. 49. 7. 4.

XVI. Item si sententiæ latæ a judicibus inferioribus Flandricis, vel a curiâ feudali Hollandiæ, Zelandiæ, Ultrajectinæ diœcesios judicibus, a præfecto saltuum Hollandiæ vel curiâ Hollandiæ, Flandriæ, alibique, intra certam quantitatem. 49. 7. 4.

XVII. Ut sententiæ dici possint ascendere ad certam quantitatem, an et computandæ impensæ litis, in quas condemnatus est victus. 49. 7. 5.

XVIII. Et quid si solæ litis impensæ definitam superent quantitatem, sors adjudicata non item, aut vice versâ. 49. 7. 5.

XIX. Quid si major quantitas petita, at petitor succumbens in expensas litis infra præfinitam quantitatem damnatus, appellaverit. 49. 7. 5.

XX. An executio permittenda, si victor majoris summæ velit remittere id quod definitam quantitatem excedit. 49. 7. 5.

XXI. Quid si plures summæ adjudicatæ sint, quæ non singulæ, sed cumulatæ definitam excedant quantitatem, et quando cumulatio facienda, quando non. 49. 7. 5.

XXII. In casibus quibus appellatio vulgo non suspendit executionem, tamen inhibitio concedenda, si executio infamiæ aut damni gravioris irreparabilis sequelam habeat; nisi nominatim aliud statuto cautum sit. 49. 7. 6.

XXIII. Appellante condemnato ad mulctam et palinodiam, nec mulctæ executio interim fit. 49. 7. 6.

XXIV. Innovationes dicuntur *attentata*. Quando hæc sint reparanda, et an pendente lite. 49. 7. 7.

XXV. Per quos attentari possit; ubi de judice; de parte; de tertio, qui utitur jure partis; de tertio qui non utitur jure partis sed cujus tamen interest; de tertio, qui nec seritur nec metitur. 49. 7. 7.

XXVI. An peti possit reparatio attentatorum, si tertius, a parte causam non habens, attentaverit; qui latius sint videndi de attentatis. 49. 7. 7.

XXVIII. Si appellans attentet, attentatum non reparandum, sed appellatio deserta habetur. 49. 7. 8.

XXVII. Quid si attentet is qui non principaliter appellavit, sed alienæ adhæsit appellationi. 49. 7. 8.

V. C. c., art. 1002, *ch. III, sect. VII, n.* 19.

458. — 463.

Des demandes nouvelles.

464. — I. Obscuritas libelli explicari potest; qui censeatur tantùm explicare non mutare. 2. 13. 11.

II. Post litis contestationem, compensationem apponere licet. 5. 1. 81.

III. Reconventio non potest fieri post sententiam in appellatione. 5. 1. 80.

IV. An et quando in appellatione novæ probationes adduci, vel exceptiones allegari possint. 49. 7. 2.

V. An acta litis reddenda, quamdiu appellari potest, si ex iisdem actis judicandum sit, et quomodo ad superiorem transferenda. 49. 7. 2.

VI. Honori judicis inferioris consulitur, si superior emendans sententiam, addat, eam ob novas probationes emendari. 49. 7. 9.

465. — *V. C. proc., tit. prél., sect. III, n. 10 et seqq., pag.* 153.

466. — 470.

De l'amende sur l'appel.

471. — I. Qui temerè appellant molestantur. 3. 6. 8.

II. Quid si appellans ex parte succumbat. 3. 6. 9.

III. De molestis temerariæ appellationis. An has debeant publici accusatores hodierni. 49. 1. 20.

IV. Quid si appellans renunciet appellationi, aut transigat. 49. 1. 29.

V. An et quando appellans renuntiare appellationi possit invito adversario. 49. 1. 20.

VI. An ad renuntiationem requiratur consensus judicis jure civili ac moribus. 49. 1. 2.

VII. An desertio vel renuntiatio unius noceat alteri, et an non saltem ei qui non principaliter appellavit, sed appellationi adhæsit. 49. 1. 20.

VIII. An et victor, contra quem appellatum, sententiæ pro se latæ renuntiare possit. 49. 1. 20.

IX. Quid juris, si in criminalibus accusator appellet, et reus renuntiet sententiæ pro se latæ. 49. 1. 20.

X. An reo appellante, accusator renuntiet. 49. 1. 20.

XI. An judex qui declarat se incompetentem, in expensas condemnare possit, vocantem ad forum incompetentem. 5. 1. 65.

472.

De l'évocation.

473. — I. Jure romano canonico, et hodierno, *evocatio litis* frequens, at facit forum competens; improbatæ tamen in Hollandiâ evocationes factæ a principe, seu comite, in quam rem varia privilegia. 5. 1. 140.

II. An expediat litem singularem ab ordinibus evocari. 5. 1. 140.

III. Quid juris circa evocationes in Germaniâ; remissive. 5. 1. 141.

IV. Cessat privilegium de non evocando, si quis, mediante arresto, vocetur extra territorium Hollandiæ, et de re immobili illic sitâ, vel personali actione litiget. 5. 1. 142.

V. Uti et, si duo judices hollandi inferiores contrarias eâdem in causâ sententias tulerint. 5. 1. 142.

VI. De evocatione litis ad judicem superiorem, ad petitionem partis ob moras in lite definiendâ factas. 5. 1. 143.

VII. Vel si contrariæ in eâdem causâ sint duorum judicum inferiorum sententiæ. 5. 1. 143.

VIII. Vel quia duo diutius inter se litigant de criminali jurisdictione. 3. 1. 143.

IX. Qui de evocatione ultra videndi sint. 5. 1. 143.

LIVRE IV.

DES VOIES EXTRAORDINAIRES POUR ATTAQUER LES JUGEMENTS.

TITRE PREMIER. — *De la tierce opposition.*

Principes généraux.

I. An judex declarare possit ad tertii petitionem, sententiam ei haud prejudicaturam, si fortè per consequentiam præjudicare posset. 42. 1. 27.

II. Contra sententias præfectorum prætorio aliorumque supremorum judicum, permissa supplicatio, seu revisio. Quid illa sit et in quibus conveniat cum appellatione at ab illâ differat. 49. 2. n. 2 et 3.

III. Materia revisionis tractatur secundum jus romanum et jus Hollandiæ regionumque vicinorum. 49. 2. n. 2 et seqq.

IV. De *reformatione* et *reauditione* contra sententias iniquas, secundum jus hollandicum. Materia tractatur. 49. 2. n. 7 et 8.

474. — 477.

478. 479. — *V. C. civ., art.* 1351.

TITRE II. — *De la requête civile.*

Restitutio in integrum admittitur contra judicia. 4. 1. n. 1 et seqq.

480. — I. Judex non cognoscit de restitutione in integrum contra suam sententiam cùm ab illâ sententiâ per appellationem querimur. 4. 1. 8. — 4. 4. 32.

II. In jure romano judex ipse qui sententiam suam dederat aliquando cognoscebat de restitutione contra eam petitâ. 4. 1. 6. — 4. 4. 32.

III. An et quis remediis obtineri possit rescissio sententiæ ex falsis documentis latæ; et an tunc condictioni indebiti possit locus esse. 42. 1. 28.

IV. An et quando rescindi possit sententia propter instrumenta noviter reperta; quando non. 42. 1. 26.

V. Quis judex competens, si de sententiâ ex his causis infirmanda quæstio sit. 42. 1. 26.

481. — I. Minor restituitur adversus judicialia si tamquam contumax condemnatus sit, vel si allegationes ac probationes minor omiserit, quibus lis ejus instruenda erat. 4. 4. 31. — 4. 6. 1.

II. Minor agere poterat ut sibi subveniretur per eumdem judicem a quo sententia lata erat. 4. 4. 32.

482. — Quoties sententia pluribus capitibus distinctis constet, minor potest adversus partem sententiæ restitui; si parte solâ se læsum queratur. 4. 4. 31.

483. — 489.

490. — Magistratus potest restituere contra suam sententiam. 4. 1. n. 2 et seqq.

491. — 504.

TITRE II. — *De la prise à partie.*

An pœna plectetur judex si imprudentiâ malè judicaverit. 3. 1. 58.

505. — Quæ sint pœnæ judicis dolo malo judicantis. 5. 1. 58.

506. — 516.

LIVRE V.

DE L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit res judicata. 42. 1. 1.

II. An reus pro parte absolvi, pro parte condemnari possit. 42. 1. 1.

III. An in Hollandiâ ferri possit sententia, *dat den eysch en conclusie werd ontseyd, in voogen die gedaan en genomen is*. 42. 1. 1.

IV. Res judicata quandoque denotat ipsam sententiam, quandoque effectum sententiæ. 42. 1. 2.

V. Quid tunc intersit inter sententiam et rem judicatam. 42. 1. 2.

VI. Quando impleta censeatur conditio, *tot dat het proces huyterlyk sal wesen getermineert*. 42. 1. 2.

VII. Quid intersit inter sententiam et opinionem. 42. 1. 3.

VIII. Jurisdictione concessâ ea quoque concessa censentur sine quibus ea illa explicari non potest, itaque ei cohæret imperium quod nihil aliud est quam jubendi, cogendi, coercendique potestas. 2. 1. n. 38 et 42.

IX. Non inquirendum utrum jure an injuriâ judex decreverit; cum etiam iniquæ præcipiente judici obtemperandum. 2. 3. 3.

X. Præcipuus sententiæ effectus consistit in ejus executione. 42. 1. 30.

XI. Quid sit actio judicati. 42. 1. 32.

XII. Executio sententiæ quando in actionibus in rem aut in personam fieri potuerit. 42. 1. 36.

XIII. Actio judicati non tantum locum habuit, si condemnatio esset facta ex actione in personam, sed etiam si ex actione in rem. 42. 1. 30.

XIV. Exequendi modus jure civili duplex fuit, vel ordinarius, dato judice judicati, et motâ judicati actione, vel extra ordinem, dato apparitore qui exsequeretur, vice arbitri. 42. 1. 31.

XV. Quando potissimum necessaria fuerit actio judicati, quando magis adhibita execu-

tio extra ordinem; noo nisi re orgente, jus civile probavit extraordinariam. 42. 1. 31.

XVI. Cui detur; an et hæredi victoris; an cessionario. 42. 1. 32.

XVII. Contra quos detur; obi de pupillis, muoicipiis, suffectis in collegio, dominis, si tulor, actor, procorator, defunctus collegii præfectus condemoatus sit. 42. 1. 32.

XVIII. Ao et cootra hæredes coodemoati; an hodie citandus sit hæres, ut sententia contra eum declaretur executoria. 42. 1. 32.

XIX. An et si hæres sit, qui defuocti procorator fuerat; an et vidua massaria, cujus maritus condemoatos fuerat. 42 1. 30.

XX. An et detur contra tertium, qoi pendente lite cœpit causam a reo habere. 42. 1. 30.

XXI. Ao et contra tertium, qoi se reo junxit lo lite, veluti debitorem, coovento et condemnato fidejussore. 42. 1. 32.

XXII. Ao et contra debitorem, qui se non juoxerat, condemnato fidejussore. 42. 1. 30.

XXIII. Ao contra fidejussorem coodemnato debitore. 42. 1. 32.

XXIV. Et quid, si sit fidejussor de judicato solvendo. 42. 1. 32.

XXV. Qoid juris, si plures unâ sententiâ damnati sint, cum fortè essent correi debendi; an uoius inopia cæteros gravet. 42. 1. 32.

XXVI. Ao moribus nostris, matrimonia constante, pro debitis stante matrimonio contractis promiscuè, in mariti at oxoris bonis executio fieri possit, licet inter conjoges noo sit bonorum cammunio; an et quousque soluto matrimonio. 42. 1. 33.

XXVII. Quid si matrimanio constante maritus bona uxoris pro debita pignori obligaverit. 42. 1. 33.

XXVIII. An et pro debitis conjugis matrimoolo antiquioribus bona alterius conjugis axcuti possint, constante adhuc vel soluto matrimonio. 42. 1. 33.

XXIX. An citaodus sit maritus, ut videat declarari contra se seotentiam executabilem, quæ contra uxorem ejus aute nuptias lata fuerat. 42. 1. 33.

XXX. An muliere ex delicto ad pecuoiam damnatâ, vel ex judicio, in quo sine viro stetit auctoritate judicis, maritus staute matrimonio teneatur pati executiauem ejus. Remiss. 42. 1. 34.

XXXI. Hodierno jure magis extra ordinem, quam per actionem judicati fit exsecotio, servatis tamen iis, quæ ad judicati actionem pertiooeot. 42. 1. 35.

XXXII. Post quales inducias nonc inchoetur executia per summatiooem et renovatiooem; quomodo paragatur in actionibus in rem et possessoriis per possessioois ablatiouem, in actiooibos ad factum aliquod per civilem custodiam (*gyseelinge*), lo personalibus cæteris ad pecuniam condemnatiooibus per pigoorum assignatiooem aut capionem. Rem. 42. 1. 35.

XXXIII. Apud nos exsecutionem patiuntur tanquam ad factum obligati, qui ad solvendos capones, et alia in recognitionem tenentur. 42. 1. 36.

XXXIV. Ao et quando victor invitus compelli possit per victum, ut judicati effectum prosequatur, vel jodicato pareat, quatenus id victo utile est. 42. 1. 36.

XXXV. An victus evitare possit executionem oblatâ cautione de judicato solvendo. 42. 1. 37.

XXXVI. Ao exsecutio capitis liquidi sententiæ supeodatur ex eo qood aliud caput necdum sit liquidum redditum. 42. 1. 37.

XXXVII. An cessaotibus nuoc quadrimestribus indociis, vel ex eo quod ex uno capite appellatum fuit, judices modicas dilationes arbitrarias reo dare possint æquè, ac jure civili. 42. 1 37.

XXXVIII. An et qoando ac qoales usuræ oooe debeantur a condemoato, moram faciente in judicato solveodo. 42. 1. 37.

XXXIX. An pluribus hæredibus aut sociis coodemoatis, denuntiatio singulis sit facienda ad solvendum. 42. 1. 37.

XL. Ao ipsi condemnato fieri debeat, an vero sufficiat familiæ fieri: an potiores sint qui priores curarunt pignora capi judicati causâ. 42. 1. 37.

XLI. An et quando victores in executione teneantur cavere victo de restituendis, quæ ex judicato consequuntur. 42. 1. 38.

XLII. Cujus loci leges in exsecutione faciendâ observaodæ sint. 42. 1. 39.

XLIII. Qoales jodices jure civili exsecuti fueriot sententias. 42. 1. 40.

XLIV. Moribus execotio fit per eos, qui saotentias ferant, licet sint judices loferiores. 42 1. 40.

XLV. Quæ observanda, si curiarum hollandicarum exsecutio fiat in territoriis hollandicis dominos peculiares jurisdictionis habentibus, vel in urbibus. 42. 1. 40.

XLVI. Quis exsequatur, si appellatum fuerit, et appellatio deserta proouocietur, vel senteatia loferioris in totum aut pro parte confirmetur, vel in solidum retractetur. 42. 1. 40.

XLVII. Si bona ooo sint sufficientia in territorio judicaotis, alibi tamen bona reus habeat, rogatur judex, cui illa subsunt, ut senteotiam exsequatur. 42. 1. 41.

XLVIII. Jure civili talis executio erat necessitatis; uti et in Hollandiâ, si unus judex Hollandiæ alium Hollandiæ judicem roget; at comitatis est, quando rogaos et rogatus non subsuot uni supremo principi. 42. 1. 41.

XLIX. An judex alter sub quo bona condemnati sunt, executiouem in illis facere possit, licet non rogetur a judice, qoi judicavit. 42. 1. 41.

L. Quid juris, si judex, qui judicavit, litteras requisitorias expedire recuset; quando judex requisitus jure recuset exsecutionem facere. 42. 1. 41.

LI. Qualia booa primo, qualia postea judicati causâ capi debuerint jure civili, quomodo actiones condemnati. 42. 1. 42.

LII. Hoc ordine non servato, moribus exsecutio noo est nulla, si victus se noo oppooat; qui si velit, booa assignat capienda; si oon assignet, aut captiosè apparitor capit, pro mensurâ condemnationis; at, si pendente execulione victos multa solvat, minus venditur quam captum fuit. 42. 1. 42.

LIII. An et feuda capi possint; an et, si dominus dicat feudum caducum esse. 42. 1. 43.

LIV. Ao et fructus rerum fructuariarum aut ex fideicommisso restituendarum. 42. 1. 43.

LV. Quid si testator vetuerit oe capiantur pro debitis usufructu vel liberalitate defuncti aotiqoioribus; vel jusserit fructus rerum præstari per executorem testamenti, ut alimenta. 42. 5. 43.

LVI. Ao lo subsidium boves aratores, stipendia coodemnati, dignitas venalis. 42. 1. 43

LVII. An uno desistente, alter eidem exsecutioni losistere possit jam cœptæ. 42. 1. 43

LVIII. Qoomodo consultum sit condemnato, si exsecutor modum excedat. 42. 1. 44.

LIX. An modum excedat, si pro salario suo et impensis exsecutionis exsecutiooem faciat. 42. 1. 44.

LX. Ao exsecutor reliquum pretii pignorum captarum retinere possit pro eo, quod sibi ex aliâ causâ debetur. 42. 1. 44.

LXI. Qoalem culpam præstet. 42. 1. 44.

LXII. Ad quid teneatur exsecutor modum excedens, et an ipse eo nomine respondere debeat, si victor ei indemnitatem promiserit. 42. 1. 44.

LXIII. Ao et victas victorem convenire possit, pro excessu apparitoris. 42. 1. 44.

LXIV. Deficientibus bonis condemnatus carcere includi potest. Quales sumptus tunc victor commeotariensi solvere debeat. 42. 1. 45.

LXV. Ao feminæ pro debito civili includi possint jore civili ac moribus. 42. 1. 45.

LXVI. An mulier publica mercatrix etiam cum viro. 42. 1. 45.

LXVII. Ñon incarcerantur, qoi gaudent beneficio competentiæ. Quid illud sit et quaotum eo nomine debitor retioeat, ac quodoam tempus spectaodum sit. 42. 1. 46.

LXVIII. Quinam habeaot hoc beneficium. Remiss. 42. 1. 46.

LXIX. An et frater a fratre, vel vitricus a privigno conveotus. 42. 1. 43.

LXX. An et per conveotionem hoc beneficium acquiri possit. 42. 1. 46.

LXXI. Quid si creditor promiserit se benignè cum creditore acturum. 42. 1. 46.

LXXII. Perit vis sententiæ novatione. Quando illa videatur facta. 42. 1. 47.

LXXIII. Renuntiatione, etiam eâ mente factâ, ut lis denuo moveatur. 42. 1. 47.

LXXIV. Ao et, si reus absolutos patiatur iterum secum agi, nec oppooat exceptionem judicati, vel cum opponeret, et actor jodicatum negaret, judex judicet, non fuisse judicatum. 42. 1. 47.

LXXV. Et quid si judex rejectâ rei judicatæ exceptiooe, de oovo cognoscat, ac cootrariam priori sententiam ferat. 42. 1. 47.

LXXVI. Quanto temporis spatiu sententia apud nos aliosque antiquetur, ut novo executionis decreto opus sit. 42. 1. 47.

LXXVII. In quibus causis apud nos executio parata locum habeat. 42. 1. 48.

LXXVIII. An quis apud nos pacisci possit jus paratæ executionis. 42. 1. 48.

LXXIX. De clausulâ voluntariæ condemnationis instrumento insertâ, et effectu ejus. 42. 1. 48.

LXXX. Ex cujus loci lege æstimandum, an instrumentum ex pactu paratam possit habere executionem. 42. 1. 46.

LXXXI Tot lites diversæ videntur esse, quot res separatæ in judicium deductæ. 42. 1. 17.

LXXXII. Usu obtentum multis in locis sententias alibi latas, ab alterius territorii judice rogato in bonis, sub suâ jurisdictione sitis, executioni dari. 1. 4. pars. 2. 17.

LXXXIII. Qui jus dicenti non obtemperat quomodo jure romano coerceatur. 2. 3. n. 1 et seqq.

517. 518. 519. 520.

521. — Cautione idoneâ per judicem rejectâ, vel admissâ minus idoneâ appellari ab eo decreto potest. 2. 8. 9.

522. 523. 524. 525.

526. — *V. C. c., de la Propriété, Pr. gén., Revendication, § III, pag.* 25.

TITRE IV. — *Des redditions de compte.*

427. — I. Qua in loco tutores conveniri possint ad rationes reddendas tum jure civili tum hodierno. 27. 3. 17.

II. Quid si plures sint tutores. 27. 3. 17.

III. An privilegium fori ex parte pupilli vel tutoris hic possit locum habere. 27. 3. 17.

528. — 540.

541. — I. An et quando post rationes redditas et probatas, adhuc actione tutelæ agi possit. 27. 3. 16.

II. An peti possit repetita rationum redditio ob calculi errorem, aliasque causas. 27. 3. 16.

542. — 544.

TITRE VI. — *Règles générales sur l'exécution forcée des jugements et actes.*

I. Apparitores dum suo funguntur munere judicem repræsentant cujus mandato instructi sunt. 5. 1. 62.

II. Læsio apparitoribus injuriis, verberibus illata, coercenda est tanquam si judici ipsi illata fuerat. 5. 1. 62.

III. Aliud dicendum si apparitor mandato destitutus erat, vel excederet mandati fines vel modum. 5. 1. 62.

545. — *V. art.* 546.

546. — *V. C. proc., tit. prélim., Pr. gén., sect. II, n* 12. 13. 14, *pag*. 153.

547. — 556.

TITRE VII. — *Des saisies-arrêts ou oppositions.*

Secundum jus hollandicum, quædam vocatio in jus arrestum vocata; aliquid simile cum nostris (*saisies-arrêts et oppositions*). Hæc materia et variæ quæstiones tractatæ. 2. 4. n. 17 et seqq.

557. — 582.

583. — 591.

592. — *V. C. civ., art.* 1003, *ch. III, sect. VII*, n. 11.

593. — 672.

TITRE XII. — *De la saisie immobilière.*

I. Si creditoribus non satisfiat debitor, impetrant decretum judicis quo conceditur licentia distrahendi bona. 42. 5. 1.

II. Quantum tempus inter missionem ac decretum, venditionis licentiam continens, intercedere debeat. 42. 5. 1.

III. Quomodo facienda sit bonorum venditio, et quo in loco. 42. 5. 2.

IV. Quale jus singulare hâc in parte habeant Amstelodamenses, Zelandi; et quid si mobilia jussu curiæ hollandicæ ruri sint pignori capta. 42. 5. 2.

V. Qui potior in concursu plurium licitantium; et quæ generaliua circa pignorum venditionem obtineant. Remiss. 42. 3. 2.

VI. Quomodo venditio jam decreta impediri possit facto debitoris. 42. 3. 3.

VII. An et obtineri rescissio venditionis jam factæ. 42. 3. 3.

VIII. Quomodo impediatur decreta distractio facto tertii, dùm is se dominum rei asserit; an et quousque, si sibi jus aliquod in re distrahendâ competere contendat. 42. 5. 3.

IX. Quâ occasione plurimæ per judicem recensentur controversiæ, quinam vel opponere se debeant venditioni rerum, vel jus in rebus vendendis sibi competens indicare solemni more, ne illud distractione rerum, amittant. 42. 5. 3.

X. Quibus noceat omissio indicationis; quibus non noceat eam omissam esse; et plura alia circa materiam oppositionis. 42. 5. 3.

XI. Quis cognoscat de oppositionis causis, si alius tulerit sententiam, alius judex requisitus eamdem exsequatur. 42. 5. 4.

XII. An pendente executione executor suspendere debeat ulteriorem executionem. 42. 5. 3.

XIII. An opponens se possit veniente die sibi dicto petere tempus deliberandi. 42. 5. 5.

XIV. Unde inchoetur in nonnullis editionibus titulus *de privilegiis creditorum;* ubi de illis privilegiis actum sit. 42. 3. 6.

V. C. civ., tit. XIX, de l'Expropriation forcée, Pr. gén.

673. — 691.

692. — *V. C civ., art.* 1594

693. — 708.

709. — *V. C. civ. de la Vente, ch. II, Pr. gén., pag.* 115.

710. — 712.

713. — *V. C. civ, art.* 1596.

714. — 748.

TITRE XIV. — *De l'ordre.*

I. De judicio concursûs et prælationis inter creditores. 20. 4. 10.

II. An et quando pendente vel jam finito concursus judicio creditores alii supervenientes adhuc audiendi sint. 20. 4. 10.

III. An tunc per eos, qui jure debiliori gaudent, cum sorte acceptâ etiam medii temporis usuræ reddendæ sint. 20. 4. 10.

IV. An pecunia ex pignorum venditione redacta pendente judicio concursus fœnori collocari possit in usum creditorum. 20. 4. 11.

V. Quibus creditoribus ante finitum hoc judicium solvi possit. 20. 4. 11.

VI. Quomodo cogi possint graphiarii et similes ad nummos secundum sententiam prælationis distribuendos. 20. 4. 11.

VII. Quo in loco judicium concursûs et prælationis agitandum sit. 20. 4. 12.

749. — 838.

TITRE V. — *Des voies à prendre pour avoir expédition ou copie d'un acte, ou pour le faire réformer.*

I. Rationes suas edere tenentur argentarii (quibus non absimiles in multis hodierni tabelliones (etiam cum argentariam exercere desierunt. 2. 13. 20.

II. Hæredes eorum tenentur etiam; non successores singulares nisi rationes possideant. 2. 13. 20.

III. Edunt argentarii, tabelliones, et similes, instrumenta illis tantum quorum interest, et in dubio consultum, expectari decretum judicis ad exhibendum: nec judex promiscuè editionem jubere potest. 2. 13. 21.

IV. Edunt argentarii etiam contra se. 2. 13. 22.

V. Ipsis argentariis et eorum hæredibus aut illis quibus semel facta editio non est edendum, nisi causâ cognitâ rationibus deperditis. 2. 13. 23.

VI. Quo in loco argentarii debeant rationes edere; an cum, an sine die, rationes et instrumenta edi debeant jure civili et hodierno. 2. 13. 24.

VII. Cujus loci consuetudo in editione spectanda sit. 2. 13. 24.

VIII. Quâ actione cogantur ad editionem; ad quid damnandi, si non edant; quid si jurent, se nec possidere, nec dolo malo desiisse possidere. 2. 13. 25.

IX. An actio ista ad id quod interest in hæredes detur, aut post annum. 2. 13. 26.

839. — 897.

TITRE XII. — *Du bénéfice de cession.*

898. — I. Quomodo jure civili cessio fieri potuerit; quomodo moribus, et a quibus concedatur beneficium cessionis. 42. 3. 6.

II. Quis examinet ac confirmet beneficium cessionis a curiis concessum, si debitor ruri degat. 42. 3. 6.

III. Quis si jussu curiæ hollandicæ arresto

detentus obtinuerit rescriptum cessionis a curiâ supremâ. 42. 3. 8.

IV. Quot citationes requirantur, ut creditores consentiant in rescripti confirmationem. 48. 8. 8.

V. An debitor interim carceri includendus ob id, quod quidam creditores obloquuntur confirmationi. 42. 3. 8.

899. — 904.

905. — I. Quis possit bonis cedere. 48.3.2.

II. An possint peregrini; an et tunc, cùm in eorum patriâ peregrinis denegatur; quibus in locis denegetur. 42. 3. 8.

III. An et filiusfamilias possit bonis cedere. 42. 3. 2.

IV. An feminæ indigeant cessione hâc. 48. 3. 2.

V. An municipia jure civili ac moribus. 48. 3. 2.

VI. An cedere bonis possit, qui juravit se soluturum; vel primo negavit se debere. 42. 3. 8.

VII. An cedere bonis possit qui huic beneficio renuntiavit; vel prius impetravit rescriptum moratoriam. 48. 3. 3

VIII. An cedere bonis possit qui ita condemnatus est, ut sententia jam transiverit in rem judicatam; vel jam semel bonis cessit. 42. 3. 8.

IX. Et quid si tempore cessionis debuerit, sub conditione, quæ post cessionem exstitit. 32. 3. 3.

X. Quid juris sit in hærede ejus, qui bonis cessit; an gaudeat beneficio competentiæ, si adierit sine inventario. 42. 3. 4.

XI. An cedere possit, qui ex delicto ad pœnam pecuniariam obligatus est. 42. 3. 5.

XII. An is quocum alius invitus jubente principe contraxit. 48. 3. 5.

XIII. An fidejussor delinquentis cedere bonis possit. 48. 3. 5.

XIV. An is qui bona dolo consumpsit; vel dolosè bona corrasit, celavit. 48. 3. 5.

XV. An publicani, aliique fisci debitores jure civili ac moribus. 42. 3. 5.

XVI. An obligatus ad factum, cujus præstatio in ejus potestate est. 48. 3. 3.

XVII. An qui quid emit in nundinis publicis. 42. 3. 5.

XVIII. An mercator minutim vendens contra eum a quo merces emit. 48. 3. 5.

XIX. An tutor respectu debiti pupillaris. 42. 3. 5.

907. — 940.

TITRE IV. — *De l'inventaire.*

I. Quæ sint observanda in inventario, ratione temporis, tabellionis adhibendi, testium, citandorum eorum quorum interest. 28. 8. 10.

II. Quæ sint observanda ratione descriptionis ipsarum rerum, et fructuum, etiam post mortem testatoris percepturum, subscriptionis per hæredem faciendæ 28. 8. 10.

III. An continuatâ serie, vel unâ chartâ fieri debeat inventarium. 28. 8. 10.

IV. Quomodo, quâ formâ, quibus citatis hodie repertorii beneficiam specialiter a principe impetrandum et a judice confirmandum sit, et quæ in eo observari debeant. 28. 8. 11.

V. Quid si creditores, aliique citati se non sistant. 28. 8. 11.

VI. Cujus loci solemnia in inventario impetrando et conficiendo adhibenda sint. 28. 8. 11.

941. — 944. — *V. C. civ., des Successions.*

945. — 952.

TITRE VI. — *De la vente des biens immeubles.*

I. Quâ solemnitate res ecclesiæ et suis usibus destinatæ alienari debeant. 27. 9. 17.

II. Quomodo res fisci, reipublicæ, civitatis, vici, pagi. 27. 9. 17.

III. An hæ res alienari possint aliter quam auctione publicâ. 27. 9. 17.

V. C. civ., art. 458.

953. — 965.

TITRE VII. — *Des partages et licitations.*

966. — 984. — *V. C. civ., du Partage; ad art.* 815.

985. — De divisione quæ mutuo consensu, inter cohæredes fit, quomodo ea fieri possit. 10. 2. 2.

986. — 1002.

LIVRE III.

TITRE UNIQUE. — *Des arbitrages.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Rationes, cur ad arbitros eatur. 4. 8. 1.

II. In quibus conveniant arbitria cum judiciis; in quibus differant, puta in litispendentiâ, reconventione, appellatione, doli actione propter arbitri corruptionem, auctoritate ac potestate cogendi. 4. 8. 1.

III. Quid sit arbiter, quid arbitrator, quæ arbitratoris partes sint, et in quo distet ab arbitro. 4. 8. 2.

IV. Quid sit compromissum. 4. 8. 8.

V. Arbitri partium compromisso electi, nec jurisdictionem, nec notionem propriè dictam habent. 8. 1. 1.

VI. Qui possint esse arbitri. 4. 8. 8.

VII. An sacerdotes, infames, judæi, servi, mulieres. 4. 8. 6.

VIII. An minores. 4. 8. 7.

IX. An judices, et an jubere possint in se compromitti; quid moribus. 4. 8. 8.

X. An quis in re suâ. 4. 8. 8.

XI. An advocatus adversarii solus. 4. 8. 9.

XII. An adversarius unâ cum adversæ partis advocato. 4. 8. 8.

XIII. An filius in causâ patris, et vice versâ. 4. 8. 8.

XIV. An tacitum compromissum censeatur, si partes cùm non expressè compromisissent ratam habeant sententiam a tertio, tanquam arbitro electo latam. 4. 8. 8.

XV. Arbitri cogi possunt ad implendum arbitrium susceptum, et quibus modis? Præcipuè condemnatione in eo quod interest. 4. 8. 14.

XVI. Notatur singularis cogendi ratio. 4. 8. 14.

XVII. Cogendi sunt ut definiant necdum decisa. 4. 8. 18.

XVIII. Quibus ex causis arbiter a sententiæ ferendæ necessitate excusatur. 4. 8. 21.

XIX. An lis ab arbitrio ad judicem transferri possit, invitâ adversâ parte; an et hodie. 4. 8. 81.

XX. Quid si arbitri litem ultra modum protelent. 4. 8. 21.

XXI. Quid si adversus eos nascatur aut emergat, nova suspicionis causa ante ignorata. 4. 8. 81.

XXII. An cogi possit arbiter ad judicandum, si pœna compromisso adjecta non sit, vel jam sit commissa. 4. 8. 22.

XXIII. Quomodo pœna committatur ante sententiam. 4. 8. 22.

XXIV. Quid juris, si dies certus ad judicandum compromisso additus non observetur; et quid si dies certus appositus non sit. 48. 8. 8.

XXV. Quibus in casibus sententia arbitri nulla sit et executione careat. 4. 8. 84.

Qui peut compromettre.

1003. — I. Compromittere possunt qui liberam habent rerum administrationem. 4. 8. 4.

II. An socius unus rectè compromittat in re communi, et quis tunc compromissi effectus sit. 4. 8. 4.

III. An mulieres et quid hodie. 4. 8. 5.

IV. An minores et similes. 4. 8. 5.

V. An de immobilibus sine decreto. 4. 8. 5.

Sur quels objets peut-on compromettre.

I. An et quousque compromitti possit de causis in integrum restitutionis, popularibus, infamantibus. 4. 8. 10.

II. An de criminalibus civiliter aut criminaliter movendis. 4. 8. 10.

III. An de liberali et statûs causâ. 4. 8. 10.

IV. An de matrimonialibus, spiritualibus, jure patronatûs. 4. 8. 10.

Forme et mode du compromis.

1005. — I. Constituitur arbiter conventione partium; an nudo pacto compromissum fieri possit. 4. 8. 5.

II. Pœna æqualis vel inæqualis potest adjici compromisso. 4. 8. 8.

III. An ut pœna compromissi fisco cedat 4. 8. 18.

IV. Qualia pacta compromisso possint inseri; an jusjurandum addi, an id agi ut arbiter certam sententiam dicat. 4. 8. 11.

1006. — Coram arbitris reconventio non admittitur cùm compromissum suos fines habeat. 4. 8. n. 1 et 18.

1007. — I. Ferenda sententia loco et tempore debito. 4. 8. 17.

II. An arbiter tempus compromisso incertum prorogare possit. 4. 8. 17.

III. An ei referre seu antavertere. 4. 8. 17.

1008.

1009. — Idem agendi ac probandi ordo est in arbitriis quam in judiciis. 4. 8. 1.

1010. 1011.

Comment finit le compromis.

1012. — I. Compromissum dissolvitur morte unius arbitrorum. 4. 8. 18.

II. Arbitri duo, absente tertio, judicare non possunt. 4. 8. 10.

III. Quid si tertius legitimè citatus sit; quid moribus et jure canonico. 4. 8. 16.

IV. An evalescat compromissum si unus compromittentium mortuus sit aut bonis cesserit. 4. 8. 30.

V. An morte unius consortium si causa ipsi cum aliis communis individua sit. 4. 8. 30.

1013.

1014. — I. Arbitri ut suspecti declinari possunt si adversus eos emergat aut nascatur nova suspicionis causa ante ignorata. 4. 8. 21.

II. An lis ab arbitro ad judicem transferri possit invitâ adversâ parte, an consentientibus in id partibus. 4. 8. 21.

1015.

Exécution du compromis.

1016. — I. Arbitri est omnia definire, de quibus compromissum idque per sententiam definitivam. 4. 8. 18.

II. Non potest excedere fines compromissi; quod exemplis docetur. 4. 8. 18.

III. An sub generali compromisso contineantur et quæstiones futuræ. 4. 8. 18.

IV. An possit dilationem solutionis dare, an compensationem objectam admittere. 4. 8. 18.

V. An verba sententiæ obscura interpretari. 4. 8. 18.

VI. An in expensas temerarium litigatorem damnare, an contumaciam ejus pecuniariâ punire pœnâ possit. 4. 8. 18.

VII. Ferenda per arbitros sententia utrâque parte præsente. 4. 8. 15.

VIII. Quid juris, si pars alterutra per contumaciam vel etiam ex justâ causâ absit. 4. 8. 15.

IX. Quid si plures arbitri electi dissentiant in sententiâ ferendâ. 4. 8. 19.

X. Quid si unus condemnet in quindecim, alter in decem, tertius in quinque; et quid moribus. 4. 8. 19.

1017. — I. An ut duo arbitri electi inter se dissentientes tertium eligant; an ut tunc *Titium* assumant. 4. 8. 13.

II. An partes resilire possint ab arbitrio ob parem arbitrorum dissensum. 4. 8. 13.

III. An moribus duo arbitri dissidentes tertium sibi assumere possint, sine novo partium consensu, si id ab initio actum non sit. 4. 8. 13.

1018. 1019.

Effet et exécution de la sentence arbitrale.

1020. — I. Sententia ab arbitris lata mutari non potest etsi errorem allegantibus. 4. 8. 23.

II. Qui contemnit sententiam damnatur ad id quod interest, si pœna non inveniatur promissa. 4. 8. 23.

III. Quando quis videatur venisse contra arbitrorum sententiam. 4. 8. 23.

IV. Sententia a judice homologata eamdem vim habet quam si a judice lata esset. 4. 8. 23.

V. Quis eam a partibus expressè vel tacitè comprobatam exsequatur, et quales condemnato dilationes competant. 4. 8. 23.

1021. — Publicâ auctoritate arbitri non sunt instructi. 4. 8. 1.

1022.

Appel.

1023. — I. Si quis arbitrorum sententiâ se gravatum putet, quid jure romano agendum fuerit; hodie reductio peti potest et hoc instar appellationis; intra quantum tempus. 4. 8. 25.

II. In hoc casu suspenditur sententia arbitrorum. 4. 8. 25.

III. Quis sit judex competens ad petendam reductionem. 4. 8. 27.

IV. Si judex reductionis judicaverit iterum a sententiâ ejus appellari potest. 4. 8. 28.

V. Reductio peti potest, licet et ante sententiam renuntiatum sit; sed tunc ea petita non suspendit executionem, sed reformationis effectum habet. 4. 8. 26.

1024.

1025. — I. Reductio temerè petita locum dat mulctæ. 4. 8. 25.

II. Reductione petitâ, an pœna promissa debeatur; si *laudum* extremâ reductionis sententiâ confirmetur, an vero etiam ante. 4. 8. 29.

III. An pœna debita si reductionem petens desistat a lite sine transactione. 4. 8. 29.

IV. An pœna debeatur si *laudum* per judicem reductionis tantum pro parte infirmetur; vel in solidum quidem, sed ex aliis planè documentis. 4. 8. 30.

V. Compromisso sæpè adjicitur consensus in condemnationem judicialem eorum, quæ *laudo* comprehensa; an a tali sententiâ appellari, vel supplicatio fieri aut restitutio peti possit. 4. 8. 31.

VI. Consultum, non innotescere *laudum* partibus antequam judiciali sententiâ firmatum sit, ne alias alteruter restitutionem petat. Nec consultum, sententiâ judiciali confirmari laudum quod adhuc interponendum est. 4. 8. 38.

1026. — Si quis restitui velit adversus negotium quod ventilatur apud arbitros, cognitio restitutionis in integrum arbitrorum excedit potestatem. 4. 1. 6.

1027.

—

Dispositions générales.

1028. — 1031.

1032. — I. Universitates circa suum patrimonium agunt, debent, conveniuntur, cavent, cautionem petunt ut privati. 3. 4. 2.

II. Universitatis negotia in civilibus tractantur per syndicum; utilitas ejus. 3. 4. 5.

1033. — I. Quid sint dilationes, quomodo a feriis distent. 2. 12. 10.

II. Dividuntur in legitimas, arbitrarias, et conventionales; quod exemplis docetur. 2. 12. 11.

III. An judex legitimarum dilationum tempus ex justâ causâ prorogare possit. 2. 12. 12.

IV. An ex adverso coarctare. 2. 12. 13.

V. Dilationum dies continui sunt. An certorum dierum, dilatione datâ, dies quo data dilatio computari debeat. 2. 12. 14. — 44. 3. 2.

VI. Quot modis *utile tempus* in jure accipiatur; quæ requirantur ut dies dicatur utilis. 44. 3. 3.

VII. An dies utiles confundendi cum diebus sessionum; cur Justinianus in multis sustulerit dies utiles. 44. 3. 3.

1034. 1035.

1036. — I. Quando locum habeat actio *ex lege diffamari*; ejus extensio ad omnes causas, tanquam æqua, defenditur. 5. 1. 21.

II. Non est locus actioni *ex lege diffamari*, nisi probetur diffamatio. 5. 1. 22.

III. Quando necesse non sit, probari jactantiam ac diffamationem. 5. 1. 22.

IV. Quo in loco sit intentanda actio *ex lege diffamari*; an alibi hâc actione, alibi de negotio principali litigari. 5. 1. 23.

V. Quot citationibus opus sit antequam vocato *ex lege diffamari* silentium imponatur; et an contra impositum silentium restitutio concedi possit. 5. 1. 24.

1037. — I. Quid sint feriæ, dies nefasti, justitium, etc. 2. 12. 1.

II. Dividuntur in solemnes et repentinas divinas et humanas. 2. 12. 2.

III. Sanctitas diei dominici, quid eo die liceat nec ne; an contractus an sententia die dominico lata nulla sit. 2. 12. 10.

IV. Citatio die dominico facta est ipso jure nulla. 2. 12. 3.

V. Citatus die profesto, ut se sistat die dominico, sistere se debet proximè sequente die judiciali. 2. 12. 4.

VI. Quid sint feriæ humanæ. 2. 12. 5.

VII. Humanis feriis nullus invitus litigare cogitur; sponte potest, et si contra invitum sententia lata sit, eam ratihabitione potest efficacem reddere. 2. 12. 6.

VIII. Feriis his citatio rectè fit in diem non feriatum; et alia peragi possunt favorabilia, publicè utilia, moræ impatientia. 2. 12. 7.

IX. Ferias solus princeps indicit, mutat tollit; quandoque et populus consuetudine. 2. 12. 8.

X. Observandæ tantum feriæ receptæ in loco judicii, non aliæ, nisi privilegium in id concessum sit. 2. 12. 9.

XI. Quid circa judæorum ferias. 2. 12. 8.

1038. — 1042.

CODE DE COMMERCE.

LIVRE PREMIER.

DU COMMERCE EN GÉNÉRAL.

Principes généraux.

Des foires et marchés.

I. Da antiquo circa nundinas ordinarias jure. 50. 11. 1.

II. Cur solus princeps concedat jus nundinarum majorum. 50. 11. 1.

III. An princeps hoc jus civitati tribuere possit in præjudicium vicinavum civitatum hoc jure gaudentium. 50. 11. 1.

IV. De immunitata, ne debitores tempore nundinarum inquietentur. 50. 11. 2.

V. An immunitas ista pertineat ad loca per quæ ad nundinas accessus et recessus est. 50. 11. 2.

VI. An ante nundinas per unum creditorem jam detenti, per alium tempore nundinarum commeodari possint. 50. 11. 3.

VII. An gaudeant hâc immunitate, qui foro cesserunt, aut a loco nundinarum relegati sunt, aut in ipsis nundinis contraxerunt. 50. 11. 3.

VIII. An hi qui deliquerunt in nundinis, vel anta nundinas. 40. 11. 4.

IX. An et qui tempore nundinavum fugiunt, vel de fugâ suspecti sunt. 50. 11. 4.

X. An et qui renunciarunt nundinarum immunitati. 50. 11. 4.

XI. An illa renuntiatio etiam teneat hæredes renuntiantis aut viduam ejus, maritumve secundum viduæ talis. 50. 11. 4.

XII. Quanto temporis præscriptiona jus nundinavum amittatur. 50. 11. 5.

1. — 109.

TITRE VIII. — *De la lettre de change, du billet à ordre et de la prescription.*

SECTION PREMIÈRE. — DE LA LETTRE DE CHANGE.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Lucrum quod ex procuratis cambii litteris provanit, usurarum vulgarium modo adstrictum non est. 22. 2. 5.

II. Quales contractus intercedant in cambii litteris aspediendis. 22. 2. 5.

III. Inter quos obligationes oriantur et quæ actiones. 22. 2. 5.

IV. Nulla per litteras cambii novatio fit. 22. 2. 5.

V. Quibus modis fieri possit ut litteræ cambii effectu careant. 22. 2. 6.

VI. Litteræ cambii ante et post acceptationem, re adhuc integrâ revocari possunt, nisi quis per eas procurator in rem suam constitutus sit. 22. 2. 8.

VII. Si secundus primo scripserit litteras cambii, ita, ut fateatur sibi a primo, tertio, quarto quantitatem jam solutam esse, et illæ per primum tertio, per tertium quarto datæ ac per quartum oblatæ mandatario non acceptentur, an quartus contra secundum agere per saltum possit. 22. 2. 9.

VIII. Cujus loci leges in quæstionibus cambii spectandæ. 22. 2. 10.

IX. Quæ sint privilegia mensæ cambialis amstelodamensis. 22. 2. 10.

110. — 117.

§ III.

De l'acceptation.

118. — I. Cui solutio per cambii litteras mandatur, eas vel acceptare, vel rejicere potest, nisi ab institore ad præponentam, quem obligare potarat, directæ sint. 22. 2. 6.

II. An eo cui per littavas solutio mandatur, eas acceptare recusante, tertius eas acceptare possit, anta vel post protestationem. 22 2. 6.

119. — I. Is qui eas offert, si non acceptentur, intra triduum protestari debet ne regressu careat contra scribentem. 22. 2. 6.

II. Quando non noceat, neglectam esse intra triduum protestationem. 22. 2. 6.

120. — 123.

124. — An acceptatio fieri possit sub conditione. 22. 2 6

125. — 139.

140. — Si quis ob non solutas cambii litteras egerit contra scriptorem litterarum, at non obtineat ob inopiam ejus, redire potest ad acceptantem. 22. 2. 5.

141. 142.

§ IX.

Du payement.

143. — I. Anta diem litteris cambii expressum solutio non rectè fit ut cur. 22. 2. 8.

II. Interim ab illis, qui ax cambii litteris debitores sunt, cautio exigi potest. 22. 2. 8.

144.

145. — *V. suprà, Pr. gén., n.* 1

146. — 161.

162. — I. Si, die litterarum cambii veniente, acceptans non solvat, intra quantum temporis spatium tunc protestatio facianda sit. 22. 2. 7.

II. An et quando litteræ cambii cum protestatione arrestari possint. 22. 2. 7.

163. — 189.

LIVRE II.

DU COMMERCE MARITIME.

190. — 215.

216. — I. Magister contrahendo obligat exercitorem. 14. 1. 3.

II. Quid sit exercitoria actio, quibus detur. 14. 1. 4.

III. An detur illis qui cum nautis contraxerunt. 14. 1. 4.

IV. Datur contra exerciturem; si plures, contra singulos in solidum jure civili. 14. 1. 5.

V. Moribus non ultra partem, ex quâ exercitores sunt; qui et in totum liberari possunt, si suam portionem pro derelicto habeant. 14. 1. 5.

VI. Ut actioni huic locus sit, debet magister contraxisse ejus rei gratiâ cui præpositus est. 14. 1. 6.

VII. Quid in hoc casu si plures ejusdem navis magistri sint. 14. 1. 8.

VIII. Ut huic actioni sit locus, necesse etiam ut res eo in loco comparari possit, in quo creditur; ac navis tali ac tanto sumptu indigeat. 14. 1. 6.

IX. Nocet exercitori, si magister rectè credita inutiliter absumpserit. 14. 1. 8.

X. Quid moribus nostris in hisce præcedentibus quæstionibus obtineat. 14. 1. 6.

XI. An exercitores teneantur ex delictis magistrorum. — *V. C. c., art.* 1384, *n.* 30 *et seqq.*

XII. Datur etiam contra exercitorem actio mandati; potest et ipse magister, homo liber, ex suo contractu conveniri. 11. 1. 8.

XIII. Exercitor non agit ex contractu magistri, nisi in subsidium. 14. 1. 8.

XIV. Quæ sit pœna magistri fallentis in rationibus nauli accepti et expensarum. 14 1. 8.

217. — 220.

TITRE IV. — *Du capitaine.*

221. — I. Quid sit magister et promagister; unus ax exercitoribus potest magister esse: quod et expedit. 14. 1. 1.

II. Quid sit exercitor; quid navem per aversionem conducere. 14. 1. 2.

III. Qui possint vel non possint navem exercere. 14. 1. 2.

IV. An et quando moribus nostris magister possit mutuum accipere, navim obligare, armamenta vendere, quin et merces vectas. 14. 1. 3.

V. An ex consenso majoris partis exercitorum navigare invitâ parte minore. 14. 1 3.

222. 233.

234. — *V. art.* 216.

235. — 310.

TITRE IX. — *Des contrats à la grosse.*

Principes généraux.

I. Quid sit nauticum fœnus, quid quasi nauticum et de periculi pretio ad legem 5. ff. de nautico fœnore. 22. 2. 1.

II. In quo consistat substantia nautici fœnoris. 22. 2. 2.

III. Quando cesset et vulgares tantum usuræ debeantur. 22 2. 2.

IV. Si mutuum detur magistro vel domino navis sub pignore carinæ *opbodemerye* etiam supra centesimas usuras pacisci licet. 22. 2. 4.

V. Si navis pereat, an in instrumentis et reliquiis salvatis talis creditor aliquod jus habeat. 22. 2. 4.

VI. Quid juris si navis culpâ nautæ perierit aut publicata sit, aut perierit, dum nauta alio

navigat, quam quo iter ab initio destinatum erat 22. 2. 4.

311. — 331.

TITRE X. — *Des assurances*

I. Moribus periculi pretium in materiâ assecurationis legitimis usuris non est coarctatum, nec ullos fines habet. 22. 2. 3.

II. Ubi materia assecurationis tractata sit. 22 3.

332. — 396.

TITRE XI. — *Des avaries.*

397. — Multa jactui similia habentur; quid sit avaria. 14. 2. 3.

398.

399. — Vulgo in magnam seu *grossam* et communem dividitur avaria. 14. 2. 5.

400. — I. Quæ pertineant ad avariam magnam. 14. 2. 4.

II. Ubi de mercibus aspersione aquæ corruptis, mercibus in scapham conjectis et ita pereuntibus. 14. 2. 4.

III. Pertinent ad avariam magnam armamenta navis dejecta aut amota, damnum sensitum tempestate vel fulmine. 14. 2. 4.

IV. Pertinent merces datæ, ut navis a piratis redimeretur vel pretia redemptionis promisso. 14. 2. 4.

V. Recensentur plura alia ad avariam magnam pertinentia inter quæ, si navis vado hærens pereat, cum nauta jactu facto potuisset navim salvam facere, sed maluit adhibitis scaphis merces educere ut omnes salvæ essent. 14. 2. 5.

VI. Item si quis consulto navim in littus impegerit et salvatis mercibus ipsa perierit. 14. 2. 5.

VII. Item si tempore difficiliore ad hostes effugiendos scaphæ vel anchoræ funes rescissæ fuerint. 14. 2. 5.

VIII. Item æstimatis operarum vel funerum sumptibus, nauticorum mutilatorum vel occisorum in navis defensione. 14. 2. 5.

IX. De variis impensis et damnis quæ ad avariam magnam spectant ubi et de damnis cum navigandi societas coita esset (*admiraalschap*) reparandis vel non. 14. 2. 6.

X. Qui sumptus pertineant ad avariam communem. 14 2. 7.

XI. Impensæ factæ in scaphas onerarias (*lichters*) et tributum quod appellatur *last-gelt*, pro quâ parte graveut, dominum navis et mercium 14. 2. 8.

401. 402.

403. 404. — I. Recensentur casus quibus damnum gravat ipsos mercium dominos, cessante contributione; ubi de mercibus effluentibus aut aliter corruptis. 14. 2. 9.

II. De damnis navi per violentiam tempestatis illatis, nave post jactum pereunte; dum merces in scapham conjectæ salvæ sunt. 14. 2. 9.

III. Quid juris si merces jactæ, vel cum navi mersæ per urinatores eductæ sint. 14. 2. 9. *V. art.* 400.

405. — De damnis dolo vel culpâ magistri datis per ipsum aut exercitores reparandis; ubi de non assumptis vadorum peritis (*lootsen*), de navi plus justo oneratâ, aut mercibus malè collocatis. 14. 2. 10.

406. — 409.

TITRE XII. — *Du jet et de la contribution.*

I. Rhodienses nauticis fuerunt celebres. Explicatio legis 9 ff. ad legem Rhodiam de jactu. 14 2. 1.

II. Quid fuerit cautum lege Rhodiâ de jactu. 14 2. 2.

III. Quæ æquitas hujus legis, quæ non jactum sed mercium conservationem considerat. 14. 2. 2.

IV. Locus est legi et contributioni, sive consentientibus, sive invitis mercium dominis jactus sit factus, sive alii in eodem periculo projecerint necne. 14. 2. 2.

V. Locus est legi et contributioni sive in mari, sive in portu, serenâ vel turbidâ tempestate; si modo periculi amovendi causâ. 14 2. 2.

VI. Quâ viâ et quibus actionibus, domini mercium salvatarum obtineant contributionem, et quamdiu hodie durent actiones ad eam impetrandam. 14. 2. 11.

410. — 416.

417. — I. Qui debeant contributionem facere. 14. 2. 12.

II. An et dominus navis. 14. 2. 12.

III. An et illi qui mutuum numerarunt sub pignore carinæ *op bodemerye*. 14. 2. 12.

IV. An et domini mercium jactarum. 14. 2. 12.

V. Quid si jactæ cum necdum medium itineris absolutum esset. 14. 2. 12.

VI. Nihil refert quales res jactu servatæ sint an magni, an parvi ponderis. 14 2. 13.

VII. Quid in eo quod socii nautici ex more sine naulo transvehunt 14. 2. 13.

VIII. Quid juris si merces jactæ quæ non ab initio, sed post emensam itineris partem fuerant navi impositæ. 14. 2. 13.

IX. Si ignaro navis initius conductore magister merces alias imposuerit, et hæ jactæ sint, an et tunc conductor ex suis salvatis contribuere debeat. 14. 2. 3.

X. Non contribuendum ex salvatis, si posteà casu perierint, antequam ad locum destinatum perlatæ essent. 14. 2. 15.

XI. Æstimandæ sunt merces jactæ et salvæ, jactæ quanti emptæ, salvæ quanti vendi possunt; quo ipso omnimodam observari æqualitatem demonstratur. 14. 2. 15.

XII. Quomodo hodie salvæ et jactæ æstimentur. 14. 2. 16.

XIII. Etiam pecuniæ jactæ vel salvatæ intuitu contributio locum habet et æstimatur non ex valore imposito, sed secundum internam materiæ bonitatem. 14. 2. 17.

XIV. Sarcinæ jactæ æstimantur, prout extrinsecus apparent non item pretiosa quæ clam iis inclusa, nisi magister maturè sit monitus; vel nisi pretiosa illa non jacta, sed salvata probentur. 14. 2. 17.

XV. De aliis legis Rhodiæ capitibus. 14. 2. 12.

418.

419. — I. Non contribuendum ex esculentis et poculentis in dies proximos consumendis, nec hodie ex vestibus quotidianis. 14. 2. 14.

II. Esculenta non fieri ipso jure communia in navi in casu necessitatis. 14. 2. 14.

420. — 426.

427. — *V. art.* 400, *n.* 12

428. — 436.

LIVRE III.

DES FAILLITES ET DES BANQUEROUTES.

437. — 440.

441. — *V. C. civ., art.* 1107, *n.* 16.

442. — 518.

Du concordat.

Principes généraux.

I. Si major pars creditorum cum debitore paciscatur in partem debiti, id reliquis non nocet. 2. 14. 23.

II. Nec tutor sibi obest, si pupilli nomine cum majore creditorum parte pactus in partem sit, quo minus ipse solidum petat. 2. 14. 23.

III. Jus singulare Zelandorum. 2. 14. 23.

IV. Pactum majoris partis creditorum nocet minori, si hæres debitoris obærati adire nolit, nisi pactione in partem factâ. 2. 14. 24

V. Quo casu etiam tutor pupilli hæredis nomine paciscens eâdem parte debet contentus esse si creditor sit. 2. 14 25.

VI. Nec hoc jus mutatum aut moribus abrogatum, post inductum beneficium inventarii. 2. 14. 26.

VII. Idem est, si debitor obæratus vivat quidem, sed latitet, nec uspiam bona appareant, nec sistere se velit, nisi post pactum in partem 2. 14 27.

VIII. An pactus in partem cum debitore, petere possit partem, quam remisit, si debitor ad meliorem fortunam redeat. 2. 14. 28.

IX. An non saltem partem remissam petere possit a fidejussore debitoris. 2. 14 28.

517. — 519.

520. — I. An in hisce pactis creditorum cum debitore latitante vel ejus hærede connumerandi sint creditores hypothecarii aut chirographarii privilegiati. 2. 14. 29.

II. An illis noceatur pacto tali. 2. 14. 29.

III. Chirographariis simplicibus similes hodie sunt, qui nudam mobilium e se non possessorum hypothecam habent. 2. 14. 30.

521. — 565.

566. — 575. — *V. C. civ., de la Cession de biens, Pr. gén., sect. I et II — Art* 1265 *et seqq.*

575. — 648.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Dispositions préliminaires.

V. C. pén., Dispositions préliminaires.

1. — I. De accusationibus secundum jus romanum. Qui possint accusare. Quomodo. Qui sint accusationis effectus. 48. 2. n. 1 et seqq.

II. Apud nos nullus privatus accusat, sed tantùm defert crimen, accusant personæ publicæ. 48. 2. 18. — 47. 1. 3.

III. Privati non pœnam sed tantùm indemnitatem petunt a delinquente et hærede ejus in solidum. 47. 1. 3. — *V. art.* 2.

IV. Utilis actio datur ex lege aquiliâ ob hominem vulneratum vel occisum. 9. 2. 11.

2. — I. An actiones ex delictis defuncti dentur contra hæredes ejus jure civili antiquo et posteriore. 27. 7. 6.

II. Quid jure canonico et hodierno. 27. 7. 6.

III. An actio ex lege aquiliâ detur contra hæredes jure civili et moribus. 9. 2. 12.

IV. An actio ad mulctam hodie contra hæredes detur, et an uno ex pluribus hæredibus mulctam solvente, reliqui liberentur. 9. 2. 12.

V. Quid si ad hæredes ex delictis defuncti pervenerit de turpi lucro. 3. 6. 3.

V. C. pén., art. 1, *n.*

3. — In concursu judicii civilis et criminalis ex eâdem vel diversis causis, an prius civile, an prius criminale terminandum sit per distinctiones explicatur. 5. 1. 7.

4. — *V. C. civ., art.* 2046.

5. 6. 7.

LIVRE PREMIER.

DE LA POLICE JUDICIAIRE, ET DES OFFICIERS DE POLICE QUI L'EXERCENT.

I. De accusationibus et inscriptionibus. 48. 2. n. 1 et seqq.

II. De officio irenarcharum in deferendis criminibus; et quid si imprudenter aut calumniosè detulerint. 48. 3. 1.

III. Præfectus urbi habet stationarios milites ad referendum sibi quod in urbe agatur. 48. 2. 17.

8. — 28.

29. 30. 31. — De simplici delatione criminis et cur tunc deferens non debuerit in crimen subscribere. 48. 2. 1.

32. — 56.

CHAPITRE VI. — *Des juges d'instruction.*

I. De inquisitione, et quomodo debeat fieri inquisitio. 48. 2. 18.

II. De quæstionibus ad inquisitionem veritatis per tormenta. Materia exploratur. 48. 18. n. 1 et seqq.

V. infrà, liv. II, de la Justice, Pr. gén.

55. — 62.

§ II.

Des plaintes.

63. — 79.

Des témoins.

80. 81. 82. — I. Quibus modis testes cogantur jure veteri et novo, romano et hodierno ad testimonium dicendum. 22. 5. 13.

II. An et cogendus qui jurejurando se obstrinxit de non propalandis sibi revelatis. 22. 5. 13.

III. Qui inviti non cogantur ubi de senibus, militibus, valetudinariis, illustribus; publicanis, cognatione vel affinitate junctis, libertis ac patronis. 22. 5. 14.

IV. An quisquam de facto ex quo infamiam aut delictum proprium detegeret; an unus ex pluribus actoribus vel reis. 22. 5. 14.

V. Quibus casibus exceptæ personæ tamen invitæ cogi possint in subsidium. 22. 5. 14.

84. 85. — An in criminali causâ testes in alieno morantes territorio, per istius loci judicem examinari possint. 22. 5. 16.

86.

87. 88. 89. 90. — An et quando ac quomodo nunc liceat in alienis ædibus res furtivas quærere. 47. 16. 5.

CHAPITRE VII. — *Des mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arrêt.*

Principes généraux.

I. Reum accusatum judex exhiberi, prehendique jubet, nec sine jussu judicis quisquam exhibendus aut prehendendus, exceptis paucis casibus. 48. 3. 1.

II. De transmissione rei sub alio judice latitantis, aut capti, ad locum in quo crimen commissum aut ad locum domicilii. 48. 3. 1.

III. Quid si in loco judicis transmittentis aliud crimen levius commiserit. 48. 3. 1.

IV. Quæ fuerit ratio transmissionis; hodie magis comitatis, quam necessitatis est. 47. 3. 1.

V. An reus criminis ex domo suâ vel templo, vel a statuâ principis, ad quam confugerat abduci possit; et quid moribus. 37. 3. 2.

VI. An et quando apparitores, ad reum prehendendum missi, eum occidere possint. 47. 3. 2.

VII. An apparitor reum fugientem persequi possit in alieno territorio et ibi capere. 47. 3. 2.

VIII. An reus a judice ordinario in flagranti delicto apprehendi possit, si privilegio fori munitus sit, si apprehendens eum tradet judici privilegiato. 47. 3. 2.

IX. Quomodo reus criminis exhibitus custodiri debeat, judex arbitratur. 47. 3. 3.

X. An incarcerari possint, qui de fide publicâ, seu salvo conductu nitentes, se sistunt. 47. 3. 5.

XI. Quid si tales sint, quibus salvus conductus concedi non debuisset. 47. 3. 5.

XII. An accusatores ipsi, vel mulieres incarcerari possint jure civili ac moribus. 47. 3. 5.

XIII. Quando rei accusati carcere custodiendi sint, quando non. 48. 3. 4.

91. 92.

De l'interrogatoire.

93. — I. Carceri inclusus quantocius saltem intra triduum de crimine interrogandus est. 48. 2. 20.

II. Interrogationi reorum præsens esse potest prætor non advocatus ejus. 48. 2. 20.

III. Ante interrogationem solemnem nulli, ac ne marito quidem vel curatori ad reum aditus patet; post omnino ex permissu judicis, excussis adeuntibus, num ad effrigendum, instrumenta occultent. 48. 2. 20.

IV. Potest reus post peractas interrogationes, se submittere arbitrio judicum si litigare nolit. 48. 2. 20.

V. C. d'Inst. crim., art. 190

94. — 105.

106. — In flagrante delicto, atrocior reus apprehendi potest, citra jussu judicis. 48. 2. 18. — 48. 3. 1.

107. — 112.

CHAPITRE VIII. — *De la liberté provisoire et du cautionnement.*

Principes généraux.

I. Quando reus cautioni fidejussoriæ de sistendo committi debeat. 48. 3. 13.

II. An et si ob delictum relegationis pœna sit. 48. 3. 12.

III. An carceri includendus, si fidejussores invenire nequeat. 48. 3. 12.

IV. Quomodo fidejussor puniatur, si reus se non stiterit; et de dilatione ulteriore fidejussori ad sistendum dandâ. 48. 3. 13.

V. Quid si reus pendente primâ vel secundâ dilatione moriatur. 48. 3. 13.

VI. An et quando fidejussor suscipiendo rei se non sistentis defensionem liberari possit a pœnâ. 48. 3. 13.

VII. Quandiu fidejussor de sistendo obligatus maneat ad sistendum, si nullum tempus sistendi sit appositum. 48. 3. 13.

VIII. Quando reus criminis suæ repromissioni aut jurijurando committi possit propter præsumptionem innocentiæ, vitæ integritatem amplissimas opes, aut dignitatem. 48. 3. 14.

IX. De praxi, quâ reus in personâ citatus

vel incarceratus petit se sub fidejussione laxari. 48. 3. 15.

X. De reo ob duas probationes ab instantia dimisso sub cautione juratoria aut fidejussoria de se sistendo sub pœnâ convicti et confessi. 48. 3. 15.

XI. De reo criminis tantùm decreto judicis, non arbitrio accusatoris ex carcere dimittendo. 48. 3. 15.

V. suprà, chap. VII, n. 1 *et seqq.*

113. — 136.

LIVRE II.

DE LA JUSTICE.

I. De solemni accusatione, de litis contestatione, de libello accusationis, et quæ eo exprimenda. 48. 8. 8.

II. An et quando etiam locus et dies exprimi debeant. 48. 8. 2.

III. Si die expresso doceatur de crimine, non præcisè de die, an reus condemnari possit, de die non excipiens. 40. 8. 2.

IV. An libello inserenda conclusio ad certam aliquam pœnam. 48. 2. 2.

V. Qui possint accusare. 48. 8. n. 3 et seqq.

VI. An moribus plura crimina uno libello cumulari possint. 40. 8. 11.

VII. De effectu accusationis et an accusatus interim a muneris publici administratione removendus sit; et quid moribus. 48. 8. 14.

VIII. An dignitas accusato tribuet sedendi potestatem, dum de crimine interrogatur. 48. 2. 14.

IX. Quomodo crimina etiam in judicium deducuntur. 48. 2. n. 15 et seqq.

X. Quomodo crimen in judicium deducatur per *inquisitionem*. 48. 2. 17.

XI. Quid sit inquisitio generalis; quid sit specialis. 48. 8. 17.

XII. Inquisitio moribus accusationem antecedere debet, nec distincta apud nos accusatio et inquisitio. 48. 2. n. 17 et 18.

XIII. Coercendi nunc extra ordinem, qui per calumniam crimen deferunt ad publicos accusatores, et ipsi accusatores licet in crimen non inscribent. 48. 2. 18.

137. — 182.

183. — Quæ sint exprimenda in libello criminali. 8. 13. 15.

184. — 189.

190. — I. Reus captus aut se sistens interrogandus est etiam tormentis adhibitis. 40. 2. 19. — *V. art.* 93.

II. Si confessio ejus sola sufficere videatur ad condemnationem obtinendam, extraordinarium criminale judicium est. Sin aliæ probationes ad eum convincendum adhibendæ sint, ordinarium est criminale judicium, procuratores et alia litis solemnia admittens. 48. 2. 18.

191. — 198.

De l'appel.

199. — I. An is qui ex contumacia condemnatus est appellare possit, ab executione sententiæ; et an contra eum restitui possit in civili aut criminali lite. 49. 1. 8.

II. Recensentur crimina quædam ex quibus condemnatus jure civili non appellat. 48. 1. 8.

III. Alias vulgò appellari potest, etiam in criminibus quibus pœna certa per legem est constituta, licet non ab ipsâ illâ pœnâ. 49. 1. 9.

IV. An appellent confessi de legitimo crimine. 48. 1. 9.

V. An confessi de crimine cujus pœna arbitrio judicis infligitur. 40. 1. 9.

VI. An et quando in Hollandiâ accusator vel reus appellare possit, si solemni more, vel extraordinariè, judicium criminale exercitum fuerit; vel pœna sit imposita sine aliâ litis formâ per magistratus urbium ex justitiâ quâdam politicâ, et an cessante appellatione, pateat querela de iniquitate ad ordines deferendæ, et an appellatio litem extraordinariam criminalem mutet ordinariam. 49. 1. 10.

VII. An appellet officialis e proprio judice ad pœnam condemnatus, quia peccavit in officio, vel aliter. 48. 1. 10.

VIII. An et quatenus jure civili et moribus Hollandiæ a condemnatione ad mulctas et correctiones civiles factâ, appellari possit; et quid si quis ob injuriam condemnatus sit ad mulctam et palinodiam vel deprecationem. 49. 1. 10.

IX. Quid circa appellationes in criminalibus obtineat in Zelandiâ, Ultrajecti alibique. 48. 1. 11.

X. An prohibitâ appellatione in criminalibus etiam illa prohibita censeatur in interlocutoriis ad criminalia pertinentibus. 49. 1. 13.

XI. An in Hollandiâ a decreto citationis in personam, aut a reali in jus vocatione per apprehensionem personæ. 49. 1. 13.

XII. An a decreto præparatorio in crimen inquisitionis; aut quo reus ad litem criminalem legitimo judiciorum ordine tractandam admittitur, aut quæstiones promittuntur aut denegantur; et quæ reo inde sint edenda, cum accusator ab iis denegatis appellat. 48. 1. 13.

XIII. An a denegato examine rei ad articulos. 49. 1. 13.

XIV. An a decreto concedente vel negante incarcerationem rei, pendente lite criminali, et quid interim fiat, pendente appellatione si ea permissa sit. 40. 1. 3.

200. — 282.

283. — I. An criminalis jurisdictio potest demandari in casu absentiæ et cui illa tunc fuerit demandanda. 8. 1. 8.

II. Monstratur jurisdictionem criminalem etiam mandari posse in casu infirmitatis. 2. 1. n. 8 et 10.

284. — 321.

322. — *V. C. proc., art.* 268.

I. An minor annis viginti, in criminalibus possit esse testis. 22. 5. 10.

II. Quid de participe criminis. 88. 5. 18.

III. An delator in crimine quod detulit. 22. 5. 11.

323. — 464.

Des contumaces.

Ratione delicti in loco criminis perpetrati reus non modo præsens, sed et absens accusari potest. 5. 1. 67.

465. — 541.

CHAPITRE PREMIER. — *Des renvois d'un tribunal à un autre.*

I. Totum collegium judicum hodie regulariter non potest suspectum dici, sed singuli in quos justa cadere dicitur causa. 5. 1. 47.

II. Tamen recusatur si totum collegium facto quodam se reddiderit suspectum. 5. 1. 47.

III. Quis judex competens est de causis suspicionis totius collegii judicandis. 5. 1. 47.

542. — 552.

553. — 602.

CHAPITRE II. — *Des prisons, maisons d'arrêt et de justice.*

I. De carceris custodiâ. 48. 3. 4.

II. Quando vincula carceris custodiæ jungi possint, et qualia. 48. 3. 4.

III. Vinculis publicis etiam sine carcere rei aliquando custoditi, aliquando sub custodia officii seu apparitoris constituti. 48. 3. 4.

IV. Quomodo benignè tractandi sint incarcerati; qui id curare debuerint jure civili ac moribus. 40. 3. 8.

V. De suggerendis frequenter judici nominibus et delictis carceratorum. 48. 3. 8.

VI. An carceri inclusus ob morbum gravem inde dimittendus sit; et qualiter talis curari debeat. 48. 3. 6.

VII. De liberâ, arctiore et arctissimâ militari custodiâ; et quibus ea committenda. 48. 3. 10.

VIII. Cujus sumptu alendus reus custoditus. 48. 3. 11.

603. — 614.

615. — 619.

CHAPITRE IV. — *De la réhabilitation des condamnés.*

De sententiam passis et restitutis, materia exploratur, et quæstiones amplissimæ tractantur. 48. 23. n. 1 et seqq.

619. — 634.

CHAPITRE V. — *De la prescription*

Quantocumque tempore judicium criminale moveri possit. 48. 1. 2.

635. — 643.

CODE PÉNAL.

Dispositions préliminaires.

SECTION PREMIÈRE.

Principes généraux. Questions diverses.

1. — I. Quid sint delicta in genere. 47. 1. 1.

II. An et sine dolo delinqui possit. 47. 1. 1.

III. An ubicumque dolus est, ibi etiam actio ex delicto sit. 47. 1. 1. — *V. C. c., art.* 1389, *in princip.*

IV. Delicta sunt vel privata, vel publica vel extraordinaria vel popularia. 47. 1. 2.

V. Quid sint delicta privata. 47. 1. 2.

VI. Monstratur, delicta privata distincta esse ab extraordinariis et publicis, licet ex eodem delicto et civiliter, at extra ordinem criminaliter, vel etiam judicio publico agi possit. 47. 1. 2.

VII. Monstratur unum facinus ex variis judiciorum publicorum legibus accusari posse, prout variè consideratum fuerit. 47. 1. 2.

VIII. Quot sint delicta privata. 47. 1. 2.

IX. Moribus fiscus solus seu publicæ personæ delictorum privatorum persecutionem penalem faciunt, nec multum eatenùs inter crimina publica et privata delicta nunc interest. 47. 1. 3. — *V. C. d'instr. cr., art.* 1 *et* 2.

X. Privati non pœnam sed tantùm indemnitatem petunt a delinquente et hærede ejus in solidum. 47. 1. 2.

XI. Probetne in quibusdem adhuc hodie dupli vel alterius pœnæ pecuniariæ persecutionem privatis læsis competere. 47. 1. 3.

XII. De publicis judiciis, quid sint crimina publica et cur ita appellata. 48. 1 n. 1 et seqq.

XIII. De divisione criminum in capitalia et non capitalia. 48. 1. 3.

XIV. Jure novo extra ordinem publicorum criminum executio fit. Recensentur plurimæ differentiæ inter judicia publica et privata. 48. 1. 2.

XV. De extraordinariis criminibus. Quid sint. Materia tractatur. 47. 11 n. 1 et seqq.

SECTION II. — De la tentative.

2. 3. — I. An pœna mitiganda ob facinus tentatum sed non perfectum. 48. 19. 7.

II. An crimen perduellionis tentatum eodem puniatur modo quo peractum. 48. 4. 10.

V. art. 295, *n.* 11. — 301, *n.* 2.

4. — *Vide C. pén., liv. I, in princip., sect. I, n.* 19 *et seqq*

SECTION III. — Du droit et de la juridiction militaires.

5. — I. De re et jure militari. 49. 16.

II. Milites ubi forum competens sortiantur in causis criminalibus de jure romano. 5. 1. 103.

III. Ubi secundum mores hodiernos in criminalibus. 5. 1. 104.

IV. De illis, qui cum milites non essent, tamen difficilibus patriæ temporibus in armis sunt, et tunc militare delictum perpetrant. 5. 1. 105.

V. Quid si quis ante militiam deliquerit, et jam accusatus vel jam condemnatus fuerit, antequam militiæ nomen deret, an maneat judicis ordinarii jurisdictio. 5. 1. 106.

VI. Quid si nomen militiæ dederit antequam accusaretur. 5. 1. 106.

LIVRE PREMIER.

DES PEINES EN MATIÈRE CRIMINELLE ET CORRECTIONNELLE, ET DE LEURS EFFETS.

SECTION PREMIÈRE.

Principes généraux. Questions diverses.

I. Quid sit pœna; in quibus distet a mulcta. 48. 19. 1.

II. De pœnarum necessitate, ac tardiore tamen earum irrogatione. 48. 19. 1.

III. An jure civili judex mutare vel mitigare potuerit pœnas legitimas, et quid moribus. 48. 19. 4. — 1. 1. 6.

IV. An potuerit in arbitrariis graviorem aliam imponere pœnam quâ vulgò solebat imponi ut famæ parcat. 48. 19. 4.

V. An judex condemnare possit in pœnam graviorem quam petita fuit. 48. 19. 4.

VI. An pœnam committere arbitrio accusatoris aut domini jurisdictionis; an ipsi reo puniendo ut eligat. 48. 19. 4.

VII. Si statuto pœnæ alternativæ sint propositæ, an tunc reo electio competat. 48. 19. 4.

VIII. Pœna pecuniaria certa statuto præfinita, sed arbitrio judicis augenda, augmentum de pecuniâ, non corporali pœnâ accipiendum. 48. 19. 4.

IX. De pœnis prudentiâ judicis moderandis variæ monita. 48. 19. 5.

X. An mitiganda pœna in delinquente per ebrietatem, iræ, aut amoris impetum, aut cùm prodigus esset. 48. 19. 7.

XI. An mitiganda in mulieribus; in minoribus; in senibus. 48. 19. 7.

XII. An ob utilitatem rei publicæ allatam; insigne artificium; læsionem exiguam delicto illatam. 48. 19. 7.

XIII. An ex eo quod plurimi impunè peccârunt pravâ consuetudine pœna mitiganda sit. 48. 19. 7.

XIV. An ob paupertatem in pecuniariis pœnis mulctetisve; an ob id, quod delinquens diù fuit in reatu, vel quod crimen ante multos annos sit commissum. 48. 19. 7.

XV. An fur rupto laqueo iterum suspendendus; an puellæ in matrimonium petenti dandus. 48. 19. 7.

XVI. De aliis mitigandæ pœnæ causis. 48. 19. 7.

XVII. Pœnæ in dubio molliendæ interpretatione. 48. 19. 8.

XVIII. Quid si pœna gravior de nocte quam de die et in diluculo crimen sit commissum. 48. 19. 8.

XIX. An nova pœna per statutum inducta censeatur abrogata pœnâ juris civilis. 48. 19. 9.

XX. Si statuto duplicetur pœna ob nocte crimen commissum, an id etiam ad corporalem pertineat. 48. 19. 8.

XXI. An pœnæ ex similitudine rationis, ad similes casus extendi possint. 48. 19. 9.

XXII. An et quibus ex causis pœnæ exasperandæ sint. 48. 19. 9.

XXIII. Cujus temporis pœna imponenda, si inter tempus delicti et condemnationis vel vulneris lethalis et mortis indè postmodum secutæ, pœna mutata sit. 48. 19. 19.

XXIV. Cujus temporis pœna imponenda si mutata sit conditio personæ delinquentis, cum pro qualitate diversa pœnæ diversitas obtineret. 48. 19. 19.

XXV. Cujus loci pœna, si in uno loco vulneratus, in alio extinctus sit, cum diversæ loci utriusque pœnæ essent. 48. 19. 11.

XXVI. Quid si alia in loco delicti, alia in loco domicilii pœna obtineat. 48. 19. 11.

XXVII. Quid si alia in loco, ubi quis delictum mandavit, alia in loco delicti perpetrati pœna vigeat. 48. 19. 11.

XXVIII. Quæ pœna, si delinquens extra locum domicilii, nec in domicilii, nec in delicti loco, sed alibi, accusetur. 48. 9. 11.

XXIX. Vel alibi delinquens revertatur ad locum domicilii, ibique accusetur. 48. 9. 11.

XXX. Vel in uno stans territorio vulneret stantem in alio territorio. 48. 19. 11.

XXXI. Reo condemnato pœna quantocius imponenda. An non triginta diebus suspendenda. 48. 19. 5.

XXXII. Differenda tamen pœna in prægnante muliere donec partum ediderit. 48. 19. 5.

XXXIII. An differenda et in ea, qui post delictum furere cœpit, donec iterum ad sanam mentem redeat. 48. 18. 5.

XXXIV. An et in eo, qui dicit, se habere referendum ad principem, quod ad salutem ejus pertineat. 48. 19. 5.

V. C. pén., art. 17, n. 5 et seqq.

SECTION II. — DES DIVERSES ESPÈCES DE PEINES.

6. — 9. — De pœnis mortem naturalem inferentibus, et substituta, in locum crucis, furcæ pœna. 48. 19. 2.

II. De damnatione in metallum, vel opus metalli, vel ministerium metallicum, idque ad tempus vel in perpetuum. 48. 19. 8.

III. Item de damnatione in opus publicum ad tempus vel in perpetuum; et quando per hæc libertas vel civitas, vel neutra adimatur, plenior explicatio. 48. 19. 8.

IV. Item de speciebus pœnarum non capitalium, ubi et de pœnâ vinculorum ad tempus aut in perpetuum, et quid sit *vinculorum verberatio*. 48. 19. 2.

V. Quo sensu et quatenus verum sit, quod ab Ulpiano scriptum, *gladio animadverti oportere, non securi, vel telo, vel fuste, vel laqueo, vel quo alio modo*. 48. 19. 8.

VI. Enarrantur pœnæ tam capitales tum non capitales, a quibus imponendis judices jure civili debuerunt abstinere in totum, vel respectu quarumdam personarum quæ tamen hodie non servantur. 48. 19. 3.

VII. An jure civili vel hodierno quis possit ad perpetuos carceres damnari. 48. 8. 4.

SECTION III. — DES INTERDITS ET DES RELÉGUÉS.

I. Quibus rebus alicui in pœnam interdici possit. 48. 22. 1.

II. An præses ultra administrationis suæ tempus possit alicui interdicere. 48. 22. 1.

II. An magistratus hodierni possint; an bonorum interdictio territorio coarctata sit. 48. 22. 1.

IV. Quomodo verum sit relegatorum *duo* et relegatorum *tria* genera esse, et quid sit *lata fuga*. 48. 22. 8.

V. An magistratus potuerint relegare in insulam aut alium locum certum suæ jurisdictioni non subjectum. 48. 22. 3.

VI. An relegare a locis suæ potestati haud suppositis, a provinciis alienis magistratus potuerint. 48. 22. 3.

VII. Quomodo judices urbani et alii Hollandiæ possint a totâ Hollandiâ relegare. 48. 22. 3.

VIII. Quo jure a Zelandiâ et Ultrajecto, sicut ultrajectini a solo hollandico. 48. 22. 3.

IX. Quomodo curiæ hollandicæ ab omnibus septem provinciis, locisque adjectis, si tam grave crimen sit. 48. 22. 8.

SECTION IV. — SUITE DES PRINCIPES GÉNÉRAUX.

10. — *V. C. pén., art. 1, n. 18.*

11. — *V. C. pén., liv. I, in princip., n. 1 et seqq.*

CHAPITRE PREMIER. — *Des peines en matière criminelle.*

SECTION PREMIÈRE.

Principes généraux. Questions diverses.

V. C. pén., liv. I, in princ., n. 1 et seqq.

12. — *V. C. pén., art. 8, n. 1 et 8.*

13. — Qualis manus amputanda, si amputatio manûs statuto sit imposita. 48. 19. 9.

14. — Cadavera punitorum cognatis aliisque petentibus ad sepulturam concedi solent. 48. 24.

15. 16. — *V. C. pén., art. 8, n. 1, 2 et 7.*

SECTION II. — DE LA DÉPORTATION.

17. — I. De variâ significatione exilii. De deportatione et aquæ et ignis interdictione; an iis libertas tollatur; de earum origine. 48. 22. 4.

II. De differentiis inter deportationem et relegationem. 48. 22. 3.

III. An relegati adhuc statis honorari potuerint. 48. 22. 4.

IV. An relegatio, deportatio, aut in metallum damnatio servis imponi possit. 48. 22. 4.

V. Quâ pœnâ jure civili ac moribus coerceantur, qui relegationi, deportationi, similibusque pœnis non parent, aut fugiunt ex opere publico, aut metallo cui addicti sunt. 48. 22. 5.

VI. An excusentur, si contra interdictionem redeant tempore nundinarum majorem. 48. 22. 5.

VII. Apud nos et alios deportatio et in metallum datio nota non est. 48. 22. 8.

VIII. Recensentur, qui apud nos aut alios similes ferè videntur deportatis aut in metallum datis. 48. 22. 6.

SECTION III. — SUITE DES PRINCIPES GÉNÉRAUX.

18. — *Vide C. pén., art. 6, n. 7. — Art. 17.*

19. — 26. — *Vide C. pén., liv. I, in princip., n. 1 et seqq. — Art. 8, n. 1 et seqq.*

27. — Differenda pœna in prægnante muliere donec partum ediderit. 48. 19. 3.

28. — *V. C pén., art. 8, sect. II, n. 1 et seqq.*

SECTION IV. — DES BIENS DES CONDAMNÉS.

29. 30. 31. — *V. C. pén., art. 37.*

De bonis eorum qui ante sententiam mortem sibi consciverunt. 48. 20. 6.

SECTION V. — SUITE DES PRINCIPES GÉNÉRAUX SUR LES PEINES.

32. 33. — *V. C. pén., art. 17.*

34. — *V. C. pén., art. 6, sect. III, n. 1 et seqq.*

35. — *V. C. pén., art. 17.*

36.

SECTION VI. — DE LA CONFISCATION.

37. 38. 39. — I. De variâ juris mutatione circa publicationes bonorum probatas aut reprobatas; et quid novissimè a Justiniano constitutum fuerit. 48. 20. 1.

II. An proximis etiam reservanda sint bona, quæ defunctus scelere quæsivit. 48. 20. 1.

III. Qui jure civili ac moribus publicare possint. 48. 28.

IV. An bona publicata cedant dominis territoriorum merum imperium habentibus, an fisco principis, qui merum imperium iis concessit. 48. 20. 8.

V. Ob delictum proprietarii sola proprietas, ob delictum fructuarii solus ususfructus publicatur. 48. 20. 5.

VI. Ob delictum mariti non bona uxoris, aut vice versâ. An dos ob delictum uxoris. 48. 20. 5.

VII. An ob delictum fiduciarii bona fideicommissaria publicantur; an non saltem fructus eorum. 48. 20. 3.

VIII. An bona emphyteuticaria; an feuda; generaliter alienari prohibita nec delinquendo amittuntur. 48. 20. 8.

IX. An subsistant donationes aut alienationes ex titulo oneroso post crimen commissum factæ, si condemnatio sequatur. 48. 20. 3.

X. Quid si delinquens in fraudem fisci, non usus sit acquirendi conditione. 48. 20. 4.

XI. Quid si ob crimen jam profugus delatam sibi hæreditatem alteri vendiderit. 48. 20. 4.

XII. Publicatio strictam recipit interpretationem; an publicatis mobilibus et immobilibus, publicata censeantur incorporalia. 48. 20. 5.

XIII. An bonis omnibus publicatis, futura fisco cedant, an magis damnato et ejus hæredibus, jure civili et hodierno; quæ veniant futurorum appellatione. 48. 20. 5.

XIV. Cessat publicatio, si reus ante condemnationem moriatur, aut sententiam passus, appellaverit, et pendente appellatione mortuus sit; nisi publicationem sententia contineat; vel sit crimen perduellionis, quo casu quinquennio a morte durat quæstio de bonis. 48. 28. 6.

XV. Cessat et ex privilegio nobilibus Hollandiæ et plerisque Hollandiæ civitatibus indulto. 48. 20. 8.

XVI. De ejus privilegii interpretatione, et an locum habeat in crimine perduellionis, aut falsæ monetæ. 48. 20. 6.

XVII. Quid juris in Gelriâ et Ultrajecti; quid juris si patrimonium damnati non sufficiat æri alieno solvendo. 48. 20. 6.

XVIII. An cessante publicatione damnatus de bonis suis testari possit; et quomodo ei succedatur, posito, quod obtineat auth. *bona damnatorum*. C. h. t. Remiss. 48. 20. 6.

XIX. Fiscus fert onus æris alieni pro eâ parte, quâ per publicationem succedit damnato. 48. 20. 7.

XX. Cui fisco cedant mobilia et immobilia damnati, si sub diversis principibus supremis sita vel constituta sint. 48. 20. 7.

XXI. Pro quâ parte quisque fiscus onus æris alieni ferat. 48. 26. 7.

XXII. Redeuntibus per pacis conditiones ad dominos pristinos immobilibus jure belli publicatis, an et ea redeunt, quæ per simulatos contractus publicationi subducta fuerunt. 48. 20. 8.

XXIII. Ubi plura de publicatione. 48. 20 .9.

CHAPITRE II. — *Des peines en matière correctionnelle.*

40. 41. 42.

CHAPITRE III. — *Des peines et des autres condemnations qui peuvent être prononcées pour crimes ou délits.*

44. — 55.

CHAPITRE IV. — *Des peines de la récidive pour crimes et délits.*

56. 57. 58. — Ob repetitum furti facinus acrius virgis excoriari ac stigmate puniri, tertio convictos laqueo ad mortem damnari solere notat Vinnius. 47. 2. 17.

LIVRE II.

DES PERSONNES PUNISSABLES, EXCUSABLES OU RESPONSABLES POUR CRIMES OU POUR DÉLITS.

I. Qui possint accusari vel non; ubi de impuberibus, servis, magistratibus. 48. 2. 12.

II. An et qui semel sententia judicis absoluti, si novæ offeruntur probationes, et quid si leviore pœnâ sit punitus, ac gravior petatur. 48. 2. 12.

III. Quid si sit absolutus per collusionem, aut posterior accusator suam aut suorum injuriam prosequatur; quid si reus tantum ab instantiâ absolutus sit. 48. 2. 12.

IV. Quid si prius sit accusatus de homine vulnerato, et postea accusetur de homine ex vulnere perempto. 48. 2. 12.

59. 60. — I. Furtum fit consilio, id est furti reum esse placuit qui consilio furtum adjuvit. 47. 2. 7. — 13. 1. 5.

II. Qui consilium dare videatur. 47. 1. 7.

III. Idemque dicendum de eo qui ope furtum adjuvit. 47. 2. 7. — 13. 1. 5.

IV. Enumerantur multa exempla opis furi datæ ad furtum adjuvandum sed semper necesse est ut adjutor consilium seu propositum habuerit furti adjuvandi. 47. 1. 7.

V. An consilium vel opus noceant cùm contrectatio secuta non fuit. 47. 1. 7.

VI. De administrantibus ferramenta ad effringendum furandi causâ. 47. 18. 1.

VII. An pœna præfinita verberanti, vulneranti, etiam iis imponenda qui instigârunt, ut id fieret. 48. 19. 8.

V. art. 295, *n.* 9 *et seqq.*

Des recéleurs.

61. 62. 63. — I. Quid sint receptatores; an tantum, qui latrones in specie sic dictos, an verò, qui et aliorum delictorum reos receperunt. 47. 16. 1.

II. Pœna receptatorum est eadem, quæ eorum quos receperunt. 47. 16. 2.

III. Aleatorum receptatores durius coercentur quum aleatores quos receperunt; ubi de iis qui receperunt cognatos et affines; de mulieribus recipientibus. 47. 16. 3.

IV. Quid de iis qui sine spe lucri aut sceleris societate receperunt ex commiseratione aut receperunt ignorantes, vel inviti, dum ob potentiam repellere non potuerunt; et quid tunc agendum. 47. 16. 3.

V. Quid juris si quis falso sit accusatus receptationis. 47. 16. 3.

VI. Quæ pœnæ apud nos sint imponendæ receptatoribus, et in specie receptatoribus homicidarum, furum, rerum furtivarum, res furtivas ementium. 47. 16. 4.

VII. An et quando, ac quomodo nunc liceat in alienis ædibus res furtivas quærere. 47. 16. 5.

64. — I. Non est puniendus qui durante furore vel infantiâ deliquit, licet postea sanæ mentis aut pubes fiat. 48. 19. 6.

II. Si deliquerit qui lucida habuerit furoris intervalla, an præsumatur in furore, an sanæ mentis deliquisse ac puniri possit. 48. 19. 6.

III. Quid juris, in iis, qui minus diligenter custodiverunt furiosum delinquentem. 48. 19. 6.

65. — *V. C. pén., liv. I, in princip., n.* 11 *et seqq.*

66. — 69. — An impuberes accusari possint. 48. 2. 12. — *V. C. pén. art.* 64.

70. — 74.

LIVRE III.

DES CRIMES, DES DÉLITS ET DE LEUR PUNITION.

TITRE PREMIER. — *Crimes et délits contre la chose publique.*

De crimine læsi majestatis divinæ, hæresi, apostasiâ, atheismo, blasphemiâ, et hujus pœnâ. 48. 4. 1.

CHAPITRE PREMIER. — *Crimes et délits contre la sûreté de l'État.*

Du crime de lèse-majesté.

I. Quid sit majestas humana, propriè et impropriè; quando dicatur lædi. 48. 4. 2.

II. Quotuplex sit crimen læsæ majestatis; quid sit crimen perduellionis. 48. 4. 2.

III. Quid crimen læsæ venerationis publicæ, et de his qui malè principi dixerint aut imagines ejus violaverint, eorumque pœnis. 48. 4. 5.

IV. Quid crimen læsæ potestatis publicæ, et quibus modis committatur. 48. 4. 3.

V. Recensentur multi modi quibus committitur crimen perduellionis. 48. 4. 3.

VI. Non omnis seditionem movens, etiam perduellionis reus est nec omnis qui sciens falsum scripsit, vel recitavit in publicis tabulis, nec omnis qui consiliariis principis necem intentavit. 48. 4. 3.

VII. Committitur perduellio a solis subjectis cujuscumque sexûs; sive ratione domicilii, sive originis intuitu subjecti sint. 48. 4. 4.

VIII. Peregrini tamen in majestatem populi quid molientes acerrimè puniendi ut hostes. 48. 4. 4.

IX. An et universitas hoc crimen committat; an et populi fœderati; et quid si inæquali fœdere juncti sint; an et vasalli in dominos. 48. 4. 4.

X. De satellitibus et ministris hujus criminis; an soli conscii ex eo quod crimen non detexerunt, sint plectendi perduellionis pœnis licet criminis participes nunquam fuerint. 48. 4. 11.

XI. De veniâ concedendâ detegentibus hoc crimen sociis. 48. 4. 11.

XII. Alia enumerantur circa crimen perduellionis et ejus effectus. 48. 4. n. 5 et seqq.

SECTION PREMIÈRE. — DES CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA SURETÉ EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT.

75. — 85.

86. — 90.

§ II.

Des crimes tendant à troubler l'État par la guerre civile, l'illégal emploi de la force armée, la dévastation et le pillage public.

Principes généraux.

I. De rapinâ et actione de vi bonorum raptorum. 47. 8. 1.

II. De damno dato, coactis hominibus. 47. 8. 2.

III. De damno in turbâ dato et in quo differat turba a coactione, et rixâ; ac quomodo turba concitetur. 47. 8. 3.

IV. Quomodo moribus nostris propter hæc omnia civiliter vel criminaliter agi possit. 47. 8. 4.

91. — 100.

101. — Qaid veniat armorum appellatione. 48. 6. 1.

102.

103. — 108. — Necessitas delationis locnm habet in iis qui perduallionis conscii sunt. 48. 2. 1.

109. — 112.

113. — De lege Julii ambitus. 48. 14.

114. — 122. — *V. C. pén., art.* 343.

123. — 131.

CHAPITRE III. — *Crimes et délits contre la paix publique.*

SECTION PREMIÈRE. — DU FAUX.

Principes généraux.

I. Quid sit falsum, quid quasi falsum in adscribentibus sibi, aut suis in alterins testamento, et in tutoribus ante redditas rationes cnm fisco contrahentibas, ant vivi testamentum aperientibus. 48. 18. 1.

II Verum falsum oon fit sina dolo malo: et plurimis fit modis. 48. 10. 6.

III. Recensentur casus, in quibus falsum dicto committitnr. An et recitato falso instrumento, oon facto. 48. 10 3.

IV. Quando reticentia et dissimulatione falsum fiat; ubi et de testibus se subdocentibus, ne testimonium dicant, de tabellionibus requisitas solemnitates dalo omittentibus; de mendicantibus et militibus infirmitatem simulantibus. 48. 18. 4.

V. Quibus modis scripturâ falsum fiat. 48. 10. 5.

VI. Recensentur multi modi, quibus falsam re seo facto committitor. 48. 10. 6.

VII. Quæ sit pœna falsi ex jure civili et hodierno. 48. 10. 8.

VIII. Qai latius de crimine falsi videndi siot. 48. 10. 9.

§ Ier.

Fausse monnaie.

I. Qoi falsam mooetam cudit committit crimen læsæ potestatis publicæ. 48. 4. 6.

II. Quibus modis committi possit crimen falsæ monetæ jure civili et hodiarno. 48. 10. 7.

III. Quæ sit pœna falsæ monetæ, sive directo, sive per consequentiam hujus criminis participes siot, at quando noo mortis, sed levior pœna locum habeat. 48. 10. 8.

132. —. 165.

166. 167. 168.

Des soustractions commises par les dépositaires publics.

I. Quid sit peculatas; an in pecuniâ civitatis peculatus, an furtum sit; an in pecuoiâ, quæ periculo subducentis est. 48. 13. 1.

II. Recensentur multi modi quibus peculatas committitnr. 18. 13. 2.

III. De pœnis peculatûs ex jure civili et moribns. 48. 13. 3.

IV. Sacrilegium sub peculatu contineri potest. Quid propriè sit. De pœnis ejus ex jure civili et bodierno. 48. 13. n. 4 et 5.

V. Quibus modis crimen residui committatur jure civili et moribus ac punitur. 18. 13. 6.

VI. De furto in pecuniâ ac rebns suæ administrationi at fidei concreditis commisso ejusque pœna. 47. 6. 17.

169. — 173.

Des concussions commises par des fonctionnaires publics.

I. Quid sit concussio; in quo distet a rapinâ; io quo differat a simplici metu. 47. 13. 1.

II. Recensentur modi plurimi, quibus concussio fit. 47. 13. 1.

III. Quæ fuerit pœna concussionis. 47. 13. 6.

IV. Quæ moribus bodiernis præcipuè io judicibus at officialibas, nec non in militibus ac præfectis, rusticos, castella prætternavigaotes at alios similes concutieotibus. 47. 13. 6.

174.

175. 176.

De la corruption des fonctionnaires publics.

I. Quoosque xenia et munuscula accipere potuerint romani magistratus. 48. 11. 1.

II. De jurejuranda per eos præstando, de officia gratis impertiendo, dequa irritis contractibus in fraudem bujus juris initis. 48. 11. 1.

III. De variis capitibus legis Juliæ repetuodarom, præcipuè de acceptis per eos qui publico munere ministeriove fuaguntur, nt aliter agaot quam officii ratio exigit. 48. 11. 6.

IV. Ad quæ facta et ad quas persooas hæc pars legis pertineat. 48. 11. 6.

V. De pœoâ criminis repetandarum, tam pecuniaria tum extraordinaria, ex jure civili at bodierno. 48. 11. 8.

177. — 183.

Des abus d'autorité.

184. — 208.

209. — 221. — I. Qam sit pœna rei violenter resistentis apparitoribus. 48. 3. 6.

II. De pœnis eorum, qui impediuot rei apprehensionem aut cum eximunt manibus capientinm. 46. 3. 2.

222. — 236.

Évasion de détenus, recèlement de criminels.

I. De pœnâ commentariensis, aut adjutoris et famulorum ejus, si reus ob crimen inclusus dolo eorom ant culpa evaserit. 48. 3. 8.

II. An effracto carcere effugiens pro confesso habeator. 48. 3. 6.

237. 238. — De pœnâ reorum qui carceres effringont. 48. 3. 9

239. — 244.

245. — I. De pœna reorum qui effracto carcere vel sina effractione fugiernnt. 48 3. 9.

II. De propinquis reorum evasionem ope val consilio adjuvantibus. 48. 3. 9.

III. Quomodo procedendum sit adversus aam qui carcere effracto evasit. 48. 3. 9.

IV. De pœnâ si custoditus in carcere evaserit militari. 48. 3. 18.

246. — 264.

265. — 282.

283. — 290.

Des associations ou réunions illicites.

Quæ sint collegia licita, quæ illicita, et da pœnis collegiorum illicitorum. 47. 22. 1.

291. 292. 293. 294.

TITRE II. — *Crimes et délits contre les particuliers.*

CHAPITRE PREMIER. — *Crimes et délits contre les personnes.*

Diverses espèces de crimes. De la loi Julia sur la violence publique et peines.

I. De extraordinariis criminibus, quid sint. 47. 11. n 1 et seqq.

II. De prodentibas alieoa instrumenta adversæ parti, terrentibus hominnm mentes superstitione, circalatoribos et circumforaneis. 47. 11. 4.

III. Alia enamerantur crimina extraordinaria. 47. 11. n. 5 at seqq.

IV. De prævaricatione materia cxplicatur. 47. 15. n. 1 et seqq

V. De exercentibns, docentibas, discentibna artes magicas, deque astrologis, vatidicis, divinatoribus, et bis qui eos consolunt. Quid si quidam ex simplicitate sortiiegia instituaot inquirendo io furta et alia. Quid si carmine vel scripta morbos ant grandines pellere tentent. 48. 8. 15.

VI. Quid fuerit crimen scopelismi et quæ pœna ejus. 47. 11. 5.

VII. Quales leges de vi latæ fueruot. 48 6. 1

VIII. Qnid sit vis publica et privata. 48. 6. 1.

IX. Ad vim publicam non semper armis opus est, et qnid veniat armorom appellatione. 48. 6. 1.

X. Quando vis armata intelligatur facta, quando oon. 48. 6. 1.

XI. Qnid si primo inermes venerint; aut quidam tantum armati. 48. 6. 1.

XII. Quid si armis usi non sint; quid si quis per alios vim fieri curet dolo suo. 48 6. 1.

XIII. Recenseotur qui tenenter ex lege Juliâ de vi publicâ. 48 8 2

XIV. De interdicto armorum usu et tamen armis promercii causâ habitis. 48. 6. 2.

XV. Quid sit pœna vis publicæ, jure civili et hodierno. Quando nunc ultimo supplicio puniantur. 48. 6. 3.

XVI. Quibus modis quis committat vim privatam. 48. 7. 1.

XVII. Quædam sunt, de quibus et ex lege Juliâ de vi publicâ, et ex lege Juliâ de vi privatâ accusatio est, et cur. 48. 7. 1.

XVIII. De pœnâ vis privatæ ex jure civili et hodierno. 48. 7. 2.

XIX. De caupone punito, quod privatim viatori sævâ hyeme thoracem exuisset pro debito. 48. 7. 2.

SECTION PREMIÈRE. — Meurtre et autres crimes capitaux, menaces d'attentats contre les personnes.

§ Ier.

Meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement.

Du suicide.

I. De autocheiriâ stoicis probatâ et impunitate ejus, si tentata, non peracta, exceptis paucis casibus. Præsumitur tamen ex conscientiâ sceleris latentis, si de aliâ causâ, furore, amentiâ, dolore et similibus haud appareat. 48. 21. 1.

II. Si quis ex conscientiâ sceleris sibi mortem consciverit, an, et quando bona ejus publicentur jure civili ac moribus. 48. 21. 1.

III. Improbata christianis hæc sententia stoicorum. 48. 21. 2.

IV. Quæ pœna hodie puniantur, qui sceleris conscientiâ, vel tædio vitæ, doloris impatientiâ, aut pudore, mortem sibi inferre tentârunt, sed non perfecerunt; quid si per furorem. 48. 21. 2.

V. Si absque sceleris conscientiâ mortem quis verè sibi intulerit bona non publicantur. 48. 21. 2.

VI. An tunc cadaver ignominiosè haberi debeat et ab honestâ sepulturâ arceri. 48. 21. 2.

VII. An peccet qui cadaver eduxit ex aquâ, si in ripâ reponat mortuum; quive rescendit laqueum ejus, qui se suspendit, si id quantocius denuntiet publicè. 48. 21. 2.

Meurtre, assassinat.

295. — 298. — I. De variis legibus Corneliis, et jure de sicariis ante legem Corneliam. 48. 8. 1.

II. Qui teneantur hâc lege de sicariis; an et illi, qui sine instrumento extrinsecus assumpto occidunt, veluti pugno, calcis ictu, illisione in terram, conculcatione, faucium compressione. 48. 8. 1.

III. Quomodo in dubio ex instrumento quo cædes facta, præsumatur occidendi animum adfuisse vel defuisse. 48. 8. 1.

IV. Ubi de monstris perimendis; ubi de abortu; ubi de autocheiriâ agatur. 48. 8. 1.

V. Quid si per errorem occidat Titium quem putabat Mævium, vel Titium Mævio adstantem, vel eum, qui cædis impediendæ causâ se medium interposuerat. 48. 8. 2.

VI. Teneantur et qui mortis causam præbuerunt, naufragos supprimendo, impediendo ne periclitantibus subveniatur; falsum testimonium vel indicium profitendo, ut insons neci detur, insontem ad necem condemnando. 48. 8. 3.

VII. An et qui cum posset, opem non tulit periclitanti, et ob id cæso. 48. 8. 3.

VIII. An qui hominem inclusit aut abjecit, ut fame pereat; vel alteri trucidandum præbuit; vel canem ferocem concitavit in alium. 48. 8. 3.

IX. An qui cædem mandavit, aut occidere volentem ulterius instigavit, aut cædem jam factam habuit ratam. 48. 8. 3.

X. Quid si quis vulnerari mandaverit, occidi vetuerit; et cædes secuta sit. 48. 8. 3.

XI. An legis Corneliæ pœnis subsit, qui cædem tentavit, sed non perfecit; et quid moribus. 48. 8. 4.

XII. De judicio medicorum, an vulnus lethale fuerit, necne; et an adversus illud judicium probationes contrariæ admittendæ sint. 48. 8. 4.

XIII. Punitus ut vulnerans, an adhuc ex lege Corneliâ puniri possit, si post appareat, vulnus lethale esse; an lethale, si quis quadraginta diebus supervixerit. 48. 8. 4.

XIV. Extensa pœna legis Corneliæ ad armantes familiam possessionis invadendæ causâ, seditiosos, castrantes alios, aut se castrandos præbentes. 48. 8. 5.

XV. Quid si plures dolo unum occiderint, simul onus hominis necandi causâ dejecerint, singuli lethale vulnus inflixerint. 48. 8. 7.

XVI. Quid si unus lethaliter vulneraverit, alter deindè superveniens occiderit. 48. 8. 7.

XVII. Quid si homo in rixâ occisus sit; et quid si ipse in rixâ occisus ante mortem dixerit se a Titio percussum esse. 48. 8. 7.

XVIII. Quid si plures simul in necem unius conspirantes, eumdem aggressi sint, et is uno tantùm vulnere cæsus sit. 48. 8. 7.

XIX. De propinantibus poculum amatorium, aut abortionis, aut conceptionis si inde mors secuta sit. 48. 8. 9.

XX. Quid juris in his qui spontaneo iræ impetu, ex causis levioribus concepto, occidunt. 48. 8. 9.

XXI. Quid si ad duellum provocati vel provocantes adversarium perimant. 48. 8. 6.

Du parricide.

299. — I. De parricidio olim ignoto et varia parricidii significatione. 48. 9. 1.

II. Qui secundum Marcianum ex lege Pompeia de parricidiis puniti fuerint; qui secundum Justinianum et alios. 48. 6. 1.

III. Monstratur ex ipsâ lege Pompeiâ non aliam fuisse pœnam parricidii, quam quæ erat legis Corneliæ de sicariis: culei verò pœnam, ante legem Pompeiam more majorum inductam, post legem Pompeiam iterum in usum revocatam fuisse, respectu quarumdam personarum. 48. 9. 2.

IV. Quales parentes liberique hâc lege contineantur, an et naturales, incestuosi, adoptivi. 48. 6. 3.

V. Quomodo puniantur hodie, qui parentes occiderunt. 48. 6. 4.

VI. Quomodo, qui vitricum, novercam, socerum, socrum, et vice versâ, occiderunt. 48. 6. 4.

VII. Quomodo qui conjugem. 48. 9. 4.

VIII. Quomodo puniendi administri et conscii parricidii. 48. 9. 5.

IX. Quid si simpliciter conscii fuerint, nec ope aut consilio juverint. 48. 6. 5.

X. Quando cesset in totum pœna parricidii; quando mitiganda sit 48. 6. 6.

XI. Quid si tentatum, non peractum sit crimen. 48. 6. 6.

XII. De his qui parentibus atroces injurias intulerunt. 48. 8. 7.

XIII. Qui plura scripserint de parricidio, infanticidio, mariticidio, fratricidio, et aliorum proximiorum cæde. 48. 9. 8.

De l'infanticide.

300. — I. Quomodo hodie puniantur, qui quæve liberos occiderunt. 48. 6. 4.

II. Quid si meretrix aut alia clàm partum edens, eum mortuum prodiisse dicat, nec de vitâ ejus indicia sint. 48. 6. 6.

III. Quid si tentatum non peractum sit crimen. 48. 9. 6.

IV. Qui plura scripserint de infanticidio. 48. 6. 6.

De l'empoisonnement.

301. — De venenariis, venena temerè vendentibus, cerevisiam fontes, flumina, pascua veneno inficientibus. 48. 6. 14.

II. An in his conatus æquè puniatur ac effectus. 48. 6. 14.

V. art. 295, *n.* 16.

Des peines portées contre l'homicide.

302. — I. De pœnâ homicidii ex jure antiquo et posteriore, civili, divino et hodierno; et quâ formâ olim facta fuerit in Hollandiâ ac vicinis locis persecutio hujus pœnæ. 48. 6. 6.

II. De damni privati per cædem illati reparatione; sed locum non habente, si sicarius ultimo supplicio affectus sit. 48. 8. 6.

III. De pœnâ homicidii exasperandâ; ubi de immolantibus hominem; de latronibus; de assassinis, etiam ob crimen tentatum morte puniendis; præmeditatam cædem ex insidiis inferentibus. 48. 6. 6.

IV. Ubi de mulierem a se impregnatam, infantem imbellem occidentibus; sæpius cædem facientibus; in loco sacro, curia, domo occisi, aut in nave, necantibus. 48. 8. 8.

303. — 316.

Du crime d'avortement.

317. — Quid sit crimen partûs abacti et quomodu fieri possit. 47. 11. 3.

II. Quæ sit pœna ipsius mulieris partum sibi abigentis. 47. 11. 3. Quæ illius, qui poculum abortionis dedit, sivu medices, sive alies. 47. 11. 3.

III. An liceat partum abigere, si vel matri vel partui pereundum sit. 47. 11. 3.

IV. De distinctionu partûs vitalis et necdum vitalis ex constitutione Caroli V. 47. 11. 3.

V. art. 295. n. 19.

318.

SECTION III. — Homicide, blessures et coups involontaires; crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés; homicide, blessures et coups qui ne sont ni crimes ni délits.

I. De mitigandâ pœnâ legis Corneliæ et imponendâ arbitrariâ relegationis, etc.; ubi de eo qui sine dolo per culpam etiam latam occidit, de tentante violentam rerum invasionem, si eâ occasione cædes fiat. 48. 8. 8.

II. De homicidio casu facto. 48. 8. 18.

V. art. 295.

319. — 320.

§ II.

Crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés.

Quid juris in his qui verbalibus aut realibus primu injuriis provocati occidunt. 48. 8. 8.

321. 322.

323. — Quandu cesset in totum pœna parricidii, quandu mitiganda sit. 48. 8. 8.

324. — De merito uxorem in adulterio deprehensam occidente. 48. 8. 9.

325. 326.

§ III.

Homicides, blessures et coups non qualifiés crimes ni délits.

327. 328. 329. — I. De homicidio casu aut jure factu; ubi et de infante aut furioso tempore furoris occidente. 48. 8. 10. — 1. 3. 3. — 9. 8. 89.

II. Deque eo qui furem nocturnum, transfugam, perduellem, nocturnum agrorum populatorem, vel etiam ex jure hudierno diurnum sata, olera, gallinas, etc., surripientem, septa dejicientem, cuniculos nocte in cullibus clocatis capientem, etc., peremit. 48. 8. 10. — 5. 1. 2. — 9. 8. 82.

III. De impunitate observantis moderamen inculpatæ tutelæ, pro tuitione vitæ vel pudicitiæ propriæ vel alienæ cujuscumque. 48. 8. 11. — 5 1. 8.

IV. De occidente pro recuperandis armis eum, qui in rixâ uni arma adimit, alteri relinquit, si inermi periculum vitæ inde imminent. 48. 8. 11.

V. An cesset allegatio inculpatæ tutelæ, si quis primo cædem negaverit. 48. 8. 11.

VI. An in dubio præsumendum moderamen inculpatæ tutelæ. 48. 8. 12.

VII. An ad probandum hoc moderamen admittendæ probationes imperfectæ. 48. 8. 18.

VIII. An ad moderamen hoc requiratur, ut primum ictum expectet, aut paribus armis se defendat. 48. 8. 18.

IX. Quid si verbali vel reali injuriâ provocans, aut armis aggrediens, a provocatu in vitæ periculum deductus, eumdem occidat, ne ipse pereat. 48. 8. 12.

X. De iis qui excesserunt moderamen inculpatæ tutelæ, coercendis; deque pretio conciliationis agnatis occisi solvendo, seu *wergeldo* Germanorum. Remiss. 48. 8. 13.

SECTION IV. — Attentats aux mœurs.

Principes généraux. Questions diverses.

I. De fornicatione cum muliere inhonestâ. An et quâ pœnâ punita in mulieribus et masculis. 48. 5. 1.

II. De libidinosis osculationibus mulieri præsertim invitæ illatis. 48. 5. 1.

III. De lenonibus ac lupanariis haud tolerandis et his qui ædes suas lenoni elocant, tum jure civili, tum moribus 48. 5. 1.

IV. Quid sit stuprum in specie, distinctum a fornicatione et adulteriu; quæ pœna ejus civili jure et hodiernu in masculis et feminis. 48. 5. 8.

V. Ex quibus causis pœna stupri exasperanda sit; ubi de tutore pupillam, magistro discipulam, commentariense incarceratam, incarceratu commentariensis famulam stuprante. 48. 5. 8.

VI. Item de eo qui necdum viri potentem aut mente captam, aut honestam dolo malo in id inebriatam, aut comite munitam abductu vel corrupto comite vitiat. 48. 5. 8.

VII. De muliere sese proprio aut alieno servu jungente; du stupro cum virgine vestali Deo devotâ, vidua intra annum luctûs, judæi cum christianâ aut vice versâ. 48. 5. 8.

VIII. De eo qui plures circa idem tempus stupravit, de humili qui honoratam. 48. 5. 8.

IX. An præmaturus cum sponsâ concubitus puniatur pœnâ stupri. 48. 5. 8.

X. De pœnâ quâ stuprator, stupratam ducere aut dotare tenetur. Quandu cessat hæc pœna, variæ quæstiones de eâ explicantur. 48. 5. n. 3 et seqq.

XI. Quid sit incestus. 48. 5. 19.

XII. Concurrere potest cum matrimonio putativu, contubernio, concubinatu, adulterio, stupro, fornicatione. 48. 5. 19.

XIII. Quis Romanis habitus fuerit incestus juris gentium, quis juris civilis. 48. 5. 19.

XIV. Quæ olim, quæ jure novu Justiniani fuerint pœnæ incestûs matrimonio commissi; et quid in femina juris civilis incestum nuptiis committente. 48. 5. 20.

XV. Quid juris si incestus per stuprum sit commissus; quid si per adulterium. 48. 5. 20.

XVI. Quæ sint pœnæ incestûs in Hollandiâ. 48. 5. 20.

XVII. De puniendis illis, qui copulant solemni more tales, qui vetitas nuptias ineunt. 48. 5. 20.

XVIII. An et quousque puniendi, qui ignorantes ac bonâ fide incestas nuptias contraxerunt; an liberi ex tali incestu bonæ fidei nati hodie parentibus legitimi censeantur. 48. 5. 20.

XIX. De differentiis inter incestûs et adulterii accusationem, et de probatione adulterii. Remiss. 48. 5. 23.

XX. De nefando concubitu contra naturam, aut cum brutis et similibus. Remiss. 48. 5. 84

330. 331. — I. De eo qui necdum viri potentem aut mente captam, aut honestam dolo malu in id inebriatam vitiat. 48. 5. 8.

II. De stupri violenti pœnâ, et meretrice per vim subactâ. 48. 5. 2.

III. Quomodu probetur stuprum violentum, an puellæ assertione. 48. 5. 2.

IV. Quandiu duret criminalis et civilis persecutiu stupri violenti. 48. 5. 8.

332. 333. — De pœnis dominorum ancillas, propinquorum propinquas, nutricum puellas suæ curæ commissas, prostituentium. 48. 5. 1.

334. 335.

De l'adultère.

336. 337. 338. 339. — I. Quid sit adulterium propriè dictum; an et committatur cum uxore alterius *injusta* et quæ sit illa; an et cum uxore libertinæ conditionis. 48. 5. 7.

II. De fœditate hujus criminis, et in quo consistat in jure civili. 48. 5. 7.

III. An jure civili fuerit adulterium ligati cum solutâ, quid moribus. 48. 5. 17.

IV. An adulterium jure civili cum ancillis contubernio junctis, et quæ pœna corrumpentis ancillas. 48. 5. 8.

V. An servus adulterii accusari ob violatum contubernem. 48. 5. 8.

VI. An adulterium cum femina vili et abjectâ, vel cum eâ, quæ passim formam venalem habet, tum jure civili, tum moribus. 48. 5. 8.

VII. An adulter sit, qui se jungit mulieri, quam putat vacantem esse, cum verè nupta esset. 48. 5. 8.

VIII. An sit adulterium cum alienâ concubinâ, an cum alterius sponsâ. 48. 5. 8.

IX. An non saltem hoc facinus sit severius vindicandum. 48. 5. 8.

X. De pœnâ adulterii ex jure antiquo romano et moribus aliarum gentium. 48. 5. 10.

XI. De pœnâ ex lege Juliâ Augusti, de pœna capitis, et an inducta ante Constantinum. 48. 5. 10.

XII. De pœnâ capitis mitigatâ per Justinianum in feminis; deque narium abscissione. 48. 5. 10.

XIII. De pœnis adulterii simplicis et qualificati ex legibus Hollandiæ. 48. 5. 10.

XIV. Conjux insons lucratur dotem, aut propter nuptias donationem, et alia quædam. Quid moribus obtineat hâc in parte. 48. 5. 11.

XV. Pater filiamfamilias, non emancipatam; primi gradûs non neptem; in ipsâ turpitudine deprehensam; in domo suâ vel generi sui non alibi; non gravidam; unâ cum adultero, non alterum tantùm, occidere potuit. 48. 5. 12.

XVI. An maritus olim et jure posteriore, ac moribus hodiernis possit adulterum, aut uxorem, in adulterio deprehensos, occidere. 48. 5. 16.

XVII. An et pater filiam, aut adulterum ejus, jure hodierno. 48. 5. 13.

XVIII. Pater aut maritus, si lege permittente possint occidere filiam aut adulterum, etiam potuerunt occidere in casibus, quibus non poterant eos adulterii accusare. 48. 5. 14.

XIX. Habentes jus occidendi an et habuerint jus contumeliis afficiendi et castrandi. 48. 5. 14.

XX. An si pater, aut maritus, non habens jus occidendi, occiderit tamen adulterum vel adulteram, ordinariâ legis Corneliæ pœna patiendus sit. 48. 5. 15.

XXI. Cessant omnes pœnæ adulterii morte adulteri vel adulteræ ante condemnationem, aut pendente appellatione. An et respectu dotis et similium. 48. 5. 16.

XXII. An et si conjux insons nocenti crimen remiserit; vel mortuus sit, non motâ lite de lucro dotis ob adulterium. 48. 5. 16.

XXIII. Cessant et si per errorem justissimum adulterium commissum sit. 48. 5. 16.

XXIV. An et quando si mulier conjugem absentem mortuum credens alteri nupserit; ubi et alia. Remiss. 48. 5. 16.

XXV. Cessant et si mulier vim passa sit. 48. 5. 16.

XXVI. Mitiganda adulterii pœna, si quis illud tentaverit, non perfecerit, et quando perfecisse videatur. 48. 5. 17.

XXVII. Ut et si corruperit eam quam nuptam putabat, cum innuptam esset; vel innuptam credebat quæ nupta erat. 48. 5. 17.

XXVIII. An mitiganda pœna, si adultera allegat, denegatum sibi fuisse debitum conjugale, vel maritum jam ante adulterum fuisse, vel evitandi mali majoris gratia adulterium fuisse commissum. 48. 5. 17.

XXIX. Exasperanda adulterii pœna, si quis simulans dolo se maritum aut uxorem, ignoranti et decepto, vel deceptæ sese miscuerit. 48. 5. 16.

XXX. Quid si vilis illustrem matremfamilias, vasallus uxorem domini, dominus uxorem vasalli violaverit. 48. 5. 18.

XXXI. Quid si cum adulterio concurrat incestus; an concurrente incestu juris gentium par adulteræ ac adultero pœna irroganda sit. 48. 5. 18.

XXXII. Uxor maritum criminaliter adulterii accusare non potuit, nec minor masculus, nisi de suo matrimonio violato; nec omnes promiscuè sed paucæ tantùm personæ conjunctæ. 48. 5. 21.

XXXIII. Quando maritus potuerit uxorem adulterii accusare, quando non, jure veteri ac novo. 48. 5. 21.

XXXIV. Quando pater vel extraneus ante maritum potuerit accusare adulterum aut adulteram, stante vel soluto matrimonio. 48. 5. 21.

XXXV. Et quando maritus intelligatur lenocinium uxoris exercuisse, et quomodo ob id puniendus. 48. 5. 21.

XXXVI. Qui moribus accusent adulterium. 48. 5. 21.

XXXVII. Quamdiu duret accusatio adulterii ex jure civili et hodierno. 48. 5. 22.

XXXVIII. Ubi de quinquennio, et quando præscriptioni duorum aut sex mensium in adulterio locus sit. 48. 5. 22.

XXXIX. Quinquennii præscriptio etiam obtinet in lenocinii reis; qui illi sint. 48. 5. 22.

XL. Non tamen si adulterium cum incestu aut vi conjunctum sit. 48. 5. 22.

V. C. c., art. 2046, *n.* 7.

340. — Poligamiæ quæ pœnæ sint. 23. 2. 1.

═

SECTION II. — ARRESTATIONS ILLÉGALES ET SÉQUESTRATIONS DE PERSONNES.

341. 342.

343. 344. — De prohibitis privatis carceribus et pœnis eorum tum jure civili, tum moribus. 48. 3. 7.

═

SECTION II. — CRIMES ET DÉLITS TENDANT A EMPÊCHER OU DÉTRUIRE LA PREUVE DE L'ÉTAT CIVIL D'UN ENFANT OU A COMPROMETTRE SON EXISTENCE; ENLÈVEMENT DE MINEURS; INFRACTION AUX LOIS SUR LES INHUMATIONS.

—

§ Ier.

Crimes et délits envers l'enfant.

345. — 353.

—

§ II.

Enlèvement de mineurs.

I. Quid sit crimen raptûs, et in quas committatur. 48. 6. 4.

II. An et in sponsam propriam jure civili. 48. 6. 4.

III. An et a feminâ in virum. 48. 6. 4.

IV. An et quomodo in volentem raptus fiat jure civili. 48. 6. 4.

V. Quæ sit pœna raptûs in raptore, comitibus, consciis, et cui cedant bona raptoris. 48. 6. 5.

VI. A quibus raptor in ipso flagitio occidi possit. 48. 6. 5.

VII. An gaudeat fori privilegio, et an condemnatus appellare possit. 48. 6. 5.

VIII. An nuptiæ cum raptâ consistere. 48. 6. 5.

IX. Quid si parentes dolorem remiserint. 48. 6. 5.

X. An et moribus pœnæ juris civilis obtineant. 48. 6. 5.

XI. Exasperanda pœna, si cum raptu concurrat adulterium. 48. 6. 6.

XII. Mitiganda, si quis meretricem rapuerit, nisi illa vitam emendaverit. 48. 6. 6.

XIII. Quid si rapuerit eam, quam prius volentem stupravit. 48. 6. 6.

XIV. Quid juris hodie, si quis propriam sponsam rapuerit. 48. 6. 6.

XV. Quid si volentem rapuerit atque invitantem puellam minorennem aut majorennem aut nuptam. 48. 6. 6.

XVI. An mitiganda pœna, si postea inter raptorem et raptam nuptiæ secutæ sint, ex juris canonici permissione. 48. 6. 6.

XVII. Mitiganda est pœna, si quis rapuerit, sed non corruperit pudicitiam ejus. 48. 6. 6.

XVIII. De pœnâ ex novella Leonis. 48. 6. 6.

354. — 357.

—

§ III.

Infraction aux lois sur les inhumations.

Principes généraux.

I. De sepulcro violato, de atrocitate ejus criminis. 47. 12. 1.

II. De actione sepulcri violati, vel inhabitati; quibus competat; quid si plures sint, ad quos sepulcrum spectat. 47. 12. 1.

III. An pœnitere possit is cujus interest, si prius agere noluerit; filius hoc agens judicio an pro herede se gerat. 47. 12. 1.

IV. Quibus aliis judiciis privatis et publicis, hic locus sit. 47. 12. 2.

V. De impedientibus funus defuncti prætextu debiti, et de signantibus res moribundi debitoris; aut ante nonum a morte diem heredes ejus interpellantibus. 47. 12. 4.

VI. Et quid hodie in hisce obtineat, maximè si sit metus expilationis. 47. 12. 4.

VII. An et cadaver detineri possit pro debito civili, donec cautum fuerit, aut solutum. 47. 12. 4.

358. 359.

360. — I. De extrahentibus ossa vel cadavera, et spoliantibus cadavera armatâ manu, vel sine armis. 47. 12. 3.

II. De interdictâ cadaverum sepulturâ in urbibus, permissâ a Justiniano, in monasteriis, tandem etiam a Leone in urbibus. 47. 12. 2.

III. Quando cessent pœnæ violati sepulcri, aut minuantur. 47. 12. 3.

IV. Quid juris in scholaribus anatomæ causâ cadaver extrahentibus. 47. 12. 3.

V. Nunc arbitrariæ sunt pœnæ violantium sepulcra. 47. 12. 3.

§ II.

Calomnies, injures, révélation de secrets.

Principes généraux.

Des injures.

I. Quid sit injuria, qui eam inferre possint. An bruta, impuberes, furiosi, dormientes, ebrii et ebriosi. 47. 10. 1.

II. An ebrii peccantes dolo careant, et an ac quousque ebrietas aut iracundia in injuriis verbalibus excuset. 47. 10. 1.

III. An et quando injuriam committant et injuriarum teneantur magistratus, judices, in subjectos ac litigantes, præceptores in discipulos, apparitores executionem facientes, creditores bona debitorum occupantes, ut quasi debitorum qui non sunt. 47. 10. 2.

IV. An et maritus post divortium petens ventris inspectionem, verberibus aut alia atrocitate, maritali abutens potestate, patronus aut parens, libertos aut liberos crudeliterque coercentes. 47. 10. 2.

V. An et magister navis in socium nauticum et ubi tunc conveniendus sit. 47. 10. 2.

VI. An teneatur qui injuriam inferre jussit, mandavit, suasit, procuravit. An et qui alieno jussu fecit. Quid si jussu patris aut domini. 47. 10. 3.

VII. An maritus nomine conveniri possit ea injuriâ quam uxor ejus tertio intulit. 47. 10. 3.

VIII. Qui pati possint injuriam; an volentes; an infantes, furiosi, an servi. 47. 10. 4.

IX. Quid juris, si quis servis propriis vel alienis injuriam intulerit. 47. 10. 4.

X. An ob verbales aut reales injurias homini levissimo et moribus indigno illatas detur actio injuriarum. 47. 10. 4.

XI. An et quomodo defunctis inferri possit injuria verbalis aut realis. 47. 10. 5.

XII. An et quomodo tunc hæredibus injuriarum actio detur. 47. 10. 5.

XIII. An et filius, si illi patris, post obitum injuriâ affecti, repudient hæreditatem. 47. 10. 5.

XIV. An domini, possessores bonæ fidei, fructuarii, injuriam patiantur per servos læsos. 47. 10. 6.

XV. An et hodierni domini ex injuriâ famulis ancillisve factâ. 47. 10. 6.

XVI. An patres per filios in potestate. 47. 10. 6.

XVII. An et per emancipatos. 47. 10. 6.

XVIII. An maritus vel sponsus per uxorem aut sponsam. 47. 10. 6.

XIX. An et quando uxor, sponsa, vidua, per injuriam marito viventi vel defuncto factam. 47. 10. 6.

XX. An magistratus aut judex per apparitores, dominus per vasallos, princeps per legatos a se missos. 47. 10. 6.

XXI. An abbas aut monasterium per unum ex monachis, cognatio vel familia per unum de familiâ vel cognatione. 47. 10. 6.

XXII. Quid si injuriam inferens his, ignoret esse filiumfamilias uxorem, etc. Quid si id sciat, sed ignoret cujus sit. 47. 10. 6.

XXIII. Quid si putet esse filiumfamilias Titii, cum esset Mævii; quid si Titio injuriam inferat, putans eum esse Mævium. 47. 10. 6.

XXIV. Re, verbis, litteris et consensu injuria infertur. 47. 10. 7.

XXV. Recensentur multi modi quibus injuria re infertur; ubi et de eo qui non pulsatus, sed elevata manu sæpius, territus; cujus mens medicamentis aut vino turbata. 47. 10. 7.

XXVI. Quivis quæstiones, occupationem bonorum, signationem domûs, arrestationem et similia insons, et sine causâ passus est; reprobatur ut fidejussor idoneus; interpellatur judicio paratus solvere; res suas vendere, vel iis aut jure publico uti prohibetur. 47. 10. 7.

XXVII. Item de iis qui eventum sententiæ venduut, quasi judicem corrupturi; proclamationibus nuptiarum intercedunt; ancillas alienas constuprant. 47. 10. 7.

XXVIII. Item de iis qui pudicitiam virginis attentant; comitem eis abducunt; eas adsectantur; ad invidiam alterius ad imagines principum confugiunt, barbam demittunt, veste lugubri utuntur, etc. Picturis, repræsentationes in scena, gesticulationibus alios ludibrio habent. 47. 10. 7.

XXIX. Quomodo verbis injuria fiat; ubi de his qui cantant, prælegunt, quod alterius pudorem lædit. 47. 10. 8.

XXX. De eo qui obscenis verbis apud honestos honestasve utitur; concubitum cum puellâ jactat. 47. 10. 8.

XXXI. Convicium homini certo (non incerto) præsenti vel absenti, directe vel per indirectum facit. 47. 10. 8.

XXXII. Quid si exprobret vitia corporis aut animi quæ naturâ probrum non habent. 47. 10. 8.

XXXIII. An excuset conviciatorem præfatio honoris. An et quando convicii veritas. 47. 10. 9.

XXXIV. Quid si in casibus quibus veritas convicii excusat, probatio fiat sed non plena. 47. 10. 9.

XXXV. Quid si doceatur de fama publica. Quid si nominetur auctor convicii. 47. 10. 9.

XXXVI. Quomodo litteris injuria fiat; ubi præcipuè de libello famoso, carmine, historiâ, comœdiâ, compositis, editis, vulgatis. 47. 10. 10.

XXXVII. An et famosus libellus si auctor nomen proprium suum ei addiderit. 47. 10. 10.

XXXVIII. An sit famosus libellus, si in vago tantùm conceptus sit, nec certa persona designata. 47. 10. 10.

XXXIX. Quomodo consensu injuria fiat. 47. 10. 11.

XL. Quomodo prospici possit ei, qui injurias ab alio metuit. 47. 10. 12.

XLI. An is qui sub pœnâ promisit se Titio injuriam non illaturum ad pœnam teneatur, si eam intulerit uxori Titii. 47. 10. 12.

XLII. Qui dicit, injuriam sibi factam esse, id probare debet; an et dies ac locus probari debeant. An probari possit per jurisjurandi delationem. 47. 10. 12.

XLIII. Quæ injuriarum pœna fuerit ex lege 12 Tabul.: de prætoriâ actione injuriarum ad injuriæ æstimationem. Ad quod tempus æstimatio referenda sit. 47. 10. 13.

XLIV. Ex quibus circumstantiis crescat vel minuatur æstimatio injuriæ. An etiam ex habitu et vestitu ejus qui injuriam passus est. 47. 10. 13.

XLV. Ex uno facto pluribus injuria fieri potest, ut singulorum nomine ac actione prætoriâ agi, ad diversas æstimationes injuriæ, nec una alteram tollit. 47. 10. 13.

XLVI. De actione injuriarum civili ex lege Corneliâ; ob quam injuriam, quibus, aut ob quid detur. 47. 10. 14.

XLVII. De criminali persecutione extraordinariâ injuriæ, et quibus pœnis tunc rei sic coercendi sint, jure civili ac moribus. 47. 10. 15.

XLVIII. De criminali publico injuriarum judicio contra eos qui ministris sacrorum aut sacris ipsis injuriam intulerunt, aut libellos famosos composuerunt, ediderunt; et de pœnâ eorum ex jure civili ac hodierno. 47. 10. 16.

XLIX. De actione ad palinodiam, moribus receptâ. An sit civilis, an criminalis; an infamet condemnatio ad recantationem, aut ipsa recantatio locum habet in injuriis verbalibus. An in iis quæ scripto publico vel privato illatæ, et quomodo tunc recantandum sit. 47. 10. 17.

L. In realibus deprecationi locus, non recantationi. Uti et in verbalibus, si exprobata plenè aut ferè planè probari possint. 47. 10. 17.

LI. An hodie propter injurias verbales aut reales læsus cumulare uno libello actionem ad *amendam honorabilem et profitabilem*. 47. 10. 17.

LII. An vili et abjecto homini etiam competat actio æquè ad amendam honorabilem ac profitabilem. 47. 10. 17.

LIII. An actio ad palinodiam evanescat morte ejus qui verbalem injuriam passus est; an perpetua sit. 47. 10. 17.

LIV. An in realibus injuriis perpetua sit actio ad deprecationem et amendam profitabilem. 47. 10. 17.

LV. Quibus remediis absens vel præsens cogatur ad amendam honorabilem. 47. 10. 17.

LVI. Privatus apud nos de injuriis tantùm ad amendam honorabilem et profitabilem agit; ut ex lege Aquilia ad indemnitatem; criminaliter agunt tantùm publici accusatores; quomodo hi se jungant privatis injuriarum agentibus; an tunc reus per procuratorem se possit tueri. 47. 10. 18.

LVII. Cessat injuriarum actio, si quis eam

ab initio ad animum non revocaverit; an dissimulasse videatur, si ad injurias illatas siluerit. 47. 10. 19.

LVIII. Cessat, si ex parte ejus qui læsit, desit injurandi propositum. Unde id colligatur; ubi de verbis per se injuriosis, et aliis ambiguis, de illis qui artis intuitu interrogati, respondent per errorem, aut secundum erroneas artis suæ regulas 47. 10. 20.

LIX. Quid de magistratibus, præceptoribus objurgantibus; oratoribus vitia perstringentibus; honorem alteri decernere impedientibus; munus onerosum imponentibus; per jocum aut per errorem quid admittentibus; sui defendendi causâ quid objicientibus, injurias retorquentibus vel retorsionis modum excedentibus; testi contra se producto quid objicientibus. Et quid si non possint plenè probare objecta. 47. 10. 20.

LX. Item de agentibus aut excipientibus de spolio; defectum legitimorum natalium aut nobilitatis allegantibus, ut impediant dignitatem a solis nobilibus obtinendam. 47. 10. 20.

LXI. Prætoria injuriarum actio anno perit; unde annus incipiat currere. 47. 10. 21.

LXII. Mulier de stupro violento sibi illato non nisi intra sex septimanas in quibusdam locis agere potest. 47. 10. 21.

LXIII. De duratione actionis injuriarum ex lege Corneliâ. 47. 10. 21.

LXIV. De duratione judicii criminalis de injuriis; de duratione actionis ad amendam honorabilem et profitabilem 47. 10. 21.

LXV. Morte injuriam inferentis aut patientis cessat injuriarum actio. 47. 10. 22.

LXVI. Si ante mortem rei sit facta litis contestatio, quo respectu adhuc duret injuriæ persecutio. 47. 10. 22.

LXVII. Pro litis contestatione est, si reus ter citatus defuerit, ac postea moriatur. 47. 10. 22.

LXVIII. Cessat etiam satisfactione, pacto, transactione, jurejurando, revocatione injuriarum verbalium ante litem contestatam, remissione. Quomodo tacitè fiat remissio. An et usu sacræ cœnæ. 47. 10. 23.

LXIX. An per remissionem injuriæ a læso factam cesset hodie publica criminalis persecutio per prætorem aut fisci patronum movenda. 47. 10. 23.

LXX. An remissio per unum facta noceat aliis qui ex eodem facto injuriam passi sunt; an patris remissio noceat filio, aut vice versâ. 47. 10. 23.

LXXI. Judicio civili injuriarum tollebatur ex jure civili criminale, et vice versâ 47. 10. 24.

LXXII. Prætor tamen aliquando injungebat ut criminaliter ageretur. 47. 10. 24.

LXXIII. Moribus utrumque concurrere potest; uti et ad indemnitatem actio; quæ non perimitur transactione super injuriis factâ. 47. 10. 24.

361. — 378.

CHAPITRE II. — *Crimes et délits contre les propriétés.*

De crimine stellionatûs. 47. 20. n. 1 et seqq. — *V. suprà, chap. I, Pr. gén., n. 1 et seqq.*

Principes généraux. Questions diverses.

I. Si fur partem vel res quasdam ex pluribus uno armario, apothecâ, nave contentis surripiat, an etiam reliquarum rerum inclusarum fur sit 47. 2. 11.

II. Si furti agat qui dominus non est, an duplum vel quadruplum rei, an ejus quod interest consequatur. 47. 2. 12.

III. Quibus detur actio furti; an illis, quorum interest ex turpi causâ; ut furibus furtum rursus passis, et similibus; an et quorum tantum interest ob lucrum cessans, ut, pro hærede vel donato, possidenti 47. 2. 12.

IV. An bonæ fidei emptori, fructuario; creditori ob pignus surreptum; fulloni; conductori, cui res locatæ ereptæ, vel etiam fructus prædii locati adhuc pendentes. 47. 2. 13.

V. Quid juris in commodatario furtum passo, aut depositario 47. 2. 13.

VI. An tutori aut prætori, cujus culpâ res pupillaris per furtum ablata est. An ei cui res erat debita, sed necdum tradita. 47. 2. 13.

VII. An creditori vel fidejussori ejus qui furtum passus et inde pauperior factus. 47. 2. 13.

VIII. Contra quos detur furti actio; an si plures simul furtum fecerint, contra singulos in solidum. 47. 2. 14.

IX. An contra mercenarium, libertum, domesticum, ob filias furtum; an in hæredes. 47. 2. 14.

X. Quid si tutor res pupilli subduxerit, ac moriatur durante tutelâ; an et hæredibus. 47. 2. 14.

XI. Furti etiam criminaliter agi potuit, at frequentius actum jure civili posteriore per eos qui furtum passi, ad pœnam extraordinariam; non tamen ad mortem aut membri amputationem ob simplex furtum. 47. 2. 15.

XII. Moribus nostris furtum passus nullam habet pœnalem furti actionem in duplum aut quadruplum, sed tantùm in id quod interest, contra furem et furis hæredem in solidum. 47. 2. 15.

XIII. Criminaliter de furto nunc accusant tantùm publicæ personæ, etiam ob furta leviora, nisi sint leviora domestica; non tamen criminaliter nunc accusantur commodatarii, depositarii, et similes abutentes re commodatâ, etc. Quomodo inquiri possit in furtivas res. Remiss. 47. 2. 15.

XIV. Si de furto facto constet, at non de quantitate rerum subductarum, aut æstimatione earum, an et quando standum sit jurijurando ejus, qui furtum passus est; quando non. 47. 2. 17.

XV. An moto criminali judicio furti, dominus furtum passus, aut alius, cujus interest, possit rem repetere, aut id quod interest; et an æquum sit res furtivas fisco cedere. 47. 2. 20.

XVI. De rapinâ quæ est species furti improbioris et actione de vi bonorum raptorum. Quid si quis putans rem suam esse rapuerit. 47. 8. n. 1 et seqq.

XVII. Quâ actione teneantur, qui ex incendio, ruinâ, naufragio, nave, rate, expugnata rapiunt, et qui id censeantur facere, qui non; et quid si rapiatur tempore inundationis aut villæ expugnatæ. 47. 9. 1.

XVIII. De abigeis. An abigei furti teneantur, materia tractatur. 47. 14. n. 1 et seqq.

XIX. Species furti est, si quis sciens alienum tignum jungat ædibus aut vineis hinc furti occasione de tigno juncto agitur. 47. 3. n. 1 et seqq.

XX. De directariis vel detectariis, sectoribus zonariis, aperturariis. 47. 11. 4.

XXI. Furtum non est rerum jacentis hæreditatis. sed eo nomine judicium expilatæ hæreditatis datur; de actione expilatæ hæreditatis. 47. 2. 3. — 19. n. 1 et seqq.

XXII. De pœnâ invenientium res alienas et non restituentium. 47. 2. 17.

Définition du vol.

379. — I. Quid sit furtum; cur dicatur naturali jure prohibitum. 47. 2. 1.

II. Qui furtum committant; an et pupilli. 47. 2. 2.

III. An creditor debitori surripiens rem sibi debitam. 47. 2. 2.

IV. In quibus rebus furtum fiat; an in immobilibus; an in rebus nullius; an in homine libero. 47. 2. 3.

V. An et quando et quo respectu in rebus hæreditatis jacentis. 47. 2. 3.

VI. An quis furtum faciat in re propriâ, si alius in eâ jus aliquod habeat. 47. 2. 4.

VII. An et in rebus communibus. 47. 2. 4.

VIII. De furto usûs et possessionis. 47. 2. 5.

IX. Contrectatio requiritur ad furtum. Quomodo per naturalem contrectationem furtum fiat 47. 2. 6.

X. Quid de his qui tabulas surripiunt aut delent; indebitum scientes accipiunt, aut alteri solvendum delegant; depositum recipiunt, vel æs alienum exigunt mentientes procurationem. 47. 2. 6.

XI. De his qui rem mobilem a non domino emunt; falsa pondera vel mensuras adhibent, servum fugitivum celant. 47. 2. 6.

XII. An et qui nudam habuerunt furandi voluntatem; furem non indicant, fugitivo iter monstrant, furtum minantur; conclave ingressi sunt furandi causâ; depositum inficiantur, vel incipiunt suo nomine possidere. 47. 2. 6.

XIII. Quibus modis ope, consilio furtum fiat; an solâ ope vel solo consilio, licet opem ferens, aut consilium dans, nihil ipse contrectaverit. 47. 2. 7.

XIV. An furti teneatur qui ope vel consilio

juvit tales, qui actione furti nequeunt conveniri. 47. 2. 7.

XV. Non fit furtum si desit animus lucrandi 47. 2. 7.

XVI. An ergo in casu extremæ necessitatis. 47. 2. 8.

XVII. An si quis furetur ut alteri donet vel concedat alteri usum rei sibi commodatæ. 47. 2 9.

380. — I. An filiusfamilias furtum committat patri suo vel pater suo filiofamilias; ut an ne qualis propter furtum actio inter eos esse possit 47. 2 2.

II. An furti teneatur qui opem vel consilium tulit servo vel filiofamilias, vel uxori patris et domino vel marito suo furtum facienti. 47. 2. 7.

Des différentes espèces de vols; de leur répression.

381. 382. — I. Furtorum variæ sunt species enumeratæ. 47. 2. 9.

II. Aliud diurnum et aliud nocturnum, aliud simplex, aliud qualificatum vulgo dictum. 47. 2. 9.

III Præcipuè aliud manifestum, aliud nec manifestum; quæ concurrere debeant ut furtum possit dici manifestum; et quid si quis videat furtum fieri ac taceat 47. 2. 9.

IV. Quid juris si deprehendatur cum re furtivâ, qui furtum non fecit sed rem surreptam perferendam recepit. 47. 2 9.

V. De pœnâ furti manifesti et nec manifesti ex lege 12 Tab. et jure posteriore. 47. 2. 10.

VI. De furto oblato, concepto, prohibito, non exhibito, et de modo investigandi furtum per lancem et licium. 47. 2. 10.

VII. Quid duplicandum vel quadruplicandum sit; ubi de re quæ apud furem interim crevit, vel melior facta, vel depretiata fuit, et an ex continuatâ contrectatione multiplex nascatur furti actio. 47. 2. 10.

VIII. Quid de veste servi surrepti, vel sacco, quo contenta erat pecunia. 47. 2. 18.

IX. De pœnis publicis furti recentioribus ex constitutione Frederici et Caroli V. Recensentur ex Carpzovio potissimum plerique modi, quibus furtum fit, et variantes furtorum circumstantiæ, ex quibus pœnæ exasperari vel mitigari solent. Remiss 47. 2. 17.

X. Quousque qualitas delinquentium personarum mitigari faciat pœnam furti, et quomodo puniendi sint impuberes, minores, domestici, nobiles, furiosi et feminæ. 47. 2. 17.

XI. Quales aliæ circumstantiæ ad pœnam furti mitigandam aut exasperandam sufficientes sint. 47. 2. 17.

XII. An non minus dura sit ultimi supplicii pœna, ob simplex furtum tertio repetitum; an ob unum furtum simplex, sed admodum grave, pœna mortis imponi possit. 47. 2. 18.

XIII. An triplex furtum, si tres aut plures distinctas res fur simul abstulerit, aut ter quaterve ierit redieritque, ut auferret quod unâ vice portare non potuit. 47. 2. 18.

XIV. An ob tertium furtum suspendi, qui propter primum aut secundum punitus non fuit; et quid si pœna furti prioris ei fuerit remissa. 47. 2. 18.

XV. An sufficiat ad pœnam mortis triplex furtum, si illud in diversis territoriis sit commissum. 47. 2. 18.

XVI. Quomodo in Hollandiâ, Zelandiâ, Ultrajecti furtum simplex puniri debeat. 47. 2. 18.

383. — I. De his qui cursores publicos, seu postas spoliant. 48. 6. 3.

II. De pœnis expilatorum, et in viis publicis alibique pecunias aut bona vi extorquentium, tum jure romano tum moribus. 47. 18. 2.

384. — I. De pœnâ furti cum effractione commissi. 47. 2. 17.

II. De pœnis effringentium horrea, etc., furandi causâ ex jure civili et hodierno. 47 18. 1.

385.

386. — I. Domestica furta graviora nunc durius coercentur quam alia. 47. 2. 19.

II Furti adversus nautas, caupones, stabularios. 47. 5.

III De furibus balneariis. 47. 17.

387.

388. — De pœnis eorum qui animalia feras ex vivariis aut pisces in piscinas conjectos furtò subducunt. 47. 2. 17.

389. — 412.

413. — De crimine Dardanariorum. 47. 11. 4

414. — 418.

419. — De lege Juliâ de annonâ. 48. 12.

420. — 433.

═

SECTION III. — DESTRUCTIONS, DÉGRADATIONS, DOMMAGES.

Principes généraux.

I De pœnis eorum qui incendia dolo vel culpâ excitârunt. 47. 9. 5.

II. De incendii per sceleratos in Brabantiâ excitati damno communiter ferendo per universitatem, in cujus territorio id contigit. 47. 9. 5.

III. De criminali persecutione contra eos qui naufragos suppresserint, naufragia procuraverint, luminibus de nocte accensis ad fallendos navigantes; et quid moribus circa hos omnes. 47. 9. 2.

IV. De effringentibus sine animo furandi. 47. 18. 1.

434. — 436.

437. — De aggerum nili perruptoribus. Quibus pœnis hodie puniantur, qui aggeres perfodiunt sive marinos publicos, sive privatos pauciorum possessorum. 47. 11 6.

438. 439.

440. — I. De damno in turbâ dato, et in quo differat turba a coactione et rixâ; ac quomodo turba concitetur. 47 8. 3.

II. Quomodo moribus nostris, propter hæc omnia, civiliter vel criminaliter agi possit. 47. 8. 4.

441. — 444.

445. 446. 447. 448. — I. De arboribus furtim cæsis. 47. 7. 1.

II. Quid hic sit arbor, quid cædere, cingere, secare; quid furtim. 47. 7. 1.

III. Quid sit actio arborum furtim cæsarum, et ad quid tendat; quibus competat, et contra quos. 47. 7. 2.

IV. Quid si plures ceciderint, vel plurium arbor cæsa sit. 47. 7. 2.

V. Quid juris, si sciente domino arbor cæsa sit; quid si radicitus, evulsa. 47. 4 2

VI. Quid si jure sit cæsa, at quando id fiat. 47. 7. 3.

VII. An rescindere liceat radices vicinæ arboris in nostram terram immissas. 47. 7. 4.

VIII. Quales actiones concurrere possint cum hâc actione; et an una alteram consumat. 47. 7. 4.

IX. De criminali arborum furtim cæsarum judicia ex jure civili et hodierno. 47. 7. 5.

449. — 455.

456. — I. De terminis agrorum et sanctitate eorum apud veteres. 47. 21. 1

II. Quibus pœnis jure civili puniti fuerint, qui terminos movissent, exarassent, etc. 47. 2. 17.

III. Et quid si lapides furto subduxerint, ignorantes, his terminos distinctos esse; quæ pœnæ moribus obtineant. 47. 21. n. 1 et 2.

457. — 462.

463. — *V. liv. I, des Peines en matière criminelle, correctionnelle, et de leurs effets, Pr. gén.*

═

LIVRE IV.

CONTRAVENTIONS DE POLICE ET PEINES.

V. liv. I, des Peines en matière criminelle et correctionnelle, et de leurs effets, Pr. gén. et art. suiv.

464. — 474.

475. — I. Injuriam realem facit qui fimo corrupto aliquem perfundit, cœno, luto oblinit, aquas alicujus conspurcat. 47. 11. 2.

476. — 484.

FIN.

A ceux qui n'ont pas une connaissance étendue et fraîche encore des principes du Droit romain, cette Table n'offre pas le seul avantage de l'indication des passages dans lesquels Voet traite les matières qui se rapportent au Droit moderne. Cette indication est encore précieuse pour les recherches à faire dans les autres Commentateurs qui ont suivi l'ordre des Pandectes. Les questions traitées dans Voet, sous un livre et un titre du Digeste, seront traitées *presque toujours* sous le même livre et le même titre dans les Pandectes de Pothier, dans Huberus, Zoezius, etc. Ainsi le renvoi fixe et certain pour Voet est une indication générale seulement pour les autres auteurs.